

# SAN-NEWS

## Bibliographie suisse et étrangère en droit de la santé

### septembre 1996 - mai 2003

SAN-NEWS est une publication de l'Institut de droit de la santé de l'Université de Neuchâtel qui présente les références des dernières parutions juridiques en matière de santé. Elle est établie en recensant près d'une centaine de revues juridiques et médicales, en Suisse et à l'étranger.

SAN-NEWS ist eine Veröffentlichung des Instituts für Gesundheitsrecht der Universität Neuenburg, die Hinweise auf Neuerscheinungen im Gesundheits-recht gibt. Sie wird auf Grund von nahezu Hundert juristische und medizinische Zeitschriften aus der Schweiz und dem Ausland zusammengestellt.

SAN NEWS N°1 .....	1
SAN-NEWS N°2 .....	15
SAN-NEWS N°3 .....	27
SAN-NEWS N°4 .....	39
SAN-NEWS N°5 .....	52
SAN-NEWS N°6 .....	66
SAN-NEWS N°7 .....	78
SAN-NEWS N°8 .....	94
SAN NEWS N°9 .....	112
SAN-NEWS N°10 .....	137
SAN-NEWS N°11 .....	161
SAN-NEWS N°12 .....	185
SAN-NEWS N°13 .....	207
SAN-NEWS N°14 .....	226
SAN-NEWS N°15 .....	245
SAN-NEWS N°16 .....	267
SAN-NEWS N°17 .....	289
SAN-NEWS N°18 .....	316
SAN-NEWS N°19 .....	338
SAN-NEWS N°20 .....	366
SAN-NEWS N°21 .....	391

## **SAN NEWS N°1**

Septembre 1996

**Bulletin d'informations documentaires de l'Institut de droit de la santé de l'Université de Neuchâtel Suisse**

### **Législation / Gesetzgebung**

#### **I. Droit international et européen (Sélection) / Internationales Recht und Europarecht (Auswahl)**

##### **UNION EUROPÉENNE**

1. Directive 95/46/CE du Parlement européen et du Conseil, du 24 octobre 1995, relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel

et à la libre circulation des données, Journal officiel des Communautés européennes, N° L 281, 23 novembre 1995, p. 31-50

2. Résolution du Conseil de l'Union européenne relative à l'intégration, dans les pratiques communautaires, des exigences en matière de protection de la santé, Journal officiel des Communautés européennes, N° C 350, 30 décembre 1995, p. 2

#### CONSEIL DE L'EUROPE

1. Recommandation n° R (95) 14 sur la protection de la santé des donneurs et des receveurs dans le cadre de la transfusion sanguine, du 12 octobre 1995, reproduite in Recueil international de législation sanitaire, 1996, vol. 47 n° 2, p. 173

2. Recommandation n° R (95) 15 sur la préparation, l'utilisation et l'assurance de qualité des composants sanguins, du 12 octobre 1995, reproduite in Recueil international de législation sanitaire, 1996, vol. 47 n° 2, p. 219

## II. Droit étranger / Fremdes Recht

#### AUSTRALIE

1. Loi d'Australie-Méridionale n° 26, du 27 avril 1995 relative au consentement à des actes médicaux et à des soins palliatifs, rapportée in Recueil international de législation sanitaire, 1995, vol. 46 n° 4, p. 550

2. Loi d'Australie-Territoire du Nord n° 12 du 16 juin 1995 relative aux droits des personnes au stade final d'une maladie, rapportée in Recueil international de législation sanitaire, 1995, vol. 46 n° 4, p. 553

#### AUTRICHE

Loi relative à la fabrication et à la mise sur le marché de produits du tabac, ainsi qu'à la publicité en faveur de produits du tabac et à la protection des non-fumeurs, Bundesgesetzblatt für die Republik Österreich, 30 juin 1995, n° 135, p. 6251-6256, rapportée in Recueil international de législation sanitaire, 1995, vol. 46 n° 4, p. 539

#### DANEMARK

Loi n° 1120 du 20 décembre 1995 relative à la réparation des dommages dus aux médicaments, Lotvidende, 1995, partie A, 21 décembre 1995, N° 201, p. 5823, rapportée in Recueil international de législation sanitaire, 1996, vol. 47 n° 2, p. 223

#### FRANCE

1. Circulaire DGS/DH n° 95-22 du 6 mai 1995 relative aux droits des patients hospitalisés et comportant une Charte du patient hospitalisé, Bulletin officiel du Ministère des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville, 25 juillet 1995, n° 95/21, p. 11-23, rapportée in Recueil international de législation sanitaire, 1995, vol. 46 n° 4, p. 547

2. Décret n° 95-1000 du 6 septembre 1995 portant code de déontologie médicale, Journal officiel de la République française, Lois et Décrets, 8 septembre 1995, n° 209, p. 13305-13310, rapportée in Recueil international de législation sanitaire, 1995, vol. 46 n° 4, p. 548

#### NORVÈGE

1. Loi n° 56 du 5 août 1994 sur l'utilisation médicale de la biotechnologie, commentée in European Journal of Health Law, 1996, vol. 3 n° 2, p. 189

2. Loi n° 74 du 15 décembre 1995 portant interdiction de mutilations sexuelles féminines, Norsk Lovtidend, 1re section, 9 janvier 1996, n° 25, p. 1619, rapportée in Recueil international de législation sanitaire, 1996, vol. 47 n° 2, p. 182

#### PAYS-BAS

Loi du 17 novembre 1994 visant à modifier le code civil et d'autres lois en liaison avec l'introduction de dispositions relatives au contrat d'accomplissement d'actes médicaux, rapportée in Recueil international de législation sanitaire, 1996, vol. 47 n° 2, p. 200

#### SUÈDE

Loi n° 831 du 8 juin 1995 relative à la transplantation, Svensk författningssamling, 1995, 22 juin 1995, rapportée in

### III. Droit fédéral/ Bundesrecht

#### DROIT ÉDICTÉ / GESETZESTEXTE

1. Loi fédérale sur l'assurance maladie (LAMa!), du 18 mars 1994, en vigueur dès le 1er janvier 1996, RO 1995 1328

2. Ordonnance sur l'assurance maladie (OAMa!), du 27 juin 1995, en vigueur dès le 1er janvier 1996, RO 1995 3867

3. Ordonnance sur les prestations dans l'assurance obligatoire des soins en cas de maladie (OPAS), du 29 septembre 1995, en vigueur dès le 1er janvier 1996, RO 1995 4964.

Modification (art. 28 et 46/2) du 15 janvier 1996, en vigueur dès le 1er mai 1996, RO 1996 909.

Modification (art. 29 et 46/3, liste des médicaments avec tarif) du 26 février 1996, en vigueur dès le 1er juin 1996, RO 1996 1232. Modification (art. 13, échographies) du 26 avril 1996, en vigueur dès le 15 mai 1996, RO 1996 1496.

Modification (art. 28, liste des analyses) du 3 juillet 1996, en vigueur dès le 1er octobre 1996, RO 1996 2430

4. Ordonnance sur la compensation des risques dans l'assurance maladie, du 12 avril 1995, en vigueur dès le 1er janvier 1996, RO 1995 1371

5. Ordonnance sur les subsides fédéraux destinés à la réduction des primes dans l'assurance maladie, du 12 avril 1995, RO 1995, p. 1377. Modification (art. 3 et 4) du 17 juin 1996, en vigueur dès le 1er janvier 1997, RO 1996 1978.

Modèle de répartition (année 1997), FF 1996 III 145

6. Ordonnance relative au relèvement des limites de revenu suite à l'introduction d'une réduction des primes dans la LAMa!, du 13 septembre 1995, en vigueur dès le 1er janvier 1996, RO 1995 4386.

Abrogation par l'Ordonnance du même nom, du 17 juin 1996, en vigueur dès le 1er janvier 1997, RO 1996 2140

7. Décision du Département fédéral de l'intérieur concernant l'admission des établissements de cures balnéaires comme fournisseurs de prestations de l'assurance maladie, du 8 décembre 1995, en vigueur dès le 1er janvier 1996, FF 1996 1457

8. Arrêté fédéral sur le contrôle du sang, des produits sanguins et des transplants, du 22 mars 1996, en vigueur le 1er août 1996, RO 1996 2296

9. Ordonnance sur le contrôle du sang, des produits sanguins et des transplants du 26 juin 1996, en vigueur dès le 1er août 1996, RO 1996 2309

10. Ordonnance sur les laboratoires de microbiologie et de sérologie, du 26 juin 1996, en vigueur dès le 1er août 1996, RO 1996 2324

11. Ordonnance concernant les trousse de diagnostic in vitro, du 24 février 1993 (RS 818.152.1) : Modification (art. 2, 8, 9, 18a) du 26 juin 1996, RO 1996 2348

12. Ordonnance sur les essais cliniques de produits immunologiques, du 26 juin 1996, en vigueur dès le 1er août 1996, RO 1996 2342

13. Ordonnance sur les dispositifs médicaux (ODim), du 24 janvier 1996, en vigueur dès le 1er avril 1996, RO 1996 987

Modification (art. 11/3) du 17 juin 1996, en vigueur dès le 1er juillet 1996, RO 1996 1868

14. Ordonnance sur les émoluments perçus en matière de dispositifs médicaux (OEDim), du 29 mars 1996, en vigueur le 1er mai 1996, RO 1996 1212

15.Loi fédérale sur les stupéfiants (LStup), du 3 octobre 1951 (RS 812.121).  
Modification (art. 1, 3, 3a, 20) du 24 mars 1995, en vigueur dès le 1er juillet 1996, RO 1996 1677

16.Ordonnance sur les stupéfiants et les substances psychotropes (OStup), du 29 mai 1996, en vigueur dès le 1er juillet 1996 (abrogeant l'ordonnance du 4 mars 1952), RO 1996 1679

17.Ordonnance sur l'évaluation de projets visant à prévenir la toxicomanie et à améliorer les conditions de vie des toxicomanes, du 21 octobre 1992 (RS 812.121.5). Modification (art. 15 à 20) du 21 février 1996, RO 1996 985

18.Ordonnance sur la protection contre les nuisances sonores et les rayons laser lors de manifestations, du 24 janvier 1996, en vigueur dès le 1er avril 1996, RO 1996 807

#### MESSAGES ET RAPPORTS OFFICIELS BOTSCHAFTEN UND AMTLICHE BERICHTE

1. Message relatif à l'initiative populaire "pour la protection de l'être humain contre les techniques de reproduction artificielle (Initiative pour une procréation respectant la dignité humaine, PPO)" et à la loi fédérale sur la procréation médicalement assistée (LPMA), du 26 juin 1996, FF 1996 III 197

2. Rapport de la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil national concernant la ratification de la Charte sociale européenne, du 17 novembre 1995, FF 1996 II 717

#### **IV. Droit cantonal (Sélection) / Kantonaes Recht (Auswahl)**

(extrait du « Bulletin de Législation 1 Gesetzgebungsbulletin », avec l'autorisation de l'Institut du Fédéralisme, à Fribourg)

##### **BASEL-LAND**

Vereinbarung vom 13.11.1995 über den beruflichen Unterricht für Medizinische Praxisassistentinnen und Medizinische Praxisassistenten in den Kantonen BS und BL (gilt vorerst bis zum 31.07.1999)

V vom 2.4.1996 über die Berufsschule für Pflege (Hebt die RRV vom 17.6.1986 über Ausbildungsstätten für die Berufe im Gesundheitswesen auf)

##### **GENEVE**

R du 31.01.1996 sur les médicaments au stade d'essai clinique

L du 28.03.1996 sur les prélèvements d'organes et de tissus

L conc. la constatation des décès et les interventions sur les cadavres humains du 16.09.1988 (Modification introduite par l'art. 6 de la L sur les prélèvements d'organes et de tissus: Chapitre V [Art. 14] abrogé)

L conc. les rapports entre membres des professions de la santé et patients du 06.12.1987 (Modification: Art. 5 III nouveau, « testament biologique »)

R relatif à la commission de surveillance des activités médicales du 06.05.1987 (Modification: Art. 3, constitution et fonctionnement; 4 1 et IV nouveau, sous-commissions; 5 1, procédure; Art. 6 abrogé)

R relatif à la commission de surveillance des professions de la santé du 09.11.1983 (Modification: Art. 3, constitution et fonctionnement; 4 1 et IV, 5 1 lit. d, 5 II, 5 III nouveau, sous-commissions; 6 I, procédure)

R concernant les hygiénistes dentaires du 10.12.1965 (Modification: Art. 2 II, radiographies et mesures de protection)

R d'exécution de la Convention intercantonale sur le contrôle des médicaments (Modification: Art. 6-8, publicité; 14 II, 18 1, expertise; 20 I, mentions sur les emballages; 22, préavis défavorable; 30 I, contrôles subséquents à l'enregistrement; 30 A nouveau, contrôle de la publicité)

##### **JURA**

O du 17.01.1996 conc. les recherches sur l'être humain

O du 30.04.1996 conc. l'autorisation des hospitalisations extérieures

0 du 29.05.1996 conc. l'exercice de la profession de logopédiste

#### NEUCHÂTEL

R provisoire d'exécution du 31.01.1996 de la L de santé (Abroge l'A désignant le Département de l'Intérieur comme autorité chargée de se prononcer sur la levée du secret professionnel dans les professions médicales du 22.06.1962)

R sur l'exercice de la chiropratique et des professions médicales auxiliaires du 03.09.1952 (Modification introduite par l'art. 1 lit. b du R provisoire d'exécution de la L de santé: art. 25-31 et 44-47 abrogés)

R sur l'exercice de la chiropratique et des professions médicales auxiliaires du 03.09.1952 (Modification: art. 10, 19 et 35, adaptation à l'abaissement de l'âge de la majorité civile)

#### SANKT GALLEN

Heilmittelverordnung (Änderung : Art. 12 II neu, Ausnahmen betr. grundsätzlich unzulässiger Abgabe bestimmter Heilmittel)

Gesundheitsgesetz vom 28.06.1979 (Änderung : Art. 3 1 lit. a bis neu, zuständiges Departement; Art. 2 II B aufgehoben) (Eing. durch Z. 11/8. des III. NG zum G über die Verwaltungsrechtspflege)

#### TICINO

R conc. le vaccinazioni obbligatorie e facoltative contra le malattie trasmissibili dei 26.03.1991 (Modifica : Art. 1, elenco delle malattie, 6, esecuzione degli vaccinazioni; art. 2 & 7 abrogati)

L sulla promozione della salute e il coordinamento sanitario dei 18.04.1989 (Modificazione : Art. 51 II abrogato con art. 75 1 della L sugli esercizi pubblici)

#### URI

V vom 13.11.1995 über die Unterstützung der Hilfe und Pflege zuhause (Spitex-Verordnung)

#### Zug

V(1) vom 05.12.1995 zum Gesundheitsgesetz vom 22.12.1981 (Änderung: § 17 1 Bst. i) (Medizinische und pharmazeutische Berufe, Hilfsberufe sowie wissenschaftlich nicht anerkannte Behandlungen)

#### Zürich

W zur eidgenössischen Epidemiengesetzgebung vom 19.03.1975 (Änderung : § 6, 7 I, 8 & 10 II; « vom Kantonsarzt angeordnete Impfkampagnen» ersetzt die bisher detaillierte Aufzählung der Impfungen)

V vom 30.05.1996 über die Abgabeerweiterung von Liste-C-Produkten in Drogerien

Tous ces textes sont en vigueur / Alle Texte im Kraft.

### **V. Déclarations et directives éthiques et professionnelles / Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien**

#### INTERNATIONAL ET ETRANGER / INTERNATIONAL UND AUSLAND

1. Association médicale mondiale, Déclaration de Lisbonne sur les droits du patient, adoptée à Lisbonne en octobre 1981, révisée à Bali en septembre 1995, rapportée in Recueil international de législation sanitaire, 1996, vol. 47n° 1, p.109

2. Comité consultatif d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé, Génétique et médecine: de la prédiction à la prévention, avis du 30 octobre 1995, rapportée in Recueil international de législation sanitaire, 1996, vol. 47 n° 2, p. 279

3. Council of Scientific Affairs, American Medical Association, Good Care of the Dying Patient, *JAMA* 1996, 275: 474-478.

4. Advisory Committee on Human Radiation Experiments, Research Ethics and the Medical Profession. Report of the Advisory Committee on Human Radiation Experiments, *JAMA*, 1996, 276: 403-409.

5. WHO's European Member states, The Ljubljana Charter on Reforming Health Care, *BMJ*, 1996, 312 : 1664-1665.

SUISSE / SCHWEIZ

1. Directives de l'ASSM concernant la transplantation de tissus foetaux humains, version du 25.10.1995, in : *BMJ* 1996, n° 11, p. 443.

2. FMH - Zentralvorstand, Die eidgenössische Standesordnung, in : sAl., 1996, no19, p. 781-788.

## **Jurisprudence / Rechtsprechung**

### **1. Jurisprudence internationale (Sélection) / Internationale Rechtsprechung (Auswahl)**

1. Série A 317 CEDH, Affaire Marlhens c. France, , arrêt du 24 mai 1995, également publiée in: European Human Rights Reports, Vol. 21, May 1996, Part 5, p. 502-510.

*Requérante infectée en 1988 par le V/H à la suite d'une transfusion sanguine. Violation de l'art. 6 (1) CEDH en raison de la durée trop longue de la procédure lui permettant de toucher une compensation prévue légalement pour les patients contaminés par le VIH? Affaire rayée du rôle en raison d'un règlement amiable intervenu entre la requérante et le gouvernement français.*

2. Série A 333-B CEDH, Affaire Bellet c. France, arrêt du 4 décembre 1995

*Accès à un tribunal pour obtenir une indemnisation complémentaire du préjudice subi par un hémophile infecté par le virus du SIDA à la suite de transfusions sanguines. Violation de l'art. 6 § 1 CEDH, Etat défendeur condamné à payer certaines sommes au requérant.*

3. 60/1995/566/652 CEDH, Affaire A. et autres c. Danemark, arrêt du 8 février 1996

*Les 10 requérants, citoyens danois, sont tous soit personnellement victimes du VIH ou proches (veuves ou parents) de victimes décédées du VIH. La contamination par ce virus s'est produite à la suite de transfusions. La Cour a admis (pour 8 requérants) une violation de l'art. 6.1 CEDH en raison de la durée trop longue du procès intenté (d'abord par une association d'hémophiles puis personnellement par les requérants) notamment contre le Ministère de la Santé qui avait laissé en circulation des produits sanguins pouvant être contaminés après le 1er janvier 1986.*

## **II. Jurisprudence étrangère (Sélection)**

## **Fremde Rechtsprechung (Auswahl)**

AUTRICHE

Recht der Medizin 1996, vol. 3 n° 1 p. 23, Oberste Gerichtshof, 22 juin 1995

*L'alimentation forcée par sonde d'une jeune femme anorexique qui n'a pas le discernement est possible sans autorisation judiciaire.*

ETATS-UNIS

American Journal of Law & Medicine, 1996, vol. XXII n° 1, p. 135, *Compassion in Dying v. Washington* (United States Court of Appeals for the Ninth Circuit, 6 mars 1996) et *Quill v. Vacco* (United States Court of Appeals for the Second Circuit, 2 avril 1996)

*Une personne majeure et capable de discernement atteinte d'une maladie incurable et proche de la mort a le droit d'obtenir une assistance médicale pour se suicider.*

RFA ALLEMAGNE

1. MedR 1/1996/p.21ss - BGH, Urt. v. 30.5.1995 - VI ZR 68/94 (OLG Hamburg):

*Schmerzensgeld bei verspäteter Feststellung einer Schwangerschaft.*

2. MedR 1/1996/p.27ss - OLG Köln, Urt. v. 22.8.94 - 5 U 92/94 (LG Bonn):

*Grober Behandlungsfehler bei Hämophiliebehandlung mit Blutgerinnungsmitteln.*

3. MedR 3/1996/p.128 - BVerwG, Urt. v. 29.6.1995 - BVerwG 2 C 15.94:

*Beihilferecht*

4. MedR 6/1996/p.269 - BVerfG, Beschl. v. 7.2.1996 - 1 BvR 2399/95 und 1 BvR 2596/95-:

*Schutz von Patientendaten.*

5. MedR 6/1996/p.271 - BGH, Urt. v. 21.11.1995 - VI ZR 329/94 (OLG München):

*Zur Aufklärung über Behandlungsalternativen.*

6. MedR 6/1996/p.272 - Schlesw.-Hoist. OLG, Urt. v. 13.1.1995 - 4U 243/86 (LG Kiel) :

*Aufklärung über das Risiko einer Querschnittslähmung bei Operation einer Aortenisthmusstenose; zur hypothetischen Einwilligung des Patienten.*

### **III. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung**

ATF 121 I 367 - TF, deuxième Cour de droit public, 27 octobre 1995. Commenté par Andreas Kley-Struller, Aktuelle Juristische Praxis 1996, p. 756

*Reconnaissance d'un droit constitutionnel non écrit à des conditions minimales d'existence, valant aussi pour les étrangers, quel que soit leur statut du point de vue de la police des étrangers.*

ATF 122 III 101 - TF, première Cour civile, 11 mars 1996; également publiée dans SJ 1996, p. 421 ss

*L'art. 61 CO permet aux cantons de soumettre à une réglementation uniforme tous les soins et traitements médicaux donnés aux patients dans un hôpital public. C'est donc le droit public cantonal qui détermine contre qui et à quelles conditions le patient peut agir en responsabilité.*

ATF 121 III 204 - TF, deuxième Cour civile, 10 juillet 1995

*Art. 429a CC; rapport entre les dispositions de droit fédéral et de droit cantonal sur la responsabilité de l'Etat en matière de privation de liberté à des fins d'assistance. Les prétentions en responsabilité contre l'Etat pour privation illégale de liberté se fondent exclusivement sur l'art. 429a Cc. Il n'y a pas de place pour des dispositions de droit cantonal même plus favorables à l'intéressé.*

ATF 121 IV 1 - TF, Cour de cassation pénale, 21 novembre 1995

*Art. 43,45 ch. 1 Cp, internement en hôpital psychiatrique, examen de la libération à l'essai, rapport d'un expert-psychiatre indépendant.*

ATF 121 IV 297 - TF, Cour de cassation pénale, 19 octobre 1995

*Art. 43 ch. 1 al 1er 2 CP ; internement des auteurs qui nécessitent un traitement et sont aptes à être traités, mais dont on peut craindre qu'ils ne commettent de graves infractions, s'ils sont l'objet d'un traitement ambulatoire ou s'ils sont soignés dans un hôpital ou un hospice.*

ATF 121 IV 317 - TF, Cour de cassation pénale, 21 novembre 1995

*Lésions neurologiques très importantes et durables à la suite de soins reçus par une enfant dans un hôpital cantonal. Extinction de la prétention civile à la suite de l'exécution d'une transaction; absence de qualité pour former un pourvoi en nullité sur la base de l'art.8 al. 1 let. c LAVI ou de l'art 270 PPF, ou un recours de droit public sur la base de l'art. 6 al 1 let. c LAVI ou 88 OJ.*

ATF 121 V 35 - TFA, 23 janvier 1995. Commenté par Jean-Louis Duc, Aktuelle Juristische Praxis 1996, p. 760.

*Notion d'accident. Une lésion de nerfs de la main au cours d'une opération spécialement difficile et délicate n'est pas un événement de caractère extérieur extraordinaire et n'est donc pas un accident.*

ATF 121 V211-TFA, 15 novembre 1995

*Une opération de réduction de l'hypertrophie mammaire a en principe le caractère de prestation obligatoire dans la LAMA si l'hypertrophie est la cause de troubles physiques ou psychiques revêtant le caractère de maladie. Le critère (( 500 grammes ou plus de chaque côté)) n'a qu'un caractère indicatif*

ATF 121 V 216 - TFA, 31 octobre 1995

*Un moniteur combiné destiné à surveiller les fonctions respiratoire et cardiaque de nouveau-nés menacés du*

*syndrome de mort subite du nourrisson est une prestation obligatoire à charge des caisses-maladies.*

ATF 121 V 289 et ATF 121 V 302 - TFA, 13 décembre 1995. Commentés par Jean-Louis Duc, Aktuelle Juristische Praxis 1996, p. 761 et par Franziska Schneider, Aktuelle Juristische Praxis 1996, p. 487; également publié dans Plädoyer 2/1996, p. 62

*L'insémination artificielle homologue est une mesure thérapeutique scientifiquement reconnue, au sens de la LAMA. Elle doit être prise en charge par les caisses-maladie à titre obligatoire.*

ATF 121 V 326, TFA, 15 novembre 1995

*La rente d'invalidité ne peut être réduite en vertu d'un état morbide préexistant que si ce dernier a entraîné une diminution durable et importante de la capacité de gain avant l'accident, dénotant ainsi un caractère invalidant.*

SJ 1996, p. 293-299 - TF, deuxième Cour de droit public, 26 avril 1995

*Droit d'être entendu. Liberté personnelle. Consultation d'un dossier médical par le fils de la personne décédée. Etendue du droit. Modalités. Juridiction compétente.*

SJ 1996, p. 337-339 - TFA, 25 janvier 1996, M.c A. Assurances

*Nouvelle définition de l'accident. Caractère extraordinaire non de l'atteinte, mais du facteur extérieur. Cas de l'erreur de traitement médical LAMal 2, OLAAS.*

RIDA 1995 II, p. 212-214 - TFA, 23.5.1995, in re O.

*Le Casse malati non sono tenute ad assumere i costi né di una fecondazione in vitro e per trasferimento dell'embrione (FIVETE), né delle analisi preventive di fecondità.*

RJJ 3/1995/p.244 - TFA, deuxième Chambre, 28 avril 1995, J.-M. S. d Caisse de compensation de l'industrie suisse des machines et Tribunal cantonal

*Valeur probante d'un certificat médical. Poids respectif d'un certificat du médecin traitant, d'un centre d'observation de l'AI et d'une clinique orthopédique universitaire.*

#### **IV. Jurisprudence cantonale 1 Kantonale rechtsprechung**

##### **BASEL-LAND**

BJM 1995, S. 323 - Urteil des Verwaltungsgerichts vom 4.10.1994

*Persönlichkeitsverletzung im Zusammenhang mit einer fürsorglichen Freiheitsentziehung: Zuständigkeit des Verwaltungsgerichts ? Möglichkeit eines Feststellungsbegehrens ? Behandlung eines Rekurses als Aufsichtsbeschwerde.*

##### **BASEL-STADT**

BJM1996, S. 27 - Urteil des Verwaltungsgerichts vom 18.3.1994

*Sanktionen bei pflichtwidrigem Verhalten einer Medizinalperson (vgl § 3 Abs.2 Ziff.4 MedPG): Wahrung des Grundsatzes der Verhältnismässigkeit.*

##### **BERN**

1. BVR 3/1996/p.127 - Urteil des Verwaltungsgerichts (Verwaltungsgerichtliche Abteilung) vom 6. Februar 1995 i.S. Spital-verband B. (VGE 19120)

*Frais de traitement prodigués dans un hôpital public; manquement au devoir de diligence.*

2. BVR 5-6/1996/p. 272 - Urteil des Verwaltungsgerichts (Verwaltungsgerichtliche Abteilung) vom 3. April 1995 i. S.T.

*Autorisation d'exploiter une pharmacie.*

3. BVR 7/1996/p.318 - Auszug aus dem Entscheid des Regierungsrats vom 25 Oktober 1995

*Surveillance exercée par le canton sur le personnel médical*

4. BVR 8/1996/p. 368 -Urteil des Verwaltungsgerichts (Verwaltungsrechtliche Abteilung) vom 11.9.1995 i. S. D.W.

*Une autorisation d'exploiter dans le canton de BE n'est pas requise pour une pharmacienne qui dispense dans le canton de BE des médicaments issus de la pharmacie qu'elle dirige dans le canton de ZG. Admissibilité du (( modèle de Thoune », selon lequel l'ordonnance est transmise à une pharmacie et le médicament envoyé au*



*patient ou à la patiente par la pharmacie.*

#### GENEVE

1. SJ 1996, p. 363 ss - Cour de cassation pénale, 31 janvier 1996 *Délinquant irresponsable. Obligation de suivre un traitement ambulatoire. Refus de lever cette mesure. Conseil de Surveillance psychiatrique. Motivation.* (Cour de cassation pénale, audience du 31 janvier 1996)

2. RDAF 1996, p. 64-74 - Trib. Administratif, 7 mars 1995, K.c. DASS et IUP *Liberté personnelle. Traitement psychiatrique. Administration forcée de neuroleptique. Consentement du patient (art. 5 LRMPs). Base légale. Intérêt public. Proportionnalité. Action en constatation de droit.*

#### JURA

RJJ 3/1995/p.245 - Arrêt de la Chambre des assurances du 12 septembre 1994 en la cause AV. c/ Evidenzia. *Assurance maladie. Indemnité journalière à paiement différé. Incapacité de travail liée à la maladie survenant après une incapacité de travail liée à un accouchement. Indemnités réclamées pendant une période d'allaitement.*

#### NEUCHÂTEL

1. RJN 1995, p. 140 - Tribunal administratif, 3 juillet 1995

*Calcul des délais de prescription/péremption d'une action contre l'Etat de Neuchâtel pour des soins prétendument négligents administrés dans les hôpitaux de la ville de Neuchâtel (art. 10 et 11 de la loi cantonale sur la responsabilité de l'Etat).*

2. RJN 1995, p. 269 - Tribunal administratif, 12 avril 1995

*L'Hôpital de la Chaux-de-Fonds, en tant qu'établissement de droit public, noue des rapports de droit public avec les patients hospitalisés, même en classe privée s'ils sont traités par des médecins agissant en qualité officielle. Ces relations prennent dans la règle la forme de contrats de droit public.*

#### SANKT GALLEN

GVP 1995 - Verwaltungsrekurskommission (Abt. V), 17.7.1995

*Art. 397a Abs. 1 ZGB. Eine weitere zwangsweise Rückbehaltung eines auf eine Depot-Medikation eingestellten Patienten für wenigen Tage in der Klinik bis zur Verabreichung des 2. Depots ist nicht verhältnismässig.*

#### Valais

RVJ 1995 140 - Tribunal Cantonal, arrêt du 13.10.1994, Caisse-maladie X d'Hôpital régional de Y, Dr B. et Dr C. *Droit de recours de la caisse-maladie contre le tiers responsable d'un sinistre; responsabilité du médecin*

### **Doctrine / Lehre**

#### **1. Doctrine internationale et étrangère (Sélection) / Internationale und fremde Lehre (Auswahl)**

##### AUFSÄTZE / ARTICLES

ASCH DA, The role of critical care nurses in euthanasia and assisted suicide, *New England Journal of Medicine*, 1996, 334: 1374-1379.

BACHMAN JG, ALCSEK KH, DOUKAS DJ and al., Attitudes of Michigan physicians and the public toward legalizing physician-assisted suicide and voluntary euthanasia, *New England Journal of Medicine*, 1996, 334: 303-309.

BACK AL, WALLACE JI, STARKS HE and al., Physician-Assisted Suicide and Euthanasia in Washington State. Patient Requests and Physician Responses, *JAMA*, 1996: 275, 919-925.

BERRIDGE V, Drug policy: should the law take back seat?, *Lancet*, 1996, 347: 301-305.

BINDELS PJE, KROL A, VAN AMEIJDEN E and al., Euthanasia and physician-assisted suicide in homosexual men with AIDS, *Lancet*, 1996, 347: 499-504.

BLUMENTHAL D, CAUSINO N, CAMPBELL E and al., Relationships between academic institutions and industry in the life. sciences - an industry survey, *New England Journal of Medicine*, 1996, 334: 368-373.

BOCHNIK Hans Joachim, Bestehen Datenschützer auf Forschungsblockaden? *MedR* 6/1996/p.262ss

CALLENS Stefaan, The privacy Directive and the Use of Medical Data for Research Purposes, *European Journal of Health Law*, 1995, vol. 2 n° 4, p. 309-340

CAYLA Jean-Simon, La santé et le droit. In : *Revue de droit sanitaire et social* 2/1996/p.278ss

CAYLA Jean-Simon, Santé et médecine. In : *Revue de droit sanitaire et social* 1/1996/p.19ss

DEMAY DE GOUSTINE Patrick, Procréation médicalement assistée et pouvoir médical. In : *Revue de droit sanitaire et social* 1/1996/p.1 ss.

DRESSER R, Mentally Disabled Research Subjects. The Enduring Policy Issues, *JAMA*, 1996,276: 67-72.

EMANUEL EJ, FAIRCLOUGH DL, DANIELS ER, CLARRIDGE BR, Euthanasia and physician-assisted suicide: attitudes and experiences of oncology patients, oncologists and the public, *Lancet*, 1996, 347: 1805-1810.

FLUSS Sev, The Development of National Health Legislation in Europe: The Contribution of International Organizations, *European Journal of Health Law*, 1995, vol. 2 n° 3, p. 193-237

GARRIS Joel, The Case for Patenting Medical Procedures, *American Journal of Law & Medicine*, 1996, vol. XXII n° 1, p. 85-108

GOSTIN LO, LAZZARINI Z, NESLUND VS and al., The Public Health Information Infrastructure. A national Review of the Law on Health Information Privacy, *JAMA*; 1996,275: 1921-1927.

GRUBB A, WALSH P, LAMBE N and al., Survey of British clinicians' views on management of patients in persistent vegetative state, *Lancet*, 1996, 348: 35-40.

HELLE Jürgen, Schweigepflicht und Datenschutz in der medizinischen Forschung. In : *MedR* 1/1996/p.13ss

HENNAU-HUBLET Christiane, Le projet de Convention de Bioéthique du Conseil de l'Europe: l'espoir d'une protection élevée des droits de l'homme, *Tijdschrift voor Gezondheidsrecht/Revue de droit de la santé*, 1995, vol. 1 n° 1, p. 25-50

HOFLING Wolfram, Hirntodkonzeption und Transplantationsgesetzgebung. In: *MedR* 1/1996/p.6ss

LEE MA, NELSON HD, TILDEN VP and al., Legalizing assisted suicide - views of physicians in Oregon, *New England Journal of Medicine*, 1996,334: 310-315.

LEVINSKY NG, Social Institutional and economic barriers to the exercise of patients rights, *New England Journal of Medicine*, 1996, 334: 532-534.

LIN Michael, Conferring a Federal Property Right in Genetic Material: Stepping into the Future with the Genetic Privacy Act, *American Journal of Law & Medicine*, 1996, vol. XXII n° 1, p. 109-134

ROSENBERG S, Secrecy in medical research, *New England Journal of Medicine*, 1996,334: 392-394.

ROTH STEIN Mark, KNOPPERS Bartha, Legal Aspects of Genetics, Work and Insurance in North America and Europe, *European Journal of Health Law*, 1996, vol. 3 n° 2, p. 143-161

RYAN KJ, Euthanasia in Australia - the northern territory rights of the terminally ill act, *New England Journal of Medicine*, 1996, 334: 326-328.

Symposium: The Genome Imperative, *The Journal of Law, Medicine & Ethics* 1995, vol. 23 n° 4 p. 309-381

(plusieurs articles)

UHLENBRUCK Wilhelm. Schmerzensgeld wegen HIV-Test ohne Einwilligung des Patienten. In : MedR 5/1996/p.206ss

VAN DER WAL G, ONWUTEAKA-PHILIPSEN BD, Cases of euthanasia and assisted suicide reported to the public prosecutor in North Holland over 10 years, *BMJ*, 1996,312: 612-613.

WEICHERT Thilo, Datenschutz und medizinische Forschung - Was nützt ein "medizinisches Forschungsgeheimnis"? In : MedR 6/1996/p.258ss

Will, Michael R. - les conditions juridiques d'une intervention médicale pour changer de sexe: la situation en droit comparé: rapport. In: Transsexualisme, médecine et droit. - Strasbourg, 1995. - P. 81-108.

#### OUVRAGES ET MONOGRAPHIES / BÜCHER UND MONOGRAPHIES

GIESEN, Dieter. - Arzthaftungsrecht: die zivilrechtliche Haftung aus medizinischer Behandlung in der Bundesrepublik Deutschland, in Österreich und der Schweiz. - 4., völlig neu bearb. und erw. Aufl. - Tübingen, 1995. XX, 467 S. - (JZ-Schriftenreihe; H. 1)

GOBEN, Meltem. - Arzneimittelhaftung und gentechnikhaftung als Beispiele modernen Risikoausgleichs. Frankfurt/Main, Berlin [et al], 1996 (Recht und Medizin, Bd 33).

GROLIK, Ulrich. - Leichenschau und Leichenöffnung in rechtsvergleichender Sicht im deutschen Sprachraum. - [S.l.]: [s.n.], [1995] (Köln). - XCIII, 382 S.

#### **II. Doctrine suisse / Schweizerische Lehre**

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

#### ARTICLES / AUFSÄTZE

BACHMANN Peter, Medizinische Diagnosen auf Arztsehnungen, in . SÄZ, 1996, no16, p. 654-657.

BERNHARD Stephan, OFAS : Primes d'assurance maladie 1996 - vérification et approbation par l'OFAS. In Sécurité sociale 1/1996/p.32ss

BERTRAND, Dominique [et al]. - Constatation des violences chez les personnes arrêtées ou détenues: rôle préventif du médecin. In : Bulletin de criminologie. - Zürich. - Année 21(1995), no 2, p. 9-19.

BORGHI, Marco. - Entourage familial et exclusion (pour une application "systémique" de l'art. 397a al. 2 CCS). In: Famille et droit: mélanges offerts par la Faculté de droit de "Université de Fribourg à Bernhard Schnyder à l'occasion de son 65e anniversaire. - Fribourg, 1995. - P. 31-46.

COMMISSION SUISSE DES CARTELS, Procédure subséquente à l'enquête sur les médecins bernois, in : Publications de la Commission suisse des cartels et du préposé à la surveillance des prix, la 1996, p. 143

DUC Jean-Louis, Médecines parallèles et assurances sociales (plus spécialement au regard de la nouvelle LA Mal), in : Cahiers Médico-Sociaux, 1996, no1, p. 41-51.

DUTOIT, Bernard. - La première convention européenne de bioéthique, ou la reconnaissance internationale de valeurs communes au service de la personne humaine. In: Famille et droit: mélanges offerts par la Faculté de droit de l'Université de Fribourg à Bernhard Schnyder à l'occasion de son 65e anniversaire. - Fribourg, 1995. - P. 173-192.

FLAHAULT-RUSCONI, Elena. - Secret médical et sida. In: Médecine et hygiène. - Genève. - Année 53(1995), p. 2235-2239.

GEISER, Thomas. - Die fürsorgerische Freiheitsentziehung als Rechtsgrundlage für Zwangsbehandlung? In: Familie und Recht: Festgabe der Rechtswissenschaftlichen Fakultät der Universität Freiburg für Bernhard

Schnyder zum 65. Geburtstag. - Freiburg, 1995, P. 289-314.

GEISSELER, Robert. - Aufklärungspflicht des Arztes. In: Haftpflicht- und Versicherungsrechtstagung 1995/ Alfred Koller (Hrsg.). - St. Gallen, 1995. - S. 147-175.

GUILLOD Olivier, Selected Legislation and Jurisprudence-Switzerland, European Journal of Health Law, 1995, vol. 2 n° 3, p. 271-279.

GUILLOD, Olivier; MEIER, Philippe. - Représentation privée, mesures tutélaires et soins médicaux. In: Famille et droit: mélanges offerts par la Faculté de droit de l'Université de Fribourg à Bernhard Schnyder à l'occasion de son 65e anniversaire. - Fribourg, 1995. - P. 325-363.

GUTMANN, Ernest. - Les fondements de la protection. In: Le génie génétique éd. par François Dessemontet ; F. Perret... [et al.]. - Lausanne, 1996. - P. 2739.

HALPERIN OS, BOUVIER P, JAFFE PD and al., Prevalence of child sexual abuse among adolescents in Geneva: results of a cross sectional survey, *BMJ*, 1996, 312: 1326-1329.

HARDING, T.W. et UMMEL M., Le certificat médical, ses pièges et ce qui le différencie d'une expertise, in: Méd. et Hyg., 1996, no2108, p. 513-517.

HEGNAUER, Cyril. - Aufgabe des Beistandes nach Art. 309, 308 Abs. 2 ZGB bei künstlicher Insemination einer unverheirateten Frau : Haftung des Arztes (Art. 28, 28a ZGB, Art. 41 ss., 49 OR) = Devoir du curateur selon les art. 309 et 308 al. 2 CC en cas d'insémination artificielle d'une femme non mariée: responsabilité du médecin (art. 28, 28a CC, art. 41 ss, 49 CO) = Compiti dei curatore dell'art. 309 e 308 cpv. 2 nel caso di inseminazione artificiale di una donna non coniugata : responsabilità del medico (art. 28, 28a CC, art. 41 ss, 49 CO). In: Zeitschrift für Vormundschaftswesen. - Zürich. - Jg. 50 (1995), Nr. 4, S.139-143.

HONSELL, Heinrich. - Die Aufklärungspflicht des Arztes in Deutschland, Österreich und der Schweiz. In: Schweizerische Versicherungszeitschrift, Jg. 63 (1995), H. 11/12, S. 329-338.

HUBER François, OFAS: Conséquences de la LAMal sur les prestations. complémentaires à l'AVS et à l'AI. In Sécurité sociale 1/1995/p.29ss

HÜBNER, Florian - Droit et SIDA: réflexions tirées d'une pratique quotidienne. In : AJP 1995, 10, p. 41 s.

ILERI Atilay, Der Stellenwert der relativen Operationsindikation aus juristischer Sicht, in : SÄZ., 1996, no13, p. 545-548.

ILERI, Atilay. - Die ärztliche Aufklärung in der Praxis. In: Haftpflicht- und Versicherungsrechtstagung 1995/ Alfred Koller (Hrsg.). - St. Gallen, 1995. - S. 177-194.

KEHL, Robert. - Für eine gesetzliche Regelung der Sterbehilfe. In: AJP 1995, 10, S. 1307-1315.

KILLIAS, Martin, UCHTENHAGEN Ambros. - Méthodologie de l'évaluation des essais suisses avec prescription médicale d'opiacés sous l'angle de la délinquance: l'accès sous contrôle médical à l'héroïne réduit-il la délinquance des toxicomanes ? In: Bulletin de criminologie. - Zürich. - Année 21 (1995), no 2, p. 33-48.

KUHN Hanspeter, KVG : Antworten auf die häufigsten Fragen, in . SÄZ., 1996, n° 17, p. 695-698.

MANAI, Dominique. - Le devoir d'information du médecin. In: Médecine et hygiène. - Genève. - Année 53, no 2072 (1995), p. 1129-1131.

MARGAIRAZ Ch., BERTRAND O., Le praticien et la demande d'autopsie, in : Méd. et Hyg., 1996, no2115, p. 920-923.

MARTIN Jean, Das Wohl des Kindes und seine Kenntnis der Daten über seine Abstammung, in : SÄZ, 1996, no 5, p. 188-192 (en français in : BMS, 1995, n°45, 1929-1933).

MICHIELS W, LA HARPE R, BERTRAND D, Toxicomanie et aptitude à conduire, in : Méd. et Hyg., 1996, no 21 03, p. 280-282.

MÜLLER, Peter, - Die Drogenpolitik des Bundes. In : recht 2/1996, p. 63 55.

NIVEAU G, Bertrand D., Privation de liberté à des fins d'assistance, in: Méd. et Hyg., 1996, no2121, p. 1246-1250.

PAUCHARD, Jean-Pierre. - Die fürsorgerische Freiheitsentziehung in der Praxis aus der Sicht des Psychiaters = La privation de liberté à des fins d'assistance dans la pratique vue par le psychiatre = La privazione della libertà a scopo assistenza nella prassi e secondo la visione dello psichiatra. In: Zeitschrift für Vormundschafswesen. - Zürich. - Jg. 50 (1995), Nr. 4, S. 130-138.

PERRET, François. - [Le génie génétique] : introduction / par François Perret. In: Le génie génétique / éd. par François Dessemontet ; F. Perret... [et al]. Lausanne, 1996. - p. 17-24.

RUEF Christian, Ärztliches Ethos im Spannungsfeld der Reform des Gesundheitswesens, in: SÄZ, 1996, no31, p. 1255-1265.

SANDOZ, Suzette; MEXIN, Olivier. - Liberté personnelle et procréation médicalement assistée: quelles limites au pouvoir créateur du juge constitutionnel ? In: Revue de droit suisse. - Basel - N.F. Bd. 114(1995), Halbbd. 1, H. 4/5, p. 453-463.

SAURER A, Cent cas d'expertise AI. Le médecin-expert et l'appréciation de la capacité de travail, in : Méd. et Hyg., 1996, no2112, p. 749-753.

SCHMID, Jörg. - Persönlichkeitsschutz bei der Bearbeitung von Personendaten durch Private. In: Zeitschrift des Bernischen Juristenvereins. - Bern. - Bd. 131(1995), H. 12, S. 809-832.

SCHWEIZER, Rainer. Stellungnahme zu Gen-Schutz-Initiative. In: AJP. Lachen. - 1996, 3, S. 365-368.

SEIDENBERG, André. Verringert sich Delinquenz nach kontrollierter Opiatabgabe ? : vorläufige polizeiliche Feststellungen bei 55 Patientinnen mit betäubungsmittelgestützten Behandlungen im Zürcher Opiat-Konsum-Lokal (ZokL2). In: Kriminologisches Bulletin. - Lausanne. - Jg. 21 (1995), Nr. 2, S. 49-59.

SIDLER Wolfgang, Formelles zur ärztliche Aufklärungspflicht und zur Beweissiklerung, in : SÄZ, 1996, n° 13, p. 549-552.

STARK, Emil Wilhelm. - Die Schadenersatzpflicht bei widerrechtlicher fürsorgerischer Freiheitsentziehung nach Art. 429a ZGB : ihre Stellung im Haftpflichtrecht. In: Familie und Recht: Festgabe der Rechtswissenschaftlichen Fakultät der Universität Freiburg für Bernhard Schnyder zum 65. Geburtstag. Freiburg, 1995. - P. 715-729.

WEBER, Pierre-Christian. - La protection du patient par le droit psychiatrique genevois. In : Plädoyer 14 (1996), p. 5455.

WEBER, Stephan. Beweiserleichterungen bei ärztlichen Behandlungsfehlern. In: Schweizerische Versicherungszeitschrift. - Bern; Frankfurt/Main. - Jg. 63 (1995), H. 9/10, S. 247-253.

#### OUVRAGES ET MONOGRAPHIES / BÜCHER UND MONOGRAPHIEN

BRÜHWILER-FRESEY, Lukas. - Medizinischer Behandlungsvertrag und Datenrecht. Zürich, 1996. - LI, 343 S.

DESSEMONTET, François; PERRET, François [et al]. - Le génie génétique = Biotechnology and patent law. - Lausanne, 1996. - 197 p. - (Publication CEDIDAC ; 31).

EGGER, Heddy [et al]. Schwangerschaft, Mutterschaft : rechtliche und medizinische Informationen / [Arbeitsgruppe der OFRA Zug]. - [Überarb. Neuaufl.]. -, 1995. - 27 S.

EICHENBERGER, Thomas. - Die Rechtsstellung des Arztes am öffentlichen Spital : unter besonderer

Berücksichtigung der spezifischen Probleme des Dienst- und Haftungsrechts. - Bern; Stuttgart [etc], 1995. - 294 S.

ESTERMANN, Josef. - Drogen und Strafrecht in der Schweiz : Zeitreihen zu Verzeigungen, Strafurteilen und Strafvollzug 1974-1994 = Drogues et droit pénal en Suisse: Séries chronologiques des dénonciations, jugements pénaux et exécutions de peines 1974-1994; éd. Office fédéral de la statistique. Bern: Bundesamt für Statistik, 1995. - 87 S. - (Statistik der Schweiz. 19, Rechtspflege)

FAHRENKRUG, Hermann [et al.]. - Drogues illégales en Suisse 1990-1993 : la situation dans les cantons et en Suisse; [publ. par l'] Institut suisse de prévention de l'alcoolisme et autres toxicomanies (ISPA) sur mandat de l'Office fédéral de la santé publique; trad. de l'allemand par Jacqueline Lavoyer-Bünzli. - Zürich, 1995. - 256 p. Traduit de: Illegale Drogen in der Schweiz 1990-1993.

NÜTZI, Patrick. - Rechtsfragen verhaltenslenkender staatlicher Information: Strukturen, Zulässigkeit, Haftung : illustriert an den Beispielen AIDS und Listeriose. - Bern, 1995. - LIII, 305 S. - (Abhandlungen zum schweizerischen Recht. Neue Folge ; H. 571).

SCHÖNING, Rolf. - Rechtliche Aspekte der Organtransplantation. - Bern 1996 (Zürcher Studien zum Strafrecht, Bd 28).

Schwangerschaftsabbruch in der Schweiz : Gesetz, Anwendung und Prävention / Hrsg. von der Schweizerischen Gesellschaft für das Recht auf Abtreibung und Verhütung SGRA ; Übers.: Margrit Pfister. - Neue und überarbeitete Aufl. - Bern, 1995. - 130 p.

SCHWEIZER, Laurent. - Le statut des oeuvres d'art créées en établissement psychiatrique. Zürich, 1996 (Etudes en droit de l'art, vol. 7).

SCHWEIZER, Rainer, SALADIN, Peter, Commentaire de la Constitution fédérale, art 24novies, Bâle, Zürich et Berne 1996.

SCHWEIZER, Rainer. - Gentechnikrecht / Zwischenbilanz des Gesetzgebungsprozess im Gentechnik- und Genschutzbereich. Zürich, 1996.

SPIRIG, Eugen. - Die fürsorgerische Freiheitsentziehung : Art. 397a - 397f / bearb. von Eugen Spirig ; hrsg. von Peter Gauch und Jörg Schmid. - 3., völlig neu bearb. Aufl. / hrsg. von Peter Gauch und Jörg Schmid. - Zürich, 1995. XXV, 233 S. .

THÜR, Rolf. - Schadenersatz bei durchkreuzter Familienplanung : unter Berücksichtigung der Rechtsprechung in Deutschland, England und den USA. - [S.l.]: [s.n.], 1996. - 109 S.

\* \* \* \* \*

# SAN-NEWS N°2

janvier 1997, comprenant la période allant du 15 août 1996 au 31 décembre 1996

## Législation / Gesetzgebung

### I. Droit international et européen (Sélection) Internationales Recht und Europarecht (Auswahl)

Convention pour la protection des droits de l'homme et de la dignité de l'être humain à l'égard des applications de la biologie et de la médecine: Convention sur les droits de l'homme et la biomédecine, adoptée par le Comité des ministres du Conseil de l'Europe le 19 novembre 1996

### II. Droit étranger / Fremdes Recht

néant

### III. Droit fédéral / Bundesrecht

#### DROIT EDICTE

1. Ordonnance concernant les conditions minimales de reconnaissance des écoles supérieures de droguerie, du 15 août 1996, en vigueur dès le 15 août 1996, RO 1996 2978

2. Ordonnance sur les qualifications des spécialistes de la sécurité au travail, du 25 novembre 1996, en vigueur dès le 1er janvier 1997, RO 19963121

*Définit les exigences pour être "spécialiste de la sécurité au travail", notamment pour les médecins du travail et les hygiénistes du travail*

3. Règlement sur l'assurance-invalidité, du 17 janvier 1961 (RS 831.201). Modification du 15 novembre 1996, en vigueur dès le 1er janvier 1997, RO 1996 3133

*Concerne les mesures de formation scolaire spéciale et en faveur des mineurs impotents âgés de moins de 20 ans.*

4. Ordonnance sur l'assurance-maladie, du 27 juin 1995 (RS 832.102). Modification du 25 novembre 1996 (art. 1, 2, 7a, 10, 46, 50, 50a, 67, 91a, 94, 97, 132, 134), en vigueur dès le 1er janvier 1997, RO 19963139

5. Ordonnance relative aux primes moyennes cantonales 1997 de l'assurance des soins pour le calcul des prestations complémentaires, du 21 novembre 1996, en vigueur dès le 1er janvier 1997 Jusqu'au 31.12.97), RO 1996 3448

6. Arrêté fédéral urgent concernant des mesures temporaires urgentes destinées à combattre l'ESS dans le cheptel bovin suisse, du 13 décembre 1996, en vigueur dès le 14 décembre 1996 Jusqu'au 30.6.99), RO 1996 3485

#### MESSAGES, RAPPORTS ET DECISIONS OFFICIELS BOTSCHAFTEN UND AMTLICHE BERICHTE UND BESCHLUESSE

1. Rapport du Conseil fédéral sur les conventions et les recommandations adoptées en 1993 et 1994 par la Conférence internationale du Travail lors de ses 80e et 81e sessions, du 15 mai 1996, FF 1996 III 1137  
*A notamment trait à la Convention n° 174 concernant la prévention des accidents industriels majeurs.*

2. Avis du Conseil fédéral concernant le rapport du 17 novembre 1995 de la Commission de sécurité sociale et de la santé publique du Conseil national relatif à la ratification de la Charte sociale du Conseil de l'Europe, du 4 septembre 1996, FF 1996 IV 1273

3. Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée par la Commission d'experts du secret professionnel en matière de recherche médicale pour une étude de la clinique psychiatrique universitaire de Berne intitulée " *Qualitätskontrolle der Behandlung in der Psychiatrie*", du 23 juillet 1996, FF 1996 III 306

4. Rejet d'une requête d'autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, décidé par la Commission d'experts du secret professionnel en matière de recherche médicale pour une étude individuelle intitulée " *Modalités de la réintégration des patients en clinique psychiatrique*" , du 23 juillet 1996, FF 1996 III 309

5. Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée par la Commission d'experts du secret professionnel en matière de recherche médicale à la *Psychiatrischen Universitätsklinik Zürich*, du 5 novembre 1996, FF 1996 IV 1330

6. Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée par la Commission d'experts du secret professionnel en matière de recherche médicale pour une étude de l'Institut Universitaire de Médecine sociale et préventive de Lausanne intitulée. *Modèle d'évaluation des politiques cantonales de prise en charge médico-sociale des personnes âgées dépendantes*", du 19 novembre 1996, FF 1996 V 74

7. Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée par la Commission d'experts du secret professionnel en matière de recherche médicale au *Kinder- und Jugendpsychiatrischer Dienst du canton de Zurich*, du 10 décembre 1996, FF 1996 V 651

8. Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée par la Commission d'experts du secret professionnel en matière de recherche médicale pour une étude de la division hygiène hospitalière de l'Hôpital universitaire de Zurich intitulée " *Erfassung von nosokomialen Infektionen in der Schweiz*", du 17 décembre 1996, FF 1996 V 941

9. Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée par la Commission d'experts du secret professionnel en matière de recherche médicale pour une étude individuelle intitulée " *Über die Motivationsarbeit mit zwangseingewiesenen Drogenpatienten*", du 17 décembre 1996, FF 1996 V 944

10. Initiative populaire "pour le libre choix du médecin et de l'établissement hospitalier". Examen préliminaire de la Chancellerie fédérale, 12 novembre 1996, FF 1996 V 116 (délai imparti pour la récolte des signatures: 26 mai 1998)

#### **IV. Droit cantonal (Sélection) / Kantonaies Recht (Auswahl)**

(extrait du « Bulletin de Législation / Gesetzgebungsbulletin » avec l'autorisation de l'Institut du Fédéralisme, à Fribourg)

##### **AARGAU**

V vom 10.07.1996 über die Beitragsleistungen des Kantons im Bereich der spitalexternen Krankenpflege (Spitexverordnung)

##### **APPENZELL (AUSSER RHODEN)**

V zum Gesundheitsgesetz vom 08.12.1986 (Änderung vom 09.09.1996: Art. 3 II lit. f; Art. 9 II lit. c, d, e und 11 aufgehoben) (Eingeführt durch Art. 12 der V über die Lebensmittelkontrolle)

##### **BASEL-LAND**

Spitalgesetz vom 24.06.1976 (Änderung vom 25.03.1996: § 2 III, Massnahmen; 5 II, Kostendeckung) (Eingeführt gemäss EG zum BG über die Krankenversicherung)

##### **FRIBOURG**

A du 12.07.1996 approuvant la convention intercantonale du 04.03.1996 concernant la formation aux professions de la santé (professions médicales exceptées) et de son financement ainsi que ses annexes (Abroge l'A du 23.02.1987 approuvant la convention du 21.11.1986) (Entrée en vigueur rétroactive au 01.01.1996) (Sans le texte de la convention)



R d'exécution du 16.03.1948 sur la police de la santé (Modification du 30.09.1996: art. 82 I, professions soumises à autorisation; 91 bis nouveau, logopédistes / orthophonistes)

#### JURA

O portant exécution des actes législatifs fédéraux et cantonaux sur les mesures contre la tuberculose (Abrogée le 18.09.1996) (Entrée en vigueur rétroactive au 01.01.1996)

#### SANKT GALLEN

Gesundheitsgesetz vom 28.06.1979 (Änderung vom 09.06.1996: Art. 12 I, « des Amtes für Lebensmittelkontrolle » statt « Kantonalen Laboratoriums »; Art. 14 und 15 aufgehoben) (Eingeführt durch Art. 8 des EG zur eidgenössischen Lebensmittelgesetzgebung)

#### TICINO

Direttive dei 18.05.1995 dell'UICM concernenti la fabbricazione di medicinali (Direttive di fabbricazione) (Abroga le direttive dei 13.05.1982 e diversi istruzioni dei 02.08.1983, 16.08.1983, 01.10.1992 e 05.08.1982)

#### URI

R vom 29.07.1996 zur Liste der medizinischen und pharmazeutischen Hilfsberufe (Anerkennung von Ergotherapeuten und Logopäden als medizinische bzw. pharmazeutische Hilfsberufe)

#### VALAIS

L du 9 février 1996 sur la santé (Abroge la L du 18.11.1961 sur la santé publique)

L du 27 mars 1996 sur l'organisation des secours

O du 20.11.1996 sur l'exercice des professions de la santé et leur surveillance (Abroge tous les règlements antérieurs relatifs à l'exercice des diverses professions de la santé)

O du 20.11.1996 sur la planification sanitaire et le subventionnement des établissements et institutions sanitaires

O du 20.11.1996 sur le contrôle des médicaments

O du 20.11.1996 sur les toxicomanies

O du 20 novembre 1996 sur le subventionnement des honoraires des médecins hospitaliers

O du 20 novembre 1996 sur le fonds cantonal de secours en matière d'assurance-maladie

O du 20 novembre 1996 sur l'organisation des secours

#### VAUD

L du 29.05.1985 sur la santé publique (Modification du 20.05.1996: art. 13 VI, 91, 91 A; autorisation de pratiquer à titre indépendant par les médecins non-titulaires du diplôme fédéral)

R du 02.10.1996 sur la policlinique médicale universitaire de Lausanne (Abroge le R du 15.03.1995)

#### ZUG

V (1) zum Gesundheitsgesetz: medizinische und pharmazeutische Berufe, Hilfsberufe sowie wissenschaftlich nicht anerkannte Behandlungen vom 22.12.1981 (Änderung vom 20.08.1996: § 27bis, Auskündungen)

#### ZÜRICH

Verfügung vom 30.05.1996 über die Abgabeerweiterung von Liste-C-Produkten in Drogerien

Tous ces textes sont en vigueur / Alle Texte im Kraft.

**V. Déclarations et directives éthiques et professionnelles    Ethische und berufliche Erklärungen und**

## Richtlinien

### INTERNATIONAL ET ETRANGER / INTERNATIONAL UND AUSLAND

Advisory Committee on Human Radiation Experiments, Research Ethics and the Medical Profession. Report of the Advisory Committee on Human Radiation Experiments, *JAMA* 276, 1996, p. 403-409

### SUISSE / SCHWEIZ

FMH-Gutachtenstelle, Reglement für die aussergerichtliche Begutachtung von Ärzthaftpflichtfällen, in: Bulletin des médecins suisses (BMS) 1996, N° 37, p.1465-1467.

Académie suisse des sciences médicales (ASSM), Directives pour la recherche expérimentale sur l'homme, in: Bulletin des médecins suisses (BMS) 1996, W 43, p. 1730-1736.

Académie suisse des sciences médicales (ASSM), Directives pour la définition et le diagnostic de la mort en vue d'une transplantation d'organes, in: Bulletin des médecins suisses (BMS) 1996, W 45, p. 1821-1829.

## Jurisprudence / Rechtsprechung

### I. Jurisprudence internationale (Sélection) Internationale Rechtsprechung (Auswahl)

1. Cour européenne des droits de l'homme, Affaire *Cantoni c. France* (45/1995/551/637), Strasbourg, 15.11.1996

*Le requérant, gérant de grande surface, a été condamné pour exercice illégal de la pharmacie après avoir vendu dans son magasin de l'éosine aqueuse à 1%, de l'alcool à 70° modifié, de l'eau oxygénée à 10 volumes, de la vitamine C, des inhalations aux essences végétales, des inhalateurs de poche, des sprays antibactériens et des oligo-éléments. Il invoque une violation de l'art. 7 CEDH (non rétroactivité de la loi pénale) en soutenant que les produits susmentionnés n'étaient pas des médicaments au sens du code de la santé publique (art. L. 511). La Cour n'a pas admis la violation de l'art. 7 CEDH, notamment parce que le requérant, à l'époque des faits et à l'aide de conseils appropriés, aurait dû savoir qu'en raison de la tendance se dégageant de la jurisprudence, il courait le risque de se voir poursuivre pour exercice illégal de la pharmacie.*

2. Cour européenne des droits de l'homme, Affaire *Bizzotto c. Grèce* (76/1995/582/668), Strasbourg, 15.11.1996

*Le requérant, trafiquant de stupéfiants et toxicomane, invoque une violation de l'art. 5 al 1 CEDH (régularité de la détention) au motif qu'il a été détenu dans une prison ordinaire et non dans un établissement pénitentiaire à caractère thérapeutique comme le tribunal l'avait décidé.*

*La Cour ne reconnaît pas la violation alléguée parce que la détention dans un établissement thérapeutique est une modalité d'application de la peine qui pourrait certes tomber sous le coup de l'art. 3 CEDH mais n'influe, en principe, pas la régularité de la privation de liberté.*

### II. Jurisprudence étrangère (Sélection) Fremde Rechtsprechung (Auswahl)

#### AUSTRALIE

Medical Law Review 1996, p. 102 (New South Wales Court of Appeal; suivi d'une note de Andrew Grubb)  
*Action pour "wrongful birth". Acceptation de principe. Etendue de la réparation.*

#### AUTRICHE

Recht der Medizin 1996, p. 117 (Landesgericht Feldkirch, 21 février 1996, avec une note de Christian Kopetzki)  
*Quand le patient est incapable de discernement, le consentement au traitement ne peut être donné que par son "Sachwalter". L'extraction d'une dent n'est pas une affaire importante qui exigerait le consentement de l'autorité judiciaire.*

#### BELGIQUE

Revue de droit de la santé 1996-97, vol. 2/1, p. 30 (Cour d'appel de Liège, 3 octobre 1995)  
*Fillette intoxiquée aux amanites phalloïdes. Appréciation de la responsabilité du médecin-traitant et du médecin de permanence du Centre Anti-Poisons consulté par téléphone.*

Revue de droit de la santé 1996-97, vol. 2/1, p. 35 (Hof van Beroep te Gent, 20 mars 1996)  
*Contrôle médical scolaire obligatoire et vaccination obligatoire contre la poliomyélite. Les deux mesures, nécessaires à protéger la santé publique et prévues dans une loi; sont valables: le respect des opinions individuelles et le droit à l'autodétermination doivent céder le pas.*

#### ETATS-UNIS

The Journal of Law, Medicine & Ethics 1996, vol. 24/2, p. 167, *Levine v. Central Florida Medical Affiliates et al* (United States Court of Appeals for the Eleventh Circuit, 23 janvier 1996)  
*Une PPO peut refuser un médecin comme nouveau membre, à tout le moins tant qu'elle ne détient pas une part trop substantielle du marché.*

#### RFA ALLEMAGNE

MedR 10/1996/p.479 - SG Köln, Beschl. v. 6. 7.1995  
*Die Durchführung einer Datenübermittlung auf der Grundlage des § 295 Abs. 2 SGB V verletzt nicht das allgemeine Persönlichkeitsrecht von Ärzten und Versicherten.*

#### ROYAUME-UNI

Medical Law Review 1996, p. 94, *Walkin v. South Manchester Health Authority* (Court of Appeal [1995] 4 All E.R. 132)  
*Echec fautif d'une stérilisation. Prescription de l'action en réparation.*

Medical Law Review 1996, p. 204, *Re Y* (High Court of Justice, Family Division, 14 juin 1996)  
*Admissibilité d'un prélèvement de moelle osseuse chez une personne incapable de discernement en vue de greffe sur sa soeur atteinte de leucémie.*

### III. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung

ATF 122 1153 - TF, 1ère Cour de droit public, 19 juin 1996  
*Art. 4 Cst et législation cantonale zurichoise. Consultation du dossier médical tenu par une clinique psychiatrique. Pesée des intérêts pour l'accès à des informations provenant de personnes étrangères à la clinique.*

ATF 122 II 193 - TF, 2e Cour de droit public, 24 mai 1996  
Droit fondamental à des conditions minimales d'existence. Confirmation de ATF 121 I 367.

ATF 122 V 81 - TFA, 18 mars 1996  
*Art. 5bis LAMA. Les assurés au bénéfice d'un contrat d'assurance collective d'indemnités journalières possèdent en principe une créance directe contre la caisse. Confirmation de ATF 120 V 42.*

ATF 122 V 85 - TFA, 18 mars 1996  
*Art. 21/6 LAMA et 2 Ord VI. Admissibilité du refus d'une autorisation de pratiquer à la charge de l'assurance-maladie à un masseur.*

ATF 122 V 113 - TFA, 13 juin 1996  
*Art. 13 LAI et ch. 404 de l'annexe à l'OIC Syndrome psycho-organique. Les troubles doivent avoir été diagnostiqués et traités avant l'accomplissement de la neuvième année pour donner droit aux prestations.*

ATF 122 V 157 - TFA, 3 mai 1996  
*Les art. 4 Cst et 6 CEDH ne donnent aucun droit formel à la mise en oeuvre d'expertises confiées à des médecins indépendants de l'institution d'assurance, lorsque le litige concerne des prestations.*

JdT 1996 1 259 - Arrêt du TF, IIème cour civile, du 2 juillet 1992. C. c. Canton de Zürich, (ATF 118 II 254)  
Privation de liberté à des fins d'assistance, responsabilité du canton en cas de privation injustifiée de liberté, de traitement forcé et de contention.

JAAC 1996 III, p. 575 ss - Office fédéral de la justice, décision du 17.11.1995 Art. 24novies Cst. *Médecine de procréation. Statut constitutionnel des embryons humains.*

JAAC 1996 III, p. 767 ss - Département fédéral de l'intérieur, décision du 24.1.1996  
*Assouplissement de jurisprudence relatif à la LF concernant l'exercice des professions de médecin, de pharmacien et de vétérinaire dans la Confédération et à l'ordonnance générale concernant les examens fédéraux des professions médicales (OGPM).*

Plädoyer 4/96, p. 66 55 - TFA, 1ère Chambre, jugement du 27.2.96, Winterthur Versicherungen contre P.  
*Wer Operationen oder Behandlungen trotz Aufforderungen des Unfallversicherers ablehnt, muss kaum mit Leistungskürzungen rechnen. Nur grobfahrlässige Nichtbehandlung wird sanktioniert.*

RIDA, 1996, W 1, p. 200-201 - TFA 3.10.1995 N. 1 140/95 in re V.  
*Diritto ad un sostegno psicoterapico anche per un paziente che presenta lesioni cerebrali in quanto tale cura sia suscettibile di assicurare una migliore capacità di guadagno.*

#### **IV. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung**

##### **AARGAU**

AGVE 1995, p. 245 ss - Entscheid des Verwaltungsgerichts, 2. Kammer, vom 28. März 1995 in Sachen M.St. gegen Verfügung des Bezirksarztes B. *Fürsorgerische Freiheitsentziehung. Klinikeinweisung. Örtliche Zuständigkeit.*

##### **SANKT GALLEN**

SJZ/RSJ 20/1996, p. 379 - St Gallen, Verwaltungsrekurskommission, 28.12.94, également publié dans GVP 1994 no 34, p. 83

*397a al. 1 et 2 CC. La privation de liberté à des fins d'assistance qui doit se faire à long terme et sans la possibilité d'un traitement médicamenteux exige que la personne concernée puisse être motivée pour une telle thérapie.*

##### **SCHAFFHAUSEN**

Amtsbericht des Obergerichtes an den Grossen Rat des Kantons Schaffhausen 1995, p. 136

Art. 397a Abs. 1 ZGB. *Ambulante Zwangsbehandlung einer psychisch Kranker. Kognition des Verwaltungsgerichts; Instanzenzug; Voraussetzungen der Vor- und Nachmassnahmen.*

##### **TICINO**

RIDA, 1996, N° 1, p. 51 - CG ASP 7.12.1995 N. 550/95 in re Z.

*Nel caso di un detenuto collocato presso /a Clinica Psichiatrica Cantonale di Mendrisio ai sensi dell'art. 43 CPS, la Commissione giuridica é competente a statuire sulla somministrazione di farmaci*

RIDA, 1996, N° 1, p. 218-219 - TCA 2.8.1995 N. 36.94.00004 in re V.

*Frequentemente, l'indagine coronografica deve essere svolta in centri specialistici in tali casi la Cassa ne deve assumere i costi integralmente.*

RIDA, 1996, N° 1, p. 224-225 - TCA 14.6.1995 N. 35.95.00081 in re X.

*In casa di tentato suicidio, non devono essere poste esigenze di prova severe circa la valutazione, in concreto, dell'incapacità di discernimento dell'assicurato*

##### **VALAIS**

RVJ/ZWR 1996, p. 201 - Tribunal cantonal, arrêt du 10.8.95

*Compétence des caisses-maladie d'exclure de l'assurance-accident les dangers extraordinaires et les entreprises téméraires (art. 3 LAMA)*

RVJ/ZWR 1996, p. 95 - Tribunal cantonal, 11.01.96

## Coup du lapin. Droit à des prestations d'assurance-accident?

VAUD

JdT 1996 III 55 - Jugement du Tribunal cantonal du canton de Vaud, Chambre des recours, du 15 novembre 1994. C. c. Fédération vaudoise des caisses-maladie

*Expertise hors procès et contestation administrative: contrairement à une jurisprudence ancienne abandonnée entre-temps, une expertise hors procès ne saurait être ordonnée par le juge civil en vue de servir de preuve dans un litige administratif. Les contestations entre caisses-maladie et médecins sont de nature administrative et soumises à la procédure arbitrale prévue à l'art. 25 LAMA. Elles pourraient en conséquence donner lieu à une expertise hors procès.*

Zürich

BIZR 7/1996, no 67 p. 210

*Grundrecht der persönlichen Freiheit; § 46 Krankenhausverordnung von 1981. Ärztliche Aufklärungspflicht; Rechtsgrundlagen und Tragweite.*

## Doctrine / Lehre

### I. Doctrine internationale et étrangère (Sélection)

#### Internationale und fremde Lehre (Auswahl)

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

#### ARTICLES / AUFSÄTZE

ANNAS G.J., 'The promised end - Constitutional aspects of physician-assisted suicide', *New England Journal of Medicine*, 335, 1996, p. 683-687

ANNAS G.J., Legacies of Nuremberg: medical Ethics and Human Rights, *JAMA*, 276, 1996, p. 1682-1684.

BRAHAMS D., Caesarean sections by court order, *Lancet*, 348, 1996, p. 770

BRENNAN TA; SOX C.M.; BURSTIN H.R., Relation between negligent adverse events and the outcomes of medical malpractice litigations, *New England Journal of Medicine* 335, 1996, p. 1963-1967

BUCHBORN E., Konsequenzen der Genomanalyse für die ärztliche Aufklärung in der prädiktiven Medizin. In : *MedR*/1 0/1996/S. 441

BUTLER NATTLINGER A; HOFFMANN R.G.; SHAPIRO R. and al., 'The effect of legislative requirements on the use of breast-conserving surgery', *New England Journal of Medicine*, 335, 1996, p. 1035-1040

CALLAHAN D. Controlling the costs of health care for the elderly - fair means and foul, *New England Journal of Medicine*, 335, 1996, p. 744-746.

CALMAN K. C., Cancer: science and society and the communication of risk, *British Journal of Medicine*, 313, 1996, p. 799-802

CAPRON A.M., At Law - Between Doctor and Patient, *Hastings Center Report* vol. 26, N° 5, 1996, p. 34-36 (Problème de responsabilité en cas de faute médicale survenue dans le cadre de HMO)

CONRADTS Christoph, Eurotransplant und UNOS - Modelle der Organallokation ? In : *MedR*/7/1996/ S. 300

DEUTSCHE GESELLSCHAFT FÜR MEDIZINRECHT, Die Entwicklung der Arzthaftung. In : *MedR*/8/1996/S. 349

DRAPER H., Women, forced caesarean and antenatal responsibilities, *Journal of Medical Ethics*, Vol. 22, W 6, 1996, p. 327-333

FADEN R., The Advisory Committee on Human Radiation Experiments: Reflections on a Presidential Commission, *Hastings Center Report*, vol. 26, W 5, 1996, p. 5-10.

GRIFFITH D.; BELL A, Commentary: Treatment was not unethical (An Ethical Dilemma. A Nurse is suspended), *British Journal of Medicine*, 313, 1996, p. 1250

HALL A, Selective reduction of pregnancy: a legal analysis, *Journal of Medical Ethics*, Vol. 22, W 5, 1996, p. 304-308

HEILINGER F.J., The Expanding Scope of State Legislation, *JAMA* 276, 1996, p. 1065-1069

JONES M., KEYWOOD K., Assessing the Patient's Competence to Consent to Medical Treatment, *Medical Law International* 196, vol. 2/2, p. 107-147

JUNG Andrea, Die französische Rechtslage auf dem Gebiet der Transplantationsmedizin. In : *MedR/8/1996/S.* 355

KASS N.E.; SUGARMAN J.; FADEN R.; SCHOCH-SPANNA M., Trust: The Fragile Foundation of Contemporary Biomedical Research, *Hastings Center Report*, vol. 26, N° 5, 1996, p. 25-29.

KELLETT J. M., The case (An Ethical Dilemma. A Nurse is suspended) *British Journal of Medicine*, 313, 1996, p. 1249-1250

KERRIDGE I.H.; MITCHELL K.R., The legislation of active voluntary euthanasia in Australia: will the slippery slope prove fatal ?, *Journal of Medical Ethics*, Vol. 22, N° 5, 1996, p. 273-278

KESSLER DA, WITT AM., BARNETT P.S. and al, The food and drug administration's regulation of the use of breast-conserving surgery, *New England Journal of Medicine*, 335, 1996, p. 1035-1040

KESSLER DA; HASS AE.; FEIDEN K L and al, Approval of New Drugs in the United States. Comparison with the United Kingdom, Germany and Japan, *JAMA*, 276, 1996, p.1826-1831

LAVENDER H., Access should be denied (Controversies in Management. Should insurance companies have access to patients' medical records ?), *British Journal of Medicine*, 313, 1996, p. 286-287

LEGEMAATE J., The Patient's Right of Complaint: Options and Developments in the Netherlands, *European Journal of Health Law* 1996, vol. 3/3, p. 255

LEVINSKY N.G., The purpose of advance medical planning - Autonomy for patients or limitation of care ?, *New England Journal of Medicine*, 335, 1996, p.741-743

Mc LEAN S., End-of-life decisions and the law, *Journal of Medical Ethics*, Vol. 22, W 5, 1996, p. 261-262

MEMMER Michael, Das Patiententestament, *Recht der Medizin* 1996, p. 99

MURPHY Sh. et al, Ethnicity and Advance Care Directives, *The Journal of Law, Medicine & Ethics* 1996, vol. 24/2, p. 108

OBERMAN Michelle, Minor Rights and Wrongs, *The Journal of Law, Medicine & Ethics* 1996, vol. 24/2, p. 127

OLIPHANT Ken, Defining " Medical Misadventure": Lessons from New Zealand, *Medical Law Review* 1996, vol. 4/1, p. 1

OLIVER S., RAJAN L, TURNER H. and al, Informed choice for users of health services: views on ultrasonography leaflets of women in early pregnancy. midwives and ultrasonographers, *British Journal of Medicine*, 313, 1996, p. 1251-1255

ORENTLICHER D., The legalization of physician-assisted suicide, *New England Journal of Medicine*, 335, 1996, p. 663-666

PETERSEN Kerry, Abortion Laws: Comparative and Feminist Perspectives in Australia, England and the United States, *Medical Law International* 1996, vol. 2/2, p. 77-105

PTACEK J.T., EBERHARDT T.L., Breaking Bad News. A Review of the Literature, *JAMA*, 276, 1996, p. 403-409

SCHAMPS G., L'établissement d'un diagnostic à distance et la responsabilité médicale, *Revue de droit de la santé* 1996-97, vol. 2/1, p. 8

SEGEST E., Patients' Complaint Procedures, in a Scandinavian Perspective, *European Journal of Health Law* 1996, vol. 3/3, p. 231

SEHGL A. R.; WEISHEIT C., MIURA Y. and al., Advance Directives and Withdrawal of Dialysis in the United States, Germany, and Japan, *JAMA*, 276, 1996, p. 1652-1656.

SHORT J.; ADSHEAD G., Commentary: Disciplinary processes should not be used to solve ethical problems (An Ethical Dilemma. A Nurse is suspended), *British Journal of Medicine*, 313, 1996, p. 1251

SMEE P.H., Denying access would do more harm than good (Controversies in Management. Should insurance companies have access to patients' medical records ?), *British Journal of Medicine*, 313, 1996, p. 287

START R.D.; BROWN W.; BRYANT R.J. and al., Ownership and uses of human tissue: Does the Nuffield bioethics report accord with opinion of surgical inpatients ?, *British Journal of Medicine*, 313, 1996, p. 1366-1368.

TAUPITZ Jochen, Die Abrechnung "eigener" Laborleistungen nach § 4 Abs. 2 GOA neuer Fassung: Fachkundepflicht des abrechnenden Arztes? In : MedR/11/1996/S.498

TERRASSON DE FOUGERES Aline, Le devenir des embryons conçus in vitro après la dissolution du couple parental. In : RD sanit. soc./3/1996/p. 623

VACHET Gérard, L'obligation d'information des organismes de sécurité sociale. In : RD sanit. soc./3/1996/p. 577

VAN DER MAAS P. J.; VAN DER WAL G.; HAVERKATE I. and al., Euthanasia, physician-assisted suicide, and other medical practices involving the end of life in the Netherlands, 1990-1995, *New England Journal of Medicine*, 335, 1996, p. 1699-1705

VAN DER WAL G.; VAN DER MAAS P. J.; BOSMA J.M. and al., Evaluation of the notification procedure for physician-assisted death in the Netherlands, *New England Journal of Medicine*, 335, 1996, p. 1706-1711

VOLLMANN J.; WINAU R., Informed consent in human experimentation before the Nuremberg code, *British Journal of Medicine*, 313, 1996, p. 1445-1450

WEIGEND Ewa, ZIELINSKA Eleonora, Das neue polnische Transplantationsgesetz. In : MedR/7/1996/S. 445

WIGGE Peter, Arztrechtliche Fragen des Unterbringungsrechts. MedR/7/1996, S. 291

WILKINSON S.; GARRARD E., Bodily integrity and the sale of human organs, *Journal of Medical Ethics*, Vol. 22, N° 6, 1996, p. 3234-339

WISE P.; DRURY M., Pharmaceutical trials in general practice: the first 100 protocols. An audit by the clinical research ethics committees of the Royal College of General Practitioners, *British Journal of Medicine*, 313, 1996, p. 1245-1248

## OUVRAGES ET MONOGRAPHIES / BÜCHER UND MONOGRAPHIES

DEVERS Gilles, Droit infirmier, Paris 1996

GENDREAU Caroline, Le droit du patient psychiatrique de consentir à un traitement: élaboration d'une norme internationale, Montréal 1996

HERMITTE Marie-Angèle, Le Sang et le Droit, Paris 1996

JEAN Philippe, La Charte du patient hospitalisé, Paris 1996

VANSWEEVELT Thierry, La responsabilité civile du médecin et de l'hôpital, Anvers, Diegem et Bruxelles 1996

## **II. Doctrine suisse / Schweizerische Lehre**

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

### ARTICLES / AUFSÄTZE

AUSFELD Michael, FMH-Gutachterstelle, Zugang erschwert, in: Plädoyer 6/96, p. 27 ss

BAIERLE Jean-Luc, Ethique et santé publique: importance de la recherche, in: Cahiers de l'IDS, no 4, p. 13 ss

BORCARD Marie-Christine, SPRUMONT Dominique, Les responsabilités au sein de l'établissement hospitalier, in: Les cahiers de l'IDS, no 2, p. 33 ss

BURNAND Bernard, SPRUMONT Dominique, Ethique de la recherche en santé publique, in: Cahiers de l'IDS, no 4, p. 3 s.

COMMISSION SUISSE DES CARTELS, Avis concernant les listes d'hôpitaux et les conventions intercantionales en matière de coordination hospitalière (traduction), in: Publications de la Commission suisse des cartels et du préposé à la surveillance des prix, 3/96, p. 199 ss

COMMISSION SUISSE DES CARTELS, Gesundheitsmarkt, in: Publications de la Commission suisse des cartels et du préposé à la surveillance des prix, 3/96, p. 213 ss

COMMISSION SUISSE DES CARTELS, Gutachten zur Spitalplanung, in: Publications de la Commission suisse des cartels et du préposé à la surveillance des prix, 3/96, p. 183 ss

DELEZE Jean-Charles, Une nouvelle loi pour la santé des Valaisannes et des Valaisans, in: Plädoyer 4/96, p. 45 ss

DUC Jean-Louis, Krankenversicherungsgesetz: « Die Angora-Katze im Sack gekauft », in: Plädoyer 4/96, p. 20 ss

GEISER Thomas, Rôle et fonctionnement de la Commission fédérale d'experts du secret professionnel en matière de recherche médicale, in: Cahiers de l'IDS, no 4, p. 41 ss

GREBER P.-Y., Quelques questions relatives à la nouvelle loi fédérale sur l'assurance-maladie, in: RDAF, 1996, W 3-4, p. 225-252.

GUILLOD Olivier, Le secret médical, aujourd'hui. In: Le secret, Cahiers ERIË, Université de Lausanne, 1996, p. 49-67

GUILLOD Olivier, Les moyens juridiques de se faire entendre pour les personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer. In: Gérontologie et communication, Session annuelle 1995 de la Société suisse de Gérontologie, Berne, 1996, p. 115-122

GUILLOD Olivier, SPRUMONT Dominique, Le droit à la santé: un droit en émergence. In: De la Constitution. Etudes en l'honneur de Jean-François Aubert, Bâle, 1996, p. 337-353

GUILLOD Olivier, ZENGER c.. Droit de la santé. In: Médecine sociale et préventive. Santé publique, F. Gutzwiller, O. Jeanneret (Eds.), Berne, 1996, p. 161-176

GUILLOD Olivier, ZENGER c.. RUCKSTUHL N., Bases légales. In: Médecine sociale et préventive. Santé publique, F. Gutzwiller, O. Jeanneret (Eds.), Berne, 1996, p. 229-235



GUILLOUD J-J et coll., Le refus de transfusion sanguine par les Témoins de Jéhovah, in Médecine et Hygiène, 1996, W 2130, P 1646-1654.

HÖFLING Wolfram, Rechtsfragen der Transplantationsmedizin: eine rechtsvergleichende Betrachtung, in: RSJB 1996, P 787 ss

HOTTELIER Michel, La portée du principe de la publicité des débats dans le contentieux des (1')surances sociales, in SJ, 1996, W 38, p. 645-655

HÜBNER Florian, Faut-il encore pénaliser la transmission du VIH en Suisse ?, in: Plädoyer 6/96, p. 46 ss

KUHN Hanspeter, Der Patient vermutet einen Kunstfehler - was soll der Arzt tun ?, in: Bulletin des médecins suisses (BMS), 1996, N° 37, p. 1472-1475.

KUHN Hanspeter, Kommentar (*der FMH-Gutachterstelle*) für Patient, Anwalt und Arzt, in: Bulletin des médecins suisses (BMS), 1996, W 37, p. 1468-1471

LA HARPE R., BURKHARDT S., BERTRAND D., Recherche en paternité: aspects légaux utiles au médecin, in Médecine et Hygiène, 1996, W 2129, p. 16021603.

MANA Dominique, Le droit des proches et du patient dans la prise de décision médicale, in Médecine et Hygiène, 1996, N° 2135, p. 1926-1929.

MARTIN Jean, Consentement éclairé. A propos du rôle de la famille dans les décisions liées aux soins, in Médecine et Hygiène, 1996, W 2126, p. 14501453.

MARTIN Jean, La personne, la recherche, la santé publique - Préambule, in: Cahiers de l'IDS, no 4, p. 5 ss

MARTIN Jean, Publicité et médiatisation dans la pratique médicale et en santé publique - Considérer attentivement risques et avantages, in Cahiers Médico-sociaux, 1996, N° 2, p. 133-140.

MARTIN-ACHARD Pierre, Consentement au traitement et incapacité de discernement, in Médecine et Hygiène, 1996, N° 2141, p. 2271-2273.

MEIER Philippe, La confidentialité des informations médicales dans le cadre des activités tutélaires, in: ROT 6/96, p. 205 ss

MONTANI V., BARDE c., La jurisprudence du Tribunal administratif relative au droit disciplinaire (point 6. Médecins et pharmaciens), in RDAF, 1996, W 3-4, p.368-377.

MORABIA Alfredo, Problèmes éthiques liés aux recherches en épidémiologie: une histoire de vaches folles, in: Cahiers de l'IDS, no 4, p. 27 ss

MÜLLER Klaus, Couvrir les besoins en soins hospitaliers: conditions et critères d'exécution de la LAMal. In : Sécurité sociale 4/1996/p. 205

MÜLLER Markus, Staatshaftungsverfahren und Grundrechtsschutz (zum Grundrechtsschutz am Beispiel ärztlicher Behandlung in öffentlichen Spitälern; gleichzeitig eine Besprechung von BGE 2P.373/1994 vom 12. Februar 1994), in: recht 1996/6, p. 259 ss

MÜLLER Thomas, Psychex schreibt Rechtsgeschichte, in: Plädoyer 5/95, p. 9 ss

NAV J.-Y., Le pédophile, les hormones et la justice, in Médecine et Hygiène, 1996, N°2124, p.1364.

SALMANN Kurt, Recht und Rechtsethik in der Fortpflanzungsmedizin, in: recht 6/1996, p. 240 ss

SIGRIST Thomas, Zum Nachweis der Fahrunfähigkeit wegen Angetrunkenheit - Atemtest versus Blutalkoholbestimmung. Ein Beitrag aus medizinisch-naturwissenschaftlicher Sicht, in: AJP/PJA 1996, p. 1111

SUTER P.-M., Respect de la volonté du patient et directives avancées, in Médecine et Hygiène, 1996, N° 2134, p. 1827.

VON ARX Franz, RAMSEIER Erich W., Die Beurteilung der Arbeitsfähigkeit von Arbeitlosen, in: Bulletin des médecins suisses (BMS), 1996, W 37, p. 15641565.

WERRO Franz, La responsabilité civile médicale: vers une dérive à l'américaine ?, in: Les cahiers de l'IDS, no 2, p. 3 ss

WESSNER Pierre, La révision totale du droit de la responsabilité civile: quelques orientations nouvelles susceptibles d'influencer le domaine des soins médicaux et hospitaliers, in: Les cahiers de l'IDS, no 2, p. 57 ss

WILLEMIN Vincent, Insémination artificielle avec donneur - Etude comparative des droits français, allemand et suisse, in: Les cahiers de l'IDS, no 3, p. 2 ss

#### OUVRAGES ET MONOGRAPHIES / BÜCHER UND MONOGRAPHIEN

F. GUTZWILLER, O. JEANNERET (éd.), Médecine sociale et préventive. Santé publique, Berne 1996

\*\*\*\*\*

# **SAN-NEWS N°3**

mai 1997, comprenant la période allant du 1er janvier 1997 au 15 avril 1997

## **Législation / Gesetzgebung**

### **I. Droit international et européen (Sélection)**

#### **Internationales Recht und Europarecht (Auswahl)**

1. Directive 96/29/EURATOM du Conseil, du 13 mai 1996, fixant les normes de base relatives à la protection sanitaire de la population et des travailleurs contre les dangers résultant des rayonnements ionisants, JOCE N° L 159, 29 juin 1996, p. 1-114

2. Décision N° 645/96/CR du Parlement européen et du Conseil adoptant un programme d'action communautaire de promotion, d'information, d'éducation et de formation en matière de santé dans le cadre de l'action dans le domaine de la santé publique (1996-2000), du 29 mars 1996, JOCE N° L 95, 16 avril 1996, p. 1-8

3. Décision W 646/96/CR du Parlement européen et du Conseil adoptant un plan d'action de lutte contre le cancer dans le cadre de l'action dans le domaine de la santé publique (1996-2000), du 29 mars 1996, JOCE N° L 95, 16 avril 1996, p. 9-15

4. Décision N° 647/96/CR du Parlement européen et du Conseil adoptant un programme d'action communautaire concernant la prévention du sida et de certaines autres maladies transmissibles dans le cadre de l'action dans le domaine de la santé publique (1996-2000), du 29 mars 1996, JOCE N° L 95, 16 avril 1996, p. 16-22

### **II. Droit étranger (Sélection) / Fremdes Recht (Auswahl)**

#### **DANEMARK**

Loi N° 286 du 24 avril 1996 relative à l'utilisation des données médicales, etc., sur le marché du travail (Lotvidende, 1996, partie A, 25 avril 1996, N° 60, p. 1665-1668), partiellement reproduit in: Recueil International de Législation Sanitaire 1996, vol. 47 n° 3, p. 392-394

#### **ETATS-UNIS**

Arrêté exécutif N° 12975 du 3 octobre 1995 sur la protection des sujets humains de recherche et la création de la Commission consultative nationale de bioéthique, in: Recueil International de Législation Sanitaire 1996, vol. 47 n° 3, p. 374-376

#### **FRANCE**

Ordonnance N° 96-345 du 24 avril 1996 relative à la maîtrise médicalisée des dépenses de soins (JO, Lois et Décrets, 25 avril 1996, N° 98, p. 6311-6320), résumé in: Recueil International de Législation Sanitaire 1996, vol. 47 n° 3, p. 376-377

*Cette ordonnance introduit notamment le carnet de santé pour "tout bénéficiaire de l'assurance maladie âgé de plus de seize ans".*

### **III. Droit fédéral / Bundesrecht**

#### **DROIT EDICTE**

1. Ordonnance sur les prestations dans l'assurance obligatoire des soins en cas de maladie (OPAS) (RS 832.112.31)

Modification du 13 décembre 1996 (art. 6, 9a [conseils nutritionnels], 11, 12 [mesures médicales de prévention], 19a [infirmités congénitales] et annexe 1 à art. 1 OPAS), en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 1997 (art. 9a: 1<sup>er</sup> juillet 1997), RO 1997 564

2. Ordonnance sur les prestations dans l'assurance obligatoire des soins en cas de maladie (OPAS) (RS 832.112.31)

Modification du 20 décembre 1996 (art. 24a [moyens et appareils] et annexe 2 [Liste des moyens et appareils], en vigueur dès le 1er janvier 1997, RO 1997677

3. Ordonnance sur les prestations dans l'assurance obligatoire des soins en cas de maladie (OP AS) (RS 832.112.31)

Modification du 30 décembre 1996 (nouvelle teneur de l'annexe 3 [Liste des analyses, non publiée au RO], en vigueur dès le 1er avril 1997, Ra 1997727

4. Ordonnance sur la Commission fédérale d'experts pour la sécurité biologique, du 20 novembre 1996, en vigueur dès le 1er janvier 1997, RO 1997 6

5. Ordonnance concernant des mesures temporaires urgentes destinées à combattre l'ESB dans le cheptel bovin suisse, du 18 décembre 1996, en vigueur dès le 19 décembre 1996 jusqu'au 30 juin 1999), Ra 1997 227

*Voir aussi l'arrêté fédéral urgent du 14 décembre 1996, RO 19963485*

6. Ordonnance de l'OFSP sur les stupéfiants et les substances psychotropes (OStup-OFSP), du 12 décembre 1996, en vigueur dès le 1er février 1997, RO 1997 273

7. Règlement de la Commission fédérale de surveillance de la radioactivité, du 9 décembre 1996, en vigueur dès le 1er janvier 1997, RO 1997 426

#### MESSAGES, RAPPORTS ET DECISIONS OFFICIELS BOTSCHAFTEN, AMTLICHE BERICHTE UND BESCHLUESSE

1. Message relatif à une nouvelle constitution fédérale, du 20 novembre 1996, FF 1997 I 1

*Voir notamment les articles 6ss (droits fondamentaux), 33 (buts sociaux), 108ss (compétences fédérales dans le domaine de la santé).*

2. Arrêté fédéral concernant l'initiative populaire .pour la protection de la vie et de l'environnement contre les manipulations génétiques (Initiative pour la protection génétique), du 21 mars 1997, FF 1997 II 525

*L'Assemblée fédérale recommande au peuple et aux cantons de rejeter l'initiative.*

3. Arrêté fédéral concernant l'initiative populaire "pour une politique raisonnable en matière de drogue" , du 21 mars 1997, FF 1997 II 529

*L'Assemblée fédérale recommande au peuple et aux cantons de rejeter l'initiative.*

4. Arrêté fédéral concernant l'initiative populaire "Jeunesse sans drogue", du 21 mars 1997, FF 1997 II 531

*L'Assemblée fédérale recommande au peuple et aux cantons de rejeter l'initiative.*

5. Initiative populaire fédérale" pour des primes d'assurance maladie proportionnelles au revenu et à la fortune". Examen préliminaire de la Chancellerie fédérale, 8 avril 1997, FF 1997 II 809

6. Procédure de consultation du Département fédéral de l'intérieur: Loi fédérale sur les agents thérapeutiques (date limite: 30 juin 1997), FF 1997 I1222

*L'avant-projet peut être obtenu auprès de l'Office fédéral de la santé publique, secrétariat de la loi fédérale sur les agents thérapeutiques, case postale, 3001 Berne*

7. Rapport annuel du Conseil fédéral sur les activités de la Suisse au Conseil de l'Europe en 1996, du 15 janvier 1997, FF 1997 I 1371

*Voir spécialement les pages 1385s en ce qui concerne le domaine sanitaire.*

8. Normes techniques pour dispositifs médicaux, adoptées par l'OFSP le 19 mars 1997 (en vertu de l'article 4 alinéa 3 de l'Ordonnance du 24 janvier 1996 sur les dispositifs médicaux, RS 819.124), FF 1997I 1814

9. Réduction des primes de l'assurance-maladie - Subsidés de la Confédération et des cantons. Modèle de répartition provisoire (année 1998), FF 1997 II 817

10. Décision concernant l'admission des établissements de cures balnéaires comme fournisseurs de prestations de l'assurance-maladie, du 23 décembre 1996, en vigueur dès le 1er janvier 1997, FF 1997 I 839

11. Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée par la Commission d'experts du secret professionnel en matière de recherche médicale pour une étude intitulée " *Suicide dans la région de Bâle-Ville / Bâle-Campagne*", du 25 février 1997, FF 1997 I 1089

12. Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée par la Commission d'experts du secret professionnel en matière de recherche médicale pour une étude intitulée " *Dissertation über die interdisziplinären Gutachten zu Handen der Invalidenversicherung*", du 25 février 1997, FF 1997 I 1092

13. Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée par la Commission d'experts du secret professionnel en matière de recherche médicale pour une étude intitulée " *Etude rétrospective et de suivi des cas de privation de liberté à des fins d'assistance sollicités par l'Unité Multidisciplinaire d'Alcoologie du CHUV*", du 11 mars 1997, FF 1997 I 1399

14. Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée par la Commission d'experts du secret professionnel en matière de recherche médicale pour une étude intitulée " *Thrombosen bei Patienten mit Hirntumoren*", du 25 mars 1997, FF 1997 I 1434

15. Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée par la Commission d'experts du secret professionnel en matière de recherche médicale pour une étude intitulée " *Häufigkeit von Fehldiagnosen bei katatonen und paranoiden Schizophrenen*", du 25 mars 1997, FF 1997 I 1437

#### **IV. Droit cantonal (Sélection) / Kantonaies Recht (Auswahl)**

(extrait du « Bulletin de Législation / Gesetzgebungsbulletin », avec "autorisation de l'Institut du Fédéralisme, à Fribourg)

##### **BASEL-STADT**

V. betr. die selbstständige Berufsausübung der Psychotherapeuten vom 22.11.1977 (Änderung: § 8 1 lit. c)

G betr. die Bestattungen vom 9.7.1931 (Änderung mehrerer Paragraphen: Einbezug der Gemeindeautonomie, Neuregelung der unentgeltlichen Bestattung, Ermöglichung neuer Bestattungsformen, Schaffung eines Umweltartikels)

##### **BERN**

V über die Bestattungs- und Leichenbitterunternehmer vom 5.2.1972 (Aufgehoben durch die V über die Aufhebung verschiedener Verordnungen in den Bereichen Gewerbe, bäuerliches Bodenrecht und Jagdrecht vom 11.12.1996)

C betr. die Aufwandsentschädigung für die privatärztliche Tätigkeit an öffentlichen Spitälern vom 18.12.1996 (SPITAZ-Verordnung)

##### **FRIBOURG**

L sur les soins et l'aide familiale à domicile du 27.9.1990 (Modification introduite dans le cadre de la LAMal; art. 8 1; 11 1 lit. b & f, reconnaissance des services; 15 I, subventions; 17 II, tarif pour l'aide familiale; 17 I abrogé)

A concernant la profession de sauveteur professionnel (Modification du R du 16.3.1948 d'exécution de la L sur la police de santé: art. 82 I, suppression du mot « honte »; art. 100 abrogé)

A du 10.10.1978 d'exécution de la LF du 3.10.1951 sur les stupéfiants et de son R d'exécution du 4.3.1952 (Modification: art. 9 VI, traitement de substitution)

R du 15.1.1985 d'exécution de la L sur les hôpitaux (Modification: art. 7 I, 16, 17 1 & II, 18 1 & II, art. 16 III, abrogé; 17 III et IV abrogés) (Entrée en vigueur rétroactive au 1.1.1996)

##### **GENEVE**

L sur l'aide à domicile du 16.2.1996 (Diverses modifications: financement du deuxième programme quadriennal [1997-2001] de l'aide à domicile)

R d'exécution de la L sur l'exercice des professions de la santé, les établissements médicaux et diverses entreprises du domaine médical du 9.11.1983 (Modification: art. 19 lit. c)

R sur les médicaments au stade d'essai clinique du 31.1.1996 (Modification: art. 1 I, but et champ d'application)

R relatif à l'application de la LF sur les stupéfiants et les substances psychotropes, à l'O. homonyme et à l'O. sur les précurseurs et autres produits chimiques utilisés pour la fabrication de stupéfiants et de substances psychotropes (Abroge le R relatif à l'application de la LF sur les stupéfiants et l'O homonyme du 29.7.1953)

R concernant la prescription, la dispensation et l'administration de stupéfiants destinés au traitement des personnes dépendantes du 16.8.1978 (Modification: 1er considérant; art. 1 I, champ d'application; 2e considérant abrogé)

SANKT GALLEN

Spitalorganisationsverordnung vom 17.6.1980 (Änderung: Art. 4 II aufgehoben) (II. Nachtrag)

VAUD

L du 29.5.1985 sur la santé publique (Modification: suppression de l'obligation de vaccination contre la diphtérie dans cette L, suppression de la prestation de serment devant les préfets pour les professions de la santé)

ZUG

V(1) zum Gesundheitsgesetz: Medizinische und pharmazeutische Berufe, Hilfsberufe sowie wissenschaftlich nicht anerkannte Behandlungen vom 22.12.1981 (Änderung: § 17 I Bst. k & l)

ZÜRICH

V über den Datenschutz in den kantonalen Krankenhäusern vom 9.9.1981 (Aufgehoben)

Richtlinien der IKS betr. die Herstellung von Arzneimitteln vom 18.5.1995 (Herstellungs-Richtlinien) (Hebt die Richtlinien vom 13.5.1982 sowie mehrere IKS-Wegleitungen auf)

Tous ces textes sont en vigueur / Alle Texte im Kraft.

## **V. Déclarations et directives éthiques et professionnelles** **Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien**

INTERNATIONAL ET ETRANGER / INTERNATIONAL UND AUSLAND

World Medical Association, 'Declaration of Helsinki', *JAMA*, 277, 1997, p. 925-926. (Adopted by the World Medical Assembly, 1964, 1975, 1983, 1989, 1996).

SUISSE / SCHWEIZ

FMH - Fédération des médecins suisses, Code de déontologie de la FMH, in: Bulletin des médecins suisses 11/1997, p. 384-393

AKOR - Ärztekommision für Rettungswesen, Schweizerisches Rotes Kreuz, Richtlinien für Ärzte betreffend die Delegation medizinischer Kompetenz an nichtärztliches Personal im Rettungswesen, in: Bulletin des médecins suisses 12/1997, p. 423-424

## **Jurisprudence / Rechtsprechung**

### **I. Jurisprudence internationale (Sélection)** **Internationale Rechtsprechung (Auswahl)**

Affaire Z c. Finlande, Arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme, du 25 février 1997

*Saisie de dossiers médicaux relatifs à une patiente dans les poursuites pénales intentées contre son mari: pas de violation de l'article 8 CEDH*

*Délai de confidentialité de 10 ans des données médicales en question: violation de l'article 8 CEDH. Publication de la séropositivité de la patiente dans un arrêt rendu au cours de la procédure: violation de l'article 8 CEDH.*

Affaire Mantovanelli c. France (8/1996/627/810), Arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme, du 18 mars 1997

*Les requérants - convaincus que la mort de leur fille est due à une dose trop élevée d'anesthésique, administrée à la suite de plusieurs interventions chirurgicales - ont intenté une action en responsabilité contre l'hôpital dans lequel se sont déroulées ces interventions. Ils allèguent une violation de l'art. 6 § 1 CEDH en raison de la façon non contradictoire dont les opérations d'expertise médicale se sont passées. Violation admise parce que les requérants n'ont pas eu « la possibilité de commenter efficacement l'élément de preuve essentiel », à savoir l'expertise médicale.*

## **II. Jurisprudence étrangère (Sélection)**

### **Fremde Rechtsprechung (Auswahl)**

#### **AUTRICHE**

1. Recht der Medizin 1997, p. 22 (OGH, 3 septembre 1996)

*Opération sur un mineur capable de discernement (14 ans). Nécessité du consentement du mineur et du représentant légal Responsabilité du chirurgien en cas de séquelle qui serait survenue aussi, mais plus tard, sans l'opération (causalité outrepassante).*

2. Recht der Medizin 1997, p. 16 (OGH, 5 septembre 1996)

*Traitement psychiatrique. Constatation judiciaire du caractère Illicite. Notion de discernement nécessaire pour donner un consentement valable.*

3. Recht der Medizin 1997, p. 19 (OGH, 3 septembre 1996)

*Responsabilités du physiothérapeute et du médecin prescripteur pour les conséquences d'un drainage lymphatique.*

#### **BELGIQUE**

1. Revue de droit de la santé 1996-97, vol. 2 n° 3, p. 200 (Rb. Turnhout, 9 septembre 1994)

*Responsabilité d'un ophtalmologue et d'un interniste pour le fait de n'avoir pas considéré à temps l'hypothèse de l'arteritis temporalis.*

2. Revue de droit de la santé 1996-97, vol. 2 n° 3, p. 192 (Hof van Beroep Antwerpen, 5 avril 1995)

*Sous prothèse déficiente. Responsabilité d'un dentiste-prothésiste et d'un chirurgien de la mâchoire qui interviennent de manière successive.*

3. Revue de droit de la santé 1996-97, vol. 2 n° 4, p. 264 (Hof van Beroep Brussel, 8 février 1995)

*Accouchement. Dystocie. Rupture de l'utérus due à une pression sur le ventre de la patiente. Responsabilité du médecin de famille et de la sage-femme.*

4. Revue de droit de la santé 1996-97, vol. 2 n° 4, p. 271 (Cour d'appel de Liège, 20 décembre 1995)

*Contrat d'hospitalisation global La surveillance d'un site de perfusion relève des soins courants et n'engage donc que la responsabilité du personnel infirmier ou de l'hôpital*

#### **ETATS-UNIS**

The Journal of Law, Medicine & Ethics 1996, vol. 24 n° 3, p. 270, *Berkshire Life Insurance Co v. Owens* (United States District Court for the Southern District of New York, 11 janvier 1996)

*En l'absence de question spécifique de l'assurance et d'intention frauduleuse du proposant, un séropositif qui remplit une demande d'assurance-invalidité privée peut légitimement déclarer qu'il est actuellement en bonne santé.*

#### **RFA ALLEMAGNE**

1. MedR 1/1997/p.28 - BGH, Urt. v. 9.7.1996 - VI ZR 101/95 (OLG Frankfurt a. M)

*Zum Zeitpunkt der Aufklärung über eine Nachoperation.*

2. MedR 2/1997/p.97 - OGH, Urt. v. 13.3.1996 - 7 Ob 527/96 (LG Graz) *Eheliche Abstammung eines durch heterologe Insemination gezeugten Kind.*

3. MedR 3/1997 Ip.117 - BGH, Urt. v. 13. 6. 1996 - 1 ZR 102/94 (OLG Schleswig)  
Ärztliches Wettbewerbsverbot.

#### ROYAUME-UNI

1. Medical Law Review 1996, vol. 4 n° 3, p. 300, *Law Hospital NHS. Trust v. The Lord Advocate* (Court of Session, Inner House, Scotland)

Patient dans un coma irréversible. Interruption de l'alimentation artificielle justifiée car en cas de traitement futile, le meilleur intérêt du patient n'exige pas qu'il soit poursuivi. Les tribunaux écossais gardent la compétence "parens patriae" pour décider dans le cas d'adultes incapables.

2. Medical Law Review 1996, vol. 4 n° 3, p. 315 (Re *T (A Minor) (Wardship: Medical Treatment)*, Court of Appeal (Civil Division), [1997] 1 All E.R. 906)

Transplantation de foie chez un bébé rejetée par les parents. Refus de la Cour d'appel de l'ordonner, contrairement au premier juge.

3. Medical Law Review 1996, vol. 4 n° 3, p. 326 (R. v. *Sheffield Health Authority*, ex parte *Seale*, High Court of Justice, Queen's Bench Division)

Demande de FIV déposée par une femme de 37 ans refusée parce que la procédure est ouverte aux femmes jusqu'à 35 ans en raison de contraintes budgétaires. Limite admise car jugée raisonnable par la Cour.

4. Medical Law Review 1996, vol. 4 n° 3, p. 329 (R. v. *Human Fertilisation and Embryology Authority*, ex parte *D.B.*, Court of Appeal, 6 février 1997)

Sperme prélevé chez un homme peu avant sa mort, sans son consentement écrit. Insémination post-mortem refusée en Angleterre. Droit de la veuve d'exporter le sperme pour se faire traiter dans un autre pays de l'Union européenne (art. 59 Traité de Rome)?

### III. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung

ATF 122 I 343 - TF, 2e Cour de droit public, 12 novembre 1996

Art. 65 LAMal 4 Cst et 2 DT Cst. Un canton peut refuser de faire bénéficier de la réduction de primes les saisonniers et les personnes effectuant des séjours de courte durée, bien qu'ils soient assurés à titre obligatoire selon le droit fédéral

ATF 122 IV 289 - TF, Cour de cassation pénale, 25 septembre 1996

Art. 44 ch. 6 al 2 CPS. Il n'est pas admissible de suspendre l'exécution de la peine et d'ordonner un traitement ambulatoire postérieurement au jugement.

ATF 122 IV 292 - TF, Cour de cassation pénale, 31 octobre 1996

Art. 44 ch. 6 al 2 CPS. Le renvoi postérieur dans un établissement curatif est également possible pour les alcooliques.

ATF 122 V 230 - TFA, 23 mai 1996 (La décision est résumée et commentée par Gabriella Matefi in: AJP 1997 n° 3 p. 327-329).

Art. 6 LAA, 9 OLAA, 2 al 2 LAMal Notion d'affection accidentelle. La morsure de la tique du genre *Ixodes* est un accident.

ATF 122 V 281 - TFA, 17 septembre 1996

Art. 5 et 9 LAVS. Les honoraires perçus par les médecins-chefs pour les traitements stationnaires à des patients hospitalisés en division privée (canton de Lucerne) constituent des revenus d'une activité lucrative dépendante.

ATF 122 V 335 - TFA, 19 août 1996

Art. 18 LAA. Un degré d'invalidité de moins de 10% n'exclut pas d'emblée l'octroi d'une rente (changement de jurisprudence).



RDAF 5-6/1996, p. 462 - TF, 29.6.1995, Association de l'Hôpital d'arrondissement de Sierre contre Cour de droit public du TC

Santé publique - mesures de planification hospitalière - répartition des services spécialisés entre hôpitaux d'arrondissement. Une association de droit privé de communes exploitant un hôpital d'arrondissement qui conteste une décision de répartition de services spécialisés fondée sur la planification hospitalière n'a pas la qualité pour introduire un recours de droit public.

RIDA 1996 N° 2, p. 31-34 - TF 30.4.1996, N.2P.354/1995, in re T.

*Sanzione disciplinare - Dentista scolastico - Perizia di parte - Dentisti: sospensione.*

JdT 1996 I 616 (résumé de l'arrêt 122 III 101, en français)

*Responsabilité du médecin-chef d'un hôpital public envers ses patients privés. Force dérogatoire du droit fédéral*

JdT 1997 IV 94 (résumé de l'arrêt 121 IV 1, en français)

*Internement en hôpital psychiatrique, examen de la libération à l'essai, rapport d'un expert psychiatre indépendant.*

#### **IV. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung**

##### **AARGAU**

ZBI 1996 505 - Verwaltungsgericht Aargau, 2.4.96

*Anordnung einer ambulanten medikamentösen Zwangsbehandlung. Zuständigkeit des Verwaltungsgerichts. Eine so/che Anordnung bedarf einer klaren Grundlage in einem Gesetz im formellen Sinne.*

##### **BERN**

1. JAB/BVR 1997, no 1, p. 33 -16. Februar 1996 LS. Verein G.*Prestations d'assistance; garantie de paiement des frais de sevrage d'une personne droguée, principe de subsidiarité.*

2. JAB/BVR 1997, no 3, p. 123 - 6. Mai 1996 i.5. K.

*Autorisation d'exercer la profession d'acupuncteur à titre indépendant; admissibilité de charges imposées.*

3. JAB/BVR 1997, no 4, p.172-10. Mai i.S.Y.

*Frais hospitaliers; devoir d'informer du médecin (ou de l'hôpital).*

##### **GRAUBÜNDEN**

1. PVG 1995, p. 41 - 5.9.1995

*Ausnahmebewilligung zur Eröffnung einer Zahnarztpraxis für Ausländer.*

2. PVG 1995, p. 44-14.6.1995

*Selbstdispensation. Pflicht zur Ausgabe derselben. Fristansetzung.*

##### **SANKT GALLEN**

1. RSJ/SJZ 2/1997, p. 28 - Verwaltungsrekurskommission

*Art. 397a al. 1er CC, privation de liberté à des fins d'assistance. Il serait disproportionné de retenir jusqu'à l'administration d'un second médicament sous forme de dépôt un patient soumis à un premier traitement de ce type.*

2. AJP 1997 n° 3, p. 340 - Bezirksgericht St. Gallen, 26.11.96, avec un commentaire d'Ivo Schwander

*Action en constatation du changement de sexe et en modification du prénom. Admission malgré le fait que le demandeur est marié.*

##### **TICINO**

1. RIDA 1996, N° 2, p. 62-63 - CG ASP 5.4.1996 N. 576/93 *Assistenza sociopsichiatrica: collocamento*

2. RIDA 1996, N° 2, p. 63-64 - CG ASP 20.5.1996 N. 581/96 *Assistenza sociopsichiatrica: collocamento*

##### **VALAIS**

1. RVJ 1997, p. 91 - KVGE, W.D. c/ SUVA, vom 8. August 1996

*Causalité naturelle et adéquate entre des troubles somatiques découlant normalement d'une maladie*

*professionnelle et des troubles psychiques, lesquels sont de nature à restreindre la capacité de travail*

2. RVJ 1997, p. 93 - ATCA, Dame V. c/ Limmat Assurances, 4.6.1996 *Tentative de suicide. Refus de l'assurance de verser des prestations d'assurances.*

3. RVJ 1997, p. 105 - ATCA, Dame J. c/ Caisse-maladie C55, 14.5.1996  
*Demande de modification d'assurance. Réserve d'assurance en cas de réticence. Devoir du requérant de dire la vérité sur son état de santé et de donner des explications sans équivoque sur son passé et son présent médical*

VAUD

Plädoyer 2/97, p. 54-56 - Tribunal des assurances, 16.11.1995

*Allocation pour mineur impotent dans le cas d'un enfant sourd Droit à des prestations pour les 5 ans précédant une demande expresse.*

ZÜRICH

1. Schweizerisches Zentralblatt für Staats- und Verwaltungsrechts 3/1997, p. 121, Verwaltungsgericht, 29.10.1996, suivi d'une note

*Kürzung der Staatsbeiträge an die Betriebskosten eines von einem Zwecksverband betriebenen Bezirksspitals. Die Ausrichtung bzw. Kürzung der Kostenanteile an die Betriebskosten beitragsberechtigter Krankenhäuser durch die Gesundheitsdirektion ist ein zulässiges Mittel zur bedarfsgerechten Steuerung der Spitalleistungen. (Eine staatsrechtliche Beschwerde gegen das Urteil ist noch hängig)*

2. RDT 1997 66 - Regierungsrat des Kantons Zürich, 27 novembre 1996

*Mainlevée de la privation de liberté à des fins d'assistance (art. 397b al 3 CC). La clinique ne peut libérer la personne quand son placement a été ordonné par l'autorité tutélaire mais elle peut saisir le tribunal d'une demande de mainlevée.*

## Doctrines / Lehre

### I. Doctrine internationale et étrangère (Sélection)

#### Internationale und fremde Lehre (Auswahl)

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

### ARTICLES / AUFSÄTZE

AMDUR R.J.; BIDDLE C., Institutional Review Board Approval and Publication of Human Research Results, *JAMA*, 277, 1997, p. 909-914.

ANGELL M., The Supreme Court and Physician-Assisted Suicide - The Ultimate Right, *New England Journal of Medicine*, 336, 1997, p. 50-53.

AUBY J-M. et VIALA G., Réglementation de la profession de pharmacien et nouvelles règles pour la publicité pharmaceutique - RD sanitaire et soc. 1/1997/p. 70ss.

BENDER A., Das Verhältnis von ärztlicher Schweigepflicht und Informationsanspruch bei der Behandlung Minderjähriger - MedR/1/1997/p. 7.

BHAGWAHJEE S.; MUCKART D.J.J.; JEENA P.M.; MOODLEY P., Does HIV status influence the outcome of patients admitted to a surgical intensive care unit? A prospective double blind study. With Commentaries: Kale R., Failing to seek patients' consent to research is always wrong; BHAGWAHJEE S.; MUCKART D.J.J.; JEENA P.M.; MOODLEY P., Why we did not seek informed consent before testing patients for HIV and SEEDAT Y.K., No simple and absolute ethical rule exists for every conceivable situation, *BMJ*, 314, 1997, p. 1077-1084.

BLACK B., Subpoenas and Science - When Lawyers Force Their Way into the Laboratory, *New England Journal of Medicine*, 336, 1997, p. 725-727.

BYK C., A proposed draft protocol for the European Convention on Biomedicine relating on the human embryo

and foetus, *Journal of Medical Ethics*, 23, 1997, p. 32-37.

CARTWRIGHT Will, The Pig, the Transplant Surgeon and the Nuffield Council, *Medical Law Review* 1996, vol. 4 n° 3, p. 250-269.

CLEATON-JONES P.E. and al., An Ethical Dilemma : Availability of antiretroviral therapy after clinical trials with HIV infected patients are ended, *BMJ*, 314, 1997, p. 887-891.

COLETTE-BASECQZ Nathalie, Le devoir d'information du médecin et le consentement libre et éclairé du patient, *Revue de droit de la santé* 1996-97, p. 185-190

DE WACHTER M.AM., The European Convention on Bioethics, *Hastings Center Report*, January-February 1997, p. 13-23.

DENNIS M.; O'ROURKE S.; SLATTERY J. and al, Evaluation of a stroke family care worker: results of a randomised controlled trial. With commentaries: McLEAN S., No consent means not treating the patient with respect and DENNIS M., Why we didn't ask patients for their consent, *BMJ*, 314, 1997, p. 1071-1077.

DICKENS B.M., Legal aspects of the dementias, *Lancet*, 249, 1997, p. 948-950.

DOYAL L, Journals should not publish research to which patients have not given fully informed consent-with three exceptions, *BMJ*, 314, 1997, p. 1107-1111.

DYER C, High Court detains girl with anorexia, *BMJ*, 314, 1997, p. 850.

EARL-SLATER A, Regulating the price of the UK's drugs: second thoughts after the government's first report, *BMJ*, 314, 1997, p. 365-368.

FIRSHEIM J., Informed consent rule in USA will require more money, *Lancet*, 249, 1997, p. 111.

FOLEY K.M., Competent Care For the Dying Instead of Physician-Assisted Suicide, *New England Journal of Medicine*, 336, 1997, p. 54-58.

FORREST AR.W., Ethical aspects of workplace urine screening for drug abuse, *Journal of Medical Ethics*, 23, 1997, p. 12-17.

GIESEN R., Aktuelle Probleme des Arzthaftungsrecht - *MedR/1/1997p.* 17.

GLANTZ SA; FOX B.J.; LIGHTWOOD J.M., Tobacco Litigation. Issues for Public Health and Public Policy, *JAMA*, 277, 1997, p. 751-753.

GOSTIN LO.; ARNO P.S.; BRANDT AM., FDA Regulation of Tobacco Advertising and Youth Smoking. Historical, Social, and Constitutional Perspectives, *JAMA*, 277, 1997, p. 410-418.

GOSTIN LO.; LAZZARINI Z.; JONES S.; FLAHERTY K., Prevention of HIV/AIDS and Other Blood-Borne Diseases Among Injection Drug Users. A National Survey on the Regulation of Syringes and Needles (USA), *JAMA*, 277, 1997, p.53-62.

GUNDERSON M., A right to suicide does not entail a right to assisted death, *Journal of Medical Ethics*, 23, 1997, p. 51-55.

HAMILTON Geert Jan, Competition and Solidarity in European Health Care Systems, *European Journal of Health Law*, 1996 n° 4, p. 323-329.

1

HARICHAUX M., Réformes de l'assurance maladie et protection des assurés, *RD sanitaire et soc.* 4/1996, p. 842.

HAUPTMAN P.J.; O'CONNOR K.J., Procurement and Allocation of Solid Organs for Transplantation, *New England journal of Medicine*, 336, 1997, p. 422-431.

HOLLEMAN W.L. ; HOLLEMAN M. C. ; GRAVES MOY J., Are ethics and managed care strange bedfellows or a marriage made in heaven?, *Lancet*, 249, 1997, p. 350-351.

KESSLER DA; BARNETT P.S; WITT A and al., The Legal and Scientific Basis for FDA's Assertion of Jurisdiction Over Cigarettes and Smokeless Tobacco, *JAMA*, 277, 1997, p. 405-409.

LAJATRE (de) A, La notion de recherche biomédicale sur l'être humain à travers les textes et les comportements professionnels en sciences du . comportement, *RD. sanitaire et soc.* 1/1997/p. 47.

LATHAM Stephen, Regulation of Managed Care Incentive Payments to Physicians, *American Journal of Law & Medicine*, 1996, vol. XXII n° 4, p. 399-432

LEVINSON W.; ROTER D.L; MULLOOLY IP. and. al, 'Physician-Patient Communication. The Relationship With Malpractice Claims Among Primary Care Physicians and Surgeons', *JAMA*, 277, 1997, p. 553-559.

MILES S.; PARKER K., 'Men, Women and Health Insurance', *New England Journal of Medicine*, 336, 1997, p. 218-220.

NOTHLICHS M. und WEBER H. P., Sicherheitsvorschriften für Medizinprodukte (Buchbesprechung), *MedR*/3/1997/p. 114.

ORR R.D.; GUNDRY S.R.; BAILEY LL, 'Reanimation: overcoming objections and obstacles to organ retrieval from non-heart-beating cadaver donors', *Journal of Medical Ethics*, 23, 1997, p. 7-11.

Physician-Assisted Suicide. Symposium Articles, *The Journal of Law, medicine & Ethics*, 1996, vol. 24 n° 3, p. 181-236 (plusieurs articles)

POST S.G.; WHITEHOUSE P.J.; BINSTOCK R.H. and al., The Clinical Introduction of Genetic Testing for Alzheimer Disease. An Ethical Perspective, *JAMA*, 277, 1997, p. 832-837.

PREZIOSI M.P.; YAM A; NDIAYE M. and al., 'Practical Experiences in Obtaining Informed Consent for a Vaccine Trial in Rural Africa', *New England Journal of Medicine*, 336, 1997, p. 370-373.

PRICE David, Assisted Suicide and Refusing Medical Treatment: Linguistics, Morals and Legal Contortions, *Medical Law Review* 1996, vol. 4 n° 3, p. 270-299

SCHIWY-BOCHAT K-H., ALTHOFF H., MÜLLER H., Erfahrungsspektrum einer Ethik-Kommission an einer Medizinischen Fakultät, *MedR*, 2/1997/p.68.

SLOME LR.; MITCHELL T.F.; CHARLEBOIS E. and a. , 'Physician-assisted suicide and patients with human immunodeficiency virus disease', *New England Journal of Medicine*, 336, 1997, p. 417-421.

STANCIOLI Brunello Souza, Une vision juridique des droits du malade au Brésil, in: *Revue de droit de la santé* 1996-97, vol. 2 n° 4, p. 302-307.

STEONBROCK R., 'Allocating Livers - Devising a Fair System', *New England Journal of Medicine*, 336, 1997, p. 436-438.

Symposium « In Case of Emergency »: No Need to Consent. Commentaries by Brody B.; Katz J.; Dula A, *Hastings Center Report*, January-February 1997, p.7-11.

TOBIAS J.S., *BMJ's* Present policy (sometimes approving research in which patients have not given fully informed consent) is wholly correct, *BMJ*, 314, 1997, p.1111-1114.

TRUOG R., Is It Time to Abandon Brain Death?, *Hastings Center Report*, January-February 1997, p. 29-36.

VEATCH R.M., Consent, Confidentiality and Research, *New England Journal of Medicine*, 336, 1997, p. 869-870.

WILMSHURST P., The code of silence, *Lancet*, 249, 1997, p. 567-569. (Viewpoint about misconduct in medical research).

WILSON Petra, The Law Commission's Report on Mental Incapacity: Medically Vulnerable Adults or Politically Vulnerable Law?, *Medical Law Review* 1996, vol. 4 n° 3, p. 227-249

## OUVRAGES ET MONOGRAPHIES 1 BÜCHER UND MONOGRAPHIEN

NUFFIELD COUNCIL OF ETHICS, Animal-to-Human Transplants. The Ethics of Xenotransplantation, Londres, 1996

SCHMIDT V.H., Politik der Organverteilung. Eine Untersuchung über Empfänger Auswahl in der Transplantationsmedizin, Nomos, Baden-Baden, 1996.

## II. Doctrine suisse / Schweizerische Lehre

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

### ARTICLES / AUFSÄTZE

BARRELET L, CASSANI U., MAURON A, ROULIN D., Assistance au suicide, *Médecine et Hygiène* 1997 no 2156, p. 559-561

COULLERY P., La notion juridique de la "condition économique modeste" selon l'article 65 LAMal - *Sécurité sociale* no1, 1997; p. 24.

DOMENIGHETTI G., GUILLOD O., QUALIA J., PENNETI C, Dépenses et maîtrise des coûts sanitaires en Suisse, *Bulletin des médecins suisses* 16/1997, p. 588-593

DUC Jean-Louis, Planification hospitalière. Quelques réflexions relatives à une décision sur recours du Conseil fédéral, *AJP* 1997 n° 4, p. 459

Génie génétique: Familles à la carte 7, Dossier thématique (plusieurs brèves contributions), *Familienfragen - Questions familiales*, Bulletin d'information de la Centrale pour les questions familiales à l'Office fédéral des assurances sociales 1/97, p. 1-20

GUILLOD Olivier, KONIG Damian, Secret professionnel et assurances, *Médecine et Hygiène*, 1997, p.845-848

JAFFE PH. D., NIVEAU G., La gestion intégrée des délinquants sexuels: un nouveau partenariat entre le thérapeutique et le judiciaire, *Médecine et Hygiène*, 1997 no 2157, p. 653-655

KIESER Ueli, Die Neuordnung der Zusatzversicherungen zur Krankenversicherung. Eine Würdigung der übergangsrechtlichen Bestimmung von Art. 102 Abs. 2 KVG, *AJP* 1997 n° 1 p. 11-17

LARGIER André, SCHIAVI Cristina, Krankentaggeld, Praxis rechtswidrig, *Plädoyer* 2/97, p. 17-18

LEVASSEUR-RACINE B., GAUTHEY D.M., PROZ JEANNERET F., Incertitude du pédiatre face aux capacités parentales et possibilités de signalement à l'autorité tutélaire, *Médecine et Hygiène* 1997, no 2155, p. 559-561

MANDOFIA BERNEY Marina, UMMEL Marinette, Le règlement sur les médicaments au stade d'essai clinique de l'OICM et la protection des sujets de recherche, *SJZ/RSJ* 4/1997, p. 57 ss

MOSIMANN H., Taches et position du médecin-conseil dans l'assurance maladie sociale - *Sécurité sociale* no2, 1997, p. 92ss.

MÜLLER F., Les médecins-conseils confrontés à des exigences contradictoires - *Sécurité sociale* no2, 1997, p. 94ss.

PREPOSE A LA SURVEILLANCE DES PRIX, Rapport annuel 1996 (notamment: tarifs hospitaliers, p. 102-105 et prix des médicaments, p. 108-111), *Publications de la Commission suisse des cartels et du préposé à la surveillance des prix*, 1/1997, p. 89 ss

ROTMANN S., BURKHARDTS S., LA HARPE R., La levée de corps, *Médecine et Hygiène* 1997, no 2151, p. 353-354

Sans auteur, Assurance maladie: approbation des primes 1997 de l'assurance des soins - *Sécurité sociale* no6, 1996, p. 317 ss.

Sans auteur, Nouvelles prestations prises en charge dans l'assurance obligatoire des soins en cas de maladie - *Sécurité sociale* no1, 1997, p. 22.

SCHNEIDER R., Reform of Health Insurance in Switzerland, in: *European Journal of Health Law* 1996, n° 4, p. 331-343

TILLE M., Jouer la transparence des primes - *Sécurité sociale* no2, 1997, p. 74ss.

WIRTHIN Martin, Invaliditätsbemessung in der obligatorischen Unfallversicherung: Art. 28 Abs. 4 UW ist verfassungs- und gesetzmässig, *ZBN* 1/1997, p. 58.

#### OUVRAGES ET MONOGRAPHIES / BÜCHER UND MONOGRAPHIEN

LARGIADER Félix, CANDINAS Daniel, MOSIMANN François (éd), *Organ-Allokation - Zuteilung von Organen für die Transplantation*, Bern, Göttingen, Toronto, Seattle, 1997

MÜLLER, Klaus. - Integriertes Leistungsmanagement der medizinischen Versorgung : Gründe und Grundlagen für umfassende Behandlungs- und Rehabilitationsketten bei chronischen Krankheiten. - Muri 1997 (Cahiers d'études de la SSPS ; n° 54)

\*\*\*\*\*

## **SAN-NEWS N°4**

septembre 1997, comprenant la période allant du 15 avril 1997 au 15 août 1997

### **Législation / Gesetzgebung**

#### **I. Droit international et européen (Sélection) Internationales Recht und Europarecht (Auswahl)**

Conseil de l'Europe, Convention sur les droits de l'homme et la biomédecine [Convention on Human Rights and Biomedicine], texte français reproduit in : *Recueil international de législation sanitaire* 1997, p. 108; texte anglais reproduit in: *European Journal of Health Law* 1997 n° 1, p. 89-100

#### **II. Droit étranger (Sélection) / Fremdes Recht (Auswahl)**

##### **AUSTRALIE (Victoria)**

Loi N° 63 du 27 juin 1995 relative au traitement de l'infertilité, *Recueil international de législation sanitaire* 1997, p. 26

##### **FRANCE**

1. Décret N° 96-850 du 20 septembre 1996 relatif au contrôle de la dissémination volontaire et de la mise sur le marché, à des fins civiles, de produits composés en tout ou partie d'organismes génétiquement modifiés (transposition de la Directive 90/220/CEE du 23 avril 1990), *Journal officiel de la République française, Lois et Décrets*, 27 septembre 1996, N° 226, p. 14273

2. Décret N° 96-925 du 18 octobre 1996 relatif au carnet de santé institué par l'article L. 162-1-1 du code de la sécurité sociale, *Journal officiel de la République française, Lois et Décrets*, 20 octobre 1996, N° 246, p. 15429

3. Arrêté du 6 novembre 1996 portant homologation des règles de répartition et d'attribution des greffons prélevés sur une personne décédée en vue de transplantation d'organes, *Journal officiel de la République française, Lois et Décrets*, 10 novembre 1996, W 263, p. 16475

4. Décret N° 97-221 du 13 mars 1997 relatif aux spécialités génériques, *Journal officiel de la République française, Lois et Décrets*, 14 mars 1997

5. Arrêté du 28 mars 1997 portant approbation de la Convention nationale des médecins généralistes; Arrêté du 28 mars 1997 portant approbation de la Convention nationale des médecins spécialistes, *Journal officiel de la République française, Lois et Décrets*, 29 mars 1997 (les arrêtés contiennent la liste complète des références médicales opposables)

6. Décret N° 97-704 du 30 mai 1997 relatif au registre national automatisé des refus de prélèvement sur personnes décédées d'organes, de tissus et de cellules, *Journal officiel de la République française, Lois et Décrets*, 3 juin 1997

##### **PAYS-BAS**

Loi du 24 mai 1996 relative au don d'organes, *Recueil international de législation sanitaire* 1996, p. 496

##### **POLOGNE**

Loi du 9 novembre 1995 relative à la protection de la santé contre les effets de la consommation de tabac et de produits du tabac, *Recueil international de législation sanitaire* 1996, p. 513.

### III. Droit fédéral / Bundesrecht

#### DROIT EDICTE

Ordonnance sur l'assurance-maladie (OAMal) (RS 832.102)

Modification du 25 juin 1997 (art. 37a-37g): liste des commissions consultatives au sens de l'art. 33/4 LAMal (Commission des principes, Commission des prestations, Commission des médicaments, Commission des analyses, Commission des moyens et appareils).

#### MESSAGES, RAPPORTS ET DECISIONS OFFICIELS BOTSCHAFTEN, AMTLICHE BERICHTE UND BESCHLUESSE

1. Rapport de la Commission de sécurité sociale et de la santé publique du Conseil national accompagnant un projet d'arrêté fédéral urgent concernant le versement temporaire de subsides fédéraux aux assureurs-maladie, du 23 janvier 1997, FF 1997 III 228

2. Avis du Conseil fédéral sur le Rapport du 23 janvier 1997 de la Commission de sécurité sociale et de la santé publique du Conseil national accompagnant un projet d'arrêté fédéral urgent concernant le versement temporaire de subsides fédéraux aux assureurs-maladie, FF 1997 III 239

3. Message relatif à un article constitutionnel sur la médecine de la transplantation, du 23 avril 1997, FF 1997 III 613

*Le texte du projet d'article 24<sup>decies</sup> Cst est le suivant: "1 La Confédération édicte des prescriptions dans le domaine de la transplantation d'organes, de tissus et de cellules. Ce faisant, elle veille à assurer la protection de la dignité humaine, de la personnalité et de la santé. 2 Elle prévoit en particulier la gratuité du don et veille à ce que les organes soient attribués de manière équitable. "*

4. Rapport de la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil des Etats concernant la proposition d'abroger l'article 66, 3e alinéa, deuxième phrase LAMal, du 12 mai 1997, FF 1997 III 1181

*Il est proposé de ne plus tenir compte de l'indice cantonal des primes comme critère de fixation des subsides fédéraux après un délai de 6 ans.*

5. Initiative populaire fédérale "pour des médicaments à moindre prix". Examen préliminaire de la Chancellerie fédérale, 29 juillet 1997, FF 1997 III 1255

*Il est proposé d'introduire un article 34<sup>bis</sup> al 3 Cst qui libéraliserait la vente des médicaments déjà commercialisés dans les pays limitrophes et qui obligerait à remettre au patient un générique.*

### IV. Droit cantonal (Sélection) / Kantonaes Recht (Auswahl)

(extrait du « Bulletin de Législation / Gesetzgebungsbulletin », avec l'autorisation de l'Institut du Fédéralisme, à Fribourg)

#### DROIT EDICTE

##### AARGAU

D vom 25.03.1997 über die Kantonsspitäler (Stärkung der betrieblichen Autonomie, Verbesserung der Stellung des Pflegedienstes innerhalb der Struktur der Kantonsspitäler, Verpflichtung zur Qualitätssicherung, Kompetenzdelegation im Sinne des « New Public Managements») (Hebt das D vom 01.07.1978 auf)

##### BASEL-STADT

V vom 08.04.1997 zum Spitalgesetz vom 04.05.1982 (Änderung: § 18) (Eingeführt gemäss Psychiatrieverordnung)

G vom 18.09.1996 und V vom 08.04.1997 über Behandlung und Einweisung psychisch kranker Personen (Psychiatriegesetz und Psychiatrieverordnung)

##### BASEL-LAND



V vom 25.02.1997 über die Abgabe von Heilmitteln (Apothekenverordnung) (Hebt die V vom 05.07.1988 auf)

RRV vom 26.10.1976 über die Stellvertreter und Assistenten der Medizinalpersonen (Änderung: Titel « V über die Stellvertretenden und assistierenden Personen der Medizinalpersonen »; §1 II; §3 I litt. c) (Eingeführt gemäss Apothekenverordnung)

V vom 04.03.1997 über die Naturärzteprüfung (Änderung: §4 II)

#### FRIBOURG

R du 04.02.1991 d'exécution de la L sur les soins et l'aide familiale à domicile (Modification: art. 3 I, 3 II litt. c; définition des soins corporels) (Spitex)

#### GENEVE

Loi du 19.09.1980 sur les établissements publics médicaux (Modification: art. 11 A note marginale, 11 B; répartition des honoraires des médecins exerçant une activité privée)

#### GLARIS

V vom 23.04.1997 über die spitalexterne Kranken- und Gesundheitspflege (Spitex-Verordnung)

#### JURA

O du 12.03.1997 concernant l'exercice de la profession de chef de laboratoire d'analyses médicales

O du 04.03.1997 concernant les vaccins et les vaccinations (abroge l'O du 16.06.1987 concernant. les vaccins et les vaccinations gratuits)

#### OBWALD

Gesundheitsgesetz vom 20.10.1991 (Änderung: Art. 7 litt. d & 8 litt. c) (Eingeführt durch Art. 74 des Staatsverwaltungsgesetzes)

#### SANKT GALLEN

W vom 02.12.1996 zum eid. Epidemiengesetz vom 13.05.1986 (Änderung: Titel neu «W zur eid. Gesetzgebung über übertragbare Krankheiten »; Ingress; Art. 1, Zuständigkeit; 2 1 litt. g, h, i neu und II neu Kantonsarzt; 8 1, Strafbestimmungen)

Spitalorganisationsverordnung vom 17.06.1980 (Änderung: Art. 35 1; Art. 32 II aufgehoben)

#### TICINO

R dei 21.05.1997 delle scuole sociosanitarie cantonali (abroga vari regolamenti)

#### VALAIS

O du 26.03.1997 sur la promotion de la santé et la prévention des maladies et des accidents (abroge le D du 12.11.1976 relatif à l'organisation de la prophylaxie et des soins dentaires à la jeunesse)

O du 26.03.1997 sur la lutte contre les maladies transmissibles (abroge le D du 15.11.1978 concernant l'exécution de prescriptions fédérales sur la lutte contre les maladies transmissibles de l'homme et le D du 19.11.1954 sur la lutte contre la tuberculose)

O du 26.03.1997 sur les autorisations d'exploiter un établissement ou une institution sanitaire (abroge le R du 25.06.1975 fixant les conditions nécessaires à l'octroi de l'autorisation de créer, exploiter, agrandir ou modifier un établissement sanitaire ainsi que de changer le but de son affectation)

O du 26.03.1997 concernant les structures de santé mentale du canton du VS (abroge le R du 06.10.1982)  
R du 26.03.1997 sur le Conseil de santé (abroge le R du 05.02.1986)

ZÜRICH

V vom 28.12.1978 über den Verkehr mit Heilmitteln (Änderung: § 67 aufgehoben)

V vom 28.01.1981 über die kantonalen Krakenhäuser (Änderung: § 30 AI-II, Entgeld für die Bewilligung zur Tätigkeit auf eigene Rechnung; II-IV [bisher] werden III-IV)

Tous ces textes sont en vigueur / Alle Texte im Kraft.

MESSAGES, RAPPORTS ET DECISIONS OFFICIELS BOTSCHAFTEN, AMTLICHE BERICHTE UND BESCHLUESSE

VAUD

Rapport NOPS, Nouvelles orientations de la politique sanitaire, 281 / juin 1997

## **V. Déclarations et directives éthiques et professionnelles** **Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien**

INTERNATIONAL ET ETRANGER / INTERNATIONAL UND AUSLAND

1. Résolution du Parlement européen sur la carte sanitaire européenne, Journal officiel des Communautés européennes, 13 mai 1996, N° C 141, p. 104

2. Déclaration d'Helsinki (Recommandations à l'adresse des médecins dans le domaine de la recherche biomédicale portant sur des sujets humains), telle qu'amendée par la 48e Assemblée générale de l'Association médicale mondiale, Somerset West, octobre 1996, Recueil international de législation sanitaire 1997, p.103

3. Dix Principes fondamentaux sur le droit relatif aux soins de santé mentale, élaborés par la Division de la santé mentale et de la prévention des toxicomanies de l'OMS, Recueil international de législation sanitaire 1996, p. 590; également reproduits dans les « les droits des patients en psychiatrie », Cahiers de l'IDS, no 5, p. 43 ss

4. Charte de la Fédération Internationale pour la Planification Familiale sur les droits en matière de sexualité et de reproduction, Recueil international de législation sanitaire 1996, p. 575

5. Code de déontologie de l'Association tchèque des médecins, Recueil international de législation sanitaire 1996, p. 520

SUISSE / SCHWEIZ

Académie suisse des sciences médicales, Directives médico-éthiques concernant la thérapie génique somatique appliquée à "homme (projet), in: BMS 1997, no 25, p. 939-942

Comité central de la FMH, Règlement du Conseil suisse de déontologie, in: BMS 1997, no 32, p. 1173-1175

## **Jurisprudence / Rechtsprechung**

### **I. Jurisprudence internationale (Sélection)** **Internationale Rechtsprechung (Auswahl)**

Application 21830/93, X,Y and Z v. United Kingdom, Jugement du 22/4/1997, European Human Rights Reports, 1997, vol. 24: 143-180.

*Le requérant X est un transsexuel (femme devenue homme) qui vit avec la requérante Y une relation stable depuis 1979. En 1992, après une insémination artificielle avec donneur, la requérante Y donne naissance à Z. Le requérant X allègue une violation des art. 8 et 14 CEDH parce qu'il n'a pas pu être reconnu comme le père de Z. La Commission a retenu une violation de l'art. 8 CEDH. La Cour a admis que l'art. 8 CEDH était applicable dans cette affaire mais n'a pas reconnu de violation de cette disposition.*

Conseil de l'Europe, Cour européenne des droits de l'homme, Affaire van Orshoven c. Belgique (95/1995/601/689), Jugement du 25 juin 1997

*Le requérant, citoyen belge, exerce la médecine à titre libéral. Il a été radié du tableau de l'Ordre des médecins pour divers manquements. Il s'est pourvu en cassation contre cette décision. A l'audience devant la Cour de cassation, il n'a pas pu répondre aux conclusions du ministère public. Pour cette raison, il allègue devant la Commission une violation de l'art. 6(1) qui garantit un procès équitable. Cette instance, de même que la Cour reconnaîtront la violation de l'art. 6(1) CEDH. En effet, un arrêté de la Cour de cassation peut rejaillir à des degrés divers sur la situation juridique de l'intéressé. Compte tenu de cet enjeu et de la nature des conclusions du ministère public, l'impossibilité pour l'intéressé d'y répondre avant la clôture a méconnu son droit à une procédure équitable.*

## **II. Jurisprudence étrangère (Sélection) Fremde Rechtsprechung (Auswahl)**

### **AUSTRALIE**

Medical Law Review 1997, p. 121, In Re the Estate of the Late K. (Supreme Court of Tasmania (1996) Tas. R. 365)

*Un embryon congelé conçu in vitro jouit des mêmes droits de succession qu'un enfant «en ventre sa mère», à condition de naître vivant.*

### **AUTRICHE**

1. Recht der Medizin 1997, p. 53 (OGH, 13 mars 1996)  
*Devoir d'information du dentiste.*

2. Recht der Medizin 1997, p. 90 (OGH, 25 octobre 1996 et 29 janvier 1997) *Etendue du devoir d'information du médecin en cas d'anesthésie et lors d'injections intra-articulaires.*

3. Recht der Medizin 1997, p. 93 (OGH, 29 janvier 1997)  
*Toute restriction de la liberté de mouvement constitue un internement « Unterbringung »), peu importe qu'elle survienne par des moyens de contrainte physique ou par des moyens pharmacologiques.*

4. Recht der Medizin 1997 n° 4, p. 121 (OGH, 16 décembre 1996)  
*Un curateur au ventre ne peut pas être nommé pour des spermatozoïdes congelés (!).*

### **BELGIQUE**

Revue de droit de la santé 1996-97, vol. 2/5, p. 348 (Cour d'arbitrage, 18 décembre 1996)  
*Examen de la validité de la réglementation légale relative à l'exercice de la kinésithérapie.*

### **CANADA**

Medical Law Review 1997, p. 125 Winnipeg Child and Family Services (Northwest Area) v. D.F.G. (Court of Appeal of Manitoba [1996] 10 W.W.R. 111)  
*Les tribunaux ne peuvent pas ordonner des mesures coercitives contre une femme enceinte dans le seul intérêt de l'enfant qu'elle porte.*

### **ETATS-UNIS**

The Journal of Law, Medicine & Ethics 1996, vol. 24/4, p. 391, Safer v. Pack (Appellate Division of the Superior

Court of New Jersey, 11 juillet 1996, 677 A.2d 1188 (N.J. 1996))

*Un médecin a l'obligation d'avertir des tiers d'un danger évitable qu'ils courent. Cela vaut aussi à l'égard des proches parents d'un patient atteint d'une maladie héréditaire (en l'espèce, prédisposition familiale au cancer du côlon).*

## NOUVELLE-ZELANDE

Medical Law Review 1997, p. 143, In the Matter of Baby P (An Unborn Child) (Family Court, New Plymouth [1995] N.Z.F.L.R. 577)

*Un fœtus viable doit être considéré comme un enfant et peut donc être l'objet de mesures de soins et de protection ordonnées par les tribunaux. En l'espèce, il n'existe au surplus aucun conflit d'intérêts entre le fœtus et sa mère âgée de 15 ans.*

## RFA Allemagne

MedR 6/1997/p.271 - BGH, Urt. v. 15.11.1996 - 3 StR 79/96 (LG Kiel)

*Sterbehilfe Zulässigkeit todesbeschleunigender Schmerzbehandlung (sog. indirekte)*

## ROYAUME-UNI

Medical Law Review 1997, p. 110, Dobson v. North Tyneside HA (Court of Appeal [1996] 4 All E.R. 474)

*Il n'y a pas de droits réels sur un cadavre, à moins qu'il ait subi un processus artisanal de conservation comme l'embaumement. La conservation momentanée dans de la paraffine, après autopsie, du cerveau d'une jeune femme décédée de tumeurs au cerveau ne crée pas de tels droits. L'hôpital n'a pas l'obligation de conserver des parties du corps après la conclusion de l'enquête sur les causes de décès.*

## III. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung

ATF 122 V 377 - TFA, 7 novembre 1996

*Art. 12 LAI, 2 al. 1 RAI. L'implant cochléen doit être pris en charge par l'assurance-invalidité aussi en cas de surdité de naissance ou survenue en bas âge (ici: ossification de la cochlée).*

ATF 122 V 415 - TFA, 18 novembre 1996

*Art. 6 et 18 LAA. Accident de type "coup du lapin". Appréciation de la causalité adéquate.*

ATF 123 IV 1 - TF, Cour de cassation pénale, 31 octobre 1996

*Art. 43 ch. 1 CPS. Internement à prononcer contre un meurtrier sexuel dangereux dont la responsabilité est fortement restreinte. Dans le cadre de l'internement, des soins médicaux doivent être dispensés selon les possibilités.*

ATF 123 V 43 - TFA, 19 février 1997

*Art. 6 al. 2 LAA, 9 al. 2 OLAA. Lésions corporelles assimilées à des accidents. Déchirure de la coiffe des rotateurs.*

ATF 123 V 53 - TFA, 20 février 1997

*Art. 16 al. 2 LAM. Considérations sur la preuve de l'efficacité d'une méthode comme condition préalable à sa prise en charge par l'assurance. Analogie avec l'art. 32 LAMal. In casu traitement d'une anaphylaxie aux amalgames diagnostiquée par auriculothérapie.*

JdT 1997 IV 101 (résumé de l'arrêt 121 IV 297, en français)

*Internement en hôpital psychiatrique, également afin d'empêcher la commission d'infractions graves, examen de la nécessité de l'internement par le juge.*

JdT 1997 IV 130 (résumé de l'arrêt 121 IV 303, en français)

*Exécution d'une peine précédemment suspendue. Imputation de la durée d'un traitement ambulatoire.*

ZBJV 1997, p. 460-461, unveröffentlichtes Urteil 1 P.530/1994 der I. öffentlichrechtlichen Abteilung vom 14.12.1995, zitiert in der NZZ vom 16.3.1996 Nr. 64, S. 56

*Schadenersatz- und Genugtuungsansprüche gegen das Gemeinwesen zufolge missglückter Sterilisation einer Frau ? Einwand der hypothetischen Einwilligung.*

ZBJV 1997, p. 461-463, unveröffentlichtes Urteil 2P.373/1994 der II. öffentlichrechtlichen Abteilung vom 12.02.1996.

*Hartung des Gemeinwesens aufgrund mangelhafter ärztlicher Aufklärung : Grundrecht des persönlichen Freiheit als unmittelbare Anspruchsgrundlage ?*

ZBJV 1997, p. 463-465, BGE 122 III 101, in Sachen F gegen X.

Haftung des Chefarztes eines öffentlichen Spitals für die Behandlung von Privatpatienten. Massgeblichkeit des kantonalen öffentlichen Rechts.

SJZ 1997, p. 180, BGE; Urteil 6S.323/1996 vom 31. Oktober 1996.

*Le traitement et le maintien en sécurité d'un délinquant anormal et dangereux ne peuvent pas être déterminés selon les critères du droit pénal fondés sur la culpabilité. C'est pourquoi les mesures prévues par l'art. 43 CP sont réservées pour les cas d'incapacité de discernement.*

#### **IV. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung**

##### **BASEL-STADT**

BJM 1997, no 4, p. 193

*Prüfung der Adäquanz der Sorgfaltspflichtverletzung eines Arztes für das vorgeburtliche Absterben eines Kindes. Hohe der Genugtuung*

##### **BERNE**

JAB/BVR 1997, no 617, p. 313 - 3. Juli 1995 i.S.I.G.

*Action en responsabilité contre un médecin; prescription.*

JAB/BVR 1997, no 617, p. 329 - 13. November 1996 i.S. A. gegen Artisana, Kranken und Unfallversicherung.

*Assurance-maladie: poursuite pour primes non payées; exception de non-retour à meilleure fortune.*

JAB/BVR 1997, no 8, p. 379 - 8. Januar 1997 i.S.R. gegen Ausgleichkasse des Kantons Bern.

*Prestations complémentaires: exercice du droit à la déduction de frais maladie.*

##### **FRIBOURG**

RF J 1997, p. 103 ss, Ch. d'accusation du Tribunal cantonal, arrêt du 11 avril 1997

*Art. 122 et 231 CP; la personne séropositive qui entretient des relations sexuelles non protégées avec un partenaire qu'elle a informé de sa maladie est-elle punissable?*

##### **GENEVE**

Semaine judiciaire 1997, p. 453 (résumé) - Tribunal administratif, 28 août 1996

*Un assuré peut de bonne foi se fier à une circulaire de sa caisse-maladie disant que les prestations garanties jusque-là ne sont pas modifiées.*

Semaine judiciaire 1997, p. 454 (résumé) - Tribunal administratif, 30 avril 1996

*La fracture du cartilage de la trochlée fémorale est une lésion assimilée à un accident (art. 9 al. 2 OLAA).*

Semaine judiciaire 1997, p. 455 (résumé) - Tribunal administratif, 31 juillet 1996

*Un assuré se casse une dent en mangeant un pain de noUilles. Accident au sens de l'article 9 al. 1 OLAA.*

Semaine judiciaire 1997, p. 455 (résumé) - Tribunal administratif, 23 janvier 1996, confirmé par le Tribunal fédéral, 28 novembre 1996

*Une déchirure du ménisque est une lésion assimilée à un accident (art. 9 al. 2 OLAA) dès lors qu'elle résulte d'un événement accidentel*

##### **GRAUBÜNDEN**

Praxis des Verwaltungsgerichts des Kantons Graubünden (PVG) 1996, p. 50 ss *Berufsausübung von Medizinalpersonen. Einschränkungen. Alternativmedizin. - Gesetzliche Voraussetzungen, unter denen die Berufsausübungsbewilligung beschränkt oder entzogen werden kann.*

- *Grundsätze der Behandlung. Ein Arzt, der elementare Regeln der ärztlichen Kunst unbeachtet lässt, die jeder befähigte Arzt in der gleichen Lage und unter den gleichen Umständen befolgt hatte, begeht eine schwere Widerhandlung gegen das Gesundheitsgesetz.*

- *Zumindest in akut lebensbedrohenden Situationen ist auch ein approbierter Arzt, der sich der Alternativmedizin widmet, gehalten, zu den Mitteln der Schulmedizin zu greifen.*

## NEUCHÂTEL

Recueil de jurisprudence neuchâteloise 1996, p. 211 - Tribunal administratif, 7 février 1996

*Responsabilité solidaire de l'épouse pour les cotisations et les participations aux frais de l'assurance maladie de son mari.*

Recueil de jurisprudence neuchâteloise 1996, p. 230 - Tribunal administratif, 8 février 1996

*Notion de maladie professionnelle (art. 9 al. 2 OLAA). La dépression d'un sportif professionnel n'en est pas une.*

## SANKT GALLEN

St-Gallische Gerichts- und Verwaltungspraxis (GVP), 1996, no 38, p. 94 ss - Verwaltungsrekurskommission (Abteilung V), 28. Mai 1996

*Art. 397a Abs. 1 ZGB und Art.105bis StP. Ist ein geisteskranker Patient aufgrund des Krankheitsbildes in der psychiatrischen Klinik nicht behandelbar, so ist diese keine geeignete Anstalt. Eine fürsorgliche Freiheitsentziehung kann nicht die Funktion einer strafrechtlichen Massnahme erfüllen.*

## ZÜRICH

ZBI, 1997, vol. 98, n° 7: 312-320, Verwaltungsgericht, 7.6.1997

*Zulassung zur selbständigen Berufsausübung als medizinischer Masseur. Die gesetzliche Regelung, welche die selbständige Ausübung der Heilmassage den Physiotherapeuten vorbehält, ist verfassungswidrig. Ausbildungsanforderungen für die deshalb gebotene einzelfallweise Zulassung.*

ROT 1997 n° 2, p. 66 - Regierungsrat des Kantons Zürich, 27 novembre 1996 *Mainlevée de la privation de liberté à des fins d'assistance (397b al. 3 CC).*

*La compétence est réglée par le droit fédéral et non pas par le droit cantonal de la santé. La direction de la clinique ne peut pas libérer le patient mais doit l'assister dans sa démarche auprès d'un tribunal.*

SJZ 1997, p. 266 - Uster, Bezirksgericht, 20.3.1996. Egalement publié dans AJP 1997 n° 7, p. 887 et Plädoyer 2/97, p. 59-62

*CP art. 321, 20 et 32; ordonnance zurichoise sur les droits des patients § 13 et 17. Violation du secret professionnel du médecin. Le médecin hospitalier qui transmet le dossier médical d'un patient sans son consentement exprès ou résultant d'actes concluants à des cliniques ou à d'autres médecins, ne lui ayant pas adressé le patient ni le suivant ultérieurement, se rend coupable d'une violation du secret professionnel au sens de l'art. 321 CP. Faits justificatifs? Erreur de droit?*

Plädoyer 3/97, p. 60-63 - Obergericht des Kantons Zürich, II Zivilkammer, 28.01.1997 *Zwang psychiatrie. Als menschenrechtswidrig beurteilt das zürcher Obergericht eine klinikinterne Weisung, die Entlassungsgesuche ohne gesetzliche Grundlage den Oberärzten zuweist.*

## Doctrine / Lehre

### I. Doctrine internationale et étrangère (Sélection)

## **Internationale und fremde Lehre (Auswahl)**

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

### ARTICLES / AUFSÄTZE

AKABAYASHI A, Japan's parliament passes brain-death law, *Lancet* 1997, 349: 1895.

An ethical dilemma: Should egg donors be paid? CRAFT 1, A "inconvenience allowance" would salve the egg shortage; JOHNSON MH, The culture of unpaid and voluntary egg donation should be strengthened; SAUER MV, Exploitation or a woman's right? *BMJ*, 1997, 314: 1400-1403.

ANNAS GJ, Patient's Rights in Managed Care - Exit, Voice and Choice, *New England Journal of Medicine*, 1997,337: 210-215.

ANNAS GJ, Reefer Madness - The Federal Response to California's Medical-Marijuana Law, *New England Journal of Medicine*, 1997,337: 435-439.

BINDER Martin, Zur Kostendeckung alternativmedizinischer Behandlungsmethoden durch die Krankenversicherung, *Recht der Medizin* 1997, n° 2, p. 39-44

CAPRON A, At Law, Incapacitated Research, *Hastings Center Report*, 1997, Vol. 27, No 2: 25-27.

DAVIS, D, Genetic Dilemmas and the Child's Right to an Open Future, *Hastings Center Report*, 1997, Vol. 27, N02: 7-15.

DOLAN B, PARKER C, Caesarean section: a treatment for mental disorder? Tameside & Glossop Acute Services Unit v CH (a patient) [1996]1 FLR 762; Commentary: BEWLEY S, Bad medicine and bad law; WHITFIELD A, A decision that stretches the law too far; BASTIAN H, CON ROY C, Is caesarean section treatment for medical paranoia?, *BMJ*, 1997,314: 1183-1187.

DOMMERS Johannes, An Introduction to European Union Health Law, *European Journal of Health Law* 1997 n° 1, p. 19-41

DONOHUE Jeffrey P., Developing Issues under the Massachusetts « Physician Profile Act », *American Journal of Law & Medicine* 1997, p. 115-158

DRESSER R, At Law, Giving Scientists Their Due: The Imanishi-Kari Decision, *Hastings Center Report*, 1997, Vol 27, No 3: 26-28.

DUKARICH Paul, WOREL Thomas, Reform des Gesundheitswesens und der Krankenanstaltenfinanzierung ab 1.1.1997, *Recht der Medizin* 1997, n° 2, p. 35-39 (Autriche)

DUVAL Gordon, Creutzfeldt-Jakob Disease: The Problem of Recipient Notification, *The Journal of Law, Medicine & Ethics* 1997, p. 34-41.

EISEN BART B., Die Stellvertretung in Gesundheitsangelegenheiten, *MedR*, 1997, no 7, p. 305ss.

FINEL 1., La responsabilité du médecin en matière de diagnostic des anomalies fœtales, *Revue de droit sanitaire et social* 1997, no 2, p. 223ss.

FIRSHEIN J, US Supreme Court rules against physician-assisted suicide, *Lancet*, 1997, 350: 40.

GANZINI L, LEE MA, Psychiatry and Assisted Suicide in the United States, *New England Journal of Medicine*, 1997, 336: 1824-1826.

GELLER G, BOTKIN JR, GREEN MJ and al., Genetic Testing for Susceptibility to Adult-Onset Cancer. The Process and Content of Informed Consent, *JAMA*, 1997, 277: 1467-1474.

GELLER G, STRAUSS M, BERNHARDT BA and al., "Decoding" Informed Consent. Insights from Women

regarding Breast Cancer Susceptibility Testing, *Hastings Center Report*, 1997, Vol 27, No 2: 28-33.

GLAZIER Alexandra K., Genetic Predispositions, Prophylactic Treatments and Private Health Insurance : Nothing is Better than a Good Pair of Genes, *American Journal of Law & Medicine* 1997, p. 45-68

GREEN Ronald M., Parental Autonomy and the Obligation not to Harm One's Child Genetically, *The Journal of Law, Medicine & Ethics* 1997, p. 5-15

GROENEWOUD JH, VAN DER MAAS, PJ, VAN DER WAL G and al, Physician-assisted death in psychiatric practice in the Netherlands, *New England Journal of Medicine*, 1997,336: 1795-1801.

GUEST S, Compensation for subjects of medical research: the moral rights of patients and the power of research ethics committees, *Journal of Medical Ethics*- 1997, 23: 181-185. .

GUTMANN T., Probleme einer gesetzlichen Regelung der Lebendspende von Organen, *MedR*, 1997, no 4, p.147ss.

HARRIS J, The injustice of compensation for victims of medical accidents, *BMJ*, 1997, 314: 1821-1823.

HENDIN H, RUTENFRANS C, ZYLICZ Z, Physician-Assisted Suicide and Euthanasia in the Netherlands, *JAMA*, 1997,277: 1720-1722.

HEUER S. et CONRADS C, Aktueller Stand der Transplantationsgesetzgebung 1997, *MedR*, 1997, no 5, p. 19555.

HOEDEMAEKERS R, TEN HAVE H, CHADWICK R, Genetic screening: a comparative analysis of the recent reports, *Journal of Medical Ethics*, 1997, 23: 135-141.

HOPE T, Editorial. Compensating subjects of medical research, *Journal of Medical Ethics*, 1997, 23: 131-132.

HOPKINS PD, Why does Removing Machines Count as "Passive" Euthanasia?, *Hastings Center Report*, 1997, Vol. 27, N03: 29-37.

KAH LENG Ter, LEONG HUEY SY Susanna, Advance Medical Directives in Singapore, *Medical Law Review* vol. 5 n° 1,1997, p. 63-101

KOCH Hans-Georg, BERNAT Erwin, MEISEL Alan, Self-Determination, Privacy and the Right to Die. A Comparative Law Analysis (Germany, United States of America, Japan), *European Journal of Health Law* 1997 n° 1, p. 127-143

KRIARI-CA TRANIS Ismini, Embryo Research and Human Rights: An Overview of Developments in Europe, *European Journal of Health Law* 1997 n° 1, p. 43-67

KUTTNER R, The Kassebaum-Kennedy Bill - The limits of Incrementalism, *New England Journal of Medicine*, 1997,337: 64-67.

LIGHT DW, The real ethics of rationing, *BMJ*. 1997, 315: 112-115.

LOWE SL, The right to refuse treatment is not a right to be killed, *Journal of Medical Ethics*, 1997, 23: 154-158 and Commentary 1: TRIPP JH, The right to refuse treatment, 159; Commentary 2: DUNSTAN GR, Thesis correct: argument unconvincing, 160; Commentary 3: KENNEDY I, A response to Lowe, 161-163.

LUF Gerhard, Verteilungsgerechtigkeit im Bereich der modernen Medizin. Rechtsethische Überlegungen, *Recht der Medizin* 1997, n° 4, p. 99-107

McLAC H LAN HV, Bodies, rights and abortion, *Journal of Medical Ethics*, 1997, 23: 176-18.

MICHALOWSKI, Protection of Medical Confidentiality without a Medical Privilege ? A Discussion of the English and the German Approach, *Medical Law International* vol. 2 n° 4,1997, p. 277-290



MOODIE Peter, WRIGHT Moira, Medical Research and Alzheimer's Disease : A Study of the Hazards of Conducting Research on the Incompetent Patient, *Medical Law International* vol. 2 n° 4, 1997, p. 291-314

MOSKOWITZ EH, *In the courts*, Licensing Midwives, *Hastings Center Report*, 1997, Vol. 27, No 3: 28. [Commentaires à propos des arrêts *Lange-Kessler v. State Department of Education*, 2/4/1997; *State Board of Nursing v. Ruebke*, 15/3/1996].

NEUBERGER J, LAKE J, Allocating donor livers. Should be given to patients most likely to benefit, irrespective of cause, *BMJ* 1997, 314: 1140-1141.

NEWDICK Christopher, Resource Allocation in the National Health Service, *American Journal of Law & Medicine* 1997, p. 291-318

NYS Herman, Emerging Legislation in Europe on the Legal Status of Advance Directives and Medical Decision-making with Respect to an Incompetent Patient (( Living-wills »), *European Journal of Health Law* 1997 n° 1, p. 179-188

ORR RD, GENESEN L, Requests for "inappropriate" treatment based on religious beliefs, *Journal of Medical Ethics*, 1997,23: 142-147.

PALERMINI Patricia, DELFOSSE Marie-Luce, Expérimentation médicale sur l'être humain. Propositions pour un cadre législatif, *Revue de droit de la santé* 1996-97, vol. 2 n° 5, p. 333-344

PARMET Wendy, JACKSON Daniel, No Longer Disabled : The Legal Impact of the New Social Construction of HIV, *American Journal of Law & Medicine* 1997, p. 7-44.

PARRISH D, Improving the Scientific Misconduct Hearing Process, *JAMA*, 1997, 277: 1315-1319.

PRICE DPT, Organ transplant initiatives: the twilight zone, *Journal of Medical Ethics*, 1997,23: 170-175.

ROSS FRIEDMAN L, RUBIN DT, SIEGLER M and al., Ethics of a Paired-kidney-Exchange Program, *New England Journal of Medicine*, 1997,336: 1752-1755.

SARACCI R, The World Health Organisation needs to reconsider its definition of health, *BMJ*, 1997,314: 1409-1410.

SYMPOSIUM ARTICLES on Appropriate Management of Pain: Addressing the Clinical, Legal, and Regulatory Barriers, *The Journal of Law, Medicine & Ethics* 1996, p. 285-368

VAN DER HEIDE A, VAN DER MAAS, VAN DER WAL G, and al., Medical end-of-life decisions made for neonates and infants in the Netherlands, *Lancet*, 1997,350: 251-255.

VAN THIEL GJM, VAN DELDEN JJM, DE HANN K and al., Retrospective study of doctors' "end of life decisions" in caring for mentally handicapped in the Netherlands, 1990-1995, *BMJ*, 1997,315: 88-91.

VERREL T., Der BGH legt nach: Zulässigkeit der indirekten Sterbehilfe, *MedR*, 1997, no 6, p. 248-55.

VESTING J.-W. et MÜLLER S., Xenotransplantation: Naturwissenschaftliche Grundlagen, Regelung und Regelungsbedarf, *MedR*, 1997, no 5, p. 203-55.

WALTER-SACK 1., Aufgaben und Arbeitsweise einer Ethikkommission..., *MedR*, 1997, no 7, p.301ss.

WILLIAMS FG, Consent for transfusion. A duty of care, *SMi*, 1997, 315: 380-381.

## OUVRAGES ET MONOGRAPHIES / BÜCHER UND MONOGRAPHIEN

AUBY Jean-Marie, *Le sang humain et le droit*, Paris 1997

BARNABEO R. et al., *Histoire de la pensée médicale en Occident: 2, De la Renaissance aux Lumières*, Paris

1997

LETTERON Roseline, Le droit de la procréation, Paris 1997

McHALE Jean, Health care law : text, cases and materials, Londres 1997

MONTGOMERY Jonathan, Health care law, Oxford 1997

## **II. Doctrine suisse / Schweizerische Lehre**

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

### **ARTICLES / AUFSÄTZE**

AFFOLTER-EIJSTEN Heidi, Die Stellung des Arztes im Strafverfahren, *AJP* 1997, p. 565

BANDI T., BRAMBILLA M., EBERHARD P., KÄNZIG H., L'évolution de l'assurance maladie dans les années 1994/1995, in : *Sécurité sociale*, 1997, n° 3 : 152-157.

BRÜLHART R., Augmenter la participation aux coûts dans l'assurance de base? Plaidoyer pour une idée, in : *Sécurité sociale*, 1997, n° 2: 72-74.

DUC J.-L., Planification hospitalière - quelques réflexions relatives à une décision sur recours du Conseil fédéral, in : *AJP/PJA* 1997, n° 4 : 459-465.

DUC Jean-Louis, Etablissements médico-sociaux et planification hospitalière (article 39 LAMal), *AJP* 1997, p. 955

FERRERO François, Les droits des patients en psychiatrie: le point de vue du psychiatre, in: Cahiers de l'IDS no 5, p. 3 ss

FISCHER W., Systèmes de classification des patients hospitalisés, in : *Sécurité sociale*, 1997, n° 2 : 109-111.

GUILLOD Olivier, KONIG Damian, La médecine prédictive: interrogations liées à la protection des données, *Cahiers médico-sociaux* 41 (1997) n° 1, p. 53

GUILLOD Olivier, KONIG Damian, Secret professionnel et assurances, *Médecine & Hygiène* 1997, p. 845

GUILLOD Olivier, Le rôle des comités nationaux d'éthique, in: Bioéthique: de l'éthique au droit, du droit à l'éthique, Publications de l'ISDC n° 30, Zurich, 1997, p. 257

GUILLOD Olivier, Lutte contre le sida: quel rôle pour le droit pénal ?, *Revue pénale suisse* 1997, p. 130 .

HEGNAUER Cyril, Die aussergerichtliche Abstammungsuntersuchung und das Persönlichkeitsrecht (Art. 24novies Abs. 2 lit. 9 Bundesverfassung, 28 ZGB), *Revue du droit de tutelle* 1997, p. 92

HUBER C, Ausgewählte Fragen zur Strafbarkeit der HIV-Obertragung, in: *Revue pénale suisse*, 1997, vol. 115, no2 : 113-29. .

HUNYADI P., Les effets de la loi sur l'assurance-maladie font l'objet d'une évaluation, in: *Sécurité sociale*, 1997, n° 3: 147-151.

ITTMANN Volker, Die Zusammenarbeit zwischen Arzt und Vormund gegenüber dem Arzt- und Vormundschaftsgeheimnis, *Revue du droit de tutelle* 1997, p. 81

KUHN Hans Peter, Bureau d'expertises extrajudiciaires de la FMH; rapport d'activité 1995 et 1996, in: *BMS* 1997/25, p. 933-934

KUHN Hans Peter, Lamal: nouvelles questions et réponses, in: *BMS* 1997/18, p. 656-659

MINELLI LA., Nochmals « Soziale Menschenrechte : blosse Gesetzgebungsaufträge oder individuelle

Rechtsansprüche », in : *AJP/PJA*, 1997, n° 7: 904-906.

SCARTAZZINI Gustavo, Krankentaggeldversicherung. Einwirkungen der sozialen Krankenversicherung auf die Pflichten von Arbeitgeber und Arbeitnehmer bei Krankheit, *AJP* 1997 n° 6, p. 667

SCHUPPISSER H.R : Questions actuelles sur l'Etat social en Suisse, in : *ES/SA* 1997 : 366-367.

SCHWANDER O., Partage des tâches et devoirs entre médecins et ambulanciers, in: *BMS* 1997/20, p. 734-737

SPRUMONT Dominique, La sauvegarde des droits des patients psychiatriques dans le domaine de la recherche, in: *Médecine et Hygiène*, 1997, no 2159, p. 782-786

STETTLER Martin, Les droits des patients en psychiatrie: où en sommes-nous à l'heure de la révision du droit de la tutelle 7, in: *Cahiers de l'IDS* no 5, p. 17 ss.

TILLE M., Jouer la transparence des primes, in : *Sécurité sociale*, 1997, n° 2: 74-77.

## OUVRAGES ET MONOGRAPHIES / BOCHER UND MONOGRAPHIEN

BIOETHIQUE: de l'éthique au droit, du droit à l'éthique: colloque international, Lausanne, 17-18 octobre 1996 = Bioethik : von der Ethik zum Recht, vom Recht zur Ethik : internationales Kolloquium, Lausanne, 17.-18. Oktober 1996, publication de l'Institut suisse de droit comparé; en collab. avec l'Institut de droit de la santé de l'Université de Neuchâtel, l'Association internationale Droit, Ethique et Science, la Société suisse d'éthique biomédicale, l'Office fédéral de la justice. - Zürich 1997

BOCHEL Dominik, Patente in der Bio- und Gentechnologie : die Bedeutung für kleine und mittlere Unternehmen und Hochschulen, Basel 1997

BURNAND Bernard et PACCAUD Fred (éd.), Maîtrise de la qualité dans les hôpitaux universitaires: satisfaction des patients, Lausanne 1997

CAHIERS DE L'IDS, Les droits des patients en psychiatrie, Cahiers de l'IDS no 5, Neuchâtel 1997

DUMOULIN Jean-François, Transplantation d'organes en Suisse: le droit au carrefour de la vie et de la mort, Neuchâtel 1997 (Cahiers de l'IDS, Hors série 1).

DORR BRUNNER Cornelia, HAFETER Stefan, Responsabilité du médecin: cas particulier de la violation du devoir, Winterthur 1996

Rechtsfragen der medizinischen Begutachtung in der Sozialversicherung : Referate der Tagung des Schweizerischen Instituts für Verwaltungskurse vom 21. November 1996 in Luzern, St. Gallen 1997

RICHLI Paul [Hrsg.], Auf dem Weg zu einem eidgenössischen Heilmittelgesetz : Ausgewählte Arbeiten aus einem Seminar an der juristischen Fakultät der Universität Basel im Wintersemester 1995/96, mit einer Einleitung und einem Übersichtsartikel über den Vernehmlassungsentwurf zu einem eidgenössischen Heilmittelgesetz, Muri 1997.

\*\*\*\*\*

# SAN-NEWS N°5

janvier 1998, comprenant la période allant du 15 août 1997 au 31 décembre 1997

## Législation / Gesetzgebung

### I. Droit international et européen (Sélection) Internationales Recht und Europarecht (Auswahl)

#### *DROIT ÉDICTÉ*

1. Directive 97/43/EURATOM relative à la protection sanitaire des personnes contre les dangers des rayonnements ionisants lors d'expositions à des fins médicales, JOCE N° L 180/22 du 9 juillet 1997
2. Directive 97/50 du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 93/16 CEE visant à faciliter la libre circulation des médecins et la reconnaissance mutuelle de leurs diplômes, certificats et autres titres, du 6 octobre 1997, JOCE N° L 291/35 du 24 octobre 1997

#### *RAPPORTS, RECOMMANDATIONS, DÉCLARATIONS, PROPOSITIONS, ETC*

1. 50e Assemblée mondiale de la Santé (OMS), Résolution WHA 50.37, Le clonage dans la reproduction humaine, du 14 mai 1997, Recueil international de législation sanitaire 1997 N°3-4, p. 481.
2. 29e session de la Conférence générale de l'UNESCO, Déclaration sur le génome humain, 11 novembre 1997, site Internet: [www.unesco.org/ibc/fr/genome/projet/index.html](http://www.unesco.org/ibc/fr/genome/projet/index.html) lien invalide le 14.4.05  
liens valables le 14.04.05 :  
[http://portal.unesco.org/fr/ev.php-URL\\_ID=13177&URL\\_DO=DO\\_TOPIC&URL\\_SECTION=201.html](http://portal.unesco.org/fr/ev.php-URL_ID=13177&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html)  
voir aussi : [www.unesco.org/shs/bioethics](http://www.unesco.org/shs/bioethics)
3. Parlement européen, Résolution sur le clonage, du 12 mars 1997, JOCE N° C 115/92, du 14 avril 1997
4. Parlement européen, Résolution sur le statut des médecines non conventionnelles, du 29 mai 1997, JOCE No C 182/67 du 16 juin 1997
5. Commission des droits de l'homme des Nations Unies, Résolution 97/33 sur la protection des droits fondamentaux des personnes infectées par le virus de l'immunodéficience humaine (VIH) ou atteintes du syndrome de l'immuno-déficience acquise (SIDA), du 11 avril 1997, Recueil international de législation sanitaire 1997 No 3-4, p. 465
6. Commission des droits de l'homme des Nations Unies, Résolution 97/71 sur les droits de l'homme et la bioéthique, du 16 avril 1997, Recueil international de législation sanitaire 1997 No 3-4, p. 470
7. Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres relatives à l'application de bonnes pratiques cliniques dans la conduite d'essais cliniques de médicaments à usage humain, présentée par la Commission le 3 septembre 1997, JOCE No C 306/9 du 8 octobre 1997
8. Position commune (CE) No 32/97 arrêtée par le Conseil le 22 juillet 1997 en vue de l'adoption de la décision no .../97/CE du Parlement européen et du Conseil, du ..., instaurant un réseau de surveillance épidémiologique et de contrôle des maladies transmissibles dans la Communauté, JOCE No C 284/10 du 19 septembre 1997
9. Proposition de recommandation du Conseil concernant l'admissibilité des donneurs de sang et de plasma et le dépistage pratiqué sur les dons de sang dans la Communauté européenne, présentée par la Commission le 17 novembre 1997, Bruxelles, Document COM(97) 605 final
10. Conseil de l'Europe, Protocole additionnel à la Convention sur les droits de l'homme et la biomédecine portant

interdiction du clonage d'êtres humains, signé à Paris le 12 janvier 1998, site Internet:  
le lien ne répond pas le 14.04.05 [www.coe.fr/fr/txtjur/168fr.htm](http://www.coe.fr/fr/txtjur/168fr.htm)  
autre lien, disponible le 14.04.05 : <http://conventions.coe.int/Treaty/fr/Treaties/Html/168.htm>

11. Déclaration finale de la 5e Conférence des Ministres européens de la santé (Varsovie, 7-8 novembre 1996), Recueil international de législation sanitaire 1997 No 2, p. 274

12. Conférence internationale sur l'harmonisation des exigences techniques pour l'enregistrement des produits pharmaceutiques à l'usage de l'homme (CIH-ICH), Lignes directrices révisées relatives aux bonnes pratiques cliniques pour les essais cliniques de médicaments à l'usage de l'homme ("ICH GCP"), Recueil international de législation sanitaire 1997 No 2, p. 250

13. Comité consultatif belge de bioéthique, Avis no 1 concernant l'opportunité d'un règlement légal de l'euthanasie, Revue de droit de la santé vol. 3 no 1 (1997-98), p. 22

14. Conseil de l'Organisation du génome humain (HUGO), Déclaration relative à la recherche génétique, du 21 mars 1996, Recueil international de législation sanitaire 1997 No 3-4, p. 445

## **II. Droit étranger (Sélection) / Fremdes Recht (Auswahl)**

### **AFRIQUE DU SUD**

Loi No 92 définissant les cas et conditions dans lesquelles la grossesse d'une femme peut être interrompue et visant des fins connexes, du 12 novembre 1996, Recueil international de législation sanitaire 1997, No 2, p. 188

### **ALBANIE**

Loi No 8092 relative à la santé mentale, du 21 mars 1996, Recueil international de législation sanitaire 1997 No 3-4, p. 355

### **ARGENTINE**

Décret No 200 portant interdiction du clonage d'êtres humains, du 7 mars 1997, Recueil international de législation sanitaire 1997 No 3-4, p. 379

### **AUTRICHE**

1. Loi fédérale relative aux produits médicinaux, *Bundesgesetzblatt für die Republik Österreich*, 29 novembre 1996, No 212, p. 4579, Recueil international de législation sanitaire 1997 No 3-4, p. 400

2. Loi fédérale relative à la documentation dans le secteur de la santé, *Bundesgesetzblatt für die Republik Österreich*, 27 décembre 1996, W 236, p. 4923, Recueil international de législation sanitaire 1997 No 3-4, p. 435

### **DANEMARK**

1. Loi No 460 relative à la fécondation artificielle en rapport avec le traitement, le diagnostic et la recherche d'ordre médical, du 10 juin 1997, Recueil international de législation sanitaire 1997 No 3-4, p. 342

2. Loi No 465 relative à la collecte et à l'utilisation de sang humain et de produits sanguins destinés à la fabrication de médicaments, du 10 juin 1997, Recueil international de législation sanitaire 1997 No 3-4, p. 398

### **FRANCE**

1. Arrêté fixant l'indice de besoins relatif aux appareils d'imagerie et de spectrométrie par résonance magnétique nucléaire à utilisation clinique, du 21 mars 1997, *Journal Officiel de la République française, Lois et Décrets*, 26 mars 1997, N° 72, p. 4710

2. Décret No 97-306 relatif aux conditions d'autorisation des établissements de santé effectuant des prélèvements d'organes et de tissus à des fins thérapeutiques, du 1er avril 1997, *Journal Officiel de la République française*,

*Lois et Décrets*, 6 avril 1997, N° 81, p. 5272

3. Décret No 96-1041 relatif au constat de la mort préalable au prélèvement d'organes, de tissus et de cellules à des fins thérapeutiques ou scientifiques, du 2 décembre 1996, *Journal officiel de la République française, Lois et Décrets*, 4 décembre 1996, N° 282, p. 17615

4. Décret No 97-704 relatif au registre national automatisé des refus de prélèvement sur une personne décédée d'organes, de tissus et de cellules, du 30 mai 1997, *Journal officiel de la République française, Lois et Décrets*, 3 juin 1997, N° 127, p. 8897

5. Décret No 97-613 relatif aux études menées sur des embryons humains in vitro, du 27 mai 1997, *Journal officiel de la République française, Lois et Décrets*, 1er juin 1997, No 126, p. 8623

6. Décret No 97-555 relatif au Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé, du 29 mai 1997, *Journal officiel de la République française, Lois et Décrets*, 30 mai 1997, No 124, p. 8287

## ISRAËL

Loi relative aux droits des patients, du 1er mai 1996, Recueil international de législation sanitaire 1997 No 2, p. 200

## LUXEMBOURG

Loi relative au contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés, du 13 janvier 1997, Recueil international de législation sanitaire 1997 No 2, p. 240

## NORVÈGE

Loi No 29 du 16 mai 1997 portant modification de la loi No 56 du 5 août 1994 relative à l'utilisation médicale de la biotechnologie, Recueil international de législation sanitaire 1997 No 3-4, p. 341

## POLOGNE

Loi portant modification de la Loi relative à la planification familiale, à la protection des fœtus humains et aux conditions d'admissibilité de l'interruption de grossesse, du 30 août 1996, Recueil international de législation sanitaire 1997, No 2, p. 191

## SUÈDE

Loi No 799 relative aux dommages subis par les patients, du 19 juin 1996, Recueil international de législation sanitaire 1997 No 3-4, p. 383

## III. Droit fédéral / Bundesrecht

### DROIT EDICTE

1. Ordonnance sur l'assurance-maladie (OAMal; RS 832.102)

a) *Modification du 17 septembre 1997 (articles 9, 51, 52, 59a, 78, 93, 95, 99, 130), en vigueur dès le 1er janvier 1998, RO 1997 2272.*

b) *Modification du 25 juin 1997 (article 103 a! 1: la franchise ordinaire s'élève à Fr. 230.-), en vigueur dès le 1er janvier 1998, RO 1997 2435.*

2. Ordonnance sur les prestations dans l'assurance obligatoire des soins en cas de maladie (OPAS; RS 832.112.31)

a) *Modification du 1er juillet 1997 (nouvelle teneur de la "Liste des analyses"), en vigueur dès le 1er octobre 1997, RO 1997 2020.*

b) *Modification du 3 juillet 1997 (articles 7, 8, 8a et 9: soins à domicile, ambulatoires ou dispensés dans un établissement médico-social), en vigueur dès le 1er janvier 1998, RO 1997 2039.*

c) Modification du 18 septembre 1997 (art. 8 al. 6bis, 9a et 9b), en vigueur dès le 1er janvier 1998, RO 1997 2436.

d) *Modification du 4 juillet 1997 (art. 12 lit. o : prise en charge des mammographies préventives, 19a et nouvelle teneur des annexes 1) et 2), en vigueur dès le 1er janvier 1998, RO 1997 2697.*

3. Ordonnance sur la compensation des risques dans l'assurance-maladie (RS 832.112.1)

Modification du 17 septembre 1997 (art. 6 al. 4: obligation des assureurs de constituer des provisions), en vigueur dès le 1er janvier 1998, RO 1997 2277.

4. Ordonnance relative aux primes moyennes cantonales pour l'assurance obligatoire des soins pour l'année 1998, du 26 novembre 1997, en vigueur dès le 1er janvier 1998, RO 1997 2970

5. Ordonnance concernant les infirmités congénitales (OIC; RS 831.232.21) *Modification du 9 septembre 1997 (chiffres 204, 205, 218, 383 et 442 de la liste des infirmités congénitales), en vigueur dès le 1er janvier 1998, RO 1997 2226.*

6. Ordonnance portant édition de la pharmacopée (OPha), du 20 août 1997, en vigueur dès le 1er octobre 1997, RO 1997 1694

7. Accord intercantonal sur la reconnaissance des diplômes de fin d'études, du 18 février 1993, approuvé par le Département fédéral de l'intérieur le 24 novembre 1994, RO 1997 2399.

*L'Accord concerne notamment (art. 2 al. 2 litt. f) la reconnaissance des formations cantonales pour les professions du secteur de la santé.*

#### MESSAGES, RAPPORTS ET DECISIONS OFFICIELS / BOTSCHAFTEN, AMTLICHE BERICHTE UND BESCHLUESSE

1. Message concernant la loi fédérale sur l'assurance-maternité (LAMat), du 25 juin 1997, FF 1997 IV 881

2. Initiative populaire fédérale "pour des coûts hospitaliers moins élevés". Examen préliminaire de la Chancellerie fédérale, 18 novembre 1997, FF 1997 IV 1203

*Il est notamment proposé que l'assurance-maladie ne soit obligatoire que pour la couverture de l'hospitalisation et que les assureurs versent une indemnité de 250 francs par personne par jour d'hospitalisation.*

3. Initiative populaire fédérale "La santé à un prix abordable (initiative-santé)" Examen préliminaire de la Chancellerie fédérale, 25 novembre 1997, FF 1997 IV 1277

*Il est notamment proposé que l'assurance-maladie soit financée par des recettes supplémentaires de la TVA et par des cotisations des assurés proportionnelles à leurs revenus et leur fortune et que la Confédération prenne diverses mesures de maîtrise des coûts de la santé.*

4. Initiative populaire fédérale "Stations cliniques modèles". Examen préliminaire de la Chancellerie fédérale, 25 novembre 1997, FF 1997 IV 1285

*Il est proposé que la Confédération "assure le passage de la médecine empirique universitaire à la médecine scientifique" en créant des "stations cliniques modèles" universitaires pour diffuser les "connaissances nécessaires sur le "cycle global de la vie humaine" et sur les lois qui découlent de ce cycle" afin d'assurer la guérison "des personnes atteintes de maladies endogènes, incurables jusqu'alors".*

5. Avis du Conseil fédéral sur le Rapport de la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil des Etats concernant l'initiative parlementaire Schiesser d'abroger l'article 66, 3e alinéa, deuxième phrase LAMat, du 12 mai 1997, FF 1997 IV 785

*Le Conseil fédéral exprime un avis favorable envers la proposition de ne plus tenir compte de l'indice cantonal des primes comme critère de fixation des subsides fédéraux après un délai de 6 ans.*

6. Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée par la Commission d'experts du secret professionnel en matière de recherche médicale en faveur du Registre tessinois des tumeurs, du 23 décembre 1997, FF 1997 IV 1380

7. Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée par la Commission d'experts du secret professionnel en matière de

recherche médicale en faveur des Services Universitaires de Psychiatrie de Berne, du 9 décembre 1997, FF 1997 IV 1287

8. Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée par la Commission d'experts du secret professionnel en matière de recherche médicale en faveur des Services Universitaires de Psychiatrie pour enfants et adolescents de Berne, du 9 décembre 1997, FF 1997 IV 1292

9. Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée par la Commission d'experts du secret professionnel en matière de recherche médicale pour une étude intitulée" *Erfassung aller Tätigkeiten und Arbeitsweisen der Spitalexternen Onkologiepflege Baselland (SEOP BL)*" à l'Institut de médecine sociale et préventive de l'Université de Bâle, du 28 octobre 1997, FF 1997 IV 790

10. Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée par la Commission d'experts du secret professionnel en matière de recherche médicale pour une étude intitulée" *Ver/aufskontrollen bei Patientinnen mit Mammarkarzinom*" à l'Hôpital de district de Mc3nnedorf, du 25 novembre 1997, FF 1997 IV 1134

11. Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée par la Commission d'experts du secret professionnel en matière de recherche médicale pour une étude intitulée" *Infektionskrankheiten von Patienten und Patientinnen mit myelodysplastischem Syndrom*" à l'Hôpital universitaire de Zurich, du 25 novembre 1997, FF 1997 IV 1137

#### **IV. Droit cantonal (Sélection) / Kantonaies Recht (Au5wahl)**

(extrait du « Bulletin de Législation / Gesetzgebungsbulletin », avec l'autorisation de l'Institut du Fédéralisme, à Fribourg)

##### **BERNE**

V über Sterbehilfe und Todesfestellung (+ Anhang: medizinischethische Richtlinien der Schweizerischen Akademie der Medizinischen Wissenschaften [...] vom 24.02.1995 und vom 13.06.1996) (hebt die V vom 14.11.1989 auf)

##### **FRIBOURG**

R d'exécution de la L sur la police de la santé (RELPS) (Modification: Art. 82 I, 91 ter nouveau; diététicien)

##### **GENEVE**

R fixant le tarif-cadre des prestations fournies par les hôpitaux universitaires de GE aux assurés selon la LF sur l'assurance-maladie, en cas d'hospitalisation en division commune du 18.12.1996 (Abrogé rétroactivement au 01.01.1997) (Le R actuellement en vigueur est donc celui du 18.12.1995)

R d'exécution de la convention intercantonale sur le contrôle des médicaments du 13.03.1975 (Modification: Art. 6 III, publicité et exception; Art. 8 II abrogé)

##### **LUZERN**

G über das Gesundheitswesen (Gesundheitsgesetz) vom 29.06.1981 (Änderung: § 63 A III, Heraufsetzung der H6chstabgaben für Honorare aus privatärztlicher Tätigkeit der Chefarzte und Leitenden Ärzte an den Kanton)

V über die Rechte und Pflichten der Chefarzte, Co-Chefarzte und Leitenden Ärzte des Kantons (Chefarztverordnung) vom 25.01.1991 (Änderung: § 43 1 lit. a und b sowie II, Abgaben aus privatärztlicher Tätigkeit; 56 A neu, Übergangsbest.; § 47 aufgehoben)

V über die Organisation und die Aufgaben der kantonalen Spitäler (Spitalverordnung) (Hebt die V über die kantonalen Heilanstalten vom 17.12.1985 auf)



VAUD

L du 29.05.1985 sur la santé publique (Modification: Art. 94 lit. a, compétences du médecin; 175, mode de vente)  
(But: permettre à l'Etat d'intervenir en cas de prescription d'agents thérapeutiques présentant un danger pour la santé des patients)

ZÜRICH

V über die Berufe der Gesundheitspflege vom 08.01.1992 (Änderung: § 8, zur selbständigen Berufsausübung zugelassene Berufe; 34A & 34B, Logopädinnen; 34C & 34D, Ernährungsberaterinnen)

Tous ces textes sont en vigueur / Alle Texte im Kraft.

## **V. Déclarations et directives éthiques et professionnelles    Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien**

INTERNATIONAL ET ETRANGER / INTERNATIONAL UND AUSLAND

-----

SUISSE / SCHWEIZ

Académie Suisse des Sciences médicales (ASSM), Directives pour les recherches expérimentales sur l'être humain, in: BMS 1997, no 43, p. 1593-1599.

## **Jurisprudence / Rechtsprechung**

### **I. Jurisprudence internationale (Sélection) Internationale Rechtsprechung (Auswahl)**

-----

### **II. Jurisprudence étrangère (Sélection) Fremde Rechtsprechung (Auswahl)**

AUTRICHE

Recht der Medizin 1997/5, p. 156 (Landesgericht Salzburg, 7 juin 1995)

*Die In-Vitro-Fertilisation ist eine zweckmassige Krankenbehandlung der Frau wenn deren Sterilität durch verwachsene Eileiter hervorgerufen wird Voraussetzung der Kostenerstattung ist allerdings das Vorliegen einer deutlichen Erfolgsaussicht im einzelnen Fall*

BELGIQUE

1. Revue de droit de la santé 1997-98, vol. 3/1, p. 34 et 38 (Rb. Brugge, 19 décembre 1994; Hof van Beroep Gent, 26 décembre 1995; avec une note de T. Vansweevelt, p. 41)

*Responsabilité du médecin. Grossesse extra-utérine non diagnostiquée. Diagnostic par téléphone. Evaluation du dommage. Indemnité pour perte de chances de survie?*

2. Revue de droit de la santé 1997-98, vol. 3/1, p. 35 (Hof van Beroep Brussel, 16 avril 1996)

*Responsabilité de l'établissement pour défaut d'organisation. occupation insuffisante du personnel et nombre insuffisant de monitorings dans la salle de réveil*

3. Revue de droit de la santé 1997-98, vol. 3/1, p. 42 (Tribunal de 1ère instance de Bruxelles, 21 novembre 1996)

*Un patient qui fume met le feu à son lit. Responsabilité partielle de l'hôpital (1/3). Obligation de sécurité accrue quand des patients sont incapables de se gérer eux-mêmes. Fardeau de la preuve du défaut de surveillance supporté par le demandeur.*

4. Revue de droit de la santé 1997-98, vol. 3/2, p. 103 (5 jugements commentés par R. Vermeiren)

*Responsabilités en cas de chute d'un patient.*

5. Revue de droit de la santé 1997-98, vol. 3/2, p. 124 (Jeugdrechtsbank Brussel, 4 juin 1996; suivi d'une note d'E. Montero)

*Adoption d'un enfant né d'une mère porteuse par la sœur de celle-ci*

## CANADA

European Journal of Health Law 1997 n° 3 p. 288ss (commentaires de R. v. Drummond, Ontario Court of Justice, 23 décembre 1996)

*Une femme enceinte tente de tuer le fœtus proche du terme en tirant au pistolet. Fœtus blessé. Tentative de meurtre non retenue.*

## ETATS-UNIS

The Journal of Law, Medicine & Ethics 1997, vol. 25/2-3, p. 223, *Shea v. Esensten* (United States Court of Appeals for the Eighth Circuit, 26 février 1997)

*HMOs have fiduciary duty to disclose incentive structure.*

## RFA Allemagne

MedR 8/1997/p.360ss. - OLG Zweibrücken, Urt. v. 18.02.1997 - 4 U 46/95 (LG Zweibrücken)

*Wrongful Birth - Schadenersatz für Unterhaltsverpflichtung gegenüber einem unerwünschten Kind bei misslungener Sterilisation und Schutzbereich des Behandlungsvertrages.*

## III. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung

ATF 123 I 112 - TF, 1ère Cour de droit public, 16 avril 1997. L'arrêt est commenté par D. SPRUMONT in Plädoyer 1997/6, p. 64 et par Y. HANGARTNER in AJP 1997/11, p. 1415

*Constitutionnalité de la loi genevoise sur les prélèvements et les transplantations d'organes et de tissus. Le système du droit d'opposition de l'intéressé ou de ses proches est admissible au regard de la liberté personnelle pour autant qu'une politique d'information des proches et de la population en général soit mise en place.*

ATF 123 I 201 - TF, IIe Cour de droit public, 24 juin 1997

*Il y a un intérêt public prépondérant à restreindre la publicité pour les médicaments. Une réglementation qui interdit aux pharmaciens et droguistes toute publicité pour les médicaments des catégories C et D sous la forme d'annonce de rabais viole cependant le principe de la proportionnalité.*

ATF 123 I 212 - TF, IIe Cour de droit public, 4 juillet 1997

*Un étranger avec autorisation de séjour marié à une Suisseuse peut se prévaloir de la liberté du commerce et de l'industrie. Il est disproportionné d'exiger le permis d'établissement ainsi qu'un stage dans un établissement public du canton pour pratiquer comme physiothérapeute dépendant.*

ATF 123 III 204 - TF, 1ère Cour civile, 9 juin 1997

*Action en responsabilité contre une clinique privée à la suite d'une tentative de suicide d'une patiente. Les prétentions pour tort moral du mari de la patiente se prescrivent selon l'article 60 al 1 CO bien que celles de la lésée directe se prescrivent selon l'article 127 CO.*

ATF 123 IV 100 - TF, Cour de cassation pénale, 2 septembre 1997

*Conditions de l'internement au sens de l'article 43 CPS et relation de celui-ci avec le traitement ambulatoire.*

ATF 123 V 98 - TFA, 21 mai 1997

*Troubles psychiques consécutifs à un accident ("coup du lapin"). Appréciation de la causalité adéquate. Confirmation de la jurisprudence antérieure.*

Plädoyer 5/97, p. 61, TFA, 21. 2.1997.

*Assurances sociales, degré d'invalidité; "l'assureur LAA ne peut fixer le degré d'invalidité à 60% là où l'AI l'a fixé, après instruction approfondie, à 87%. En outre, les facultés intellectuelles réduites constituent un facteur qui doit être pris en compte pour déterminer concrètement le taux d'invalidité. "*

Plädoyer 5/97, p. 68, ATF non publié 2P. 386/1996, 7. 7. 1997, «CMN Centre médical de Neuchâtel SA contre Département de la justice, de la santé et de la sécurité du canton de Neuchâtel».

*Unverhältnismässiges Werbeverbot für medizinische Poliklinik.*

RAMA 4/1997, p. 220-246, Entscheid des Bundesrates vom 26.03.1997 in Sachen Krankenkassen-Verband des Kantons X gegen Regierungsrat des Kantons X

*Festsetzung des Tarifes für stationäre Behandlung durch die Kantonsregierung.*

RAMA 4/1997, p. 257-269, Entscheid des Bundesrates vom 25.06.1997 in Sachen Spital- und Pflegezentrum Y. AG gegen Regierungsrat des Kantons Z

*Nichtaufnahme eines Spitals auf die Spitalliste des Standortkantons.*

RAMA 5/1997, p. 289-293, TFA, 03.04.1997 dans l'affaire U.F.

*De l'obligation pour les caisses de verser des prestations pour la thérapie d'une fibrose capsulaire à la suite d'une plastie du sein (augmentation mammaire esthétiquement justifiée).*

RAMA 5/1995, p. 334-338, TFA, 21.05.1997 dans l'affaire S.E.

*Confirmation de la jurisprudence relative au lien de causalité adéquate dans les cas de troubles psychiques consécutifs à un accident; aucune adaptation à l'application divergente du principe de causalité adéquate en droit de la responsabilité civile.*

#### **IV. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung**

##### **AARGAU**

Droit et pratique de la concurrence 1997/1, p. 95 (Superprovisorische Verfügung vom 18.12.1996), 1997/2, p. 265 (Entscheid des Handelsgerichts vom 22.04.1997) et p. 285 (Entscheid des Handelsgerichts vom 09.05.1997)

*Commerce de médicaments, pharmacies, caisses-maladie, mesures provisionnelles, art. 17 LCart et 14 LCD*

##### **FRIBOURG**

RFJ 1997/2, p. 127-130, Ille Cour administrative du TA, 24.10.1995. Un recours de droit public interjeté contre cet arrêt a été rejeté par le TF le 29. 10. 1996.

*Santé publique. Art. 57 LPS et 15 RELPS. Autorisation pour un médecin de vendre des médicaments (propharmacie).*

##### **GENEVE**

Plädoyer 6/97, p. 61, Tribunal administratif, 5. 8. 1997

*Admission ( ? ) de la prise en charge de la FIVETE par les caisses-maladie dans le régime de l'assurance-maladie sociale.*

Droit et pratique de la concurrence 1997/1, p. 72 - Cour de Justice, ordonnance du 06.01.1997

*Caisses-maladie, exclusion de cliniques, mesures provisionnelles, art. 17 LCart.*

Droit et pratique de la concurrence 1997/1, p. 89 - Cour de Justice, ordonnance du 28.02.1997

*Caisses-maladie, exclusion de cliniques, réseaux de médecins de premier recours,' mesures provisionnelles, art. 17 LCart.*

## LUZERN

Plädoyer 6/97, p. 73-76, Verwaltungsgericht des Kantons Luzern, 26. 8. 1997. *Schleudertrauma verursachte Diskushernie. Diskushernie sind als Unfallfolgen zwar selten, aber sie kommen vor. Dass erst Monate nach dem Unfall massive Beschwerden auftreten, schliesst den Unfall als Ursache nicht aus.*

## SANKT GALLEN

SJZ 22, 15. November 1997, p. 442 - St Gallen Bezirksgericht, 1 Abt., 26.11.1996.

Art. J al. 2 et 3, art. 30 al. J CC. *Changement de sexe, mariage entre deux personnes du même sexe. Changement de nom. La constatation judiciaire du changement de sexe (en l'espèce d'homme en femme) n'exige pas que le mariage existant de la personne concernée soit dissous.*

## VAUD

Plädoyer 4/97, p. 56, Chambre des recours du Tribunal cantonal, 04. 09. 1996.

*Assurances privées, perte de gain. « Une compagnie d'assurance couvrant un travailleur à mi-temps dans le cadre d'une assurance collective perte de gain privée est tenue de l'indemniser lorsque celui-ci ne peut augmenter son taux d'activité en raison de sa maladie [...] »).*

## ZÜRICH

BZR 96 Heft 6/1997, Arbeitsgericht Zürich, 18. 3. 1993, p. 172.

Art. 335c OR. *Kündigungsfrist. Aufhebungsvereinbarung bei Schwangerschaft. Ein Aufhebungsvertrag muss klar und eindeutig vereinbart werden.*

ZR 96 Heft 10/1997, p. 289-303, Bezirksgericht Uster, Einzelrichter in Strafsachen, 20.3.1996. .

Art. 321 StGB. *Verletzung des Arztgeheimnisses.*

## Doctrine / Lehre

### I. Doctrine internationale et étrangère (Sélection)

#### Internationale und fremde Lehre (Auswahl)

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

### ARTICLES / AUFSÄTZE

#### - Droits des patients, droits de la personnalité -

ANNAS G, The Bell Tolls for a Constitutional Right to Physician-Assisted Suicide, *New England Journal of Medicine*, 1997,337, 1098-1103.

BARKER A. *ABC of mental health*. Mental health and the law, *BMJ*. 1997, 315: 590-592.

BOLLINI Paola, Asylum Seekers in Europe: Entitlements, Health Status, and Human Rights Issues, *European Journal of Health Law* 1997 n° 3 p. 253-265.

BURT RA, The Supreme Court Speaks. Not Assisted Suicide but a Constitutional Right to Palliative Care, *New England Journal of Medicine*, 1997, 337; 1234-1236.

DERENZO E., Decisionally Impaired Persons in Research: Refining the Proposed Refinements, *The Journal of Law, Medicine & Ethics* vol. 25 n° 2-3, p. 139-149 (1997)

FERGUSON PR, Causing death or allowing to die? Developments in the law, *Journal of Medical Ethics*, 1987,23; 368-372.

FONT ANAROSA PB, GLASS RM, Informed Consent for Publication, *JAMA*, 1997, 278; 682-683.

FREUND G. und HEUBEL F., Forschung mit einwilligungsunfähigen und beschränkt einwilligungsfähigen Personen, *MedR*, 1997, no 8, p. 347ss.

GOSTIN LO, Deciding Life and Death in the Courtroom. From Quinlan to Cruzan, GLUCKSBERG, and VACCO - A brief History and Analysis of Constitutional Protection of the 'Right to Die', *JAMA*, 1997, 278; 1523-1528.

HAWES CLEVER L, Obtain Informed Consent Before Publishing Information About Patients, *JAMA*, 1997, 278; 628-629.

KOPETZKI c., Datenflüsse nach der Unterbringungsgesetz-Novelle 1997, *Recht der Medizin* 1997/6, p. 163-170

LUTIRELL S, Making decisions about medical treatment for mentally incapable adults in the UK, *Lancet* 1997,350: 950-953.

MELTON III U, The Threat to Medical Records Research, *New England Journal of Medicine*, 1997,337; 1466-1469.

OLDE RIKKERT MGM, VAN DEN BERCKEN JHL, TEN HAVE HAMJ and al., Experienced consent in geriatrics research: a new method to optimize the capacity to consent in frail elderly subjects, *Journal of Medical Ethics*, 1887, 23; 271-276.

ORENTLICHER D, The Supreme Court and Physician-Assisted Suicide. Rejecting Assisted Suicide but Embracing Euthanasia, *New England Journal of Medicine*, 1997,337; 1236-1239.

PHILIPPS P, Views of Assisted Suicide From Several Nations, *JAMA*, 1997, 278; 969970.

QUILL TE, DRESSER R, BROCK DW, The Rule of Double Effect - A Critique of Its Role in End-of-Life Decision Making, *New England Journal of Medicine*, 1997, 337; 1768-1771.

REITER J., Zwischen Ärztepflcht und Patientenautonomie - Neuer Richtlinienentwurf der Bundesärztekammer zur Sterbehilfe, *MedR*, 1997, no9, p. 412ss.

ROSS L.F., ASPINWALI, T.J., Religious Exemptions to the Immunization Statutes: Balancing Public Health and Religious Freedom, *The Journal of Law, Medicine & Ethics* vol. 25 n° 2-3, p. 202-209 (1997)

SAVULESCU J, MOMEYER RW, Should informed consent be based on rational beliefs?, *Journal of Medical Ethics*, 1887,23; 282-288.

SCHRAMM J., STEMPKOWSKI M., Die zahnärztliche Aufklärungspflicht - Eine Betrachtung aus juristischer sicht, *Recht der Medizin* 1997/5, p. 136-141

SNIDER DE, Patient Consent for Publication and the Health of the Public, *JAMA*, 1997,278; 624-626.

TOLMEIN O., Der Entwurf der Richtlinien zur Sterbehilfe der Bundesärztekammer - Absage an die Rechtsprechung des Bundesgerichtshofes oder Rückzug aus der Auseinandersetzung 7, *MedR*, 1997, no12, p. 53455.

WILSON SILVER MH, Patients' rights in England and the United States of America: The Patient's Charter and the New Jersey patients Bill of Rights: a comparison, *Journal of Medical Ethics*, 1887, 23; 213-220.

- *Exercice des professions de la santé, politique professionnelle* -

DURAND-ZALESKI I, COLIN C, BLUM-BOISGARD C, An attempt to save money by using mandatory practice guidelines in France, *BMJ*, 1997,315; 943-946.

NENTWICH M., Digitalisierung der Medizin. Zur Klärung einiger rechtlicher Fragen der Telemedizin, *Recht der Medizin* 1997/5, p. 175-181

ORTNER F.-J. und GEIS 1., Elektronische Patientenakte, *MedR*, 1997, no 8, p. 33755.

SEGEST E., Consumer Protection and the Free Movement of Medical Practitioners in the European Union, *European Journal of Health Law* 1997 n° 3 p. 267-272

- Mesures médicales spéciales -

JOYCE T, HENSHAW S, DECLERQUE SKATRUD J, The Impact of Mississippi's Mandatory Delay Law on Abortions and Births, *JAMA*, 1997, 278; 653-658.

LIPPERT H.-D., Zur Zulässigkeit medizinischer Forschung an menschliche Körpermaterialien, *MedR*, 1997, n°10, p. 45755.

ZEMAN A, Persistent vegetative state, *Lancet*, 1997,350: 795-799.

- Responsabilité médicale -

FALLBERG L.H., BORGENHAMMAR E., The Swedish No Fault Patient Insurance Scheme, *European Journal of Health Law* 1997 n° 3 p. 279-286

PETERSEN K, Medical negligence and wrongful birth actions: Australian developments, *Journal of Medical Ethics*, 1987,23; 319-322.

ROSCAM ABBING H.D.C, Quality of Medical Practice and Professional Misconduct in the European Union, *European Journal of Health Law* 1997 n° 3 p. 273-278

- Système de santé, politique de la santé -

RIGOTTI NA, DIFRANZA JR, CHANG Y and al., The Effect of Enforcing Tobacco-Sales Laws on Adolescents' Access to Tobacco and Smoking Behaviour, *New England Journal of Medicine*, 1997, 337; 1044-1051.

- Ethique biomédicale -

ANGELL M, The Ethics of Clinical Research in the Third World, *New England Journal of Medicine*, 1997, 337; 847-849.

FINESCHI V., TURILAZZI E, CATENI C, The new Italian code of medical ethics, *Journal of Medical Ethics*, 1987, 23; 239-244.

GROMB S., MANCIET G., DESCAMP A., Ethics and law in the field of medical care for elderly in France, *Journal of Medical Ethics*, 1987, 23; 233-238.

HALSEY NA, SOMMER A, HENDERSON DA and al., Ethics and international research. Research standards are the same throughout the world; medical care is not, *BMJ*, 1997,315: 965-966.

HARRIS J, "Goodbye Dolly?" The ethics of human cloning, *Journal of Medical Ethics*, 1987,23; 353-360.

SUGARMAN J, KAALUND V, KODISH E and al., Ethical Issues in Umbilical Cord Blood Banking, *JAMA*, 1997, 278; 938-943.

VARMUS H, SATCHER D, Ethical Complexities of Conducting research in Developing Countries, *New England Journal of Medicine*, 1997, 337; 1003-1005.

## OUVRAGES ET MONOGRAPHIES / BÜCHER UND MONOGRAPHIEN

SCHIRA Hans Peter, Die Bewertung der Genomanalyse im Arbeits- und Versicherungsbereich aus strafrechtlicher Sicht (thèse), Regensburg 1997.

COOPER D.K.C, KEMP E., PLATT J.L., WHITE D.J.G., Xenotransplantation - The Transplantation of Organs and Tissues Between Species, Berlin, Heidelberg 1997.

## II. Doctrine suisse / Schweizerische Lehre

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

### ARTICLES / AUFSÄTZE

#### - Agents thérapeutiques -

COMMISSION DE LA CONCURRENCE, prise de position du 23 juin 1997 sur le projet de loi sur les agents thérapeutiques, Droit et pratique de la concurrence 1997/2, p. 220

RICHLI P., BGE 24.6.1997, Art. 31 BV, Werbung für Medikamente, in: PJA, 1997, no 10: 1302-03.

#### - Assurances sociales, planification -

BANDI Till, Bases de décision dans l'assurance-maladie: amélioration en vue? in: *Sécurité sociale*, 1997, no 5, 282-285

DUC J.-L., Etablissements médico-sociaux et planification hospitalière (article 39 LAMal), in: *PJA*, 1997, no 8: 955-962.

PETER Kathrin, HITZ Peter, BOHNENBLUST Hans, «Efficace», «appropriée», «économique»... des notions à préciser - Elément de discussion relatif à l'application de la LAMal, in: *Sécurité Sociale*, 1997, no 6: 343-45.

PFANDLER Kurt (rapporteur), Unfallversicherung, Assurance-accidents' suites psychiques, quelle couverture? *Plädoyer* 4/97, p. 4-8.

RIONDEL Guylaine, Les particularités du régime LAMA / OAMAL pour les frontaliers, *Plädoyer* 1997/5, p. 54

STREIT Peter, Assurances complémentaires selon la loi sur le contrat d'assurance (LCA): expériences et perspectives, in: *Sécurité sociale*, 1997, no 2, 222-226

#### - Droits des patients, droits de la personnalité -

ESCHER M., Patientenrechte als Grenze der Forschung mit Patientendaten, in: *BMS* 1997, no 36, p. 1306-1308

GUINCHARD J.-M., Guide relatif au traitement des données personnelles dans le domaine médical, in: *Médecine et Hygiène*, 1997, no 2181, p. 1990-1997 et *BMS* 1997, no 48, p. 1790-1794.

HEGNAUER Cyril, Aussergerichtliche Abstammungsuntersuchung bezüglich eines verstorbenen Kindes (Art. 28 ZGB), *Revue du droit de tutelle* 1997 n° 4, p. 124

LÜCKER-BABEL M.-F., L'influence des droits des enfants sur la pratique médicale, in: *Médecine et Hygiène*, 1997, no 2176, p. 1688-1689

SCHÜPBACH Sylvia, Gentest: Gefahr für Persönlichkeitsrechte, *Plädoyer* 1997/6, p. 23

#### - Exercice des professions de la santé, politique professionnelle -

RICHLI P., BGE 4.7.1997, Verweigerung der Bewilligung der Tätigkeit als unselbständiger Physiotherapeut, in : *PJA*, 1997, n° 11: 1418-19.

RITTMAYER H., Dispositions d'application et d'exécution du code de déontologie de la FMH, in: *BMS* 1997, no 42, p. 1544-1546

- *Médecine légale*

LA HARPE R. et coll., Capacité et aptitude à conduire, in: *Médecine et Hygiène*, 1997, no 2184, p. 2152-2154

RESELLINI J.-P., Aspects médico-légaux de l'urgence, in: *Médecine et Hygiène*, 1997, no 2188, p. 2386-2391

- *Mesures médicales spéciales* -

DIRNHOFER R., Ist der Hirntote wirklich tot 7 Rechtsmedizinische Gedanken, in: *BMS* 1997, no 36, p. 1295-1296

DORSCH-HÄSLER K., Réglementation concernant la sécurité biologique de la thérapie génique, in: *Médecine et Hygiène*, 1997, no 2174, p. 1557-1560

MAURON A., La thérapie génique sous l'angle de l'éthique et du droit, in: *Médecine et Hygiène*, 1997, no 2174, p. 1552-1554.

SPRUMONT Dominique, [Commentaire de l'arrêt] du 16 avril 1997 (ATF 123 I 112) concernant la loi genevoise sur le prélèvement et les transplantations d'organes et de tissus [...], *Plädoyer* 6/97, p. 64.

- *Responsabilité médicale* -

KOLLER A., Haftung des Arztes aus unterlassener Aufklärung. Zur Haftung wegen Verschweigung des bei einer Sterilisation bestehenden Versagerisikos, in: *PJA*, 1997, n° 10, 1997: 1197-204.

- *SIDA* -

HÜBNER Florian, Sida: nouveaux traitements et perspectives juridiques, *Plädoyer* 1997/6, p. 49

- *Système de santé, politique de la santé* -

BURI M., Bientôt les premières statistiques complètes sur les services de soins à domicile, in: *Sécurité Sociale*, 1997, no 5 : 268-70.

DOMENIGHETTI G., Estime des Suisses pour leur système sanitaire; comparaison avec les pays de l'UE, in: *Sécurité Sociale*, 1997, no 5: 279-81.

DREIFUSS R., Les soins à domicile: un système victime de son succès ?, in: *Sécurité Sociale*, 1997, no 5: 246-49.

GONCZY M., Soins de longue durée en établissement médico-social dans le canton de Genève, in: *Sécurité Sociale*, 1997, no 5 : 263-65.

HUBER F., Les soins de longue durée en Suisse et leur financement, in: *Sécurité Sociale*, 1997, no 5: 241-45.

KANKA K., WEHRLI P., La Suisse peut-elle entretenir des handicapés ?, in: *Sécurité Sociale*, 1997, no 5 : 259-62.

KILLIAS Martin, Drogenkonsum, Opportunitätsprinzip statt Entkriminalisierung, *Plädoyer* 6/97, p. 28-29.

LATZEL G., La dépendance de soins, les prestations de soins et d'assistance: une approche des besoins, in: *Sécurité Sociale*, 1997, no 5 : 250-54.



MALHERBE C, Situation à l'étranger des personnes dépendantes, in: *Sécurité Sociale*, 1997, no 5: 255-56.

MÜLLER Klaus., La concurrence dans la stabilité des coûts de la santé: potentialités, limites et leurs incidences dans le contexte actuel, in: *Sécurité Sociale*, 1997/4: 215-216.

PETERS Georges, Jeunesse sans drogue, une vision imposée, *Plädoyer* 4/97, p. 43-44.

#### OUVRAGES ET MONOGRAPHIES / BÜCHER UND MONOGRAPHIEN

THEVENAZ Alain, La protection contre soi-même, Etude de l'article 27 alinéa 2 CC (thèse), Berne 1997

KOECHLIN BUTTIKER Monika, Die Schranken der Forschungsfreiheit bei der Forschung an menschlichen Embryonen, Bâle et Francfort-sur-le-Main 1997

WAGNER PFEIFFER Beatrice, Das Umweltrecht vor den Herausforderungen der Gentechnologie, Zürich 1997

\*\*\*\*\*

# **SAN-NEWS N°6**

mai 1998, comprenant la période allant du 1er janvier 1998 au 15 avril 1998

## **Législation / Gesetzgebung**

### **I. Droit international et européen (Sélection) Internationales Recht und Europarecht (Auswahl)**

#### **DROIT EDICTE**

1. Directive n° 97/95 de la Commission, du 7 octobre 1997, portant adaptation au progrès technique de la directive 90/679 concernant la protection des travailleurs contre les risques liés à l'exposition à des agents biologiques au travail (septième directive particulière au sens de l'article 16 paragraphe 1 de la directive 89/391), JOCE n° L 282 du 15 octobre 1997, p. 33
2. Directive n° 97/50 du Parlement européen et du Conseil, du 6 octobre 1997, modifiant la directive n° 93/16 visant à faciliter la libre circulation des médecins et la reconnaissance de leurs diplômes, certificats et autres titres, JOCE n° L 291 du 24 octobre 1997, p. 35

#### **RAPPORTS, RECOMMANDATIONS, DÉCLARATIONS, PROPOSITIONS, ETC.**

1. Proposition modifiée de directive du Parlement européen et du Conseil relative à la protection juridique des inventions biotechnologiques, JOCE n° C 311 du 11 octobre 1997, p. 12
2. Recommandation N° R(97) 5 du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe sur la protection des données médicales. Texte anglais reproduit in European Journal of Health Law 1997 n° 4, p. 405-414
3. Protocole additionnel à la Convention pour la protection des Droits de l'Homme et de la dignité de l'être humain à l'égard des applications de la biologie et de la médecine, portant interdiction du clonage d'êtres humains. Reproduit in Revue de droit de la santé 3 (1997-98) n° 4, p. 310 (texte français) et 312 (texte anglais).

### **II. Droit étranger (sélection) / Fremdes Recht (Auswahl)**

#### **BELGIQUE**

Arrêté royal relatif au prélèvement, à la préparation, à la conservation et à la délivrance du sang et des dérivés du sang d'origine humaine, Revue de droit de la santé 3 (1997-98) n° 4, p. 355.

### **III. Droit fédéral / Bundesrecht**

#### **DROIT EDICTE**

1. Loi fédérale sur l'assurance maladie (LAMal), du 18 mars 1994 (RS 832.10).  
- Modification du 20 mars 1998 (abrogation de l'art. 66 al. 3, 2e phrase, art. 106 al. 3: prise en compte de la prime cantonale moyenne dans la fixation des subsides fédéraux), FF 1998 1157 (délai référendaire: 9 juillet 1998).
2. Ordonnance sur les prestations dans l'assurance obligatoire des soins en cas de maladie (OPAS), du 29 septembre 1995 (RS 832.112.31).  
- Modification du 18 décembre 1997, en vigueur dès le 1er janvier 1998 (art. 7 al. 3: les frais généraux d'infrastructure et d'exploitation des fournisseurs de prestations ne sont pas pris en compte dans le coût des prestations), RO 1998 150.  
- Modification du 16 janvier 1998, en vigueur dès le 15 mars 1998 (nouvelle teneur de la "Liste des médicaments avec tarif"), RO 1998 750.

3. Ordonnance sur l'évaluation de projets visant à prévenir la toxicomanie et à améliorer les conditions de vie des toxicomanes, du 21 octobre 1992 (RS 812.121.5).  
- Modification du 15 décembre 1997, en vigueur dès le 1er janvier 1998 (poursuite des essais et prolongation de l'ordonnance jusqu'au 31 décembre 2000), RO 1998 71.
4. Ordonnance sur le tabac et les produits du tabac (OTab), du 1er mars 1995 (RS 817.06).  
- Modification du 19 décembre 1997, en vigueur dès le 1er janvier 1998 (mises en garde obligatoires sur l'emballage de produits du tabac), RO 1998 148.
5. Ordonnance sur l'assurance-accident (OLAA), du 20 décembre 1982 (RS 832.202).  
- Modification du 15 décembre 1997, en vigueur dès le 1er janvier 1998 (révision de nombreuses dispositions et des annexes 1 à 3), RO 1998 151
6. Ordonnance relative au remboursement des frais de maladie et des frais résultant de l'invalidité en matière de prestations complémentaires (OMPC), du 29 décembre 1997, en vigueur dès le 1er janvier 1998, RO 1998 239
7. Ordonnance portant édicition de la pharmacopée (OPha), du 20 août 1997 (RS 812.211).  
- Modification du 16 mars 1998, en vigueur dès le 1er avril 1998, RO 1998 889 (nouvelles éditions de la pharmacopée)
8. Ordonnance sur les installations radiologiques à usage médical (Ordonnance sur les rayons X), du 20 janvier 1998, en vigueur dès le 1er avril 1998, RO 1998 1084
9. Ordonnance sur les exigences en matière d'hygiène et de microbiologie relatives aux denrées alimentaires, aux objets usuels, aux locaux, aux installations et au personnel, du 26 juin 1995.  
- Modification du 30 janvier 1998, en vigueur dès le 15 février 1998, RO 1998 321

#### MESSAGES, RAPPORTS ET DECISIONS OFFICIELS BOTSCHAFTEN, AMTLICHE BERICHTE UND BESCHLUESSE

1. Message concernant une révision de la loi sur les brevets, du 19 janvier 1998, FF 1998 1346  
*L'objet principal de cette révision est l'introduction de certificats complémentaires de protection (analogues à ceux introduits pour les médicaments en 1995) pour les produits phytosanitaires, sur le modèle de ce qui est prévu en droit communautaire.*
2. Message relatif à un arrêté fédéral sur la prescription médicale d'héroïne, du 18 février 1998, FF 1998 1321
3. Initiative populaire fédérale" pour des médicaments à moindre prix" .  
Aboutissement. Décision de la Chancellerie fédérale du 12 février 1998, FF 1998 592
4. Etat de la législation sur le génie génétique dans le domaine non humain. Rapport du Conseil fédéral aux Chambres fédérales, du 15 décembre 1997, FF 1998 1361  
*Le paquet de révision "Gen-Lex" est en procédure de consultation.*
5. Rapport de la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil des Etats sur l'initiative parlementaire concernant la participation des cantons à l'approbation des primes des caisses-maladie, du 8 septembre 1997, FF 1998 1072
6. Avis du Conseil fédéral sur le Rapport de la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil des Etats sur l'initiative parlementaire concernant la participation des cantons à l'approbation des primes des caisses-maladie, du 25 février 1998, FF 1998 1078
7. Réduction des primes de l'assurance-maladie - Subsidés de la Confédération et des cantons; modèle de répartition (année 1998), FF 1998 93
8. Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée à l'Hôpital cantonal de Winterthur, du 17 mars 1998, FF 1998 1019

9. Autorisation supplémentaire de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée par la Commission d'experts du secret professionnel en matière de recherche médical en faveur de la *Stiftung Tumorbank Basel* du 13 janvier 1998, FF 1998 39

10. Autorisation supplémentaire de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée à la clinique psychiatrique de Münsingen pour la recherche intitulée "Patientensuizid in der psychiatrischen Klinik", du 17 février 1998, FF 1998 429

11. Autorisation supplémentaire de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée à l'Institut d'histoire de la médecine de l'Université de Zürich pour le projet de thèse intitulé "Landarztpraxis 1948-1956", du 17 février 1998, FF 1998 431

#### **IV. Droit cantonal (Sélection) / Kantonaies Recht (Auswahl)**

(extrait du « Bulletin de Législation / Gesetzgebungsbulletin », avec l'autorisation de l'Institut du Fédéralisme, à Fribourg)

##### **BASEL-LAND**

Gesundheitsgesetz vom 10.12.1973 (Änderung: § 4 Z. 6, Aufsicht über die Spitex; § 39 & 40 aufgehoben) (Eingeführt gemäss Spitexgesetz)

Gesundheitsgesetz vom 10.12.1973 (Änderung: Zwischentitel nach § 47 E VIII bis, Bekämpfung der Betäubungsmittelsucht; 47F, Drogentherapien; 47G, weitere Bekämpfungsmassnahmen) (Eingeführt gemäss G über die Änderung der Gemeindebeiträge)

G über die spitalexterne Haus- und Krankenpflege, vom 10.09.1996

##### **GENEVE**

L. concernant les rapports entre membres des professions de la santé et patients du 06.12.1987 (Modification introduite par l'art. 52 VII de la L d'application de la LF sur l'assurance-maladie: Art. 411, transmission de renseignements médicaux)

L sur l'exercice des professions de la santé, les établissements médicaux et diverses entreprises du domaine médical du 16.09.1983 (Modification introduite par l'art. 52 VIII de la L d'application de la LF sur l'assurance-maladie: Art. 1 I lit. g, 2 I, 4 I, 54 A & B nouveaux, 126 II, 138 A)

##### **GRAUBÜNDEN**

G über das Gesundheitswesen des Kantons GR (Gesundheitsgesetz) vom 02.12.1984 (Änderung: Art. 12, Gemeinden und ihre Aufgaben) (Eingeführt durch das Art. 24 des G über die Suchthilfe im Kanton GR)

G über die Förderung der Krankenpflege (Krankenpflegegesetz) vom 02.12.1979 (Teilrevision in den Bereichen des Rettungswesen und Änderung der Beiträge an die häusliche Pflege und Betreuung sowie an die Mütter- und Vaterberatung)

##### **NEUCHÂTEL**

R du service médico-social (Abroge le R d'exécution de la L sur le traitement, la surveillance et l'internement des personnes atteintes d'alcoolisme du 09.09.1952)

R provisoire d'exécution de la L de santé du 31.01.1996 (Modification introduite par l'art. 6 lit. b du R du service médico-social: Art. 6 abrogé)

##### **NIDWALDEN**

V über die Berufe der Gesundheitspflege (Hebt die V über das Hebammenwesen im Kanton NW vom 15.04.1950 auf) (Anpassung der Liste der Leistungserbringer an das eidgenössische Krankenversicherungsgesetz, Aufnahme

des Naturheilpraktikerberufes u.s.w.)

V der Schweizerischen Sanitätsdirektorenkonferenz (SDK) über die Anerkennung von ausländischen Ausbildungsabschlüssen, vom 20.11.1997

SCHWYZ

V über die Zulassung medizinischer Fachpersonen und Organisationen, vom 25.11.1997

THURGAU

G über das Gesundheitswesen vom 05.06.1985 (Gesundheitsgesetz) (Änderung: § 40 1-111, Bau- und Betriebsbeiträge) (Teilbotschaft IV)

RRV über die Rechtsstellung der Patienten und Patientinnen vom 03.12.1996 (Änderung: § 29 III, Weisungen der Kommission über die Einzelheiten des Verfahrens)

TICINO

R dei Comitato etico, dei 02.12.1997

R d'applicazione della L sull'assistenza sociopsichiatrica dei 19.12.1984 (Modifica: Art. 3, organizzazione)

VALAIS / WALLIS

O sur le subventionnement des soins semi-hospitaliers, du 10.12.1997

VAUD

L du 29.05.1985 sur la santé publique (Diverses modifications: introduction de critères d'admission pour certains fournisseurs de prestations tels que logopédistes-orthophonistes, diététiciens, organisations de soins et d'aide à domicile et d'ergothérapie)

R sur la vente par correspondance et l'envoi postal de médicaments, du 20.01.1998

ZÜRICH

V über den Verkehr mit Heilmitteln vom 28.12.1978 (Änderung zahlreicher Paragraphen)

Tous ces textes sont en vigueur / Alle Texte im Kraft.

## **V. Déclarations et directives éthiques et professionnelles Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien**

INTERNATIONAL ET ETRANGER / INTERNATIONAL UND AUSLAND

-----

SUISSE / SCHWEIZ

-----

## **Jurisprudence / Rechtsprechung**

### **I. Jurisprudence internationale (Sélection) Internationale Rechtsprechung (Auswahl)**

-----

## II. Jurisprudence étrangère (Sélection)

### Fremde Rechtsprechung (Auswahl)

#### AUTRICHE

1. Recht der Medizin 5 (1998) n° 2, p. 51. OGH, 11 novembre 1997  
*Interruption de grossesse chez une patiente dans le coma. Consentement nécessaire du représentant légal (Sachwalter).*
2. Recht der Medizin 5 (1998) n° 2, p. 57. OGH, 28 août 1997  
*Le contrat de soins impose au médecin une obligation de documenter le déroulement du traitement. Allègement de la preuve exigée du patient dans un procès en responsabilité en cas de violation de ce devoir par le médecin.*

#### BELGIQUE

1. Revue de droit de la santé 3 (1997-98) n° 3, p. 186, Tribunal correctionnel de Bruxelles  
*Portée de l'usage consistant pour l'anesthésiste à se décharger de sa mission de surveillance sur l'infirmière de la salle d'opération. Un usage ne saurait dispenser l'anesthésiste de prendre les précautions qu'impose la prudence, surtout quand la vie d'êtres humains est en jeu.*
2. Revue de droit de la santé 3 (1997-98) n° 4, p. 341, Antwerpen, 18 février 1997 *Le médecin doit informer le patient afin que ce dernier puisse décider en connaissance de cause. Il appartient au patient de démontrer qu'il a reçu une information insuffisante.*  
*NB: La jurisprudence belge se démarque ainsi de la jurisprudence suisse, allemande et française: Cass. Civ., 25 février 1991, Revue de droit de la santé 3 (1997-98) n° 4, p. 337 avec une note de J.-L. Fagnart.*

#### ECOSSE

- Medical Law Review 5 (1997), p. 240, *McFarland v. Tayside Health Board* (Court of Session, Outer House, 20 septembre 1996)  
*Vasectomie mal effectuée. Naissance d'un enfant en bonne santé. Action pour wrongful birth. Rejet complet: il n'y a pas de préjudice corporel ou patrimonial compensable.*  
*NB: Le droit écossais est ainsi en contradiction avec le droit anglais.*

#### USA

1. American Journal of Law & Medicine XXIII n° 4 (1997), p. 544, *Reynolds v. Wagner*, 1997 WL 652741 (3d Cir. 18 avril 1997)  
*Un prisonnier a-t-il droit à des soins médicaux gratuits?*
2. American Journal of Law & Medicine XXXIV (1998), p. 135, *Simmons V. Tuomey Regional Medical Center* (S.c. Ct. App., 2 février 1998)  
*Responsabilité de l'hôpital Un hôpital ne peut pas déléguer à des médecins engagés par contrat sa responsabilité de fournir des services compétents aux patients hospitalisés aux soins intensifs.*
3. The Journal of Law, medicine & Ethics 25 (1997), p. 319, *Hospital of Jefferson v. Southeast Medical Alliance*, 123 F.3d 301 (5th Cir. 1997)  
*Un assureur maladie peut exclure un hôpital de son plan d'assurance (PPO) et le remplacer par un autre sans violer les règles de concurrence.*
4. Medical Law Review 5 (1997), p. 250, *Reisner v. Regents of the University of California* (Cal. Ct. App. 1995)  
*Adolescente infectée à 12 ans par le VIH lors d'une transfusion. Le médecin ne le lui dit pas, ni à ses parents. Quelques années plus tard, elle infecte son boyfriend qui actionne le médecin en responsabilité. Action admise.*

### III. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung

1. ATF 123 II 534 - TF, 2e Cour de droit public, 26 novembre 1997

*Droit d'une assurée d'être renseignée sur ses données personnelles détenues par l'assurance-accident fondé sur l'article 8 LPD. Rapports entre la LPD et la LAA.*

2. ATF 123 V 128, TFA, 30 juin 1997

*L'opposition (art. 85 LAMal) peut être faite en n'importe quelle forme. Si elle n'est pas assez claire ou motivée, l'assureur doit interpeller l'assuré.*

3. ATF 123 V 137 - TFA, 9 juillet 1997

*Assurance militaire. Troubles psychiques (séquelles tardives) consécutifs à un accident survenu pendant le service militaire. Le lien de causalité s'apprécie d'après les principes dégagés par la jurisprudence dans l'assurance-accident.*

4. ATF 123 V 175 - TFA, 31 juillet 1997

*Indépendance et impartialité (art. 4 Cst, art. 6 CEDH) des centres d'observation médicale de l'assurance-invalidité (COMAI) ? oui.*

5. ATF 124 I 40 - TF, 1ère Cour de droit public, 27 février 1998

*Garantie de la liberté personnelle et expertise psychiatrique dans une procédure d'interdiction. Personne très âgée, fragile et nécessitant des soins amenée de force dans un hôpital psychiatrique pour l'expertise. Proportionnalité.*

6. ATF 124 III 44 - TFA, 13 novembre 1997

*Garantie de la couverture d'assurance accordée par l'article 102 alinéa 2 LAMal pour une assurance complémentaire. Affaire pécuniaire au sens des articles 44ss OJ*

7. ATF 124 IV 13 - TF, Cour de cassation pénale, 12 janvier 1998

*Il existe un rapport d'autorité entre un psychothérapeute et sa cliente. Le premier peut donc se rendre coupable de l'infraction réprimée à l'ancien article 197 CPS.*

8. Semaine judiciaire 1998, p. 35 - TF, 2e Cour de droit public, 24 juin 1997 (= ATF 1231201, San News n° 5, p. 12)

*Annnonce de rabais par des pharmaciens admise au regard de l'art. 31 Cst.*

9. Semaine judiciaire 1998, p. 45 - TF, 2e Cour de droit public, 4 juillet 1997 (= ATF 1231212, San News n° 5, p. 13)

*Art. 31 Cst. Physiothérapeute belge marié à une Suissesse.*

10. Semaine judiciaire 1998, p. 116 - TF, 2e Cour de droit public, 7 juillet 1997 (= Plädoyer 5/97, p. 68, San News n° 5, p. 13)

*Art. 31 Cst. Enseigne lumineuse d'une polyclinique. Publicité interdite? Non.*

11. Semaine judiciaire 1998, p. 141 - TF, 1ère Cour de droit public, 15 septembre 1997 .

*Admission non volontaire dans un établissement psychiatrique. Droit d'être entendu. Consultation du dossier. Rapport entre l'art. 4 Cst et les dispositions cantonales (genevoises) sur les droits des patients.*

12. Semaine judiciaire 1998, p. 269 - TF, 2e Cour de droit public, 16 janvier 1998 *Action en responsabilité du patient contre un médecin ayant refusé de lui transplanter un rein sans néphrectomie préalable de l'autre rein. Pas d'illicéité en raison de la liberté du médecin de choisir le mode opératoire.*

13. Revue du droit de la propriété intellectuelle, de l'information et de la concurrence 4/1997/p. 408s. - Bundesgericht vom 13. Februar 1997.

*"Erythropoietin IV", PatG 77 II. Es ist nicht willkürlich, wenn das kantonale Gericht im Massnahmeverfahren statt des Beweises die Glaubhaftmachung der Nichtigkeit des Patentes genügen lässt.*

14. Revue du droit de la propriété intellectuelle, de l'information et de la concurrence, 5/1997/p. 473s. -

Bundesgericht vom 23. Juni 1997.  
*"Arzneimittelgrossist II", ZGB 28g I Gegendarstellungsrecht.*

15. JdT 1997 1 682 (résumé de l'arrêt 121 1 22, en français)  
*Art. 4 Cst. Introduction d'un numerus clausus aux études universitaires de médecine.*

16. JdT 1998 II 3 - TFA, 22 mai 1995  
*Annulation de l'opposition par décision d'une caisse-maladie. Assurance maladie. Cotisations. Recours de droit administratif*

17. RAMA 6/1997, p. 343-374, Entscheid des Bundesrates vom 13. August 1997 in Sachen Verband Zürcher Krankenversicherer und im Kanton Zürich zugelassene Krankenkassen gegen Regierungsrat des Kantons Zürich  
*Festsetzung der Taxen der kantonalen und staatsbeitragsberechtigten Krankenhäuser im Kanton Zürich*

18. RAMA 6/1997, p. 375-398, Décision du Conseil fédéral du 13 août 1997 dans la cause Fédération genevoise des caisses-maladie contre le Conseil d'Etat du canton de Genève  
*Fixation du tarif-cadre des prestations fournies par les hôpitaux universitaires de Genève (HUG) en cas d'hospitalisation en division commune.*

19. RAMA 6/1997, p. 399-434, Entscheid des Bundesrates vom 22. Oktober 1997 in Sachen S. Gesundheitsorganisation gegen Eidgenössisches Departement des Innern und Bundesamt für Sozialversicherung  
*Keine Prämienbefreiung ab dem dritten Kind*

20. RAMA 1/1998, p. 1-5, Arrêt du TFA du 16 septembre 1997 dans la cause O.  
*Economie du traitement - Si plusieurs traitements sont envisageables, Il y a lieu de procéder à une balance entre coûts et bénéfices du traitement. Si l'un d'entre eux permet d'arriver au but recherché en étant sensiblement meilleur marché que les autres, l'assuré n'a pas droit au remboursement des frais des traitements plus onéreux.*

21. RAMA 1/1998, p. 13-32, Urteil des EVG vom 16. Dezember 1997 in Sachen Kanton Schwyz gegen H. Versicherungen AG  
*Ausgleichspflicht des Wohnkantons im Rahmen von Art. 47 Abs. 3 KVG bei Aufhalten in der halbprivaten oder privaten Abteilung eines ausserkantonalen öffentlichen oder öffentlich subventionierten Spitals.*

22. RAMA 1/1998, p. 33-48, Urteil des EVG vom 19. Dezember 1997 in Sachen M. und Klinik X. gegen Kanton Schwyz  
*Keine teilweise Kostenübernahmepflicht des Wohnkantons im Rahmen von Art. 47 Abs. 3 KVG bei Aufhalten in einem ausserkantonalen privaten, nicht öffentlichen oder öffentlich subventionierten Spital*

#### **IV. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung**

##### **BASEL-STADT**

Revue du droit de la propriété intellectuelle, de l'information et de la concurrence, 4/1997, p. 47055. - Appellationsgericht Basel-Stadt vom 20. Februar 1997.  
*"Arzneimittelgrossist I", ZGB 28g, 28h II und 281 IV, Gegendarstellungsrecht.*

Basler juristische Mitteilungen, 1998/1/p. 39ss - Urteil des Appellationsgericht (Ausschuss) vom 8. 1. 1997 in Sachen M. M..  
*Die Übertragung des H/V- Virus ist als schwere Körperverletzung gemäss Art. 122 StrGB zu qualifizieren.*

##### **BERN / BERNE**

Jurisprudence administrative bernoise, 1998/3/p. 131 ss. - Auszug aus dem Entscheid der Gesundheits- und Fürsorgedirektion des Kantons Bern vom 28. April 1997 (GEF 719/1994).  
*Staatliche Aufsicht über Medizinalpersonen.*

##### **GENEVE**

Semaine judiciaire 1998, p. 125 - Cour de cassation, 28 février 1997.



*Critères déterminants pour choisir entre l'internement et l'hospitalisation d'un délinquant irresponsable. Importance du critère de la dangerosité pour les tiers.*

## GRAUBÜNDEN

ZGRG 1/1998, p. 15 ss

*Zahnarztvertrag; Rechtsnatur; unsorgfältige Vertragsausführung (Art. 394 ff OR)*

## JURA

RJJ 1/1997, p. 23-26-TF 10.01.1997

*Opticienne au bénéfice d'un CFC demandant à pouvoir procéder aux examens de la vue et à l'adaptation des lentilles de contact. Refus de l'autorité administrative de reconnaître l'équivalence d'une autorisation obtenue dans un autre canton. Droit acquis. Principe de légalité et d'égalité.*

RJJ 1/1997, p. 75-83 - Tribunal cantonal, 26.03.1997

*Décision du juge d'instruction ordonnant l'expertise psychiatrique d'un prévenu et ordonnant son maintien en milieu psychiatrique, recours du prévenu.*

## SCHAFFHAUSEN

Amtsbericht des Obergerichts 1997, S. 127 ff. - Entscheid des Obergerichts vom 3.1.1997 in S. D.

*Art. 2 Abs. 1 und Art. 3 OHG. Soforthilfe im Strafverfahren an das Opfer eines Angriffs auf seine sexuelle Integrität.*

## TICINO

RIDA 11/1997, p. 52-54

*Lsan. Art. 56, 59 Lsan. Revoca dell 'autorizzazione d'esercizio a un farmacista condannata penalmente.*

RIDA 11/1997, p. 226-227

*LAINF. Art. 6 cpv. 3, 70 LA/NF. Diritto alla cura appropriata dei postumi d'infortunio.*

## ZÜRICH

Revue du droit de la propriété intellectuelle, de l'information et de la concurrence, 1997/2/p. 2085 - Handelsgericht Zürich vom 2. Juli 1996.

*"Erythropoietin II", PatG 8 \_ I \_ 26, 66d 77, 117 1 und EPÜ 52 I \_ 53, 57, 67.*

## ZUG

Revue du droit de la propriété intellectuelle, de l'information et de la concurrence, 1997/4/p. 4055. - Obergericht Zug vom 21. Juni 1996.

*"Erythropoietin III", PatG 8, 51, 77 und SV 4.*

## Doctrine / Lehre

### I. Doctrine internationale et étrangère (Sélection)

#### Internationale und fremde Lehre (Auswahl)

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

#### - ARTICLES / AUFSÄTZE

#### - Droits des patients -

ANDREWS L, NELKIN D., Whose body is it anyway? Disputes over body tissue in a biotechnology age. *Lancet*

1998; 351: 53-57.

ANNAS G J., A National Bill of Patients' Rights. *New England Journal of Medicine* 1998; 338:695-699.

BERGHMANS RLP., Advance directives for non-therapeutic dementia research: some ethical and policy considerations. *Journal of medical ethics* 1998; 24:32-37.

BERNARD E.-A., BERNARDET P., La motivation par référence des décisions d'hospitalisation d'office, ou le juge administratif aliéné par son fou, *Revue de droit sanitaire et sociale*, 1997, no3, p. 487ss.

Case study: An alert and Incompetent Self. The Irrelevance of Advance Directives. Commentaries by DRESSER R. and ASTROW AB. *Hasting Center Report* 1998; January-February:28-30.

COLETTE-BASECQZ N., DEMARS S., VERHAEGEN M.-N., L'enfant mineur d'âge dans le contexte de l'activité médicale, *Revue de droit de la santé* 3 (1997-98), n° 3, p. 166-184

DRAPER H., Treating anorexics without consent: some reservations. *Journal of medical ethics* 1998; 24:5-7.

ELZER O., Die Grundrechte Einwilligungsunfähiger in klinischen Prüfungen - ein Beitrag zum EMRÜ-Biomedizin, *MedR*, 1998, no3, p. 122ss.

FERGUSON PR., Causing death or allowing to die? Developments in the law. *Journal of medical ethics* 1998; 23: 368-372.

FRIEDMAN ROSS L, Health Care Decision making by Children Is It in Their Best Interest? *Hasting Center Report* 1997; November-December: 41-45

GADD E., Changing the law on decision making for mentally incapacitated adults. Should advance directives have a statutory basis? *BMJ* 1998; 316: 90.

HAIMOWITZ S, DELANO SJ, OLDHAM JM., Uninformed Decision making. The Case of Surrogate Research Consent. *Hasting Center Report* 1997; November-December: 9-15.

HONDIUS F.W., Protecting Medical and Genetic Data, *European Journal of Health Law* 1997 n° 4, p. 361-388

OSUNA E, PEREZ-CARCELES MD, ESTEBAN MA, LUNA A., The right to information for the terminally ill patient. *Journal of medical ethics*, 1998; 24: 106-109.

POPE HG., Recovered memories of childhood sexual abuse. The Royal College of Psychiatrists issues important precautions. *BMJ* 1998; 316: 488-489.

SHUSTER E., The Nuremberg Code: Hippocratic ethics and human rights. *Lancet* 1998; 351: 974-977.

WEIR R, PETERS c., Affirming the Decisions Adolescents Make about Life and Death. *Hasting Center Report* 1997; November-December: 29-40

- Mesures médicales spéciales -

BONNICKSEN AL., Procreation by Cloning : Crafting Anticipatory Guidelines, *The Journal of Law, Medicine & Ethics* 25 (1997), p. 273-282

ESCHYLLE J.-F., Le juge de l'assistance éducative et l'IVG des mineures célibataires, *Revue de droit sanitaire et sociale*, 1997, no3, p. 639ss.

GALLOUX J.-c., L'indemnisation du donneur vivant de matériels biologiques, *Revue de droit sanitaire et sociale*, 1998, no1, p. 2ss.

HORS-CAYLA M. c., CAYLA J.-S., Progrès et limites du diagnostic prénatal, *Revue de droit sanitaire et sociale*, 1997, no 4, p. 772ss.

MELZER D., Patent protection for medical technologies: why some and not others? *Lancet* 1998;351 :518-519.

PRICE D., AKVELD H., Living Donor Organ Transplantation in Europe: Re-evaluating its Role, *European Journal of Health Law* 1998 n° 1, p. 19-44

- Exercice des professions de la santé, politique professionnelle -

FLEISCH G., STEINER P., Werbeverbot für Krankenanstalten, *Recht der Medizin* 5 (1998) n° 1, p. 10-14

HART D., Ärztliche Leitlinien - Definitionen, Funktionen, rechtliche Bewertungen. Gleichzeitig ein Beitrag zum medizinischen und rechtlichen Standardbegriff, *MedR*, 1998, no1, p. 8ss.

ROSCAM-ABBING H.D.M., The Rights of the Patient to Quality of Medical Practice and the Position of Migrant Doctors within the EU, *European Journal of Health Law* 1997 n° 4, p. 347-360

- Système de santé, politique de la santé -

FARRER M, HALL W., The Swiss heroin trials: testing alternative approaches. prescribed heroin is likely to have a limited role. *BMJ* 1998; 316: 639

GANGAROSA EJ, GALZKA AM, WOLFE CR and al, Impact of anti-vaccine movements on pertussis control : the untold story. *Lancet* 1998; 351: 356-361

MOURIER H., La répression de la consommation de stupéfiants en Europe, *Revue de droit sanitaire et sociale*, 1998, no1, p. 51 ss.

PARALUSZ K.M., Ashes ta Ashes : Why FDA Regulation of Tobacco Advertising May Mark the End of the Road for the Marlboro Man, *American Journal of Law & Medicine* XXXIV (1998), p. 89-122

- Agents thérapeutiques -

TURNER S, LONGWORTH A, NUNN AJ and al, Unlicensed and off label drug use in paediatric wards: prospective study. *BMJ* 1998; 316: 343-345.

VIALA G., La libre circulation des médicaments et ses limites, au travers de la jurisprudence de la Cour de justice des Communautés européennes, *Revue de droit sanitaire et sociale*, 1998, no1, p. 81ss.

- Responsabilité médicale -

LEITNER M., Schiedsstelle in Arzthaftpflichtfragen. Überblick in Österreich, *Recht der Medizin* 5 (1998) n° 1, p. 7-10

- Ethique biomédicale -

BLUNT J, SAVULESCU J, WATSON AJM, Meeting the challenges facing research ethics committees: some practical suggestions. *BMJ* 1998; 316: 58-61.

Ethical debate. Child sexual abuse: when a doctor's duty to report abuse conflicts with a duty of confidentiality to the victim. DAVID TJ. The woman who wanted to see her paediatric hospital records. WYNNE J. Social services can act on anonymous information about abuse. KESSEL AS. Confidentiality may be overvalued. BRAZIER M. Wider public interest may come before issues of confidentiality. *BMJ* 1998; 316: 5557.

Ethical debate. Sex, drugs, and the invasion of privacy. SAVULESCU J, MARSDEN R, HOPE T. Respect for privacy and the case of Mr K. SAUNDERS M. Commentary: Hospital can never be home. CARLYLE R. Commentary: Silence may be the best advocacy. GOUGH P. Commentary: Nurses should recognise patient's rights to autonomy. ANNAS GJ. Commentary Patients should have privacy as long as they do not harm themselves or others. *BMJ* 1998; 316: 921-924.

GAMBIA GOVERNEMENT / Medical Research Joint Ethical Committee, Ethical issues medical research in developing countries. *Lancet* 1998; 351: 286-287.

KORENMAN SG, BERK R, WENGER NS and al., Evaluation of the Research Norms of Scientists and Administrators Responsible for Academic Research Integrity. *JAMA* 1998; 279: 41-47.

WILLIAMS G., Misleading, unscientific, and unjust: the United Kingdom's research assessment exercise. *BMJ* 1998; 316: 1079-1082.

- SIDA -

GOSTIN LO, WEBBER DW, HIV Infection and AIDS in the Public Health and Health Care Systems. The Role of Law and Litigation. *JAMA* 1998;279: 11 08-1113.

- Médecine légale -

HANZLICK R, COMBS D., Medical Examiner and Coroner Systems. History and Trends, *JAMA* 1998;279 : 870-874.

- OUVRAGES ET MONOGRAPHIES / BÜCHER UND MONOGRAPHIEN

JUEN Thomas, Arzthaftungsrecht, Vienne 1997

DEUTSCH Erwin, Medizinrecht, 3. Aufl., Berlin, Heidelberg 1997

POWILLEIT Simone, Sozialrechtliche Aspekte der HIV-Infektion (thèse), Münster 1998

## **II. Doctrine suisse / Schweizerische Lehre**

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

- ARTICLES / AUFSÄTZE

- Assurances sociales, planification -

BALTHASAR A, Evaluation de la loi sur l'assurance-maladie: principe, in: *Sécurité sociale* 1/1998, p.18-20

FESSLER Josi, Zur (teilweisen) Kostenübernahmepflicht der Kantone bei medizinisch begründeter (teil-) stationärer Behandlung von Einwohnern des Kantons in ausserkantonalen Spitälern im Rahmen der obligatorischen Krankenpflegeversicherung (Art. 41 Abs. 3 KVG), in: *ZBJV/RSJB* 1998, p. 109 ss

GUNTERN O., Communication du diagnostic aux assureurs-maladies: la transmission systématique des codes CIM-10, in: *BMS* 8/1998, p. 282-284

KUHN HP., LAMa!: modification de certaines ordonnances, in: *BMS* 4/1998, p. 95-96

KUHN HP., Révision de l'OLAA: l'essentiel pour le médecin, in: *BMS* 4/1998, p. 97-98

- Mesures médicales spéciales -

HANGARTNER Yvo, Bundesmonopol à discrétion, *AJP* 1998/1, p. 122 (à propos du Message du CF sur l'article 24decies - les transplantations d'organes)

STREBEL Dominique, Notwehrrecht auf Lüge bei Gentests, in: *Plädoyer* 1/1998, pp. 24-26

- Agents thérapeutiques -

VOZEH S., KENZELMANN R., Communication de l'OICM concernant les exigences relatives à l'admission des génériques en Suisse, in: *BMS* 5/1998, p. 155-156

- Système de santé, politique de la santé -

KOCH-WULKAN Pedro, Evaluation de l'utilité des méthodes de médecines « parallèles » : on touche au but ! in: *Sécurité sociale* 1/1998, p. 21

PERRIN Catherine, Les objectifs de la promotion de la santé - Renforcer la compétence et la responsabilité personnelle, in: *Sécurité sociale* 1/1998, p. 31-32

- Divers -

BOVA Y B. et coll., La jurisprudence du Tribunal fédéral en matière de droit public en 1996, *RDAB* 5-6/1997 (notamment A TF 122 I 18, compatibilité des dispositions de procédure zurichoise en matière de privation de liberté avec les art. 397a ss CC, p. 380-382 et 414-415; A TF 122 I 153, protection des données dans le cadre d'un clinique psychiatrique, droit de consulter un dossier médical, non-révélation d'informations provenant de personnes étrangères à la clinique et du nom de ces personnes, p. 417-420; ATF 122 III 101, Responsabilité de l'Etat, activité privée au sein d'un hôpital public, p. 601-602; *Zbl* 1996, p. 278, Devoir d'informer du médecin, consentement éclairé du patient, causalité hypothétique, p. 603-604

- OUVRAGES ET MONOGRAPHIES / BÜCHER UND MONOGRAPHIEN

MALACRIDA Roberto, MARTINOLI Sebastiano, WULLSCHLEGER Roberta (éd.), *Donazioni e trapianti d'organo - Gii xenotrapianti*, Comano 1998.

\*\*\*\*\*

# **SAN-NEWS N°7**

septembre 1998, comprenant la période allant du 15 avril 1998 au 15 août 1998

## **Législation / Gesetzgebung**

### **I. Droit international (Sélection) / Internationales Recht (Auswahl)**

DROIT ÉDICTÉ / ERLASSENES RECHT

-----

RAPPORTS, RECOMMANDATIONS, DÉCLARATIONS, PROPOSITIONS, ETC. / BERICHTE, EMPFEHLUNGEN, ERKLÄRUNGEN, VORSCHLÄGE, ETC.

-----

### **II. Droit communautaire / Europarecht (JOCE 1.5.98 - 31.8.98)**

DROIT ÉDICTÉ / ERLASSENES RECHT

1. Règlement (CE) n° 1069/98 de la Commission du 26 mai 1998 modifiant le Règlement (CE) n° 542/95 du 10 mars 1995 concernant l'examen des modifications des termes de l'autorisation de mise sur le marché des médicaments relevant du champ d'application du règlement (CEE) n° 2309/93 du Conseil, JO L 153/11 du 27 mai 1998

2. Règlement (CE) n° 1146/98 de la Commission du 2 juin 1998 modifiant le Règlement (CE) n° 541/95 concernant l'examen des modifications des termes d'une autorisation de mise sur le marché d'un médicament délivrée par l'autorité compétente d'un Etat membre, JO L 159/31 du 3 juin 1998

3. Règlement (CE) n° 1139/98 du Conseil du 26 mai 1998 concernant la mention obligatoire, dans l'étiquetage de certaines denrées alimentaires produites à partir d'organismes génétiquement modifiés, d'informations autres que celles prévues par la directive 79/112/CEE, JO L 159/4 du 3 juin 1998

4. Directive 98/24/CE du Conseil du 7 avril 1998 concernant la protection de la santé et de la sécurité des travailleurs contre les risques liés à des agents chimiques sur le lieu de travail (quatorzième directive particulière au sens de l'article 16, paragraphe 1, de la directive 89/391/CE), JO L 131/11 du 5 mai 1998

5. Directive 98/44/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 juillet 1998 relative à la protection juridique des inventions biotechnologiques, JO L 213/13 du 30 juillet 1998

RAPPORTS, RECOMMANDATIONS, DECLARATIONS, PROPOSITIONS, ETC. / BERICHTE, EMPFEHLUNGEN, ERKLÄRUNGEN, VORSCHLÄGE, ETC.

1. Recommandation 98/463/CE du Conseil du 29 juin 1998 concernant l'admissibilité des donneurs de sang et de plasma et le dépistage pratiqué sur les dons de sang dans la Communauté européenne, JO L 203/14 du 21 juillet 1998

2. Communications de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 93/42/CEE du Conseil relative aux dispositifs médicaux, JO C 144/2 du 9 mai 1998 et JO C 268/5 du 27 août 1998

3. Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 90/385/CEE du Conseil relative aux dispositifs médicaux implantables actifs, JO C 268/4 du 27 août 1998

4. Communications de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 90/385/CEE du Conseil relative aux dispositifs médicaux implantables actifs et de la directive 93/42/CEE du Conseil relative aux dispositifs médicaux, JO C 144/3 du 9 mai 1998 et JO C 268/3 du 27 août 1998

5. Communication de la Commission concernant les procédures communautaires d'autorisation de mise sur le marché des médicaments, JO C 229/4 du 22 juillet 1998

6. Communication de la Commission concernant l'application des dispositions transitoires de la directive 93/42/CEE relative aux dispositifs médicaux, JO C 242/5 du 1er août 1998

7. Conclusions du Conseil du 30 avril 1998 concernant l'intégration dans les politiques communautaires des exigences en matière de protection de la santé, JO C 169/1 du 4 juin 1998

8. Position commune (CE) No 30/98 arrêtée par le Conseil le 23 mars 1998 en vue de l'adoption de la directive 98/.../CE du Parlement européen et du Conseil du ... relative aux dispositifs médicaux de diagnostic in vitro et exposé des motifs du Conseil, JO C 178/7 du 10 juin 1998

### **III. Droit étranger (Sélection) / Fremdes Recht (Auswahl)**

#### **BELGIQUE**

1. Loi du 10 décembre 1997 visant la réorganisation des soins de santé, *Revue de droit de la santé* 4 (1998-99), p. 68

2. Arrêté royal sur le prélèvement et l'allocation d'organes, du 24 novembre 1997, *Revue de droit de la santé* 4 (1998-99), p. 68

### **IV. Droit fédéral / Bundesrecht**

#### **DROIT EDICTE / ERLASSENES RECHT [RO/AS, FF/BB1.5.98 - 31.8.98]**

1. Ordonnance sur l'assurance-maladie (OAMal), du 27 juin 1995 (RS 832.102). Modification du 15 juin 1998, en vigueur dès le 1er août 1998 (articles 26, 36 alinéa 4 et 110), RO 1998 1819

2. Ordonnance sur la compensation des risques dans l'assurance-maladie (OCoR), du 12 avril 1995 (RS 832.112.1).

Modification du 15 juin 1998, en vigueur dès le 1er janvier 1999 (articles 4, 6, 6a, 10, 11, 12, 13 et 13a), RO 1998 184 1

3. Ordonnance sur les dispositifs médicaux (ODim), du 24 janvier 1996 (RS 819.124).

Modification du 20 mai 1998, en vigueur dès le 10 juin 1998 (articles 3, 6, 21 et nouvelle teneur de l'annexe 3), RO 1998 1496

4. Ordonnance portant édicton de la pharmacopée (Opha), du 20 août 1997 (RS 812.211).

Modification du 1er juillet 1998, en vigueur dès le 1er août 1998, (nouvelles éditions de la pharmacopée) RO 1998 1791

#### **MESSAGES, RAPPORTS ET DECISIONS OFFICIELS BOTSCHAFTEN, AMTLICHE BERICHTE UND BESCHLUESSE**

1. Arrêté fédéral concernant un article constitutionnel sur la médecine de la transplantation, du 26 juin 1998, FF 1998 3059

*L'article 24decies Cst proposé (scrutin prévu 1999) a la teneur suivante:*

1. La Confédération édicte des dispositions dans le domaine de la transplantation d'organes, de tissus et de cellules. Ce faisant, elle veille à assurer la protection de la dignité humaine, de la personnalité et de la santé.

2. Elle veille à une répartition équitable des organes.

3. Le don d'organes, de tissus et de cellules humaines est gratuit. Le commerce d'organes humains est interdit.

2. Message relatif à la modification de l'arrêté fédéral sur le contrôle du sang, des produits sanguins et des transplants, du 3 juin 1998, FF 1998 3209

*L'objet de cette révision est de réglementer provisoirement les xénotransplantations, en attendant la future loi fédérale sur les transplantations. Elle interdit les xénogreffes sauf dans le cadre d'essais cliniques autorisés par l'OFSP et en cas de preuve de l'innocuité et de l'utilité thérapeutique, avec l'autorisation de l'OFSP*

3. Initiative populaire fédérale "pour un revenu assuré en cas de maladie (Initiative indemnité journalière)". Examen préliminaire de la Chancellerie fédérale, décision du 2 juin 1998, FF 1998 2810

*L'initiative propose d'introduire une assurance d'indemnités journalières en cas de maladie, obligatoire pour tous les travailleurs. Financée par moitié par les employeurs, l'assurance verserait 80% au moins du gain assuré dès le 31<sup>e</sup> jour de maladie pendant au moins 730 jours des 900 jours qui suivent.*

4. Initiative populaire fédérale "pour la mère et l'enfant - pour la protection de l'enfant à naître et pour l'aide à sa mère dans la détresse". Examen préliminaire de la Chancellerie fédérale, décision du 19 mai 1998, FF 1998 2573

*L'initiative propose d'incriminer toute interruption de grossesse sauf lorsque la continuation de la grossesse met la vie de la mère en danger et que ce danger, imminent et de nature physique, est impossible à écarter autrement.*

5. Rapport de la Commission des affaires juridiques du Conseil national sur l'initiative parlementaire concernant la modification du Code pénal relativement à l'interruption de grossesse, du 19 mars 1998, FF 1998 2629

*La majorité de la Commission propose principalement de décriminaliser l'interruption de grossesse pratiquée dans les quatorze semaines suivant le début des dernières règles.*

6. Initiative populaire fédérale "Droits égaux pour les personnes handicapées". Examen préliminaire de la Chancellerie fédérale, décision du 21 juillet 1998, FF 1998 3460

*L'initiative propose d'ancrer dans un article 4bis de la Constitution le principe de l'égalité de droit pour les personnes handicapées.*

7. Rapport de la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil national sur l'initiative parlementaire concernant le traitement égalitaire des personnes handicapées, du 13 février 1998, FF 1998 2081

8. Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée au Registre clinique des tumeurs de l'hôpital de l'Île à Berne, du 9 juin 1998, FF 1998 2650

9. Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée à la Clinique universitaire de Balgrist, du 28 juillet 1998, FF 1998 3424

10. Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée à l'Institut für Rechtsmedizin der Universität Zürich-Irchel, du 4 août 1998, FF 1998 3464

11. Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée à l'Institut für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte de l'Université de Zurich pour une étude intitulée "Psychiatriegeschichte in der Deutschschweiz in der ersten Hälfte des 20. Jahrhunderts", du 21 juillet 1998, FF 1998 3321

12. Préavis de la Commission de la Concurrence du 9 mars 1998 sur l'avant-projet de loi fédérale sur la formation de base, la formation postgrade et la formation continue des professions médicales (loi sur les professions médicales / LPMéd), in: DPC 1998/1, p. 109

## **V. Droit cantonal (Sélection) / Kantonaies Recht (Auswahl)**

(extrait du « Bulletin de Législation / Gesetzgebungsbulletin », avec l'autorisation de l'Institut du Fédéralisme, à Fribourg)

AARGAU

V über den Verkehr mit Heilmitteln vom 17.12.1973 (Änderung: Ingress, § 15 I, Herstellungs- und Grosshandelsbewilligung)



## BASEL-LAND

Spitalgesetz vom 24.06.1976 (Änderung: §9, Anstellungsbehörde; 10. Ärztinnen und Ärzte) (Eingeführt gemäss Personalgesetz)

V über die Naturärzteprüfung, vom 26.05.1998 (Hebt die V vom 14.12.1982 auf)

## GENEVE

R d'application de la L sur les prélèvements et les transplantations d'organes et de tissus, du 20.05.1998

## NEUCHÂTEL

L de santé du 06.02.1995 (Modification: Art. 83A nouveau, restriction en matière d'équipement) (Clause du besoin concernant les équipements lourds)

A concernant la mise en service d'équipements techniques lourds et d'autres équipements de médecine de pointe du 01.04.1998

R concernant l'exercice des professions médicales et autres professions de la santé du 02.03.1998 (Abroge l'A concernant la réclame dans les professions médicales, médicales auxiliaires et paramédicales du 09.06.1961, l'A sur le service de garde dans les professions médicales du 17.03.1986, le R concernant les techniciens-dentistes du 21.10.1952, le R concernant l'exercice de la profession de sage-femme du 23.06.1961 et le R sur l'exercice de la chiropratique et des professions médicales auxiliaires du 03.09.1952)

R provisoire d'exécution de la L de santé du 31.01.1996 (Modification introduite par l'art. 63 lit. f du R concernant l'exercice des professions médicales et des autres professions de la santé: Art. 7-9 abrogés)

## TICINO

R della L cantonale sul registro dei tumori dei 21.06.1994

## VAUD

A sur l'interdiction de certains médicaments amaigrissants (Abroge l'A du 21.09.1990)

R du 05.03.1986 concernant les laboratoires d'analyses pour la médecine humaine (Modification: Art. 12 abrogé)

L du 05.12.1978 sur la planification et le financement des établissements sanitaires d'intérêt public (Nombreuses modifications dans le cadre du Rapport NOPS, p. 225)

## ZÜRICH

V über die Ärztinnen und Ärzte, vom 06.05.1998 (Hebt die V vom 28.11.1963 auf)

V über die Dentalhygienikerinnen und Dentalhygieniker, vom 10.06.1998 (Dentalhygieneverordnung)

V über die Zahnprothetikerinnen und Zahnprothetiker (Zahnprothetikverordnung) (Hebt die V über die Zahnprothetiker vom 29.01.1975 auf)

V über die Zahnärztinnen und Zahnärzte (Zahnärzteverordnung) (Hebt die V über die Zahnärzte und die kantonal patentierten Zahntechniker vom 14.02.1963 auf)

Tous ces textes sont en vigueur / Alle Texte in Kraft.

## **V. Déclarations et directives éthiques et professionnelles** **Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien**

## INTERNATIONAL ET ETRANGER / INTERNATIONAL UND AUSLAND

1. Council on Ethical and Judicial Affairs, American Medical Association. Sale of Non-Health-Related Goods From Physicians' Offices. *JAMA* 1998;280:423427.563
2. Advanced Life Support Working Group of the European Resuscitation Council: The 1998 European Resuscitation Council guidelines for adult advanced life support. *BMJ* 1998; 316: 1863-1869
3. Basic Life Support Working Group of the European Resuscitation Council: The 1998 European Resuscitation Council guidelines for adult single rescuer basic life support. *BMJ* 1998; 316: 1870-1876.

SUISSE / SCHWEIZ

-----

## Jurisprudence / Rechtsprechung

### I. Jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme (Sélection)

(adresse internet: <http://www.dhcour.coe.fr> non valide le 15 avril 05, voir : [www.echr.coe.int](http://www.echr.coe.int) )

1. AFFAIRE PAILOT c. France (93/1997/877/1089) ARRÊT du 22 avril 1998 ; France - durée d'une procédure en réparation intentée par un hémophile infecté par le virus du SIDA à la suite de transfusions sanguines, au cours de laquelle un règlement amiable a été conclu devant la Commission.
2. AFFAIRE RICHARD c. France (106/1997/890/1102), ARRÊT du 22 avril 1998; France - durée d'une procédure en réparation intentée par un hémophile infecté par le virus du SIDA à la suite de transfusions sanguines, au cours de laquelle un règlement amiable a été conclu devant la Commission.
3. AFFAIRE HENRA c. France (110/1997/894/1106), ARRÊT du 29 avril 1998; France - durée d'une procédure en réparation intentée par un mineur infecté par le virus du SIDA dès sa naissance, au cours de laquelle un règlement amiable est intervenu devant la Commission.
4. AFFAIRE LETERME c. France (111/1997/895/1107), ARRÊT du 29 avril 1998; France - durée d'une procédure en réparation intentée par un hémophile infecté par le virus du SIDA à la suite de transfusions sanguines, au cours de laquelle un règlement amiable a été conclu devant la Commission.
5. AFFAIRE GAUTRIN et AUTRES c. France (38/1997/822/1025-1028), ARRÊT du 20 mai 1998; France - absence de publicité des débats devant le conseil régional d'Île-de-France et la section disciplinaire du conseil national de l'Ordre des médecins, et impartialité de ceux-ci.
6. AFFAIRE MCGINLEY ET EGAN c. Royaume-Uni (10/1997/794/995-996) ARRÊT du 9 juin 1998 ; Royaume-Uni - accès à des documents relatifs à la participation des requérants aux essais nucléaires sur l'île Christmas (règlement de la Commission de recours des pensions adopté en 1981 pour l'Ecosse),
7. AFFAIRE L.C.B. c. Royaume-Uni (14/1997/798/1001), ARRÊT du 9 juin 1998; Royaume-Uni - absence de mesures à l'égard de l'enfant d'un militaire stationné sur l'île Christmas pendant les essais nucléaires.
8. AFFAIRE AERTS c. Belgique (61/1997/845/1051), ARRÊT du 30 juillet 1998; Belgique - maintien pendant sept mois de l'internement, dans une annexe psychiatrique d'un établissement pénitentiaire ordinaire, et non dans un établissement de défense sociale désigné par la commission de défense sociale compétente.
9. AFFAIRE SHEFFIELD ET HORSHAM c. Royaume-Uni (31-32/1997/815-816/10181019), ARRÊT du 30 juillet 1998; Royaume-Uni - question de savoir s'il pèse sur l'Etat défendeur une obligation de reconnaître sur le plan

juridique la nouvelle identité sexuelle des requérantes, deux transsexuelles opérées, passées du sexe masculin au sexe féminin.

10. AFFAIRE HERTEL c. Suisse (59/1997/843/1049), ARRÊT du 25 août 1998; Suisse - interdiction faite à un particulier d'affirmer la nocivité pour la santé humaine de l'absorption d'aliments préparés à l'aide de fours à micro-ondes, en réponse à la publication d'un article (loi fédérale contre la concurrence déloyale du 19 décembre 1986).

11. AFFAIRE ERKALO c. Pays-Bas (89/1997/873/1085), ARRÊT du 2 septembre 1998; Pays-Bas - maintien d'un aliéné en détention malgré l'expiration de l'ordonnance de placement initiale.

12. AFFAIRE B.B. c. France (47/1998/950/1165), ARRÊT du 7 septembre 1998; France - menace de renvoi d'un ressortissant congolais (ex-Zaïre) atteint du sida vers son pays d'origine où il ne pourrait pas bénéficier d'un traitement médical approprié.

## **II. Jurisprudence de la Commission européenne des droits de l'homme (Sélection)**

(adresse internet : <http://www.dhcommhr.coe.fr> non valide le 15 avril 05, voir : <http://www.echr.coe.int/> )

Requête No 38212/97, F.E. contre FRANCE; Rapport de la Commission adopté le 22 avril 1998.

*L'affaire a trait au rejet d'une action civile intentée par /e requérant, contaminé par le virus du SIDA prétendument à la suite d'une transfusion, au motif qu'il avait accepté un versement à titre gracieux d'un fond d'indemnisation. Le requérant se plaint que l'accès à un tribunal lui a été refusé et que la procédure n'a pas abouti dans un délai raisonnable. Il invoque l'art. 6 par. 1 CEDH. La Commission a décidé de saisir la Cour.*

*En outre, la Commission plénière a adopté, au titre de l'art. 31 de la Convention, 7 rapports dans lesquels elle exprime un avis sur le fond des affaires, dont notamment l'affaire Andrzej JASTREBSKI c. Pologne (requête No 25669/94) qui porte sur le caractère prétendument insuffisant des soins médicaux dispensés à un détenu (Note d'information No 150 sur la 278e session de la Commission, Strasbourg 18.5-29.5.98)*

## **III. Jurisprudence des juridictions communautaires (Sélection)**

1. Revue de droit de la santé 4 (1998-99), p. 56 - (JCE, 28 avril 1998 (suivi d'une note, p. 60)

*Les articles 59 et 60 du Traité CE s'opposent à une réglementation nationale qui subordonne à l'autorisation de l'organisme de sécurité sociale de l'assuré le remboursement, selon le barème de l'Etat d'affiliation, des prestations de soins dentaires fournies par un orthodontiste établi dans un autre Etat membre.*

2. JO ( 209/4 du 4 juillet 1998 - (JCE, arrêts du 28.4.1998 Decker (C-120/95) et Kohll (C-158/96), également dans MedR 1998/7, pp. 317 ss avec une note de Heinrich HANIKA (voir aussi arrêt 1 ci-dessus)

*Un citoyen de l'UE a le droit d'acheter des lunettes prescrites médicalement (arrêt Decker) ou d'effectuer un traitement dentaire (arrêt Kohll) dans un autre pays de l'Union et de se faire rembourser par l'assurance sociale de son pays d'origine selon les tarifs de cette dernière.*

## **IV. Jurisprudence étrangère (Sélection)**

### **Fremde Rechtsprechung (Auswahl)**

#### **ALLEMAGNE**

1. MedR 1998, H. 4, p. 175 : BGH, Urt. v. 2.12.1997 - VI ZR 386/96 - (résumé)

*Faute grave de traitement d'un médecin généraliste d'un service d'urgence à qui l'on reprochait de ne pas avoir détecté le risque de suicide d'une personne psychologiquement diminuée (hallucinations, problèmes moteurs) ?*

2. MedR 1998, H. 4, p. 175: OLG K61n, Urt. v. 17.2.1997 - 5 U 112/96 - (résumé) *Patient souffrant de graves brûlures, infecté de l'hépatite B par transfusion. Consentement hypothétique du patient qui n'a pas été informé du risque de transmission.*

3. MedR 1998, H. 4, p. 175 : BVerwG, Urt. v. 22.1.1998 - 3 C 6/97 - (résumé) *L'installation d'un guichet pour automobilistes à une pharmacie est illicite, d'autant plus que la loi oblige les pharmaciens à conseiller leurs clients. Le guichet d'une pharmacie de service n'est pas comparable.*

4. MedR 1998, H. 4, pp. 176 ss : BVerfG, Beschl. v. 12.11.1997 - 1 BvR 479/92, 1 BvR 307/94

*Existence d'un dommage (« Familienplanungsschaden ») lors d'une stérilisation manquée et d'un conseil erroné en génétique? Divergence de la jurisprudence des 1er et 2ème Séats du BVerfG.*

5. MedR 1998, H. 7, pp. 326 ss : BGH, Urt. v. 3.12.1997 - 2 StR 397/97 -, avec une note du Prof. Horst JUNG et de Peter WIGGE

*La prise de radiographies non indiquées médicalement, à l'aide d'un appareillage techniquement irréprochable, peut remplir la prévention de lésion corporelle grave au sens de l'art. 223a du CP allemand*

6. MedR 1998, H. 6, p. 269 : BVerfG, Beschl. v. 15.12.1997 - 1 BvR 1953/97

*Pas de droit constitutionnel à ce qu'un traitement particulier de médecine complémentaire soit remboursé par une caisse-maladie.*

## ANGLETERRE

Medical Law Review 5 (1997), p. 317 - Re M.B., Court of Appeal

*Femme enceinte. Traitement médicalement nécessaire. Appréciation de la capacité à consentir. Prise en compte de l'intérêt du fœtus?*

## AUTRICHE

1. Recht der Medizin 1998, p. 118 - VfGH, 2 mars 1998

*Clause du besoin pour l'ouverture d'une pharmacie. Constitutionnalité?*

2. Recht der Medizin 1998, p. 125 - OGH, 10 juillet 1997

*La mère d'un nourrisson doit être informée sur les risques du vaccin contre la tuberculose.*

## BELGIQUE

1. Revue de droit de la santé 4 (1998-99), p. 30 - Tribunal de Commerce, Bruxelles, 26 décembre 1994

*La loi sur les médicaments interdit aux fabricants d'offrir des avantages aux personnes habilitées à prescrire des médicaments, notamment des invitations à des colloques à l'étranger incluant des activités touristiques et gastronomiques.*

2. Revue de droit de la santé 4 (1998-99), p. 38 - Arbeidsrechtbank Dendermonde,

5 janvier 1998 (suivi d'une note, p. 43)

*L'employeur abuse de son droit de licenciement lorsqu'il renvoie un travailleur à cause de sa séropositivité. L'employeur commet une faute s'il soumet un travailleur à un test H/V à son insu.*

## V. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung

1. ATF 124 I 40 - Tribunal fédéral, 1<sup>ère</sup> Cour de droit public, 27 février 1998 (voir aussi la note de Marc FORSTER in: RSJBIZBJV 4/1998, p. 299)

*Garantie de la liberté personnelle. Expertise psychiatrique dans une procédure d'interdiction. Il est disproportionné de faire amener de force, par la police, une personne très âgée, fragile et nécessitant des soins, dans un hôpital psychiatrique aux fins de la soumettre à une expertise.*

2. ATF 124 I 80 - Tribunal fédéral, 1<sup>ère</sup> Cour de droit public, 20 mars 1998

*Il n'est pas contraire à la liberté personnelle de soumettre à une prise de sang et à une analyse d'ADN une personne soupçonnée d'avoir commis de graves délits sexuels. Si l'analyse est négative, l'échantillon de sang et les données personnelles doivent alors être détruits.*

3. ATF 124 II 241 - Tribunal fédéral, 2<sup>e</sup> Cour de droit public, 27 février 1998

*Taxe d'exemption du service militaire. Exonération en raison d'un handicap physique ou mental majeur. Cette dernière notion doit être comprise dans un sens médical et non pas dans celui de l'assurance-invalidité.*

4. ATF 124 III 229 - Tribunal fédéral, 2<sup>e</sup> Cour civile, 7 mai 1998

*Le juge civil est compétent pour juger des contestations relatives aux primes des assurances maladie*

*complémentaires. L'assureur peut fixer les primes selon le risque individuel. Il n'est pas tenu d'accorder une réduction de prime du fait des périodes d'assurance accomplies sous l'ancien droit.*

5. ATF 123 V 252 - Tribunal fédéral des assurances, 3 novembre 1997

*Confirmation de la jurisprudence (ATF 108 V 235) relative au remboursement par le régime des prestations complémentaires A VS/AI des frais de psychothérapie non couverts par l'assurance obligatoire des soins régie par la LAMal.*

6. ATF 123 V 280 - Tribunal fédéral des assurances, 13 novembre 1997

*Le Tribunal arbitral cantonal (89 LAMal) n'est pas compétent pour examiner la portée d'une clause d'indexation dans une convention entre une association cantonale de médecins et une fédération cantonale de caisses-maladie fixant la valeur du point. Changement de la jurisprudence ATF 119 V 326.*

7. ATF 123 V 290 - Tribunal fédéral des assurances, 16 décembre 1997

*Art. 41/3 LAMal. Le canton de résidence doit payer la différence de coûts aussi quand l'assuré séjourne, pour des raisons médicales, dans la division privée ou mi-privée d'un établissement sis hors canton, autorisé à fournir des prestations selon l'article 39 LAMal.*

8. ATF 123 V 310 - Tribunal fédéral des assurances, 19 décembre 1997 *L'obligation du canton de prendre en charge la différence de coûts pour un assuré hospitalisé hors canton pour des raisons médicales n'existe que vis-à-vis des hôpitaux publics ou subventionnés par les pouvoirs publics.*

9. ATF 124 V 7 - Tribunal fédéral des assurances, 16 mars 1998

*Le droit à des verres de contact à charge de l'AI n'existe que si ce moyen auxiliaire constitue le complément important de mesures médicales de réadaptation.*

10. ATF 124 V 12 - Tribunal fédéral des assurances, 16 janvier 1998

*Les frais d'entretien et d'utilisation des appareils acoustiques doivent être pris en charge par l'AI contrairement à ce que dit l'art. 7/3 OAMAI.*

11. ATF 124 V 19 - Tribunal fédéral des assurances, 23 février 1998

*Il n'y a pas de recours de droit administratif au TF contre un jugement cantonal appliquant les règles cantonales sur la réduction des primes dans l'assurance-maladie selon l'article 65 LAMal car ces règles constituent du droit cantonal autonome.*

12. ATF 124 V 29 - Tribunal fédéral des assurances, 3 mars 1998 (également publié dans RAMA 4/1998, p. 354-371 et RSJB/ZBJV 5/1998, p. 353)

*Art. 24 LAA, 36 OLAA. Il existe en principe un droit à une indemnité pour atteinte à l'intégrité en cas de troubles psychiques consécutifs à un accident qui présentent un caractère durable.*

13. ATF 124 V 52 - Tribunal fédéral des assurances, 10 février 1998 (voir aussi Semaine judiciaire 1998, p. 429 n° 69)

*Art. 21 LAA. Un assuré invalide à 100% dont l'état de santé nécessite une hospitalisation permanente a en principe droit à la prise en charge des frais (médicaux et non médicaux) d'hospitalisation.*

14. ATF 124 V 97 - Tribunal fédéral des assurances, 10 février 1998

*Les honoraires perçus par les médecins-chefs pour les traitements stationnaires prodigués à des patients de la division privée constituent des revenus d'une activité lucrative dépendante (art. 5 et 9 LAVS), à l'inverse des honoraires perçus pour les soins prodigués à la clientèle ambulatoire qui forment des revenus d'une activité lucrative indépendante.*

15. ATF 124 V 118 - Tribunal fédéral des assurances, 12 mars 1998 (également publié dans RAMA 2/3/1998, p. 148-152)

*L'infection par le virus HIV est une maladie. Confirmation de la jurisprudence ATF 116 V 239.*

16. ATF 124 V 128 - Tribunal fédéral des assurances, 17 mars 1998

*Litige entre un assuré et une caisse-maladie sur le tarif applicable à un acte médical. L'assuré peut saisir le tribunal cantonal des assurances ou requérir la caisse de saisir le tribunal arbitral cantonal d'une action contre le médecin.*

17. Semaine judiciaire 1998 430 - Tribunal fédéral des assurances, 1er mai 1997 *Névrose de revendication. Pas de causalité adéquate avec l'accident.*
18. Semaine judiciaire 1998 430 - Tribunal fédéral des assurances, 9 juillet 1997  
*La section accidentelle de la veine épigastrique, lors d'une intervention chirurgicale, ne constitue pas un accident. Il s'agit d'une erreur de traitement qui pouvait et devait être envisagée et non de la conséquence d'une confusion ou d'une méprise grossière et extraordinaire.*
19. Semaine judiciaire 1998 432 - Tribunal fédéral des assurances, 17 mars 1998  
*Pour fixer le tarif de la minéralométrie (ostéodensitométrie), le Tribunal administratif genevois doit se prononcer sous l'angle du principe de l'économie de traitement (et non reprendre une proposition de l'Association des médecins de Genève).*
20. JdT 19981 194 (= ATF 122 1153, cité in San-News no2 de janvier 1997)  
*Art. 4 Cst féd et la législation cantonale zurichoise. Consultation du dossier médical tenu par une clinique psychiatrique. Pesée des intérêts pour l'accès à des informations provenant de tiers.*
21. JdT 1998 IV 98 (= ATF 123 IV 1)  
*Pour un délinquant à responsabilité fortement restreinte, l'instance inférieure se devait de considérer l'internement conformément à l'art. 43 ch. 1 al. 2 CP.*
22. JdT 1998 IV 102 (= ATF 122 IV 292, cité in San-News n° 3 de mai 1997)  
*Le renvoi postérieur dans un établissement curatif au sens de l'art. 44 ch. 6 al. 2 CP, est également possible pour les alcooliques.*
23. SIC ! 2/1998, pp. 189 ss - arrêt du TF en la cause 2A.236/1997  
*Formes a) du droit d'accès aux données personnelles au sens de l'art 8 LPD et b) du droit de consulter les pièces dans une procédure, ainsi que leurs interférences, dans le cas d'un assuré contre son assureur LAA.*
24. RAMA 2/3/1998, p. 161-179, Décision du Conseil fédéral du 28 janvier 1998 dans la cause opposant la Fédération fribourgeoise des assureurs-maladie au gouvernement du canton de Fribourg  
*Fixation d'un tarif des établissements médico-sociaux dans un régime sans convention. - En l'absence de comptabilité analytique uniforme (art. 49, 6ème al, LAMal), plus les tarifs se rapprochent d'une couverture maximale des coûts à prendre en considération, plus les exigences portant sur la preuve de l'efficacité de ces coûts doivent être grandes. - Les actes qui touchent principalement à l'accompagnement, à l'aspect pédagogique, au développement des capacités personnelles ou aux relations sociales ne sont pas considérés comme des soins au sens de l'article 7 OPAS.*
25. RAMA 2/3/1998, p. 180-191, Entscheid des Bundesrates vom 9. März 1998 in Sachen Zürcher Krankenversicherer und Leistungserbringer gegen Regierungsrat des Kantons Zürich  
*Pflegeheimtarife im vertragslosen Zustand - Erläuterung einer Übergangslösung. - Gemäss Artikel 50 KVG können Versicherer mit Pflegeheimen pauschale Vergütungen vereinbaren. Wie bei den Spitälern sind dabei aber grundsätzlich die anrechenbaren Kosten des Pflegeheims gemeint, für welches konkret ein Tarif festgesetzt wird. Die Pflicht, dem tatsächlichen Pflegeaufwand Rechnung zu tragen, schliesst eine gewisse Pauschalisierung nicht aus; Ausnahmen sind allerdings nur dort zulässig, wo Pflegeheime bei entsprechender Struktur vergleichbare Kosten aufweisen. Soweit dies der Fall ist, dürfen daher gemeinsame Pauschalen festgesetzt werden und sogenannte Gruppentaxen verstossen nicht gegen Artikel 50 KVG.*
26. RAMA 2/3/1998, p. 192-204, Entscheid des Bundesrates vom 16. März 1998 in Sachen Schweizerischer Hebammenverband, Sektion beider Basel, und Kantonalverband BS Krankenversicherer gegen Regierungsrat des Kantons BS  
*Einzelleistungstarif : Festsetzung des Taxpunktwertes auf kantonaler Ebene im vertragslosen Zustand nach der Genehmigung einer gesamtschweizerischen einheitlichen Tarifstruktur durch den Bundesrat. - Der Taxpunktwert ist ein Bestandteil des Tarifgefüges. - Begriff des Einzelleistungstarifs.*
27. RAMA 2/3/1998, p. 205-221, Décision du Conseil fédéral du 16 mars 1998 dans la cause opposant la Fédération genevoise des assureurs-maladie et l'Association suisse des sages-femmes, section GE, au gouvernement du canton de Genève

*Tarif à la prestation: fixation de la valeur du point au plan cantonal (dans un régime sans convention) après approbation par le Conseil fédéral d'une structure tarifaire uniforme sur le plan suisse. - Définition du tarif à la prestation.*

28. RAMA 4/1998, p. 258-281, Entscheid des Bundesrates vom 29. April 1998 in Sachen Konkordat der Schweizerischen Krankenversicherer gegen den Regierungsrat des Kantons Basel-Stadt betreffend die Tarife für das Rehab Basel

*Tariffestsetzung im vertragslosen Zustand für die stationäre Behandlung im Rehabilitationszentrum für Querschnittgelähmte und Hirnverletzte.*

29. RAMA 4/1998, p. 282-288, Arrêt du TFA du 30 avril 1998

*Soins dentaires - les soins dentaires visés par l'article 31 alinéa 1 lettre c LAMal et l'article 19 OPAS englobent le rétablissement de la fonction masticatoire au moyen de prothèses dentaires, lorsqu'il s'est révélé nécessaire de procéder à l'extraction d'une dent, même si celle-ci est intervenue sous l'empire de la LAMA et n'était pas une prestation à charge de l'assurance-maladie.*

30. RAMA 4/1998, p. 289, Urteil des EVG vom 4. Mai 1998

*Begriff der Akutspitalbedürftigkeit nach neuem Recht. - Der Begriff der Akutspitalbedürftigkeit nach altem und neuem Recht ist grundsätzlich derselbe, weshalb die hiezu unter der Herrschaft des KUVG ergangene Rechtsprechung auch für die Beurteilung von Ansprüchen nach KVG gilt.*

31. RAMA 4/1998, p. 302-307, Urteil des EVG vom 11. Mai 1998

*Abgrenzung der Pflichtleistungen von den Nichtpflichtleistungen. Anwendung der IV-Rechtsprechung zum "Behandlungskomplex" in der KV.*

32. RAMA 4/1998, p. 322-335, Entscheid des Bundesrates vom 3. Juni 1998 in Sachen Spitex-Verband des Kantons Bern und Kantonalverband bernischer Krankenversicherer gegen den Regierungsrat des Kantons Bern

*Festsetzung des kantonalen Tarifs für spitalexterne Krankenpflege (Spitex-Tarif). - Das Gebot des Kostentransparenz gilt auch für den Spitex-Bereich, selbst wenn richtig ist, dass das KVG nur für Spitäler und Pflegeheime eine Kostenstellenrechnung -verlangt. Die vom Bundesrat entwickelte Maxime lässt sich sinngemäss auch auf den Spitex-Bereich übertragen.*

33. RAMA 4/1998, p. 354-371, Urteil des EVG vom 3. März 1998 i. Sa. D. M. *Integritätsentschädigung bei psychogenen Unfallfolgen (Art. 24 Abs. 1 UVG; Art. 36 Abs. 1 UVV).*

## **VI. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung**

### **AARGAU**

AGVE 1997,235 und 245 - Entscheid des Verwaltungsgerichts vom 14.01.1997 und 09.07.1997  
*Fürsorgerische Freiheitsentziehung. Entlassung aus der Anstalt.*

AGVE 1997, 237 und 242 - Entscheid des Verwaltungsgerichts vom 14.07.1997 und 25.02.1997  
*Fürsorgerische Freiheitsentziehung. Anstaltseinweisung und Zurückbehaltung in der Anstalt.*

### **BASEL-STADT**

BJM 1998 131 - Zivilgericht, 20 janvier 1998

*La naissance d'un enfant non désiré à l'origine, mais accepté et élevé par ses parents constitue-t-elle un dommage? (recours pendant)*

### **GENEVE**

1. Semaine judiciaire 1998, p. 416 - Tribunal administratif, 26 août 1997 (confirmé par le Tribunal fédéral, 21 janvier 1998)

*Port abusif d'un titre en chirurgie dermatologique. Manque de précautions lors d'une intervention sur des naevi. Médecin radié pour 4 mois.*

2. Semaine judiciaire 1998, p. 416 - Tribunal administratif, 4 février 1997 *Entreprise d'ambulances ayant effectué des transports d'urgence avec du matériel défectueux et des équipages non conformes à la loi. Avertissement et amende de Fr. 5'000.-.*

3. Semaine judiciaire 1998, p. 430 - Tribunal administratif, 23 octobre 1997  
*L'assuré qui, au moment de sa tentative de suicide, était incapable de discernement en raison d'une maladie mentale (psychose maniaco-dépressive) a droit aux prestations prévues par la LAA en cas d'accident.*

4. Semaine judiciaire 1998, p. 432 - Tribunal administratif, 4 février 1997  
*Une convention collective de travail ne peut pas obliger le travailleur à conclure un contrat d'assurance avec une caisse-maladie particulière.*

5. Semaine judiciaire 1998, p. 435 - Conseil d'Etat, 6 octobre 1997  
*Est titulaire du droit de disposer de la dépouille d'un proche qui n'a pris aucune disposition la personne qui était la plus étroitement liée au défunt. In casu, dernière compagne préférée aux membres de la famille de sang.*

6. Plädoyer 4/1998, p. 54 - Arrêt du 26.05.1998 du TA du canton de Genève  
*Prise en charge des soins dentaires.*

7. RDAF, 1998, no 3, p.282-288 - TF, 4.7.1997, V. c. Conseil d'Etat du canton de GE (= ATF 123 I 212 et SJ 1998, p. 45)

*Liberté du commerce et de l'industrie; Autorisation d'exercer la profession de physiothérapeute - Epoux étranger d'une suisse - Faculté d'invoquer la liberté du commerce et de l'industrie*

8. RDAF, 1998, no 3, p.289-296 - TF, 24.6.1997, G. Et V. SA c. Canton de GE (= ATF 123 I 201 et SJ 1998, p. 35)

*Liberté du commerce et de l'industrie; Restriction de faire de la publicité pour certains médicaments - principe de la proportionnalité*

## GRAUBÜNDEN

1. ZGRG 2/98, p. 69

*Entzug der ärztlichen Berufsausübungsbewilligung. Voraussetzungen für Verweigerung oder Entzug der Bewilligung zur Berufsausübung.*

2. PVG 1997, p. 23

*Fremdenpolizei Patientenbewilligung. Die Notwendigkeit einer medizinischen Behandlung in der Schweiz kommt als Bewilligungsgrund in Betracht.*

## JURA

1. RJJ, 1997,2, p. 155, TC - Ch. administrative, 26 sept. 1997

*Refus d'entrer en matière du médecin cantonal sur la demande de prise en charge par le canton de la différence de coût résultant d'une hospitalisation hors canton présentée par la Caisse-maladie, du fait que l'assuré a séjourné en division demi-privée. Recours. Devoir du canton de prendre en charge.*

2. RJJ, 1997,3, p. 229, TC - Ch. administrative, 26 juin 1997

*Placement provisoire en établissement psychiatrique ordonné par un médecin à l'encontre d'une personne souffrant d'alcoolisme.*

## NEUCHÂTEL

RDAF, 1998, no 3, p.306-311 - TF, 7.7.1997, C. SA c. Département de la justice, de la santé et de la sécurité

*Liberté du commerce et de l'industrie; Polyclinique médicale - interdiction de la signaler par une enseigne lumineuse - Principe de la proportionnalité; art. 31 Cst. Féd; art.4, 65 et 77 de la loi du 6 février 1995 de santé*

## ZÜRICH

1. ZBI 7/1998, p. 317 - Tribunal administratif, 18 décembre 1997 *Gesundheitswesen. Staatsbeiträge. Ais*



*vorsorgliche Massnahme im Rechtsmittelverfahren angeordnete Ausrichtung von noch nicht rechtskräftig zugesprochenen Staatsbeitragen an den Betrieb von Spitälern.*

2. Plädoyer 3/1998, p. 62

*Honoraires d'un psychiatre supérieurs à la moyenne de ses collègues; demande de remboursement partiel déposée par les caisses-maladie*

## **Doctrine / Lehre**

### **I. Doctrine internationale et étrangère (Sélection)**

#### **Internationale und fremde Lehre (Auswahl)**

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

### **ARTICLES / AUFSÄTZE**

#### **- Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux -**

ABRAHAM J, GRAHAM L. Secrecy and transparency of medicines licensing in the EU. *Lancet* 1998;352:480-482.

RIDGEWAY GL, HODGES CJS, KREUZER MH. Implications of European directives on medical devices. *Lancet* 1998;351:1831-1832.

#### **- Droits des patients, droit de la personnalité -**

BLAKE Meredith, Physician-assisted Suicide: A Criminal Offence or a Patient's Right, *Medical Law Review* 5 (1997), p. 294-316

BYK Christian, Le consentement des personnes vulnérables aux soins et à la recherche et la Convention européenne sur les droits de l'homme et la biomédecine, *Revue de droit de la santé* 3 (1997-98), p. 267-278

DETTMEYER R., MADEA B., Zur Aufklarungsproblematik bei geplanten intraoperativen Schnellschnitt-Untersuchungen und intraoperativen Zufallsbefunden mit Operationserweiterung, *MedR* 1998 H. 6, pp. 247 ss.

DUBOUIS L., La Convention sur les droits de l'homme et la biomédecine, *RD sanit. soc* 34 (2), avril-juin 1998, pp. 211 ss.

DUNET-LAROUSSE E., L'euthanasie: signification et qualification au regard du droit pénal, *RD sanit. soc.* 34 (2) avril-juin 1998, pp. 265 ss.

HANSSON MO. Balancing the quality of consent. *Journal of medical ethics* 1998;24: 182-187.

MEIER DE, EMMONS CA, WALLENSTEIN S and al., A National Survey of Physician-Assisted Suicide and Euthanasia in the United States. *New England Journal of Medicine* 1998;338: 1193-1201.

MERYN S. Improving doctor-patient communication. Not an option, but a necessity. *BMJ* 1998;316:1922.

MICHALOWSKI Sabine, Medical Confidentiality and Medical privilege - a Comparison of French and German Law, *European Journal of Health Law* 1998, vol. 5, p. 89-116

#### **- Ethique biomédicale -**

DOYAL L, GILLON R., Medical ethics and law as a core subject in medical education. *BMJ* 1998;316: 1623-1624.

Ethical debate. Should industry sponsor research? PROCTOR J C. Tobacco industry research: collaboration, not confrontation, is the best approach; SORELL T. Tobacco company sponsorship discredits medical but not all research; HANNUM H. Condemning the drinks industry rules out potentially useful research; EDWARDS G. If the drinks industry does not clean up its act, pariah is inevitable; LUCAS A. Collaborative research with infant formula companies should not always be censored; RUNDALL P. How much research in infant feeding comes from unethical marketing. *BMJ* 1998;317:333-339.

KORTNER Ulrich, Die ethische Dimension der Menschenrechtskonvention des Europarates zur Biomedizin, *Recht der Medizin* 1998, p. 106-111

VANDERPOOL HY. Critical ethical issues in clinical trials with xenotransplants. *Lancet* 1998;351: 1347-1350.

- Exercice des professions de la santé, politique professionnelle -

DEHLENDORF CE, WOLFE SM. Physicians Disciplined for Sex-Related Offences. *JAMA* 1998;279: 1883-1888.

MORRISON J, WICKERSHAM P. Physicians Disciplined by a State Medical Board. *JAMA* 1998;279:1889-1893.

- Mesures médicales spéciales -

ANNAS GJ. Why We Should Ban Human Cloning. *New England Journal of Medicine* 1998;339:122-125.

ANNAS GJ. Partial-Birth Abortion, Congress and the Constitution. *New England Journal of Medicine* 1998;339:279-283.

BECKMANN R., Der „Wegfall“ der embryopathischen Indikation, *MedR* 1998 H. 4, pp. 155 ss (concerne l'IVG).

BERNAT JL. A Defence of the Whole-Brain Concept of Death. *Hastings Center Report* 1998;vol 20, N° 2, march-april : 14-23.

BRADBURY LITTLE George, Comparing German and English Law on Non-consensual Sterilisation: A Difference in Approach, *Medical Law Review* 5 (1997), p. 269-293

CAYLA J.-S., Interdiction du clonage humain par le Conseil de l'Europe, *RD sanit. soc.* 34 (2) avr.-juin 1998, pp. 283 ss.

EATON S. The subtle politics of organ donation: a proposal. *Journal of medical ethics* 1998;24: 166-170.

KENNEDY I, SELLS RA, DAAR S and al. The case for "presumed consent" in organ donation. *Lancet* 1998;351: 1650-1652.

NEUBERGER J, ADAMS D, MacMASTER P and al., Assessing priorities for allocation of donor liver grafts: survey of public and clinicians. *SMJ* 1998;317: 172-175.

RADCLIFFE-RICHARDS J, DAAR AS, GUTTMANN RD and al. The case for allowing kidney sales. *Lancet* 1998;351: 1950-1952.

ROBERTSON JA. Human Cloning and the Challenge of Regulation. *New England . Journal of Medicine* 1998;339: 119-122;

SILLS ES, STRIDER W, HYDE HJ and al. Gynaecology, forced sterilisation, and asylum in the USA. *Lancet* 1998; 351: 1729-1730.

- Responsabilité médicale -

BERNAT Erwin, Compensation for Medical Injuries: Is There a Need for a Law Reform? An Austrian Viewpoint, *European Journal of Health Law* 1998, vol. 5, p. 117-127

- SIDA -

GRUSKIN S., The highest priority: making use of UN Conference documents to remind governments of their commitments to HIV/AIDS, *Health and human rights*, vol. 3 n° 1 (1998) pp. 107 ss.

WODAK A., Health, HIV infection, human rights, and injecting drug use, *Health and human rights*, vol. 2 n° 4 (1998) pp. 25 ss.

- Système de santé, politique de la santé -

ASTIN JA. Why Patients Use Alternative Medicine. Results of a National Study. *JAMA* 1998;279:1548-1553.

BAN NON MJ, ROSS EM. Administration of medicines in school: who is responsible. *BMJ* 1998;316:1591-1593.

BRA YNE H, SARGEANT L, BRA YNE C, Could boxing be banned? A legal and epidemiological perspective. *BMJ* 1998;316:1813-1815.

GREEN Kristen, Marketing Health Care Products on the Internet: A Proposal for Updated Federal Regulations, *American Journal of Law & Medicine* XXIV (1998), p. 365-386

HANIKA H., Europäische Gesundheitspolitik, *MedR* 1998 H. 5, pp. 193 ss (à propos de l'art. 152 du Traité de l'UE)

PIETER VAN DER MEI Anne, WADDLINGTON Lisa, Public Health and the Treaty of Amsterdam, *European Journal of Health Law* 1998, vol. 5, p. 129-154

REICHOW H., HARTLEB U., SCHMIDT W., Möglichkeiten medizinischer Datenverarbeitung und Datenschutz, *MedR* 1998 H. 4, pp. 162 ss.

ROSCAM ABBING Henriette, New Developments in International Health Law, *European Journal of Health Law* 1998, vol. 5, p. 155-169

#### OUVRAGES ET MONOGRAPHIES / BÜCHER UND MONOGRAPHIEN

GOBEN Jens, Das Mitverschulden des Patienten im Arzthaftungsrecht, Frankfurt am Main 1998.

HAUBERICH S., Haftung für neues Leben im deutschen und englischen Recht, Eine Darstellung am Beispiel der unerwünschten Geburt eines gesunden Kindes, Berlin 1998.

KOHLER Peter A., von MAYDELL Bernd (éd.), Arzthaftung - « Patientenversicherung » - Versicherungsschutz im Gesundheitswesen, Baden-Baden 1997.

KRANICH Christoph, BOCKEN Jan (éd.), Patientenrechte und Patientenunterstützung in Europa : Anregungen und Ideen für Deutschland, Baden-Baden 1997.

La législation sanitaire à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle, Recueil international de législation sanitaire 1998, vol. 49/1 (numéro spécial), p. 1-290.

16 contributions composent ce volume, réparties en trois chapitres: 1. Principes du droit de la santé; II. Le rôle du droit de la santé et la législation; III. Législation sanitaire: problèmes actuels et futurs défis.

LAUFS A., DIERKS Chr., WIENKE A., GRAF-BAUMANN 1., HIRSCH G. (éd.), Die Entwicklung der Arzthaftung, Berlin 1997.

Law, Medicine and Socially Responsible Research, *American Journal of Law & Medicine* XXIV (1998), p. 151-343

Ce numéro spécial contient 7 contributions dont une sur la recherche avec des enfants de L. GLANTZ (p. 213-244).

Les droits du patient: réalité ou illusion?, Actes du Congrès des 30-31 janvier 1998, Bruxelles, Revue de droit de la santé 3 (1997-98), n° 5, p. 365-575

Ce numéro spécial contient tous les rapports au Congrès ainsi que diverses propositions législatives relatives aux droits des patients en Belgique.

PY Bruno, La mort et le droit, Paris 1997

## **II. Doctrine suisse / Schweizerische Lehre**

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

### **ARTICLES / AUFSÄTZE**

#### **- Droits des patients, droit de la personnalité -**

DUMOULIN Jean-François, Ärztliche Aufklärungspflicht (note de jurisprudence sur l'information à raison du risque), *European Review of Private Law* 2/1997, p. 261

SPRUMONT Dominique, Droits des patients: survol de la législation, in: *Plädoyer* 4/1998, p. 41-46

#### **- Droit de la famille -**

HEGNAUER Cyril, Postmortale aussergerichtliche Abstammungsuntersuchung, *Revue du droit de tutelle* 1998, p. 154

MANDOFIA BERNEY Marina, l'expertise en paternité sur demande privée, *Revue du droit de tutelle* 1998, p. 129

#### **- Mesures médicales spéciales -**

CALAME Thierry, SCHWEIZER Rainer, Zum Patentierungsverbot der Gen-Schutzinitiative, *RSJ* 8/1998, p. 173

KOHLER Stefan, Stand und Entwicklung im Gentechnikrecht, in: *AJP/PJA* 5/98, p.519

#### **- SIDA -**

pARU Kurt, Dossier: Séropositivité/Sida et les assurances sociales - Pas encore de thérapie contre l'inégalité juridique - Trois cas tirés de la pratique - Analyse des principaux problèmes/Propositions de solution - Situation légale des malades du sida selon les assurances sociales particulières, in: *Sécurité sociale* 2/1998, p. 60-79

STREIT Peter, Dossier: Séropositivité/Sida et les assurances sociales - Réserves dans l'assurance-vie, in: *Sécurité sociale* 2/1998, p. 80

WAGNER Pierre, Dossier: Séropositivité/Sida et les assurances sociales - Infection par le VIH: la jurisprudence du Tribunal fédéral des assurances, in: *Sécurité sociale* 2/1998, p. 81-82

PEDERGNANA E. Ronald, Dossier: Séropositivité/Sida et les assurances sociales Infection par le VIH et le sida / la situation en matière de droit du contrat de travail, in: *Sécurité sociale* 2/1998, p. 83-84

SENN Rainer, Dossier: Séropositivité/Sida et les assurances sociales - Séropositivité et sida sur le lieu de travail: la Confédération employeur - un exemple à suivre ? La responsabilité sociale dans l'entreprise, un défi!, in: *Sécurité sociale* 2/1998, p. 83-84 .

- Système de santé, politique de la santé -

MOSER Janine, Introduction d'un carnet de santé: quels enjeux ?, in: *Sécurité sociale* 2/1998, p. 100-103.

NELLES J. FUHRER A, HIRSBRUNNER, HARDING TW, Provision of syringes: the cutting edge of harm reduction in prison? *BMJ* 1998;317:270-273. (publication suisse)

OUVRAGES ET MONOGRAPHIES / BÜCHER UND MONOGRAPHIEN

DUMOULIN Jean-François, Organtransplantation in der Schweiz, Collection de l'Institut de droit de la santé, vol. 1, Berne, 1998

FREI Thomas, Die Integritätsentschädigung nach Art. 24 und 25 des Bundesgesetzes über die Unfallversicherung, Fribourg, 1998

KRAUCHI Thomas, Die konstitutionelle Prädisposition, Berne 1998

KREPPER Peter, Zur Würde der Kreatur in Gentechnik und Recht, Bâle, 1998

WICKI Michael, Komplementärmedizin im Rahmen des Rechtes, Berne 1998

\*\*\*\*\*

# SAN-NEWS N°8

janvier 1999 Ce numéro couvre en principe la période entre le 15 août et le 31 décembre 1998.

## Législation / Gesetzgebung

### I. Droit international (sélection) / Internationales Recht (Auswahl)

RAPPORTS, RECOMMANDATIONS, DECLARATIONS, PROPOSITIONS, ETC.  
BERICHTE, EMPFEHLUNGEN, ERKLÄRUNGEN, VORSCHLÄGE, USW.

- \* Conseil de l'Europe, Recommandation N° R (97) 16 du Comité des Ministres aux Etats membres sur la transplantation du foie prélevé sur des donneurs vivants apparentés, du 30 septembre 1997, *Recueil international de législation sanitaire* 1998, vol. 49/2, p. 314.
- \* Conseil de l'Europe, Recommandation N° R (97) 15 du Comité des Ministres aux Etats membres sur la xénotransplantation, du 30 septembre 1997, *Recueil international de législation sanitaire* 1998, vol. 49/3, p. 497.
- \* Conseil de l'Europe, Recommandation N° R (98) 2 du Comité des Ministres aux Etats membres sur la production de progéniteurs hématopoïétiques, du 12 février 1998, *Recueil international de législation sanitaire* 1998, vol. 49/2, p. 498.
- \* Conseil de l'Europe, Recommandation N° R (97) 5 du Comité des Ministres aux Etats membres relative à la protection des données médicales, du 13 février 1997, *Recueil international de législation sanitaire* 1998, vol. 49/3, p. 519.
- \* Conseil de l'Europe, Recommandation N° R (98) 7 du Comité des Ministres aux Etats membres relative aux aspects éthiques et organisationnels des soins de santé en milieu pénitentiaire, du 8 avril 1998, *Recueil international de législation sanitaire* 1998, vol. 49/3, p. 526.
- \* Avis N° 9 du Groupe de Conseillers pour l'Ethique de la Biotechnologie auprès de la Commission européenne sur les aspects éthiques des techniques de clonage, du 28 mai 1997, *Recueil international de législation sanitaire* 1998, vol. 49/2, p. 414.
- \* Avis N° 10 du Groupe de Conseillers pour l'Ethique de la Biotechnologie auprès de la Commission européenne sur les aspects éthiques du V<sup>e</sup> programme-cadre de recherche, du 11 décembre 1997, *Recueil international de législation sanitaire* 1998, vol. 49/2, p. 417.

### II. Droit communautaire / Europarecht (JOCE 1.9.98 - 31.12.98)

DROIT EDICTE / ERLASSENES RECHT

- \* Directive 98/63/CE de la Commission du 3 septembre 1998 modifiant la directive 93/16 du Conseil visant à faciliter la libre circulation des médecins et la reconnaissance mutuelle de leurs diplômes, certificats et autres titres, JO L 253/24 du 15 septembre 1998.
- \* Directive 98/81/CE du Conseil du 26 octobre 1998 modifiant la directive 90/219/CEE relative à l'utilisation confinée de micro-organismes génétiquement modifiés, JO L 330/13 du 5 décembre 1998.
- \* Directive 98/79/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 octobre 1998 relative aux dispositifs médicaux de diagnostic in vitro, JO L 331/1 du 7 décembre 1998.

- \* Règlement (CE) N° 2743/98 du Conseil du 14 décembre 1998 modifiant le règlement (CE) N° 297/95 concernant les redevances dues à l'Agence européenne pour l'évaluation des médicaments, JO L 345/3 du 19 décembre 1998.
- \* Décision N° 2119/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 24 septembre 1998 instaurant un réseau de surveillance épidémiologique et de contrôle des maladies transmissibles dans la Communauté, JO L 26/1 du 3 octobre 1998.

RAPPORTS, RECOMMANDATIONS, DECLARATIONS, PROPOSITIONS, ETC.  
BERICHTE, EMPFEHLUNGEN, ERKLÄRUNGEN, VORSCHLÄGE, USW.

- \* Proposition de Règlement (CE) du Parlement européen et du Conseil concernant les médicaments orphelins, JO C 276/7 du 4 septembre 1998.
- \* Conclusions du Conseil du 26 novembre 1998 relatives au futur cadre de l'action communautaire dans le domaine de la santé publique, JO C 390/1 du 15 décembre 1998.

### III. Droit étranger (sélection) / Ausländisches Recht (Auswahl)

#### ALLEMAGNE

- \* Loi du 5 novembre 1997 relative au don, au prélèvement et à la transplantation d'organes (Loi relative à la transplantation), *Bundesgesetzblatt*, partie I, 11 novembre 1997, N° 74, p. 2631-2639, traduit en français in *Recueil international de législation sanitaire* 1998, vol. 49/2, p. 306.

#### AUTRICHE

- \* Loi fédérale N° 51/1998 portant mesures et initiatives visant à promouvoir la santé ainsi qu'à renseigner et informer en matière de santé (Loi relative à la promotion de la santé), *Bundesgesetzblatt*, partie I, 27 mars 1998, N° 51, p. 625, partiellement traduite in *Recueil international de législation sanitaire* 1998, vol. 49/3, p. 467.

#### CANADA

- \* Loi réglementant la fabrication, la vente, l'étiquetage et la promotion des produits du tabac (Loi sur le tabac), du 25 avril 1997 (*Gazette du Canada*, partie II, vol. 20, N° 2, 16 juin 1997, reproduite partiellement in *Recueil international de législation sanitaire* 1998, vol. 49/2, p. 329.

#### DANEMARK

- \* Arrêté N° 728 du 17 septembre 1997 relatif à la fécondation artificielle, *Recueil international de législation sanitaire* 1998, vol. 49/3, p. 506.
- \* Arrêté N° 758 du 30 septembre 1997 relatif au rapport sur les traitements en matière de fécondation *in vitro*, etc., ainsi que sur le diagnostic préimplantatoire, *Recueil international de législation sanitaire* 1998, vol. 49/3, p. 507.

#### FRANCE

- \* Décret N° 97-928 du 9 octobre 1997 relatif aux règles de sécurité sanitaire applicables à tout prélèvement d'éléments ou toute collecte de produits du corps humain et à leur utilisation à des fins thérapeutiques, à l'exception des gamètes, du sang et de ses composants et de leurs dérivés, ainsi que des réactifs, pris en

application des articles L. 665-10 et L. 665-15 du code de la santé publique et modifiant ce code (JO, Lois et Décrets, 12 octobre 1997, N° 238, p. 14865), *Recueil international de législation sanitaire* 1998, vol. 49/2, p. 316.

- \* Décret N° 98-216 du 24 mars 1998 relatif au diagnostic biologique effectué à partir de cellules prélevées sur l'embryon in vitro et modifiant le code de la santé publique (JO, Lois et Décrets, 27 mars 1998, N° 73, p. 4624), *Recueil international de législation sanitaire* 1998, vol. 49/3, p. 508 (cf. également *RD sanit. soc.* 34 (3), juil.-sept. 1998, pp. 487 s.) (*réglementation stricte du diagnostic préimplantatoire*).
- \* Arrêté du 27 février 1998 portant Règles de bonnes pratiques des prélèvements d'organes sur des personnes décédées, JO 27 mars 1998 (cf. *RD sanit. soc.* 34 (3), juil.-sept. 1998, pp. 490 s).
- \* Circulaires du 25 juin et du 9 juillet 1998 portant Directives de lutte contre le sida, BO MES 98/30, 8.8.1998, p. 127 et 159 (cf. *RD sanit. soc.*, 34 (3), juil.-sept. 1998, pp. 747 s.).
- \* Circulaire du 23 juillet 1998 portant Indemnisation des transfusés contaminés par le virus de l'hépatite C, BO MES 98/32, 22.8.1998, p. 171 (cf. *RD sanit. soc.*, 34 (3), juil.-sept. 1998, p. 748).
- \* Décret du 23 juin 1998 sur les « Génériques », JO 17 juillet 1998 (cf. *RD sanit. soc.*, 34 (3), juil.-sept. 1998, p. 772).

#### HONGRIE

- \* Loi N° 27 du 16 mars 1998 relative aux activités d'ingénierie génétique (domaine non humain), *Recueil international de législation sanitaire* 1998, vol. 49/3, p. 552.

#### ISRAËL

- \* Loi du 7 mars 1996 relative aux contrats de maternité de substitution (Approbation du contrat et statut du nouveau-né), *Recueil international de législation sanitaire* 1998, vol. 49/3, p. 509.

#### JAPON

- \* Loi N° 104 du 16 juillet 1997 relative à la transplantation d'organes, *Recueil international de législation sanitaire* 1998, vol. 49/3, p. 500.

#### PAYS-BAS

- \* Projet de loi sur l'euthanasie et l'assistance au suicide (traduction anglaise), *European Journal of Health Law* 1998, vol. 5/3, p. 299-324.

#### RUSSIE

- \* Loi fédérale du 5 juin 1996 relative à la réglementation d'Etat dans le domaine des activités d'ingénierie génétique (domaine non humain), *Recueil international de législation sanitaire* 1998, vol. 49/3, p. 548.

### IV. Droit fédéral / Bundesrecht

#### DROIT EDICTE / ERLASSENES RECHT [RO/AS + FF/BBL 1.9.98 - 31.12.98]

- \* Loi fédérale sur la procréation médicalement assistée (LPMA), du 18 décembre 1998 (texte soumis au référendum facultatif ; délai référendaire : 9 avril 1999), FF 1998 4992.



- ✱ Loi fédérale sur l'assurance-maternité (LAMat), du 18 décembre 1998 (texte soumis au référendum facultatif ; délai référendaire : 9 avril 1999), FF 1998 4973.
- ✱ Loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal), du 18 mars 1994 (RS 832.10).  
Modification du 18 décembre 1998 (art 21a, 61/4 : concours des cantons pour l'approbation des primes ; texte soumis au référendum facultatif ; délai référendaire : 9 avril 1999), FF 1998 4986.
- ✱ Ordonnance sur l'assurance maladie, du 27 juin 1995 [OAMal] (RS 832.102).  
Modification du 28 septembre 1998, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> octobre 1998 (introduction d'un article 19a et modification de l'article 67 alinéa 3), RO 1998 2634.
- ✱ Ordonnance sur les prestations dans l'assurance obligatoire des soins en cas de maladie, du 29 septembre 1995 [OPAS] (RS 832.112.31).  
Modification du 14 juillet 1998, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> octobre 1998 (nouvelle teneur de la « Liste des analyses »), RO 1998 2034.  
Modification du 9 juillet 1998, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 1999, (modification des articles 12k (en vigueur dès le 1<sup>er</sup> septembre 1998), 18, 19, 19a (en vigueur rétroactivement dès le 1<sup>er</sup> janvier 1998), 20, 21, 24a ; nouvelle teneur de l'annexe 1 « Prise en charge par l'assurance obligatoire des soins de certaines prestations fournies par les médecins » : notamment, remboursement, dès le 1<sup>er</sup> juillet 1999, de médecines complémentaires : acupuncture, médecine anthroposophique, médecine chinoise, homéopathie, thérapie neurale, phytothérapie ; nouvelle teneur de l'annexe 2 « Liste des moyens et appareils »), RO 1998 2923.
- ✱ Ordonnance relative aux primes moyennes cantonales pour l'assurance obligatoire des soins pour l'année 1999, du 28 octobre 1998, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 1999, RO 1998 2921.
- ✱ Arrêté fédéral urgent sur la prescription médicale d'héroïne, du 9 octobre 1998, en vigueur dès le 10 octobre 1998 (soumis au référendum facultatif ; effet jusqu'à l'entrée en vigueur de la révision de la LStup, mais au plus tard jusqu'au 31 décembre 2004), RO 1998 2293.
- ✱ Ordonnance concernant les infirmités congénitales, du 9 décembre 1985 [OIC] (RS 831.232.21).  
Modification du 4 septembre 1998, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 1999 (modification des ch. 142, 163, 164, 194, 381 et 382 de la liste des infirmités congénitales), RO 1998 2731.
- ✱ Ordonnance concernant l'appréciation médicale de l'aptitude au service et de l'aptitude à faire service (OAMAS), du 9 septembre 1998, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 1999, RO 1998 2656.
- ✱ Ordonnance portant édition de la pharmacopée (OPha), du 20 août 1997 (RS 812.211).  
Modification du 25 novembre 1998 (dernières versions), en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 1999, RO 1998 3019.
- ✱ Normes techniques pour les dispositifs médicaux, publiées par l'Office fédéral de la santé publique, 19 novembre 1998, FF 1998 4919.

MESSAGES, RAPPORTS ET DECISIONS OFFICIELS  
BOTSCHAFTEN, AMTLICHE BERICHTE UND BESCHLÜSSE

- ✱ Arrêté du Conseil fédéral constatant le résultat de la votation populaire du 7 juin 1998 (... ; initiative pour la protection génétique ; ...), du 21 août 1998, FF 1998 3811
  - ✱ Initiative populaire fédérale "pour un approvisionnement en médicaments sûr et axé sur la promotion de la santé (Initiative sur les médicaments)". Examen préliminaire de la Chancellerie fédérale, décision du 1<sup>er</sup> septembre 1998, FF 1998 3872
- L'initiative propose d'introduire un alinéa 1bis à l'article 69bis Cst. disposant que :*
- « La Confédération règle, dans l'intérêt de la santé publique, les modalités de la commercialisation des médicaments ainsi que leur dispensation individuelle par des professionnels de la santé habilités à le faire ; elle prévient et interdit en particulier toute incitation à une consommation inappropriée, excessive ou abusive de médicaments ».*

- ✳ Initiative populaire fédérale "pour des coûts hospitaliers moins élevés". Aboutissement, 14 octobre 1998, FF 1998 4355.
- ✳ Initiative populaire fédérale "pour des primes d'assurance maladie proportionnelles au revenu et à la fortune". Non-aboutissement (nombre de signatures inférieur à la moitié du nombre prescrit par la Constitution), 23 octobre 1998, FF 1998 4354.
- ✳ Avis du Conseil fédéral sur le rapport du 19 mars 1998 de la Commission des affaires juridiques du Conseil national sur l'initiative parlementaire concernant la modification du Code pénal relativement à l'interruption de grossesse, du 26 août 1998, FF 1998 4734.  
*Le Conseil fédéral estime que la réforme du Code pénal est nécessaire sur ce point. Il rejette le modèle des délais proposé dans le rapport susmentionné et soutient le modèle de protection avec consultation obligatoire ou éventuellement un régime élargi des indications.*
- ✳ Procédure de consultation sur la « Convention des droits de l'Homme et la biomédecine » et le « Protocole additionnel portant interdiction du clonage d'êtres humains », FF 1998 4136.  
Les documents peuvent être obtenus auprès de l'Office fédéral de la justice. Date limite : 28 février 1999.
- ✳ Procédure de consultation sur la Loi fédérale sur l'analyse génétique humaine, FF 1998 4136.  
Les documents peuvent être obtenus auprès de l'Office fédéral de la justice. Date limite : 31 mars 1999.
- ✳ Demande d'autorisation pour une dissémination expérimentale de maïs génétiquement modifié (art. 29e LPE, 29a LEpid), 24 novembre 1998, FF 1998 4683.
- ✳ Demande d'approbation concernant une autorisation de mise dans le commerce du vaccin vivant génétiquement modifié Orochol Berna™ (art. 29c LPE, 29a LEpid), 22 décembre 1998, FF 1998 4962.
- ✳ Demande d'autorisation pour une dissémination expérimentale de pommes de terre génétiquement modifiées (art. 29e LPE, 29a LEpid), 22 décembre 1998, FF 1998 4964
- ✳ Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée à l'Institut de médecine sociale et préventive de l'Université de Zurich (Dr F. Gutzwiller) pour une étude intitulée "Weiterverwendung des Datenbestandes der Prävalenzuntersuchung zur multiplen Sklerose", du 8 septembre 1998, FF 1998 3823.
- ✳ Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée à la Policlinique psychiatrique de l'hôpital universitaire de Zurich pour une étude intitulée "Fallregisterstudie zur Inzidenz der *anorexia nervosa* im Kanton Zürich", du 27 octobre 1998, FF 1998 4307.
- ✳ Préavis de la Commission de la Concurrence sur le projet et le message concernant la loi fédérale sur les agents thérapeutiques (LATH), in *DPC* 1998, p. 436.

## **V. Droit cantonal (sélection) / Kantonaies Recht (Auswahl)**

(extrait du « Bulletin de Législation / Gesetzgebungsbulletin », n° 4 et 5 (juil.-oct.) 1998, avec l'autorisation de l'Institut du Fédéralisme, à Fribourg)

### **BASEL-LAND**

- ✳ V. über die Spitalaufsichtskommission (hebt das Pflichtenheft der Aufsichtskommission der kantonalen Krankenanstalten und Institute [Spitalaufsichtskommission] auf) (§ 4 tritt später in Kraft).
- ✳ V. über die Übertragung von Aufgaben an den Spitex-Verband BL (Spitexaufgabenverordnung) (hebt die V. vom 4.8.1992 über die Mitarbeit privater Institutionen bei Altershilfemassnahmen auf).
- ✳ Vertrag vom 12.3.1996 zwischen den Alters- und Pflegeheimen (Heime) im Kanton BL und dem Verband Basellandschaftlicher Krankenkassen (Krankenversicherer - Heimvertrag) (Nachträge treten auf 1.1.1999 in Kraft).

- \* V. über die Rechte und Pflichten der Patienten in den kantonalen Krankenanstalten vom 1.11.1988 (Patientenverordnung) (Änderung von § 9 IV, klinischer Unterricht und Forschung).

## BERNE

- \* Gesundheitsgesetz vom 2.12.1984 (Änderung von Art. 22 IV-V, Mitteilungspflicht).
- \* V. über Forschungsuntersuchungen am Menschen (Forschungsverordnung ; FoV) (+ Anhang « Gute Praxis der Klinischen Versuche ; GPKV ») (hebt die V. vom 14.11.1989 auf).
- \* V. über die Kreisärztinnen und Kreisärzte vom 13.5.1998.
- \* EV. vom 20.5.1998 zum BG über die Krankenversicherung vom 25.10.1995 (EV KVG) (Änderung vom Anhang 1 Bst. A Z. 1 & B, Pflegeheimliste).

## GENEVE

- \* L. sur l'instruction publique du 6.11.1940 (modification de l'art. 54 : constitution d'un véritable service de psychologues scolaires au sein du cycle d'orientation).
- \* R. d'exécution de la convention intercantonale sur le contrôle des médicaments du 10.3.1975 (modification de l'art. 25 A, enregistrement et notification des produits homéopathiques et anthroposophiques ; 32 III nouveau).

## GRAUBÜNDEN

- \* R. für den Austausch von Pflege- und Betreuungskräften und den Einsatz von überregionalen Organisationen (hebt das bisherige R. sowie die Richtlinien für den Einsatz von überregionalen Organisationen vom 22.12.1992 auf).
- \* Heilmittelverordnung vom 7.7.1998 (hebt die V. über den Verkehr mit Heilmitteln vom 12.2.1979 und die V. betr. Einrichtung und Betrieb der tierärztlichen Privatapotheken vom 27.6.1952 auf).
- \* V. über die Organisation der Bündner Schule für Pflege im psychosozialen Bereich vom 11.8.1998.
- \* V. über die Organisation der Bündner Schule für psychiatrische Krankenpflege vom 16.7.1991 (aufgehoben).

## LUZERN

- \* EG. vom 23.3.1998 zum BG über die Krankenversicherung (hebt das G. über die Einführung des BG über die Kranken- und Unfallversicherung vom 2.7.1968 *und* das G. über die obligatorische Krankenversicherung ausländischer Arbeitnehmer vom 14.5.1957 *und* das G. über die Versicherung der Betriebsunfälle und die Unfallverhütung in der Landwirtschaft vom 4.10.1955 auf).
- \* R. über Ausbildung, Prüfungen und Promotion an der Schule für Gesundheits- und Krankenpflege Diplommiveau II am Kantonsspital Luzern vom 22.9.1998.
- \* R. über Ausbildung, Prüfungen und Promotion an der Schule für Gesundheits- und Krankenpflege Diplommiveau II am Kinderspital Luzern vom 22.9.1998.
- \* V. über die Schule für Gesundheits- und Krankenpflege Diplommiveau II am Kantonsspital Luzern vom 22.9.1998 (Schwerpunkt auf akutkranke Erwachsene).
- \* V. über die Schule für Gesundheits- und Krankenpflege Diplommiveau II am Kinderspital Luzern vom 22.9.1998

## NIDWALD

- \* G. über die kantonale Schule für praktische Krankenpflege (Krankenpflege-Schulgesetz) vom 3.4.1989 (aufgehoben).
- \* VV. zum G. über die kantonale Schule für praktische Krankenpflege (Krankenpflege-Schulverordnung) vom 13.11.1990 (aufgehoben).

## OBWALD

- \* AB. über die Kostenübernahme bei ausserkantonaler stationärer Spitalbehandlung vom 17.9.1996 (Art. 1 I, Ziel der AB).

## ST. GALLEN

- \* V. über die medizinische und betriebliche Organisation der kantonalen Spitäler, psychiatrischen Kliniken und Laboratorien (Spitalorganisationsverordnung) vom 17.6.1980 (Änderung von Art. 4, Spitalkommission) (IV. Nachtrag).

## TICINO

- \* R. d'applicazione della L sull'assistenza sociopsichiatrica (LASP) del 19.12.1984 (modifica del art. 3, organizzazione sociopsichiatrica cantonale).
- \* R. sui medici delegati del 30.9.1998 (abroga il R. sui medici delegati e scolastici del 16.1.1991).

## VAUD

- \* R. sur le Fonds d'innovation et d'appui à la constitution des réseaux de soins du 7.10.1998

## ZUG

- \* G. über das Gesundheitswesen im Kanton ZG vom 21.5.1970 (§ 49 - 49quinquies aufgehoben gemäss G. über den Tierseuchenfonds).

**Tous ces textes sont en vigueur / Alle Texte in Kraft.**

## **VI. Déclarations et directives éthiques et professionnelles Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien**

### INTERNATIONAL ET ETRANGER / INTERNATIONAL UND AUSLÄNDISCH

- \* Einbecker Empfehlungen der Deutschen Gesellschaft für Medizinrecht (DGMR) e.V. zur Allokation von Spenderorganen, zur Zulassung eines Krankenhauses als Transplantationszentrum und zur Qualitätssicherung. *MedR* 1998, H. 11, p. 532.

### SUISSE / SCHWEIZ

- \* Code de déontologie de la FMH: adaptations et compléments, *Bulletin des médecins suisses*, 1998, n°42, p.2128-2134.

- \* Règlement du Bureau d'expertise de la FMH; révision ponctuelle du Comité central de la FMH du 9.9.1998, *Bulletin des médecins suisses*, 1998, n°39, p.1929-1930.
- \* Académie Suisse des Sciences Médicales, Directives médico-éthiques pour la transplantation de tissus fœtaux humains, *Bulletin des médecins suisses*, 1998, n°39, p. 1941-1945.

## Jurisprudence / Rechtsprechung

### I. Jurisprud. de la Cour européenne des droits de l'homme (sélection) Rechtspr. des Europ. Gerichtshofs für Menschenrechte (Auswahl)

- \* AFFAIRE BOTTA c. Italie, ARRÊT du 24 février 1998, in *Plaidoyer* 5/1998, pp. 70 ss. (avec un commentaire d'Adriano Previtali) ; Italie - Responsabilité de l'Etat italien pour inactivité législative - Absence de possibilité pour une personne handicapée d'accéder à une plage.

### II. Jurisp. de la Commission européenne des droits de l'homme (sélec.) Rechtspr. der Europäischen Kommission für Menschenrechte (Ausw.)

- \* Requête de Willi Brandt c. Suisse déclarée irrecevable le 20 mai 1998, cf. *JAAC* 1998 (62/IV), n° 109.  
*Le refus d'autoriser le requérant à consulter le dossier médical de sa mère décédée à l'hôpital ne viole pas l'art. 8 CEDH.*

### III. Jurisprudence des juridictions communautaires (sélection) Rechtspr. der Gerichte der Europäischen Gemeinschaft (Auswahl)

- \* JO C 312/1 du 10 octobre 1998 - CJCE, arrêt du 16.7.1998, Fédération belge des chambres syndicales de médecins ASBL (C-93/97)  
*Directive 93/16/CEE, formation spécifique en médecine générale, art. 31*
- \* JO C 327/4 du 24 octobre 1998 - CJCE, arrêt du 17.9.1998, Jean Harpegnies (C-400/96)  
*Produits phytopharmaceutiques, réglementation nationale exigeant un agrément par les autorités compétentes, art. 30 du Traité CE*

### IV. Jurisprudence étrangère (sélection) Ausländische Rechtsprechung (Auswahl)

#### AUTRICHE

- \* Recht der Medizin 1998, p. 149 - OGH, 14 avril 1998  
*Nouvelle méthode de traitement appliquée dans une clinique universitaire. Responsabilité solidaire de l'Etat.*
- \* Recht der Medizin 1998, p. 189 - OGH, 4 novembre 1997  
*Transplantation de moelle. Les frais des examens de compatibilité tissulaire sur le donneur vivant sont à la charge de son assurance maladie, ou de celle du receveur si le donneur n'a pas d'assurance maladie en Autriche.*

#### ALLEMAGNE

- \* MedR 1998, H. 8, p. 360 : BGH, Urt. v. 12.5.1998 - VI ZR 182/97 - (résumé)  
*Confirmation du revirement de jurisprudence : les victimes « insensibles » (empfindungslos) ont droit à une indemnité pour tort moral non purement symbolique (in casu : victime d'un grave accident de la circulation 20 minutes conscient puis 10 jours en coma artificiel avant de décéder).*

- ✳ MedR 1998, H. 11, pp. 519 ss : OLG Frankfurt a. M., Beschl. v. 5.7.1998 - 20 W 224/98 -, avec une note de M. Lars Christoph NICKEL  
*Décision de principe sur l'admissibilité de l'approbation par le Tribunal tutélaire de l'euthanasie d'une personne dans le coma, sous certaines conditions.*
- ✳ MedR 1998, H. 11, pp. 516 ss : BGH, Urt. v. 17.2.1998 - VI ZR 42/97 -, avec une note du Prof. Bernd-Rüdiger KERN  
*Le consentement donné par la signature du formulaire ad hoc, remis quelques jours auparavant, sur le chemin de la salle d'opération après l'injection d'un tranquillisant n'est pas valable (revirement de jurisprudence dans le sens qu'une importance accrue est donnée à l'aspect formel du formulaire de consentement).*
- ✳ MedR 1998, H. 12, pp. 556 ss : Saarl. OLG, Urt. v. 12.8.1998 - 1 U 431/97-93  
*Admissibilité (exceptionnelle) d'une déclaration de renonciation à invoquer la responsabilité médicale si c'est à la demande du patient et que celui-ci dispose de connaissances spécifiques supérieures dans le domaine de l'intervention médicale pour laquelle la responsabilité du médecin est exclue.*

#### BELGIQUE

- ✳ Revue de droit de la santé 4 (1998-99), p. 138 - Cour de Cassation, 1<sup>er</sup> octobre 1997  
*Vaccination obligatoire antipoliomyélitique. Base légale suffisante. Mesure nécessaire à la protection de la santé. Pas de violation de l'article 8 CEDH ou de l'article 16 Convention relative aux droits de l'enfant.*
- ✳ Revue de droit de la santé 4 (1998-99), p. 139 et 144 - Cour d'appel de Liège, 30 avril 1998 et Hof van Beroep te Antwerpen, 22 juin 1998 (avec une note de Thierry Vansweevelt)  
*Responsabilité médicale. Consentement éclairé. La charge de la preuve repose sur le médecin (revirement de jurisprudence). NB : la jurisprudence belge s'aligne ainsi sur la jurisprudence française, allemande, autrichienne et suisse.*

#### ETATS-UNIS

- ✳ U.S. Supreme Court, *Bragdon v. Abbott*, 118 S.Ct. 2196 (1998), commenté in Journal of Law, Medicine & Ethics 1998, vol. 26/2, p. 170  
*La séropositivité, même lorsque le séropositif est asymptomatique, est un handicap (« disability ») au sens du Americans with Disabilities Act (ADA).*
- ✳ Supreme Court of Wisconsin, November 12, 1997, *McEvoy v. Group Health Cooperative of Eau Claire*, 570 N.W.2d 397 (Wis. 1997), commenté in Journal of Law, Medicine & Ethics 1998, vol. 26/1, p. 78.  
*Une HMO qui refuse de prendre en charge des frais médicaux extérieurs au réseau pour des raisons économiques non justifiées est responsable vis-à-vis du patient.*

#### FRANCE

- ✳ RD sanit. soc., 34 (3), juil.-sept. 1998, pp. 541 s. et 34 (4), oct.-déc. 1998, pp. 835 s. : Bourges, 6.1.1998, Juris-Data n° 040097 (résumé)  
*Obligation de résultat pour la pose d'une prothèse.*
- ✳ RD sanit. soc., 34 (3), juil.-sept. 1998, p. 542 : Versailles, 21.6.1997, Centre médico-chirurgical de Parly II c/ Mme Pautonnier (résumé)  
*La délivrance de prestations hôtelières par une clinique emporte à sa charge une obligation de sécurité qui est une obligation de résultat.*

#### V. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung

- ✳ Tribunal fédéral, 1<sup>ère</sup> Cour de droit public, 5 juin 1998, ATF 124 I 231

*Conditions d'exécution (suivi médical, conditions d'hygiène, aération de la cellule notamment) d'une mesure disciplinaire imposée à un détenu. Compatibilité avec l'article 3 CEDH.*

- ✳ Tribunal fédéral, 2<sup>e</sup> Cour de droit public, 26 août 1998, ATF 124 II 489  
*Les différences de tarif que le canton de résidence doit prendre en charge selon 41/3 LAMal ne font pas partie des dépenses engagées pour l'assistance d'un requérant d'asile que la Confédération doit rembourser selon 20b LAsi.*
- ✳ Tribunal fédéral, 2<sup>e</sup> Cour civile, 10 septembre 1998, ATF 124 III 434  
*L'exclusion de la couverture pour des séjours hospitaliers qui étaient assurés sous l'empire de l'ancien droit constitue une restriction incompatible avec la garantie contenue à l'article 102/2 LAMal.*
- ✳ Tribunal fédéral, Cour de cassation pénale, 3 décembre 1998, Rapporté dans « Le Temps » du 31 décembre 1998, p. 7  
*Sauf urgence vitale, une intervention chirurgicale non consentie, même médicalement indiquée, constitue une lésion corporelle (in casu, amputation d'un orteil).*
- ✳ Tribunal fédéral, Cour de cassation pénale, 18 juin 1998, SJ 1998 736 (rés.)  
*Appréciation des preuves. Pas d'arbitraire à préférer l'opinion de l'expert à celle du médecin traitant.*
- ✳ Tribunal fédéral des assurances, 23 novembre 1998. Rapporté dans « Le Temps » du 23 décembre 1998, p. 8  
*Une hausse de primes exclusivement due à une modification législative réduisant le rabais lié aux franchises à option n'ouvre pas le droit pour l'assuré de résilier l'assurance maladie de base dans le délai extraordinaire d'un mois.*
- ✳ Tribunal fédéral des assurances, 3 avril 1998, ATF 124 V 209  
*24 LAA, 36 OLAA. Des troubles psychiques consécutifs à un accident ouvrent droit à une indemnité pour atteinte à l'intégrité lorsqu'une guérison ou une amélioration est pratiquement exclue.*
- ✳ Tribunal fédéral des assurances, 4 juin 1998, ATF 124 V 185  
*31 LAMal. La liste des affections de nature à nécessiter des soins dentaires pris en charge par l'assurance obligatoire des soins en cas de maladie est exhaustive.*
- ✳ Tribunal fédéral des assurances, 30 avril 1998, ATF 124 V 196  
*31 LAMal. Les soins dentaires pris en charge englobent le rétablissement de la fonction masticatoire au moyen de prothèses dentaires lorsque l'extraction de dents était nécessaire, par exemple pour prévenir un foyer infectieux postopératoire.*
- ✳ Tribunal fédéral des assurances, 16 septembre 1998 (C 208/97), in *Plaidoyer* 6/1998, pp. 62 s.  
*Indemnisation forfaitaire selon l'ancien art. 41 OACI.*
- ✳ JdT 1998 I 377 (= ATF 124 III 44, cité in *San-News* n° 6 de mai 1998).  
*Le litige qui oppose un assuré à une caisse-maladie et porte sur le point de savoir si celle-ci offre une couverture d'assurance complémentaire ayant au moins la même étendue que celle dont il bénéficiait jusqu'alors, au sens de l'art. 102 al. 2 LAMal, est une contestation civile au sens de l'art. 46 OJ.*
- ✳ Commission fédérale de recours en matière d'AVS/AI pour les personnes résidant à l'étranger, jugement du 29 mai 1998 (AI 49841), in *Plaidoyer* 6/1998, p. 63.  
*Faux renseignement donné par un office AI*
- ✳ Commission de la concurrence, décision du 6 juillet 1998, Ärztesgesellschaft des Kantons Zürich (AGZ), in *DPC* 1998, p. 421.  
*Inobservation d'accords amiables et décisions administratives, art. 50 et 53 LCart.*
- ✳ Décision du Préposé fédéral à la protection des données du 21 novembre 1997, in *JAAC* 1998 (62/III), n° 59 :  
*Un refus général de laisser consulter des pièces « internes » (qui permettent, dans le domaine des assurances sociales, aux autorités de se forger une opinion) viole la LPD.*
- ✳ Décision de la Commission de recours fédérale en matière d'assurance-accidents du 30 janvier 1998 (REKU 266/96), in *JAAC* 1998 (62/III), n° 67.

*Tarif des primes en matière d'assurance-accidents professionnels. Système bonus / malus de la CNA. Art. 92 al. 2 LAA.*

- ✱ RAMA 5/1998, p. 390-393, Urteil des EVG vom 26. Juni 1998  
*Vorraussetzungen für die Leistungspflicht einer Krankenkasse im Falle der Sterilisation einer Frau – Ziffer 3 des Anhangs zur Verordnung 9 des Eidgenössischen Departementes des Innern, wonach die Sterilisation nur dann zu den Pflichtleistungen zählt, wenn bereits ein krankhafter Zustand vorliegt, ist gesetzmässig.*
- ✱ RAMA 5/1998, p. 410-419, Décision du Conseil fédéral du 1<sup>er</sup> juillet 1998 dans la cause opposant divers assureurs-maladie au gouvernement du canton du Jura  
*Non-adhésion à une convention tarifaire et conditions préalables à la constatation d'un régime sans convention – Primauté du principe de la liberté contractuelle.*
- ✱ RAMA 5/1998, p. 424-429, Arrêt du TFA du 5 août 1998  
*Indemnités journalières en cas d'incapacité de travail avant l'accouchement – La durée de seize semaines prévue par l'article 74 alinéa 2 LAMal est impérative et les indemnités journalières en cas d'incapacité de travail avant l'accouchement, dues pour cause de maladie (art. 72 al. 2 et 3 LAMal), ne peuvent être imputées sur la durée légale du droit aux indemnités journalières en cas de maternité.*
- ✱ RAMA 5/1998, p. 430, Urteil des EVG vom 7. August 1998  
*Definition der Arbeitsunfähigkeit im KVG – Die Definition der Arbeitsunfähigkeit ist im KVG die gleiche wie unter dem KUVG, weshalb die bisherige Rechtsprechung zu den einzelnen Begriffselementen (vgl. BGE/ATF 114 V 281, 111 V 235 = RKUV/RAMA 1986 K 664) auch unter dem neuen Recht Gultigkeit hat.*
- ✱ RAMA 5/1998, p. 448-450, Urteil des EVG vom 27. April 1998 i. Sa. M. K.  
*Adäquate Kausalität bei psychischen Unfallfolgen (Art. 6 und Art. 16 UVG)*
- ✱ RAMA 5/1998, p. 457-462, Urteil des EVG vom 12. Mai 1998 i. Sa. L. G.  
*Rechtliches Gehör; Stellungnahme des SUVA-Ärzte (Art. 12 lit. c und e VwVG; Art. 19 VwVG, Art. 49 und 57 ff. BZP; Art. 105 abs. 1 UVG; Art. 4 Abs. 1 BV):  
Die Rechtsprechung gemäss BGE 123 V 331 (RKUV/RAMA 119 Nr. U 291 S. 67 ff.), wonach Meinungsäusserungen der Fachärzte der SUVA ungeachtet, ob sie inhaltlich einer Auskunft (Art. 12 lit. c VwVG) oder einem (Akten-)Gutachten (Art. 12 lit. e VwVG) entsprechen, schriftlichen Auskünften von Amtsstellen (Amtsberichte) im Sinne von Art. 49 BZP gleichzustellen sind, gilt für im Verfügungs- und im Einspracheverfahren eingeholte Berichte.  
Frage offengelasse, ob aufgrund der Rechtstatsache, dass es sich bei den im Verfügungs- und Einspracheverfahren der SUVA eingeholten Stellungnahmen der anstaltseigenen Ärzte lediglich um Amtsberichte, nicht aber um Sachverständigengutachten handelt, in jedem Fall keine Verpflichtung besteht, dem Versicherten Gelegenheit zu geben, dem betreffenden Facharzt vorgängig Fragen zu stellen.*
- ✱ RAMA 5/1998, p. 468-469, Urteil des EVG vom 19. Mai 1998 i. Sa. E. H.  
*Unfallbegriff (Art. 9 Abs. 1 UVV)*

## **VI. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung**

### **BERNE**

- ✱ JAB 1998, pp. 546 ss - Verfügung der Justiz-, Gemeinde- und Kirchendirektion vom 19.6.1998 (JGK 98.00299) :  
*Le rapport de causalité adéquate dans la LAVI doit être celui du droit de la responsabilité civile et non pas celui du droit des assurances sociales.  
Une prédisposition constitutionnelle n'est pas un motif de réduction lors du calcul de l'indemnité LAVI.*

### **GENEVE**

- ✱ Plaidoyer 4/1998, pp. 54 ss. - Tribunal administratif, 26 mai 1998 (A/282/1998-ASSU) :



*Prise en charge des soins dentaires. (Recours pendant)*

GRAUBÜNDEN

- \* ZGRG 4/1998, p. 167  
*Belegarztvertrag – Belegarztverträge unterliegen nicht der Genehmigung durch das Justiz-, Polizei- und Sanitätsdepartement.*

LUZERN

- \* Plaidoyer 5/1998, pp. 80 ss. - Tribunal administratif, Cour des assurances sociales (Verwaltungsgericht, Sozialversicherungsrechtliche Abteilung), 10 août 1998 (S 96 810) :  
*Le médecin de la Suva n'est pas compétent pour effectuer une expertise.*
- \* ZBI 1998, p. 428 - Tribunal administratif, 21 novembre 1997 :  
*Contrôle abstrait d'un règlement de maison de retraite limitant le choix du médecin traitant.*

NIDWALD

- \* Plaidoyer 6/1998, pp. 66 s. - Tribunal administratif, Tribunal des assurances (Verwaltungsgericht, Versicherungsgericht), 22 juin 1998 (VG 242/97/V) :  
*Accident - Absence de décision de l'assureur malgré l'existence d'une expertise.*

OBWALD

- \* Amtsbericht über die Rechtspflege des Kantons Obwalden, 1996/1997, n° 47 pp. 161 ss :  
*La possibilité que la réglementation transitoire cantonale sur les subsides à l'assurance maladie prétérite les couples mariés par rapport aux couples concubins ne viole pas le principe de l'égalité de traitement de l'art. 4 Cst. féd.*

SCHAFFHAUSEN

- \* Plaidoyer 5/1998, pp. 82 s. - Obergericht, 17 avril 1998 (62/1995/21) :  
*Pas de distinction entre les conséquences somatiques et psychiques d'un traumatisme.*

THURGAU

- \* Thurgauische Verwaltungsrechtspflege 1997, n° 34 - Décision du TA du 5.3.1997  
*Art. 27 LAMal : en cas d'infirmité congénitale, il n'est pas nécessaire qu'elle ait été prise en charge par l'Al et que le traitement n'ait pas pu être terminé avant le 20<sup>ème</sup> anniversaire de l'infirme pour que ledit traitement soit obligatoirement pris en charge par la caisse maladie.*
- \* Thurgauische Verwaltungsrechtspflege 1997, n° 35 - ATFA du 19.3.1997  
*Art. 9 al. 2 lit. f OAA et 108 lit. d LAA : Ein Rotatorenmanschettenriss kann unter Art. 9 Abs. 2 lit. f UVV subsumiert werden. Strenge Anforderungen an den Nachweis eines Teilrisses.*

ZÜRICH

- \* ZBI 1998, p. 568 - Tribunal administratif, 26 février 1998 :  
*Interdiction de vente de médicaments sans autorisation. Liberté du commerce et de l'industrie. Egalité de traitement.*

- \* Revue du droit de tutelle 1998, p. 195 - Obergericht, II. Zivilkammer, 23 janvier 1996  
*Conditions pour octroyer une indemnité pour tort moral en raison d'une privation de liberté à des fins d'assistance contraire au droit d'un interdit majeur (429a CC).*

## Doctrine / Lehre

### I. Doctrine internationale et étrangère (sélection) Internationale und ausländische Lehre (Auswahl)

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

#### ARTICLES / AUFSÄTZE

##### - Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux -

- \* ROBERTS I., LI WAN PO A., CHALMERS I., Intellectual property, drug licensing, freedom of information, and public health, *Lancet* 1998;352:726-729.
- \* ROYERE-MEYER C., Du droit au devoir de substitution du pharmacien dans le cadre de la prescription médicale, *RD sanit. soc.*, 34 (3), juil.-sept. 1998, pp. 471 ss.

##### - Droque -

- \* BRUNER AB., FISHMAN, Adolescents and Illicit Drug Use, *JAMA* 1998;280:597-598.

##### - Droits des patients, droit de la personnalité -

- \* *Health and human rights*, vol. 3 n° 2 (1998), a pour sujet le 50<sup>ème</sup> anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et y consacre tous ses articles.
- \* ANNAS GJ., Human Rights and Health - The Universal Declaration of Human Rights at 50, *New England Journal of Medicine*, 1998;339:1778-1781.
- \* BLONDEAU D., VALOIS P., KEYSERLINGK EW., Comparison of patients' and health care professionals' attitudes towards advance directives, *Journal of Medical Ethics* 1998;24:328-335.
- \* BUETOW S., The scope for the involvement of patients in their consultations with health professionals: rights, responsibilities and preferences of patients, *Journal of Medical Ethics* 1998;24:243-247.
- \* CHURCHILL L., COLLINS M., KING N., PEMBERTON S., WAILOO K., Genetic Research as Therapy : Implications of « Gene therapy » for Informed Consent, *Journal of Law, Medicine & Ethics* 1998, vol. 16/1, p. 38-47.
- \* CLARK RE., Bone-marrow donation by mentally incapable adults. *Lancet* 1998;352:1847-1848.
- \* COLBY J., An analysis of genetic discrimination legislation proposed by the 105<sup>th</sup> Congress, *American Journal of Law & Medicine* XXIV, n° 4 (1998), p. 443-480.
- \* COLLIER J. Patient-information leaflets and prescriber competence. *Lancet* 1998;352:1724.
- \* DEN EXTER A., HERMANS B., Constitutional Rights to Health Care : the Consequences of Placing Limits on the Right to Health Care in Several Western and Eastern European Countries, *European Journal of Health Law* 1998, vol. 5/3, p. 261-289.

- \* LOW L., KING S., WILKIE T., Genetic discrimination in life insurance : empirical evidence from a cross sectional survey of genetic support groups in the United Kingdom, *British Medical Journal* 1998;317:1632-1635.
- \* McHALE JV., Law and medical ethics: Mental incapacity : some proposals for legislative reform, *Journal of Medical Ethics* 1998;24:322-327.
- \* MALYON D., Transfusion-free treatment of Jehovah's Witnesses : respecting the autonomous patient's rights, *Journal of Medical Ethics* 1998;24:302-307.
- \* MORENO J., CAPLAN AL., WOLPE PR. and al., Updating Protections for Human Subjects Involved in Research, *JAMA* 1998;280:1951-1958.
- \* MORRISON PJ., Implications of genetic testing for insurance in the UK, *Lancet* 1998;352:1647-1648.
- \* OPDERBECKE H. W., WEISSAUER W., Ein Vorschlag für Leitlinien - Grenzen der intensivmedizinischen Behandlungspflicht, *MedR* 1998 H. 9, pp. 395 ss et  
 SCHMIDT P., MADEA B., Grenzen ärztlicher Behandlungspflicht am Ende des Lebens, *MedR* 1998 H. 9, pp. 406 ss  
 (ces deux articles commentent le « projet de directive sur l'accompagnement médical en fin de vie et sur les limites d'un traitement tolérable » du 25.4.97 de la « Bundesärztekammer »).
- \* REBECQ G., Le droit d'accès au dossier médical des médecins-conseils des caisses de sécurité sociale, *RD sanit. soc.*, 34 (3), juil.-sept. 1998, pp. 551 ss (à propos du nouvel article du code de la sécurité sociale instituant ce nouveau droit).
- \* ROTHSTEIN M., Protecting genetic privacy by permitting employer access only to job-related employee medical information : analysis of a unique Minnesota law, *American Journal of Law & Medicine* XXIV, n° 4 (1998), p. 399-416.
- \* SKENE L., Patients' rights or Family Responsibilities ? Two Approaches to genetic Testing, *Medical Law Review* 1998, vol. 6/1, p. 1-41.

- Ethique biomédicale -

- \* Ethical dilemma. Competency, consent, and the duty of care. INWALD AC., Best of motives, worst of consequences; HIPPISEY-COX J., HIPPISEY-COX S., Let the courts decide; HILL SMITH I., The only failure was the outcome, *British Medical Journal* 1998;317:809-810.
- \* Ethical Dilemma. Retrieving semen from dead patient. SWINN M. and al., Utilitarianism in the absence of definitive guidelines; BEWLEY S., The patient was assaulted; LICHTERMAN B., Some ethical concerns were ignored; STEINBERG DL., An ethic of ambivalence, *British Medical Journal* 1998;317:1583-1585.
- \* EDWARDS SJL., LILFORD RJ., HEWISON J., The ethics of randomised controlled trials from the perspectives of patients, the public and healthcare professionals, *British Medical Journal* 1998;317:1209-1212.
- \* GRAINGER B., MARGOLESE E., PARTINGTON E., Considérations juridiques et éthiques dans le domaine de la transfusion sanguine, *Recueil international de législation sanitaire* 1998, vol. 49/3, p. 584.
- \* HENNAU-HUBLET C., Le droit médical aux confins d'intérêts, de droits et de valeurs souvent concurrents, *Revue de droit de la santé* 1998-99, vol. 4/2, p. 96-110.
- \* KERN B.-R., Die Bioethik-Konvention des Europarates - Bioethik versus Arztrecht, *MedR* 1998 H. 11, pp. 485 ss.
- \* LEBECH MM., Debate : Comment on a proposed draft protocol for the European Convention on Biomedicine relating to research on the human embryo and fetus, *Journal of Medical Ethics* 1998;24:345-347. BYK C.,

Debate : Reply to Lebech or the ontological humility of the lawyer faced with philosophical consistency, *Journal of Medical Ethics* 1998;24:348-349.

- \* MURAMOTO O., Bioethics of the refusal of blood by Jehovah's Witnesses : part. 1., Should bioethical deliberation consider dissidents' views, *Journal of Medical Ethics* 1998;24:223-230; part. 2., A novel approach based on rational non interventional paternalism, *Journal of Medical Ethics* 1998;24:295-301.
- \* PEARSON S., SABIN JE., EMANUEL EJ., Ethical Guidelines for Physician Compensation Based on Capitation, *New England Journal of Medicine*, 1998;339:689-693.
- \* RISTINEN E., MAMTANI R., Ethics of transmission of hepatitis B virus by health-care workers, *Lancet* 1998;352:1381-1383.
- \* RÖSSLER D., Die Ethik-Kommissionen in den USA heute (Institutional Review Board, IRB), *MedR* 1998 H. 8, pp. 358 s.

- Exercice des professions de la santé, politique professionnelle -

- \* NEWDICK C., Primary care groups and the right to prescribe, *British Medical Journal* 1998;317:1361-1365.
- \* SPIELBERG AR., On Call and Online. Sociohistorical, Legal, and Ethical Implications of E-mail for Patient Physician relationship, *JAMA* 1998;280:1353-1359.

- Mesures médicales spéciales -

- \* ALEXANDER GC., SEGAL AR., Barriers to Cadaveric Renal Transplantation Among Blacks, Women, and the Poors, *JAMA* 1998;280:1148-1152.
- \* ANNAS GJ., The Shadowlands - Secrets, Lies, and Assisted Reproduction, *New England Journal of Medicine*, 1998;339:935-939.
- \* FOX M., McHALE J., Xenotransplantation : the Ethical and Legal Ramifications, *Medical Law Review* 1998, vol. 6/1, p. 42-61.
- \* GÖTZ B., HINRICHS O., SEIBERT T.-M., SOMMER C., Medizinisch nicht indiziertes Röntgen - Kritik zum Urteil des BGH vom 3.12.1997 - 2 StR 397/97 - (*arrêt cité in San-News n° 7*), *MedR* 1998 H. 11, pp. 505 ss.
- \* KERRIDGE I., MITCHELL K., La législation relative à l'euthanasie volontaire active en Australie : sommes-nous sur une pente glissante en passe de devenir fatale ?, *Recueil international de législation sanitaire* 1998, vol. 49/3, p. 558.
- \* KÜHN H. C., Das neue deutsche Transplantationsgesetz, *MedR* 1998 H. 10, pp. 455 ss.
- \* LE ROY SPRANG M., NEERHOF MG., Rationale for Banning Abortions Late in Pregnancy, *JAMA* 1998;280:744-747.
- \* MENIKOFF J., Doubts About Death : The Silence of the Institute of medicine, *Journal of Law, Medicine & Ethics* 1998, vol. 26/2, p. 157-166.
- \* MILFORD EL., Organ Transplantation - Barriers, Outcomes and Evolving Policies, *JAMA* 1998;280:1184-1185.
- \* NEIDERT R., Brauchen wir ein Fortpflanzungsmedizingesetz ?, *MedR* 1998 H. 8, pp. 347 ss.
- \* ROWLAND LP., Assisted Suicide and Alternatives in Amyotrophic Lateral Sclerosis, *New England Journal of Medicine*. 1998;339:1987-989.

- \* SCHUMANN E., SCHMIDT-RECLA A., Die Abschaffung der embryopathischen Indikation - eine ernsthafte Gefahr für den Frauenarzt ?, *MedR* 1998 H. 11, pp. 497 ss.
- \* UBEL PA., CAPLAN AL., Geographic Favoritism in Liver Transplantation - Unfortunate or Unfair, *New England Journal of Medicine*, 1998;339:1322-1325.
- \* WHITEHEAD A., Rejecting organs : the organ allocation process and the Americans with disabilities Act, *American Journal of Law & Medicine* XXIV, n° 4 (1998), p. 481-498.

- Responsabilité médicale -

- \* CLEMENT C., La responsabilité sans faute de l'hôpital pour un acte médical non thérapeutique, *RD sanit. soc.*, 34 (3), juil.-sept. 1998, pp. 519 ss (à propos d'une décision du Conseil d'Etat du 3.11.1997 élargissant le champ de la responsabilité sans faute des établissements publics de santé).
- \* HOPPE J. F., Telemedizin und internationale Arzthaftung, *MedR* 1998 H. 10, pp. 462 ss.
- \* SHAPIRA A., "Wrongful life" lawsuits for faulty genetic counselling : should the impaired newborn be entitled to sue ?, *Journal of Medical Ethics* 1998;24:369-375.
- \* STUDDERT DM., EISENBERG DM., MILLER FH. and al., Medical Malpractice Implications of Alternative Medicine, *JAMA* 1998;280:1610-1615.
- \* STUMPF C. A., Die Möglichkeit der Rechtswahl im Internationalen Arzthaftungsrecht, *MedR* 1998 H. 12, pp. 546 ss.

- Système de santé, politique de la santé -

- \* CAYLA J.-S., Le principe de précaution, fondement de la sécurité sanitaire, *RD sanit. soc.*, 34 (\*), juil.-sept. 1998, pp. 491 ss.
- \* CUNNINGHAM PJ., KEMPER P., Ability to obtain Medical Care for the Uninsured. How Much Does It Vary Across Communities ?, *JAMA* 1998;280:921-927.
- \* JONES D., GILL PS., Refugees and primary care : tackling the inequalities, *British Medical Journal* 1998;317:1444-1446.
- \* STRANG J., SHERIDAN J., Effect of government recommendations on methadone prescribing in south east England : comparison of 1995 and 1997 surveys, *British Medical Journal* 1998;317:1489-1490.
- \* TERET SP., WEBSTER DW., VERNICK JS. and al., Support for New Policies to Regulate Firearms, *New England Journal of Medicine*, 1998;339:813-818.

OUVRAGES ET MONOGRAPHIES / BÜCHER UND MONOGRAPHIEN

- \* *Introducing Innovation into Practice : Technical and Ethical Analyses of preimplantation genetic diagnosis and ICSI Technologies*, Symposium Articles (4 contributions), *Journal of Law, Medicine & Ethics* 1998, vol. 26/1, p. 5-37.
- \* DEMICHEL A., *Le droit de la santé*, Paris 1998.
- \* LENOIR Noëlle, MATHIEU Bertrand, *Les normes internationales de la bioéthique*, Paris 1998.

**II. Doctrine suisse / Schweizerische Lehre**

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

- Drogue -

- \* BOUVIER P., Dépistages non volontaires de drogues à l'école: sont-ils utiles, sont-ils acceptables?, *Médecine et Hygiène*, 1998, no 2232, p. 2282-2290.

- Droits des patients, droit de la personnalité -

- \* GUINCHARD J.-M., Emploi et protection des données médicales, *Bulletin des médecins suisses*, 1998, n°43, p. 2174-2175.
- \* NAU J.-Y., Les vertus ambiguës du consentement éclairé, *Médecine et Hygiène*, 1998, no 2224, p. 1836.
- \* SANCHEZ G., Urgences médico-légales : la demande d'admission non volontaire en milieu psychiatrique dans le canton de Genève, *Médecine et Hygiène*, 1998, no 2224, p. 1817-1821.
- \* SPRUMONT D., Droit des patients : survol de la législation, *Plaidoyer* 4/1998, pp. 41 ss.

- Droit pénal -

- \* BAHON M. et MEYLAN P., Exécutions par injection intra-veineuse, *Bulletin des médecins suisses*, 1998, n°40, p.1991-1992.
- \* MORILLON L., Quelques réflexions sur la violation du devoir d'assistance ou d'éducation (art. 219 nouveau CP), *RDP* 1998, pp. 431 ss.

- Ethique biomédicale -

- \* CHEVROLET J.-C. et la Commission d'éthique clinique, Attitude face à un patient qui se trouve dans un état végétatif persistant, *Médecine et Hygiène*, 1998, n° 2222, p.1729-1735.

- Mesures médicales spéciales -

- \* STETTLER M., La procréation médicalement assistée; le point de vue d'un juriste, *Médecine et Hygiène*, 1998, n° 2229, p. 2090-2093.
- \* TARONI F., AITKEN C., Probabilité et preuve par ADN dans les affaires civiles et criminelles. Question de la cour et réponses fallacieuses des experts, *RDP* 1998, pp. 431 ss.

- Responsabilité médicale -

- \* KUHN H.-P., Bureau d'expertises extrajudiciaires de la FMH; rapport d'activité 1997, *Bulletin des médecins suisses*, 1998, n°37, p.1803-1804.

- Système de santé, politique de la santé -

- \* Charges pour les assurances sociales suisses dans le cadre des négociations bilatérales avec l'Union européenne (UE), *Sécurité sociale* 4/1998, p. 226-228.

- \* DUC J.-L., Quelques sujets de réflexion et propositions en relation avec la révision en cours de la LAMal, *PJA/AJP* 1998, pp. 1443 ss.
- \* DUC J.-L., Hospitalisation hors du canton de résidence et plan hospitalier, *Plädoyer* 5/1998, pp. 63 ss.
- \* DUMOULIN Jean-François, GUILLOD Olivier, MEROZ Jean-Christophe, L'impact d'une adhésion suisse à l'Union européenne sur le droit de la santé, *in* : COTTIER T., KOPSE A. R. (éd.), *L'adhésion de la Suisse à l'Union européenne. Enjeux et conséquences*, Zürich 1998, pp. 925 ss.
- \* KIESER U., Commentaire de l'ATF 124 III 229 (cité in *San-News* n° 7 de septembre 1998), *PJA/AJP* 1998, pp. 1106 ss.
- \* WICKI Martin, Etat de l'analyse des effets de la LAMal : plan de réalisation, *Sécurité sociale* 6/1998, p. 340-341

\*\*\*\*\*

# SAN NEWS N°9

Ce numéro couvre en principe la période entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 15 avril 1999.

## Législation / Gesetzgebung

### I. Droit international (sélection) Internationales Recht (Auswahl)

RAPPORTS, RECOMMANDATIONS, DECLARATIONS, PROPOSITIONS, ETC.  
BERICHTE, EMPFEHLUNGEN, ERKLÄRUNGEN, VORSCHLÄGE, USW.

- \* Conseil de l'Europe, Recommandation N° R (97) 17 du Comité des Ministres aux Etats membres sur le développement et la mise en œuvre des systèmes d'amélioration de la qualité (SAQ) dans les soins de santé, du 30 septembre 1997, *Recueil international de législation sanitaire* 1998, vol. 49/4, p. 637.
- \* Conseil de l'Europe, Recommandation 1317 (1997) de l'Assemblée parlementaire relative aux vaccinations en Europe, du 19 mars 1997, *Recueil international de législation sanitaire* 1998, vol. 49/4, p. 738.
- \* Conseil de l'Europe, Recommandation 1371 (1998) relative aux mauvais traitements infligés aux enfants, du 23 avril 1998, *Recueil international de législation sanitaire* 1998, vol. 49/4, p. 741.
- \* Commission des droits de l'homme des Nations Unies, Résolution 1997/33 du 11 avril 1997 sur la protection des droits fondamentaux des personnes infectées par le virus de l'immunodéficience humaine (VIH) ou atteintes du syndrome de l'immunodéficience acquise (SIDA), *Recueil international de législation sanitaire* 1998, vol. 49/4, p. 745.
- \* Assemblée mondiale de la santé (OMS), Résolution WHA 51.9 sur la publicité, la promotion et la vente transfrontières de produits médicaux par Internet, du 16 mai 1998, *Recueil international de législation sanitaire* 1998, vol. 49/4, p. 764.
- \* Assemblée mondiale de la santé (OMS), Résolution WHA 51.10 sur les conséquences éthiques, scientifiques et sociales du clonage dans le domaine de la santé humaine, du 16 mai 1998, *Recueil international de législation sanitaire* 1998, vol. 49/4, p. 765.

### II. Droit communautaire / Europarecht (JOCE 1.1.99 – 13.5.99)

DROIT EDICTE / ERLASSENES RECHT

- \* Rectificatif à la directive 90/220/CEE du Conseil du 23 avril 1990 relative à la dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés dans l'environnement, JO L 74/32 du 19 mars 1999.
- \* Décision N° 372/1999/CE du Parlement européen et du Conseil du 8 février 1999 adoptant un programme d'action communautaire relatif à la prévention des blessures dans le cadre de l'action dans le domaine de la santé publique (1999-2003), JO L 46/1 du 20 février 1999.

RAPPORTS, RECOMMANDATIONS, DECLARATIONS, PROPOSITIONS, ETC.  
BERICHTE, EMPFEHLUNGEN, ERKLÄRUNGEN, VORSCHLÄGE, USW.

- \* Avis du Comité économique et social sur la « Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 90/220/CEE relative à la dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés dans l'environnement, JO C 407/1 du 28 décembre 1998.
- \* Avis du Comité économique et social sur le thème : « La résistance aux antibiotiques : une menace pour la santé publique », JO C 407/7 du 28 décembre 1998.
- \* Avis du Comité économique et social sur la Communication de la Commission sur l'évolution de la politique en matière de santé publique au sein de la Communauté européenne, JO C 407/21 du 28 décembre 1998.



- ✱ Avis du Comité des régions sur la Communication de la Commission sur l'évolution de la politique en matière de santé publique au sein de la Communauté européenne, JO C 51/53 du 22 février 1999.
- ✱ Avis du Comité économique et social sur la Proposition de règlement (CE) du Parlement européen et du Conseil concernant les médicaments orphelins, JO C 101/37 du 12 avril 1999.
- ✱ Proposition de règlement (CE) du Conseil portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale, JO C 38/10 du 12 février 1999.

### III. Droit étranger (sélection) / Ausländisches Recht (Auswahl)

#### BELGIQUE

- ✱ Loi du 10 décembre 1997 visant la réorganisation des soins de santé, *Moniteur belge*, 29 janvier 1998, N° 19, p. 2517ss, *Recueil international de législation sanitaire* 1998, vol. 49/4, p. 635.

#### CANADA (ONTARIO)

- ✱ Loi de 1996 sur le consentement aux soins de santé, *Recueil international de législation sanitaire* 1998, vol. 49/4, p. 694.

#### CHILI

- ✱ Loi N° 19451 du 29 mars 1996 portant création des règles régissant la transplantation et le don d'organes, *Recueil international de législation sanitaire* 1998, vol. 49/4, p. 661.

#### DANEMARK

- ✱ Arrêté N° 381 du 19 juin 1998 relatif à la détention des personnes toxico-dépendantes en traitement, *Recueil international de législation sanitaire* 1998, vol. 49/4, p. 692.

#### ETATS-UNIS

- ✱ Décision des National Institutes of Health (NIH) d'autoriser l'octroi de subsides fédéraux aux recherches sur les cellules-souches, *The Journal of Law, Medicine and Ethics* 27 (1999), p. 95.

#### FRANCE

- ✱ Arrêté du 4.12.1998 relatif à la conservation et au transport des « tissus d'origine humaine » utilisés pour pratiquer des greffes : JO 1.1.1999, p. 44.
- ✱ Déclaration du secrétaire d'Etat à la Santé du 2 septembre 1998 portant suspension provisoire de la vaccination contre l'hépatite B des élèves de 6<sup>ème</sup> des collèges (citée in : *RD sanit. soc.*, 35 (1), janv.-mars 1999, p. 30).
- ✱ Loi du financement de la sécurité sociale (à paraître) (mentionnée in : *RD sanit. soc.*, 35 (1), janv.-mars 1999, p. 87 ss) (*Octroi aux pharmaciens du droit de substitution d'un médicament par un générique*).
- ✱ Décret N° 97-1048 du 9 novembre 1997 relatif à l'élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux ou assimilés et des pièces anatomiques et modifiant le code de la santé publique, *Journal Officiel*,

*Lois et Décrets*, 18 novembre 1997, N° 267, p. 16675s, *Recueil international de législation sanitaire* 1998, vol. 49/4, p. 646.

## INDE

- ✱ Règles du 1<sup>er</sup> janvier 1996 relatives aux techniques de diagnostic prénatal (Réglementation et prévention des utilisations irrégulières), *Recueil international de législation sanitaire* 1998, vol. 49/4, p. 680.

## MADAGASCAR

- ✱ Loi N° 97-044 du 2 février 1998 sur les personnes handicapées, *Recueil international de législation sanitaire* 1998, vol. 49/4, p. 686.

## PEROU

- ✱ Loi générale N° 26842 du 9 juillet 1997 relative à la santé, *Recueil international de législation sanitaire* 1998, vol. 49/4, p. 628.

## POLOGNE

- ✱ Loi du 26 octobre 1995 relative au prélèvement et à la transplantation de cellules, de tissus et d'organes, *Recueil international de législation sanitaire* 1998, vol. 49/4, p. 665  
*La loi est complétée par un arrêté portant création du Centre d'organisation et de coordination des transplantations (Recueil international de législation sanitaire 1998, vol. 49/4, p. 669) et par plusieurs ordonnances, notamment sur le registre central des refus de prélèvement, sur la tenue des dossiers, sur les banques de cellules et de tissus, sur les conditions de prélèvement et sur le mode de distribution des cellules, tissus et organes (Recueil international de législation sanitaire 1998, vol. 49/4, p. 670ss).*

## TUNISIE

- ✱ Loi N° 98-17 du 23 février 1998, relative à la prévention des méfaits du tabagisme, *Recueil international de législation sanitaire* 1998, vol. 49/4, p. 690.

## IV. Droit fédéral / Bundesrecht

### DROIT ÉDICTÉ / ERLASSENES RECHT [RO/AS + FF/BBL 1.1.99 – 11.5.99]

- ✱ Arrêté fédéral concernant un article constitutionnel sur la médecine de la transplantation, du 26 juin 1998 (introduction d'un article 24<sup>decies</sup> dans la Constitution fédérale), en vigueur dès le 7 février 1999, RO 1999 1341.
- ✱ Loi fédérale sur les brevets d'invention (Loi sur les brevets), du 25 juin 1954 [RS 232.14].  
Modification du 9 octobre 1998 (certificats complémentaires de protection pour les médicaments et pour les produits phytosanitaires), en vigueur dès le 1<sup>er</sup> mai 1999, RO 1999 1363.
- ✱ Ordonnance concernant l'expérimentation d'un modèle spécial d'enseignement et d'examens à la Faculté de médecine de l'Université de Berne, du 24 octobre 1996, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> novembre 1996, RO 1999 18.
- ✱ Ordonnance concernant l'expérimentation d'un modèle spécial d'enseignement et d'examens à la Faculté de médecine de l'Université de Lausanne, du 24 octobre 1996, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> novembre 1996, RO 1999 23.

- ✱ Ordonnance sur les formations et les activités autorisées en matière de radioprotection (Ordonnance sur la formation en radioprotection), du 15 septembre 1998, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 1999, RO 1999 476.
- ✱ Ordonnance sur les prestations dans l'assurance obligatoire des soins en cas de maladie, du 29 septembre 1995 [OPAS] (RS 832.112.31).
  - Modification du 18 novembre 1998, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 1999 (conseils aux diabétiques fournis par des diététiciens), RO 1999 528.
  - Modification du 24 décembre 1998, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 1999 (garantie de la qualité), RO 1999 738.
- ✱ Ordonnance sur la déclaration des maladies transmissibles de l'homme (Ordonnance sur la déclaration), du 13 janvier 1999, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> mars 1999, RO 1999 1092 (abroge l'ordonnance du 21 septembre 1987).
- ✱ Ordonnance sur les déclarations de médecin et de laboratoire, du 13 janvier 1999, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> mars 1999, RO 1999 1100.
- ✱ Ordonnance sur la prescription médicale d'héroïne, du 8 mars 1999, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> avril 1999, RO 1999 1313.
- ✱ Ordonnance sur les émoluments perçus dans le domaine de la radioprotection, du 24 mars 1999, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> avril 1999, RO 1999 1395.
- ✱ Ordonnance sur le contrôle du sang, des produits sanguins et des transplants, du 26 juin 1996 [RS 818.111.3].
  - Modification du 27 janvier 1999 (tests et mesures de précaution), en vigueur dès le 1<sup>er</sup> septembre 1999, RO 1999 1403.
- ✱ Ordonnance concernant le test d'un modèle spécial d'enseignement et d'examens à la Faculté de médecine de l'Université de Genève, du 25 août 1995 [RS 811.112.22].
  - Modification du 1<sup>er</sup> février 1999, en vigueur dès le 15 février 1999, RO 1999 1434.

MESSAGES, RAPPORTS ET DECISIONS OFFICIELS  
 BOTSCHAFTEN, AMTLICHE BERICHTE UND BESCHLÜSSE

- ✱ Arrêté fédéral relatif à une mise à jour de la Constitution fédérale, du 18 décembre 1998, FF 1999 176 (le peuple et les cantons ont accepté cet arrêté le 18 avril 1999; entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2000).
- ✱ Arrêté fédéral concernant l'initiative populaire « pour la protection de l'être humain contre les techniques de reproduction artificielle (Initiative pour une procréation respectant la dignité humaine) », du 18 décembre 1998, FF 1999 228.
 

*L'Assemblée fédérale recommande de rejeter cette initiative qui veut interdire la procréation hors du corps de la femme et l'utilisation de gamètes de tiers à des fins de procréation artificielle. La date du vote n'est pas encore fixée.*
- ✱ Message concernant l'arrêté fédéral sur les subsides fédéraux dans l'assurance-maladie et la révision partielle de la loi fédérale sur l'assurance-maladie, du 21 septembre 1998, FF 1999 727.
 

*Parmi les nouveautés proposées : le droit du pharmacien de substituer un médicament générique à une préparation originale, le budget global pour les soins ambulatoires et des réformes dans la réduction des primes et le financement des hôpitaux.*
- ✱ Message portant approbation de la modification de l'ordonnance générale concernant les examens des professions médicales, du 27 janvier 1999, FF 1999 1732.
 

*La révision introduit une clause générale qui permet aux facultés de médecine dentaire, de médecine vétérinaire et de pharmacie de tester de nouveaux modèles d'enseignement et d'examens, à l'instar des facultés de médecine.*

- ✱ Message concernant la modification du Code pénal suisse (dispositions générales, entrée en vigueur et application du code pénal) et du code pénal militaire ainsi qu'une loi fédérale régissant la condition pénale des mineurs, du 21 septembre 1998, FF 1999 1787.  
*A relever les nouveaux articles 56ss CPS proposés en ce qui concerne les mesures thérapeutiques et l'internement des délinquants adultes ainsi que les articles 13 et 14 du projet de loi fédérale régissant la condition pénale des mineurs sur le traitement ambulatoire et le placement de ceux-ci.*
- ✱ Procédure de consultation sur la révision de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (financement des hôpitaux), FF 1999 2281.  
*Les documents peuvent être obtenus auprès de l'Office fédéral des assurances sociales.*
- ✱ Rapport annuel du Conseil fédéral sur les activités de la Suisse au Conseil de l'Europe en 1998, du 13 janvier 1999, FF 1999 942.  
*Le domaine de la santé est traité sous chiffre 34, p. 954.*
- ✱ Arrêté du Conseil fédéral constatant le résultat de la votation populaire du 7 février 1999 (médecine de la transplantation, etc.), du 23 mars 1999, FF 1999 2675.
- ✱ Référendum contre la loi fédérale du 18 décembre 1998 sur l'assurance-maternité (LAMat). Aboutissement. Décision de la Chancellerie fédérale du 19 avril 1999, FF 1999 2767.
- ✱ Assistance au décès, Rapport du groupe de travail au Département fédéral de justice et police, mars 1999.
- ✱ Décision de l'Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage, du 16 avril 1999, rejetant la demande de la Station fédérale de recherches en production végétale de Changins d'être autorisée à procéder à une dissémination expérimentale de pommes de terre génétiquement modifiées, FF 1999 2778.
- ✱ Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée à la Clinique psychiatrique cantonale de Rheinau, du 23 février 1999, FF 1999 970.
- ✱ Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée pour une étude intitulée « Eugenisch motivierte Sterilisation in der Deutschschweiz seit Ende des 19. Jahrhunderts bis zum Ende des 2. Weltkrieges », du 19 janvier 1999, FF 1999 467.
- ✱ Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée pour une étude intitulée « L'eugénisme en Suisse romande : étude sur la stérilisation des malades et des handicapés mentaux de la fin du XIXe siècle à nos jours », du 26 janvier 1999, FF 1999 587.
- ✱ Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée pour une étude intitulée « Eugenik, Psychiatrie und Sozialpolitik in Bern. Kantonale Entwicklung und nationale und internationale Verknüpfungen von 1920 bis in die fünfziger Jahre », du 6 avril 1999, FF 1999 2507.
- ✱ Rapport d'activité du surveillant des prix, DPC 1998, p. 741.  
*Le rapport traite notamment des tarifs hospitaliers (p. 746 ss) et des prix des médicaments (p. 752 ss).*
- ✱ Loi fédérale sur l'analyse génétique humaine, avant-projet de septembre 1998, RDS, H. 5, I. HB, 1998, p. 487 ss ; Bundesgesetz über genetische Untersuchungen beim Menschen, Vorentwurf von September 1998, ibid., S. 473 ff.

## **V. Droit cantonal (sélection) / Kantonaies Recht (Auswahl)**

#### AARGAU

- ✱ VV. zum G. über den Bau, Ausbau und Betrieb sowie die Finanzierung der Spitäler und Krankenhäuser (Spitalgesetz) vom 20.3.1972 (Änderung von § 11 II Satz 1 + § 3A neu).
- ✱ V. über die Organisation der Kantonalen Behindertendienste vom 18.11.1998.

#### APPENZEL AUSSER RHODEN

- ✱ Gesundheitsgesetz vom 26.4.1998 (hebt das G. vom 28.4.1974 und den STKB über den Verkauf von Arzneimitteln vom 16.2.1988 auf).
- ✱ VV. zum BG. über die Krankenversicherung (VVO KVG) vom 30.10.1995 (Art. 3 IV aufgehoben).

#### BASELSTADT

- ✱ Spitalgesetz vom 24.6.1976 (Änderung von § 15A-15F + § 9 aufgehoben).
- ✱ Spitaldekret vom 18.10.1976 (§ 3 Bst. f aufgehoben).
- ✱ R. über die Ethikkommissionen für klinische Versuche vom 12.11.98.
- ✱ Vertrag zwischen den Kantonen BS und BL über das Universitäts-Kinderspital beider Basel (Kinderspitalvertrag) vom 16.02.1998.
- ✱ V. über die stellvertretenden und assistierenden Medizinalpersonen vom 13.10.1998 (Hebt die V. vom 26.10.1976 über die stellvertretenden und assistierenden Personen der Medizinalpersonen auf).

#### BASELSTADT

- ✱ Spitalgesetz vom 26.03.1981 (Änderung: § 2 II, 9 A - F neu;) (Universitäts-Kinderspital beider Basel).
- ✱ G. vom 15.11.1989 über die Krankenversicherung im Kanton BS (GKV) (Änderung : § 43 IV lit. c, 46 II und 47).
- ✱ V. über die Krankenversicherung im Kanton BS vom 07.11.1995 (KVO) (Änderung einiger Paragraphen, u.a. Prämien, Abzüge).
- ✱ V. über die Ausübung nicht-ärztlicher Medizinalberufe (Nicht-ärztliche Medizinalberufe-Verordnung) (hebt die V. betr. verschiedene Arten niederer Heilpersonen vom 27.06.1945, die V. betr. die Berufsankündigung der Medizinalpersonen vom 14.05.1957, die V. betr. die Zahntechniker vom 27.06.1945, die V. betr. die Ausübung des Berufs einer Dental-Hygienikerin vom 16.07.1968, die V. betr. die Krankenpflege vom 27.06.1945, die V. betr. die freiberufliche Tätigkeit als Hebamme und als Wochenbettschwester vom 05.06.1990, die V. betr. Massage und Heilgymnastik vom 12.05.1936, die Weisung betr. Reflexzonenmassage vom 27.07.1977, die V. betr. die Augenoptik vom 05.12.1989 und die V. betr. die Fusspflege vom 12.05.1936 auf).
- ✱ V. betr. Ausrichtung von Inkonvenienzenentschädigungen für Hebammen und Wochenbettschwestern vom 5.1.1999.

## BERN

- ✳ EV. zum BG. über die Krankenversicherung (EV KVG) (Änderung : Anhang 1 Punkt B, Einrichtungen ohne Beiträge der öffentlichen Hand).
- ✳ EV. zum BG. über die Krankenversicherung (EV KVG) (Änderung : Anhang 2, Spitalliste [gilt bis zum 31.12.1999]).
- ✳ V. vom 25.10.1995 über die Durchführung des Versicherungsobligatoriums und über die Verbilligung von Prämien in der obligatorischen Krankenpflegeversicherung (KKVV) (Änderung : Art. 8 A, 11, 12 A II & 16; Art. 13 A II aufgehoben).

## FRIBOURG

- ✳ L. du 23.02.1984 sur les hôpitaux (Modification : art. 29 lit. c, 32 A et note marginale nouveaux, pot commun).
- ✳ L. du 23.02.1984 sur les hôpitaux (Modification : art. 29 bis nouveau, budget global; 29 ter nouveau, bases de calcul).
- ✳ R. du 15.01.1985 d'exécution de la L. sur les hôpitaux (Modification : art. 17 I & 18 I; taux de l'activité de l'hôpital cantonal et calcul de l'excédent d'exploitation).
- ✳ A. du 04.06.1973 d'exécution de la LF sur le commerce des toxiques (modification : art. 6, poursuite pénale).
- ✳ A. approuvant l'accord entre la Conférence des directeurs cantonaux des affaires sanitaires (CDS) et le Concordat des assureurs-maladie suisses (CAMS) du 25.08.1998.

## GENEVE

- ✳ R. d'exécution de la loi sur l'exercice des professions de la santé, les établissements médicaux et diverses entreprises du domaine médical du 9.11.1983 (modification de l'art. 96 I, maison de gros - délégation).
- ✳ Statuts de la caisse de prévoyance du personnel des établissements médicaux du canton de GE (CEH) du 05.11.1998 (Modification : art. 95 I, nomination de la commission de contrôle de la gestion pour tenir compte de la réunion de 4 EMS - L d'approbation).
- ✳ L. d'application de la LF sur l'assurance-maladie du 29.05.1997 (Modification : art. 23 A, 29 I; art. 29 II & III abrogés).
- ✳ L. relative aux établissements médico-sociaux accueillant des personnes âgées du 03.10.1997 (Modification : art. 17, financement).

## GRAUBÜNDEN

- ✳ V. über die Meldepflicht für den Anbau von Hanf (*canabis sativa*) und dessen Verwendung im Kanton GR vom 23.11.1998.
- ✳ V. vom 13.12.1994 über die Gestaltung der Taxordnung in beitragsberechtigten Pflegeheimen und Pflegeabteilungen (Änderung : Art. 2, 6 A & 10; Art. 8 aufgehoben).

## JURA

- ✳ A. d'approbation du plan sanitaire du 9.12.1998.

## LUZERN

- ✳ VV. zum BG. über den Verkehr mit Giften vom 18.06.1973 (terminologische Änderung).

## NEUCHÂTEL

- ✳ A. du 21.10.1998 relatif au mode de financement des hôpitaux pour soins physiques basé sur des forfaits d'exploitation.
- ✳ R. du 15.10.1998 conc. les transports de patients et le service mobile d'urgence et de réanimation.
- ✳ R. d'application de la L d'introduction de la LF sur l'assurance-maladie (RALILAMal) du 31.01.1996 (Modification : art. 45, assurés de condition indépendante; 60, remboursement du contentieux).

## NIDWALD

- ✳ VV. zum G. über das Veterinärwesen (Kantonale Tierseuchenverordnung) vom 03.12.1982 (Änderung : § 13 IV).

## OBWALDEN

- ✳ RRB. Über den Vertrag und Tarif über die Leistungen der Spitexdienste für die anerkannten Krankenkassen vom 25.6.1995 (Änderung von Z. 1 lit. d, Krankenversicherer und Spitexorganisation genehmigen u.a. den Anhang über Kassenleistung, vom 24.6.1998).

## ST GALLEN

- ✳ R. über die Prüfung für Naturheilpraktiker vom 27.05.1998 (Hebt das Prüfungsreglement für Naturheilpraktiker vom 25.01.1995 auf).
- ✳ V. zum EG zur Bundesgesetzgebung über die Krankenversicherung vom 12.12.1995 (Änderung : Art. 12 I & II, massgebendes Einkommen; 14 I & III, Abzug für in der Schweiz wohnhafte Kinder).
- ✳ Suchtgesetz vom 14.1.1999  
(hebt das G. über die Verhütung und Bekämpfung des Alkoholmissbrauchs vom 18.06.1968, den GRB. über regionale Zentren für Suchtprävention vom 01.04.1993, den GRB. über die Beteiligung des Staates an regionalen Drogenberatungsstellen vom 07.05.1992 und den GRB. über die Beteiligung des Staates an der ambulanten Drogenhilfe in der Stadt St. Gallen vom 13.01.1994 auf).

## SCHAFFHAUSEN

- ✳ Krankenversicherungsgesetz vom 19.12.1994 (Änderung : Art. 1 II & 2 II - IV; Ziel : Anpassung des Verfahrens an veränderte Rahmenbedingungen).
- ✳ V. über den Vollzug des Krankenversicherungsgesetzes vom 09.07.1996 (Änderung : § 3 I lit. d, Aufgabe der Gemeinde; 16 I, Kontrolle durch die Gemeinde; §13 IV aufgehoben; Anhang betr. Durchführung der Prämienverbilligung 1999).

## SCHWYTZ

- ✱ KRB. betr. den Beitritt zum Konkordat über die Kontrolle der Heilmittel vom 06.03.1991 (Heilmittelkonkordat) (Aufgehoben).
- ✱ RRB. vom 01.12.1969 über die Festsetzung der Einkommens- und Vermögensgrenzen für die Versicherten in sehr guten wirtschaftlichen Verhältnissen (Aufgehoben).

#### SOLOTHURN

- ✱ V. über die Organisation des Sanitätswesen vom 19.12.1938 (Änderung von § 20 I, Forderungen der Ärzte und Apotheker an unterstützungsbedürftige Patienten).
- ✱ V. über die Organisation und den Betrieb der kantonalen Bildungszentren für Gesundheitsberufe vom 22.09.1998.
- ✱ R. über das Ausbildungsverhältnis an den kantonalen Bildungszentren für Gesundheitsberufe vom 07.12.1998.
- ✱ - Promotionsordnung der Schule für Pflegeberufe Olten für die Ausbildung in Alters- und Langzeitpfleger vom 28.09.1993
  - V. vom 27.08.1991 über die Schule für Pflegeberufe Olten
  - R. der Schule für psychiatrische Krankenpflege Solothurn vom 07.10.1986
  - Schulordnung der Schule für Pflegeberufe Olten vom 19.10.1993
  - Schulordnung der Schule für psychiatrische Krankenpflege Solothurn vom 07.10.1986
  - Prüfungsreglement und Promotionsordnung der Schule für psychiatrische Krankenpflege vom 11.06.1992 (Aufgehoben durch § 17 II Bst. a - f der V. über die Organisation und den Betrieb der kantonalen Bildungszentren für Gesundheitsberufe).
- ✱ Suchthilfegesetz vom 26.09.1993 (Änderung : § 14 I, 15 IV, 17 I & 20).
- ✱ Alters- und Pflegeheimgesetz vom 02.12.1990 (Änderung : § 1 II & III, 2 II, 5 I & II, 8 I, 9 I, 12 I, 12 III neu, 13 I, 14, 16 I & 19 III; § 15, 16 II & 17 aufgehoben).

#### THURGAU

- ✱ RRV. über Berufe des Gesundheitswesens vom 16.06.1987 (Änderung : § 2 Z. 6, Übungsbehandlung von Sprachstörungen; 35, Tätigkeitsbereich von Naturheilpraktikern).
- ✱ RRV. zum G. über die Krankenversicherung vom 19.12.1995 (Änderung : § 4 II & III neu, Übernahme der Prämienrückstände und Krankheitskosten; 6, Ansätze der Prämienverbilligungen).

#### TICINO

- ✱ L. sull'assistenza e cura a domicilio (Controprogetto al progetto di legge in seguito all'iniziativa popolare per il promovimento delle cure extraospedaliere e dei servizi a domicilio) (L'iniziativa popolare è stata ritirata, cf. FU 1997/104/8886).
- ✱ L. sugli ospedali pubblici del 20.12.1982 (Modifica : art. 17 lett. q diventa lett. p; introdotta con la cifra I della L di coordinamento delle competenze e delle vie di diritto in materia di ospedalizzazioni fuori Cantone).
- ✱ R. del CdS sul servizio medico nelle zone di montagna del 26.1.1999.



- ✳ L. di applicazione della LF sull'assicurazione malattie del 26.06.1997 (Modifica : art. 20 I, 76 III & IV, introdotta con la cifra II della L di coordinamento delle competenze e delle vie di diritto in materia di ospedalizzazioni fuori Cantone).

#### URI

- ✳ R. über die Prämienverbilligung für die Krankenpflege-Grundversicherung vom 13.12.1994 (Änderung : Art. 11 I, 21 II & IV).

#### VAUD

- ✳ R. du 17.12.1997 conc. la constitution d'un fonds pour la prévention et la lutte contre les toxicomanies (Modification).
- ✳ L. du 25.06.1996 d'application vaudoise de la LF sur l'assurance-maladie (LAVAl) (Modification : l'art. 26 est remplacé par l'art. 2 du D. relatif à la participation financière des communes aux frais des assurances et des régimes sociaux [facture sociale]).
- ✳ A du 11.03.1985 instituant un fonds des médecins assistants (Modification : art. 2, but; 5 III, présidence et secrétariat)

#### VALAIS

- ✳ L. du 18.11.1950 créant un fonds cantonal pour la lutte contre la tuberculose (al. 17-19 barème art. 5 abrogé).

#### ZUG

- ✳ Vereinbarung der Innerschweizer Kantone über Ausbildungen für Berufe des Gesundheitswesens vom 21.09.1998 (+ Anhänge I & II) (Genehmigung) (Hebt die Vereinbarung der Innerschweizer Kantone über Spitalschulen vom 26.10.1984 auf).
- ✳ R. über die Akupunkturprüfung vom 10.12.1998 (Hebt das R. vom 27.03.1990 auf).
- ✳ V. über die Herstellung, den Handel und die Abgabe von Heilmitteln vom 25.11.1980 (Heilmittelverordnung) (Änderung : § 4, IKV, IKS-Regulative, Pharmakopöe; 5, Vertrieb; 31, Bewilligung).

#### ZÜRICH

- ✳ V. vom 14.07.1955 über die Tierärzte (terminologische Änderung).
- ✳ EV. vom 06.12.1995 zum Krankenversicherungsgesetz (Änderung : § 4 II; § 7 tritt rückwirkend auf den 01.01.1998 in Kraft).
- ✳ RRB. über die Prämienverbilligung in der Krankenversicherung vom 04.11.1998.

**Tous ces textes sont en vigueur / Alle Texte in Kraft.**

#### **VI. Déclarations et directives éthiques et professionnelles Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien**

- ✱ (DEUTSCHE) BUNDESÄRZTEKAMMER, Erklärung zum Schwangerschaftsabbruch nach Pränataldiagnostik, *MedR* 1/1999, p. 31 ss.

SUISSE / SCHWEIZ

- ✱ FEDERATION DES MEDECINS SUISSES, Directives pour les guides de pratique médicale, *Bulletin des médecins suisses*, 1999 ; 80, n° 14, p. 831 ss.
- ✱ ACADEMIE SUISSE DES SCIENCES MEDICALES, Directives concernant les problèmes éthiques aux soins intensifs, *Bulletin des médecins suisses*, 1999 ; 80, n° 4, p. 193 ss.

## Jurisprudence / Rechtsprechung

### I. Jurisprudence CEDH - Cour (sélection) Rechtsprechung EMRK - Gerichtshof (Auswahl)

- ✱ AFFAIRE MUSIAL c. POLOGNE, arrêt du 25 mars 1999  
*Internement psychiatrique - Retard injustifié dans l'élaboration du rapport d'expertise : violation de l'art. 5 § 4 CEDH.*
- ✱ AFFAIRE F.E. c. FRANCE, arrêt du 30 octobre 1998  
*Accès à un tribunal pour obtenir une indemnisation complémentaire du préjudice subi par un individu contaminé par le virus du sida à la suite de l'administration d'un produit sanguin.*

### II. Jurisprudence des juridictions communautaires (sélection) Rechtspr. der Gerichte der EG (Auswahl)

- ✱ Arrêt du 3 décembre 1998 dans l'affaire C-368/96 (demande de décision préjudicielle de la High Court of Justice (England & Wales), Queen's Bench Division), JO C 20/11 du 23 janvier 1999.  
*Médicaments. Autorisation de mise sur le marché. Procédure abrégée. Produits essentiellement similaires.*
- ✱ Avis consultatif du 24 novembre 1998 dans l'affaire E-2/98 (demande d'avis consultatif du tribunal de Reykjavik), JO C 44/9 du 18 février 1999.  
*Fixation des prix pharmaceutiques. Baisse générale des prix. Système de contrôle des prix.*

### III. Jurisprudence étrangère (sélection) Ausländische Rechtsprechung (Auswahl)

AUTRICHE

- ✱ Recht der Medizin 1/1999, p. 23 - OGH 10 septembre 1998 (6 Ob 143/98t).  
*Coûts des soins prodigués par la famille suite à une erreur médicale.*
- ✱ Recht der Medizin 1/1999, p. 30 - OGH, 28 septembre 1998 (4 Ob 228/98b).  
*Publicité et prestations médicales dans un hôpital.*

ALLEMAGNE

- ✳ MedR 1999, H. 3, p. 119 ss - BVerfG, Urt. v. 27.10.1998 - 1 BvR 2306/96 également in : NJW 1999, H. 12, p. 841 ss.  
*Mehrere Regelungen des Bayerischen Schwangerenhilfe-Ergänzungsgesetzes sind verfassungswidrig.*
- ✳ NJW 1999, H. 12, p. 883 s. - OVG Saarlouis, Beschl. v. 13.1.1998 – 1 Q 151/97.  
*Verbot der Versendung von Arzneimitteln durch Apotheker verletzt weder Individualrechte noch das Verbot von Handelsbeschränkungen zwischen EG-Staaten. Versand an Therapeuten auch nicht erlaubt.*

#### BELGIQUE

- ✳ Revue de droit de la santé 4 (1998-1999) N° 3, p. 245 - Jeugdrechtbank Kortrijk, 18 mars 1997 (B.M. c. V.S.) - commentaire (en français) de Nathalie Colette-Basecqz.  
*Insémination artificielle - Couple d'homosexuelles - Droit d'entretenir des relations familiales avec l'enfant.*

#### ETATS-UNIS

- ✳ Doe v. High-Tech Institute, Inc., Colorado Court of Appeals, *The Journal of Law, Medicine & Ethics* 26 n° 4 (1998) p. 353.  
*Test HIV pratiqué à l'insu du patient. Violation de la sphère privée (privacy).*
- ✳ Dow Chemical Co. v. Mahlum, Supreme Court of Nevada, *American Journal of Law & Medicine* 1999, vol. 25, p. 179.  
*Responsabilité pour les défauts d'implants mammaires en silicone.*

#### FRANCE

- ✳ RD sanit. soc., 35 (1), janv.-mars 1999, p. 36 s. – Cour adm. d'appel Paris, 9 juin 1998, n° 95 PA 03525 (résumé) – avec une note de M. J.-S. CAYLA  
*Transfusion sanguine effectuée malgré le refus du malade (témoin de Jéhovah). Intervention jugée non fautive eu égard à la soudaineté et l'importance de l'hémorragie et au risque vital en résultant, et du fait qu'aucune thérapeutique de remplacement ne pouvait être envisagée. Pas d'atteinte à la liberté de manifester sa religion. Pas de traitement inhumain ou dégradant au sens de la CEDH (!).*
- ✳ RD sanit. soc., 35 (1), janv.-mars 1999, p. 84 s. – Arrêt du Conseil d'Etat du 12 juin 1998, req. N° 181 718 (résumé)  
*Contrôle abstrait d'une modification du Code de la santé publique (décret du 14.6.1996 introduisant l'art. R. 5053-3) fixant les conditions autorisant la publicité des pharmacies. La publicité des pharmacies peut être restreinte pour des motifs de santé publique. Pas de nécessité de distinguer entre les produits de pure pharmacie et de parapharmacie.*

#### ROYAUME-UNI

- ✳ *Re S.* - High Court of Justice, Family Division [1998] 1 F.L.R. 944, *Medical Law Review* 1998, p. 354, note GRUBB.  
*Stérilisation d'une jeune adulte incapable de discernement ? Refus.*
- ✳ *St George's Healthcare N.H.S. Trust v. S.* - Court of Appeals [1998] 3 All E.R. 673, *Medical Law Review* 1998, p. 356, note GRUBB.  
*Traitement forcé d'une femme enceinte ? Non. Portée du Mental Health Act.*
- ✳ *Bolitho v. City & Hackney Health Authority* - House of Lords [1997] 4 All E.R. 771, *Medical Law Review* 1998, p. 378 note GRUBB.

#### IV. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung

- ✱ Tribunal fédéral, 1<sup>ère</sup> Cour de droit public, 23 septembre 1998, ATF 124 I 304.  
*Droit à l'assistance judiciaire (4 Cst.) dans une procédure dans laquelle est en cause l'admissibilité de soins médicaux imposés.*
- ✱ Tribunal fédéral, 2<sup>e</sup> Cour de droit public, 18 novembre 1998, ATF 125 I 7.  
*Recours de concurrents contre l'octroi d'une autorisation d'exploiter une pharmacie délivrant les médicaments par correspondance (MediService). Non-entrée en matière.*
- ✱ Tribunal fédéral, 2<sup>e</sup> Cour de droit public, 18 décembre 1998, ATF 125 I 71.  
*Infirmières bernoises. Egalité de salaire.*
- ✱ Tribunal fédéral, 2<sup>e</sup> Cour civile, 29 avril 1999 (non encore publié).  
*L'article 397a CC n'est pas une base légale pour le traitement forcé dans le cadre d'une privation de liberté à des fins d'assistance. En l'absence d'une base légale en droit cantonal, l'intéressé ne peut donc en principe pas être maintenu dans un établissement quand il y a été interné en vue d'une thérapie.*
- ✱ Tribunal fédéral, Cour de cassation pénale, 20 octobre 1998, ATF 124 IV 246.  
*Traitement ambulatoire (43 ch. 1 al. 1 CPS). La notion de traitement médical englobe toute forme de traitement médical et paramédical à même d'éliminer ou d'atténuer le danger de voir le délinquant récidiver (changement de jurisprudence).*
- ✱ Tribunal fédéral, Cour de cassation pénale, 3 décembre 1998, ATF 124 IV 258 et RSJ n° 4/1999, p. 76 (cité in *San-News* n° 8 de jan. 1998, p. 15).  
*Qualification de lésions corporelles (art. 122-123 CPS) d'une intervention médicale (confirmation de la jurisprudence 99 IV 208).*
- ✱ Tribunal fédéral des assurances, 5 août 1998, ATF 124 V 291 (cité in *San-News* n° 8 de jan. 1998, p. 17).  
*74/2 LAMal. Le droit à 16 semaines d'indemnités journalières en cas de maternité ne peut être réduit. Les indemnités versées avant l'accouchement pour cause de maladie ne peuvent donc être imputées sur ces 16 semaines.*
- ✱ Tribunal fédéral des assurances, 18 septembre 1998, ATF 124 V 296.  
*L'OFAS n'a pas qualité pour recourir contre l'exemption de l'assurance obligatoire. Cette qualité appartient au Département fédéral de l'intérieur.*
- ✱ Tribunal fédéral des assurances, 23 novembre 1998, ATF 124 V 333 (cité in *San-News* n° 8 de jan. 1998, p. 16).  
*7/2 LAMal. La diminution de la réduction des primes dans l'assurance avec franchise à option, sans modification du barème des primes, n'est pas une augmentation ouvrant le délai extraordinaire de résiliation d'un mois.*
- ✱ Tribunal fédéral des assurances, 2 septembre 1998, ATF 124 V 338 et RAMA 6/1998, p. 484 ss.  
*25/2 LAMal. Les frais de taxi peuvent être des frais de transport médicalement nécessaires. L'existence d'une convention tarifaire n'est pas une condition du droit aux prestations. Les cantons ne sont pas obligés d'établir une liste des entreprises de taxi autorisées à pratiquer à charge des assureurs maladie.*
- ✱ Tribunal fédéral des assurances, 2 novembre 1998, ATF 124 V 346 et RAMA 6/1998, p. 557 ss.  
*31 LAMal, 17s. OPAS. Pas de lacune dans l'absence de mention du diabète sucré parmi les maladies graves susceptibles d'occasionner des soins dentaires.*
- ✱ Tribunal fédéral des assurances, 19 octobre 1998, ATF 124 V 351 et RAMA 6/1998, p. 509 ss.

31 LAMal. Principe et étendue de l'obligation de prendre en charge des traitements dentaires en cas de boulimie et d'anorexie nerveuse.

- ✱ Tribunal fédéral des assurances, 19 octobre 1998, ATF 124 V 356 et RAMA 6/1998, p. 514 ss.  
*37, 39 LAA. Suites d'un accident dû à une entreprise téméraire. La LAMal n'autorise pas l'assureur-maladie à opérer une réduction pour les prestations de l'assurance obligatoire des soins ni à prévoir statutairement une telle réduction.*
- ✱ Tribunal fédéral des assurances, 26 novembre 1998, ATF 124 V 362, RAMA 1/1999, p. 31 ss et RJB 1999 (135) p. 109 ss.  
*49, 56 LAMal. Distinction entre besoin de soins aigus (Spitalbedürftigkeit) et besoin de traitement (Pflegebedürftigkeit). Le séjour dans un hôpital de soins aigus n'est autorisé que tant qu'il est rendu nécessaire par le but du traitement. Il faut cependant accorder à l'assuré une brève période d'adaptation pour lui permettre de se rendre dans un EMS (confirmation de la jurisprudence rendue sous l'empire de la LAMA).*
- ✱ Tribunal fédéral des assurances, 30 septembre 1998, ATF 124 V 368.  
*110 OAMal. Cet article ne diffère pas la naissance du droit à l'indemnité journalière (réglée à 72/2 LAMal) mais libère la caisse-maladie de l'obligation, déjà existante, d'allouer l'indemnité.*
- ✱ Tribunal fédéral des assurances, 2 décembre 1998, ATF 124 V 393.  
*En qualité d'organes d'exécution de l'assurance-maladie sociale, les caisses-maladie n'ont pas une autonomie comparable à un assureur privé. Partant, elles n'ont pas la qualité de partie et ne peuvent pas recourir contre la décision du DFI qui a retiré à Visana l'autorisation de pratiquer l'assurance-maladie sociale dans huit cantons.*
- ✱ Tribunal fédéral des assurances, 5 février 1999 (non encore publié).  
*Un dentier est à charge de l'assurance obligatoire des soins quand elle doit couvrir les frais de l'arrachage des dents d'un assuré souffrant d'une maladie grave et non évitable du système masticatoire (ostéomyélite).*
- ✱ Tribunal fédéral des assurances, 25 février 1999 (non encore publié).  
*La FIVETE n'est pas à charge de l'assurance obligatoire des soins. Rôle du juge dans ce type de décision.*
- ✱ Tribunal fédéral, 30 mars 1999 (non encore publié ; voir *Le Temps* du 31 mars 1999).  
*Article 8 al. 5 de la loi fédérale sur les stupéfiants. Une autorisation exceptionnelle de distribuer de l'héroïne dans un cabinet médical privé peut être accordée à un médecin pour réduire les douleurs d'un malade du sida en phase terminale.*
- ✱ JT 1998 I 624 (= ATF 122 I 343, cité in *San-News* n° 3 de mai 1997)  
*Un canton peut refuser de faire bénéficier de la réduction de primes les saisonniers et les personnes effectuant un séjour de courte durée, bien qu'ils soient assurés à titre obligatoire selon le droit fédéral.*
- ✱ JT 1998 I 668 (= ATF 124 III 229, cité in *San-News* n° 7 de sept. 1998)  
*Assurances-maladie complémentaires : les assureurs sont autorisés à fixer des primes en fonction du risque et ne sont pas tenus de prendre en compte les périodes d'assurance accomplies sous l'ancien droit.*
- ✱ Semaine Judiciaire, 121 (1999) N° 9, p. 129 ss et RDAF I 1999, p. 61 ss - ATF du 11.8.1998 (A. et consorts c./ République et canton de Genève)  
*Pratique privée de médecins cantonaux publics. A Genève, soumission à la législation cantonale de droit public. Retenue sur les honoraires relatifs à cette pratique. Pas de violation de la liberté du commerce et de l'industrie, ni de l'égalité de traitement ou de l'interdiction de l'arbitraire. Pas non plus d'atteinte à des droits acquis ou de violation du principe de la bonne foi.*
- ✱ Semaine Judiciaire, 121 (1999) N° 11, p. 172 ss - Résumé et traduction de l'ATF du 3.12.1998 (X. c. Y.)  
*Lésion corporelle simple. Acte médical. Nécessité d'obtenir le consentement préalable du patient – art. 123*

- ✱ RAMA 6/1998, p. 521ss, Entscheid des Bundesrates vom 21. Oktober 1998 in Sachen kantonalverband appenzellischer Krankenversicherer gegen den Regierungsrat des Kantons Appenzell A. Rh.  
*Spitalliste.*
- ✱ RAMA 1/1999, p. 11ss, Decisione del Consiglio federale del 19 novembre 1998 nella causa Associazione swizzera dietiste/i diplomate/i contra il Consiglio di Stato del Cantone Ticino  
*Non adhésion d'un membre d'une fédération à la convention tarifaire conclue par sa fédération - Conditions préalables à remplir avant la saisie de l'autorité cantonale pour fixation d'un tarif au sens de l'art. 47 LAMal.*
- ✱ RAMA 1/1999, p. 43ss, Entscheid des Bundesrates vom 7. Dezember 1998 in Sachen SWICA Gesundheitsorganisation gegen Eidgenössisches Departement des Innern und Bundesamt für Sozialversicherung  
*Zur Frage der Zulässigkeit der vertraglichen Beschränkung des Wahlrechts auf Generika.*
- ✱ RAMA 1/1999, p. 106ss, Arrêt du TFA du 14 août 1998 dans la cause C. F.  
*Maladie professionnelle selon la clause générale (art. 9 al. 2 LAA). L'existence d'une maladie professionnelle est niée dans le cas d'une atteinte d'épicondylite, vu l'absence de causalité qualifiée entre cette affection et l'activité exercée selon les bases épidémiologiques actuelles.*
- ✱ Repertorio di giurisprudenza patria, n° 60, 1999, p. 225 – Tribunale federale delle assicurazioni, 07.04.1998  
*LAMal 41/3, 39/1; Hospitalisation hors canton en service ½ privé prise en charge malgré une couverture complémentaire.*
- ✱ Revue suisse de jurisprudence, n° 4, février 1999 (95), p. 76 – TF 6S.652/ 1997 du 3.12.98 (résumé)  
*Le TF maintient sa jurisprudence 99 IV 208 selon laquelle toute mesure médicale touchant l'intégrité physique constitue l'élément objectif d'une lésion corporelle.*
- ✱ Plädoyer 2/1999, p. 65 – BGE, 20.3.1998 (1P.113/1998)  
*Vager Verdacht genügt für DNA-Analyse. Die Aehnlichkeit mit einem Robotbild genügt im Kanton Zürich, Verdächtige zu einer DNA-Analyse zu zwingen. Bei Entlastung sind die Proben zu vernichten.*
- ✱ Plädoyer 1/1999, p. 77 - Beratung im Fall 4C.276/1993 «T. c. Staat Luzern» vom 1.12.1998 (schriftliche Urteilsbegründung noch ausstehend)  
*Keine Haftung nach ungenügender Aufklärung über Risiko der Sterilisation.*
- ✱ Secrétariat de la Commission de la Concurrence, rapport final d'enquête préalable du 24 septembre 1998, Versandapotheke MediService AG in DPC 1998, p. 549  
*Vente de médicaments par correspondance - Absence d'accord ou de pratique illicite au sens de la LCart.*
- ✱ Secrétariat de la Commission de la Concurrence, rapport final d'enquête préalable, Stratec Medical in DPC 1998, p. 555, rés.  
*Examen de la concurrence sur le marché des implants chirurgicaux pour l'ostéosynthèse.*
- ✱ Secrétariat de la Commission de la Concurrence, rapport final d'enquête préalable du 27 novembre 1998, Dr. Gino Slivar in DPC 1998, p. 555  
*Application des tarifs de médecin généraliste à un psychiatre titulaire d'un diplôme étranger - Application de la LCart.*
- ✱ Secrétariat de la Commission de la Concurrence, rapport final d'enquête préalable du 30 novembre 1998, Hôpitaux universitaires de Genève in DPC 1998, p. 562  
*Tarifs pratiqués par les Hôpitaux universitaires de Genève en matière de soins ambulatoires.*

## V. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung

### FRIBOURG

- ✱ Revue fribourgeoise de jurisprudence 4/1998, p. 482 ss - Cour des assurances sociales du Tribunal administratif, arrêt du 2 avril 1998  
*Notion de maladie dans la LAMA et la LAMal. Rapport de causalité adéquate. Etude de l'origine d'une incapacité de travail : accident ou maladie. In casu, l'origine des nécroses de la tête fémorale et de la coxarthrose du recourant est traumatique.*
- ✱ Revue fribourgeoise de jurisprudence 4/1998, p. 490 ss - Cour des assurances sociales du Tribunal administratif, arrêt du 1<sup>er</sup> octobre 1998  
*Restitution de la différence de cotisations d'assurance de base existant entre celles payées par l'assuré selon le tarif genevois et celles qu'il aurait dû régler selon le barème fribourgeois.*
- ✱ Revue fribourgeoise de jurisprudence 4/1998, p. 497 ss - Cour des assurances sociales du Tribunal administratif, arrêt du 5 novembre 1998  
*Prise en charge des frais d'hospitalisation hors canton. Conditions. Autorités cantonales compétentes pour rendre les décisions ad hoc en la matière.*

### GENEVE

- ✱ Plädoyer 1/1999, p. 68 - Arrêt de la Cour correctionnelle sans jury genevoise du 8.12.1998 (n° ACC/45/98)  
*Arrêt du sang contaminé. La Cour a condamné l'ancien directeur général du Laboratoire central de la Croix-Rouge pour exposition (art. 127 CPS) par dol éventuel, mais n'a pas retenu les lésions corporelles graves en raison du lien de causalité non prouvé, pour avoir fourni du facteur VIII infecté par le VIH à des hémophiles.*

### LUZERN

- ✱ LGVE 1998 II, n° 21, p. 215 ss – Verwaltungsgericht, Urt. v. 2.12.98  
*Verfügt ein Inhaber eines ausländischen Medizinaldiploms über hinreichende fachliche Fähigkeiten, um eine Arztpraxis so zu führen, dass keine Gefahr für die öffentliche Gesundheit befürchtet werden muss, hat er Anspruch auf die kantonale Bewilligung zur selbständigen Führung einer Arztpraxis.*
- ✱ LGVE 1998 II, n° 48, p. 342 ss – Sozialversicherungsgericht, Urt. v. 2.7.98  
*Es ist unzulässig, bei zum typischen Beschwerdebild nach Beschleunigungstrauma der Halswirbelsäule gehörenden Symptomen, welche mit den heute verwendeten bildgebenden Untersuchungsmethoden nicht objektiviert werden können, von vornherein auf unfallfremde psychosoziale Faktoren zu schliessen, ohne neurologische und u. U. auch neuropsychologische Untersuchungen durch Fachärzte durchgeführt zu haben.*

### ST GALLEN

- ✱ Schweizerisches Zentralblatt für Staats- und Verwaltungsrecht 100 (1999) Nr. 4, p. 224 ss. – Verwaltungsgericht vom 26.8.1998 (B 111/1998)  
*Kündigung der Dienstverhältnisse von Aerzten an öffentlichen Spitälern zur Durchsetzung von Kürzungen des Honoraranteils für privatärztliche Tätigkeit.*

### SOLOTHURN

- ✱ Revue du droit de tutelle 1999 37 - Département des Innern, 31 août 1998 (décision reproduite aussi dans Plädoyer 1998/6, p. 70).

*Privation illégale de liberté à des fins d'assistance (397a CC). Certificat médical abusif. Etendue des dommages-intérêts et de la réparation morale (429a CC).*

## TICINO

- ✳ Repertorio di giurisprudenza patria, n° 56, 1999, p. 210 – Tribunale cantonale delle assicurazioni, 18.03.1998  
*9 LAI; intervention chirurgicale à l'étranger (USA) par le meilleur chirurgien de la branche n'est pas un motif justificatif pour la prise en charge par l'AI; ce qui est déterminant c'est le fait que la même opération puisse être exécutée en Suisse.*
- ✳ Repertorio di giurisprudenza patria, n° 57, 1999, p. 216 – Tribunale cantonale delle assicurazioni, 16.12.1997  
*90/2 OAI; 51 LAI; le transport en hélicoptère peut aussi être justifié pour un nouveau-né par l'exigence de limiter la période de séparation mère-enfant.*
- ✳ Repertorio di giurisprudenza patria, n° 61, 1999, p. 228 – Tribunale cantonale delle assicurazioni, 14.01.1998  
*56, 81 LSan; 23 LAMA (1911); 23 OIII; refus du droit aux prestations pour une hospitalisation alors qu'un séjour en home médicalisé serait une mesure suffisante.*
- ✳ Repertorio di giurisprudenza patria, n° 63, 1999, p. 240 – Tribunale cantonale delle assicurazioni, 26.03.1998  
*36 OAMal; 12/3 LAMal; traitement à l'étranger : si le spécialiste suisse ne l'a pas prescrit cela ne signifie pas que son exécution est impossible en Suisse.*
- ✳ Repertorio di giurisprudenza patria, n° 64, 1999, p. 243 – Tribunale cantonale delle assicurazioni, 14.01.1998  
*LAA; 6 CEDH; seules des circonstances exceptionnelles peuvent faire admettre l'existence d'un lien de causalité entre un traumatisme dorsal et une hernie discale.*

## ZÜRICH

- ✳ ZR 98 (1999) n° 4 p. 21 ss – Obergericht, Urt. v. 6.4.98  
*Konkrete Berechnung des Invaliditätsschadens unter Berücksichtigung des konkreten und künftigen Erwerbsausfalls, des konkreten und künftigen Haushaltsschadens sowie des anrechenbaren (kapitalisierten) IV-Regresses.*
- ✳ Verwaltungsgericht des Kantons Zürich, arrêt du 19 mars 1998, en la cause ... c. Direktion des Gesundheitswesens des Kantons Zürich in DPC 1998, p. 678  
*Autorisation d'exercice pour un dentiste titulaire d'un diplôme obtenu aux Etats-Unis - Application de la loi fédérale sur le marché intérieur.*
- ✳ Schweizerisches Zentralblatt für Staats- und Verwaltungsrecht 100 (1999) Nr. 4, p. 224 ss. – Verwaltungsgericht vom 26.8.1998 (B 111/1998)  
*Kündigung der Dienstverhältnisse von Aerzten an öffentlichen Spitälern zur Durchsetzung von Kürzungen des Honoraranteils für privatärztliche Tätigkeit.*

## Doctrine / Lehre

### I. Doctrine internationale et étrangère (sélection)

#### Internationale und ausländische Lehre (Auswahl)

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

## ARTICLES / AUFSÄTZE



### Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

- \* BODENHEIMER T. Disease Management – Promises and Pitfalls. *The New England Journal of Medicine* 1999;340:1202-1205.
- \* HOLMER AF. Direct-to-Consumer Prescription Drug Advertising Builds Bridges Between Patients and Physicians and Direct-to-Consumer marketing of prescription Drugs. Creating Consumer Demand. *JAMA* 1999;281;380-382 and 382-364.

### Droits des patients, droit de la personnalité

- \* DICKENSON DL. Can Children and young people consent to be tested for adult onset genetic disorders ? and GELLER G. Commentary : Weighing burdens and benefits rather than competence. *BMJ* 1999;318:1063-1066.
- \* EISEMANN M, RICHTER J. Relationships between various attitudes towards self-determination in health care with special reference to an advance directive. *Journal of Medical Ethics* 1999;25:37-41.
- \* EMMRICH M., Forschung an nichteinwilligungsfähigen Menschen, *Aus Politik und Zeitgeschichte* 1999, H. 6, p. 12 ss.
- \* FAZEL S, HOPE T, JACOBY R. Assessment of competence to complete advance directives : validation of a patient centred approach. *BMJ* 1999; 318:493-497.
- \* FENNELL P., Doctor Knows Best ? Therapeutic Detention Under Common Law, the Mental Health Act, and the European Convention, *Medical Law Review* 1998, p. 322-353.
- \* GAIDZIK P. W., HIERSCHE H.-D., Historische, rechtstasächliche und rechtspolitische Aspekte der Sterilisation Einwilligungsunfähiger, *MedR* 1/1999, p. 58 ss.
- \* LEMMENS T., In the Name of National Security : Lessons from the Final Report on the Human Radiation Experiments, *European Journal of Health Law*, 6 (1999) 1, p. 7 ss.
- \* MANUEL C. et al., Is the Legislation of European States in Keeping with Recent Convention on Human Rights and Biomedicine ?, *European Journal of Health Law*, 6 (1999) 1, p. 55 ss.
- \* MERZ J., SANKAR P., YOO S., Hospital Consent for Disclosure of Medical Records, *The Journal of Law, Medicine & Ethics* 26 n° 3 (1998), p. 241-248.
- \* RAVILLON L., Le statut juridique de la personne en état végétatif chronique, *RD sanit. soc.*, 35 (1), janv.-mars 1999, p. 191 ss.
- \* SPRUMONT D., Legal Protection of Human Research Subjects in Europe, *European Journal of Health Law*, 6 (1999) 1, p. 25 ss.
- \* SUGARMAN J, MCCRORY DC, POWELL D and al. Empirical Research on Informed Consent. An Annotated Bibliography. Special Supplement. *Hastings Center Report* 1999;29:S1-S42.

### Droit pénal

- \* LEVENTHAL JM. The Challenges of Recognizing Child Abuse. Seing Is Believing. *JAMA* 1999;281;657-659.

### Ethique biomédicale

- ✱ COUNCIL ON ETHICAL AND JUDICIAL AFFAIRS, AMERICAN MEDICAL ASSOCIATION. Medical Futility in End-of-Life Care. Report of the Council on Ethical and Judicial Affairs. *JAMA* 1999;281:937-941.
- ✱ COOK ED. Genetics and the British insurance industry. *Journal of Medical Ethics* 1999;25:157-162.
- ✱ DRAPER H, CHADWICK R. Beware ! Preimplantation genetic diagnosis may solve some old problems but it also raises new ones. *Journal of Medical Ethics* 1999;25:114-120.
- ✱ GILLAM L. Prenatal diagnosis and discrimination against the disabled. *Journal of Medical Ethics* 1999;25:163-171.
- ✱ MALM HM. Medical Screening and the Value of Early Detection. When Unwarranted Faith Leads to Unethical Recommendations. *Hastings Center Report* 1999;29:26- 37.
- ✱ MASSION J., L'éthique dans la législation sanitaire en Europe, *Revue de droit de la santé* 4 (1998-1999), N° 3, p. 208 ss.
- ✱ REITER J., Bioethik und Bioethikkonvention, *Aus Politik und Zeitgeschichte*, 1999, H. 6, p. 3 ss.
- ✱ TERRELL WHITE M. Making Responsible Decisions. An Interpretative Ethic for Genetic Decisionmaking. *Hastings Center Report* 1999;29:14-21.
- ✱ TRUOG RD, ROBINSON W, RANDOLPH A. Is Informed Consent Always Necessary For Randomized Trials. *The New England Journal of Medicine* 1999;340:804-807.

#### Euthanasie

- ✱ ALBERTS H., Sterbehilfe, Vormundschaftsgericht und Verfassung, *NJW* 1999, H. 12, p. 835 s.
- ✱ CHIN A. HEDBERG K. HIGGINSON GK and al. Legalized Physician-assisted suicide in Oregon – The first Year's experience. *The New England Journal of Medicine* 1999;340:577-583.
- ✱ CUPERUS-BOSMA J, VAN DER WAL G, LOOMAN CWN and al. Assessment of physician-assisted death by members of the public prosecution in the Netherlands. *Journal of Medical Ethics* 1999;25:8-15.
- ✱ JOCHEMSEN H, KEOWN J. Voluntary euthanasia under control ? Further empirical evidence from the Netherlands. *Journal of Medical Ethics* 1999;25:16-21.
- ✱ KITCHENER B, FORM AJ. Conditions required for a law on active voluntary euthanasia : a survey of nurses' opinions in the Australian Capital Territory. *Journal of Medical Ethics* 1999;25:25-30.

#### Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

- ✱ The Doctor-Proxy Relationship, Symposium Articles, *The Journal of Law, Medicine & Ethics* 27 n° 1 (1999), p. 5-86 (plusieurs articles).
- ✱ HURWITZ B. Legal and political considerations of clinical practice guidelines. *BMJ* 1999;318:661-664.
- ✱ RABINOWITZ HK, FIAMOND JD, MARKHAM FW and al. A program to Increase the Number of Family Physicians in Rural and Underserved Areas. Impact After 22 Years. *JAMA* 1999;281:255-260.

#### Mesures médicales spéciales

- ✱ Legal and Regulatory Issues in Pain Management, Symposium Articles, *The Journal of Law, Medicine & Ethics* 26 n° 4 (1998), p. 265-352 (plusieurs articles).
- ✱ The Human Genome Project, Symposium Articles, *The Journal of Law, Medicine & Ethics* 26 n° 3 (1998), p. 181-224 (plusieurs articles).
- ✱ BÜCHNER B., Abtreibung und Berufsfreiheit, *NJW* 1999, H. 12, p. 833 ss. (*Commentaire de l'arrêt BVerfG du 27.10.1998 mentionné supra*).
- ✱ HAMMER C., Xenotransplantation zwischen medizinischen Möglichkeiten und ethischen Ansprüchen, *Aus Politik und Zeitgeschichte* 1999, H. 6, p. 30 ss.
- ✱ MICHALOWSKI S., Court-Authorised Caesarean Sections - The End of a Trend ?, *Modern Law Review* 1999 (62), p. 115 ss.
- ✱ SCHWARTZ W., Von Exorzisten und Heilpraktikern : Geistheilungen rechtlich betrachtet, *Recht der Medizin* 1/1999, p. 13 ss.
- ✱ SHAW J, CREED F, PRICE J and al., Prevalence and detection of serious psychiatric disorder in defendants attending court. *The Lancet* 1999; 353:1053-1056.
- ✱ SIEP L., Klonen : die künstliche Schaffung des Menschen ? *Aus Politik und Zeitgeschichte* 1999, H. 6, p. 22 ss.

#### Responsabilité médicale

- ✱ HERXHEIMER A, Secret out-of-court settlements in drug-injury cases. *The Lancet* 1999;353:517-518.
- ✱ HINGORANI M, WONG T, VAFIDIS G. Patients' and doctors' attitudes to amount of information given after unintended injury during treatment : cross sectional, questionnaire survey. *BMJ* 1999;318:640-641.
- ✱ HUGHES C.G., Prospects for the Development of Medical Negligence Litigation in the UK, *European Journal of Health Law*, 6 (1999) 1, p. 45 ss.
- ✱ LEWIN ALTSCHLER E, Prospective randomised trial of sleep deprived versus rested surgeons. *The Lancet* 1999;353:501.
- ✱ LOSCH B., RADAU W. Chr., Die « Kind als Schaden »-Diskussion. Probleme der rechtlichen Bewältigung medizinischer Technikfolgen, *NJW* 1999, H. 12, p. 821 ss.
- ✱ MUIR GRAY JA. Breast implants : evidence based patient choice and litigation. The only safety lies in providing patients with full information. *BMJ* 1999;318:414.
- ✱ STÄHLER T. P., Arzthaftung in der Bundesrepublik Deutschland : deutsche höchstrichterliche Rechtsprechung zum Schadenbegriff im Zusammenhang mit der Geburt eines ungewollten Kindes, *Revue suisse de jurisprudence* 94(1998), p. 382 ss.
- ✱ WOOLLARD S., The Appointment of Medical Treatment Attorneys, *Medical Law Review* 1998, p. 297-321.

#### SIDA

- ✱ GOSTIN LO, FELDBAUM C, WEBBER DW. Disability Discrimination in America. HIV/AIDS and Other Health Conditions. *JAMA* 1999;281:745-752.

- ✱ PARMET W., The Supreme Court Confronts HIV : Reflections on Bragdon v. Abbott, *The Journal of Law, Medicine & Ethics* 26 n° 3 (1998), p. 225-240.

### Système de santé, politique de la santé

- ✱ ROSCAM ABBING H.D.C., Public Health Insurance and Freedom of Movement within the European Union (Cases Kohll and Decker), *European Journal of Health Law*, 6 (1999) 1, p. 1 ss.

### OUVRAGES ET MONOGRAPHIES / BÜCHER UND MONOGRAPHIEN

- ✱ BENDER Albrecht W., *Das postmortale Einsichtsrecht in Krankenunterlagen*, Berlin 1998.
- ✱ EISENBART Bettina, *Patienten-Testament und Stellvertretung in Gesundheitsangelegenheiten*, Baden-Baden 1998.
- ✱ ELZER Olivier, *Allgemeine und besondere klinische Prüfungen an Einwilligungsunfähigen*, thèse Hambourg, Fancfort-sur-le Main, Berlin etc. 1998.
- ✱ GLATZ Christian, *Der Arzt zwischen Aufklärung und Beratung. Eine Untersuchung über ärztliche Hinweispflichten in Deutschland und den Vereinigten Staaten*, Berlin 1998.
- ✱ HAUBERICH S., *Haftung für neues Leben im deutschen und englischen Recht. Eine Darstellung am Beispiel der unerwünschten Geburt eines gesunden Kindes*, Berlin 1998.
- ✱ HUBAUX Jean-Marie, *Les droits et obligations du patient*, Bruxelles 1998.
- ✱ LAUFS Adolf, UHLENBRUCK Wilhelm et al., *Handbuch des Arztrechts*, 2<sup>ème</sup> éd., Munich 1999.
- ✱ ROSIAN Ingrid et al., *Arzneimittel – Steuerung der Märkte in neun europäischen Ländern*, OeBIG Wien 1998.
- ✱ STEFFEN Erich, DRESSLER Wolf-Dieter, *Arzthaftungsrecht*, 8<sup>ème</sup> éd., Cologne 1999.
- ✱ TRAGAKES Ellie, VIENONEN Mikko, *Key issues in rationing and priority setting for health care services*, Copenhagen 1998.

## **II. Doctrine suisse / Schweizerische Lehre**

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

### ARTICLES / AUFSÄTZE

#### Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

- ✱ HARTMANN K., KOLLER DOSER A., KUHN M., Valeur et utilité pour la sécurité du médicament des notifications spontanées d'effets indésirables (EI), *Bulletin des médecins suisses*, 1999 ; 80 : Nr 15, p. 917 ss.

#### Drogue

- ✱ NAU J.-Y., Polémique internationale sur les vertus médicales du cannabis, *Médecine & Hygiène* 1999;57:677.

#### Droits des patients, droit de la personnalité

- ✱ BRANDA M., Il segreto professionale degli operatori sanitari e sociali nel Canton Ticino, *Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese*, II -1998, p. 399-415.
- ✱ GROSS J., Bemerkungen. BGE, 23.9.1998 – Fürsorgerischer Freiheitsenzug. Die Frage nach der gesetzlichen Grundlage für ärztliche Zwangseingriffe kann nicht abschliessend im Verfahren der unentgeltlichen Rechtspflege beurteilt werden. Hohe Anforderungen an die Aussagekraft der Krankengeschichte, wenn diese genügend Anhaltspunkte für die zeitliche Angemessenheit der Isolierung liefern soll, *Pratique Juridique Actuelle*, 4/1999, p. 485 ss.
- ✱ GUINCHARD J.-M., Justice et secret du patient, *Médecine & Hygiène* 1999;57: 391.
- ✱ HEGNAUER C., Nochmals : Aussergerichtliche Abstammungsuntersuchung beim urteilsunfähigen Kind, *Revue du droit de tutelle* 1999, p. 81 ss.
- ✱ NAU J.-Y., Quelques ombres sur le consentement éclairé, *Médecine & Hygiène* 1999;57: 256.
- ✱ SPRUMONT D., Le droit aux soins dans les bouleversements actuels du secteur de la santé, *UNI Université Neuchâtel Information*, n° 132, mars 1999, p. 39 ss.

#### Droit pénal

- ✱ BONDALLAZ J., La punissabilité des atteintes à l'intégrité corporelle dans les sports impliquant inévitablement des contacts physiques entre les adversaires, *Pratique Juridique Actuelle*, 3/1999, p. 273 ss.
- ✱ HAURI-BIONDA R. ET FRIEDRICH-KOCH A., MEDRALEX – Eine moderne Strategie zum polizeilichen Erkennen und medizinischen Nachweis von Fahrunfähigkeit, *Pratique Juridique Actuelle*, 1/1999, p. 71 ss.
- ✱ ROBERT C.-N., Dopage : que punir en priorité ?, *Médecine & Hygiène* 1999;57:673-676.

#### Ethique biomédicale

- ✱ FISCHER S., La mise en culture de cellules souches humaines oblige à repenser le statut de l'embryon, *Médecine & Hygiène* 1999;57:394-395.
- ✱ HESS P., Application de l' « ordre de ne pas réanimer » : au Canada, la justice s'estime mieux placée que les médecins, *Médecine & Hygiène* 1999; 57:128.
- ✱ MAURON A., Le « tournant génomique » et le débat éthico-juridique sur la génétique, *RDS*, H. 5, I. HB, 1998, p. 371 ss.
- ✱ NAU J.-Y., L'eldorado des cellules embryonnaires totipotentes, *Médecine & Hygiène* 1999;57:333.
- ✱ VEUTHEY C., La naissance d'octuplés relance le débat sur les bébés peu viables, *Médecine & Hygiène* 1999;57:624.

#### Euthanasie

- ✱ NAU J.-Y., Les premiers morts par suicide « médicalement assisté » de l'Orégon, *Médecine & Hygiène* 1999;57:534.
- ✱ NAU J.-Y., La souffrance du Dr Jack Kevorkian, *Médecine & Hygiène* 1999;57:837.

### Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

- \* DUC J.-L., Commentaire. Décision du 1<sup>er</sup> juillet 1998 du Conseil fédéral (RAMA 1998 No KV 42 p. 410) – Tarif applicable aux fournisseurs de soins qui n'ont pas adhéré à une convention au lieu où ils exercent leur activité, *Pratique Juridique Actuelle*, 2/1999, p. 204 ss.
- \* KUHN HP., Guides de pratique médicale et droit, *Bulletin des médecins suisses*, 1999 ; 80, Nr 14, p. 8335 ss.
- \* MEINE J., Die Bedingtheit der ärztlichen Aussage (gezeigt an einem krassen Beispiel), *Revue suisse des assurances sociales et de la prévoyance professionnelle*, 2/1999, p. 89 ss.
- \* MOSIMANN H. J., Somatoforme Störungen : Gerichte und (psychiatrische Gutachten), I. Teil, *Revue suisse des assurances sociales et de la prévoyance professionnelle*, 1/1999, p. 1 ss et 2. Teil, ibidem, 2/1999, p. 105 ss.

### Mesures médicales spéciales

- \* Pediatric genetics : an evolving legal and ethical framework, *Health Law Journal Special edition*, vol. 6 1998, p. 3-301 (plusieurs articles).
- \* EGLI P., Das legislatorische Konzept im Gentechnikrecht, *Pratique Juridique Actuelle*, 4/1999, p. 405 ss.
- \* FISCHER S., Conséquence (indirecte) de la maladie de la vache folle : la Suisse rend le sang plus sûr, *Médecine & Hygiène* 1999;57:573.
- \* GUILLOD O. (éd.), Genetik, *RDS*, H. 5, I. HB, 1998, p. 369 ss (plusieurs articles cités infra).
- \* GUILLOD O., Analyses prénatales : droit sans cohérence, *Plädoyer*, 2/1999, p. 41 s.
- \* HAUSHEER H., Die Genanalyse zu Identifizierungszwecken im Straf-, Zivil- und Verwaltungsrecht, *RDS*, H. 5, I. HB, 1998, p. 449 ss.
- \* KÖNIG D., Les mécanismes de régulation des thérapies géniques, *RDS*, H. 5, I. HB, 1998, p. 417 ss.
- \* MOSIMANN F., BETTSCHART V., WAUTERS J.-P., Acquisitions thérapeutiques 1998. Chirurgie. Transplantation rénale, *Médecine & Hygiène* 1999;57:73-74.
- \* SAILLEN A.-L., Les interventions dans le patrimoine génétique humain, *RDS*, H. 5, I. HB, 1998, p. 389 ss.
- \* SCHÜPBACH S., Gesetzentwurf : Freipass für Gentests, *Plädoyer*, 2/1999, p. 24 s.

### Responsabilité médicale

- \* MEINE J., L'expertise médicale en Suisse : satisfait-elle aux exigences de qualité actuelles ?, *SVZ* 67 (1999), H. 1/2, p. 37 ss

### SIDA

- \* MOSIMANN H.-J., Bemerkungen. BGE, 12.3.1998 - Krankheitswert der HIV-Infektion ; Kassenauschluss wegen Anzeigepflichtverletzung, *Pratique Juridique Actuelle*, 2/1999, p. 210 ss.

### Système de santé, politique de la santé

- \* AUBERT C., Le 3 août 1982, 11h45. (Propos sur la planification), *Médecine & Hygiène* 1999;57:502-506.

- ✱ DAFFLON B., Le financement des assurances sociales en Suisse : analyse du point de vue des charges sur les salaires et des incidences redistributives, *Revue suisse des assurances sociales et de la prévoyance professionnelle*, 43 (1999), n° 1, p. 22 ss.
- ✱ DUC J.-L., Coordination entre les prestations de l'assurance-maladie pour perte de salaire et celles de la prévoyance professionnelle, *Revue suisse de jurisprudence*, 1999 (95), n° 5, p. 104.
- ✱ DUC J.-L., Commentaire. TFA 2.9.1998 – Prise en charge des frais de transport dans le cadre de la LAMal; absence de convention tarifaire, *Pratique Juridique Actuelle*, 2/1999, p. 208 ss (*Commentaire de l'ATFA 124 V 338 mentionné infra*).
- ✱ FISCHER S., Cercles de qualité : une expérience pilote fribourgeoise montre qu'il est possible de prescrire mieux et moins cher, *Médecine & Hygiène* 1999;57:721.
- ✱ GUINCHARD J.-M., Quand on veut tuer son chien, on dit qu'il a la rage, *Médecine & Hygiène* 1999;57:722 (*sur le rationnement*).
- ✱ KIEFER B., De gauche ou de droite ?, *Médecine & Hygiène* 1999;57:128 (*sur les dépenses de santé*).
- ✱ MARTIN J., Rationnement thérapeutique : quelques thèses pour stimuler le débat actuel, *Médecine & Hygiène* 1999;57:833-834.
- ✱ NAU J.-Y., Viagra : bras de fer médecins – gouvernement en Grande-Bretagne, *Médecine & Hygiène* 1999;57:275.
- ✱ PFIFFNER RAUBER B., Bemerkungen. EVG, 30.9.1998 (A. c. Krankenkasse SWICA K 97/97) – Taggelder und Wartefristen bei Krankassen, *Pratique Juridique Actuelle*, 3/1999, p. 337 ss.
- ✱ SCHEIL-ADLUNG X., Réforme des systèmes de santé dans le monde : quelques exemples récents, *Sécurité sociale* 1/1999, p. 43-48.
- ✱ SENN J., Die SUVA und ihre Wissenschaftlichkeit, *Plädoyer* 1/1999, p. 47 ss.
- ✱ VEUTHEY C., Australie : le rationnement par l'âge est implicite, *Médecine & Hygiène* 1999;57:286.

#### OUVRAGES ET MONOGRAPHIES / BÜCHER UND MONOGRAPHIEN

- ✱ BAUR Rita et al., *Evaluation des nouveaux modèles d'assurance-maladie : rapport de synthèse*, Coll. Aspects de la sécurité sociale 1/98, Berne 1998.
- ✱ BERTRAND D., etc (Eds scientifiques), *Médecin et droit médical*, Genève 1998.
- ✱ GREBER Pierre-Yves, KAHIL-WOLFF Bettina, *Introduction au droit suisse de la sécurité sociale*, Genève 1998.
- ✱ GUIGNARD Daniel, *Le début et la fin de l'assurance-accident*, Lausanne 1998.
- ✱ GUILLOD O. (Ed. scientifique), La santé, UNI, *Université Neuchâtel Information* n° 132, mars 1999, p. 5-83.
- ✱ KREPPER Peter, *Zur Würde der Kreatur in Gentechnik und Recht*, Basel 1998.
- ✱ PAYLLIER Pascal, *Rechtsprobleme der ärztlichen Aufklärung : unter besonderer Berücksichtigung der spitalärztlichen Aufklärung*, Zurich 1999.
- ✱ TERCIER Pierre (éd.), *Kapitalisierung – neue Wege / Capitalisation – nouvelles voies*, Fribourg 1998.

✱ Wick Michael, *Komplementärmedizin im Rahmen des Recht*, Bern 1998.

\*\*\*\*\*



# SAN-NEWS N°10

Ce numéro couvre en principe la période entre le 15 avril et le 15 août 1999.

## Législation / Gesetzgebung

### I. Droit international (sélection) Internationales Recht (Auswahl)

RAPPORTS, RECOMMANDATIONS, DÉCLARATIONS, PROPOSITIONS, ETC  
BERICHTE, EMPFEHLUNGEN, ERKLÄRUNGEN, VORSCHLÄGE, USW.

- \* Conseil de l'Europe. Recommandation N° R (98) 9 relative à la dépendance, du 18 septembre 1998. Reproduit in : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 42 ss.
- \* Conseil de l'Europe. Recommandation N° R (98) 10 sur l'utilisation de concentrés érythrocytaires humains pour la préparation de transporteurs d'oxygène, du 18 septembre 1998. Reproduit in : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 33 s.
- \* Conseil de l'Europe. Recommandation N° R (98) 11 sur l'organisation des soins de santé pour les malades chroniques, du 18 septembre 1998. Partiellement reproduit in : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 14 ss.
- \* ONU. Commission des droits de l'homme. Sous-commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités. Résolution 1998/16 sur les pratiques traditionnelles affectant la santé des femmes et des fillettes, du 21 août 1998. Partiellement reproduite in : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 133 s.
- \* Association Médicale Mondiale. Déclaration d'Ottawa sur le droit de l'enfant aux soins de santé, octobre 1998. Reproduite in : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 139 ss.

### II. Droit communautaire / Europarecht (JOCE 18.5.99 – 18.8.99)

DROIT ÉDICTÉ / ERLASSENES RECHT

- \* Directive 1999/38/CE du Conseil du 29 avril 1999 modifiant pour la deuxième fois la directive 90/394/CEE concernant la protection des travailleurs contre les risques liés à l'exposition à des agents cancérogènes au travail, et l'étendant aux agents mutagènes, JO L 138/66 du 1<sup>er</sup> juin 1999.
- \* Directive 1999/46/CE de la Commission, du 21 mai 1999, modifiant la directive 93/16/CEE du Conseil visant à faciliter la libre circulation des médecins et la reconnaissance mutuelle de leurs diplômes, certificats et autres titres, JO L 139/25 du 2 juin 1999.
- \* Directive 1999/34/CE du Parlement européen et du Conseil, du 10 mai 1999, modifiant la directive 85/374/CEE du Conseil relative au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres en matière de responsabilité du fait des produits défectueux, JO L 141 du 4 juin 1999.
- \* Directive 1999/42/CE du Parlement européen et du Conseil, du 7 juin 1999, instituant un mécanisme de reconnaissance des diplômes pour les activités professionnelles couvertes par les directives de libéralisation

et portant mesures transitoires, et complétant le système général de reconnaissance des diplômes, JO L 201/77 du 31 juillet 1999.

- ✳ Décision n° 1295/1999/CE du Parlement européen et du Conseil, du 29 avril 1999, portant adoption d'un programme d'action communautaire relatif aux maladies rares, dans le cadre de l'action dans le domaine de la santé publique (1999-2003), JO L 155/1 du 22 juin 1999.
- ✳ Décision n° 1296/1999/CE du Parlement européen et du Conseil, du 29 avril 1999, portant adoption d'un programme d'action communautaire relatif aux maladies liées à la pollution, dans le cadre de l'action dans le domaine de la santé publique (1999-2003), JO L 155/7 du 22 juin 1999.
- ✳ Décision du Conseil, du 19 juillet 1999, concernant les mesures applicables au traitement de certains déchets animaux aux fins de la protection contre les encéphalopathies spongiformes transmissibles, et modifiant la décision 97/35/CE de la Commission, JO L 204/37 du 4 août 1999.

RAPPORTS, RECOMMANDATIONS, DECLARATIONS, PROPOSITIONS, ETC  
BERICHTE, EMPFEHLUNGEN, ERKLÄRUNGEN, VORSCHLÄGE, USW.

- ✳ Proposition modifiée de directive du Parlement européen et du Conseil concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres relatives à l'application de bonnes pratiques cliniques dans la conduite d'essais cliniques de médicaments à usage humain (99/C 161/05), JO C 161/5 du 8 juin 1999.
- ✳ Proposition modifiée de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 92/109/CEE du Conseil relative à la fabrication et à la mise sur le marché de certaines substances utilisées pour la fabrication illicite de stupéfiants et de substances psychotropes (99/C 162/09), JO C 162/9 du 9 juin 1999.
- ✳ Proposition modifiée de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 90/220/CEE du Conseil relative à la dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés dans l'environnement, JO C 139/7 du 19 mai 1999.
- ✳ Résolution du Conseil, du 8 juin 1999, concernant la résistance aux antibiotiques. Une stratégie contre la menace microbiologique, JO C 195/1 du 13 juillet 1999.
- ✳ Conclusions du Conseil, du 8 juin 1999, concernant l'intégration dans les politiques communautaires des exigences en matière de protection de la santé, JO C 195/4 du 13 juillet 1999.
- ✳ Communications de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 90/385/CEE du Conseil du 20 juin 1990 relative aux dispositifs médicaux implantables actifs et de la directive 93/42/CEE du Conseil du 14 juin 1993 relative aux dispositifs médicaux, JO C 181/2 du 26 juin 1999 et JO C 227/15 du 10 août 1999.
- ✳ Communications de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 93/42/CEE du Conseil du 14 juin 1993 relative aux dispositifs médicaux, JO C 181/4 du 26 juin 1999 et JO C 227/17 du 10 août 1999.
- ✳ Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 98/79/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 octobre 1998 relative aux dispositifs médicaux de diagnostic in vitro, JO C 227/16 du 10 août 1999.
- ✳ Groupe européen d'éthique des sciences et des nouvelles technologies (GEE). Avis sur les aspects éthiques des banques de tissus humains, du 21 juillet 1998. Partiellement reproduit in : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 129 ss.

### III. Droit étranger (sélection) / Ausländisches Recht (Auswahl)

AUSTRALIE (VICTORIA)

- ✱ Loi N° 98 relative à la santé mentale, du 5 décembre 1995. Partiellement reproduite in : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 49 ss

#### CANADA (TERRE-NEUVE)

- ✱ Loi relative aux directives préalables en matière de soins de santé et à la désignation d'un représentant thérapeutique, du 31 mai 1995. Partiellement reproduite in : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 66 ss

#### DANEMARK

- ✱ Loi N° 482 relative aux droits des patients, du 1<sup>er</sup> juillet 1998 (*Lotvidende, 1998, partie A, 2 juillet 1998, N° 99, p. 2883 ss*). Partiellement reproduite in : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 68 ss.  
Voir aussi les dispositions d'exécution de cette loi concernant les testaments de fin de vie, partiellement reproduites in : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 77.

#### ETATS-UNIS

- ✱ Loi relative à la prévention des malformations congénitales, du 21 avril 1998 (U.S. Code Congressional & Administrative News, N° 4, juin 1998), partiellement reproduit in : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 38 s.

#### FRANCE

- ✱ Décret n° 98-1216 du 29 décembre 1998 relatif aux programmes régionaux d'accès à la prévention et aux soins et modifiant le code de la santé publique, JO 30.12.1998, p. 19812.
- ✱ Décret n° 98-1229 du 29 décembre 1998 relatif aux centres mentionnés à l'article L. 355-1-1 du code de la santé publique, JO 30.12.1998, p. 19822.
- ✱ Décret n° 99-362 du 6 mai 1999 fixant les modalités de transmission à l'autorité sanitaire de données individuelles concernant les maladies visées à l'article L.11 du Code de la santé publique : JO 13.5.1999.
- ✱ Décret n° 99-363 du 6 mai 1999 fixant la liste des maladies faisant l'objet d'une transmission obligatoire de données individuelles à l'autorité sanitaire et modifiant le Code de la santé publique : JO 13.5.1999.
- ✱ Loi n° 99-477 du 9 juin 1999 visant à garantir l'accès aux soins palliatifs : JO 10.6.1999.
- ✱ Décret n° 99-486 du 11 juin 1999 (en Conseil d'Etat) relatif aux spécialités génériques et au droit de substitution du pharmacien : JO 12.6.1999, p. 8583.

#### GEORGIE

- ✱ Loi relative à la santé publique, du 10 décembre 1997 (*Sakartvelos k'anoni, 31 décembre 1997, n° 47-48, p. 126 ss*), partiellement reproduit in : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 1 ss.

#### LUXEMBOURG

- ✱ Loi sur les établissements hospitaliers, du 28 août 1998 (*Mémorial : Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg, partie A, 18 septembre 1998, N° 78, p. 1564 ss*), partiellement reproduit in : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 22 ss.

#### PAYS-BAS

- ✱ Loi relative aux examens médicaux, du 5 juillet 1997 (*Staatsblad van het Koninkrijk der Nederlanden, 1997, 6 p.*). Partiellement reproduite in : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 74 ss.

Cette loi est commentée par Henk J. LEENEN in : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 106 s.

#### IV. Droit fédéral / Bundesrecht

DROIT ÉDICTÉ / ERLASSENES RECHT [RO/AS + FF/BBL 18.5.99 – 17.8.99]

- ✱ Loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal).  
Modification du 18 décembre 1998, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> juillet 1999 (*art. 21a et 61/4, collaboration des cantons à la procédure d'approbation des tarifs de primes*), RO 1999 2041.  
Modification du 20 mars 1998, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> juillet 1999 (*abrogation de l'art. 66/3 et adjonction de l'art. 106/3, prise en compte de la prime moyenne cantonale dans la fixation des subsides fédéraux pendant une durée de 6 ans*), RO 1999 2043.
- ✱ Arrêté fédéral sur les subsides fédéraux dans l'assurance-maladie, du 31 mai 1999, FF 1999 4782 (*fixation des subsides pour les années 2000 [2213 millions] à 2003 [2314 millions]*).
- ✱ Ordonnance relative aux brevets d'invention (Ordonnance sur les brevets, OBI). Modification du 31 mars 1999, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> mai 1999 (*art. 127a ss, certificat complémentaire de protection pour les médicaments et les produits phytosanitaires*), RO 1999 1443.
- ✱ Ordonnance sur la prévention des accidents et des maladies professionnelles (Ordonnance sur la prévention des accidents, OPA). Modification du 5 mai 1999, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> juin 1999 (*art. 52a, 53 : compétences de la commission de coordination, y compris celle d'élaborer des directives*), RO 1999 1752.
- ✱ Ordonnance sur les denrées alimentaires (ODAI). Modification du 14 juin 1999, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> juillet 1999 (*art. 22 et 22b, étiquetage des denrées contenant des organismes génétiquement modifiés*), RO 1999 1848.
- ✱ Ordonnance sur l'homologation de produits phytosanitaires (Ordonnance sur les produits phytosanitaires), du 23 juin 1999, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> août 1999, RO 1999 2045.

MESSAGES, RAPPORTS ET DÉCISIONS OFFICIELS

BOTSCHAFTEN, AMTLICHE BERICHTE UND BESCHLÜSSE

- ✱ Message concernant une loi fédérale sur les médicaments et les dispositifs médicaux (Loi sur les produits thérapeutiques, LPT), du 1<sup>er</sup> mars 1999, FF 1999 3151.
- ✱ Initiative populaire fédérale “ pour un approvisionnement en médicaments sûr et axé sur la promotion de la santé (Initiative sur les médicaments) ”. Aboutissement, selon décision de la Chancellerie fédérale du 27 mai 1999, FF 1999 4014 (*plus de 265'000 citoyens ont signé cette initiative, dont le texte est reproduit dans San-News N° 8, janvier 1999, p. 7*).
- ✱ Initiative populaire fédérale “ Stations cliniques modèles ”. Expiration du délai constaté par la Chancellerie fédérale le 10 juin 1999, FF 1999 4588 (*l'initiative, dont le texte farfelu est reproduit dans San-News N° 5, janvier 1998, p. 7, n'a pas été déposée dans les délais*).
- ✱ Initiative parlementaire. Droit des assurances sociales. Rapport de la Commission du Conseil national de la sécurité sociale et de la santé relatif au projet de loi fédérale sur la partie générale du droit des assurances sociales (LPGA) du Conseil des Etats, du 26 mars 1996, FF 1999 4168.
- ✱ Suisse-Union européenne : Rapport sur l'intégration 1999, FF 1999 3600.
- ✱ Procédure de consultation. Loi fédérale sur la formation universitaire aux professions médicales, FF 1999 4904.  
Les documents peuvent être obtenus auprès de l'Office central des imprimés et du matériel, Berne. Date limite : 17 septembre 1999.

- ✳ Procédure de consultation. Rapport sur l'égalité de traitement des personnes handicapées, FF 1999 4904.  
*Les documents peuvent être obtenus auprès de l'Office fédéral de la justice, Berne. Date limite : 31 octobre 1999.*
- ✳ Communication du secrétariat de la Commission de la concurrence, du 29 juin 1999, FF 1999 4744  
(ouverture d'une enquête concernant le marché des vitamines en Suisse).
- ✳ Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée à la clinique pharmacologique de l'hôpital universitaire de Zurich pour le projet "*Pharmakoepidemiologische Datenbank zu hospitalisierten Patientinnen und Patienten der Stiftung für Arzneimittelsicherheit*", du 25 mai 1999, FF 1999 3133.
- ✳ Réduction de primes dans l'assurance-maladie. Subsidés de la Confédération et des cantons ; modèle de répartition pour l'année 2000 (provisoire), établi par l'Office fédéral des assurances sociales le 27 juillet 1999, FF 1999 4998.
- ✳ Avis de droit de l'Office Fédéral de la Justice du 15 décembre 1998, JAAC 63/1999 II n° 36, p. 355. Liberté économique et égalité entre concurrents (art. 31 Cst.) - Formation postgrade en médecine générale.  
*Incidence de l'accord sur la libre circulation des personnes passé avec la Communauté européenne et ses Etats membres. Interdiction de discriminer les personnes soumises au droit interne.  
Il est contraire à l'art. 31 Cst. d'exiger des personnes formées en Suisse une formation postgrade nettement plus longue que celle requise des personnes formées à l'étranger, pour exercer en Suisse leur profession de manière indépendante.*
- ✳ Recommandation de la Commission de la concurrence concernant le projet de loi sur les médicaments et les dispositifs médicaux, à l'intention du Conseil fédéral, DPC 2/1999, p. 281 ss.
- ✳ Préavis de la Commission de la concurrence sur la révision partielle de la LAMal relative au financement des hôpitaux, DPC 2/1999, p. 297 ss.

## **V. Droit cantonal (sélection) / Kantonaies Recht (Auswahl)**

(extrait du "Bulletin de Législation / Gesetzgebungsbulletin", n° 2 et 3 1999, avec l'aimable autorisation de l'Institut du Fédéralisme, à Fribourg)

### **BASEL-LAND**

- ✳ V. über den Zahlungsverzug von Krankenversicherten vom 24.09.1996 (Änderung : § 5 I).

### **BASEL-STADT**

- ✳ Richtlinien zur Behindertenheimverordnung, vom 10.12.1997.
- ✳ G. betr. Ausübung des Berufs der Medizinalpersonen vom 26.05.1879 (Änderung : Titel "G betr. Ausübung der Berufe der Medizinalpersonen und der Komplementärmedizin"; § 1b neu, 3).
- ✳ V. über die Ausübung der nicht-ärztlichen Komplementärmedizin (Komplementärmedizin-Verordnung), vom 22.6.1999.
- ✳ V. betr. Prüfärztinnen und Prüfärzte bei der Durchführung von klinischen Studien mit Arzneimitteln, vom 22.6.1999.

### **BERN**

- ✱ V. vom 19.06.1996 über Zulassungsbeschränkungen zum Medizinstudium (Änderung : Art. 12, Studienwechsel).
- ✱ G. vom 02.12.1973 über Spitäler und Schulen für Spitalberufe (Spitalgesetz) (Änderung: Art. 52 IV, V neu; Art. 52 IV tritt am 31.12.2002 ohne weiteres ausser Kraft).
- ✱ RRB. vom 24.05.1995 betr. die Ausnahmeliste von Medikamenten der IKS-Verkaufskategorie C, die zum Verkauf in Drogerien zugelassen werden (Aufhebung).

#### FRIBOURG

- ✱ A. du 7.4.1999 conc. la fixation de la capacité d'accueil en section de médecine et l'introduction du test d'aptitudes aux études de médecine à l'Université de Fribourg pour l'année académique 1999/2000.

#### GENEVE

- ✱ R. du 9.4.1997 fixant le tarif-cadre des prestations fournies par les pharmacies d'hospitalisation à domicile (+ A. relatif aux voies de recours, p. 526) (Modification : en date du 17.02.1999, statuant sur un recours de la FGAM, le Conseil fédéral a admis partiellement le recours par une décision comportant notamment dans son dispositif la modification de l'art. 3 et l'abrogation de l'art. 2).

#### GLARUS

- ✱ R. der Pflegeschule GL, vom 8.6.1999 (Ersetzt das R. vom 11.11.1996).
- ✱ Promotionsbestimmungen der Pflegeschule GL (Berufsschule für Gesundheits- und Krankenpflege Diplomniveau I und II) (Hebt die Promotionsbestimmungen vom 13.04.1993 auf).

#### LUZERN

- ✱ V. vom 15.12.1998 über die Organisation und die Aufgaben der kantonalen Spitäler (Spitalverordnung) (Hebt die V. vom 04.07.1997 auf).
- ✱ V. über die Rechte und Pflichten der Chefärzte, Co-Chefärzte und Leitenden Ärzte des Kantons (Chefarztverordnung) vom 25.01.1991 (Änderung : § 3, Führungsgrundsätze; § 43 I lit. a & b, Abstufung von Abgaben vom Honorärertrag aus privatärztlicher Tätigkeit bei stationärer und ambulanter Behandlung).

#### NEUCHÂTEL

- ✱ R. conc. les commissions locales de salubrité publique du 29.01.1960 (Modification : Art. 1, généralités; 2, nomination des membres; 9 I, objet des inspections; 16, voies de droit).

#### NIDWALD

- ✱ LRB. über den Beitritt des Kantons NW zur Vereinbarung der Innerschweizer Kantone über Ausbildungen für Berufe im Gesundheitswesen, vom 3.2. 1999.
- ✱ LRB. über den Beitritt des Kantons NW zur Vereinbarung über die Zusammenarbeit und Finanzierung der Hebammen-Grundausbildungen, vom 3.2. 1999.
- ✱ R. des Schweizerischen Roten Kreuzes (SRK) über die Anerkennung kantonaler Ausbildungsabschlüsse (RAKA), vom 9.12.1998.
- ✱ B. zur Übergangsfrist und übergangsrechtlichen Behandlung von Ausbildungsabschlüssen, vom 9.12.1998.

- \* R. des Schweizerischen Roten Kreuzes (SRK) über die Anerkennung von ausländischen Ausbildungsabschlüssen (Änderung : Art. 4 lit. a II & IV sowie lit. c, Anerkennungsprüfung; 9 I, rechtliches Gehör; 10 III, Übergangsbestimmungen).
- \* V. der Schweizerischen Sanitätsdirektorenkonferenz (SDK) über die Anerkennung kantonaler Ausbildungsabschlüsse im Gesundheitswesen in der Schweiz (Anerkennungsverordnung Inland, AVO Inland), vom 20.5.1999.

#### OBWALD

- \* EG. zum Krankenversicherungsgesetz, vom 28.1.1999.
- \* V. zum EG. zum Krankenversicherungsgesetz, vom 28.1.1999 (Hebt die VV. zum Krankenversicherungsgesetz vom 21.12.1995 und die AB. über die Prämienverbilligung in der Krankenversicherung vom 27.02.1996 auf).

#### ST GALLEN

- \* Spitalorganisationsverordnung vom 17.06.1980 (Änderung : Art. 11 I lit. b, 25 I lit. b, Rettungs- und Transportdienst; eingeführt durch die Änderung der V. über den Betrieb privater Einrichtungen der Gesundheitspflege).
- \* V. über den Betrieb privater Einrichtungen der Gesundheitspflege vom 02.11.1982 (Änderung : Titel nach Art. 14, Art. 15 I, Titel nach Art. 16, 16 bis - quinques neu; Art. 15 II aufgehoben).

#### SOLOTHURN

- \* Alters- und Pflegeheimgesetz (APHG) vom 02.12.1990 (Änderung : § 1 II, 4 II bis & IV neu, 5 I, 5 I bis neu, II, III bis neu, 9 I, II & Marginalie; § 7, 9 III & 10-13 aufgehoben, Aufhebung der Baukostenbeiträge an Altersheime).
- \* V. vom 22.09.1987 über das Verfahren vor dem Versicherungsgericht und über die Organisation und das Verfahren des Schiedsgerichtes in der Kranken- und Unfallversicherung (Änderung : § 8 II Satz 2 neu, Stellvertretung des Obmannes).

#### THURGAU

- \* Heilmittelverordnung vom 17.12.1991 (Änderung : § 16a neu, Versandhandel; § 16 Z. 4 aufgehoben).

#### TICINO

- \* R. della L. sull'assicurazione obbligatoria contro le malattie del 18.05.1994 (Modifica : Art. 47 abrogato).
- \* R. conc. il trattamento ambulatoriale di tossicomani con metadone del 07.10. 1992 (Modifica : Art. 15, valutazione scientifica).

#### VALAIS

- \* O. sur l'exercice des professions de la santé et leur surveillance du 20.11. 1996 (Modification : Art. premier, liste des professions de la santé) (modif. entrée en vigueur avec effet rétroactif au 1.7.1997).
- \* O. sur la constatation des décès et les interventions sur les cadavres humains, du 17.3.1999 (Abroge le R. du 16.02.1972 conc. les cimetières, les inhumations, les incinérations, les exhumations, les transports de cadavres et les autopsies).

#### ZUG

- ✱ G. über das Gesundheitswesen im Kanton ZG vom 21.05.1970 (Änderung : § 33, Hebammenwesen; 34, Rettungsdienste; § 30 bis & 30 ter aufgehoben).
- ✱ Spitalgesetz vom 29.10.1998 (Hebt neben dem G. über das Spitalwesen vom 20.02.1995 dem KRB. betr. Spitalplanung vom 29.09.1994, dem KRB. betr. Aufgabenbereich der subventionierten Krankenhäuser vom 29.09.1994 *und* dem KRB. über die Ausrichtung von Beiträgen zugunsten psychischkranker Patienten vom 27.11.1980 auf).
- ✱ G. über das Kantonsspital vom 27.8.1998 (Hebt das G vom 29.01.1981 auf).
- ✱ KRB. vom 17.12.1998 betr. Anerkennung öffentlich subventionierter Spitäler.
- ✱ KRB. betr. Anerkennung von Pflegeheimen mit regionalem Leistungsprogramm, vom 17.12.1998.

#### ZÜRICH

- ✱ G. vom 07.03.1993 über das Sozialversicherungsgericht (Änderung : § 8 II; § 8 I Bst. c aufgehoben).
- ✱ V. über die Aufsichtskommissionen der kantonalen Krankenhäuser vom 10. 12.1980 (Änderung : § 2 I & II, Bestand : § 2 III aufgehoben).
- ✱ Verfügung der Direktion des Gesundheitswesens über die Personalausschüsse in den kantonalen Krankenhäusern (Personalausschussverfügung) vom 04.03.1987 (Änderung : § 3 I; § 3 II aufgehoben).

**Tous ces textes sont en vigueur / Alle Texte in Kraft.**

### **VI. Déclarations et directives éthiques et professionnelles Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien**

#### INTERNATIONAL ET ETRANGER / INTERNATIONAL UND AUSLÄNDISCH

- ✱ ZENTRALSTELLE DER DEUTSCHEN ÄRZTESCHAFT ZUR QUALITÄTSSICHERUNG IN DER MEDIZIN (Hrsg.), Leitlinien-Info, W. Zuckschwerdt Verlag, München 1999.

#### SUISSE / SCHWEIZ

- ✱ ACADEMIE SUISSE DES SCIENCES MEDICALES, Principes médico-éthiques concernant les xénotransplantations, *Bulletin des médecins suisses*, 31/1999, p. 1904 ss.

## **Jurisprudence / Rechtsprechung**

### **I. Jurisprudence CEDH - Cour (sélection) Rechtsprechung EMRK - Gerichtshof (Auswahl)**

- ✱ AFFAIRE SELMOUNI c./ FRANCE, arrêt de la Cour du 28 juillet 1999.  
*Mauvais traitements infligés à un détenu lors de sa détention préventive - condamnation de la France pour violation des art. 3 (interdiction de la torture et des traitements inhumains et dégradants) et 6 § 1 CEDH et satisfaction équitable*
- ✱ AFFAIRE MATTER c./ SLOVAQUIE, arrêt de la Cour du 5 juillet 1999.  
*Internement forcé d'un patient psychiatrique - Absence de violation de l'art. 8 CEDH (ingérence dans la vie privée) - Protection de la santé*





## II. Jurisprudence étrangère (sélection) Ausländische Rechtsprechung (Auswahl)

### AUTRICHE

- ✳ Recht der Medizin 1999, p. 61 - OGH 28 avril 1998 (10 Obs 73/98b)  
*Prise en charge des frais dentaires*
- ✳ Recht der Medizin 1999, p. 117 - OGH 23 février 1999 (4 Ob 335/98p) et note de A. KLETECKA  
*Devoir d'information du patient par un chiropraticien - Fardeau de la preuve*

### ALLEMAGNE

- ✳ MedR 1999, H. 5, p. 221 s. – BGH, Urt. v. 12.11.1997 – IV ZR 58/97  
*Die Kosten der bei einer privat krankenversicherten Frau vorgenommenen In-vitro-Fertilisation muss der Versicherer dann nicht erstatten, wenn die Frau selbst gesund ist (die Fortpflanzungsunfähigkeit liegt bei ihrem Partner).*
- ✳ MedR 1999, H. 7, p. 320 – BGH, Urt. v. 3.11.1998 – VI ZR 253/97  
*Eine Beweiserleichterung nach unterlassener Befunderhebung kommt in Betracht, wenn sich bei einer Durchführung der unterlassenen Untersuchung mit hinreichender Wahrscheinlichkeit ein so deutlicher und gravierender Befund ergeben hätte, dass es sich als grob fehlerhaft darstellen würde, hierauf nicht zu reagieren.*
- ✳ MedR 1999, H. 7, p. 323 ss. – LG Köln, Urt. v. 10.12.1997 – 25 O 240/95  
*Umfang des Schadenersatzes für die Geburt eines behinderten Kindes nach fehlerhafter Beratung (nur Anspruch auf den behinderungsbedingten Mehrbedarf, nicht auf den gesamten Unterhaltsbedarf).*

### ANGLETERRE

- ✳ Medical Law Review 1999, p. 58 ss. - *Re L.* (High Court of Justice, Family Division) - avec une note de Andrew GRUBB  
*Une jeune fille de 14 ans, témoin de Jéhovah, n'est pas en droit, faute de discernement suffisant, de refuser des transfusions de sang requises en lien avec une opération pour traiter des brûlures étendues et sévères ?*

### CANADA

- ✳ Medical Law Review 1999, p. 88 ss. - *Winnipeg Child and Family Services v. G. (D.F.)* (Cour Suprême du Canada) - avec une note de Andrew GRUBB  
*On ne peut pas traiter ou détenir de force une femme enceinte dont le comportement (toxicomanie) met en danger le fœtus qui n'est reconnu comme personne qu'à partir de la naissance.*

## III. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung

- ✳ ATF 2P.420/1998 "F. c. Justiz-, Polizei- und Sanitätsdepartement & Verwaltungsgericht GR" vom 14. 6. 1999 (cf. infra p. 19, jurisprudence grisonne).  
*Nichtzulassung eines Zahnprothetikers mit zürcherischem Fähigkeitsausweis im Kanton Graubünden zu einer selbständigen Berufsausübung missachtet weder Handels- und Gewerbefreiheit noch das Binnenmarktgesetz.*
- ✳ ATF 9K.36/1998 "J.B. c. Visana & Verwaltungsgericht BE" vom 14. 6. 1999.  
*Selbständige und auf eigene Rechnung tätige nichtärztliche Psychotherapeuten gehören nicht zu jenen medizinischen Hilfspersonen, die zu Lasten der sozialen Krankenversicherung erbringen dürfen; Artikel 46 der Verordnung über das Krankenversicherungsgesetz ist gesetz konform.*
- ✳ ATF 1P.648/1998 "T. c. H. & Obergericht BE" vom 19. 3. 1999.

*Psychiater verletzte das Berufsgeheimnis.*

- ✱ ATF 125 I 173. Tribunal fédéral, 2<sup>e</sup> Cour de droit public, 3 mars 1999.  
*Admissibilité d'une mesure limitant l'admission aux études de médecine (numerus clausus bâlois).*
- ✱ ATF 125 II 206. Tribunal fédéral, 1<sup>ère</sup> Cour de droit public, 30 mars 1999.  
*Notion d'autorisation exceptionnelle de l'Office fédéral de la santé publique pour une application médicale limitée d'héroïne (art. 8/5 LStup).*
- ✱ ATF 125 III 169. Tribunal fédéral, 2<sup>e</sup> Cour civile, 29 avril 1999.  
L'article 397a CC n'est pas une base légale pour un traitement forcé (voir San-News n° 9, mai 1999, p. 20).
- ✱ ATF 125 III 250. Tribunal fédéral, Chambre des poursuites et faillites, 6 mai 1999.  
*Poursuite en recouvrement de primes d'assurance-maladie. La LAMal n'a pas modifié les conditions posées par le droit de la poursuite, notamment la portée de l'art 43 ch. 1 LP.*
- ✱ ATF 125 IV 90 et ATF 125 IV 104. Tribunal fédéral, Cour de cassation pénale, 21 avril 1999.  
*En l'état actuel des connaissances, l'Ecstasy ne paraît pas de nature à créer un danger évident et sérieux pour la santé physique ou psychique (art. 19 ch. 2 LStup).*
- ✱ ATF 125 V 8. Tribunal fédéral des assurances, 14 janvier 1999 et RAMA 2/1999, p. 129 ss.  
*Les frais de soins et de séjour en milieu hospitalier du nouveau-né en bonne santé doivent être pris en charge par l'assurance de la mère.*
- ✱ ATF 125 V 16. Tribunal fédéral des assurances, 5 février 1999 et RAMA 2/1999, p. 145 ss (commenté par J.-L. Duc in : PJA 7/1999, p. 871 s.).  
*Les frais de reconstruction (prothèses dentaires) sont à la charge de l'assurance obligatoire des soins dans les cas énumérés à l'article 17 OPAS (maladies graves et non évitables du système de la mastication).*
- ✱ ATF 125 V 21. Tribunal fédéral des assurances, 4 février 1999 et RAMA 2/1999, p. 137 ss (commenté par J.-L. Duc in : PJA 7/1999, p. 870 s.).  
*La FIVETE ne fait pas partie des prestations obligatoirement à charge de l'assurance. Le juge ne peut pas substituer son appréciation à celle de l'autorité compétente qui a élaboré l'OPAS et les listes.*
- ✱ JT 1999 I 9 (= ATF 123 III 204)  
*Patiente psychiatrique qui commet une tentative de suicide. Les prétentions en tort moral des proches se prescrivent par un an selon CO 60 al. 1, même si celles de la lésée sont soumises à 127 CO.*
- ✱ JT 1999 I 66 (= ATF 123 I 279)  
*Un pharmacien (du même canton) n'a pas qualité pour déposer un RDP contre l'autorisation délivrée à un tiers d'exploiter une pharmacie vendant notamment des médicaments par correspondance.*
- ✱ Schweizerisches Zentralblatt für Staats- und Verwaltungsrecht 100 (1999) Nr. 5, p. 273 ss. – Bundesgericht, II. Oeffentlichrechtliche Abteilung, 3.10.1997 (2P.450/1996)  
*Autonomie eines zürcherischen Spitalverbandes (Gemeindeverbandes) im bereich des Spitalsubventionen.*
- ✱ Schweizerisches Zentralblatt für Staats- und Verwaltungsrecht 100 (1999) Nr. 6, p. 312 ss. – Bundesgericht, I. Oeffentlichrechtliche Abteilung, 15.7. 1998 (1P.150/1998) (cf. infra p. 19, jurisprudence bernoise).  
*Krankengeschichten fallen in den Schutzbereich der persönlichen Freiheit und von Art. 8 EMRK ; Prüfung des Berichtigungsanspruch nach Art. 18 KV/BE (Erw. 2a). Art. 18 KV/BE wird nicht verletzt, wenn einem Patienten hinsichtlich Auswahl und Gewichtung von Informationen in einer Krankengeschichte kein Anspruch auf Korrektur, sondern nur die Möglichkeit der Gegendarstellung eingeräumt wird (Erw. 2b-2c).*
- ✱ Semaine Judiciaire, 121 (1999) N° 16, p. 247 ss - Tribunal fédéral, Cour de cassation pénale, 3.12.1998 (cité in San-News n° 8 de jan. 1999, p. 15 et n° 9 de mai 1999, p. 21)

*Lésion corporelle simple. Acte médical. Nécessité d'obtenir le consentement préalable du patient – CPS 123 (rés. et trad.).*

- ✱ RAMA 2/1999, p. 203-206, Urteil des EVG vom 22. Oktober 1998 i. Sa. D.P.  
*Hilflosigkeit beim An- und Auskleiden (art. 26 Abs. 1 UVG; Art. 3 Abs. 2 und 3 UVV).*
- ✱ RAMA 2/1999, p. 207-210, Urteil des EVG vom 20. November 1998 i. Sa. L.K.  
*Adäquater Kausalzusammenhang bei psychischen Unfallfolgen (art. 6 UVB).*
- ✱ RAMA 2/1999, p. 182-187, Arrêt du TFA du 23 février 1999.  
*Exigence du caractère approprié et économique d'une mesure thérapeutique.*
- ✱ RAMA 2/1999, p. 150, Décision du Conseil fédéral du 17 février 1999 en la cause opposant la Fédération des assureurs-maladie du canton de Genève au Conseil d'Etat de la République et Canton de Genève et aux organisations Sitex SA et SOS Pharmaciens  
*Tarif des prestations fournies par les pharmacies d'hospitalisation à domicile – définition et mission des pharmacies d'hospitalisation à domicile – celles-ci sont comprises dans les organisations de soins et d'aide à domicile au sens de l'article 7 alinéa 1<sup>er</sup>, lettre b OPAS – une préparation médicamenteuse sous flux laminaire n'est pas sujette à remboursement obligatoire par les assureurs-maladie car elle ne figure ni sur la liste des spécialités, ni sur celle des médicaments avec tarif.*
- ✱ RAMA 3/1999, p. 211-257, Entscheid des Bundesrates vom 17. Februar 1999 in Sachen Zwekverband Spital Bauma gegen Regierungsrat des Kantons Zürich  
*Zulassung von Spitälern zur obligatorischen Krankenpflegeversicherung (Zürcher Spitalliste 1998)*
- ✱ RAMA 3/1999, p. 258-275, Urteil des EVG vom 12. März 1999  
*Entzug der Bewilligung zur Durchführung der sozialen Krankenversicherung in acht Kantonen auf Ersuchen der Krankenkasse.*
- ✱ Commission fédérale de recours en matière d'assurance-accident, du 28 janvier 1998 (CRAA 401/98), JAAC 63/1999 II n° 57, p. 547.  
*Pas d'effet suspensif spontané pour les recours ouverts contre des décisions en matière de classement des entreprises dans le tarif des primes; art. 111 LAA.*
- ✱ Commission fédérale de recours en matière d'assurance-accident, du 19 octobre 1998 (CRAA 311/96), JAAC 63/1999 II n° 58, p. 550.  
*La langue de la procédure est la langue officielle utilisée par le recourant devant la Commission.*
- ✱ Pratique juridique actuelle 8/1999, p. 996 ss. – Arrêt du 18.12.1998 de la 1<sup>ère</sup> Chambre du TFA (K34/98) (avec un commentaire de J.-L. Duc)  
*Du plafonnement des soins à domicile lorsqu'un placement en établissement médico-social serait moins onéreux pour l'assureur-maladie*
- ✱ Pratique juridique actuelle 8/1999, p. 1002 ss. – Arrêt du 27.4.1999 de la 1<sup>ère</sup> Chambre du TFA (K71/98) (avec un commentaire de J.-L. Duc)  
*Des prestations dues par l'assurance-maladie obligatoire des soins en cas de séjour hospitalier dans un établissement médico-social. Articles 39, 49 et 50 LAMal. Si la personne qui, ayant besoin d'hospitalisation, séjourne dans un établissement médico-social pour y recevoir les soins que son état nécessite, est bien hospitalisée dans cet établissement, elle ne peut néanmoins prétendre qu'aux prestations mentionnées à l'article 50 LAMal*
- ✱ DPC 1/99, p. 184 ss – Conseil fédéral, décision du 3 février 1999  
*Tarifs des traitements, examens et interventions ambulatoires dans le canton de Genève.*
- ✱ DPC 2/99, p. 220 ss – Commission de la concurrence, 19 avril 1999, affaire Visana et CSS.  
*Listes des hôpitaux et limitation du choix des hôpitaux pour les assurés au bénéfice d'une assurance demi-privée - Admissibilité selon les art. 5 et 7 LCart.*

#### IV. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung

##### BERN

- ✱ JAB 1998 p. 529 ss – Arrêt du Tribunal administratif du 28 janvier 1998 (vge 20171) (cf. ATF 1P.150/1998 in ZBI 6/1999, p. 312 ss, cité infra p. 17).  
*L'anamnèse contient des données particulièrement dignes de protection. L'une des obligations du médecin est de relever cette anamnèse. Le patient a le droit d'exiger la rectification ou la destruction de données inexacts ou de faire enregistrer une version contradictoire.*

##### GENEVE

- ✱ DPC 2/99, p. 351. Décision de la Chambre civile de la Cour de Justice du canton de Genève du 18 décembre 1998, en la cause Association des médecins du canton de Genève c./ Fédération genevoise des Assureurs-maladie et les Hôpitaux universitaires de Genève (C/8243/1998, ACJC/1432/1998).  
*Convention sur les tarifs des traitements ambulatoires - Absence de légitimation active de l'Association des médecins selon la LCart.*

##### GRAUBÜNDEN

- ✱ Praxis des Verwaltungsgerichts 1998, S. 25 ff. – Entscheid vom 10. Juni 1998 (251/98) (cf. ATF 2P.420/1998 cité infra p. 15).  
*Auch die Tätigkeit des Zahnprothetikers genießt den Schutz der Handels- und Gewerbefreiheit und untersteht daher grundsätzlich dem Anwendungsbereich des Binnenmarktgesetzes.*

##### JURA

- ✱ RJJ 3/1998, p. 262 ss – Arrêt de la chambre administrative du TC du 17 août 1998  
*Admission des recours formés par des médecins contre une décision du département leur interdisant de proposer à leurs patients de s'adresser à un fournisseur de médicaments procédant par envois postaux.*

##### NEUCHÂTEL

- ✱ RJN 1998, p. 287 ss – Arrêt du Tribunal administratif du 23 juin 1998  
*La compensation entre primes arriérées et prestations dues par une caisse-maladie est admissible pour autant que le minimum vital soit garanti au débiteur.*
- ✱ RJN 1998, p. 289 ss – Arrêt du Tribunal administratif du 14 août 1998  
*Droit de résiliation anticipée, dans l'assurance-maladie obligatoire des soins, en cas d'augmentation des primes, même si celle-ci résulte d'une diminution, décidée par le Conseil fédéral, de la réduction maximale admissible dans les franchises à option.*

##### SOLOTHURN

- ✱ Solothurnische Gerichtspraxis 1998, S. 131 ff. – Verwaltungsgericht, Urt. v. 14. Dezember 1998  
*Apotheker sind nicht legitimiert, die Bewilligung eines Arztes zur Selbstdispensation von Medikamenten anzugreifen.*

##### ST GALLEN

- ✱ Schweizerisches Zentralblatt für Staats- und Verwaltungsrecht 100 (1999) Nr. 4, p. 224 ss. – Verwaltungsgericht vom 26.8.1998 (B 111/1998)  
*Kündigung der Dienstverhältnisse von Aerzten an öffentlichen Spitälern zur Durchsetzung von Kürzungen des Honoraranteils für privatärztliche Tätigkeit.*

##### ZÜRICH

- ✳ Plädoyer 3/1999, p. 63 – Sozialversicherungsgericht des Kantons Zürich, II. Kammer, Urteil vom 23.3.1999; IV.9600616  
*Der Anspruch auf rechtliches Gehör verpflichtet die Invalidenversicherung, für die Uebersetzungskosten im Rahmen einer psychiatrischen Begutachtung anzukommen.*
- ✳ Schweizerisches Zentralblatt für Staats- und Verwaltungsrecht 100 (1999) Nr. 7, p. 436 ss. – Verwaltungsgericht, 3. Kammer, 20.8.1998 (VB.98. 00238)  
*Muss ein Apotheker im Verfahren betreffend Erteilung von Selbstdispensationsbewilligungen an Aerztinnen oder Aerzte als Partei zugelassen oder beigegeben werden ?*

## Doctrine / Lehre

### I. Doctrine internationale et étrangère (sélection)

#### Internationale und ausländische Lehre (Auswahl)

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

#### ARTICLES / AUFSÄTZE

#### Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

- ✳ FREEMANTLE N, MASON J. Not playing with a full DEC : why development and evaluation committee methods for appraising new drugs may be inadequate. *BMJ* 1999;318:1480-1482.
- ✳ HOFFMANN JR, WILKES M. Direct to consumer advertising of prescription drugs. *BMJ* 1999;318:1515-1520.

#### Drogue

- ✳ COLLINS L., Holland's half-baked drug experiment, *Foreign affairs* 78/1999, p. 82 ss.

#### Droit médical général

- ✳ LAUFS A., Arzt, Patient und Recht am Ende des Jahrhunderts, *NJW* 1999, H. 24, p. 1758 ss (*Artikel über die Entwicklung des deutschen Medizinrechts in 1998-1999*).

#### Droits des patients, droit de la personnalité

- ✳ Education and debate. Injury surveillance programmes, ethics, and the Data Protection Act. LYONS RA, SIBERT J, MC CABE M. Sharing data to prevent injuries ; DONNELLY PD Potential problems for tenants ; SCHELLENS T. The legal position ; EVANS D. Ethical viewpoint. *BMJ* 1999;319:372-375.
- ✳ Ethical dilemma. Sharia punishment, treatment, and speaking out. PERRIN P. Supporting sharia or providing treatment : the International Committee of the Red Cross ; NOLAN H. Learning to express dissent : Médecins Sans Frontières ; *BMJ* 1999;319:445-447.
- ✳ SYMPOSIUM ISSUE, Electronic Medical Information : Privacy, Liability & Quality Issues, *American Journal of Law & Medicine* 25 n° 2-3 (1999), p. 191 ss (*10 contributions sur le sujet*).
- ✳ ANNAS GJ. Waste and Longing - The Legal Status of Placental-Blood Banking. *New England Journal of medicine* 1999;340:1521-1524.
- ✳ BENDER A. W., Zeugen Jehovas und Bluttransfusionen. Eine zivilrechtliche Betrachtung, *MedR* 6/1999, p. 260 ss.
- ✳ BRIDGE C., Religious Beliefs and Teenage Refusal of Medical Treatment, *The Modern Law Review* 62 n° 4 (1999), p. 585 ss.

- ✱ BRINDLE NPJ, MC CARHY MJ, BELL PRF. The coroner service. A relic in need of reform. *BMJ* 1999;318:1502-1503.
- ✱ CALLU M.-F., Autour de la mort : variations sur " Madame se meurt, Madame est morte ", *Revue trimestrielle de droit civil* 1999, p. 313 ss.
- ✱ DE CRUZ P., Adolescent Autonomy, Detention for Medical Treatment and *Re C*, *The Modern Law Review* 62 n° 4 (1999), p. 595 ss.
- ✱ ETZIONI A. Medical records. Enhancing Privacy, Preserving the Common Good. *Hastings Center Report* 1999;march-april:14-23.
- ✱ GEVERS S., the Role of the Law with Respect to Self-testing, *European Journal of Health Law*, 6 (1999) 2, p. 155 ss.
- ✱ GRAEME T.L., In defence of Ignorance : Genetic Information and the Right not to Know, *European Journal of Health Law*, 6 (1999) 2, p. 119 ss.
- ✱ HANIKA H., Patientencharta. Stärkung der Rechte der Patienten bei der Reform der Gesundheitssysteme in Europa – Herausforderung für Deutschland ?, *MedR* 4/1999, p. 149 ss.
- ✱ HASSAN TB, MAC NAMARA AF, DAVY A and al. Managing patients with deliberate self harm who refuse treatment in the accident and emergency department. *BMJ* 1999;318:107-109.
- ✱ LLOYD AJ, HAYES PD, LONDON NJM and al. Patients' ability to recall risk associated with treatment options. *Lancet* 1999;353:645-646.
- ✱ MADEA B., HENSSGE C., DETTMAYER R., Hirntod als allgemeiner Todesbegriff, *MedR* 4/1999, p. 162 s.
- ✱ NIVEAU G., UMMEL M., HARDING T., Human rights aspects of transsexualism, *Health and Human Rights*, Vol. 4. N° 1, p. 135 ss.
- ✱ ROTHÄRMEL S., WOLFSLAST G., FEGERT J. M., Informed Consent, ein kinderfeindliches Konzept ?, *MedR* 7/1999, p. 293 ss.

#### Ethique biomédicale

- ✱ Ethical Debate. Discontinuation of ventilation after brain stem death. SWINBURN JMA, ALI SM, BANERJEE DJ and al. To whom is our duty of care ? ; CRANFORD RE Policy should be balanced with concern for the family ; JENNET B. Brain stem death defines death in law. *BMJ* 1999;318:1753-1755.
- ✱ When doctors might kill their patients. GILLON R. Foreseeing is not necessarily the same as intending. And the difference is crucial for patients and their doctors. DOYAL L. The moral character of clinicians or the best interests of patients. Intention alone cannot determine the morality of actions. *BMJ* 1999;318:1431-1433.
- ✱ BODENDIEK F. et NOWROT K., Bioethik und Völkerrecht : aktuelle Regelungen und zukünftiger Regelungsbedarf, *Archiv des Völkerrechts* 37 (1999), p. 177 ss.
- ✱ BRENNAN TA. Proposed Revisions to the Declaration of Helsinki – Will they Weaken the Ethical Principles Underlying Human Research ? *New England Journal of Medicine* 1999;341:527-530.
- ✱ CAPRON AM. Ethical and Human-Rights Issues in Research on Mental Disorders That may Affect Decision-Making Capacity. *New England Journal of Medicine* 1999;340:1430-1434.
- ✱ CLAESSENS B., Les comités locaux d'éthique hospitaliers et la responsabilité civile au sein des institutions de soins, *Revue de droit de la santé* 1998-1999 N° 5, p. 339 ss.

- ✱ DAL-RÉ R, ESPADA J, ORTEGA R. Performance of research ethics committees in Spain. A prospective study of 100 applications for clinical trial protocols on medicines. *Journal of Medical Ethics* 1999;25:268-273.
- ✱ DICKERT N, GRADY C. What's the Price of a Research Subject ? Approaches to Payment for Research Participation. *New England Journal of Medicine* 1999;340:1733-1739.
- ✱ EDWARDS SJL, BRAUNHOLTZ DA, LLFORD LJ and al. Ethical issues in the design and conduct of cluster randomised controlled trials. *BMJ* 1999;318: 1407-1409.
- ✱ ENGELHARDT T., Respect de la vie et fondements de la bioéthique, in : NOBLE D., VINCENT J.-D., *l'éthique du vivant*, Paris 1998, p. 23 ss.
- ✱ ESER A., Les aspects juridiques de l'expérimentation sur le vivant, in : NOBLE D., VINCENT J.-D., *l'éthique du vivant*, Paris 1998, p. 132 ss.
- ✱ FOLEY K, HENDIN H. The Oregon Report. Don't Ask, Don't Tell. *Hastings Center Report* 1999;may-june:37-42.
- ✱ KENT G. Responses by four Local Research Ethics Committees to submitted proposals. *Journal of Medical Ethics* 1999;25:274-277.
- ✱ LENOIR N., Respect de la vie et droit du vivant, in : NOBLE D., VINCENT J.-D., *l'éthique du vivant*, Paris 1998, p. 175 ss.
- ✱ LEVINE RJ. The need to Revise the Declaration of Helsinki. *New England Journal of Medicine* 1999;341:531-534.
- ✱ MICHELS R. Are Research Ethics Bad For Our Mental Health. *New England Journal of Medicine* 1999;340:1427-1430.
- ✱ PANTILAT SZ, ALPERS A, WACHTER RM. A New Doctor in the House. Ethical Issues in Hospitalist System. *JAMA* 1999;282:171-174.
- ✱ SOLL R. Consensus and controversy over resuscitation of the newborn infant. *Lancet* 1999;354:4-5.
- ✱ WOODMAN R. BMA calls extra safeguards for life and death decisions. Editorial Withdrawing or withholding life prolonging treatment. A new BMA report fills an ethical vacuum. *BMJ* 1999;318:1717 and 1709.

#### Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

- ✱ DANNER M., Ärztliche Leitlinien – ein medico-legales Zukunftsprojekt zur Erhöhung der Rationalität ärztlicher und rechtlicher Entscheidungen. Bericht zur Tagung “ Ärztliche Leitlinien : Empirie und Recht professioneller Normsetzung ”, veranstaltet vom Institut für Gesundheits- und Medizinrecht der Universität Bremen am 8./9. Oktober 1998 in Bremen, *MedR* 5/1999, p. 241 ss.
- ✱ NYLENNÄ M, ANDERSEN D, DAHLQUIST G and al. Handling of scientific dishonesty in the Nordic countries. *Lancet* 1999;354:57-61.
- ✱ STEINER J.W., Das neue Disziplinarrecht, *Recht der Medizin* 1999, p. 103 ss.

#### Mesures médicales spéciales

- ✱ BERNARD C., Les incidences de l'identification génétique sur le droit de la filiation québécois, in : HENNAU-HUBLET C., KNOPPERS B. M. (dir.), *L'analyse génétique à des fins de preuve et les droits de l'homme : aspects médico-scientifique, éthique et juridique*, Bruxelles 1997, p. 353 ss.



- ✱ BILLINGS PR, HUBBARD R, NEWMAN SA. Human germline gene modification : a dissent. *Lancet* 1999;353:1873-1875.
- ✱ BJORN E, ROSSEL P, HOLM S. Can the written information to research subjects be improved ? – an empirical study. *Journal of Medical Ethics* 1999;25:263-267.
- ✱ BOSH X. Spain Leads World in Organ Donation and Transplantation. *JAMA* 1999;282:17-18.
- ✱ BOURGEAULT G., L'identification génétique : enjeux éthiques et politiques, in : HENNAU-HUBLET C., KNOPPERS B. M. (dir.), *L'analyse génétique à des fins de preuve et les droits de l'homme : aspects médico-scientifique, éthique et juridique*, Bruxelles 1997, p. 101 ss.
- ✱ BRADLEY P. Should childhood immunisation be compulsory. *Journal of Medical Ethics* 1999;25:330-334.
- ✱ COLLINS FS. Shattuck lecture - Medical and societal consequences of the human genome project. *New England Journal of Medicine* 1999;341:28-37.
- ✱ DENEKENS JPM, NYS H, STUER H. Sterilisation of incompetent mentally handicapped persons : a model for decision making. *Journal of Medical Ethics* 1999;25:237-241.
- ✱ DICKENSON DL. Can children and young people consent to be tested for adult onset genetic disorders ? Commentary : GELLER G. Weighing burdens and benefits rather than competence. *BMJ* 1999;318:1063-1066.
- ✱ FREEMAN M., Does Surrogacy Have a Future After Brazier ?, *Medical Law Review*, 7 (1999), p. 1 ss.
- ✱ FRISTON M. New rules for expert witnesses. The last shots of medicolegal hired gun. *BMJ* 1999;318:1365-1366.
- ✱ GUNNING J., Article 18 of the European Biomedicine Convention : What Impact on Assisted Reproduction ?, *European Journal of Health Law*, 6 (1999) 2, p. 165 ss.
- ✱ HENNAU-HUBLET C., La preuve génétique et les droits de l'homme : des ponts de médiation ?, in : HENNAU-HUBLET C., KNOPPERS B. M. (dir.), *L'analyse génétique à des fins de preuve et les droits de l'homme : aspects médico-scientifique, éthique et juridique*, Bruxelles 1997, p. 427 ss.
- ✱ HUSTIN-DENIES N., La preuve par les empreintes génétiques en droit belge de la filiation, in : HENNAU-HUBLET C., KNOPPERS B. M. (dir.), *L'analyse génétique à des fins de preuve et les droits de l'homme : aspects médico-scientifique, éthique et juridique*, Bruxelles 1997, p. 289 ss.
- ✱ LAPOINTE M., L'identification par l'analyse génétique dans le système de preuve pénale canadien : à la recherche du difficile équilibre entre la poursuite de la vérité et les droits fondamentaux de l'accusé, in : HENNAU-HUBLET C., KNOPPERS B. M. (dir.), *L'analyse génétique à des fins de preuve et les droits de l'homme : aspects médico-scientifique, éthique et juridique*, Bruxelles 1997, p. 227 ss.
- ✱ LAVERGNE L., Deux aspects de l'identification génétique en médecine légale : la position du généticien dans ce nouvel environnement et l'évaluation de rareté des profils génétiques, in : HENNAU-HUBLET C., KNOPPERS B. M. (dir.), *L'analyse génétique à des fins de preuve et les droits de l'homme : aspects médico-scientifique, éthique et juridique*, Bruxelles 1997, p. 39 ss.
- ✱ LAVERGNE L., Données scientifiques, méthodes d'évaluation et vision d'ensemble de l'utilisation du profil génétique, in : HENNAU-HUBLET C., KNOPPERS B. M. (dir.), *L'analyse génétique à des fins de preuve et les droits de l'homme : aspects médico-scientifique, éthique et juridique*, Bruxelles 1997, p. 21 ss.
- ✱ SHOOWSTACK J, KATZ PP, LAKE JR and al. Resource Utilization in Liver Transplantation. Effects of Patient Characteristics and Clinical Practice. *JAMA* 1999;281:1381-1386.

- ✱ STEINER P., Physiotherapeutische Einrichtungen unter ärztlicher Leitung - ein Konfliktpotential ?, *Recht der Medizin* 1999, p. 55 ss.
- ✱ VERELLEN-DUMOULIN C., Empreintes génétiques et recherche de paternité, in : HENNAU-HUBLET C., KNOPPERS B. M. (dir.), *L'analyse génétique à des fins de preuve et les droits de l'homme : aspects médico-scientifique, éthique et juridique*, Bruxelles 1997, p. 79 ss.
- ✱ VERHAEGEN M.-N., L'identification par l'analyse génétique dans le système de preuve pénale belge : d'une réalité scientifique à la vérité juridique, in : HENNAU-HUBLET C., KNOPPERS B. M. (dir.), *L'analyse génétique à des fins de preuve et les droits de l'homme : aspects médico-scientifique, éthique et juridique*, Bruxelles 1997, p. 147 ss.
- ✱ VIAU L., La problématique de la preuve d'ADN en droit pénal : la recherche du point d'équilibre entre vérité scientifique et vérité du droit, in : HENNAU-HUBLET C., KNOPPERS B. M. (dir.), *L'analyse génétique à des fins de preuve et les droits de l'homme : aspects médico-scientifique, éthique et juridique*, Bruxelles 1997, p. 257 ss.
- ✱ WATTIAUX H., L'identification génétique : réflexions morales, in : HENNAU-HUBLET C., KNOPPERS B. M. (dir.), *L'analyse génétique à des fins de preuve et les droits de l'homme : aspects médico-scientifique, éthique et juridique*, Bruxelles 1997, p. 123 ss.

#### Responsabilité médicale

- ✱ Hors-série de la revue *Responsabilité civile et Assurances* sur l'actualité de la responsabilité civile, 1999.
- ✱ BALDWIN LM, HART LG, OSHEL RE and al. Hospital Peer Review and the National Practitioner Data Bank. Clinical Privileges Action Reports. *JAMA* 1999;282:349-355.
- ✱ BARTH P., Hat der Patient bei eigenmächtigen medizinischen Eingriffen Anspruch auf Ersatz seines Körper- und Gesundheitsschadens ?, *Recht der Medizin* 1999, p. 110 ss.
- ✱ DRESSER R. at law. Science in the Courtroom, A new Approach. *Hastings Center Report* 1999;may-june:26-27.
- ✱ LACHAUD Y., LOUEDIN E., La responsabilité des chirurgiens : de l'obligation de moyens à l'obligation de sécurité, *Médecine & Droit* 1999 (36), p. 21 s.

#### Système de santé, politique de la santé

- ✱ BIRMONTIENE T., The Development of a Health Law Doctrine in Lithuania, *European Journal of Health Law*, 6 (1999) 2, p. 181.
- ✱ CAYLA J.-S., L'accès aux soins et la politique de santé publique, *RD sanit. soc.*, 35(2) avr.-juin 1999, p. 409 ss.
- ✱ EGGEN B.M., ELIASSEN S., Deviance Reporting as Tool in Continuous Quality Improvement. Regulation and Stimulation through Legislation, *European Journal of Health Law*, 6 (1999) 2, p. 173 ss.
- ✱ FLEMMICH G., Die Leistungsangebotsplanung in der sozialen Krankenversicherung, *Recht der Medizin* 1999, p. 45 ss.
- ✱ GRUMBACH K, SELBY JV, DAMBERG C and al. Resolving the Gatekeeper Conundrum. What Patients Value in primary Care and Referrals to Specialists. *JAMA* 1999;282:261-266.
- ✱ MACKAY J. International Aspects of US Government Tobacco Bills. *JAMA* 1999;281:1849-1850.
- ✱ NORDLUND Y.G. & EDGREN L., Patient Complaint Systems in Health Care – A Comparative Study Between the Netherlands and Sweden, *European Journal of Health Law*, 6 (1999) 2, p. 133 ss.

- ✱ PFEIL W. J., Das Gesundheits- und Krankenpflegegesetz und die Betreuung Behinderter Menschen, *Recht der Medizin* 1999, p. 35 ss.
- ✱ SADETSKI S, MODAN B. Epidemiology as a basis for legislation : how far should epidemiology go ? *Lancet* 1999;353:2238-2239.
- ✱ SALMON DA, HABER M, GANGAROSA EJ and al. Health Consequences of Religious and Philosophical Exemptions From Immunizations Laws. Individual and Societal Risk of Measles. *JAMA* 1999;282:47-53.
- ✱ SCHNEIDER-DANWITZ A., GLAESKE G., Viagra : der Bundesausschuss der Ärzte und Krankenkassen - ein "kleiner Gesetzgeber" - ?, *MedR* 4/1999, p. 164 ss.
- ✱ VERKINDT P.-Y., La santé des personnes les plus démunies et le rôle des organismes sociaux, *RD sanit. soc.*, 35(2) avr.-juin 1999, p. 416 ss.
- ✱ WALL S, HOTOPF M, WESSELY S and al. Trends in the use of the Mental Health Act : England, 1984-96. *BMJ* 1999;318:1520-1521.
- ✱ WALLNER F., Auswahl von Bewerberinnen um Kassenstellen aus der Sicht des EU-Rechts, *Recht der Medizin* 1999, p. 67 ss.

#### OUVRAGES ET MONOGRAPHIES / BÜCHER UND MONOGRAPHIEN

- ✱ Dossier documentaire de l'Inserm-CDEI, *Dépistage génétique*, Paris, février 1999.
- ✱ Festschrift für Erwin DEUTSCH zum 70. Geburtstag, Köln 1999.
- ✱ KASSENÄRZTLICHE BUNDESVEREINIGUNG (Hrsg.), *Die vertragsärztliche Versorgung im Überblick*, Köln 1999.
- ✱ ACH J. S., BRUDERMÜLLER G., RUNTENBERG C., *Hello Dolly ? Über das Klonen*, Frankfurt a.M. 1998.
- ✱ ACH J. S., KAY M. (éd.), *"Stell Dir vor, Du stirbst" - Patientenverfügung und Vorsorgevollmacht in der Diskussion*, Münster 1998.
- ✱ BLASIVUS Helga, MÜLLER-RÖMER Dietrich, FISCHER Jürgen, *Arzneimittel und Recht in Deutschland*, Stuttgart 1998.
- ✱ BLASIVUS Helga, MÜLLER-RÖMER Dietrich, FISCHER Jürgen, CRANZ Hubertus, *Arzneimittel und Recht in Deutschland, Arzneimittel und Recht in Europa*, Stuttgart 1998.
- ✱ BOCK N., *Rechtliche Voraussetzungen der Organentnahme von Lebenden und Verstorbenen. Eine juristische Untersuchung, basierend auf den medizinischen Grundlagen der Organtransplantation, unter besonderer Berücksichtigung der aktuellen rechtspolitischen und rechtsethischen Diskussion*, Frankfurt a.M. 1999 (Diss. Köln 1998).
- ✱ BOLSINGER M., *Dogmatik der Arzthaftung*, Baden-Baden 1999 (Diss. Tübingen 1997).
- ✱ BOURCIER D., DE BONIS M., *Les paradoxes de l'expertise. Savoir ou juger*, Le Plessis-Robinson 1999.
- ✱ BRILL K.-E., *Psychisch Kranke im Recht. Ein Wegweiser*, 2. Aufl., Bonn 1999.
- ✱ CHONG H.-M., *Sterbehilfe und Strafrecht : ein deutsch-koreanischer Vergleich*, thèse Freiburg in Breisgau 1998.
- ✱ CLEMENT C., HUGLO C., *Le droit des déchets hospitaliers*, Bordeaux 1999.

- ✱ DEUTSCH Erwin, *Medizinrecht*, Berlin 1999.
- ✱ EIBACH U., *Sterbehilfe – Tötung aus Mitleid ? Euthanasie und "lebensunwertes " Leben*, 2. Aufl., Wuppertal 1998.
- ✱ EICHHORN S., SCHMIDT-RETTIG B., *Chancen und Risiken von Managed Care*, Stuttgart 1998.
- ✱ FEIDEN Karl, BLASIUUS Helga, *Arzneimittelprüfrichtlinien. Sammlung nationaler und internationaler Richtlinien*, 12. Erg.-Lfg., Stuttgart 1998.
- ✱ FISCHER G., LILIE H., *Ärztliche Verantwortung im europäischen Rechtsvergleich*, Köln 1999.
- ✱ FRAUSCHER Christiane, *Rechtsprobleme des Patiententestaments*, Linz 1998.
- ✱ FRYDMAN R., FLIS-TREVES M., KOEPPPEL B., *Les procréations médicalement assistées*, Paris 1998.
- ✱ FÜSZL S. et HAUSREITHER M., *Ärzterecht*, 4<sup>ème</sup> éd., Vienne 1999.
- ✱ GEISS Karlmann, GREINER Hans-Peter, *Arzthaftpflichtrecht*, 3. Aufl., München 1999.
- ✱ GERLACH F. M., *Leitlinien in der Medizin – Zwischen Patientenindividualität und Standardisierung medizinischer Behandlung*, Dortmund 1998.
- ✱ HENNAU-HUBLET C., KNOPPERS B. M. (dir.), *L'analyse génétique à des fins de preuve et les droits de l'homme : aspects médico-scientifique, éthique et juridique*, Bruxelles 1997.
- ✱ HENNE Gudrun, *Genetische Vielfalt als Ressource. Die Regelung ihrer Nutzung*, Baden-Baden 1998.
- ✱ JANSSEN K., *Medizinische Expertensysteme und staatliche Sicherheitsregulierung : Medizininformatik als Gegenstand des Medizinprodukterechts*, thèse Brême, Berlin 1997.
- ✱ JOERDEN J. C. (Hrsg.), *Der Mensch und seine Behandlung in der Medizin*, Heidelberg 1999.
- ✱ KAMMERHOFF U., *Medizinprodukte-Recht. Die Richtlinie 93/42/EWG über Medizinprodukte*, Melsungen 1999.
- ✱ KARDASIADOU Z., *Die Produkthaftung für fehlerhafte medizinische Expertensysteme : eine Untersuchung unter Einbeziehung arzthaftungsrechtlicher Fragen*, thèse Hannovre, Baden-Baden 1998.
- ✱ KENNEDY Ian, GRUBB Andrew (éd.), *Principles of Medical Law*, Oxford 1998.
- ✱ KIENTLE T., *Zur Regelung von prädiktiver Medizin, Genanalyse und Gentherapie in Europa*, Diss. Tübingen 1998.
- ✱ KÖRNER U., MOSANDL R., HUBER E., FAST B. (Hrsg.), *Wird Gesundheit zur Luxusware ? Solidarische Gesundheitsversorgung und die Zukunft der Medizin*, Dortmund 1998.
- ✱ LANGER-ROCK C., *Der strafrechtliche Schutz des überzähligen in-vitro-gezeugten Embryos*, Diss. Bayreuth 1998.
- ✱ MAI G., *Die rechtliche Zulässigkeit der embryonalen Gewebe- und Zelltransplantation auf dem Gebiet der Parkinsonschen Krankheit*, Diss. Hannover 1998.
- ✱ MILLIEZ Jacques, *L'euthanasie du fœtus. Médecine ou eugénisme ?*, Paris 1999.
- ✱ REHMANN W. A., *Arzneimittelgesetz (AMG)*, Munich 1999.

- ✱ REINHART A., *Familienplanungsschäden. Wrongful birth, wrongful life, wrongful conception, wrongful pregnancy. Eine rechtsvergleichende Untersuchung anhand des deutschen und des angloamerikanischen Rechts*, Frankfurt a. M. 1999.
- ✱ SAISON J., *Le risque médical. Evolution de la responsabilité sans faute du service public hospitalier*, (éd. L'Harmattan) 1999.
- ✱ SCHIWY P., *Deutsches Arztrecht. Sammlung des gesamten Medizinalrechts des Bundes und der Länder, Kommentar*, 35. Erg.-Lfg., Starnberg 1998.
- ✱ SCHIWY P., *Gesundheitsrecht – Fundstellen und Inhaltsnachweis. Erste systematische Zusammenstellung aller gesundheitsrechtlichen Bestimmungen. Bund – Länder – Europa*, 2. Aufl., Starnberg 1998.
- ✱ STAMER Katrin, *Die Ethikkommissionen in Baden-Württemberg: Verfassung und Verfahren* (thèse Uni. Heidelberg), Frankfurt a. M. 1998.
- ✱ STEFFEN E., DRESSLER W.-D., *Arzthaftungsrecht. Neue Entwicklungslinien der BGH-Rechtsprechung*, 8. Aufl., Köln 1999.
- ✱ ULSENHEIMER K., *Arztstrafrecht in der Praxis*, 2. Aufl., Heidelberg 1998.
- ✱ WALLNER F., *Vergleich der Gesundheitssysteme in der EU*, Vienne 1998.

## II. **Doctrine suisse / Schweizerische Lehre**

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

### ARTICLES / AUFSÄTZE

#### Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

- ✱ ROBERT C., Utilisation de médicaments non enregistrés en Suisse, *Bulletin des médecins suisses*, 1999 ; 80, Nr 21, p. 1308 ss.

#### Assurances sociales

- ✱ BANDI T., Politique des risques, compensation des coûts et solidarité dans l'assurance-maladie, *Sécurité sociale* 2/1999, p. 70-72.
- ✱ BRUNNER H. H., Budget global – une analyse critique de la révision partielle de la LAMal, *Bulletin des médecins suisses*, 1999 ; 80, Nr 18, p. 1092 ss.
- ✱ DOLESCHAL J., Réglementation en matière de sécurité sociale dans l'accord avec l'Union européenne sur la libre circulation des personnes, *Sécurité sociale* 3/1999, p. 120-124.
- ✱ DUC J.-L., De l'assurance d'une indemnité journalière en cas de maladie et du droit de libre passage, *Pratique juridique actuelle*, 8/1999, p. 919 ss.
- ✱ FRECHELIN K., Conséquences de l'accord sur la libre circulation des personnes en matière d'assurance-maladie, d'assurances-accidents et d'allocations familiales, *Sécurité sociale* 3/1999, p. 132-134.
- ✱ FRECHELIN K., Couverture en cas de maladie et d'accidents dans les Etats de l'UE, *Sécurité sociale* 3/1999, p. 134-136.

- ✱ KUHN HP., Structures de tarifs, conventions tarifaires et neutralité des coûts dans la LAMal, *Bulletin des médecins suisses*, 1999;80, n° 29/30, p. 1783 ss.
- ✱ MARCUARD C., Assurance-maladie et solidarité, *Sécurité sociale* 2/1999, p. 69.
- ✱ MOSIMANN H.-J., Bemerkungen zu den BGE 124 V 29 und 124 V 209, *PJA* 8/1999, p. 992 ss (*Integritätsentschädigung für psychische Unfallfolgen – Adäquater Kausalzusammenhang*).
- ✱ MÜLLER R. A., Abfindungen in Sozialplänen und ihre sozialversicherungsrechtliche Behandlung, *PJA* 1999, p. 286 ss.
- ✱ SPYCHER S., Assurance-maladie : les effets sous-évalués de la compensation des risques, *Sécurité sociale* 2/1999, p. 94-98.

#### Droits des patients, droit de la personnalité

- ✱ DUMOULIN J.-F., La confidentialité et la “maltraitance”, *Plädoyer*, 3/1999, p. 50 ss.
- ✱ FISCHER J., Wo das Einwilligungskriterium zur Diskriminierung führt, *Bulletin des médecins suisses*, 1999 ; 80, Nr 18, p. 1110 ss.
- ✱ GUINCHARD J.-M., Dépistage non volontaire de drogues : pas de complicité médicale, *Médecine & Hygiène* 1999;57:1170-1173.
- ✱ MÜLLER G., Gleichbehandlung der Geschlechter und Vertragsfreiheit bei der Bemessung der Prämien für Krankenversicherungen, in : *Verfassungsstaat vor neuen Herausforderungen : Festschrift für Yvo Hangartner*, St-Gall 1998, p. 627 ss.

#### Euthanasie

- ✱ NAU J.-Y., Euthanasier les fœtus humains, *Médecine & Hygiène* 1999;57: 1052.

#### Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

- ✱ BLANCHARD N., La jurisprudence récente de la commission genevoise de surveillance des professions de la santé, *Médecine & Hygiène* 1999;57:976-978.
- ✱ CORNU J., Les recommandations pour la pratique clinique du département de médecine du CHUV, *Médecine & Hygiène* 1999;57:1040.
- ✱ FISCHER S., Commission de surveillance des professions de la santé : la situation en Suisse romande, *Médecine & Hygiène* 1999;57:979.

#### Mesures médicales spéciales

- ✱ BRUSA G., Die medizinische Begutachtung im Unfallversicherungswesen – Notstand und Provokation, *PJA* 7/1999, p. 895 ss.
- ✱ CEREGHETTI A., De l'arbitraire des expertises médicales, *Plädoyer* 3/1999, p. 49.
- ✱ GMÜR M., Die Anforderungen an Psychiatrische Gutachten, *Plädoyer*, 4/1999, p. 28 ss.
- ✱ SENN J., Hirnverletzungen und Biomechanik, *PJA* 5/1999, p. 625 ss.
- ✱ SIDLER M., SUVA-Aktengutachten ohne Beweiswert, *Plädoyer*, 3/1999, p. 18 ss.

## Responsabilité médicale

- \* AYER A., Maltraitance et responsabilité de l'Etat, commentaire et extrait de l'arrêt de la Cour européenne des droits de l'Homme du 23 septembre 1998, aff. A. c. Royaume-Uni (100/1997/884/1096), *Plädoyer*, 3/1999, p. 55 ss.
- \* GUILLOD O., Responsabilité médicale : la prise de la pastille. Quelques réflexions sur un arrêt français révolutionnaire, *Médecine & Hygiène* 1999;57:886-889.
- \* KUHN HP., Bureau d'expertises de la FMH, *Bulletin des médecins suisses*, 1999 ; 80, Nr 26, p. 1607 ss.
- \* KUHN M., Die Arzthaftung in der Schweiz, *MedR* 6/1999, p. 248 ss.

## Système de santé, politique de la santé

- \* BAERTSCHI B., Le prix de la santé et le coût des soins. Rationnement, santé publique et justice, *Médecine & Hygiène* 1999;57:1464-1466.
- \* BURI M., Première enquête nationale sur l'aide et les soins à domicile, *Sécurité sociale* 3/1999, p. 149-150.
- \* FURRER R., Gesundheit, in : JENNY K. et al. (éd.), *Staats- und Verwaltungsrecht des Kantons Basel-Landschaft*, Liestal 1998, p. 419 ss.
- \* GUINCHARD J.-M., Demain, j'arrête de soigner !, *Médecine & Hygiène* 1999; 57:967.
- \* LANGENEGGER M., Gestion de la qualité dans le domaine de la santé : conditions-cadre de l'OFAS, *Sécurité sociale* 2/1999, p. 151-153.
- \* RUSSBACH R., Conflits armés, prévention et santé publique, *Revue Internationale de la Croix-Rouge* 1/1999, p. 85 ss.

## OUVRAGES ET MONOGRAPHIES / BÜCHER UND MONOGRAPHIEN

- \* BUREAU D'ETUDES DE POLITIQUE DU TRAVAIL ET DE POLITIQUE SOCIALE, *Wirkungsanalyse des Risikoausgleichs in der Krankenversicherung*, OCFIM (n° commande : 318.010.1/99d), Berne 1999. (*Il existe une version abrégée en allemand et en français, n° commande 318.010.2/99df*).
- \* Interdepartementale Arbeitsgruppe "Finanzierungsperspektiven der Sozialversicherungen (IDA FiSo) 2", *Analyse des prestations des assurances sociales*, OFAS (éd.), Berne 1997.
- \* AGIER J.-M., CHOLLET N., GHELEW A., *Maladie, accident, invalidité, vieillesse, perte de soutien : vos droits d'assurés. Guide juridique pratique*, 5<sup>ème</sup> éd., Lausanne 1999.
- \* BIEDERMANN Daniel, GROSS Jost, KOCHER Gerhard (éd.), *Krankenversicherung und Gesundheitswesen – wie weiter ?*, Berne 1999.
- \* GREPPI S., *Les effets de la nouvelle loi sur l'assurance-maladie dans le financement du système de santé*, coll. Aspects de la sécurité sociale, Berne 1998.
- \* GYSIN C., *Der Schutz des Existenzminimums in der Schweiz*, Bâle, Genève 1999.
- \* HAUSSHEER Heinz, AEBI-MÜLLER Regina, *Das Personenrecht des schweizerischen ZGB*, Berne 1999 (*Traite aussi de la responsabilité civile médicale et de la transplantation d'organes*).
- \* KIESER Ueli, *Das Verwaltungsverfahren in der Sozialversicherung*, Zürich 1999.
- \* KIESER U., RIEMER-KAFKA G., *Tafeln zum schweizerischen Sozialversicherungsrecht*, 2<sup>ème</sup> éd., Zurich 1998.

- \* MAIER Philipp, *Das gerichtspsychiatrische Gutachten gemäss Art. 13 StGB : unter Berücksichtigung der gesetzlichen Regelung ausgewählter Kantone*, Zürich 1999.
- \* MANAI Dominique, *Les droits du patient face à la médecine contemporaine*, Bâle, 1999.
- \* MEYER-BLASER Ulrich, *Soziale Sicherheit*, Basel 1998.
- \* RENSCHLER I., CATTACIN S., *Politiques publiques en matière de drogue en Suisse : études sur Lausanne et Zurich*, Chavannes-près-Renens 1996.
- \* RÖSCH Bruno, *Die kantonalen Gesundheitsgesetze – Zulassungs- und Ausübungsvorschriften für Erfahrungsheilkundige*, Berne 1999.
- \* SANER Luc (éd.), *Auf dem Weg zu einer neuen Drogenpolitik*, Basel 1998.
- \* DE SAUSSURE Christian (dir.), *Vieillards martyrs, vieillards tirelire. Maltraitance des personnes âgées*, Genève 1999.
- \* SOTTAS G. (réd.), *Données administratives de l'assurance-maladie : analyse de qualité, statistique élémentaire et base pour les exploitations*, coll. Aspects de la sécurité sociale, Berne 1998.
- \* STOCK J. et al., *Hypertonie-Management : neue Formen der Krankenversicherung : ein Praxisvergleich zwischen traditionellen Praxen und HMOs*, coll. Aspects de la sécurité sociale, Berne 1998.
- \* ZÜND Christian, *Kommentar zum Gesetz über das Sozialversicherungsgericht des Kantons Zürich*, Zürich 1999.

\*\*\*\*\*



# SAN·NEWS N°11.

Ce numéro couvre en principe la période entre le **15 août 1999** et le **31 décembre 1999**.

## Législation / Gesetzgebung

### I. Droit international (sélection) Internationales Recht (Auswahl)

#### DROIT ÉDICTÉ / ERLASSENES RECHT

- ✱ Conseil de l'Europe. Protocole additionnel à la Convention pour la protection des droits de l'homme et de la dignité de l'être humain à l'égard des applications de la biologie et de la médecine, portant interdiction du clonage d'êtres humains du 12 janvier 1998 voir [www.coe.int](http://www.coe.int)

#### RAPPORTS, RECOMMANDATIONS, DECLARATIONS, PROPOSITIONS, ETC. BERICHTE, EMPFEHLUNGEN, ERKLÄRUNGEN, VORSCHLÄGE, USW.

- ✱ Conseil de l'Europe. Recommandation N° R (99) 4 du Comité des Ministres sur les principes concernant la protection juridique des majeurs incapables, du 23 février 1999. Partiellement reproduite *in* : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 206 ss.
- ✱ Conseil de l'Europe. Recommandation N° R (99) 3 du Comité des Ministres relative à l'harmonisation des règles en matière d'autopsie médico-légale, du 2 février 1999, résumée *in* : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 225 s.
- ✱ Conseil de l'Europe. Recommandation 1399 (1999) de l'Assemblée parlementaire relative à la xénotransplantation, du 29 janvier 1999, reproduite *in* : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 450.

### II. Droit communautaire / Europarecht (JOCE 1.9.1999-31.12.1999)

#### DROIT ÉDICTÉ / ERLASSENES RECHT

- ✱ Directive 1999/82/CE de la Commission, du 8 septembre 1999 portant modification de l'annexe de la directive 75/318/CEE du Conseil relative au rapprochement des législations des Etats membres concernant les normes et protocoles analytiques, toxico-pharmacologiques et cliniques en matière d'essais de spécialités pharmaceutiques, JO L 243/7, du 15 septembre 1999.
- ✱ Directive 1999/83/CE de la Commission, du 8 septembre 1999 portant modification de l'annexe de la directive 75/318/CEE du Conseil relative au rapprochement des législations des Etats membres concernant les normes et protocoles analytiques, toxico-pharmacologiques et cliniques en matière d'essais de spécialités pharmaceutiques, JO L 243/9, du 15 septembre 1999.

#### RAPPORTS, RECOMMANDATIONS, DECLARATIONS, PROPOSITIONS, ETC. BERICHTE, EMPFEHLUNGEN, ERKLÄRUNGEN, VORSCHLÄGE, USW.

- ✱ Proposition de règlement (CE) du Conseil complétant le règlement (CEE) n° 302/93 portant création d'un observatoire européen des drogues et des toxicomanies (OEDT), JO C 342E/43, du 30 novembre 1999.

- ✳ Résolution du Parlement européen sur la communication de la Commission concernant le marché unique des produits pharmaceutiques, JO C 279/79, du 1<sup>er</sup> octobre 1999.
- ✳ Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 98/79/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 octobre 1998 relative aux dispositifs médicaux de diagnostic in vitro, JO C 288/41, du 9 octobre 1999.
- ✳ Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 90/385/CEE du Conseil du 20 juin 1990 relative aux dispositifs médicaux implantables actifs et de la directive 93/42/CEE du Conseil du 14 juin 1993 relative aux dispositifs médicaux, JO C 288/42, du 9 octobre 1999.
- ✳ Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 93/42/CEE du Conseil du 14 juin 1993 relative aux dispositifs médicaux, JO C 288/43, du 9 octobre 1999.
- ✳ Avis du Comité économique et social sur la Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil instituant un code communautaire relatif aux médicaments à usage humain (version codifiée), JO C 368/3, du 20 décembre 1999.
- ✳ Avis du Comité économique et social sur la Proposition de directive du Conseil concernant la protection des travailleurs contre les risques liés à l'exposition à des agents cancérogènes au travail (sixième directive particulière au sens de l'article 16, paragraphe 1, de la directive 89/391/CEE), JO C 368/187, du 20 décembre 1999.

### III. Droit étranger (sélection) / Ausländisches Recht (Auswahl)

#### ALLEMAGNE

- ✳ Loi du 1<sup>er</sup> juillet 1998 portant réglementation des activités de transfusion (*Bundesgesetzblatt*, partie I, 6 juillet 1998, N° 42, p. 1752 ss), partiellement reproduite in : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 364 ss.

#### ARGENTINE

- ✳ Loi N° 3076 du 20 mars 1997 relative à la détermination des droits du patient, partiellement reproduite in : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 391 s.
- ✳ Loi N° 3099 du 20 mai 1997 relative à la bioéthique. Recherche, analyse et diffusion, partiellement reproduite in : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 392 s.

#### BELGIQUE

- ✳ Loi du 11 janvier 1999 portant règlement de l'exploitation des centres de bronzage (Moniteur belge, 20 février 1999, N° 36, p. 5139 ss), partiellement reproduite in : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 237 s.
- ✳ Arrêté royal du 15 février 1999 relatif à l'évaluation qualitative de l'activité médicale dans les hôpitaux (Moniteur belge, 25 mars 1999, N° 59, p. 9552 ss), partiellement reproduit in : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 351 ss.
- ✳ Arrêté royal du 15 février 1999 fixant les normes auxquelles les programmes de soins " médecine de la reproduction " doivent répondre pour être agréés (Moniteur belge, 25 mars 1999, N° 59, p. 9556 ss), partiellement reproduit in : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 351 ss.

## DANEMARK

- ✱ Arrêté N° 849 du 2 décembre 1998 portant promulgation de la Loi relative à la privation de liberté et à d'autres formes de contrainte en psychiatrie. Arrêtés d'application N° 878, 879 et 880 du 10 décembre et N° 938 du 15 décembre, résumés *in* : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 383 s.
- ✱ Arrêté N° 665 du 14 septembre 1998 relatif à l'information et au consentement et à la diffusion des renseignements en rapport avec la santé, partiellement reproduit *in* : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 395 ss.

## FINLANDE

- ✱ Loi N° 879 du 27 novembre 1998 portant modification de la Loi relative aux dommages causés aux patients, résumée *in* : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 225.

## FRANCE

- ✱ Arrêté du 12 janvier 1999 relatif aux règles de bonnes pratiques cliniques et biologiques en assistance médicale à la procréation (Journal officiel de la République française, Lois et Décrets, 28 février 1999, N° 50, p. 3061 ss.), résumé *in* : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 204 s.
- ✱ Loi N° 99-223 du 23 mars 1999 relative à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage (Journal officiel de la République française, Lois et Décrets, 24 mars 1999, N° 70, p. 4399 ss.), partiellement reproduite *in* : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 218 ss.

## LITUANIE

- ✱ Loi du 3 octobre 1996 relative aux droits des patients et à l'indemnisation des patients pour dommages à leur santé, partiellement reproduite *in* : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 397.

## PANAMA

- ✱ Loi N° 52 du 12 décembre 1998 portant réglementation de la collecte, de la conservation, du stockage, du transport, de la destination et de l'élimination finale d'organes ou d'éléments du corps, ainsi que des procédures de transplantation chez des êtres humains, partiellement reproduite *in* : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 368 ss.

## TURQUIE

- ✱ Règlement de 1998 du Ministère de la Santé relatif aux droits des patients, partiellement reproduit *in* : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 397 ss.

## IV. Droit fédéral / Bundesrecht

### DROIT ÉDICTÉ / ERLASSENES RECHT

- ✱ Constitution fédérale du 18.04.1999 (Abroge la Constitution fédérale du 29 mai 1874) (Introduite par l'AF relatif à une mise à jour de la Constitution fédérale du 18 décembre 1998), entrée en vigueur le 01.01.2000, RO 1999 2556.

- ✱ Loi fédérale sur l'Accord entre, d'une part, la Confédération suisse et, d'autre part, la Communauté Européenne et ses Etats membres sur la libre circulation des personnes, du 8 octobre 1999. Délai référendaire échéant le 3 février 2000 (*la loi modifie notamment profondément la loi fédérale concernant l'exercice des professions médicales, du 19 décembre 1877*), FF 1999 7841.
- ✱ Loi fédérale portant modification de l'arrêté fédéral sur le contrôle du sang, des produits sanguins et des transplants, du 8 octobre 1999. Délai référendaire échéant le 3 février 2000, FF 1999 7939.
- ✱ Loi fédérale du 18 mars 1994 sur l'assurance-maladie (Modification: Art. 106 III; Art. 66 III 2<sup>ème</sup> phrase abrogée) du 20 mars 1998, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1999, RO 1999 2043.
- ✱ Loi fédérale du 18 mars 1994 sur l'assurance-maladie (Modification: Art. 21 A, concours des cantons; 61 IV 2<sup>ème</sup> phrase) du 18.12.1998, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1999, RO 1999 2041.
- ✱ Arrêté fédéral concernant l'introduction dans la Constitution fédérale du 18 avril 1999 des modifications de la Constitution fédérale du 29 mai 1874, du 28 septembre 1999 (*concerne l'article 119a, médecine de la transplantation*), FF 1999 7967.
- ✱ Arrêté fédéral concernant l'adaptation formelle à la nouvelle Constitution fédérale des initiatives populaires prêtes à être soumises au vote, du 28 septembre 1999 (*concerne notamment l'initiative " pour la protection de l'être humain contre les techniques de reproduction artificielle " qui sera soumise au vote le 12 mars 2000*), FF 1999 7967.
- ✱ Arrêté fédéral portant approbation de la modification de l'ordonnance générale concernant les examens fédéraux des professions médicales (OGPM), du 29 septembre 1999, FF 1999 7967.
- ✱ Ordonnance sur l'assurance-maladie (OAMal). Modification du 11 août 1999, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> octobre 1999 (*art. 1, 7 : assujettissement des requérants d'asile*), RO 1999 2403.
- ✱ Ordonnance sur les prestations dans l'assurance obligatoire des soins en cas de maladie (OPAS).
  - Modification du 29 juin 1999, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2000 et dès le 1<sup>er</sup> juillet 1999 pour la prise en charge des mammographies (*modification de l'art. 12 sur les mesures médicales de prévention, et de l'annexe 1*), RO 1999 2517.
  - Modification du 28 juin 1999, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> juillet 1999 (*nouvelle teneur de la liste des moyens et appareils*), RO 1999 2504.
  - Modification du 5 juillet 1999, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2000 (*nouvelle teneur de la liste des moyens et appareils*), RO 1999 2516.
  - Modification du 29 juin 1999, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> juillet 1999 (*nouvelle teneur de la liste des analyses*), RO 1999 2505.
  - Modification du 19 juillet 1999, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> août 1999 (*nouvelle teneur de la liste des médicaments avec tarif*), RO 1999 2503.
- ✱ Ordonnance relative aux primes moyennes cantonales 2000 de l'assurance obligatoire des soins pour le calcul des prestations complémentaires, du 8 novembre 1999, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2000 (jusqu'au 31 décembre 2000), RO 1999 3602.
- ✱ Ordonnance sur la garantie de la qualité des programmes de dépistage du cancer du sein réalisé par mammographie, du 23 juin 1999, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> juillet 1999, RO 1999 2168.
- ✱ Ordonnance sur les infirmités congénitales (OIC). Modification du 25 juin 1999, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> octobre 1999 (*modification des ch. 195 et 327 de l'annexe*), RO 1999 2402.
- ✱ Ordonnance générale concernant les examens fédéraux des professions médicales (OGPM). Modification du 27 janvier 1999, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> octobre 1999 (*art. 46a, essai de nouveaux modèles d'enseignement et d'exams*), RO 1999 2643.

- ✳ Ordonnance concernant l'expérimentation d'un modèle spécial d'enseignement et d'examens à la Faculté de médecine de l'Université de Bâle, du 1<sup>er</sup> novembre 1999, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> novembre 1999, RO 1999 2875.
- ✳ Ordonnance concernant l'expérimentation d'un modèle spécial d'enseignement et d'examens à la Faculté de médecine de l'Université de Berne, du 1<sup>er</sup> novembre 1999, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> novembre 1999, RO 1999 3590.
- ✳ Ordonnance concernant l'expérimentation d'un modèle spécial d'enseignement et d'examen pour le cursus pharmaceutique de l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich, du 1<sup>er</sup> novembre 1999, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> novembre 1999, RO 1999 3594.
- ✳ Ordonnance concernant l'expérimentation d'un modèle spécial d'enseignement et d'examens au Département pharmacie de l'Université de Bâle, du 1<sup>er</sup> novembre 1999, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> novembre 1999, RO 1999 3596.
- ✳ Ordonnance sur l'utilisation d'organismes dans l'environnement (Ordonnance sur la dissémination dans l'environnement, ODE), du 25 août 1999, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> novembre 1999, RO 1999 2748.
- ✳ Ordonnance sur l'utilisation des organismes en milieu confiné (Ordonnance sur l'utilisation confinée, OUC), du 25 août 1999, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> novembre 1999, RO 1999 2783.
- ✳ Ordonnance sur la protection des travailleurs contre les risques liés aux microorganismes (OPTM), du 25 août 1999, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> novembre 1999, RO 1999 2826.
- ✳ Ordonnance portant édicition de la pharmacopée (OPha).
  - Modification du 23 juin 1999, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> septembre 1999 (*nouvelle version de l'annexe*), RO 1999 2709.
  - Modification du 13 décembre 1999, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2000 (*nouvelle version de l'annexe*), RO 1999 3598.
- ✳ Ordonnance du 1<sup>er</sup> mars 1995 sur les denrées alimentaires (Modification: Plusieurs articles, entre autre organismes génétiquement modifiés et produits issus de tels organismes) du 14 juin 1999, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1999, RO 1999 1848.
- ✳ Arrêté du Conseil fédéral constatant le résultat de la votation populaire du 13 juin 1999 (notamment : prescription médicale d'héroïne, assurance-invalidité, assurance-maternité), FF 1999 6571.
- ✳ Règlement d'apprentissage et d'examen de fin d'apprentissage, du 20 avril 1999 et Programme d'enseignement professionnel, du 20 avril 1999 pour les opticiens/opticiennes, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2000, FF 1999 7599.
- ✳ Normes techniques pour les dispositifs médicaux (Ordonnance sur les dispositifs médicaux, Odim), du 19 octobre 1999, FF 1999 7785.

**Sauf mention contraire, tous ces textes sont en vigueur /**  
**Alle diese Texte sind ohne anders lautenden Hinweis rechtskräftig**

MESSAGES, RAPPORTS ET DECISIONS OFFICIELS  
 BOTSCHAFTEN, AMTLICHE BERICHTE UND BESCHLÜSSE

- ✳ Message relatif à l'approbation des accords sectoriels entre la Suisse et la Communauté européenne, du 23 juin 1999, FF 1999 5440.
- ✳ Message concernant l'initiative populaire " pour des médicaments à moindre prix ", du 12 mai 1999, FF 1999 6813.

- ✱ Message concernant l'arrêté fédéral sur des mesures urgentes dans la compensation des risques de l'assurance-maladie, du 18 août 1999, FF 1999 7136.
- ✱ Message concernant la mise en vigueur de la nouvelle Constitution fédérale et les adaptations législatives consécutives, du 11 août 1999, (*touche notamment l'ex-article 24<sup>decies</sup> Cst, qui devient l'article 119a Cst, et l'adaptation formelle du texte de l'initiative populaire fédérale "pour la protection de l'être humain contre les techniques de reproduction artificielle", qui sera soumise au vote du peuple et des cantons le 12 mars 2000*), FF 1999 7145.
- ✱ Message concernant l'initiative populaire "pour le libre choix du médecin et de l'établissement hospitalier", du 14 juin 1999, FF 1999 7987.
- ✱ Message concernant la création et l'adaptation des bases légales nécessaires au traitement de données personnelles, du 25 août 1999 (*touche notamment la loi sur l'exercice des professions médicales, la loi sur les épidémies et le traitement des données sanitaires par l'armée*), FF 1999 8381.
- ✱ Message concernant l'initiative populaire "pour des coûts hospitaliers moins élevés", du 8 septembre 1999, FF 1999 9005.
- ✱ Initiative populaire fédérale "*La santé à un prix abordable (initiative-santé)*". Aboutissement, selon décision de la Chancellerie fédérale du 4 août 1999, FF 1999 6586.
- ✱ Initiative populaire fédérale "Droits égaux pour les personnes handicapées". Aboutissement, selon décision de la Chancellerie fédérale du 4 août 1999, FF 1999 6591.
- ✱ Procédure de consultation. Loi fédérale sur la transplantation, FF 1999 8962. *Les documents (rapport explicatif et projet de loi) peuvent être imprimés du site de l'Office fédéral de la santé publique, à l'adresse suivante : <http://www.admin.ch/bag/transpla/gesetz/f/index.htm>*  
*Date limite pour la consultation : 29 février 2000.*
- ✱ Communications du secrétariat de la Commission de la concurrence, du 24 septembre 1999, (*ouverture d'une enquête selon l'art. 27 LCart. contre Intensiv SA et Kaladent AG, deux sociétés de production et de distribution de fournitures dentaires*), FF 1999 7211 et 7212.
- ✱ Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée à l'Hôpital cantonal de Bâle (cliniques universitaires), du 5 octobre 1999, FF 1999 7200.
- ✱ Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée au Schulärztliche Dienst der Stadt Zürich, du 21 décembre 1999, FF 1999 9115.

## V. Droit cantonal (sélection) / Kantonaies Recht (Auswahl)

(extrait du "Bulletin de Législation / Gesetzgebungsbulletin", n° 4 et 5 1999, avec l'autorisation de l'Institut du Fédéralisme, à Fribourg)

### BASEL-LAND

- ✱ Alters- und Pflegeheimdekret vom 19. Februar 1990 (Änderung: Mehrere Paragraphen, u.a. Verzinsung der Investitionsbeiträge, Karenzzeit, Pensionskostenbeitrag, Pflegekostenzuschläge, Mitsprache der Gemeinden) vom 23. Juni 1999, in Kraft ab 1. Januar 2000, GS 33.697.

### BERN

- ✳ Verordnung vom 18. Oktober 1995 über die Organisation und die Aufgaben der Gesundheits- und Fürsorgedirektion (Organisationsverordnung GEF; OrV GEF) (Änderung: Art. 3, gleichgestellte Organisationseinheiten; 4 I & III, Kommissionen; 8 lit. i neu, Querschnitts- und Dienstleistungsaufgaben; 9 lit. b, weitere Aufgaben; 12 II lit. d, kantonales Laboratorium (KL); 19, Berufsschule für Pflege, Schwerpunkt Psychiatrie; 20, lit. b & c, kantonale Schulheime und kantonale Sprachheilschule; Art. 21 I lit. c & d, Personal; Art. 2 I lit. h & 17 aufgehoben) (Art. 3 lit. b tritt auf den 1. Januar 2000 in Kraft) vom 23. Juni 1999, in Kraft ab 1. September 1999, BAG 99-70.

#### GENEVE

- ✳ Loi sur l'exercice des professions de la santé, les établissements médicaux et diverses entreprises du domaine médical du 16 septembre 1983 (Modification: très nombreux articles) du 21.05.1999, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2000, FAO 1999, No 60, p. 870.

#### FRIBOURG

- ✳ Loi sur la santé du 16 novembre 1999. Délai référendaire: du 18 décembre 1999 au 16 mars 2000. Feuille officielle du canton de Fribourg n°51, 17 décembre 1999.
- ✳ Loi sur l'Hôpital cantonal de Fribourg (Abroge la Loi organique du 16 mai 1929) du 02.03.1999, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2000, Feuille Officielle 1999, No 14, p. 609.

#### JURA

- ✳ Loi du 22 juin 1994 sur les hôpitaux (Modification: Art. 23 I, 23 I bis nouveau) du 16.12.1998, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 1999, Journal Officiel 1998, No 48, p. 771.

#### NEUCHÂTEL

- ✳ Loi sur les établissements spécialisés pour personnes âgées du 21 mars 1972 (Modification: Art. 7 - 10, 24 abrogés) du 23 juin 1999, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2000, Feuille Officielle 1999, No 50, p. 710.

#### OBWALD

- ✳ Gesundheitsgesetz vom 20. September 1991 (Änderung: Art. 7 - 10, 17; Art. 16 II aufgehoben) (Art. 7 lit. a & b, 8 lit. a & g sowie 9 I lit. h & i treten bereits auf den 01.08.1999 in Kraft) vom 27. Mai 1999, in Kraft ab 1. Januar 2000 Amtsblatt 1999, Nr. 22, S. 683.

#### SOLOTHURN

- ✳ Gesundheitsgesetz (Hebt insgesamt 18 Erlasse auf, u.a. das Gesetz vom 30. Mai 1857 über die Organisation des Sanitätswesens, das Gesetz vom 30. April 1882 über die öffentliche Gesundheitspflege und Lebensmittelpolizei *und* das Gesetz vom 08. Juli 1951 über die Tuberkulosebekämpfung) vom 27. Januar 1999, in Kraft ab 1. Januar 2000, Amtsblatt 1999, Nr. 6, S. 274.
- ✳ VV zum Gesundheitsgesetz (Hebt insgesamt 11 Erlasse auf, u.a. die Verordnung vom 19. Dezember 1938 über die Organisation des Sanitätswesens, die Verordnung vom 28. Juli 1945 über die Autopsie von Leichen *und* die Verordnung vom 02. September 1958 über die Chiropraktik auf) vom 28. Juni 1999, in Kraft ab 1. Januar 2000, unter Vorbehalt des Einspruchs, RRB Sonderdruck Nr. 391.

**Sauf mention contraire, tous ces textes sont en vigueur /**

**Alle diese Texte sind ohne anders lautenden Hinweis rechtskräftig**

## **VI. Déclarations et directives éthiques et professionnelles Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien**

INTERNATIONAL ET ETRANGER / INTERNATIONAL UND AUSLÄNDISCH

- ✱ Avis du Conseil National d'Ethique pour les Sciences de la Vie du Portugal sur les aspects éthiques des soins de santé ayant trait à la fin de la vie, du 7 juin 1995, reproduit in : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 435 s.

SUISSE / SCHWEIZ

- ✱ ACADEMIE SUISSE DES SCIENCES MEDICALES, Directives concernant les problèmes éthiques aux soins intensifs, *Bulletin des médecins suisses* 35 (1999), p. 2139 ss.

## **Jurisprudence / Rechtsprechung**

### **I. Jurisprudence CEDH - Cour (sélection) Rechtsprechung EMRK - Gerichtshof (Auswahl)**

- ✱ AFFAIRE SEIDEL c./ FRANCE, arrêt du 11 janvier 2000.  
*Remboursement des frais d'un internement psychiatrique ordonné d'office et reconnu irrégulier. Durée de la procédure excessive.*
- ✱ AFFAIRE PSYCHEX c./ SUISSE, rapport de la Commission européenne des droits de l'homme du 2 décembre 1997, JAAC 63/1999 N° 112, p. 990 ss.  
*Refus d'une clinique de distribuer une circulaire de l'association "Psychex" aux patients, jugé admissible (art. 10 § 2 CEDH) en raison des effets défavorables que la brochure pourrait avoir sur les patients.*
- ✱ AFFAIRE GONZALVO c./ FRANCE, arrêt de la Cour (troisième section) du 9 novembre 1999.  
*Patient infecté par une transfusion sanguine - Expertise médicale. Durée de la procédure excessive et violation de l'art. 6 § 1 CEDH - Dommage moral.*
- ✱ AFFAIRE MARQUES GOMES GALO c./ PORTUGAL, arrêt de la Cour (quatrième section) du 23 novembre 1999.  
*Expertise médicale - Durée de la procédure. Violation de l'art. 6 § 1 CEDH et dommage moral.*
- ✱ AFFAIRE GALINHO CARVALHO MATOS c./ PORTUGAL, arrêt de la Cour (quatrième section) du 23 novembre 1999.  
*Expertise médicale - Durée de la procédure. Violation de l'art. 6 § 1 CEDH et dommage moral.*
- ✱ AFFAIRE G. S. c./ AUTRICHE, arrêt de la Cour (troisième section) du 21 décembre 1999.  
*Autorisation de pratique pour un pharmacien. La durée excessive de la procédure constitue une violation de l'art. 6 § 1 CEDH. Dédommagement.*
- ✱ AFFAIRE BROUILLY c./ FRANCE, arrêt de la Cour (troisième section) du 7 décembre 1999.  
*Consultation de son dossier psychiatrique par la requérante. Communication incomplète. Durée excessive de la procédure en violation de l'art. 6 § 1 CEDH. Dédommagement.*

### **III. Jurisprudence étrangère (sélection) Ausländische Rechtsprechung (Auswahl)**



## ALLEMAGNE

- ✱ Neue Juristische Wochenschrift 1999, H. 46, p. 3399 s. – Bundesverfassungsgericht (1. Kammer des Ersten Senats), Beschl. v. 11. 8. 1999 – *Organentnahme bei lebenden Personen (Transplantationsgesetz)*.
- ✱ Neue Juristische Wochenschrift 1999, H. 46, p. 3435 s. – Bundessozialgericht, Urt. v. 18. 3. 1998 (Nordrhein-Westfalen) – *Verfassungsmässigkeit vertragsärztlicher Bedarfsplanung in überversorgten Gebieten*.

## AUTRICHE

- ✱ Recht der Medizin 1999, p. 156 - OGH 11.1.1999.  
*Mitwirkung am Selbstmord und ihre Abgrenzung zum Mord.*
- ✱ Recht der Medizin 1999, p. 158 - OGH 16.7.1999.  
*"Psychiatrisches Testament".*

## ETATS-UNIS

- ✱ American Journal of Law & Medicine 25 n° 4 (1999), p. 572 ss – *Petrovich v. Share Health Plan of Illinois, Inc.*, 1999 WL 773524 (Sept. 30, 1999) ; *McCall v. PacificCare of California*, 87 Cal. Rptr. 2d 784 (1999)  
*Responsabilité d'une HMO pour le comportement négligent d'un médecin affilié.*
- ✱ The Journal of Law, Medicine & Ethics 27 n° 2 (1999), p. 204 s. – *Hungerford v. Jones*, 722 A.2d 478 (N.H. 1998) ; *J.A.H. v. Wadle & Associates*, 589 N.W.2d 256 (Iowa 1999)  
*Responsabilité professionnelle du psychothérapeute envers le père d'une jeune patiente quand celle-ci retrouve en psychothérapie des souvenirs d'abus sexuels qui conduisent à une dénonciation pénale ? Réponses de principe positive (1<sup>ère</sup> décision) et négative (2<sup>e</sup> décision).*
- ✱ The Journal of Law, Medicine & Ethics 27 n° 3 (1999), p. 279 ss – *Ferguson v. Charleston*, 186 F.3d 469 (4<sup>th</sup> Cir. 1999)  
*Un hôpital de Caroline du Sud, dont le droit considère un fœtus viable comme une personne, peut valablement tester les femmes enceintes pour usage de cocaïne. La femme enceinte se rend coupable de fourniture de drogue à un mineur dès la 24<sup>e</sup> semaine de grossesse.*

## IV. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung

- ✱ Arrêt du Tribunal fédéral 6S.256/1999, du 20 octobre 1999 (non encore publié).  
*Transmission du virus du sida. Lésions corporelles admise, mais pas la tentative d'homicide intentionnel.*
- ✱ ATF 125 I 267 = DPC 3/99 p. 521 = SJ 34/1999 p. 493. Tribunal fédéral, 2<sup>e</sup> Cour de droit public, 4 mai 1999.  
*Un canton peut exiger du titulaire d'un diplôme étranger la possession du diplôme fédéral pour pratiquer comme dentiste. Le titulaire du diplôme étranger ne peut se prévaloir de la loi sur le marché intérieur.*
- ✱ ATF 125 I 276 = DPC 3/99, p. 529. Tribunal fédéral, 2<sup>e</sup> Cour de droit public, 14 juin 1999.  
*Un canton peut interdire l'exercice indépendant de la profession de mécanicien-dentiste. Celui qui veut s'établir dans un autre canton ne peut se prévaloir de l'article 2 LMI (qui ne vise que la circulation des marchandises et des services), ni de l'article 4 LMI lorsque la profession n'est pas autorisée dans le canton où il veut s'établir.*
- ✱ ATF 125 I 322. Tribunal fédéral, 2<sup>e</sup> Cour de droit public, 4 juin 1999.

*Un canton peut interdire l'exercice indépendant de leur profession aux guérisseurs sans formation médicale suffisante. Un certificat de naturo-pathe reconnu par un canton ne donne pas le droit selon la LMI de pratiquer dans un autre canton n'admettant pas cette profession.*

- ✱ ATF 125 I 335. Tribunal fédéral, 2<sup>e</sup> Cour de droit public, 7 juin 1999.  
*Au regard de la liberté du commerce et de l'industrie, il est disproportionné pour un canton de refuser à une acupunctrice sans diplôme de médecin l'autorisation d'exercer sa profession à titre indépendant si elle est aussi bien, voire mieux, formée à cet effet qu'un médecin.*
- ✱ ATF 125 II 321. Tribunal fédéral, 1<sup>ère</sup> Cour de droit public, 5 juillet 1999.  
*L'assuré a le droit, moyennant éventuellement participation aux frais, de recevoir de sa caisse-maladie copie de son dossier (art. 128 OAMal, 8 LPD et 1-2 OLPD). La consultation au siège de l'assureur ou la fourniture orale de renseignements ne peuvent lui être imposées.*
- ✱ ATF 125 II 385. Tribunal fédéral, 2<sup>e</sup> Cour de droit public, 28 juin 1999.  
*Egalité de salaire des physiothérapeutes soleuroises.*
- ✱ ATF 125 V 76 = RAMA 4/1999 p. 295. Tribunal fédéral des assurances, 12 janvier 1999.  
*Détermination du début de l'assurance obligatoire des soins. Prise de domicile ou annonce du séjour au contrôle des habitants.*
- ✱ ATF 125 V 81. Tribunal fédéral des assurances, 12 mars 1999.  
*Retrait de Visana de huit cantons. Conditions et portée.*
- ✱ ATF 125 V 95. Tribunal fédéral des assurances, 23 février 1999.  
*Examen dans un cas d'espèce du caractère approprié et économique d'une opération du cœur consistant en la revascularisation du myocarde et le remplacement de la valvule aortique.*
- ✱ ATF 125 V 101. Tribunal fédéral des assurances, 19 mars 1999.  
*Le recours de droit administratif est recevable contre un forfait hospitalier d'un montant différent selon l'âge du patient. Pas d'inégalité de traitement.*
- ✱ ATF 125 V 177 = RAMA 4/1999 p. 326. Tribunal fédéral des assurances, 27 avril 1999.  
*L'assuré qui ne peut plus rester à domicile n'a pas droit aux prestations en cas d'hospitalisation (49/3 LAMal) tant que les soins qu'il reçoit dans l'EMS où il séjourne correspondent à ses besoins réels.*
- ✱ ATF 125 V 183. Tribunal fédéral des assurances, 20 mai 1999.  
*Le recours de droit administratif n'est pas ouvert contre une décision cantonale de restitution de subsides versés pour réduire les primes.*
- ✱ ATF 125 V 188. Tribunal fédéral des assurances, 10 mai 1999.  
*Délai dans lequel l'assureur-maladie doit statuer sur l'opposition. Application des principes jurisprudentiels en matière de retard injustifié.*
- ✱ DPC 3/99, p. 463, Enquête de la Commission de la Concurrence du 6 septembre 1999.  
*Assurance-maladie obligatoire dans le canton de Zurich. Suspension de l'enquête relative à un produit (Nova Light de la SWICA) limitant le nombre de fournisseurs de prestations auxquels l'assuré peut s'adresser.*
- ✱ JT 1999 I 193 (=ATF 123 II 534, cité in *San-News* n° 6 de mai 1998, p. 10).  
*Droit d'être renseigné sur ses données personnelles détenues par l'assureur accidents fondé sur LPD 8; rapport LPD – LAA à ce titre.*
- ✱ JT 1999 I 212 (résumé) (=ATF 123 I 212, cité in *San-News* n° 5 de janvier. 1998, p. 13).  
*Un étranger avec autorisation de séjour, marié à une Suissesse, peut se prévaloir de la liberté du commerce et de l'industrie; il est disproportionné d'exiger le permis d'établissement ainsi qu'un stage dans un établissement public du canton pour pratiquer comme physiothérapeute dépendant.*

- ✱ JT 1999 I 330 (=ATF 124 III 434, cité in *San-News* n° 8 de janvier 1999, p. 15).  
*L'exclusion de la couverture pour des séjours hospitaliers qui étaient assurés sous l'empire de l'ancien droit constitue une restriction incompatible avec la garantie contenue à l'article 102 al. 2 LAMal.*
- ✱ Plädoyer 5 (1999), p. 52 ss. – Arrêt du 25.2.1999 du Tribunal fédéral des assurances.  
*Refus de la prise en charge des traitements de fécondation in vitro et transfert d'embryon (FIVETE) par l'assurance-maladie de base (avec commentaire).*
- ✱ Pratique juridique actuelle 9 (1999), p. 1149 ss. – Eidgenössisches Versicherungsgericht, I. Kammer, Urteil vom 12.3.1999.  
*Zur Beschwerdelegitimation und zur Beiladung von Krankenkassen. Art. 103 OG (avec commentaire de I. Häner).*
- ✱ Pratique juridique actuelle 9 (1999), p. 1156 ss. – Arrêt du 10.5.1999 de la 1<sup>ère</sup> Chambre du Tribunal fédéral des assurances.  
*De la nature et du but de la procédure d'opposition et du délai dans lequel les assureurs-maladie doivent statuer sur opposition (avec commentaire de J.-L. Duc).*
- ✱ RAMA 4/1999, p. 316 ss, Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 1<sup>er</sup> avril 1999.  
*Exemption de l'assurance obligatoire – Etant donné que le recourant travaille à l'étranger à titre temporaire (200 jours par an). Il demeure soumis au droit suisse (art. 6, al. 1, de la Convention de Sécurité sociale entre la Confédération suisse et la République fédérale d'Allemagne du 25 février 1964 dans sa version modifiée par la convention complémentaire du 2 mars 1989). Dès lors qu'il n'est pas obligatoirement assuré contre la maladie en vertu du droit étranger, il ne peut être mis au bénéfice d'une exception à l'obligation de s'assurer pour les soins en cas de maladie (art. 2, al. 2 OAMal).*
- ✱ RAMA 4/1999, p. 320 ss, Eidgenössisches Versicherungsgericht, Urteil vom 23. April 1999.  
*Überarztung – Überarztung verneint in einem Fall, da ein Psychiater zwar 329 Indexpunkte aufweist, die Behandlungen aber grösstenteils einzelfallweise im Sinne von Artikel 2 Verordnung 8/KUVG durch die Krankenkassen (bzw. deren Vertrauensärzte) genehmigt worden sind, diese Genehmigungen stellen nicht bloss Kostengutsprachen dar, sondern sie beinhalten auch die Bestätigung der Wirtschaftlichkeit der jeweiligen Behandlung*
- ✱ RAMA 4/1999, p. 327 ss, Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 20 mai 1999.  
*Obligation d'assurance. Equivalence des prestations en vertu de l'article 2 alinéa 2 OAMal. In casu question laissée ouverte.*
- ✱ RAMA 4/1999, p. 345 ss, Arrêt du Conseil fédéral du 23 juin 1999.  
*Fixation du tarif pour une division commune d'une clinique privée – Admission sans distinction, à la charge de l'assurance obligatoire des soins de toutes les divisions des hôpitaux qui figurent sur une liste dite "intégrale". La liste "intégrale" signifie non pas que tous les établissements qui y figurent disposent ou doivent disposer d'une division commune en tant qu'espace physique, mais indique qu'ils fournissent en tous les cas les prestations en rapport avec le séjour des assurés en division commune. Ils ont ainsi une obligation d'accepter des assurés au bénéfice d'une assurance de base uniquement. L'existence d'un tarif est obligatoire pour les établissements inscrits sur la liste "intégrale".*
- ✱ RAMA 4/1999, p. 356 ss, Urteil des Bunderates vom 23. Juni 1999.  
*Gemeinde Spitalliste der Kantone Basel-Stadt und Basel-Landschaft für somatische Akutmedizin – Fragen zu "integrale Spitallisten" (Bestätigung der in RKUV/RAMA 1998 KV 54 S. 521 ff. publizierten Rechtsprechung). Erteilt ein Kanton einem Spital eine Betriebsbewillung und sind deren Voraussetzungen weiterhin erfüllt, so besteht nach dem vom KVG vorgegebenen Zulassungssystem für Halbprivat- und Privatabteilungen beschränkt auf diese Abteilungen eine Rechtsanspruch auf Aufnahme in die Spitalliste des Standortkantons.*
- ✱ RAMA 4/1999, p. 320 ss, Urteil des Bunderates vom 23. Juni 1999.  
*Spitalliste des Kantons Appenzell Innerhoden – "Standortklausel" in der Spitalliste des Wohnkantons. Der Verzicht des Kantons Appenzell Innerhoden auf eine Spitalliste mit ausserkantonalen Einrichtungen ist mit*

dem KVG vereinbar (Bestätigung der in RKUV/RAMA 1998 KV 54 S. 521 ff. publizierten Rechtsprechung).

- ✱ RAMA 4/1999, p. 371 ss, Arrêt du Conseil fédéral du 23 juin 1999.  
*Tarifs des prestations de soins et des prestations socio-hôtelières fournies par les établissements médico-sociaux et les divisions pour malades chroniques des hôpitaux – Définition des prestations de soins selon la LAMal et principes de tarification dans les EMS. Application de l'outil PLAISIR. Nature de l'allocation pour impotents : prestations de soins au sens de l'article 7, 2<sup>e</sup> alinéa OPAS ou prestations socio-hôtelières ? Risques de surindemnisation.*
- ✱ RAMA 5/1999, p. 431 ss, Eidgenössisches Versicherungsgericht, Urteil vom 14. Juni 1999.  
*Nichtanerkennung freiberuflicher nichtärztlicher Psycho-therapeut(inn)en als Leistungserbringer – Artikel 46 Absatz 1 KVV ist bezüglich der Nichtaufnahme der nichtärztlichen Psycho-therapeut(inn)en als medizinische Hilfspersonnen gesetzeskonform.*
- ✱ RAMA 5/1999, p. 453 ss, Eidgenössisches Versicherungsgericht, Urteil vom 9. Juli 1999.  
*Künstliche Insemination als Leistung der obligatorischen Krankenpflegeversicherung – Die in Ziffer 3 des Anhangs 1 zur KLV getroffene Regelung (Leistungspflicht nur bei künstlicher Insemination mittels intra-uteriner homologer Insemination bei einer zervikal bedingten Sterilität) ist verfassungs- und gesetzeskonform.*
- ✱ RAMA 5/1999, p. 457 ss, Eidgenössisches Versicherungsgericht, Urteil vom 17. Juli 1999.  
*Hyperstimulationssyndrom nach IVF-Behandlung als Pflichtleistung - Das Hyperstimulationssyndrom, das etwa in 1% der IVF-Behandlungen auftritt, stellt ein selbstständiges Krankheitsgeschehen dar.*
- ✱ RAMA 5/1999, p. 462 ss, Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 30 août 1999.  
*Traitement dans un hôpital en dehors du canton – Droit aux prestations en cas d'hospitalisation hors canton pour des raisons de convenances personnelles et non pour des raisons médicales.*
- ✱ RAMA 6/1999, p. 498 ss, Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 8 septembre 1999.  
*Examens selon le procédé IRM – Problème de la constitutionnalité et de la légalité d'une ancienne disposition de l'OPAS, qui comportait des restrictions à ce type d'examens pour la région du genou notamment. In casu, le tribunal s'écarte de la disposition en cause.*
- ✱ RAMA 6/1999, p. 503 ss, Eidgenössisches Versicherungsgericht, Urteil vom 15. September 1999.  
*Kumulation von Hilfslosenentschädigungen der AHV/IV und Pflegeleistungen nach Artikel 7 Absatz 2 KLV: keine automatische Ueberentschädigung*
- ✱ RAMA 6/1999, p. 531 ss, Eidgenössisches Versicherungsgericht, Urteil vom 24. September 1999.  
*Psychotherapie – Delegierte ärztliche Untersuchungen und Behandlungen, ärztliche Psychotherapie, Sitzungsfrequenz.*
- ✱ Semaine Judiciaire, 34 (1999), p. 499 ss. - Tribunal fédéral, 1<sup>er</sup> Cour civile, 1<sup>er</sup> avril 1999.  
*Responsabilité du médecin. Rappel des principes (rés. et trad.).*
- ✱ Semaine Judiciaire, 27 (1999) p. 413 ss. (= ATF 125 III 169, cité in San News n° 10 de septembre 1999, p. 15) - Tribunal fédéral, 11<sup>ème</sup> Cour civile, 29 avril 1999.  
*Privation de liberté à des fins d'assistance. Base légale pour un traitement psychiatrique forcé, CC 397a, 429a (rés. et trad.).*

## **V. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung**

### **AARGAU**

- ✱ AGVE 1998 n° 41 p. 131 ss – Entscheid des Verwaltungsgerichts vom 15. September 1998.  
Die Kostengutsprache für eine ausserkantonale Hospitalisation muss auch erfolgen, wenn die in Frage stehende Behandlung im Kanton Aargau zwar möglich, für den Betroffenen aber unzumutbar ist.

## APPENZELL AR

- ✱ AR-GVP 1998 n° 1336 p. 54 s. – RRB vom 2. März 1998.  
Befreiung eines Apothekers von der Heilpraktikerprüfung.
- ✱ AR-GVP 1998 n° 1337 p. 55 ss – RRB vom 19. Januar 1998.  
Die Aura-Soma-Therapie fällt unter die bewilligungspflichtige Heiltätigkeit.
- ✱ AR-GVP 1998 n° 1338 p. 57 s. – RRB vom 18. August 1998.  
Krankenkassen sind in der Regel nicht legitimiert, den Entzug einer Heilpraktikerbewilligung zu beantragen.

## JURA

- ✱ RJJ 1/1999 p. 71 ss – Arrêt de la Chambre des assurances du TC du 8. Februar 1999.  
Assurance-maladie complémentaire; procédure devant la Chambre des assurances; interprétation d'une disposition contractuelle peu claire.

## OBWALD

- ✱ VVGE-OW 1997/98 n° 47 p. 156 ss – Entscheid des Verwaltungsgerichts vom 25. Februar 1997.  
Ausserkantonale Hospitalisation; Kostenübernahme – Art. 41 Abs. 3, 85 und 86 KVG.
- ✱ VVGE-OW 1997/98 n° 48 p. 165 ss – Entscheid des Verwaltungsgerichts vom 17. November 1998.  
*Ausserkantonale Spitalbehandlung; Kostenübernahme; Abgrenzung ambulante - teilstationäre Behandlung – Art. 25 Abs. 2 Bst. a, 39 Abs. 1 und 2, 41 Abs. 1 und 3, 86 Abs. 1 KVG*

## THURGAU

- ✱ TVR 1998 n° 29 p. 150 ss – Entscheid des Verwaltungsgerichts vom 23. November 1998.  
Entbindung des Arztes vom Berufsgeheimnis zur Durchsetzung seiner Forderung.
- ✱ TVR 1998 n° 30 p. 154 ss – Entscheide des Verwaltungsgerichts vom 8. Juni 1998 und vom 23. Dezember 1998.  
Bewilligung zur selbständigen Berufsausübung als Arzt : Beteiligung am Notfalldienst und Wohnsitzpflicht / Gebührenpflicht.
- ✱ TVR 1998 n° 38 p. 187 ss – Entscheid des Versicherungsgerichts vom 18. November 1998.  
Leistungspflicht der Krankenkasse bei künstlicher Insemination unter altem und unter geltendem KVG.
- ✱ TVR 1998 n° 39 p. 191 ss – Entscheid des Versicherungsgerichts vom 11. März 1998.  
Heilbehandlung nach Festsetzung der Rente; Bewahrung des Gesundheitszustandes vor wesentlicher Beeinträchtigung – UVG 21 Abs. 1 Lit. d, UVV 68 Abs. 2.
- ✱ TVR 1998 n° 42 p. 203 ss – Entscheid des Versicherungsgerichts vom 30. September 1998.  
*Unfallbegriff verneint für das überhastete Herunterschlingen eines grösseren Fleischstückes, bzw. dessen Steckenbleiben in der Speiseröhre, wie auch für die Perforation der letzteren bei der ärztlichen Extraktion des ersteren [Verwaltungsgerichtsbeschwerde hängig].*

## ZUG

- ✱ GVP-ZG 1997/98 p. 30 ss – Entscheid vom Verwaltungsgericht vom 14. August 1997.  
Art 21 IVG : Kontaktlinsen werden als Hilfsmittel nur noch abgegeben, wenn sie eine wesentliche Ergänzung medizinischer Eingliederungsmassnahmen darstellen.

- ✱ GVP-ZG 1997/98 p. 42 ss – Entscheid vom Verwaltungsgericht vom 26. Februar 1998.  
Definition des Unfalls; beim Fehlen des Nachweises des ungewöhnlichen äusseren Faktors wirkt sich die Beweislosigkeit zu Ungunsten des Leistungsansprechers aus; Beweislosigkeit bejaht im Fall, dass der Leistungsansprecher nicht nachweisen kann, auf was für einem harten Gegenstand er beim Kauen einen Zahn beschädigt hat.

## ZÜRICH

- ✱ Schweizerisches Zentralblatt für Staats- und Verwaltungsrecht 100 (1999) Nr. 11, p. 592 ss. – Verwaltungsgericht, 3. Kammer, vom 12. November 1998.  
Zulassung nichtärztlicher Psychotherapeuten zur selbständigen Berufsausübung.
- ✱ RB-ZH 1998 n° 76 p. 132 s. (sur le même objet : ATF 125 I 267, cité in San New n° 11 p. 15) – Entscheid des Verwaltungsgerichts vom 19. März 1998.  
Zahnarzt mit ausländischem Studienabschluss und mehrjähriger Praxiserfahrung als Assistenzarzt in der Schweiz verfügt über einen Fähigkeitsausweis eines andern Kantons; Verweigerung der selbständigen Berufsausübung im Kanton Zürich ist nur möglich, wenn die Zulassungsbehörde dessen Notwendigkeit darlegen kann.
- ✱ RB-ZH 1998 n° 77 p. 133 ss. (cf. ATF 125 I 322, cité in San News n° 11, p. 15) – Entscheid des Verwaltungsgerichts vom 11. Juni 1998.  
Ein Heilpraktiker mit ausserkantonalem Fähigkeitsausweis hat nur Anspruch auf Zulassung zur selbständigen Berufsausübung im Kanton Zürich, wenn die ausserkantonale Ausbildung den zürcherischen Zulassungsanforderungen genügt [*staatsrechtliche Beschwerde hängig*].
- ✱ RB-ZH 1998 n° 78 p. 135 – Entscheid des Verwaltungsgerichts vom 11. Juni 1998.  
Die selbständige Behandlung von Krankheiten ist grundsätzlich den Ärzten vorbehalten [*staatsrechtliche Beschwerde hängig*].
- ✱ RB-ZH 1998 n° 79 p. 136 ss. – Entscheid des Verwaltungsgerichts vom 12. November 1998.  
Die Regelungslücke für die Zulassung von nichtärztlichen Psychotherapeuten zur selbständigen Berufsausübung hat nicht zur Folge, dass keine Bewilligung bis Ende des laufenden Gesetzgebungsverfahrens erteilt werden kann; es muss eine Übergangsordnung erlassen werden.
- ✱ RB-ZH 1998 n° 80 p. 139 ss – Entscheid des Verwaltungsgerichts vom 26. Februar 1998.  
Das in den Städten Zürich und Winterthur geltende Verbot ärztlicher Selbstdispensation verstösst gegen den Grundsatz der Rechtsgleichheit [*staatsrechtliche Beschwerde hängig*].
- ✱ RB-ZH 1998 n° 81 p. 143 – Entscheid des Verwaltungsgerichts vom 26. Februar 1998.  
HMO-Gesundheitszentren sind nicht Spitälern gleichzusetzen; die Bewilligung zur Führung einer Spitalapotheke kann ihnen daher nicht erteilt werden [*staatsrechtliche Beschwerde hängig*].

## Doctrine / Lehre

- I. **Doctrine internationale et étrangère (sélection)**  
**Internationale und ausländische Lehre (Auswahl)**  
(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

## ARTICLES / AUFSÄTZE

### Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

- ✱ FRIEDBERG M., SAFFRAN B., STINSON T.J. and al., Evaluation of Conflict of Interest in Economic Analyses of New Drugs in Oncology. *JAMA* (1999), p. 1453 ss.
- ✱ ORLANDO V., The FDA's Accelerated Approval Process : Does the Pharmaceutical Industry Have Adequate Incentives for Self-Regulation ?, *American Journal of Law & Medicine* 25 n° 4 (1999), p. 543 ss.

### Droits des patients

- ✱ ALEXANDER C., Wet van 26 juni 1990 betreffende de bescherming van de persoon van de geesteszieke – Rechtspraakoverzicht (1990 – 1997), *Revue de droit de la santé / Tijdschrift voor gezondheidsrecht*, 1 (1999-2000), p. 21 ss.
- ✱ ANNAS GJ., The Last Resort. The use of Physical Restraints in Medical Emergencies. *New England Journal of Medicine* (1999), p. 1408 ss.
- ✱ BARRY JONES R., Parental consent to publicity. *Journal of Medical Ethics* (1999) p. 379 ss.
- ✱ BELIZAN J., ALTHABE F., BARROS C. and al., Rates and implications of caesarean sections in Latin America : ecological study. CASTRO A., Commentary : increase in caesarean sections may reflect medical control not women's choice. Commentary : " health has become secondary to a sexually attractive body ". *BMJ* (1999), 654 ss.
- ✱ DUDLEY GOLDBLATT A., Commentary : No More Jurisdiction Over Jehovah, *The Journal of Law, Medicine & Ethics* 27 n° 2 (1999), p. 190 ss.
- ✱ FOREMAN DM., The family rule : a framework for obtaining ethical consent for medical interventions from children. Alderson P. Commentary on the " Family Rule ". Foreman DM. The family rule : a reply to Alderson. *Journal of Medical Ethics* (1999), p. 49 ss.
- ✱ HODGE JG., GOSTIN LO., JACOBSON PD., Legal Issues Concerning Electronic Health Information. Privacy, Quality, Liability. *JAMA* (1999) p. 1466 ss.
- ✱ JONES M., Informed Consent and other Fairy Stories, *Medical Law Review* 7 n° 2 (1999), p. 103 ss.
- ✱ HEWSON B., The law on managing patients who deliberately harm themselves and refuse treatment. *BMJ* (1999), p. 905 ss.
- ✱ KNOPF LEVY J., Jehovah's Witnesses, Pregnancy, and Blood Transfusions : A Paradigm for the Autonomy Rights of All Pregnant Women, *The Journal of Law, Medicine & Ethics* 27 n° 2 (1999), p. 171 ss.
- ✱ LUGLI A., ANABITARTE M., BEER JH., Effect of simple intervention on necropsy rate when active informed consent is required. *Lancet* (1999), p. 1391.
- ✱ MURAMOTO O., Bioethics of the refusal of blood by Jehovah's Witnesses : part 3. A proposal for don't-ask-don't-tell policy. *Journal of Medical Ethics* (1999), p. 463 ss.
- ✱ MURRAY E., The Future of Informed Consent in British Common Law, *European Journal of Health Law* 3 (1999), p. 235 ss.
- ✱ NYS H., Physician Involvement in a Patient's Death – A Continental European Perspective, *Medical Law Review* 7 n° 2 (1999), p. 208 ss.
- ✱ OTLOWSKI M., *Re Evelyn* – Reflections on Australia's First Litigated Surrogacy Case, *Medical Law Review* 1 (1999), p. 38 ss.
- ✱ RIDLEY DT., Jehovah's Witnesses' refusal of blood : obedience to scripture and religious conscience. *Journal of Medical Ethics* (1999), p. 469 ss.
- ✱ SCHWAMBERGER H., Einige gesundheitsrechtlich relevante Aspekte des Datenschutzgesetzes 2000, *Recht der Medizin* 5 (1999) p. 131 ss.

- ✱ SKEGG P.D.G., English Medical Law and „Informed Consent“: An Antipodean Assessment and Alternative, *Medical Law Review* 2 (1999), p. 135 ss.
- ✱ SYMPOSIUM ISSUE, Death and Dying Behind Bars – Cross-Cutting Themes and Policy Imperatives, *The Journal of Law, Medicine & Ethics* 27 n° 3 (1999), p. 213 ss (8 contributions sur le sujet).
- ✱ TOWLE A, GODOLPHIN W., Framework for teaching and learning informed shared decision making. GREENHALGH T., Commentary Competencies for informed shared decision making. GAMBRILL J., Commentary Proposals based on too many assumptions. *BMJ* (1999), p. 766 ss.
- ✱ VERREL T., Zivilrechtlich Vorsorge ist besser als strafrechtliche Kontrolle. Zum Stellenwert von Patientenverfügung, Betreuungsverfügung, Vorsorgevollmacht und vormundschaftsgerichtlicher Genehmigung, *Medizinrecht* 12 (1999), p. 547 ss.
- ✱ VIDAL-MARTÍNEZ J., The Protection of the Person in Medical Research in the Spanish Law, *European Journal of Health Law* 3 (1999), p. 249 ss.
- ✱ WILSON J., Acknowledging the expertise of patients and their organisations. *BMJ* (1999), p. 771 ss.

#### Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

- ✱ ARMSTRONG K., SCHWARTZ JS., ASH DA., Direct Sale of Sildenafil (Viagra) to Consumers over the Internet. *New England Journal of Medicine* (1999), p. 1389 ss.
- ✱ BERESFORD NW., EVANS TW. Legal safeguard for the audit process. *BMJ* (1999), 654 ss.
- ✱ BRIGGS AH., GRAY AM., Handling uncertainty in economic evaluations of healthcare interventions. *BMJ* (1999), p. 635 ss.
- ✱ HUGHES CM., LAPANE KL., MOR V., Impact of legislation on nursing home care in the United States : lessons for the United Kingdom. *BMJ* (1999), p. 1060 ss.
- ✱ SCHNEIDER CE., Regulating Doctors. at law. *Hastings Center Report* 4 (1999), p. 21 ss.

#### Ethique biomédicale

- ✱ BAUD J.-P., La voix du juriste dans le tintamarre de la bioéthique, *Archives de philosophie du droit*, 39 (1995), p. 421 ss.
- ✱ HAM C., Tragic choices in health care. Lessons from the child B case. *BMJ* (1999), 1258 ss.
- ✱ MAZIAU N., Le consentement dans le champ de l'éthique biomédicale française, *Revue de droit sanitaire et social*, 3 (1999), p. 469 ss.

#### Génétique humaine et biotechnologies

- ✱ DAMM R., Prädiktive Medizin und Patientenautonomie, *Medizinrecht* 10 (1999), p. 435 ss.
- ✱ HAUTENNE N., L'application des techniques génétiques à la médecine contemporaine au regard de la Convention de biomédecine, / *Tijdschrift voor gezondheidsrecht*, 2 (1999-2000), p. 87 ss.
- ✱ LAURIE G. T., In Defence of Ignorance: Genetic Information and the Right not to Know, *European Journal of Health Law* 2 (1999), p. 119 ss.



- ✳ RATH M., BRINKMANN B., Strafverfahrensänderungsgesetz – DNA-Analyse (“ Genetischer Fingerabdruck ”) und DNA-Identitätssfeststellungsgesetz aus fachwissenschaftlicher Sicht, *Neue Juristische Wochenschrift*, 37 (1999), p. 2697 ss.
- ✳ TAYLOR A., Globalization and Biotechnology : UNESCO and an International Strategy to Advance Human Rights and Public Health, *American Journal of Law & Medicine* 25 n° 4 (1999), p. 479 ss.

#### Mesures médicales spéciales

- ✳ BRAZIER M., Regulating the Reproduction Business ?, *Medical Law Review* 2 (1999), p. 166 ss.
- ✳ GRIMES DA., A 26-Year-Old Woman Seeking an Abortion. *JAMA* (1999), p. 1169 ss.
- ✳ JENNETT B., Should cases of permanent vegetative state still go to court ? *BMJ* (1999), p. 796 ss.
- ✳ KAPP C., Swiss allow assisted suicide, but what about euthanasia ? *Lancet* (1999), p. 2059.
- ✳ MCHAFFIE HE., CUTTINI M., BRÖLZ-VOIT G. and al., Withholding or withdrawing treatment from neonates: legislation and official guidelines across Europe. *Journal of Medical Ethics* (1999), p. 440 ss.
- ✳ MINOW M., Violence against Women – A Challenge to the Supreme Court. *New England Journal of Medicine* (1999), p. 1929 ss.
- ✳ WIDDERSHOVEN G., Euthanasia in The Netherlands : Some First Experience of Evaluation Committees. In Brief. *Hastings Center Report* july-august (1999), p. 47 ss.

#### Recherche biomédicale

- ✳ ECKENWILER L., Pursuing Reform in Clinical Research : Lessons from Women's Experience, *The Journal of Law, Medicine & Ethics* 2 (1999), p. 158 ss.
- ✳ FREEMAN TB., VAWTER DE., LEAVERTON PE. and al., Use of Placebo Surgery in Controlled Trials of a Cellular-Based Therapy for Parkinson's Disease. *New England Journal of Medicine* (1999), p. 988 ss.
- ✳ HÖFLING W., DEMEL M., Zur Forschung an Nichteinwilligungsfähigen, *Medizinrecht* 12 (1999), p. 540 ss.
- ✳ MACKLIN R., The Ethical Problems with Sham Surgery in Clinical Research. *New England Journal of Medicine* (1999), p. 992 ss.
- ✳ MARQUIS D., How to Resolve an Ethical Dilemma Concerning Randomized Clinical Trials. *New England Journal of Medicine* (1999), p. 691 ss.
- ✳ SMYTH RL., WEINDLING AM., Research in children : ethical and scientific aspects. *Lancet* (1999), 21 ss.
- ✳ VICTOR N., Prüfung der wissenschaftlichen Qualität und biometriespezifischer Anforderungen durch die Ethikkommissionen ? *Medizinrecht* 9 (1999), p. 408 ss.
- ✳ WALTER-SACK I., “ Zuständigkeit ” medizinischer Ethikkommissionen – (wünschenswerte ?) Ausweitung durch Satzungsrecht, dargestellt anhand der Regelung für die Ethikkommission an der Universität Heidelberg und bei der Landesärztekammer Baden-Württemberg, *Medizinrecht* 8 (1999), p. 357 ss.
- ✳ WILSON A., GRIMSHAW G., BAKER R. and al., Differentiating between audit and research : postal survey of health authorities' views. *BMJ* (1999), p. 1235.
- ✳ WOODWARD B., Challenges to Human Subject Protections in US Medical Research. *JAMA* (1999), p. 1947 ss.

### Responsabilité médicale

- \* BRAHAMS D., End of compensation for unwanted healthy children. *Lancet* (1999), p. 1924.
- \* DALCQ R.O., A propos des infections nosocomiales, *Revue de droit de la santé / Tijdschrift voor gezondheidsrecht* 1 (1999-2000), p. 3 ss.
- \* DORSNER-DOLIVET A., La responsabilité consécutive à la pratique du diagnostic préimplantatoire, *Médecine et droit* 38 (1999), p. 10 ss.
- \* GÖRICKE NORDLUND Y., EDGREN L., Patient Complaint Systems in Health Care – A Comparative Study between the netherlands and Sweden, *European Journal of Health Law* 2 (1999), p. 133 ss.
- \* VIALLA F., L'obligation de sécurité de résultat du médecin en matière d'infection nosocomiale ou le retour du staphylocoque doré, *Médecine & Droit* 37 (1999), p. 4 ss.

### SIDA, lutte contre les épidémies

- \* BRAHAMS D., Court order for HIV-1 test for baby. *Lancet* (1999), p. 884.
- \* KING S. Vaccination policies :individual rights v community health. *BMJ* (1999), p. 1448 ss.

### Système de santé, politique de la santé

- \* CABANA MD., RAND CS., POWE NR. and al., Why Don't Physicians Follow Clinical Practice Guidelines ? *JAMA* (1999), p. 1458 ss.
- \* CASALINO LP., The Unintended Consequences of Measuring Quality on the Quality of Medical Care. *New England Journal of Medicine* (1999), p. 1147 ss.
- \* DRUSS BG., ROSENHECK RA., Association Between Use of Unconventional Therapies and Conventional Medical Services. *JAMA* (1999), p. 651 ss.
- \* EMANUEL EJ., FAIRCLOUGH DL., SLUTSMAN J. and al., Assistance from family members, friends, paid care givers and volunteers in the care of terminally ill patients. *New England Journal of Medicine* (1999), p. 956 ss.
- \* HORTON R., Les cafés vont-ils fermer?, *Médecine & Hygiène* 2276 (1999), 2162 ss.
- \* JONES J., WILSON A., PARKER H. and al., Economic evaluation of hospital at home versus hospital care : cost minimisation analysis of data from randomised controlled trial. *BMJ* (1999), p. 1547 ss.
- \* KALB PE., Health Care Fraud and Abuse. *JAMA* 1999;282:1163-1168. Sage WM. Fraud and Abuse Law. *JAMA* (1999), p. 1179 ss.
- \* MILLER LC., Caring the Internationally Adopted children. *New England Journal of Medicine* (1999), p. 1539 ss.
- \* PRICE D., POLLOCK AM., SHAOUL J., How the World Trade Organisation is shaping domestic policies in health care. *Lancet* (1999), p. 1889 ss.
- \* RATZEL R., Grenzüberschreitender Gesundheitsmarkt innerhalb der EU, neue Chancen für Patienten und Leistungserbringer. Das deutsche Gesundheitswesen und der europäische Einigungsprozess, *Medizinrecht* 11 (1999), p. 510 ss.

- ✱ SCHLUND G. H., Alternativmedizin aus zivilrechtlicher Sicht, *Krankenhaus & Recht*, 2 (1999), p. 34 ss.
- ✱ SOUTHGATE L., PRINGLE M., Revalidation in the United Kingdom : general principles based on experience in general practice. Norcini JJ. Recertification in the United States. Newble D, Paget, McLaren B. Revalidation in Australia and New Zealand approach of Royal Australian College of physicians. Dauphinee D. Revalidation of doctors in Canada. Swinkels JA. Reregistration of medical specialists in the Netherlands. *BMJ* (1999), p. 1180 ss.
- ✱ SPRUMONT D., Le droit d'accès aux services de santé en droit québécois, *Heath Law Journal*, Special edition (1998), p. 191 ss.
- ✱ VITZHUM W., Law and medicine in Germany : some major current problems, in : STRACK C. (éd.), *Constitutionalism, universalism and democracy*, Baden-Baden, 1999, p. 91 ss

#### Transplantations

- ✱ CLARK M., This Little Piggy Went to Market : The Xenotransplantation and Xenozoonose Debate, *The Journal of Law, Medicine & Ethics* 27 n° 2 (1999), p. 137 ss.
- ✱ DUBOIS J., Non-Heart Beating Organ Donation : A Defense of the Required Determination of Death, *The Journal of Law, Medicine & Ethics* 27 n° 2 (1999), p. 126 ss.
- ✱ FISHER J., Re-examining death : against a higher brain criterion. *Journal of Medical Ethics* (1999), p. 473 ss.
- ✱ NAU J.-Y., L'Europe du don d'organes, *Médecine & Hygiène* 2227 (1999), p. 1954 ss.
- ✱ NEUBERGER J., JAMES O., Guidelines for selection of patients for liver transplantation in the era of donor-organ shortage. *Lancet* (1999), p. 1636 ss.
- ✱ ROMEO-CASABONA C. M., New Challenges for Organ Transplantation, *European Journal of Health Law*, 3 (1999), p. 205 ss.
- ✱ SCHNITZLER MA., HOLLENBEAK CS., COHEN MAD. and al., The economic implications of HLA matching in cadaveric renal transplantation. *New England Journal of Medicine* 1999;341:1440-1446. Helderma JH, Goral S. The allocation of cadaveric kidneys. *New England Journal of Medicine* (1999), p. 1468 ss.
- ✱ VANDERPOOL H., Commentary : A Critique of Clark's Frightening Xenotransplantation Scenario, *The Journal of Law, Medicine & Ethics* 27 n° 2 (1999), p. 153 ss.

#### OUVRAGES ET MONOGRAPHIES / BÜCHER UND MONOGRAPHIEN

- ✱ ANNAS G. J., *Some choice : law, medicine, and the market*, New-York 1998.
- ✱ BRILL K-E., *Psychisch Kranke im Recht. Ein Wegweiser*, Bonn 1999.
- ✱ CAULFIELD T. A., NELSON E. L. (Eds), *Pediatric Genetics: an evolving legal and ethical framework*, Special edition of the *Heath Law Journal*, Edmonton, 1998.
- ✱ INSTITUT BELGE DE L'ECONOMIE DE LA SANTE IBES, *Aspects socio-économiques des soins de santé en Belgique*, IBES, Bruxelles 1998.
- ✱ FRANKE R., HART Dieter, *Charta der Patientenrechte*, Baden-Baden 1999.

- \* GUCKES B., *Das Argument der schiefen Ebene*, Stuttgart 1997.
- \* JONSEN A. R., *The birth of bioethics*, New York, Oxford 1998.
- \* KÖRNER U. (Hrsg.), *Beiträge zu ethischen und rechtlichen Fragen der Medizin*, Dortmund, 1996.
- \* *Medicine in transition*, numéro spécial de la revue *The Long Term View*, Vol. 4 n°4, Massachusetts School of Law, Andover 1999.
- \* MONJARDET A., *Euthanasie et pouvoir médical – Vivre librement sa mort*, Paris 1999.
- \* MOORMANN T., *Rationierung im deutschen Gesundheitswesen*, Stuttgart 1999.
- \* NATIONS UNIES (Département de la coordination des politiques et du développement durable), *L'entreprise coopérative dans les secteurs de la santé et des services sociaux : une étude à l'échelle mondiale*, New York 1998.
- \* NATIONS UNIES, *World Programme of action concerning disabled persons*, New York 1997.
- \* OCDE, *OECD health data – Eco-santé OCDE 99*, Paris 1999 [CD-Rom].
- \* OCDE, *Xenotransplantation : international policy issues*, Paris 1999.
- \* PICCINI B., *Euthanasie : l'hôpital en question*, Paris 1999.
- \* RIFKIN J., *Le siècle biotech : le commerce des gènes dans le meilleur des mondes*, Paris 1998.
- \* RIVETT G., *From cradle to grave*, London 1999 [historique du NHS].
- \* SPEHR C., *Probleme der Transsexualität und ihre medizinische Bewältigung*, Heidelberg 1997.
- \* TRESS W., LANGENBACH Michael (Hgb.), *Ethik in der Psychotherapie*, Göttingen 1999.
- \* VOGLER S., HABL Claudia, *Gesundheitssysteme in Mittel- und Osteuropa*, Österreichisches Bundesinstitut für Gesundheitswesen, Wien 1999.
- \* WHO, *The world health report 1999*, Genève 1999.
- \* WUNDER M., NEUER-MIEBACH T. (Hsg.), *Bio-Ethik und die Zukunft der Medizin*, Bonn 1998.

## II. **Doctrine suisse / Schweizerische Lehre**

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

### ARTICLES / AUFSÄTZE

#### Droque

- \* KARGER T., Behandlung von Suchtmittelabhängigkeit und Massnahmen zur Infektionsprophylaxe im Strafvollzug der Schweiz. Eine Zusammenfassung zweier empirischer Studien, *Bulletin de Criminologie*, 1 (1999), p. 25 ss.

#### Droits des patients

- \* BRÜCKNER C., Die Rechtfertigung des ärztlichen Eingriffs in die körperliche Integrität gemäss Art. 28 Abs. 2 ZGB, *Recht 5 (I)* (1999), p. 451 ss.

- ✱ GUILLOD O., GIAUQUE A., Secret médical et rapports de travail, *Journée 1997 de droit du travail et de la sécurité sociale*, Genève, 1999, p. 51 ss.

#### Ethique biomédicale

- ✱ BAERTSCHI B., Quand un cas se présente... Quelques pistes de résolution, *Médecine & Hygiène* 2267 (1999), p. 1657 ss.
- ✱ GUILLOD O., La loi et l'embryon humain in vitro : les législations existantes, *L'embryon humain in vitro*, Y. Englert, A. van Orshoven (Eds), Bruxelles, 1999, p. 107 ss.
- ✱ MARTIN J., La bioéthique au carrefour des avancées de la science et de cadres de référence socio-culturels différents, *Médecine & Hygiène* 2270 (1999), p. 1837 ss.
- ✱ WILDHABER I., Zur geplanten Revision der Deklaration von Helsinki, *Bulletin des médecins suisses* 44 (1999), p. 2585 ss.

#### Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

- ✱ IFF H.W., KUHN HP., Code de déontologie de la FMH : deux ans déjà..., *Bulletin des médecins suisses* 37 (1999), p. 2223 ss. (en allemand dans le *Bulletin des médecins suisses* 35 (1999), p. 2121 ss.)
- ✱ IFF H.W., KUHN HP., Cabinet médical sur Internet, *Bulletin des médecins suisses* 37 (1999), p. 2225 ss. (en allemand dans le *Bulletin des médecins suisses* 35 (1999), p. 2123 ss.)
- ✱ IFF H.W., KUHN HP., Télémédecine et déontologie, *Bulletin des médecins suisses* 37 (1999), p. 2228 ss. (en allemand dans le *Bulletin des médecins suisses* 35 (1999), p. 2126 ss.)
- ✱ KUHN HP., Autorisation de pratiquer, *Bulletin des médecins suisses*, 1999 ; 80, Nr 40, p. 2399 ss. (en allemand dans le *Bulletin des médecins suisses* 39 (1999), p. 2339 ss.)

#### Génétique humaine et biotechnologies

- ✱ KOHLER S., MARANTA A., Regulation von genetisch veränderten Lebensmitteln – Die revidierte schweizerische Lösung im international Kontext, *Pratique juridique actuelle*, 12 (1999), p. 1402 ss.

#### Mesures médicales spéciales

- ✱ DE STOUTZ N.D., BEYELER Y., VON WYSS M., PORCHET F., ZLATIEV-SCOCARD N., Assistance au décès: rapport du groupe de travail fédéral; Le point de vue de la Société suisse de médecine et de soins palliatifs (SSMSP), *Médecine & Hygiène* 2272 (1999), p. 1930 ss.
- ✱ JEANMONOD G., HELLER G., GASSER J., Déficience mentale et sexualité. La stérilisation légale dans le canton de Vaud entre 1928 et 1985, *Médecine & Hygiène* 2274 (1999), p. 2050 ss.
- ✱ VOZZI C., SENN A., CHANSON A., DE GRANDI P., GERMOND M., La fécondation in vitro „classique“ est-elle obsolète?, *Médecine & Hygiène* 2266 (1999), p. 1592 ss.

#### Responsabilité médicale

- ✱ GUILLOD O., Responsabilité médicale : la médecine change, et le droit ?, Mélanges en l'honneur de Carlo Augusto Cannata, Bâle 1999, p. 305 ss.
- ✱ HAUSHEER H., Unsorgfältige ärztliche Behandlung, in : MÜNCH P. / GEISER T. (éd.), *Schaden, Haftung, Versicherung*, Bâle, Genève 1999, p. 719 ss.
- ✱ RÜETSCHI D., Haftung für fehlgeschlagene Sterilisation, *Pratique juridique actuelle* 12 (1999), p. 1359 ss.

#### Système de santé, politique de la santé

- ✱ AGIER J.-M., Perte de gain : procédure gratuite pour tous ?, *Plädoyer* 6 (1999), p. 52 ss.
- ✱ BAUMANN M., Rationierung im Gesundheitswesen, *Bulletin des médecins suisses* 45 (1999), p. 2649 ss.
- ✱ BAUMANN-HÖLZLE R., Rationierung im Gesundheitswesen, *Bulletin des médecins suisses* 45 (1999), p. 2635 ss.
- ✱ BAUMANN-HÖLZLE R., Faire Leistungs- und Güterverteilung im Gesundheitswesen, *Bulletin des médecins suisses* 45 (1999), p. 2638 ss.
- ✱ BENAROYO L., Evidence-based medicine: une approche épistémologique et éthique, *Médecine & Hygiène* 2268 (1999), p. 1726 ss.
- ✱ BRUSA G., Der Arzt als Instrument von Versicherten und Versicherern : eine Entgegnung zu Jacques Meine, Die Bedingtheit der ärztlichen Aussage (gezeigt an einem Kassen Beispiel), *Schweizerische Zeitschrift für Sozialversicherung und berufliche Vorsorge* (1999), p. 395 ss.
- ✱ DUC J.-L., De la preuve par témoin et de la maxime officielle dans l'assurance sociale à la lumière d'un arrêt récent du Tribunal fédéral des assurances, *Revue suisse des assurances sociales et de la prévoyance professionnelle*, 43 (1999), p. 356 ss.
- ✱ DUC J.-L., De l'assurance d'une indemnité journalière en cas de maladie et du droit de libre passage, *APJ/PJA* 8 (1999), p. 919 ss.
- ✱ DUC J.-L., , Quelques réflexions sur le dernier projet de modification de la LAMal soumis à la procédure de consultation, *Pratique juridique actuelle* 9 (1999), p. 1112 ss.
- ✱ FMH, FMS, SSPS, Grundsatzpapier "Rationierung im Gesundheitswesen", *Gesundheitspolitische Informationen* 12035 (1999), p. 3 s.
- ✱ GIGER M., Médicaments remboursés par la Sécurité sociale en France, *Bulletin des médecins suisses* 43 (1999), p. 2544s.
- ✱ JUNOD A.-F. Définition et évaluation de l' "appropriateness", *Médecine & Hygiène*, 2275 (1999), p. 2078 ss.
- ✱ KIESER U., Sozialversicherung, in : MÜNCH P. / GEISER T. (éd.), *Schaden, Haftung, Versicherung*, Bâle, Genève 1999, p. 187 ss.
- ✱ KUHN HP., Factures complémentaires en cas d'hospitalisation, *Bulletin des médecins suisses* 36 (1999), p. 2175 ss. (en allemand dans le *Bulletin des médecins suisses* 34 (1999), p. 2031 ss.)
- ✱ KUHN HP., Hôpitaux privés désavantagés, *Bulletin des médecins suisses* 44 (1999), p. 2582 ss. (en allemand dans le *Bulletin des médecins suisses* 43 (1999), p. 2540 ss.)
- ✱ KUHN HP., La CNA a le droit de recourir à des expertises "étrangères", *Bulletin des médecins suisses* 46 (1999), p. 2707 ss. (en allemand dans le *Bulletin des médecins suisses* 44 (1999), p. 2581 ss.)

- \* MÜLLER K., La jurisprudence actuelle du Conseil fédéral en matière de liste des hôpitaux. Précisions et questions en suspens, *Sécurité sociale* 6 (1999), p. 317 ss.
- \* PANCHAUD C. ET AL., Terminologie de la qualité, *Bulletin des médecins suisses* 32/33 (1999), p. 1960 ss.
- \* ROGGERO-WILL G., Assicurazione sociale delle cure medico-sanitarie : portata e conseguenze dell'obbligatorietà assicurativa sulla scelta e sul cambiamento d'assicuratore, *Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese* 1 (1999), p. 489 ss.
- \* SCHNEIDER J.-A., RAETZO M. A., Primes et qualité des soins : les organisations de maintien de la santé (ODMS) et la LAMal, *Revue suisse des assurances sociales et de la prévoyance professionnelle* 4 (1999), p. 263 ss.
- \* SPINNLER P., Rationierung und Rationalisierung, *Bulletin des médecins suisses* 45 (1999), p. 2643 ss.
- \* TSCHUDI H. P., Das Sozialversicherungsrecht am Übergang ins 21. Jahrhundert, in : RUCH A., HERTIG G., NEF U. C. (éd.), *Das Recht in Raum und Zeit, Festschrift für Martin Lendi*, Zürich 1998, p. 539 ss.

#### OUVRAGES ET MONOGRAPHIES / BÜCHER UND MONOGRAPHIEN

- \* BALTHASAR A., STÜDLE R., *Efficacité sociopolitique de la réduction de primes dans les cantons : conclusion de l'analyse et concept d'observation du système*, Coll. Aspects de la sécurité sociale, Berne 1999.
- \* BEGUIN M.-L., *Les réseaux de santé*, Cahier IDS n° 8, Neuchâtel 1999.
- \* BLANC S., *La procédure administrative en assurance-invalidité : la procédure administrative non contentieuse dans l'assurance-invalidité fédérale en matière d'octroi et de refus de prestations individuelles*, thèse Fribourg 1999.
- \* BONDOLFI A., MÜLLER H. (éd.), *Medizinische Ethik im ärztlichen Alltag*, Bâle, Berne 1999.
- \* BORCHI M., GASSMANN J. (éd.), *Thérapies complémentaires ou alternatives en psychiatrie : un défi ? Un droit ?*, Pro Mente Sana, Zürich 1999.
- \* BRUNNER K., *Partielle Selbstversicherung : ein Konzept zur Stärkung der Eigenvorsorge der Patienten im schweizerischen Gesundheitswesen*, thèse St-Gall 1999.
- \* DACHVERBAND SCHWEIZERISCHER PATIENTENSTELLEN DSVP (Hsg.), *Die Rechte der Patientinnen und Patienten*, 5. Aufl., Zürich 1999.
- \* FEUERSTEIN G., KUHLMANN E., *Neopaternalistische Medizin*, Bern 1999.
- \* GILLIAND P., *Evolution et perspective du système de santé*, Service de la santé, Delémont 1999.
- \* GATTIKER M., *Die Widerrechtlichkeit des ärztlichen Eingriffs nach Schweizerischem Zivilrecht*, thèse, Zürich 1999.
- \* INSTITUT DE DROIT DE LA SANTE, *Les recommandations de pratique clinique*, plusieurs contributions, Cahier IDS n°7, Neuchâtel 1999.
- \* INSTITUT DE SANTE ET D'ECONOMIE, *Un carnet de santé en Suisse ? ; étude d'opportunité*, Coll. Aspect de la sécurité sociale n° 3, Berne 1999.

- \* KRÜGER R., *Application de l'article 39 LAMal : planification hospitalière : cadre global et étude de la méthodologie d'évaluation des capacités hospitalières futures nécessaires*, Discussion paper de l'IDHEAP, Chavannes-près-Renens 1998.
- \* LALIVE D'EPINAY C., BRUNNER M., ALBANO G., *Atlas suisse de la population âgée*, Lausanne 1998.
- \* LÜTHI R., *Einsatz moderner Technologien im Gesundheitsbereich : Hoffnung oder neue Risiken ?*, 1998.
- \* MADDALENA S., *The legal status of complementary medicines in Europe*, Coll. de l'IDS, vol. 2, Berne, 1999.
- \* MAEDER C., BURTON-JEANGROS C., HAOUR-KNIPE M. (Hrsg.), *Santé, médecine et société*, Zürich 1999.
- \* MAUCH S. P. et al., *Wirtschaftliche Auswirkungen von Reformen der Sozialversicherungen : Schlussbericht der Arbeitsgemeinschaft INFRAS/ KOF*, Coll. Aspects de la sécurité sociale n° 14, Berne 1998.
- \* MÜNCH P. / GEISER T. (éd.), *Schaden, Haftung, Versicherung*, Bâle, Genève 1999.
- \* MÜLLER A. et al., *Wirtschaftliche Auswirkungen von Reformen der Sozialversicherungen : DYNASWISS - dynamisches allgemeines Gleich-gewichtsmodell für die Schweiz*, Coll. Aspects de la sécurité sociale n° 13, Berne 1998.
- \* OFFICE FEDERAL DES ASSURANCES SOCIALES, *Statistique des assurances sociales suisses 1999. Comptes globaux, Résultats principaux, Séries AVS, AI, PC, AM, AA, APG, AC, AF*, Berne 1999.
- \* OFFICE FEDERAL DES ASSURANCES SOCIALES, *Les effets de la nouvelle loi sur l'assurance-maladie dans le financement du système de santé. Rapport établi dans le cadre de l'analyse des effets de la LAMal*. Rapport de recherche no 15, Berne, 1998.
- \* RÖSCH B., *Die kantonalen Gesundheitsgesetze. Zulassungs- und Ausübungsvorschriften für Erfahrungsheilkundige*, Bern 1999.
- \* RUCKSTUHL N., *Art. 321bis StGB : Das Berufsgeheimnis in der medizinischen Forschung*, thèse, Bâle 1999.
- \* SCHAFFHAUSER R., SCHLAURI F. (éd.), *Rechtsfragen der Invalidität in der Sozialversicherung : Referate der Tagung des Schweizerischen Instituts für Verwaltungskurse vom 19. Juni sowie 16. September in Luzern*, St-Gall 1999.
- \* SCHMID H., *Expertise sur la procédure d'approbation des primes dans l'assurance-maladie*, Coll. Aspect de la sécurité sociale n° 3, Berne 1997.
- \* SPYCHER S., *Wirkungsanalyse des Risikoausgleichs in der Krankenversicherung*, Coll. Aspects de la sécurité sociale n° 1, Berne 1999.
- \* SUVA, *Wegleitung der Suva durch die Unfallversicherung*, 5. Aufl, SUVA, Luzern 1999.

\*\*\*\*\*



# SAN·NEWS N°12

Ce numéro couvre en principe la période entre le 1<sup>er</sup> janvier 2000 et le 15 avril 2000.

## Législation / Gesetzgebung

### I. Droit international (sélection) Internationales Recht (Auswahl)

RAPPORTS, RECOMMANDATIONS, DECLARATIONS, PROPOSITIONS, ETC.  
BERICHTE, EMPFEHLUNGEN, ERKLÄRUNGEN, VORSCHLÄGE, USW.

- \* Commission des droits de l'homme des Nations Unies. Résolution 1999/49 sur la protection des droits fondamentaux des personnes infectées par le virus de l'immunodéficience humaine (VIH) ou atteintes du syndrome de l'immunodéficience acquise (sida), reproduite in : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 600.
- \* Commission des droits de l'homme des Nations Unies. Résolution 1999/63 sur les droits de l'homme et la bioéthique, reproduite in : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 602.
- \* Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Recommandation 1418 (1999) sur la protection des droits de l'homme et de la dignité des malades incurables et des mourants, reproduit in : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 625.

### II. Droit communautaire / Europarecht (JOCE L 1-111 et C 1-129 du 9 mai 2000)

DROIT EDICTE / ERLASSENES RECHT

- \* Règlement (CE) n° 141/2000 du Parlement européen et du Conseil, du 16 décembre 1999, concernant les médicaments orphelins, JO L 18/1, du 22 janvier 2000.
- \* Décision de la Commission, du 22 décembre 1999, concernant le système d'alerte précoce et de réaction pour la prévention et le contrôle des maladies transmissibles prévu par la décision n° 2119/98/CE du Parlement européen et du Conseil, JO L 21/32, du 26 janvier 2000.
- \* Directive 1999/92/CE du Parlement européen et du Conseil, du 16 décembre 1999, concernant les prescriptions minimales visant à améliorer la protection en matière de sécurité et de santé des travailleurs susceptibles d'être exposés au risque d'atmosphères explosives (quinzième directive particulière au sens de l'article 16, paragraphe 1, de la directive 89/391/CEE), JO L 23/57, du 28 janvier 2000.
- \* Décision de la Commission, du 22 décembre 1999, concernant les maladies transmissibles que le réseau communautaire doit couvrir sur une base progressive en application de la décision n° 2119/98/CE du Parlement européen et du Conseil, JO L 28/50, du 3 février 2000.
- \* Décision n° 293/2000/CE du Parlement européen et du Conseil, du 24 janvier 2000, adoptant un programme d'action communautaire (programme Daphné) (2000-2003) relatif à des mesures préventives pour lutter contre la violence envers les enfants, les adolescents et les femmes, JO L 34/1, du 9 février 2000.
- \* Directive 2000/5/CE de la Commission, du 23 février 2000, modifiant les annexes C et D de la directive 92/51/CEE du Conseil relative à un deuxième système général de reconnaissance des formations professionnelles, qui complète la directive 89/48/CEE, JO L 54/42, du 26 février 2000.

- ✳ Règlement (CE) n° 847/2000 de la Commission, du 27 avril 2000, établissant les dispositions d'application des critères de désignation d'un médicament en tant que médicament orphelin et définissant les concepts de médicament similaire et de supériorité clinique, JO L 103/5, du 28 avril 2000.
- ✳ Directive 2000/13/CE du Parlement européen et du Conseil, du 20 mars 2000, relative au rapprochement des législations des Etats membres concernant l'étiquetage et la présentation des denrées alimentaires ainsi que la publicité faite à leur égard, JO L 109/29, du 6 mai 2000.

RAPPORTS, RECOMMANDATIONS, DECLARATIONS, PROPOSITIONS, ETC.  
BERICHTE, EMPFEHLUNGEN, ERKLÄRUNGEN, VORSCHLÄGE, USW.

- ✳ Avis du Comité économique et social sur la Santé et sécurité sur le lieu de travail - Application des mesures communautaires et nouveaux risques, JO C 51/33, du 23 février 2000.
- ✳ Avis du Comité économique et social sur la Communication de la Commission au Conseil, au Parlement européen, au Comité économique et social et au Comité des régions concernant un Plan d'action de l'Union européenne en matière de lutte contre la drogue (2000-2004), JO C 51/42, du 23 février 2000.
- ✳ Position commune (CE) n° 12/2000, du 9 décembre 1999, arrêtée par le Conseil, statuant en vue de l'adoption d'une directive du Parlement européen et du Conseil relative à la dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés dans l'environnement et abrogeant la directive 90/220/CE, JO C 64/1, du 6 mars 2000.
- ✳ Position commune (CE) n° 20/2000, du 20 mars 2000, arrêtée par le Conseil, statuant en vue de l'adoption d'une directive du Parlement européen et du Conseil modifiant les directives 89/48/CEE et 92/51/CEE du Conseil concernant le système général de reconnaissance des qualifications professionnelles, et les directives du Conseil concernant les professions d'infirmier responsable des soins généraux, de praticien de l'art dentaire, de vétérinaire, de sage-femme, d'architecte, de pharmacien et de médecin, JO C 119/1, du 27 avril 2000.
- ✳ Résolution du Conseil, du 18 novembre 1999, concernant la promotion de la santé mentale, JO C 86/1, du 24 mars 2000.
- ✳ Résolution du Conseil, du 18 novembre 1999, concernant la garantie de la protection de la santé dans toutes les politiques et actions de la Communauté, JO C 86/3, du 24 mars 2000.
- ✳ Conclusions du Conseil, du 18 novembre 1999, sur la lutte contre la consommation de tabac, JO C 86/6, du 24 mars 2000.

### III. Droit étranger (sélection) / Ausländisches Recht (Auswahl)

#### BELGIQUE

- ✳ Loi du 29 avril 1999 relative aux pratiques non conventionnelles dans les domaines de l'art médical, de l'art pharmaceutique, de la kinésithérapie, de l'art infirmier et des professions paramédicales (*Moniteur belge*, 24 juin 1999, N° 124, p. 23793), partiellement reproduite in : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 514.

#### ETATS-UNIS

- ✳ Programmes Medicare et Medicaid ; conditions de participation applicables aux hôpitaux ; droits des patients ; règlement final provisoire, du 9 juin 1999 (*Federal Register*, vol. 64, N° 127, 2 juillet 1999, p. 36069), partiellement reproduite in : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 538.

#### FRANCE

- ✱ Loi N° 99-477 du 9 juin 1999 visant à garantir le droit à l'accès aux soins palliatifs (*Journal officiel de la République française, Lois et Décrets*, 10 juin 1999, N° 132, p. 8487), partiellement reproduite in : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 539.

#### NORVEGE

- ✱ Loi N° 62 du 2 juillet 1999 relative à la mise en place et à la dispensation de soins psychiatriques (Loi relative aux soins psychiatriques), partiellement reproduite in : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 533.
- ✱ Loi N° 63 du 2 juillet 1999 relative aux droits des patients, partiellement reproduite in : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 539.

#### IV. Droit fédéral / Bundesrecht

##### DROIT EDICTE / ERLASSENES RECHT [RO/AS 2000 N° 1-18 (9 MAI)]

- ✱ Ordonnance sur la radioprotection (ORaP), du 22 juin 1994. Modification du 17 novembre 1999, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2000, RO 2000 107.
- ✱ Ordonnance sur la protection contre le rayonnement non ionisant (ORNI), du 23 décembre 1999, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> février 2000, RO 2000 213.
- ✱ Ordonnance sur l'assurance-maladie (OAMal), du 27 juin 1995. Modification du 23 février 2000, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> avril 2000 (*modification des art. 27, 28, 62, 80*), et dès le 1<sup>er</sup> janvier 2001 (*art. 95 al. 1bis : calcul des réductions de primes en cas de franchises plus élevées*), RO 2000 889.
- ✱ Ordonnance sur les prestations dans l'assurance obligatoire des soins en cas de maladie (OPAS), du 29 septembre 1995. Modification du 13 décembre 1999, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2000 (*modification de l'annexe 1*), RO 2000 234.
- ✱ Ordonnance sur les exigences en matière d'hygiène et de microbiologie relative aux denrées alimentaires, aux objets usuels, aux locaux, aux installations et au personnel (OHyg), du 26 juin 1995. Modification du 31 janvier 2000, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> mars 2000, RO 2000 368.
- ✱ Ordonnance sur les bonnes pratiques de laboratoire (OBPL), du 2 février 2000, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> mars 2000, RO 2000 548.

**Sauf mention contraire, tous ces textes sont en vigueur /  
Alle diese Texte sind ohne anders lautenden Hinweis rechtskräftig**

##### MESSAGES, RAPPORTS ET DÉCISIONS OFFICIELS / BOTSCHAFTEN, AMTLICHE BERICHTE UND BESCHLÜSSE [FF/BBL 2000 N° 1- 18 (9 MAI)]

- ✱ Initiative populaire fédérale “ pour un revenu assuré en cas de maladie (Initiative indemnité journalière) ”, publiée le 16 juin 1998 (FF 1998 2810). Expiration du délai de récolte des signatures, selon décision de la Chancellerie fédérale du 17 décembre 1999, FF 2000 106.

- ✱ Initiative populaire fédérale “ pour la mère et l'enfant - pour la protection de l'enfant à naître et pour l'aide à sa mère dans la détresse ”. Aboutissement, selon décision de la Chancellerie fédérale du 18 janvier 2000, FF 2000 207.
- ✱ Réduction de primes dans l'assurance-maladie. Subsidés de la Confédération et des cantons ; modèle de répartition pour l'année 2000, FF 2000 210.
- ✱ Réduction de primes dans l'assurance-maladie. Subsidés de la Confédération et des cantons ; modèle de répartition pour l'année 2001, FF 2000 2410.
- ✱ Message concernant l'adaptation et l'harmonisation des bases légales pour le traitement de données personnelles dans les assurances sociales, du 24 novembre 1999, FF 2000 219.
- ✱ Ordonnance sur les dispositifs médicaux (ODim). Normes techniques pour les dispositifs médicaux, publiées par l'Office fédéral de la santé publique le 8 février 2000, FF 2000 390.
- ✱ Message concernant la loi fédérale sur la protection contre les substances et les préparations dangereuses (Loi sur les produits chimiques, LChim), du 24 novembre 1999, FF 2000 623.
- ✱ Rapport annuel du Conseil fédéral sur les activités de la Suisse au Conseil de l'Europe en 1999, du 12 janvier 2000, FF 2000 921 (*cf. spécialement le § 3.4, p. 931, consacré au domaine de la santé*).
- ✱ Référendum contre l'arrêté fédéral du 8 octobre 1999 portant approbation des accords sectoriels entre, d'une part, la Confédération suisse et, d'autre part, la Communauté européenne ainsi que, le cas échéant, ses Etats membres ou la Communauté européenne de l'énergie atomique. Aboutissement, selon décision de la Chancellerie fédérale du 16 février 2000, FF 2000 997.
- ✱ Septième rapport sur la Suisse et les conventions du Conseil de l'Europe, du 19 janvier 2000, FF 2000 1083.
- ✱ Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée pour l'étude de l'Inselspital “*Retrospektive akzidentelle Hypothermiestudie in der Schweiz*”, du 7 mars 2000, FF 2000 1183.
- ✱ Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée pour l'étude du CHUV “*Banque de tumeurs du système nerveux central pour la recherche sur la biologie et génétique des tumeurs en relation avec l'évolution clinique*”, du 4 avril 2000, FF 2000 1746.
- ✱ Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée pour l'étude “*Versicherungswissenschaften im schweizerischen Sozialstaat zwischen 1874 und 1965*”, du 2 mai 2000, FF 2000 2411.
- ✱ Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée pour l'étude “*Schweizerisches Referenzlabor für Porphyrien*”, du 2 mai 2000, FF 2000 2414.
- ✱ Message relatif à l'initiative populaire “ pour un approvisionnement en médicaments sûr et axé sur la promotion de la santé (Initiative sur les médicaments) ”, du 1<sup>er</sup> mars 2000, FF 2000 1964.
- ✱ Arrêté fédéral sur l'initiative populaire “ Pour des coûts hospitaliers moins élevés ”, du 24 mars 2000, FF 2000 2034 (*adaptée à la Constitution du 18 avril 1999, l'initiative sera soumise au vote du peuple et des cantons avec une recommandation de rejet de l'Assemblée fédérale*).
- ✱ Avant-projet relatif à une loi fédérale sur l'analyse génétique humaine. Classement des réponses à la procédure de consultation. Office central fédéral des imprimés et du matériel, Berne 1999.

- ✱ Loi fédérale sur la création et l'adaptation de bases légales concernant le traitement de données personnelles, du 24 mars 2000, FF 2000 2036 (*texte soumis au référendum facultatif; délai référendaire : 20 juillet 2000*).
- ✱ Loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal), du 18 mars 1994. Modification du 24 mars 2000, FF 2000 2074 (*texte soumis au référendum facultatif; délai référendaire : 20 juillet 2000*).
- ✱ Rapport sur le Programme de la législature 1999-2003, du 1<sup>er</sup> mars 2000, FF 2000 2168 (*cf. spécialement le § 3.1, p. 2191, sur la sécurité sociale et la santé publique*).
- ✱ Message relatif à une modification de la loi fédérale sur la protection de l'environnement, du 1<sup>er</sup> mars 2000, FF 2000 2283 (*projet Gen-Lex*).

## **V. Droit cantonal (sélection) / Kantonales Recht (Auswahl)**

(extrait du " Bulletin de Législation / Gesetzgebungsbulletin ", n° 6/1999 et 1/2000, avec l'autorisation de l'Institut du Fédéralisme, à Fribourg)

### **AARGAU**

- ✱ Gesundheitsgesetz vom 10.11.1987 (Änderung: Titel nach § 35 & 39, § 39a neu, 40 I, Bewilligung; 40a - d neu, Spitex, Ergotherapie, Laboratorien und Abgabestellen; 41 I Satz 1, I<sup>bis</sup> neu, III Satz 1, 67a, Übergangsbestimmungen; § 36 I lit. f, 37 lit. f & 58 II lit. e aufgehoben; eingeführt durch die Änderung des EG KVG) vom 31.08.1999, in Kraft ab 01.01.2000, AGS 1999, S. 393.
- ✱ Gesundheitsgesetz vom 10.11.1987 (Änderung: § 37 lit. c-e & g, Bewilligungen für Fusspfleger, Hebammen, Krankenschwestern und -pfleger, Physiotherapeuten und Heilgymnasten; eingeführt durch das D über weitere bewilligungspflichtige Berufe der Gesundheitspflege) vom 16.11.1999, in Kraft ab 01.01.2000, AGS 1999, S. 372.
- ✱ Dekret über weitere bewilligungspflichtige Berufe der Gesundheitspflege (DBG) vom 16.11.1999, in Kraft ab 01.01.2000, AGS 1999, S. 369. Neu werden die Ergotherapeuten und -therapeutinnen, die Logopäden und Logopädinnen sowie die Ernährungsberater und -innen der Bewilligungspflicht unterstellt. Auch wird eine Bewilligungspflicht zur selbständigen Berufsausübung der Dentalhygieniker und -innen eingeführt.

### **BASEL-LAND**

- ✱ Reglement vom 12.11.1998 über die Ethikkommissionen für klinische Versuche (Aufhebung) vom 25.01.2000, in Kraft ab 31.01.2000, GS 33.1089.
- ✱ Vereinbarung über die Einsetzung einer gemeinsamen Ethikkommission der Kantone BS und BL (Vereinbarung Ethikkommission beider Basel) vom 25.01.2000, in Kraft ab 01.01.2000, GS 33.1082.

### **BASEL-STADT**

- ✱ Vereinbarung über die Einsetzung einer gemeinsamen Ethikkommission der Kantone BS und BL (Vereinbarung Ethikkommission beider Basel) vom 25.01.2000, in Kraft ab 01.01.2000, Kantonsblatt 2000, Nr. 9, S. 146.

### **FRIBOURG**

- ✱ Loi sur l'Hôpital cantonal de Fribourg (Abroge la Loi organique du 16.05. 1929) du 02.03.1999, entrée en vigueur le 01.01.2000, Feuille Officielle 1999, No 14, p. 609. Il s'agit de donner à l'hôpital cantonal une loi-cadre adaptée aux conditions nouvelles et lui permettant de faire face aux exigences futures, dans un

marché où la concurrence sera de mise. L'hôpital cantonal est érigé en personne morale, les médecins font partie d'un Collège des médecins, l'ensemble du personnel est soumis aux mêmes dispositions que le reste du personnel de l'Etat.

#### GENEVE

- ✳ Loi sur l'aide à domicile du 16.02.1992 (Modification: Art. 2 III lit. a, soins palliatifs) (Abrogerait la Loi du 27.05.1999 modifiant la Loi sur l'aide à domicile) du 21.01.2000, soumise au référendum facultatif jusqu'au 08.03.2000, FAO 2000, n° 11, p. 139. Idée: introduire la notion de soins palliatifs à l'art. 2 III lit. a, ce qui permet de préciser qu'ils doivent être effectués sous le contrôle d'un médecin.
- ✳ Loi relative à la qualité, la rapidité et l'efficacité des transports sanitaires urgents du 29.10.1999, soumise au référendum facultatif jusqu'au 15.12.1999, FAO 1999, n° 129, p. 1774. Le projet s'intitulait "Loi sur les transports sanitaires d'urgence"; but: assurer la qualité des transports effectués dans le canton par les services publics et les entreprises privées d'ambulance, application du principe de proximité, rôle central du 144.
- ✳ Règlement du Centre d'enseignement de professions de la santé et de la petite enfance du 09.08.1989 (Modification: très nombreux articles) du 08.12.1999, entrée en vigueur le 08.12.1999, FAO 1999, n° 146, p. 2030.

#### JURA

- ✳ Ordonnance du 01.03.1994 sur les pharmacies, les drogueries et le commerce des agents thérapeutiques (Modification: Plusieurs articles) du 23.11.1999, entrée en vigueur le 01.01.2000, Journal Officiel 1999, n° 45, p. 684. Transfert de certaines compétences du Département de la Santé et des Affaires sociales au Service de la Santé, nouvelles prescriptions en matière de contrôle, introduction du droit de substitution du pharmacien.

#### NEUCHÂTEL

- ✳ Arrêté instituant une commission cantonale d'éthique du 09.02.2000, entrée en vigueur le 09.02.2000, Feuille Officielle 2000, n° 13, p. 170.

#### THURGAU

- ✳ Verordnung vom 03.12.1996 über die Rechtsstellung der Patienten und Patientinnen (Änderung: § 1) (Eingeführt gemäss Verordnung zum Gesetz über den Verbund der kantonalen Krankenanstalten) vom 28.09.1999, in Kraft ab 01.01.2000, Amtsblatt 1999, Nr. 39, S. 2047.
- ✳ Verordnung vom 03.12.1996 über die Rechtsstellung der Patienten und Patientinnen (Änderung: § 21 III, 26 I Z. 4, 29 Marginalie & I) vom 22.02.2000, in Kraft ab 01.03.2000, Amtsblatt 2000, Nr. 8, S. 479.

#### VAUD

- ✳ Règlement sur les professions de la santé pour lesquelles il n'est pas exigé d'autorisation de pratiquer (Abroge le R du 12.03.1986) du 10.01.2000, entrée en vigueur le 10.01.2000, FAO 2000, n° 6, p. 201.
- ✳ Loi du 29.05.1985 sur la santé publique (Modification: Art. 45, 47 I & II nouveau; santé scolaire) du 14.12.1999, soumise au référendum facultatif jusqu'au 26.01.2000, FAO 1999, n° 101, p. 5093. Dans le cadre du rapport du CE au GC sur la démarche tendant à une nouvelle répartition des tâches et des charges entre l'Etat et les communes.

- ✱ Règlement sur le Fonds pour le développement de la prévention et de la promotion de la santé du 24.11.1999, entrée en vigueur le 24.11.1999, FAO 1999, n° 98, p. 4905.
- ✱ Règlement sur l'exercice de la profession de logopédiste-orthophoniste du 17.11.1999, entrée en vigueur le 17.11.1999, FAO 1999, n° 95, p. 4771.

**Sauf mention contraire, tous ces textes sont en vigueur /  
Alle diese Texte sind ohne anders lautenden Hinweis rechtskräftig**

## **VI. Déclarations et directives éthiques et professionnelles Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien**

INTERNATIONAL ET ETRANGER / INTERNATIONAL UND AUSLÄNDISCH

UNION EUROPEENNE

- ✱ GROUPE EUROPEEN D'ETHIQUE DES SCIENCES ET DES NOUVELLES TECHNOLOGIES (GEE). Avis N° 12 sur les aspects éthiques de la recherche impliquant l'utilisation d'embryons humains, du 23 novembre 1998, partiellement reproduit in : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 592.
- ✱ GROUPE EUROPEEN D'ETHIQUE DES SCIENCES ET DES NOUVELLES TECHNOLOGIES (GEE). Avis N° 13 sur les aspects éthiques de l'utilisation des données personnelles de santé dans la société de l'information, du 30 juillet 1999, partiellement reproduit in : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 592.

BELGIQUE

- ✱ COMITE CONSULTATIF BELGE DE BIOETHIQUE, Avis n° 9 concernant l'arrêt actif de la vie des personnes incapables d'exprimer leur volonté, *Revue de droit de la santé / Tijdschrift voor gezondheidsrecht*, 2000, n° 3, p. 175.

FRANCE

- ✱ COMITE CONSULTATIF NATIONAL D'ETHIQUE POUR LES SCIENCES DE LA VIE ET DE LA SANTE (CCNE). Avis sur l'éthique et la xénotransplantation, partiellement reproduit in : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 622.

MALTE

- ✱ COMITE CONSULTATIF NATIONAL DE BIOETHIQUE. Lignes directrices relatives au consentement des patients à un acte médical, reproduit in : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 590.

PORTUGAL

- ✱ CONSEIL NATIONAL D'ETHIQUE POUR LES SCIENCES DE LA VIE. Avis 15/95 relatif à l'expérimentation sur des embryons humains, reproduit in : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 587.
- ✱ CONSEIL NATIONAL D'ETHIQUE POUR LES SCIENCES DE LA VIE. Avis 16/95 relatif au caractère obligatoire des tests de dépistage du sida, reproduit in : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 587.

- ✱ CONSEIL NATIONAL D'ETHIQUE POUR LES SCIENCES DE LA VIE. Avis 21/97 relatif à la portée éthique du clonage, reproduit in : *Recueil international de législation sanitaire* 50 (1999), p. 589.

## SUISSE / SCHWEIZ

- ✱ ACADEMIE SUISSE DES SCIENCES MEDICALES, Directives médico-éthiques pour la stérilisation de personnes mentalement déficientes, *Bulletin des médecins suisses*, 1999 ; 80, n° 8, p. 395.
- ✱ SURVEILLANT DES PRIX, Rapport d'activité, *DPC* 1999, version allemande, p. 705; version française, p. 757. *GRATT/TarMed*, p. 708 (d) / 760 (f); *Taxes hospitalières, tarif de physiothérapie et tarif des appareils acoustiques*, p. 711 (d) / 763 (f).

## Jurisprudence / Rechtsprechung

### I. Jurisprudence CEDH - Cour (sélection) Rechtsprechung EMRK - Gerichtshof (Auswahl) [www.coe.int](http://www.coe.int)

- ✱ AFFAIRE AERTS. c. BELGIQUE, 30 juillet 1998 (non publié), commentée in : *Medical Law Review* 7/3 (1999), p. 350.  
*Droits des patients psychiatriques fondés sur les articles 3, 5 et 6 CEDH.*
- ✱ AFFAIRE GLEBE VISCONTI c. ITALIE, arrêt de la Cour (3<sup>ème</sup> section) du 25 janvier 2000  
*Violation de l'art. 6 par. 1 CEDH, délais raisonnables - réparation de dommages subis lors d'une intervention chirurgicale.*
- ✱ AFFAIRE MIRAGALL ESCOLANO ET AUTRES c. ESPAGNE, Arrêt de la Cour (4<sup>ème</sup> section) du 25 janvier 2000.  
*Violation de l'art. 6 par. 1 CEDH, accès à un tribunal - décret national fixant les marges des pharmaciens.*
- ✱ AFFAIRE M.S. c. SUEDE, (1999) E.H.R.R. 313, commentée in : *Medical Law Review* 7/3 (1999), p. 346.  
*Article 8 CEDH. Protection des données personnelles contenues dans un dossier médical.*
- ✱ AFFAIRE JACQUIE & LEDUN c. FRANCE, Arrêt de la Cour (3<sup>ème</sup> section) du 28 mars 2000.  
*Violation de l'art. 6 par. 1 CEDH, délais raisonnables - contamination par transfusion sanguine.*

### II. Jurisprudence des juridictions communautaires (sélection) Rechtspr. der Gerichte der EG (Auswahl)

Rien à signaler pour ce numéro.

### III. Jurisprudence étrangère (sélection) Ausländische Rechtsprechung (Auswahl)

## AUTRICHE

- ✱ Recht der Medizin 1/2000, p. 21, VfGH 14 octobre 1999.  
*Fortpflanzungsmedizingesetz nicht verfassungswidrig.*
- ✱ Recht der Medizin 1/2000, p. 28, OGH 11 mars 1999.  
*Beweislast für Aufklärung bei endoskopischen Eingriffen.*



- ✱ MedizinRecht, 3/2000, p. 136, OLG Koblenz, 14 septembre 1999.  
Umfang und Grenzen der ärztlichen Pflichten bei der Behandlung von Patienten mit Suizidneigung.

#### IV. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung

La jurisprudence des autorités administratives de la Confédération (JAAC) est depuis peu accessible en plein texte sur Internet à l'adresse suivante : <http://www.jaac.admin.ch>

- ✱ ATF 125 I 474 = Sic I, 2/2000 p. 121 (résumé). Tribunal fédéral, 2<sup>e</sup> Cour de droit public, 1<sup>er</sup> octobre 1999.  
*Au regard de l'art. 2 LMI, un canton ne peut interdire la vente par correspondance de médicaments sur ordonnance à une entreprise autorisée à le faire dans un autre canton.*
- ✱ ATF 125 III 412. Tribunal fédéral, Cour de cassation, 11 novembre 1999.  
*Fixation de la réparation morale en cas de transmission du virus VIH à la suite d'un rapport sexuel non protégé.*
- ✱ ATF 125 IV 242. Tribunal fédéral, Cour de cassation, 20 octobre 1999.  
*L'infection par le VIH est à la fois une lésion corporelle grave (mettant en danger la vie) et une maladie de l'homme dangereuse et transmissible. Appréciation de l'intention.*
- ✱ ATF 125 IV 255. Tribunal fédéral, Cour de cassation, 20 octobre 1999.  
*Transmission du virus VIH à la suite d'un rapport sexuel non protégé. Délit manqué de meurtre ? Non.*
- ✱ ATF 125 V 266. Tribunal fédéral des assurances, 29 juin 1999.  
*L'article 9 al. 3 OAMal, qui restreint le droit de changer d'assureur, n'est pas conforme à la loi.*
- ✱ ATF 125 V 278. Tribunal fédéral des assurances, 15 septembre 1999.  
*L'assainissement d'amalgames dentaires n'est pas une prestation à charge de l'assurance obligatoire des soins.*
- ✱ ATF 125 V 284 = PJA 2/2000, p. 216, avec commentaire de J.-L. Duc =RAMA 5/1999 p. 431 cité dans San-News n°11 p. 19. Tribunal fédéral des assurances, 14 juin 1999.  
*Les psychothérapeutes non-médecins qui travaillent à leur compte ne sont pas reconnus comme fournisseurs de prestations. L'article 46 al. 1 OAMal est conforme à la loi.*
- ✱ ATF 125 V 292. Tribunal fédéral des assurances, 30 août 1999.  
*Assurance facultative d'indemnités journalières. Possibilité d'instaurer des réserves. Réticence.*
- ✱ ATF 125 V 297 = RAMA 6/1999 p. 503 cité dans San-News n°11, p. 20. Tribunal fédéral des assurances, 15 septembre 1999.  
*Prestations de l'assurance obligatoire des soins et allocation pour impotent AVS/AI. Cumul non exclu. Réduction des prestations en vue d'éviter une surindemnisation (art. 122 OAMal).*
- ✱ ATF 125 V 430. Tribunal fédéral des assurances, 20 décembre 1999.  
*Le traitement médical administré par le conjoint de la personne assurée est une prestation due au titre de l'assurance obligatoire des soins.*
- ✱ ATF 125 V 435. Tribunal fédéral des assurances, 20 décembre 1999.  
*Le traitement médical administré par l'un des parents de l'enfant assuré est une prestation due au titre de l'assurance obligatoire des soins.*
- ✱ ATF 125 V 437 = Plädoyer 2/2000. P. 63. Tribunal fédéral des assurances, 20 décembre 1999.

*En concluant une assurance HMO, la personne assurée limite également sa liberté de choix en ce qui concerne les chiropraticiens.*

- ✱ ATF 125 V 441 = RAMA 6/1999 p. 531 cité dans San-News n°11, p. 20. Tribunal fédéral des assurances, 24 septembre 1999.  
*Le médecin peut confier l'exécution d'examens et de traitements au personnel paramédical qu'il emploie. Cela vaut (provisoirement) aussi pour les mesures de psychothérapie. La jurisprudence relative à l'ancienne ordonnance 8 du DFI vaut pour les articles 2 et 3 OPAS.*
- ✱ ATF 125 V 448 = RAMA 5/1999 p. 462 cité dans San-News n°11 p. 20. Tribunal fédéral des assurances, 30 août 1999.  
*L'assuré qui, pour des raisons de convenance personnelle et non pour des raisons médicales, se fait soigner dans un hôpital ne figurant pas sur la liste des établissements de son canton de résidence mais sur celle du canton où l'hôpital en cause a son siège a droit aux prestations de l'assurance obligatoire des soins.*
- ✱ ATF 125 V 456 = RAMA 5/1999 p. 462 cité dans San-News n°11, p. 20. Tribunal fédéral des assurances, 10 novembre 1999.  
*Troubles psychiques en relation avec une maladie professionnelle. Notion de causalité adéquate appréciée différemment qu'en cas d'atteinte psychique consécutive à un accident.*
- ✱ JAAC N° 64.13, 2000 vol. I, décision du Conseil fédéral du 17 février 1999 (ég. paru in RAMA 3/1999, p. 211).  
*Planification hospitalière cantonale et liste d'hôpitaux selon l'art. 39 LAMal.*
- ✱ JAAC N° 64.14, 2000 vol. I, décision du Conseil fédéral du 17 février 1999 (ég. paru in RAMA 2/1999, p. 169).  
*Application de l'art. 41 LAMal relatif aux conventions tarifaires. Fixation d'un tarif.*
- ✱ JAAC N° 64.15, 2000, vol. I, décision du Conseil fédéral du 3 février 1999.  
*Recours de deux associations cantonales de médecins et de cliniques privées contre une décision du Conseil d'Etat approuvant une convention tarifaire relative aux hôpitaux universitaires.*
- ✱ JAAC N° 64.16, 2000, vol. I, décision du Conseil fédéral du 15 décembre 1997 (ég. paru in RAMA 2/3/1998, p. 153).  
*Procédure selon la LAMal. Exclusion de l'action populaire : chaque recourant doit être touché plus que quiconque et faire valoir un lien particulier et important avec l'objet du litige.*
- ✱ JAAC N° 64.17, 2000, vol. I, décision du Conseil fédéral du 22 octobre 1997 (ég. paru in RAMA 6/1997, p. 399).  
*La lettre de l'art. 61 al. 3 LAMal exclut la libération des primes pour les enfants. Il n'existe aucune raison valable pour admettre que le sens littéral de cette disposition ne rend pas le véritable sens de la norme.*
- ✱ JAAC N° 64.18, 2000, vol. I, décision du Conseil fédéral du 28 septembre 1998, (ég. paru in RAMA 6/1998, p. 495).  
*Convention tarifaire en matière d'assurance-maladie. Qualité pour recourir, exigence d'un grief formel.*
- ✱ JT 1999 I 529 (résumé) (= ATF 123 I 112, cité in San-News n°5 de janvier 1998, p. 12. Tribunal fédéral, 1<sup>ère</sup> Cour de droit public 16 avril 1997).  
*Constitutionnalité de la loi genevoise sur les prélèvements et les transplantations d'organes et de tissus. Le système du droit d'opposition de l'intéressé ou de ses proches est admissible au regard de la liberté personnelle pour autant qu'une politique d'information des proches et de la population en général soit mise en place.*
- ✱ Plädoyer 1/2000, p. 53 – Arrêt du 29 janvier 1999 du Tribunal fédéral des assurances.  
*L'assuré LAA qui doit changer de profession à la suite d'une maladie professionnelle et qui encourt de ce fait une diminution de revenu de 26 %, a droit pour cette invalidité de 26 % à une rente de l'assureur LAA.*

- ✱ Plädoyer 1/2000, p. 63 – Arrêt du 1<sup>er</sup> septembre 1999 de la 1<sup>ère</sup> Cour de droit public du Tribunal fédéral.  
*Die SUVA muss interne Akten offen legen – Das Datenschutzgesetz garantiert Einsicht auch in verwaltungsinterne Akten. Interne Akten der SUVA sind offen zu legen, Ausnahmen sind nur begrenzt möglich (commentaire de HP. Kuhn dans le Bulletin des Médecins Suisses, 2000; 81, n° 1, p. 27).*
- ✱ Plädoyer 2/2000, p. 54 – Arrêt du 12 novembre 1999 du Tribunal fédéral des assurances.  
*A propos de la couverture du risque accident – pour fixer le montant de la rente au moment où disparaît la surindemnisation, il se justifie de tenir compte des adaptations au renchérissement à partir de la naissance du droit.*
- ✱ Plädoyer 2/2000, p. 65 – Arrêt du 1<sup>er</sup> décembre 1999 du Tribunal fédéral des assurances.  
*Krankenkasse für Spätfolgen zuständig – Kann ein Haftpflichtversicherer einzig wegen Verjährung nicht mehr für Spätfolgen eines Unfalles belangt werden, so ist die Krankenkasse leistungspflichtig (avec commentaire de K. Pfändler).*
- ✱ Pratique juridique actuelle 1/2000, p. 100 – Arrêt du 4 mai 1999 de la 2<sup>ème</sup> Cour de droit public du Tribunal fédéral = ATF 125 I 267 cité dans San-News n°11, p. 15.  
*Ablehnung des Gesuches eines niedergelassenen Ausländers mit ausländischem Fähigkeitsausweis auf Zulassung zur selbständigen Berufsausübung als Zahnarzt (avec commentaire de Y. Hangartner).*
- ✱ RAMA 1/2000, p. 1 – Tribunal fédéral des assurances, 18 octobre 1999.  
*Die Einführung des bundesgesetzlichen Krankenversicherungs-obligatoriums verletzt die Glaubens- und Gewissensfreiheit nicht.*
- ✱ Semaine Judiciaire, 122 (2000) N° 4, p. 49 = ATF 125 I 322 cité dans San-News n°11 p. 15 - arrêt du 4 juin 1999 de la 2<sup>ème</sup> Cour de droit public du Tribunal fédéral.  
*Exercice des professions médicales. Loi sur le marché intérieur. Liberté du commerce et de l'industrie. Admissibilité de la règle cantonale réservant aux médecins ou à d'autres personnes spécialement formées l'application de thérapies dites naturelles.*
- ✱ Semaine Judiciaire, 122 (2000) N° 4, p. 62 = ATF 125 I 335 cité dans San-News n°11, p. 16 - arrêt du 7 juin 1999 de la 2<sup>ème</sup> Cour de droit public du Tribunal fédéral.  
*Exercice des professions médicales. Liberté du commerce et de l'industrie. Acupuncture.*
- ✱ Semaine Judiciaire, 122 (2000) N° 4, p. 62 = ATF 125 II 321 cité dans San-News n°11, p. 16 - arrêt du 5 juillet 1999 de la 1<sup>ère</sup> Cour de droit public du Tribunal fédéral.  
*Protection des données. Consultation par l'assuré de son dossier d'assurance maladie.*

## V. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung

### BERNE

- ✱ JAB/BVR 2000 p. 89 – Jugement du Tribunal administratif du 1<sup>er</sup> mai 1998 – N° AI 50604.  
*La prise en charge des frais de transport liés aux mesures pédago-thérapeutiques ne peut être restreinte aux seuls handicapés de la vue et handicapés physiques. Une telle restriction, figurant à l'art. 9bis RAI, est incompatible avec la loi et avec les principes constitutionnels de l'égalité de traitement et de l'interdiction de l'arbitraire.*
- ✱ Plädoyer 1/2000, p. 61 – Arrêt du 27 septembre 1999 du Tribunal administratif.  
*Keine Zwangsmedikation in der Psychiatrie – Für Isolierung und Zwangsmedikation von Psychiatriepatienten fehlt im Kanton Bern – wie in den meisten anderen Kantonen – die gesetzliche Grundlage.*

### TESSIN

- ✱ RGP 1-12/1998 p. 247 – Sentenza 15 settembre 1998 della II Camera civile.  
*Responsabilità del medico (Ente ospedaliero cantonale) – Torto morale- Art. 4 e 10 Legge sulla responsabilità degli enti pubblici, art. 47 CO.*

#### VALAIS

- ✱ RVJ 2000 p. 95 – Arrêt du tribunal cantonal des assurances du 16 février 1999.  
*Assurance obligatoire de soins. Prise en charge du coût des traitements effectués en cas d'urgence à l'étranger (art. 36 al. 2 OAMal)*
- ✱ RVJ 2000 p. 101 – Arrêt du tribunal cantonal des assurances du 11 octobre 1999.  
*Frais de transport médicalement nécessaires*

#### VAUD

- ✱ JT 1999 III 106 – Arrêt de la Chambre des recours du 24 juin 1998  
*Notamment : le statut des assurances complémentaires est identique, qu'elles soient pratiquées par des caisses-maladie ou des assurances privées. Par conséquent, il y a lieu d'étendre aux secondes la compétence attribuée au Tribunal des assurances, alors même que le législateur vaudois n'a envisagé que les assurances complémentaires pratiquées par les premières.*

#### ZURICH

- ✱ SJZ/RSJ 2000 p. 114 – Geschworenengericht ZH, 9. November 1998  
*Übertragung des HIV ; rechtliche Subsumtion. Eventualvorsatz. Abgrenzungsfragen. Da jeder ungeschützte Geschlechtsverkehr eines HIV-Positiven potentiell infektiös ist, nimmt dieser dabei den Eintritt des tatbestandsmässigen Erfolges in Kauf. Mögliche Subsumtion unter die versuchten Tötungsdelikte wurde in casu verneint.*

## Doctrine / Lehre

- I. **Doctrine internationale et étrangère (sélection)**  
**Internationale und ausländische Lehre (Auswahl)**  
(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

#### ARTICLES / AUFSÄTZE

##### Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

- ✱ CANDRE P. DE, Publicité comparative notamment dans le domaine du médicament, *Recueil Dalloz* 2000, n° 2, Chroniques, p. 33.
- ✱ HANIKA H., Europäisches Arzneimittelrecht, *MedizinRecht*, 2000, n°2, p. 63.

##### Droits des patients, droit de la personnalité

- ✱ APPELBAUM PS., Threats to the Confidentiality of Medical Records – No Place to Hide. *JAMA* 2000, p. 795.

- ✱ ARNARDÓTTIR O. M., BJÖRGVINSSON D. T., MATTHIASSEN V.M., The Icelandic Health Sector Database, *European Journal of Health Law* 1999, n° 4, p. 307.
- ✱ DHONT J., POULLET Y., Het Algemeen Medisch Dossier: een correcte afweging tussen staatsefficiëntie en de vrijheid van de zorgverlener en de privacy van de patiënt?, *Revue de droit de la santé / Tijdschrift voor gezondheidsrecht*, 2000, n° 4, p. 246.
- ✱ DIGGORY P., JUDD M., Advance directives : questionnaire survey of NHS trusts. *British Medical Journal* 2000, p. 24.
- ✱ GUNN M., WONG J., CLARE I. HOLLAND A., Decision-making Capacity, *Medical Law Review* (1999) n°3, p. 269.
- ✱ MARSHALL MN., Shekelle PG., Leatherman S. and al., The Public Release of performance Data. *JAMA* 2000, p. 1866.
- ✱ MOLLOY DW., GUYATT GH., RUSSO R. and al., Systematic Implementation of an Advance Directive Program in Nursing Homes *JAMA* 2000, p. 1437.
- ✱ PFLÜGER F., Patientenaufklärung über Behandlungsqualität und Versorgungsstrukturen – Erweiterte Haftungsrisiken für Arzt und Krankenhaus?, *MedizinRecht*, 2000, n°1, p. 6.
- ✱ ROSCAM ABBING H. D. C., Central Health Database in Iceland and Patient's Rights, *European Journal of Health Law* 1999, n° 4, p. 363.
- ✱ SABATINO C., Survey of State Emergency Medical Services Do-Not-Resuscitate Laws and Protocols, *The Journal of Law, Medicine & Ethics* (1999), n°4, p. 297.
- ✱ TENO JM., Advance Directives for Nursing Home Residents. *JAMA* 2000, p. 1481.
- ✱ THEODOS T., The patients' Bill of Rights : Women's Rights Under Managed Care and ERISA Preemption, *American Journal of Law & Medicine* 2000, n°1, p. 89.
- ✱ VERHAEGEN M. N., La nouvelle loi relative à la procédure d'identification par analyse ADN en matière pénale, *Revue de droit de la santé / Tijdschrift voor gezondheidsrecht*, 2000, n° 4, p. 255.

#### Ethique biomédicale

- ✱ DORR GOOLD S., WILLIAMS B., ARNOLD RM., Conflicts regarding Decisions to Limit Treatment. *JAMA* 2000, p. 909.
- ✱ GILICK MR., Rethinking the Role of Tube Feeding in Patients with Advanced Dementia, *New England Journal of Medicine* 2000, p. 206.
- ✱ MATHIEU B., Les comités d'éthique hospitaliers. Etude sur un objet juridiquement non identifié, *Revue de droit sanitaire et social*, 2000, n°1, p. 73.
- ✱ PELLEGRINO ED., Decisions to Withdraw Life-Sustaining Treatment. A Moral Algorithme. *JAMA* 2000, p. 1065.
- ✱ PROTHAIS A., Un droit pénal pour les besoins de la bioéthique, *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé*, 2000, n°1, p. 39.
- ✱ RHYMES JA., MCCULLOUGH L., LUCHI RJ. AND AL., Withdrawing Very Low-Burden Interventions in Chronically Ill Patients. *JAMA* 2000, p. 1061.

### Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

- \* DUDLEY RA., JOHANSEN KL., BRAND R. AND AL., Selective Referral to High-Volume Hospitals : Estimating potentially Avoidable Deaths. *JAMA* 2000, p. 1159.
- \* GUIDELINES FOR THE AMA (American Medical Association) *JAMA* 2000, p. 1602.
- \* HAKENBERG W., Europarechtliche Perspektiven der ärztlichen Berufsausübung, *MedizinRecht*, 2000, n°2, p. 55.
- \* HART D., Evidenz-basierte Medizin und Gesundheitsrecht, *MedizinRecht*, 2000, n°1, p. 1.
- \* MARZANSKI M., Would you like to know what is wrong with you ? On telling the truth to patients with dementia. *Journal of Medical Ethics* 2000 p. 108.
- \* SCOTT HD., BELLE J., GELLER S. AND AL., Physicians Helping the Underserved : The Reach Out Program. *JAMA* 2000, p. 99.
- \* SPIELER EA., BARTH PS., BURTON JF. AND AL., Recommendations to Guide Revision of The *Guides to the Evaluation of Permanent Impairment*. *JAMA* 2000, p. 519.
- \* TENERY RM., Interactions Between Physicians and the Health Care Technology Industry. *JAMA* 2000, p. 391.
- \* WAZANA A., Physicians and the Pharmaceutical Industry. Is a Gift Ever Just A Gift ? *JAMA* 2000, p. 373.

### Génétique humaine et biotechnologies

- \* ROSES AD., Pharmacogenetics and future drug development and delivery. *Lancet* 2000, p. 1358.
- \* WOLF CR., SMITH G., SMITH RL., Pharmacogenetics. *British Medical Journal* 2000, p. 987.

### Mesures médicales spéciales

- \* CHRISTAKIS N., LAMONT B., Extent and determinants of error in doctor's prognoses in terminally ill patients : prospective study. *British Medical Journal* 2000, p. 469.
- \* COLLIGNON N. / DIAMANT-BERGER O., Le consentement aux empreintes génétiques en matière pénale, *Médecine & Droit* 2000, n° 40, p. 5.
- \* FLORENCIO P. S., KELLER R. H., End-of-life decision making : rethinking the principles of fundamental justice in the context of emerging empirical data, *Health Law Journal*, 1999, Vol. 7, p. 233.
- \* GANZINI L., NELSON HD., SCHMIDT TA. AND AL., Physicians' experiences with the Oregon Death with dignity act. *New England Journal of Medicine* 2000, p. 557.
- \* GROENEWOUD JH., VAN DER HEIDE A., ONWUTEAKA-PHILIPSEN BD. AND AL., Clinical problems with the performance of euthanasia and physician-assisted suicide in the Netherlands. *New England Journal of Medicine* 2000, p. 551.
- \* JONES RB., Parental consent to cosmetic facial surgery in Down's syndrome. *Journal of Medical Ethics* 2000, p. 101.

- \* ROBERTS H., Good practice in sterilisation. New British Guidelines will help. *British Medical Journal* 2000, p. 662.
- \* SULLIVAN AD., HEDBERG K., FLEMING DW., Legalized physician assisted suicide in Oregon – the second year. *New England Journal of Medicine* 2000, p. 598.
- \* VAN DER STEEN T., MULLER MT., OOMS ME. AND AL., Decisions to treat or not to treat pneumonia in demented psychogeriatric nursing home patients : development of a guideline. *Journal of Medical Ethics* 2000, p. 114.

#### Recherche biomédicale

- \* CALLAHAN D., Death and the Research Imperative. *New England Journal of Medicine* 2000, p. 654.
- \* RUSSELL ML., MORALEJO DG., BURGESS ED., Paying research subjects : participants'perspectives. *Journal of Medical Ethics* 2000, p. 126.

#### Responsabilité médicale

- \* BRENNAN TA., The Institute of Medicine Report on Medical Errors – Could It Do Harm ? *New England Journal of Medicine* 2000, p. 1123.
- \* FENYVES A. / HIRSCH C., Zur Deckung der Ansprüche aus "wrongful life" und "wrongful birth" in der Arzthaftpflichtversicherung, *Recht der Medizin* 2000, p. 10.
- \* FERRER RE., ARONSON JK., Medication errors, worse than a crime. *Lancet* 2000, p. 947.
- \* GOSTIN L., A Public Health Approach to Reducing Error. *JAMA* 2000, p. 1742.
- \* HARICHAUX M., La nouvelle “ conciliation ” médicale, *Revue de droit sanitaire et social*, 2000, n°1, p.108.
- \* HAVIGHURST C., Vicarious Liability : Relocating Responsibility for the Quality of Medical Care, *American Journal of Law & Medicine* 2000, n°1, p. 7.
- \* JOURDAIN P., La responsabilité du fait d'autrui en matière médicale, *Médecine & Droit* 2000, n° 40, p. 15.
- \* MOHR JC., American Medical Malpractice Litigation in Historical Perspective. *JAMA* 2000, p. 1731.
- \* PIETRO DA., SHYAVITZ LJ., SMITH RA. AND AL., Detecting and reporting medical errors : why the dilemma ? *British Medical Journal* 2000, p. 794.
- \* STUDDERT DM., BRENNAN TA., The Problems with Punitive Lawsuits against Managed-Care Organizations. *New England Journal of Medicine* 2000, p. 280.
- \* VINCENT C., TAYLOR-ADAMS S., CHAPMAN EJ. AND AL., How to investigate and analyse clinical incidents : Clinical Risk Unit and Association of Litigation and Risk Management protocol. *British Medical Journal* 2000, p. 777.
- \* WEINGART SN., MCL WILSON R., GIBBERD RW. AND AL., Epidemiology of medical error. *British Medical Journal* 2000, p. 774.
- \* WU AW., Why error reporting systems should be voluntary. They provide better information for reducing errors. *British Medical Journal* 2000, p. 728.

- ✱ WYNIA MK., CUMMINS DS., VAN GEEST AND AL., Physician Manipulation of Reimbursement Rules for Patient. *JAMA* 2000, p. 1858.

#### Maladies transmissibles, SIDA

- ✱ BAYLEY A., Narrowing the gap. *Journal of Medical Ethics* 2000, p. 51.
- ✱ BENNETT R., DRAPER H., FRITH L., Ignorance is bliss ? HIV and moral duties and legal duties to forewarn. *Journal of Medical Ethics* 2000, p. 9.
- ✱ BLATCHFORD O., O'BRIEN S., BLATCHFORD M., AND AL., Infectious health care workers : should patients be told ? *Journal of Medical Ethics* 2000, p. 27. And Commentary Pinching J. *Journal of Medical Ethics* 2000, p. 34.
- ✱ COCHRANE J., Narrowing the gap : access to HIV treatments in developing countries. A pharmaceutical company's perspective. *Journal of Medical Ethics* 2000, p. 47.
- ✱ GUENTER D., ESPARZA J., MACKLIN R., Ethical considerations in international HIV vaccine trials : summary of a consultative process conducted by the Joint United Nations Programme on HIV/AIDS (UNAIDS). *Journal of Medical Ethics* 2000, p. 37.
- ✱ KESSEL A., WATTS C., WEISS HA., BAD BLOOD ? Survey of public's views on unlinked anonymous testing of blood for HIV and other diseases. *British Medical Journal* 2000, p. 90.
- ✱ PINCHING AJ., Live attenuated vaccine trials in medically informed volunteers : a special case. *Journal of Medical Ethics* 2000, p. 44.
- ✱ ZULUETA P., The ethics of anonymised HIV testing of pregnant women : a reappraisal. *Journal of Medical Ethics* 2000, p. 16. And Commentary Pinching AJ. *Journal of Medical Ethics* 2000, p. 22. And Reply de Zulueta P., *Journal of Medical Ethics* 2000, p. 25.

#### Système de santé, politique de la santé

- ✱ ALDERSON P., ROBERTS I., Should journals publish systematic reviews that find no evidence to guide practice ? Examples from injury research. *British Medical Journal* 2000, p. 376.
- ✱ BALDASSARRE A., Die sozialen Grundrechte in Italien, in : ISENSEE J. / LECHERER H. (éd.), *Freiheit und Eigentum : Festschrift für Walter Leisner zum 70. Geburtstag*, Berlin 1999, p. 485.
- ✱ BAEYENS A., Free movement of goods and services in health care: a comment on the Court cases Decker and Kohll from a belgian point of view, *European Journal of Health Law*, 1999, n° 4, p. 373.
- ✱ FREEMAN HP., PAYNE R., Racial Injustice in Health Care. *New England Journal of Medicine* 2000, p. 1045.
- ✱ GAILLAT ENGELI F., Conseil de l'Europe : déclaration de politique générale pour un vieillissement en bonne santé (texte allemand : Europarat: allgemeine politische Erklärung zum Älterwerden bei guter Gesundheit), *Sécurité sociale* 1999, p. 271.
- ✱ GANGULY S., The Investor-State Dispute Mechanism (ISDM) and a sovereign's power to protect public health, *Columbia Journal of Transnational Law* 1999, n° 1, p. 113.
- ✱ GEVERS S., Clinical Practice Guidelines: Which Objectives? Whose responsibilities?, *European Journal of Health Law*, 1999, n° 4, p. 301.



- ✱ HAIGH R. H., *Reconstructing paradise : Canada's Health Care System, alternative medicine and the Charter of Rights*, *Health Law Journal*, 1999, Vol. 7, p. 141.
- ✱ JÓNATANSSON H., *Iceland's Health Sector Database : A Significant Head Start in the Search for the Biological Grail or an Irreversible Error ?*, *American Journal of Law & Medicine* 2000, n°1, p. 31.
- ✱ KIVIMÄKI M., VAHTERA J., PENTTI J. AND AL., *Factors underlying the effect of organisational downsizing on health of employees : longitudinal cohort study*. *British Medical Journal* 2000, p. 971.
- ✱ RICE N., DIXON P., LLOYD DCEF AND AL., *Derivation of a needs based capitation formula for allocating prescribing budgets to health authorities and primary care groups in England : regression analysis*. *British Medical Journal* 2000, p. 284.
- ✱ TOWSE A., SUSSEX J., " *Getting UK health care expenditure up to the European Union mean* " - what does that mean. *British Medical Journal* 2000, p. 640.
- ✱ VAN THIEL J., LUGTENBERG T., *Decker and Kohll and the Dutch system of social health insurance*, *European Journal of Health Law*, vol. 6 n° 4, p. 389.

#### Transplantations

- ✱ CARPENTER CB., *Improving the Success of Organ Transplantations*. *New England Journal of Medicine* 2000, p. 647.
- ✱ EDITORIAL. *Altruism and confidentiality in organ donation*. *Lancet* 2000, p. 765.
- ✱ MASTERTON G., *Psychosocial factors in selection for liver transplantation, Need to be explicitly assessed and managed*. *British Medical Journal* 2000, p. 263.

#### OUVRAGES ET MONOGRAPHIES / BÜCHER UND MONOGRAPHIEN

- ✱ BOHL W., *Standards in der Psychiatrie : eine Untersuchung zur zivilrechtlichen Verantwortlichkeit des Klinipsychiaters bei der Behandlung psychisch Kranker*, Francfort-sur-le-Main, Berlin, Berne etc. 1998.
- ✱ BOLSINGER M. P., *Dogmatik der Arzthaftung*, thèse Tübingen, Baden-Baden 1999.
- ✱ BURY T. J., MEAD J. M. (ED.), *Evidence-based healthcare: a practical guide for therapists*, Oxford, 1999.
- ✱ DEUTSCH E., *Medizinrecht : Arztrecht, Arzneimittelrecht und Medizinproduktrecht : eine zusammenfassende Darstellung mit fallbeispielen und Texten*, 4ème éd., Berlin, Heidelberg, New York 1999.
- ✱ DEVETZI S., *Die Kollisionsnormen des europäischen Sozialrechts*, thèse Osnabrück, Berlin 2000.
- ✱ EXTER A., HERMANS H. (HRSG.), *The right to health care in several European countries*: Expert meeting, held in Rotterdam, April 27-28 1999, The Hague 1999.
- ✱ FEUERSTEIN G., KÜHLMANN E. (HRSG.), *Rationierung im Gesundheitswesen*, Wiesbaden, 1998.
- ✱ FUEST B., *Datenschutzrechtliche Probleme beim Einsatz von Patientenchipkarten*, Köln 1999.
- ✱ GADAMER H.G. *Philosophie de la santé*, Grasset 1998.

- ✱ HOFMANN C., *Rechtsfragen der Genomanalyse*, thèse Mannheim, Francfort-sur-le-Main, Berlin etc. 1999.
- ✱ ILIADOU E., *Forschungsfreiheit und Embryonenschutz : eine verfassungs- und europarechtliche Untersuchung der Forschung an Embryonen*, thèse Regensburg, Berlin 1999.
- ✱ KIENLE T., *Die prädiktive Medizin und gentechnische Methoden. Ein Beitrag zur Regelung von Genanalyse und Gentherapie in Deutschland und Europa*, Thübingen, 1998.
- ✱ MARIAN S., *Die Rechtsstellung des Samenspenders bei der Insemination/IVF*, thèse Heidelberg, Francfort-sur-le-Main, Berlin 1998.
- ✱ ROSCHER R., *Der Beitrag der Freien Wohlfahrtspflege zum Gemeinwohl am Beispiel der Suchtkrankenhilfe*, thèse Mannheim, Baden-Baden 1999.
- ✱ TOEBES B. C.A., *The right to health as a human right in international law*, thèse Utrecht, Antwerpen etc. 1999.
- ✱ WENSCKSTERN A., *Die Haftung bei der Arzneimittelprüfung und die Probandenversicherung : Haftungsersetzung durch Versicherungsschutz*, thèse Hambourg, Francfort-sur-le-Main, Berlin, Berne 1999.

## II. **Doctrine suisse / Schweizerische Lehre**

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

### ARTICLES / AUFSÄTZE

#### Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

- ✱ FAISST K., SCHILLING J., GUTZWILLER F., Qualität der Medikamentendistribution aus Sicht der Patientinnen und Patienten, *Bulletin des médecins suisses*, 2000; 81, n° 12, p. 587.
- ✱ GIGER M., Das Heilmittelgesetz : Kostensteigerung und staatliche Guidelines ?, *Bulletin des médecins suisses*, 2000; 81, n° 10, p. 496.

#### Assurances sociales

- ✱ BECK P., SCHÄER R., Die Rechtsprechung des Eidgenössischen Versicherungsgericht in den Jahren 1997 und 1998 – Veröffentlicht in den Bänden 123 und 124, *ZBJV*, 2000, p. 157.
- ✱ BRITT F., La LAMal met un frein à l'augmentation : évolution des primes et des prestations depuis 1986 (version allemande : Zunahme der Leistungen und der Prämien durch das KVG gebremst : Entwicklung der Prämien und der Leistungen seit 1986), *Sécurité sociale* 1999, p. 258.
- ✱ CATTANEO D., Riduzione o rifiuto delle prestazioni in caso di infortunio, *Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese* 1999, p. 503.
- ✱ DUC J.-L., La faute, les dangers extraordinaires et les entreprises téméraires dans la LAMal, *Revue suisse des assurances sociales et de la prévoyance professionnelle* 44/2000 n° 1, p. 80.
- ✱ FLÜCK R., L'OFAS renforce la surveillance des assureurs-maladie, (version allemande : Das BSV verstärkt die Aufsicht über die Krankenversicherer) *Sécurité sociale* 1999, p. 315.

- ✱ IMHOF E., Das bilaterale Abkommen über den freien Personenverkehr und die Soziale Sicherheit, *Revue suisse des assurances sociales et de la prévoyance professionnelle* 2000, p. 22.
- ✱ KIESE U., Die Taggeldkoordination im Sozialversicherungsrecht, *Pratique juridique actuelle*, 2000, n°3, p. 249.
- ✱ KOPP KÄCH C., Die Kosten einer Amalgamsanierung sind auch unter Geltung des Bundesgesetzes über die Krankenversicherung nicht von der obligatorischen Krankenpflegeversicherung zu decken, *ZBJV*, 2000, p. 78.
- ✱ MÜLLER K., La jurisprudence actuelle du Conseil fédéral en matière de liste des hôpitaux (version allemande : Die Aktuelle Rechtsprechung des Bundesrates zur Spitalliste : bisherige Klarstellung und weiterer Klärungsbedarf), *Sécurité sociale* 1999, p. 317.
- ✱ NEF U. C., Entwicklungen im Sozialversicherungsrecht = Le point sur le droit des assurances sociales, *RSJ* 1999, p. 553.
- ✱ OFAS, Une hausse modérée des primes pour la cinquième année LAMal (version allemande : Mässige erhöhung der Grundversicherungsprämien im fünften KVG-Jahr), *Sécurité sociale* 1999, p. 254.
- ✱ ROGGERO-WILL G., Assicurazione sociale delle cure medico-sanitarie : portata e conseguenze dell'obbligatorietà assicurativa sulla scelta e sul cambiamento d'assicuratore, *Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese* 1999, p. 489.
- ✱ ROGGERO-WILL G., LAMal : obbligatorietà e non conseguenze di due scelte legislative diverse, *Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese*, 1999, n°2, p. 433.
- ✱ ROSSI M., Harmonisation et coordination des prestations sociales : une loi cantonale : le canton du Tessin fait oeuvre de pionnier (version allemande : Ein kantonales Gesetz über die Harmonisierung und Koordination der Sozialleistungen : Kanton Tessin als Pionier, *Sécurité sociale* 1999, p. 235.

#### Droits des patients, droit de la personnalité

- ✱ BRÜCKNER C., Die Rechtfertigung des ärztlichen Eingriffs in die körperliche Integrität gemäss Art. 28 abs. 2 ZGB, *Revue de droit suisse* 1999, n°1, p. 451.
- ✱ DE MENDONÇA LIMA C. A., BERTOLOTE J. M., SIMEONE I., Le suicide chez la personne âgée en Suisse: à propos de quelques chiffres, *Médecine et Hygiène* 2000, n° 2287, p. 313.
- ✱ FUCHS E., Respect de la liberté individuelle et ses limites du fait de la maladie, de la sénilité et des dépendances, *Revue du droit de tutelle* 2000, p. 16.
- ✱ HEGNAUER C., Sterilisation geistig Behinderter, *Revue du droit de tutelle* 2000, p. 25.
- ✱ INSIEME (FEDERATION SUISSE DES ASSOCIATIONS DE PARENTS DE PERSONNES MENTALEMENT HANDICAPEES), Leitsätze zur Sterilisation, *Revue du droit de tutelle* 2000, p. 28.
- ✱ KUHN HP., Droit de regard dans les dossiers LAA, *Bulletin des médecins suisses*, 2000, n° 1, p. 27.

#### Ethique biomédicale

- ✱ BAERTSCHI B., Jusqu'où le respect doit-il aller ? Quelques réflexions à propos de la PMA, *Médecine et Hygiène*, 2000, n° 2295, p. 797.

- ✱ MIRENOVICZ J., To clone or not to clone? Telle est la question, *Médecine et Hygiène*, 2000, no 2294, p. 746.

#### Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

- ✱ HOMBERGER GUT I., La notion de traitement médical en matière de TVA : de l'OTVA à la LTVA en passant par la pratique administrative et la jurisprudence, *Expert-comptable suisse* 1999, n° 11, p. 1025.
- ✱ KUHN HP., KUMMER A., WYLER D., Factures complémentaires en cas de prestations complémentaires, *Bulletin des médecins suisses*, 2000, n° 6, p. 275.

#### Mesures médicales spéciales

- ✱ BÜHLER I., SACHS H., COOPER K.C., Xénotransplantation, entre rêve et réalité, *Bulletin des médecins suisses*, 2000, n° 14, p. 747.
- ✱ KNECHT T., Die psychiatrische Begutachtung der Hafterstehungsfähigkeit. Eine kurze Einführung mit Fallskizzen. *Bulletin de Criminologie*, 1999, n°2, p. 25.
- ✱ KOHLER S., MARANTA A., Regulation von gentechnisch veränderten Lebensmittel : die revidierte schweizerische Lösung im internationalen Kontext, *PJA* 1999, p. 1402.
- ✱ RYSER P., Meinungsäusserung zu den medizinisch-ethischen Grundsätzen zur Xenotransplantation, *Bulletin des médecins suisses*, 2000, n° 7, p. 339.
- ✱ SCHWEIZER R. J., Das neue Gentechnologierecht : Gen-Lex, *Droit de l'environnement dans la pratique* 2000, p. 80.
- ✱ VÖGELI U., Das neue Gentechnologierecht : Herausforderung für die Kantone, *Droit de l'environnement dans la pratique* 2000, p. 33.
- ✱ WAGNER PFEIFER B., Das neue Gentechnologierecht : neue Klippen für Unternehmen ?, *Droit de l'environnement dans la pratique* 2000, p. 56.

#### Recherche biomédicale

- ✱ JUNGER M., VAN DER LAAN A. M., Liens entre comportement délinquant et déviant et comportement qui menace la santé. Aperçu de recherches empiriques. *Bulletin de Criminologie*, 1999, n°2, p. 5.

#### Responsabilité médicale

- ✱ BRUSA G., Wie wird die ärztliche Eingriff zum Accident médical ?, *Revue suisse des assurances sociales et de la prévoyance professionnelle*, 2000, n°2, p. 181.
- ✱ KUHN M., Entwicklungen im Privatversicherungs- und Haftpflichtrecht, *SJZ/RSJ*, 2000, p. 161.
- ✱ RÜETSCHI D., Haftung für fehlgeschlagene Sterilisation : zugleich ein Beitrag zur Problematik "Kind als Schaden", *PJA* 1999, p. 1359.

### Système de santé, politique de la santé

- \* BURNAND B., BOISSEL J.-P., Enseignement de la médecine factuelle: introduction, *Médecine et Hygiène*, 2000, n° 2293, p. 687.
- \* CORNUZ J., Recommandations pour la pratique clinique: processus d'élaboration appliqué à la thrombose veineuse profonde, *Médecine et Hygiène*, 2000, n° 2285, p. 158.
- \* DOMENIGHETTI G., GRILLI R., GUILLOD O., GUTZWILLER F., QUAGLIA J., Usage personnel de pratiques relevant des médecines douces ou alternatives parmi les médecins suisses, *Médecine et Hygiène*, 2000, n° 2291, p. 570.
- \* DUDLER J., Evidence-based medicine – homéopathie et rhumatologie, *Médecine et Hygiène*, 2000, n° 2293, p. 657.
- \* EDGAR W., Rationing in Health Care – A New Zealand Perspective on an International Dilemma, *Bulletin des médecins suisses*, 2000, n° 4, p. 190.
- \* GAVIN C., Propriété intellectuelle et accès aux soins, *Plädoyer*, 2000, n°2, p. 48.
- \* JENICEK M., HAYNES B., Médecine factuelle. Naissance du concept, historique et définition, *Médecine et Hygiène*, 2000, n° 2293, p. 688.
- \* MARTIN J., PECOUD A., En entrant dans le XXI<sup>e</sup> siècle. L'orientation de médecine communautaire contribue à éviter un système à deux vitesses, *Médecine et Hygiène*, 2000, n° 2288, p. 393.
- \* SANTOS-EGGIMANN B., Dépendance chronique et prestations médico-sociales au sein de la population âgée : présentation d'un modèle d'analyse cantonale des besoins, *Sécurité sociale*, 2000, n°1, p. 29.
- \* SOMAINI B., KÜCHLER F., Pour que les bonnes intentions se concrétisent – Principes fondamentaux d'une promotion de la santé durable, *Bulletin des médecins suisses*, 2000, n° 11, p. 549.

### OUVRAGES ET MONOGRAPHIES / BÜCHER UND MONOGRAPHIEN

- \* ARNOLD G., *Sollen Parallelimporte von Arzneimitteln zugelassen werden ? : eine Analyse der Situation in der Europäischen Union mit Folgerungen für die Schweiz*, Bâle 2000.
- \* AUBERT G. (éd.), *Journées de droit du travail et de la sécurité sociale*. Journée 1995 de droit du travail et de la sécurité sociale, Zurich 1999.
- \* BACHMANN R./ FURRER C., *Die ärztliche Beurteilung und ihre Bedeutung im Entscheidungsverfahren über einen Rentenanspruch in der Eidg. Invalidenversicherung*, Beiträge zur sozialen Sicherheit Nr 6/99, Berne 1999.
- \* BAUR R. et al., *Verfahren und Kosten der HMO-Praxen*, coll. Beiträge zur sozialen Sicherheit 5/98, Berne 1998.
- \* BAUR R. / EYETT D., *Selbstgetragene Gesundheitskosten*, coll. Beiträge zur sozialen Sicherheit 4/98, Berne 1998.
- \* BAUR R. / EYETT D., *Bewertung der ambulanten medizinischen Versorgung durch HMO-Versicherte und traditionell Versicherte*, coll. Beiträge zur sozialen Sicherheit 3/98, Berne 1998.

- \* BAUR R. / EYETT D., *Die Wahl der Versicherungsformen*, coll. Beiträge zur sozialen Sicherheit 2/98, Berne 1998.
- \* BIDERMAN D. / GROSS J. / KOCHER G. (éd.), *Krankenversicherung und Gesundheitswesen - wie weiter ? : 29 Entscheidungsträger beantworten zehn Grundfragen*, Berne, Göttingen 1999.
- \* CARDINET A. / WUST J.-M. / CHATELAIN J.-P., *Quels projets pour la vieillesse ? vieillesse aujourd'hui et demain : commentaire du rapport fédéral "Vieillir en Suisse"*, Lausanne 1999.
- \* FAISST K. / SCHILLING J., *Inhaltsanalyse von Anfragen bei PatientInnen- und Versicherteorganisationen*, coll. Beiträge zur sozialen Sicherheit 4/99, Berne 1999.
- \* FAISST K. / SCHILLING J., *Qualitätssicherung - Bestandesaufnahme*, coll. Beiträge zur sozialen Sicherheit 10/99, Berne 1999.
- \* HANNES H. et al., *Stationäre Suchttherapie Schweiz : Angebot und Finanzierung : gesamtschweizerische Erhebung bei Therapieeinrichtungen im Alkohol- und Drogenbereich für die Jahre 1995-1998*, Berne 1999.
- \* JÄGER P., *Neue Rechtsprechung des Bundesgerichts zum Arzthaftpflichtrecht*, Zurich 1999.
- \* LARGIADÈR F., CANDINAS D., HONSELL H. (HRSG.), *Tod, Hirntod, Organentnahme: etische, gesellschaftliche und medizinische Aspekte einer zukünftigen Transplantationsgesetzgebung: Vorträge des Erlengut-Symposiums 1997*, Zürich 1999.
- \* MANNSDORFER T. M., *Pränatale Schädigung. Ausservertragliche Ansprüche pränatal geschädigter Personen*, Fribourg 2000.
- \* OGGIER W., *Spitalfinanzierungsmodelle für die Schweiz : Trends und Empfehlungen aus sicht der Gesundheitsökonomie*, Berne, Stuttgart 1999.
- \* PERNET R., *Hospitalisation hors canton: l'exemple du Valais*, Lausanne, 1999.
- \* RIEMER-KAFKA G., *Die Pflicht zur Selbstverantwortung : Leistungskürzungen und Leistungsverweigerungen zufolge Verletzung der Schadensverhütungs- und Schadenverminderungspflicht im schweizerischen Sozialversicherungsrecht*, thèse Fribourg 1999.
- \* RÖSCH B., *Die kantonalen Gesundheitsgesetze: Zulassungs und Ausübungsvorschriften für Erfahrungsheilkundige*, Bern 1999.
- \* SCHÜTZ S., *Neue Formen der Krankenversicherung : Versicherte, Leistungen, Prämien und Kosten : Ergebnisse der Administrativdatenuntersuchung, Teil 1*, coll. Aspects de la sécurité sociale 7/98, Berne 1998.
- \* SPYCHER S., *Analyse des effets de la compensation des risques dans l'assurance-maladie*, coll. Aspects de la sécurité sociale 2/99, Berne 1999.
- \* STARK U., *Bedarfsanalysen für die medizinische Rehabilitation : theoretische und empirische Betrachtungen*, Berne 1999.
- \* VON ZEDTWITZ C., *Die rechtsgeschichtliche Entwicklung der Versicherung*, Zurich 1999.

\*\*\*\*\*

# **SAN·NEWS N°13**

Ce numéro couvre en principe la période entre **le 15 avril et le 15 août 2000**.

## **Législation / Gesetzgebung**

### **I. Droit international (sélection) Internationales Recht (Auswahl)**

- ✱ Néant

### **II. Droit communautaire / Europarecht (JOCE L 112-218 et C 130-248E du 29 août 2000)**

#### **DROIT EDICTE / ERLASSENES RECHT**

- ✱ Décision de la Commission, du 5 juin 2000 modifiant la décision 98/272/CE relative à la surveillance épidémiologique des encéphalopathies spongiformes transmissibles, JO L 135/27, du 8 juin 2000.
- ✱ Décision de la Commission, du 26 juillet 2000 relative à la constatation, conformément à la directive 95/46/CE du Parlement européen et du Conseil, du caractère adéquat de la protection des données à caractère personnel en Suisse, JO L 215/1, du 25 août 2000.
- ✱ Directive 2000/38/CE de la Commission du 5 juin 2000 modifiant le chapitre Vbis (Pharmacovigilance) de la directive 75/319/CEE du Conseil concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives aux spécialités pharmaceutiques, JO L 139/28, du 10 juin 2000.

#### **RAPPORTS, RECOMMANDATIONS, DECLARATIONS, PROPOSITIONS, ETC. BERICHTE, EMPFEHLUNGEN, ERKLÄRUNGEN, VORSCHLÄGE, USW.**

- ✱ Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres en matière de fabrication, de préparation et de vente des produits du tabac (refonte), JO C 150E/43 du 30 mai 2000.
- ✱ Position commune (CE) n° 40/2000 du 29 juin 2000 arrêtée par le Conseil statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 du traité instituant la Communauté européenne, en vue de l'adoption d'une directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 93/42/CEE du Conseil en ce qui concerne les dispositifs médicaux incorporant des dérivés stables du sang ou du plasma humains, JO C 245 du 25 août 2000.
- ✱ Avis du Comité des régions sur la " Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres en matière de fabrication, de préparation et de vente des produits du tabac ", JO C 226/1 du 8 août 2000.
- ✱ Proposition modifiée de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant les médicaments orphelins, JO C 177E/1 du 27 juin 2000.
- ✱ Résolution du Conseil du 29 juin 2000 sur l'action concernant les facteurs déterminants pour la santé, JO C 218/8 du 31 juillet 2000.

- ✱ Conclusion du Conseil du 29 juin 2000 sur les médicaments et la santé publique, JO C 218/10 du 31 juillet 2000.
- ✱ Avis du Comité économique et social sur “ L’assurance maladie complémentaire ”, JO C 204/51 du 18 juillet 2000.
- ✱ Avis du Comité des régions sur le “ Rôle des collectivités locales et régionales dans la réforme des systèmes de santé publique européens ”, JO C 226/79 du 8 août 2000.
- ✱ Relevé des décisions communautaires en matière d’autorisations de mise sur le marché des médicaments [Publications en vertu des directives 75/319/CEE, 81/851/CEE et du Règlement (CEE) n° 2309/93 du Conseil], pour la période du 15 avril au 15 mai 2000 : JO C 147/1 du 26 mai 2000 ; pour la période du 15 mai au 15 juin : JO C 183/3 du 30 juin 2000 ; pour la période du 15 juin au 15 juillet : JO C 216/4 du 28 juillet 2000, JO C 244/2, 4 et 7 du 25 août 2000 ; du 15 juillet au 15 août : JO C 244/10 du 25 août 2000.

### III. Droit étranger (sélection) / Ausländisches Recht (Auswahl)

NB : Le Recueil international de législation sanitaire de l’Organisation mondiale de la santé a cessé de paraître en format papier à la fin de 1999. Le Recueil continue toutefois en format électronique : <http://www.who.int/idhl>

#### AUTRICHE

- ✱ Lignes directrices relatives à la transplantation de cellules souches, avril 2000, *Mitteilungen der Sanitätsverwaltung*, juillet 2000, fascicule spécial.

#### DANEMARK

- ✱ Arrêté N° 69 du 8 janvier 1999 promulguant la Loi relative au système des comités d’éthique dans le domaine scientifique et à l’examen des projets de recherche biomédicale, *Lovtidende* 1999 A, 12 février 1999, p. 335.
- ✱ Arrêté n° 78 du 29 janvier 1999 relatif aux défenseurs des patients, *Lovtidende* 1999 A, 16 février 1999, p. 393.
- ✱ Arrêté N° 277 du 14 avril 2000 relatif à la déclaration par les médecins des maladies transmissibles, *Lovtidende* 2000 A, 28 avril 2000, p. 1846.

#### FRANCE

- ✱ Loi N° 99/641 du 27 juillet 1999 portant création d’une couverture maladie universelle, <http://www.sante.gouv.fr/adm/dagpb/bo/1999/99-30/a0302010.htm>  
<http://www.legifrance.gouv.fr/citoyen/officiel.ow> (pour tous les textes)
- ✱ Décret N° 99-919 du 27 octobre 1999 relatif aux traitements de données personnelles de santé à des fins d’évaluation ou d’analyse des pratiques et activités de soins de prévention, *Journal officiel de la République française, Lois et Décrets*, 31 octobre 1999, N° 254, p. 16341.
- ✱ Décret N° 99-1034 du 6 décembre 1999 relatif à l’organisation de la lutte contre les infections nosocomiales dans les établissements de santé, *Journal officiel de la République française, Lois et Décrets*, 11 décembre 1999, N° 287, p. 18439.
- ✱ Décret N° 2000-570 du 23 juin 2000 fixant les conditions de prescription et de réalisation des examens des caractéristiques génétiques d’une personne et de son identification par empreintes génétiques à des fins médicales, *Journal officiel de la République française, Lois et Décrets*, 27 juin 2000, N° 147, p. 9652.



- ✳ Décret N° 2000-156 du 23 février 2000 relatif à l'importation et à l'exportation d'organes, de tissus et de leurs dérivés, de cellules du corps humain, à l'exception des gamètes, et de produits de thérapies génique et cellulaire, *Journal officiel de la République française, Lois et Décrets*, 27 février 2000, N° 49, p. 3077.

#### ISLANDE

- ✳ Loi N° 74 du 28 mai 1997 relative aux droits des patients, <http://brunnur.stjr.is/interpro/htr/htr.nsf/pages/act-rightspatients>
- ✳ Loi N° 139 du 17 décembre 1998 relative à une base de données relatives au secteur de la santé, <http://brunnur.stjr.is/interpro/htr/htr.nsf/pages/gagngr-log-ensk>

#### ISRAËL

- ✳ Loi du 29 décembre 1998 relative à l'interdiction d'interventions génétiques (clonage humain et manipulation génétique des cellules reproductives), *Sefer Ha-Chukkim*, 7 janvier 1999, N° 1697, p. 47.

#### ITALIE

- ✳ Décret-Loi N° 502 du 20 décembre 1992 portant dispositions relatives à la rationalisation du Système national de santé, version mise à jour promulguée par le Décret-Loi N° 229 du 19 juin 1999, *Rassegna giuridica della sanità*, Collana "La legge delega" N° 7, mai 1999, N° 180, p. 6.

#### LUXEMBOURG

- ✳ Loi du 4 juillet 2000 relative à la responsabilité de l'Etat en matière de vaccinations, *Mémorial : Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg*, A, 13 juillet 2000, N° 56, p. 1189.

#### MAROC

- ✳ Dahir N° 1-99-208 du 25 août 1999 portant promulgation de la Loi N° 16-98 relative au don, au prélèvement et à la transplantation d'organes et de tissus humains, *Bulletin officiel*, 16 septembre 1999, N° 4726.

#### NOUVELLE-ZELANDE

- ✳ Loi N° 114 de 1998 relative à l'assurance accident, <http://rangi.knowledge-basket.co.nz/gpacts/public/text/1998/an/114.html> (maintien du système d'indemnisation sans faute pour les préjudices notamment dus à un traitement médical).

### IV. Droit fédéral / Bundesrecht

#### DROIT EDICTE / ERLASSENES RECHT [RO/AS 2000 N° 19-34 (29 AOÛT)]

- ✳ Loi fédérale sur la création et l'adaptation de bases légales concernant le traitement de données personnelles, du 24 mars 2000, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2000, RO 2000 1891 (*notamment : adjonction d'un art. 6a dans la loi sur l'exercice des professions médicales sur le registre des candidats aux examens ; modification de l'art. 27 de la loi sur les épidémies, concernant les déclarations obligatoires ; modification de la loi sur l'armée concernant le traitement des données sanitaires, art. 148ss*).

- ✱ Loi fédérale sur le travail dans l'industrie, l'artisanat et le commerce (Loi sur le travail), du 13 mars 1964. Modification du 20 mars 1998, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2000, RO 2000 1569 (*révision de diverses dispositions relatives au temps de travail et à la protection de la santé des travailleurs, notamment des femmes enceintes, art. 35 et 35a*).
- ✱ Ordonnance 1 relative à la loi sur le travail (OLT 1), du 10 mai 2000, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2000, RO 2000 1581 (*cf. notamment : l'art. 12/1 exclut du champ d'application les médecins-assistants ; les art. 43ss prévoient les examens médicaux et conseils en cas de travail de nuit ; les art. 62-63 organisent la protection de la santé en cas de maternité*).
- ✱ Ordonnance 2 relative à la loi sur le travail (OLT 2), du 10 mai 2000, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2000, RO 2000 1623 (*cf. notamment les dispositions spéciales applicables aux cliniques et hôpitaux, art. 15 ; aux entreprises de soins à domicile, art. 17 ; aux cabinets médicaux et dentaires, art. 18 ; aux pharmacies, art. 19*).
- ✱ Ordonnance sur la sécurité et la protection de la santé des travailleurs dans les travaux de construction (OTConst), du 29 mars 2000, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> juillet 2000, RO 2000 1403.
- ✱ Ordonnance sur le système d'information fondé sur les profils d'ADN (Ordonnance ADNS), du 31 mai 2000, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> juillet 2000 (jusqu'au 31 décembre 2004), RO 2000 1715.

MESSAGES, RAPPORTS ET DÉCISIONS OFFICIELS / BOTSCHAFTEN, AMTLICHE BERICHTE UND BESCHLÜSSE [FF/BBL 2000 N° 19-34, 29 AOUT]

- ✱ Loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal), du 18 mars 1994. Modification du 23 juin 2000, FF 2000 3358 (*art. 21, 23, 81-84a : protection des données personnelles ; texte soumis au référendum facultatif ; délai référendaire : 12 octobre 2000 ; entrée en vigueur déjà fixée (sic !) au 1<sup>er</sup> janvier 2001. A noter que toutes les autres lois sur les assurances sociales ont subi une révision analogue relative à la protection des données : FF 2000 3343, 3348, 3350, 3352, 3363, 3368, 3372 et 3409*).
- ✱ Message concernant la modification de la loi fédérale sur l'assurance-maladie, du 31 mai 2000, FF 2000 3751 (*adaptation de la LAMal à l'Accord sur la libre circulation des personnes passé avec la Communauté européenne ; réduction des primes et contrôle de l'affiliation*).
- ✱ Message concernant l'initiative populaire " La santé à un prix abordable (initiative-santé) ", du 31 mai 2000, FF 2000 3931.
- ✱ Ouverture d'une procédure de consultation sur la révision de la loi sur l'assurance-maladie, annoncée par la Chancellerie fédérale le 27 juin 2000, FF 2000 3287 (*consultation sur la suppression de l'obligation de conclure une convention tarifaire, l'exécution des obligations financières des assurés vis-à-vis des assureurs et le droit de recours du canton de résidence ; date limite : 31 juillet 2000*).
- ✱ Ouverture d'une procédure de consultation sur l'ordonnance sur l'introduction de la libre circulation des personnes avec la CE (OCLP), annoncée par la Chancellerie fédérale le 11 juillet 2000, FF 2000 3541 (*date limite : 15 septembre 2000*).
- ✱ Arrêté fédéral concernant l'initiative populaire " Pour des médicaments à moindre prix ", du 8 juin 2000, FF 2000 3320 (*adaptée à la Constitution du 18 avril 1999, l'initiative sera soumise au vote du peuple et des cantons avec une recommandation de rejet de l'Assemblée fédérale*).
- ✱ Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée à l'Hôpital cantonal d'Aarau, du 18 juillet 2000, FF 2000 3639.
- ✱ Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée à l'Hôpital universitaire de Zurich, du 25 juillet 2000, FF 2000 3735.

- ✱ Notifications et demandes d'autorisation pour des activités impliquant des organismes génétiquement modifiés ou pathogènes en milieu confiné, reçues du 11 avril au 19 juillet 2000, Bureau de Biotechnologie de la Confédération, Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage, FF 2000 3921.
- ✱ Arrêté du Conseil fédéral constatant le résultat de la votation populaire du 12 mars 2000, du 17 mai 2000, FF 2000 2814 (*résultats définitifs de la votation sur l'initiative pour une procréation respectant la dignité humaine*).
- ✱ Communication de la Commission de la concurrence, du 30 mai 2000, FF 2000 2827 (*ouverture d'une enquête concernant un prétendu accord illicite entre des caisses-maladie et des fournisseurs de prestations en Argovie dans le domaine des assurances complémentaires*).
- ✱ Préavis de la Commission de la concurrence relatif à la modification de la loi vaudoise sur la santé publique, DPC 1/2000, p. 97.  
*La Commission de la concurrence estime que la publicité pour les professionnels de la santé doit être garantie, en tant que vecteur de concurrence. Elle appuie le projet de modification de l'art. 82 de la loi vaudoise sur la santé publique qui va dans ce sens.*

## **V. Droit cantonal (sélection) / Kantonaies Recht (Auswahl)**

(extrait du " Bulletin de Législation / Gesetzgebungsbulletin ", n° 2/2000 et n° 3/2000, avec l'autorisation de l'Institut du Fédéralisme, à Fribourg)

### APPENZELL AI

- ✱ Gesundheitsgesetz vom 28 April 1998 (Änderung: Art. 40 aufgehoben durch Art. 63 Z. 15 des Verwaltungsverfahrensgesetzes). Vom 30. April 2000, in Kraft ab 30. April 2000.

### TESSIN

- ✱ Legge sull'assistenza sociopsichiatrica (LASP) (Abroga la Legge sociopsichiatrica del 26 gennaio 1983) del 2 febbraio 1999, entrata in vigore il 1 maggio 2000. BU 2000, 121. Adattamento al diritto federale, modifiche concernenti i diritti del paziente
- ✱ Regolamento d'applicazione della Legge sull'assistenza sociopsichiatrica (LASP) del 2 febbraio 2000 (Abroga il Regolamento del 19 dicembre 1984) del 11 aprile 2000, entrata in vigore il 1 maggio 2000. BU 2000, 130.

### URI

- ✱ Gesetz vom 27. September 1970 über Gesundheitswesen (Änderung: Art. 7a neu, Zwischentitel nach Art. 59; 59a, Achtung der Privatsphäre; 59b, Behandlung, Aufklärung, Akteneinsicht und Datenschutz) (Eingeführt gemäss Gesetz über Kantonsspital UR). Vom 12. März 2000, in Kraft ab 1. Juni 2000, Amtsblatt 2000, Nr. 5, S. 176.

### ZUG

- ✱ Verordnung I zum Gesundheitsgesetz (medizinische und pharmazeutische Berufe, Hilfsberufe sowie wissenschaftlich nicht anerkannte Behandlungen) vom 22. Dezember 1981 (Änderung: § 17 I Bst. E, k, m & n, 21 III). Vom 11. April 2000, in Kraft ab 1. Mai 2000. GS 26, 589.

**Tous ces textes sont en vigueur / Alle Texte in Kraft.**

## **VI. Déclarations et directives éthiques et professionnelles Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien**

INTERNATIONAL ET ETRANGER / INTERNATIONAL UND AUSLÄNDISCH

ALLEMAGNE

- ✱ ZENTRALE KOMMISSION ZUR WAHRUNG ETHISCHER GRUNDSÄTZE IN DER MEDIZIN UND IHREN GRENZGEBIETEN (ZENTRALE ETHIKKOMMISSION) bei der Bundesärztekammer – Zur Verwendung von patientenbezogenen Informationen für die Forschung in der Medizin und im Gesundheitswesen, *MedizinRecht* 5/2000, p. 227.

SUISSE / SCHWEIZ

- ✱ ACADEMIE SUISSE DES SCIENCES MEDICALES, Principes médico-éthiques concernant les xénotransplantations, *Bulletin des médecins suisses*, 31/2000, p. 1724.
- ✱ EICHER E., GROUPE DE TRAVAIL “ RECOMMANDATIONS ”, Premières recommandations pour la pratique clinique frappées du sceau de qualité de la FMH, *Bulletin des médecins suisses*, 29-30/2000, p. 1634.

## **Jurisprudence / Rechtsprechung**

### **I. Jurisprudence CEDH - Cour (sélection) Rechtsprechung EMRK - Gerichtshof (Auswahl)** [www.coe.int](http://www.coe.int)

- ✱ AFFAIRE SATONNET c. FRANCE, arrêt de la Cour (3<sup>ème</sup> section) du 2 août 2000.  
*Licenciement du directeur d'un centre municipal médico-psychopédagogique - Violation de l'art. 6 § 1 CEDH quant à la durée de la procédure - Dédommagement.*
- ✱ AFFAIRE TSINGOUR c. GRECE, arrêt de la Cour (2<sup>ème</sup> section) du 6 juillet 2000.  
*Inscription à l'Ordre des pharmaciens - Exigence de connaissances linguistiques - Violation de l'art. 6 § 1 CEDH quant à la durée de la procédure - Compensation des préjudices matériel et moral.*

### **II. Jurisprudence des juridictions communautaires (sélection) Rechtspr. der Gerichte der EG (Auswahl)**

- ✱ Néant

### **III. Jurisprudence étrangère (sélection) Ausländische Rechtsprechung (Auswahl)**

ALLEMAGNE

- ✱ *MedizinRecht* 4/2000, p. 196, OLG Frankfurt a. M., 5. Oktober 1999.  
*Schweigepflicht bei HIV-Infektion.*

ANGLETERRE

- ✳ Medical Law Review 2000, p. 115, [2000] 1 All E.R. 786 – Court of Appeal (avec une note d'A. Grubb).  
Constitution d'une banque de données patients anonymes à partir des prescriptions de médicaments, moyennant une modeste indemnité versée à des médecins et des pharmaciens. Licéité ? Utilisation à des fins commerciales ?
- ✳ Medical Law Review 2000, p. 120, [1999] 2 F.L.R. 1004 – Court of Appeal (avec une note d'A. Grubb).  
Un test HIV sur un bébé de quelques mois né d'une mère séropositive est-il possible contre la volonté de ses parents ?
- ✳ Medical Law Review 2000, p. 124 – Court of Appeal (suivi d'une note).  
Enfant de 12 ans sérieusement handicapé physique et mental. Décision sur la suspension du traitement le maintenant en vie.
- ✳ Medical Law Review 2000, p. 129 – Court of Appeal (suivi d'une note).  
Contrôle judiciaire d'une décision d'une autorité régionale de santé de refuser un traitement.
- ✳ Medical Law Review 2000, p. 145 – Court of Appeal (suivi d'une note).  
Contrôle judiciaire d'une décision d'une autorité régionale de santé de ne plus financer un établissement de soins pour personnes sévèrement handicapées.

#### AUTRICHE

- ✳ MedizinRecht 8/2000, p. 389, VfGH, 14. Oktober 1999.  
*Gesetzliche Einschränkungen der Fortpflanzungsmedizin; Anspruch auf Achtung des Privatlebens; Gleichheitsatz.*
- ✳ Recht der Medizin 2/2000, p. 58, OGH, 30. März 1999.  
*Aufklärung über Alternativen.*
- ✳ Recht der Medizin 3/2000, p. 88, OGH, 27. Oktober 1999.  
*Haftung des Belegarztes für Operationsvorbereitung.*
- ✳ Recht der Medizin 3/2000, p. 90, OGH, 23. November 1999.  
*Haftung des Belegarztes für Anästhesisten.*
- ✳ Recht der Medizin 4/2000, p. 123, OGH, 23. November 1999.  
*Nachweis der Aufklärung und Geheimnisschutz.*

#### ETATS-UNIS

- ✳ The Journal of Law, Medicine & Ethics 2000, p. 88, *Nealis v. Baird*, 1999 WL 1116790 (Okla. Supreme Court).  
Une action en responsabilité pour homicide est possible au nom d'un fœtus non viable mais né vivant.

#### FRANCE

- ✳ Médecine & Droit, n° 41, 2000, p. 13, Cour de cassation civile I, 12 janvier 1999, résumé et commentaire de S. Gromb.  
*Transmission d'une lettre à une compagnie d'assurances -Violation du secret professionnel.*

#### IV. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung

La jurisprudence des autorités administratives de la Confédération (JAAC) est depuis peu accessible en texte intégral sur Internet à l'adresse suivante : <http://www.jaac.admin.ch>

- ✱ ATF 126 V 14. Tribunal fédéral des assurances, 10 février 2000.  
*Les " environs " du lieu de résidence ou de travail de l'assuré ne se limitent pas au territoire cantonal, dans la détermination de la prise en charge du traitement ambulatoire (art. 41 LAMal).*
- ✱ ATF 126 V 23. Tribunal fédéral des assurances, 18 février 2000.  
*L'art. 47 LAVS s'applique par analogie à la restitution de prestations indûment reçues par un assuré LAMal.*
- ✱ DPC 2000, p. 107 (= ATF 125 I 474, déjà cité dans San-News n° 12, p. 14).  
*Vente par correspondance de médicaments.*
- ✱ JT 2000 I 50 (= ATF 125 III 169, cité dans San-News n° 10, p. 15).  
*Privation de liberté à des fins d'assistance. Les art. 397a ss ne constituent pas une base légale à un traitement forcé.*
- ✱ JT 2000 I 124. Tribunal fédéral, 2<sup>e</sup> Cour civile, 19 août 1999 (= ATF 125 III 461).  
*Assurance maladie complémentaire. Revirement de la jurisprudence de l'ATF 124 III 44 = JT 1998 I 377 : le recours en réforme n'est pas ouvert contre une décision de dernière instance cantonale déclinatoire de compétence des tribunaux civils.*
- ✱ Pratique juridique actuelle 4/2000, p. 483 (= ATF 125 III 169 cité dans San-News n° 10, p. 15 = Semaine judiciaire 27 (1999), p. 413 cité dans San-News n° 11, p. 20).  
*Fürsorgerische Freiheitsentziehung. Die Zulässigkeit einer Zwangsbehandlung beurteilt sich nach kantonalem Recht (avec commentaire de J. Gross).*
- ✱ Pratique juridique actuelle 4/2000, p. 493. Tribunal fédéral, 2<sup>e</sup> Cour de droit public, 8 septembre 1999.  
*Art. 88 OG. Legitimation einer Krankenkasse zur staatsrechtlichen Beschwerde (avec commentaire de R. Feuz).*
- ✱ Pratique juridique actuelle 6/2000, p. 734 (= ATF 125 V 292 cité dans San-News n° 12, p. 15).  
*Réserve rétroactive en cas de réticence (assurance facultative d'indemnité journalière). Notion de réticence. Troubles psychiques chez un chômeur de longue durée (avec commentaire de J.-L. Duc).*
- ✱ Pratique juridique actuelle 6/2000, p. 736. Tribunal fédéral des assurances, 15 septembre 1999.  
*Convention tarifaire pour les établissements médico-sociaux comportant des forfaits journaliers échelonnés (avec commentaire de J.-L. Duc).*
- ✱ Pratique juridique actuelle 7/2000, p. 883 (= RAMA 5/1999, p. 462 cité dans San-News n° 11, p. 20).  
*Choix sans raison médicale, d'un hôpital sis en dehors du canton de résidence ne figurant pas sur le plan hospitalier de ce dernier, mais sur celui du canton de situation de l'établissement. Droit aux prestations reconnu à l'assuré qui a opéré un tel choix (avec commentaire de J.-L. Duc).*
- ✱ Pratique juridique actuelle 7/2000, p. 886 (= ATF 125 V 278 cité dans San-News n° 12, p. 15).  
*Statut d'un assainissement de la dentition dans l'assurance-maladie obligatoire des soins. Conditions du droit à l'assistance judiciaire gratuite (avec commentaire de J.-L. Duc).*
- ✱ Pratique juridique actuelle 7/2000, p. 889. Tribunal fédéral, 1<sup>ère</sup> Cour de droit public, 20 décembre 1999.  
*Regelungsfreiheit der Krankenversicherer, Gesundheitskassen und HMO-Versicherungen in der Einschränkung der freien Wahl der Leistungserbringer in KVG (Art. 41 Abs 1 und 4 KVG) (avec commentaire de D. Staffelbach).*
- ✱ Pratique juridique actuelle 8/2000, p. 1012. Tribunal fédéral des assurances, 18 juin 1999 (= ATF 125 V 276).

*Du droit des assureurs-maladie de réclamer aux assurés le paiement de frais de sommation et autres en cas de retard dans le paiement des primes et participations (avec commentaire de J.-L. Duc).*

- ✱ Pratique juridique actuelle 8/2000, p. 1020 (= Pratique juridique actuelle 7/2000, p. 883 = RAMA 5/1999, p. 462 cité dans San-news n° 11, p. 20.  
*Behandlung im ausserkantonalen Spital Art. 41 Abs 1 KVG (avec commentaire de U. Kieser).*
- ✱ RAMA 2/2000, p. 63. Tribunal fédéral des assurances, 10 décembre 1999.  
*Opération de changement de sexe (confirmation de jurisprudence).*
- ✱ RAMA 2/2000, p. 66. Tribunal fédéral des assurances, 20 décembre 1999.  
*En concluant une assurance HMO, l'assuré limite également sa liberté de choix en ce qui concerne les chiropraticiens.*
- ✱ RAMA 2/2000, p. 77. Tribunal fédéral des assurances, 20 décembre 1999.  
*Ärztliche Behandlung durch Ehegatten.*
- ✱ RAMA 2/2000, p. 82. Tribunal fédéral des assurances, 20 décembre 1999.  
*Ärztliche Behandlung durch Elternteil.*
- ✱ RAMA 3/2000, p. 126. Tribunal fédéral des assurances, 8 février 2000.  
*La pose de nouvelles prothèses mammaires en remplacement des anciennes prothèses, posées à des fins uniquement esthétiques et dont l'enlèvement est rendu nécessaire par le développement de kystes dans la poitrine, n'est pas une prestation obligatoirement à la charge de l'assurance.*
- ✱ Semaine Judiciaire 2000 N° 24, p. 358.- Tribunal fédéral, 2<sup>e</sup> Cour de droit public, 1<sup>er</sup> octobre 1999.  
*Vente par correspondance et envoi postal de médicaments. Conditions d'admissibilité. Contrôle de la constitutionnalité d'un règlement vaudois interdisant l'envoi postal de médicaments. Force dérogatoire du droit fédéral (extraits) (avec commentaire de F. Bellanger).*
- ✱ Semaine Judiciaire 2000 N° 23, p. 358. Tribunal fédéral, Cour de cassation pénale, 7 mars 2000.  
*Mise en danger de la vie d'autrui. Exposition. Distribution de produits contaminés par le virus HIV. Délit impossible. Dol éventuel. Pourvoi en nullité. Décès du recourant (trad.).*
- ✱ Semaine Judiciaire 2000 N° 19, p. 303 (= ATF 125 III 412 cité dans San-News n° 12, p. 14).  
*Fixation de la réparation morale en cas de transmission du virus HIV à la suite d'un rapport sexuel non protégé (rés. et trad.).*
- ✱ Semaine Judiciaire 2000 N° 15, p. 238. Tribunal fédéral, 2<sup>e</sup> Cour de droit public, 20 janvier 2000.  
*Vente d'une pilule abortive. Contrôle par l'Office intercantonal de contrôle des médicaments. Recours irrecevable contre l'admission de ce médicament à la vente par l'Office intercantonal (aCst 4, 49 ; Disp. Trans. ACst 2 ; CEDH 6, 9, 13) (rés. et trad.).*
- ✱ Semaine Judiciaire 2000 N° 14, p. 215. Tribunal fédéral, Cour de cassation pénale, 6 décembre 2000.  
*Internement dans un établissement approprié. Prescription (trad.).*

## **V. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung**

### **BERN**

- ✱ BVR/JAB 2000 (5) p. 205. Verwaltungsgericht, 25. Oktober 1999.  
*Der Inhaber einer Apotheke wurde aus gesundheitlichen Gründen vom Notfalldienst (NFD) dispensiert. Von ihm zu verlangen, den NFD durch seine teilzeitangestellte, auswärts wohnende Apothekerin zu gewährleisten verletzt die Wirtschaftsfreiheit und ist unverhältnismässig.*

- ✳ BVR/JAB 2000 (5) p. 234. Verwaltungsgericht, 20. Oktober 1999.  
*Invalidenversicherung. Zumutbarkeit der Aufnahme einer Erwerbstätigkeit.*
- ✳ BVR/JAB 2000 (6) p. 287. Verwaltungsgericht, 9. September 1999.  
*Eine von einem Krankenversicherer eingeleitete und gewonnene Beschwerde in einer Unfallversicherungsangelegenheit hat keinen Anspruch auf eine Parteientschädigung.*
- ✳ BVR/JAB 2000 (6/7) p. 371. Verwaltungsgericht, 7. Juli 1999.  
*In Abwesenheit von medizinischen Gründen (im Sinne von Art. 41 Abs. 2 Bst. b KVG) für eine ausserkantonale Behandlung ist die Krankenkasse berechtigt, ihre Leistungen nur in dem Umfange zu erbringen, als sie bei einem Aufenthalt in einer Klinik des Wohnsitzkantons geschuldet gewesen wären.*

#### GRAUBÜNDEN

- ✳ PVG-GR 1999 N° 14 p. 64. Urteil vom 9. Juni 1999 [Verwaltungsgerichtsbeschwerde vor dem BGer wurde am 24. November 1999 abgewiesen].  
*Krankenversicherung. Dauer der Überlegungsfrist nach Erhalt eines formlosen Schreibens der Krankenkasse (17 Monate sind zu lang).*

#### JURA

- ✳ RJJ 1999 (4) p. 269. Chambre administrative, 15 novembre 1999.  
*Notamment : l'art. 49 let. b LSan qui instaure une clause du besoin pour l'exercice d'une profession médicale pour les titulaires d'un diplôme équivalent au diplôme fédéral n'est pas contraire au droit supérieur.*

#### LUZERN

- ✳ LGVE-LU 1999 II N° 39 p. 304. Verwaltungsgericht, 5. Februar 1999.  
*Mit dem Verzicht einer HIV-infizierten Versicherten auf weitere Behandlung der Komplikationen des Grundleidens entfällt die Spitalbedürftigkeit, ohne dass eine angemessene Anpassungszeit einzuräumen ist.*
- ✳ LGVE-LU 1999 II N° 40 p. 313. Verwaltungsgericht, 21. April 1999.  
*Art. 41 KVG : Spitalbedürftigkeit, Einweisungszeugnis : die zum KUVG ergangene Rechtsprechung ist auch unter neuem Recht anwendbar. Leistungserbringer, Spitalliste, Übergangsrecht (über den Status bez. KVG des schw. Paraplegiker-Zentrum Nottwil).*
- ✳ LGVE-LU 1999 II N° 41 p. 321. Verwaltungsgericht, 4. November 1999.  
*Unzulässige Erhebung von Verwaltungsgebühren von Allgemeinversicherten durch die Heilanstalten des Kantons Luzern (Tarifschutz).*

#### NEUCHÂTEL

- ✳ RDAF 2000, p. 81. Tribunal administratif, 10 septembre 1999.  
*Rapports de service dans un hôpital constitué en fondation de droit privé - soumission au droit privé.*
- ✳ RJN 1999 p. 182. Tribunal administratif, 10 septembre 1999 (= RDAF 2000, p. 81).  
*L'hôpital du Val-de-Ruz est une fondation de droit privé exerçant seulement une fonction reconnue d'utilité publique (et non pas d'intérêt public) et n'est donc pas un hôpital "public" exécutant une tâche publique confiée par la collectivité. Son personnel n'étant pas soumis au statut de la fonction publique, les rapports de service sont régis par le droit privé.*



## ST GALLEN

- ✱ GVP-SG 1999 N° 5 p. 13. Versicherungsgericht, 30. Juni 1999.  
*Der Wunsch eines Versicherten nach einer bestimmten Heilmethode, nur ausserkantonale möglich, behandelt zu werden, ist kein medizinischer Grund im Sinne von Art. 41 KVG, der die Krankenversicherung zur Kostenübernahme verpflichtet.*

## THURGAU

- ✱ RBOG-TG 1999 N° 8 p. 99. Rekurskommission, 21. Mai 1999.  
*Keine Rechtsöffnung für Prämien der obligatorischen Krankenversicherung ohne formelle Verfügung oder unterschriftliche Anerkennung der Prämien.*

## VAUD

- ✱ RDAF 2000, p. 117. Tribunal administratif, 28 mai 1999.  
*Levée du secret médical en cas de dopage - secret de fonction.*

## ZÜRICH

- ✱ Pratique juridique actuelle 4/2000, p. 474. IIIème Chambre du Tribunal administratif, 15 juillet 1999.  
*Aerztliches Rezept in letaler Dosis (Freitodhilfe) (avec commentaire de L. A. Minelli et Y. Hangartner).*

## Doctrine / Lehre

- I. **Doctrine internationale et étrangère (sélection)**  
**Internationale und ausländische Lehre (Auswahl)**  
(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

### ARTICLES / AUFSÄTZE

#### Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

- ✱ DABURON C., Le médicament générique : un parcours d'obstacles, *Médecine & Droit*, n° 43, 2000, p. 17.

#### Drogue

- ✱ KATHOLNIGG O., Die Zulassung von Drogenkonsumräumen und strengere Kriterien bei der Substitution : das Dritte Gesetz zur Änderung des Betäubungsmittelgesetzes, *Neue juristische Wochenschrift*, 53/2000, p. 1217.

#### Droits des patients, droit de la personnalité

- ✱ AIGNER G., Zur Situation der Patientenrechte in Österreich. Bestandsaufnahme und Perspektiven, *Recht der Medizin* 3/2000, p. 77.

- ✱ AYNLEY-GREEN A., BARKER M., BURR S. AND AL., Who is speaking for children and adolescents and for their health at the policy level ? *British Journal of Medicine* 321 (2000), p. 229.
- ✱ CUTTINI M., NADAI M., KAMINSKI M. AND AL., End-of-life decisions in neonatal intensive care : physicians' self reported practices in seven European countries. *The Lancet* 355 (2000), p. 2112.
- ✱ DHONT J., POULLET Y., Het Algemeen Medisch Dossier: een correcte afweging tussen staatsefficiëntie en de vrijheid van de zorgverlener en de privacy van de patient, *Revue de droit de la santé* 4 (1999-2000), p. 246.
- ✱ EYSENBACH G., Consumer health informatics. *British Journal of Medicine* 320 (2000), p. 1713.
- ✱ FALLBERG L., Patient's Rights in Europe: Where do we stand and where do we go?, *European Journal of Health Law* 2000, p. 1.
- ✱ GUNN M.J., WONG J.G., CLARE I.C.H. & HOLLAND A.J., Decision-Making Capacity, *Medical Law Review* 1999, p. 269.
- ✱ LESAULNIER F., De la protection pénale de l'être humain en gestation, *Médecine & Droit* 2000, p. 10.
- ✱ MAIR F., WHITTEN P., Systematic review of studies of patient satisfaction with telemedicine. *British Journal of Medicine* 320 (2000), p. 1517.
- ✱ MCCLELLAND R., SZMUKLER G., Consent and Capacity in Psychiatric Practice, *European Journal of Health Law* 2000, p. 47.
- ✱ PIRCHER M., Behandlungsabbruch durch den Patienten, *Recht der Medizin* 2/2000, p. 50.
- ✱ SCOTT R., Maternal Duties towards the Unborn ? Soundings from the Law of Torts, *Medical Law Review* 2000, p. 1.
- ✱ SPICKHOFF ANDREAS, Die Patientenautonomie am Lebensende : Ende der Patientenautonomie ? Zur Feststellbarkeit und Durchsetzbarkeit des realen oder hypothetischen Willens des Patienten, *Neue Juristische Wochenschrift*, 32/2000, p. 2297.
- ✱ STOLZLECHNER H., Überlegungen zur ärztlichen Verschwiegenheits-, Anzeige- und Meldepflicht, *Recht der Medizin* 3/2000, p. 67.
- ✱ STRÄTLING M., EISENBART B., EDWIN SCHARF V., Stellvertreterentscheidungen in Gesundheitsfragen unter epidemiologisch-demographischen Gesichtspunkten: Wie realistisch sind die Vorgaben des deutschen Betreuungsrecht? Zur medizinischen Problematik der Behandlung nicht einwilligungsfähiger Patienten, *MedizinRecht* 6/2000, p. 251.
- ✱ STRUBBE E., Toward Legal Recognition for Termination of Life without Request?, *European Journal of Health Law* 2000, p. 57.

#### Ethique biomédicale

- ✱ BIRNBACHER D., Embryonenforschung - erlauben oder verbieten ?, in : NEUMANN U., SCHULZ L. (éd.), *Verantwortung in Recht und Moral*, Stuttgart 2000, p. 157.
- ✱ MEMETEAU G., Les lois de bioéthique : cinq ans après. Première et rapide lecture du rapport du Conseil d'Etat, *Médecine & Droit* 2000, p. 1.

#### Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

- ✱ ABDOU SOUNA H., Les défaillances conventionnelles : sources de litiges entre les professionnels de santé et les organismes de sécurité sociale (2<sup>e</sup> partie), *Médecine & Droit* 2000, p. 2.
- ✱ JOSEFEK K., Alternative Medicine's Roadmap to Mainstream, *American Journal of Law & Medicine* 2000, p. 295.
- ✱ SILVERMAN R., Regulating Medical Practice in the Cyber Age : Issues and Challenges for State Medical Boards, *American Journal of Law & Medicine* 2000, p. 255.

#### Génétique humaine et biotechnologies

- ✱ ANNAS GJ., Role for genetic Research on Human Genetic Variation – Lessons from Iceland. *New England Journal of Medicine* 342 (2000), p. 1830.
- ✱ GULCHER JR., STEFANSSON K., The Icelandic Healthcare Database and Informed Consent, *New England Journal of Medicine* 342 (2000), p. 1827.
- ✱ SCHNEIDER S., Auf dem Weg zur gezielten Selektion – Strafrechtliche Aspekte der Präimplantationsdiagnostic, *MedizinRecht* 8/2000, p. 360.
- ✱ VERHAEGEN M.N., La nouvelle loi relative à la procédure d'identification par analyse ADN en matière pénale, *Revue de droit de la santé* 4 (1999-2000), p. 255.

#### Mesures médicales spéciales

- ✱ BRAHAMS D., "Repressed memories" and the law. *The Lancet* 356 (2000), p. 358.
- ✱ DANIELS KR., To give or sell human gametes - the interplay between pragmatics, policy and ethics. *Journal of Medical Ethics* 26 (2000), p. 206.
- ✱ FRAISSE-COLCOMBET H., La législation de l'euthanasie aux Pays-Bas, *Revue de Droit Sanitaire et Social* 2/2000, p. 317.
- ✱ GAUMONT-PRAT H., Tests génétiques et emploi. Propositions à l'occasion de la révision des lois de bioéthique, *Médecine & droit* 2000, p. 26.
- ✱ MIKLOS A., Das Verbot des Klonens von Menschen in der österreichischen Rechtsordnung, *Recht der Medizin* 2/2000, p. 35.
- ✱ NEDOPIL N., Grenzziehung zwischen Patient und Strafräter, *Neue juristische Wochenschrift* 53/2000, p. 837.
- ✱ PFLÜGER F., "Practice Guideline" und "Behandlungsleitlinien" im amerikanischen und im deutschen Medizinrecht, *Recht der Medizin* 4/2000, p. 99.

#### Recherche biomédicale

- ✱ CASARETT D., KARLAWISH JHT., SUGARMAN J., Determining When Quality Improvement Initiatives Should Be Considered Research. *Journal of American Medical Association* 283 (2000), p. 2275.
- ✱ EVANS M., Justified deception ? The single blind placebo in drug research. *Journal of Medical Ethics* 26 (2000), p. 188.

- \* JOST T., The Globalization of Health Law : The Case of Permissibility of Placebo-Based Research, *American Journal of Law & Medicine* 2000, p. 175.
- \* ROTHMAN KJ., MICHELS KB., BAUM M., For and against : Declaration of Helsinki should be strengthened. *British Medical Journal* 321 (2000), p. 442.
- \* SHARP R., FOSTER M., Involving Study Populations in the Review of Genetic Research, *The Journal of Law, Medicine & Ethics* 2000, p. 41.
- \* TULLY J., NINIS N., BOOY R. AND AL., The new system of review by multicentre research ethics committees : prospective study, *British Journal of Medicine* 320 (2000), p. 1713.

#### Responsabilité médicale

- \* LEAPE L., Institute of Medicine Medical Error Figures Are Not Exaggerated. *Journal of American Medical Association* 284 (2000), p. 95.
- \* McDONALD C. J., WEINER M., HUI SL., Deaths Due to Medical Errors Are Exaggerated in Institute of Medicine Report, *Journal of American Medical Association* 284 (2000), p. 93.
- \* MERKEL R., "Wrongful birth - wrongful life" : die menschliche Existenz als Schaden ?, in : NEUMANN U., SCHULZ L. (éd.), *Verantwortung in Recht und Moral*, Stuttgart 2000, p. 173.
- \* MOQUET-ANGER M.-L., Chronique de jurisprudence : Responsabilité médicale à l'hôpital, *Médecine & Droit* 2000, p. 12.
- \* NAU J.-Y., Etats-Unis: 98'000 décès par an dus à des erreurs médicales, *Médecine & Hygiène* 2304 (2000), p. 1309.
- \* SARGOS P., L'exigence de précision du geste en matière d'intervention médicale ou de chirurgie dentaire, *Médecine & Droit* 2000, p. 10.

#### SIDA, lutte contre les épidémies

- \* CHIRAC P., VON SCHOEN-ANGERER T, KASPER T AND AL., AIDS : Patent rights versus patients's rights. *The Lancet* 356 (2000), p. 502.
- \* COKER R., Tuberculosis, non compliance and detention for the public health. *Journal of Medical Ethics* 26 (2000), p. 157.
- \* GLYNN S. A., KLEINMAN S. H., SCHREIBER G. B. AND AL., Trends in Incidence and Prevalence of Major Transfusion-Transmissible Viral Infections in US Blood Donors, 1991 to 1996. *Journal of American Medical Association* 284 (2000), p. 229.

#### Système de santé, politique de la santé

- \* BANJA J. D., The Improbable Future of Employment-Based Insurance. *Hastings Center Report* 3 (2000) p. 17.
- \* EMANUEL E. J., Justice and Managed Care. *Hastings Center Report* 3 (2000), p. 8.
- \* ERNST E., Herbal medicines : where is the evidence ? Growing evidence of effectiveness is counterbalanced by inadequate regulation. *British Medical Journal* 321 (2000), p. 395.

- ✳ FISCELLA K., FRANKS P., GOLD M. R. AND AL., Inequality in Quality. Addressing Socioeconomic, Racial, and Ethnic Disparities in Health Care. *Journal of American Medical Association* 283 (2000), p. 2579.
- ✳ GOSTIN LO., Public Health Law in a New Century. Part I : Law as a Tool to Advance the Community's Health. Part II : Public Health Powers and Limits. Part III : Public Health Regulation :A Systematic Evaluation. *Journal of American Medical Association* 283 (2000), p. 2837, 2979 and 3118.
- ✳ HART D., Medical Guidelines - Reception and Application by the Law: the German Example, *European Journal of Health Law* 2000, p 5.
- ✳ HYMAN D., Medicine in the New Millenium : A Self-Help Guide for the Perplexed, *American Journal of Law & Medicine* 2000, p. 143.
- ✳ MCMICHAEL A. J., BEAGLEHOLE R., The changing global context of public health. *The Lancet* 356 (2000), p. 495.
- ✳ NAU J.-Y., Les soins médicaux échappent aux règles de la libre circulation dans l'espace de l'Union européenne, *Médecine & Hygiène*, 2303 (2000), p. 1264.
- ✳ STARFIELD B., Is US Health Really the Best in the World ? *Journal of American Medical Association* 284 (2000), p. 483.

#### Transplantations

- ✳ GRIDELLI B., REMUZZI G., Strategies for Making More Organs Available for Tranplantation. *New England Journal of Medicine* 343 (2000) p. 404.
- ✳ MATAS A. J., GARVEY C. A., JACOBS C. L. AND AL., Nondirected Donation of kidneys from Living Donors. *New England Journal of Medicine* 343 (2000) p. 433.
- ✳ LEVINSKI N. G., Organ Donations by Unrelated Donors. *New England Journal of Medicine* 343 (2000) p. 430.
- ✳ VARENTERGHEM Y., Cautious approach to use of non heart beating donors. *The Lancet* 356 (2000), p. 528.

#### OUVRAGES ET MONOGRAPHIES / BÜCHER UND MONOGRAPHIEN

- ✳ AHRENS Hans-Jürgen et al. (Hsg.), *Festschrift für Erwin Deutsch zum 70. Geburtstag*, Köln 1999.
- ✳ BARTH Dieter, *Mediziner-Marketing. Vom Werbeverbot zur Patienteninformation*, Berlin 1999.
- ✳ BELLACH Barbel-Maria, STEIN Hans, *The new Public Health Policy of the European Union*, München 1999 [Tagungsbericht].
- ✳ EISENBART B., *Patienten-Testament und Stellvertretung in Gesundheitsangelegenheiten : Alternativen zur Verwirklichung der Selbstbestimmung im Vorfeld des Todes*, 2ème éd., Baden-Baden 2000.
- ✳ ESER A. (éd.), *Biomedizin und Menschenrechte : die Menschenrechtskonvention des Europarates zur Biomedizin : Discussion und Kommentare*, Francfort-sur-le-Main 1999.
- ✳ HAMANN E., *Ziele und Strategien der Krankenhausfusion*, thèse Mannheim, Baden-Baden 2000.
- ✳ HEINEMANN N., *Frau und Fötus in der Prä- und Perinatalmedizin aus Strafrechtlicher Sicht*, thèse Freiburg Br., Baden-Baden 2000.

- ✱ KATER Michael H., *Aerzte als Hitlers Helfer*, Hamburg 2000 [in den USA 1989 erschienen].
- ✱ TAUPITZ J. (HRSG.), *Zivilrechtliche Regelungen zur Absicherung der Patientenautonomie am Ende des Lebens: eine internationale Dokumentation*, Heidelberg 2000.

## II. **Doctrine suisse / Schweizerische Lehre**

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

### ARTICLES / AUFSÄTZE

#### Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

- ✱ GASSMANN J.-L., La répartition des compétences dans le domaine de la formation, de la recherche et des médicaments, in : FLEINER T. et al. (éd.), *Die neue schweizerische Bundesverfassung : Föderalismus, Grundrechte, Wirtschaftsrecht und Staatstruktur*, Fribourg 2000, p. 171.
- ✱ ZÄCH R., Parallelimporte patentrechtlich geschützter Güter nach Massgabe des Kartellgesetzes: Rechtslage gemäss Kodak-Urteil und Revisionsvorschläge, *Sic!* 4/2000, p. 275.

#### Assurances sociales

- ✱ DOLESCHAL J., Die soziale Sicherheit im Freizügigkeitsabkommen mit der EU (= La sécurité sociale dans l'accord sur la libre circulation des personnes entre la Suisse et l'UE), *Soziale Sicherheit - Sécurité sociale* 2000, p. 94.
- ✱ DUC J.-L., Quelques imperfections de la LAMal, *Revue suisse des assurances sociales et de la prévoyance professionnelle*, 3/2000, p. 245.
- ✱ FESSLER J., Leistungspflicht bei ambulanter Behandlung im Rahmen der obligatorischen Krankenpflegeversicherung über die Kantonsgrenze hinweg, *RSJB* 5/2000, p. 354.  
[A propos de l'ATF E. du 10 février 2000 à paraître au vol. 126 sur l'art. 41 LAMal.]
- ✱ KAHIL-WOLFF B., L'assurance-maladie sociale vue sous l'angle de l'accord sur la libre circulation des personnes Suisse-CE, *Revue suisse des assurances sociales et de la prévoyance professionnelle*, 3/2000, p. 232.
- ✱ KÄNZIG H., Statistique de l'assurance-maladie : l'exercice 1998 (= Statistik über die Krankenversicherung : Rechnungsjahr 1998), *Soziale Sicherheit - Sécurité sociale* 1/2000, p. 25.
- ✱ PETER R., Der Anspruch auf Verwaltungsexterne Sachverständige im Verwaltungsverfahren der obligatorischen Unfallversicherung, *Schweizerische Versicherungs-Zeitschrift* 2000, p. 81.
- ✱ ROSSEL R., Effets de la LAMal dans le coût et le financement de la santé, *Sécurité Sociale*, 3/2000, p. 153.

#### Droits des patients, droit de la personnalité

- ✱ ADLER D., Apprendre la santé et comprendre sa maladie pour prendre en main son traitement, *Médecine & Hygiène* 2303 (2000), p. 1246.
- ✱ CONTI C., Die Malaise der ärztlichen Aufklärung, *Pratique juridique actuelle*, 5/2000, p. 615.

- ✱ FUCHS E., Respect de la liberté individuelle et ses limites du fait de la maladie, de la sénilité et des dépendances : réflexions sur le droit de contrainte, *Revue du droit de la tutelle* 2000, p. 16.
- ✱ GAVIN C., Propriété intellectuelle et accès aux soins, *Plaidoyer* 2/2000, p. 48.
- ✱ HEGNAUER C., Sterilisation geistig Behinderter, *Revue du droit de la tutelle* 2000, p. 25.
- ✱ KESSLER M., FAISST K., KESSLER W., Patientenzufriedenheit nach Operationsaufklärung mit dem Aufklärungsprotokoll des Schweizerischen Gesellschaft für Chirurgie (SGC), *Bulletin des médecins suisses*, 34 (2000), p. 1853.
- ✱ MANAI D., Le devoir d'information du médecin en procès, *Semaine judiciaire*, 2000, II, p. 341.
- ✱ RIEMER-KAFKA, G., Asylverfahren und posttraumatische Belastungsstörung (PTBS): Die Beweiskraft von psychiatrische Parteigutachten, *Revue suisse de jurisprudence* 2000, p. 285.
- ✱ SPRUMONT D., Les droits des patients dans la législation cantonale romande : l'exemple de la règle du consentement, *Bulletin de législation*, Institut du Fédéralisme de l'Université de Fribourg, 2/2000, p. XV.
- ✱ STEFFEN G., GUILLOD O., Landesbericht Schweiz, *Zivilrechtliche Regelungen zur Absicherung der Patientenautonomie am Ende des Lebens*, J. Taupitz (Ed.), Berlin 2000, p. 229.

#### Ethique biomédicale

- ✱ BRAGA S., LEUTHOLD M., MÜLLER HJ., Gendiagnostik: Beratung als ethische Pflicht, *Bulletin des médecins suisses* 26 (2000), p. 1473.
- ✱ FOPPA C., Entre les livres et les patients: l'éthicien, *Médecine & Hygiène* 2302 (2000), p. 1201.
- ✱ KELLER C., Ethik-Kommissionen: Rechtliche Regelung nötig, *Plädoyer* 4/2000, p. 19.
- ✱ SCHLAURI R., Ist die Menschenwürde Grundrecht oder Verfassungsprinzip?: eine rechtsvergleichende Sicht, in : GÄCHTER T., BERTSCHI M. (éd.), *Neue Akzente in der "nachgeführten" Bundesverfassung*, Zurich 2000, p. 73.
- ✱ WAGNER PFEIFER B., Was können Ethikkommissionen leisten? – Rechtsbildung durch Ethiker am Beispiel des Gentechnikrechts, *Revue de droit suisse* 2000, I, p. 313.

#### Mesures médicales spéciales

- ✱ BOMMER F., DNA-Analyse zu Identifizierungszwecken im Strafverfahren. Bemerkungen zur Regelung im Vorentwurf für ein Bundesgesetz über genetische Untersuchungen beim Menschen, *Revue Pénale Suisse* 2/2000, p. 131.
- ✱ COQUOZ R., Profils ADN : matière d'expertise ou élément d'enquête préliminaire ? Ce qui changera avec le fichier national de profils ADN, *Revue Pénale Suisse* 2/2000, p. 161.
- ✱ DONATSCH A., Die strafrechtlichen Grenzen der Sterbehilfe, *Recht* 3/2000, p. 141.
- ✱ JEANMONOD G., HELLER G., Eugénisme et contexte socio-politique : l'exemple de l'adoption d'une loi sur la stérilisation des handicapés et malades mentaux dans le canton de Vaud en 1928, *Schweizerische Zeitschrift für Geschichte* 2000, p. 20.

#### Professions médicales

- ✱ CASSINA M., La legge federale sul mercato interno : principi fondamentali e note in merito alla giurisprudenza del Tribunale federale, *Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese* I/2000, p. 99.

#### Responsabilité médicale

- ✱ HAEFELI F., Asylverfahren und posttraumatische Belastungsstörung (PTBS): die Beweiskraft von psychiatrischen Parteigutachten, *Schweizerische Juristen-Zeitung* 2000, p. 237.
- ✱ NYFFENEGGER R., Haftung wegen Verletzung der ärztlichen Aufklärungspflicht, *ZBJV/RSJB* 2000, p. 516. [A propos d'un arrêt du Tribunal administratif bernois du 6 mars 2000 n° 20 559 à paraître au JAB.]

#### SIDA

- ✱ ARRIGONI C., (Sur)vivre avec le VIH/SIDA, *Plädoyer* 3/2000, p. 45.
- ✱ NAU J.-Y., L'irréversible banalisation du SIDA, *Médecine & Hygiène* 2300 (2000), p. 1081.

#### Système de santé, politique de la santé

- ✱ BLEUER J.P., HAUGH M. & BOISSEL J.-P., La controverse de la médecine factuelle: lever les ambiguïtés du concept, *Médecine & Hygiène* 2300 (2000), p. 1072.
- ✱ CUCHERAT M., Représentation et gestion de la connaissance en médecine factuelle, *Médecine & Hygiène* 2306 (2000), p. 1427.
- ✱ DUC J.-L., La faute, les dangers extraordinaires et les entreprises téméraires dans la LAMal, *Revue suisse des assurances sociales et de la prévoyance professionnelle* 2000, p. 80.
- ✱ GUILLOD O., Market Integration in a Small Federal State (Switzerland) : The Role of Public Health, *Regulatory Barriers and the Principle of Non-Discrimination in World Trade Law*, T. Cottier et P. Mavroidis (Eds), Ann Arbor 2000, p. 211.
- ✱ PACCAUD F., GUTZWILER F., Rationnement des soins, *Médecine & Hygiène* 2306 (2000), p. 1395.

#### OUVRAGES ET MONOGRAPHIES / BÜCHER UND MONOGRAPHIEN

- ✱ BIEDERMANN Daniel, GROSS Jost, KOCHER Gerhard (Hrsg.), *Krankenversicherung und Gesundheitswesen – wie weiter ?*, Bern 1999.
- ✱ BUCHER S., *Soziale Sicherheit, beitragsunabhängige Sonderleistungen und soziale Vergünstigungen : eine europarechtliche Untersuchung mit Blick auf schweizerische Ergänzungsleistungen und Arbeitslosenhilfen*, thèse Fribourg 2000.
- ✱ COMMISSION EXTERNE D'EVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES, *Subsides en matière d'assurance-maladie : évaluation de la politique cantonale*, Genève 2000.
- ✱ HANGARTNER Y., *Schwangerschaftsabbruch und Sterbehilfe : eine grundrechtliche Standortbestimmung*, Zurich 2000.
- ✱ HELLRIGL J., *Privatrechtliche Aspekte von Veräusserungsgesellschaften bezüglich menschlicher Organe : unter besonderer Berücksichtigung der Sittenwidrigkeit*, thèse Zurich 2000.



- ✱ MANNSDORFER T. M., *Pränatale Schädigung: Ausservertragliche Ansprüche pränatal geschädigter Personen unter Berücksichtigung der Rechtslage im Ausland, insbesondere in Deutschland und den Vereinigten Staaten von America*, thèse Fribourg 2000.
- ✱ MEROTTO P., *Die schweizerische Drogenpolitik : gestern, heute, morgen : mit einer vergleichenden Darstellung der Drogenpolitik Deutschlands, der Niederlande und Grossbritaniens*, thèse Zurich 1999.
- ✱ METTNER M. (Hrsg.), *Wie meschenwürdig sterben ? Zur Debatte um die Sterbehilfe und zur Praxis der Sterbebegleitung*, Zürich 2000.
- ✱ PETER R., *Der Sachverständige im Verwaltungsverfahren der obligatorischen Unfallversicherung*, thèse Bâle, Zurich 1999.
- ✱ SOMAINI B., *HIV und Aids : Nationales Programm 1999-2003*, Berne 1999.
- ✱ WILDHABER Isabelle, *Produkthaftung im Gentechnikrecht. Eine rechtsvergleichende Studie*, Zurich 2000. [Betr. US, deutsches und schw. Recht]

\*\*\*\*\*

# **SAN-NEWS N°14**

janvier 2001

Ce numéro couvre en principe la période entre **le 15 août et le 31 décembre 2000**.

## **I. Droit international (sélection) / Internationales Recht (Auswahl)**

- néant

## **II. Droit communautaire / Europarecht (JOCE L 220 à L 358, du 31 décembre 2002 et JOCE C 195 à C 331, du 31 décembre 2002)**

### **DROIT ÉDICTÉ / ERLASSENES RECHT**

- Décision de la Commission du 27 septembre 2000 relative aux notes explicatives concernant l'évaluation des risques visés à l'annexe III de la directive 90/219/CEE relative à l'utilisation confinée de micro-organismes génétiquement modifiés, JO L 258/43 du 12 octobre 2000.
- Directive 2000/54/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 septembre 2000 concernant la protection des travailleurs contre les risques liés à l'exposition à des agents biologiques au travail (septième directive particulière au sens de l'article 16, paragraphe 1, de la directive 89/391/CEE JO L 262/21 du 17 octobre 2000.
- Directive 2000/70/CE du parlement européen et du Conseil du 16 novembre 2000 modifiant la directive 93/42/CEE du Conseil en ce qui concerne les dispositifs médicaux incorporant des dérivés stables du sang ou du plasma humains, JO L 313/22 du 13 décembre 2000.
- Règlement (CE) n°2220/2000 du Conseil du 28 septembre 2000 modifiant le règlement CEE n°302/93 portant création d'un Observatoire européen des drogues et toxicomanies, JO L 253/1 du 7 octobre 2000.
- Règlement (CE) n°2266/2000 de la Commission du 12 octobre 2000 modifiant le règlement (CEE) n°3600/92 établissant les modalités de mise en œuvre de la première phase du programme de travail visé à l'article 8, paragraphe 2, de la directive 91/414/CEE du Conseil concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques, JO L 259/27 du 13 octobre 2000.

### **Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc. / Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.**

- Avis du Comité économique et social sur le « Recours au principe de précaution », JO C 268/6 du 19 septembre 2000.
- Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, JO C 264/1 du 18 décembre 2000.
- Communication de la Commission : Liste des dénominations des diplômes, certificats et autre titres de formation et des titres professionnels de médecin-généraliste publiée conformément à l'article 41 de la directive 93/16/CEE, JO C 256/4 du 7 septembre 2000.
- Position commune (CE) n°44/2000 du 20 juillet 2000, arrêtée par le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 du traité instituant la Communauté européenne, en vue de l'adoption d'une directive du Parlement européen et du Conseil concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres relatives à l'application de bonnes pratiques cliniques dans la conduite d'essais cliniques de médicaments à usage humain, JO C 300/32 du 20 octobre 2000.

- Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil prorogeant certains programmes d'action communautaires dans le domaine de la santé publique, JO C 365E/132, du 19 décembre 2000.
- Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil adoptant un programme d'action communautaire dans le domaine de la santé publique (2001 à 2006), JO C 337E/122 du 28 novembre 2000.
- Proposition modifiée de directive du parlement européen et du Conseil relative au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres en matière de fabrication, de présentation et de vente des produits du tabac (refonte), JO C 337E/177 du 28 novembre 2000.
- Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments (Publications en vertu des directives 75/319, 81/851/CEE et du règlement (CEE) n°2309/93 du Conseil, du 15 août 2000 au 15 septembre 2000 : JO C 308/10 du 27 octobre 2000, du 15 septembre 2000 au 15 octobre 2000 ; JO C 308/12 du 27 octobre 2000 ; du 15 octobre au 15 novembre 2000 ; JO C 337/2 du 28 novembre 2000.

### **III. Droit étranger (sélection) / Ausländisches Recht (Auswahl)**

*Les textes législatifs mentionnés ici représentent notamment une sélection subjective parmi la pléthore de documents recensés par l'OMS, avec l'indication des références aux recueils de lois nationaux en langue originale, sur son site Internet (continuation électronique du Recueil international de législation sanitaire), à l'adresse: <http://www.who.int/idhl>.*

#### **DANEMARK**

- ✱ Arrêté n° 1132 du 16 décembre 1999 relatif au droit à un traitement en milieu hospitalier et à des soins obstétricaux.

#### **FRANCE**

- Décret n° 2000-413 du 18 mai 2000 relatif au fichier national automatisé des empreintes génétiques et au service central de préservation des prélèvements biologiques, Journal Officiel du 19 mai 2000, p. 7544, commentée dans la Revue trimestrielle de droit civil 2000, p. 648.
- Décret n° 2000-763 du 1er août 2000 relatif aux consultations de dépistage anonyme et gratuit, Journal Officiel du 6 août 2000, n° 181, p. 12231.
- Loi n° 2000-1209 du 13 décembre 2000, relative à la contraception d'urgence, Journal Officiel du 14 décembre 2000, p. 19830.

#### **HONGRIE**

- Loi n° 87 du 20 juin 2000 portant modification de la Loi n° 79 de 1992 relative à la protection de la vie du fœtus.

#### **ITALIE**

- Décret-Loi du 30 juillet 1999 portant modification des dispositions relatives à la confidentialité des données personnelles en matière de santé, Rassegna Giuridica della Sanità, janvier 2000, n° 188, p. 92-97.

#### **NORVEGE**

- Loi n° 56 du 23 juin 2000 relative à la capacité opérationnelle dans le domaine de la santé et dans le domaine social, Norsk Lovtidend, 7 juillet 2000, I, n°13, p. 1238-1247.

#### NOUVELLE-ZELANDE

- Loi n° 140 de 1999 portant modification de la loi de 1992 relative à la santé mentale

#### ROYAUME-UNI

- Loi du 20 juillet 2000 relative aux normes de soins.

### IV. Droit fédéral / Bundesrecht

DROIT EDICTE / ERLASSENES RECHT [RO/AS 2000 n° 35-51 (28 DECEMBRE 2000)]

Accessible sur le site : <http://www.admin.ch/ch/f/as/index.html>

- ✱ Loi fédérale sur la procréation médicalement assistée (LPMA), du 18 décembre 1998, en vigueur dès le 1er janvier 2001, RO 2000 3055.
- ✱ Ordonnance sur la procréation médicalement assistée (OPMA), du 4 décembre 2000, en vigueur dès le 1er janvier 2001, RO 2000 3068.
- ✱ Loi fédérale sur les médicaments et les dispositifs médicaux (Loi sur les produits thérapeutiques, LPT), du 15 décembre 2000, délai référendaire : 7 avril 2001, FF 2000 5689.
- ✱ Loi fédérale sur la protection contre les substances et les préparations dangereuses (Loi sur les produits chimiques, LChim), du 15 décembre 2000, délai référendaire : 7 avril 2001, FF 2000 5733.
- ✱ Loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal) du 18 mars 1994.
  - Modification du 24 mars 2000, en vigueur dès le 1er janvier 2001 (nombreuses adaptations et introduction notamment des articles 52a, droit de substitution des pharmaciens et 55a, clause du besoin), RO 2000 2305.
  - Modification du 23 juin 2000, en vigueur dès le 1er janvier 2001 (modification des art. 21, 23 et 81 à 84a sur la protection des données), RO 2000 2755.
  - Modification du 6 octobre 2000, délai référendaire : 25 janvier 2001 (adaptations à l'Accord bilatéral conclu avec l'Union européenne) FF 2000 4736.
- ✱ Ordonnance sur l'assurance-maladie (OAMal), du 27 juin 1995.
  - Modification du 2 octobre 2000, en vigueur dès le 1er janvier 2001 (modification des art. 64 à 67 et 72), RO 2000 2835.
  - Modification du 22 novembre 2000, en vigueur dès le 1er janvier 2001 (modification des art. 28, 127, 129 et 130, concernant la protection des données), RO 2000 2911.
- ✱ Ordonnance sur les prestations dans l'assurance obligatoire des soins en cas de maladie (OPAS), du 29 septembre 1995
  - Modification du 6 juillet 2000, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> octobre 2000 (*nouvelle teneur de l'annexe 3 « liste des analyses »*), RO 2000 2312.
  - Modification du 10 juillet 2000, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2001 (*modification des art. 4, 12 et 28 et nouvelle teneur de l'annexe 1 sur la prise en charge de certaines prestations fournies pour les médecins*), RO 2000 2546.

- Modification du 7 juillet 2000, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2001 (*nouvelle teneur de l'annexe 2 « Liste des moyens et appareils »*), RO 2000 2674.
- Modification du 20 octobre 2000, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2001 (*nouvelle teneur de l'annexe 4 « Liste des médicaments avec tarif »*), RO 2000 2695.
- Modification du 27 novembre 2000, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2001 (*Modification des art. 4a, 30 à 33, 35, 35a, 37, 38 et 45 concernant les prestations des pharmaciens et les médicaments*), RO 2000 3088.
- ✱ Ordonnance relative aux primes moyennes cantonales 2001 de l'assurance obligatoire des soins pour le calcul des prestations complémentaires, du 25 octobre 2000, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2001, RO 2000 2672.
- ✱ Loi fédérale sur l'assurance-accident (LAA), du 20 mars 1981, Modification du 23 juin 2000, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2001 (*adaptation concernant la protection des données personnelles , les autres lois sur les assurances sociales ont subi des adaptations analogues : RO 2000 2744, 2749, 2765, 2770, 2772*), RO 2000 2760.
- ✱ Ordonnance sur l'assurance-accident (OLAA) du 20 décembre 1982, modification du 22 octobre 2000, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2001 (*modification des art. 122 et 125 et introduction d'un art. 69a obligeant les fournisseurs de prestations à indiquer dans leurs factures le diagnostic*), RO 2000 2913.
- ✱ Ordonnance concernant les infirmités congénitales (OIC), du 9 décembre 1985, Modification du 10 juillet 2000, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2001 (*modification des ch. 216, 218 et 282 de la liste annexée à l'OIC*), RO 2000 2754.
- ✱ Ordonnance sur la Commission nationale d'éthique dans le domaine de la médecine humaine (OCNE), du 4 décembre 2000, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2001, RO 2000 3079.
- ✱ Loi fédérale sur la partie générale du droit des assurances sociales (LPGA), du 6 octobre 2000, FF 2000 4657 (Délai référendaire : 25 janvier 2001).

MESSAGES, RAPPORTS ET DÉCISIONS OFFICIELS / BOTSCHAFTEN, AMTLICHE BERICHTE UND BESCHLÜSSE [FF/BBL 2000 N° 19-34 (29 AOÛT 2000)]

Les interventions parlementaires sont publiées intégralement sur <http://www.parlement.ch/> . En outre, la Feuille fédérale est disponible à l'adresse suivante : <http://www.admin.ch/ch/f/ff/index.html> .

- ✱ Arrêté fédéral relatif à l'initiative populaire « Pour un approvisionnement en médicaments sûr et axé sur la promotion de la santé ( Initiative sur les médicaments) », du 15 décembre 2000 (*l'initiative sera soumise au vote du peuple et des cantons avec une recommandation de rejet de l'Assemblée fédérale*), FF 2000 5682.
- ✱ Effets de la loi fédérale sur le marché intérieur sur la libre circulation des services et des personnes en Suisse. Rapport de la Commission de gestion du Conseil national établi sur la base d'une évaluation de l'Organe parlementaire de contrôle de l'administration, du 27 juin 2000, FF 2000 5603.
- ✱ Motion JOST GROSS (00.3536) du 5 octobre 2000 au Conseil national.  
*Cette motion demande au Conseil fédéral d'élaborer une base légale pour la compensation des dommages subis par les patients qui ne peuvent être imputés ni à la responsabilité civile d'un médecin, ni à celle d'un hôpital et qui ne sont pas couverts par une assurances sociale.*
- ✱ Normes techniques pour les dispositifs médicaux, adoptées en vertu de l'art. 4 de l'Ordonnance sur les dispositifs médicaux, décision de l'Office fédéral de la santé publique du 4 décembre 2000, FF 2000 5807.
- ✱ Notifications et demandes d'autorisation pour des activités impliquant des organismes génétiquement modifiés ou pathogènes en milieu confiné, reçues du 19 juin au 13 octobre 2000, Bureau de

**V. Droit cantonal (sélection) /**

**Kantonales Recht (Auswahl)**

(extrait du "Bulletin de Législation / Gesetzgebungsbulletin", n° 4/2002 et n° 5/2002 avec l'autorisation de l'Institut du Fédéralisme, à Fribourg)

✱ rien

**VI. Déclarations et directives éthiques et professionnelles / Ethisches und berufliche Erklärungen und Richtlinien**

✱ COMITE CONSULTATIF DE BIOETHIQUE , Avis n°11 du 20 décembre 1999 relatif au prélèvement d'organes et de tissus chez les sujets sains vivants en vue de transplantation, *Revue de droit de la santé*, 1999-2000-5, p. 322.

✱ WORLD MEDICAL ASSOCIATION, Declaration of Helsinki, Ethical Principles for medical Research Involving Human Subjects, *Journal of American Medical Association*, 284 (2000), p. 3043-3045.

## **Jurisprudence /Rechtsprechung**

**I. Jurisprudence CEDH (sélection) /**

**Rechtsprechung EMRK (Auswahl)**

(<http://www.echr.coe.int> )

BALLESTRA C. FRANCE, arrêt de la Cour (3ème section) du 12 décembre 2000.

*Internement psychiatrique - remboursement du forfait hospitalier et indemnisation - violation de l'art. 6 par. 1 - satisfaction équitable.*

CECCHINI C. ITALIE, arrêt de la Cour (1ère section) du 21 novembre 2000.

*Rétribution des heures de travail supplémentaires d'une gynécologue - violation de l'art. 6 par. 1 CEDH - satisfaction équitable.*

LAGRANGE C. FRANCE, arrêt de la Cour (3ème section) du 10 octobre 2000.

*Transmission du VIH à un hémophile par transfusion sanguine - violation de l'art. 6 par. 1 CEDH - satisfaction équitable.*

MIELE C. ITALIE, Arrêt de la Cour (1ère section) du 21 novembre 2000.

*Rétribution des heures de travail supplémentaires d'un infirmier - violation de l'art. 6 par. 1 CEDH - satisfaction équitable.*

JAAC N° 64.138, 2000 vol. IV, Déc. de la Cour eur. DH du 22 juin 1999 déclarant irrecevable la req n° 33957/96, T. B. c/Suisse.

*Les relations concrètes établies entre des médecins et la CNA ne suffisent pas à conférer leur manque d'indépendance et d'impartialité.*

**II. Jurisprudence des juridictions communautaires (sélection) /**

**Rechtsprechung der Gerichte der EG (Auswahl)**

(<http://curia.eu.int/fr/index.htm> )

- COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES, aff. C-55/99 – Arrêt de la CJCE du 14 décembre 2000 (recours en manquement).

*Conditionnement des réactifs médicaux - Obligation d'étiquetage.*

- BAYER AG C. COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES, aff. T-41/96 – Arrêt du Tribunal de première instance des Communautés européennes du 26 octobre 2000 (demande d'annulation d'une décision).  
*Annulation de la décision 96/478/CE de la Commission relative à l'Adalat.*
- FERRING ARZNEIMITTEL, aff. C-172/00 – Arrêt de la Cour du 10 septembre 2002.  
*Interprétation des articles 28 CE et 30 CE – Médicaments – Retrait de l'autorisation d'importation parallèle à la suite de la renonciation à l'autorisation de mise sur le marché du médicament de référence par le titulaire de celle-ci.*
- SINDICATO DE MEDICOS DE ASISTENCIA PUBLICA (SIMAP) C. CONSELLERIA DE SANIDAD Y CONSUMO DE LA GENERALIDAD VALENCIANA, aff. C-303/98 – Arrêt de la CJCE du 3 octobre 2000 (renvoi préjudiciel).  
*Protection des travailleurs - Durée moyenne du travail pour les médecins d'équipes de premiers soins.*
- CINZIA GOZZA E. A. C. UNIVERSITA DEGLI STUDI DI PADOVA E. A. , aff. C-371/97 – Arrêt de la CJCE du 3 octobre 2000 (renvoi préjudiciel).  
*Rémunération des périodes de formation des médecins \_ Libre circulation des personnes et libre prestation de services.*
- ANGELO FERLINI C. CENTRE HOSPITALIER DE LUXEMBOURG, aff. C-411/98 – Arrêt de la CJCE du 3 octobre 2000 (renvoi préjudiciel).  
*Discrimination fondée sur la nationalité lors de l'application de tarifs pour frais médicaux et hospitaliers liés à la maternité.*
- MINISTRE DE LA SANTE C. JEFF ERPELING, aff. C-16/99 – Arrêt CJCE du 14 septembre 2000 (renvoi préjudiciel).  
*Port du titre de médecin spécialiste ne figurant pas sur la liste de la directive 93/16/CEE.*
- HUGO FERNANDO HOCSMAN C. MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITE, aff. C-238/98 – Arrêt de la CJCE du 14 septembre 2000 (renvoi préjudiciel).  
*Ressortissant communautaire titulaire d'un diplôme argentin en médecine et en chirurgie, reconnu par les autorités d'un Etat membre comme équivalent - Demande d'autorisation de pratique dans un autre Etat - Obligation de prendre en compte l'ensemble des diplômes et de l'expérience de l'intéressé.*
- D. C. W. ET ÖSTERREICHISCHER BUNDESSCHATZ, aff. C-384/98 – Arrêt de la CJCE du 14 septembre 2000 (renvoi préjudiciel).  
*Exonération de la TVA pour les prestations de soins effectués dans le cadre des professions médicales et paramédicales - Médecin agissant comme expert.*
- VIKTOR MORVIN C. LANDESVERSICHERUNGSANSTALT WESTFALEN , aff. C-73/99 – Arrêt de la CJCE du 6 juillet 2000 (renvoi préjudiciel).  
*Application du règlement CEE n° 1408/71 relatif à l'application des régimes de sécurité sociale - Prestations d'assurance-maladie en cas de résidence dans un autre Etat membre.*
- BIRGITTE JORGENSEN C. FORENINHEN AF SPECIALLAEGER SYGESIKRINGENS FORHANDLINGSUDVALG, aff. C-226/98 – Arrêt de la CJCE du 6 avril 2000 (renvoi préjudiciel).  
*Egalité homme-femme - Déclassement d'un cabinet médical et prestations à charge des assurances sociales.*
- JÄMTÄLLDHETSOMBUDSMANNEN C ÖREBRO LÄNS LANDSTING, aff. C-236/98 – Arrêt CJCE du 30 mars 2000 (renvoi préjudiciel).  
*Egalité dans la rémunération entre une sage-femme et un ingénieur de clinique - Egalité homme-femme.*
- Ordonnance du Président du Tribunal de première instance, relatives à la suspension des décisions en matière de mise sur le marché de médicaments (procédures de référé) : aff. T-326/99 R du 7 avril 2000 ; aff. T-132/00 R du 31 octobre 2000 ; aff. T-83/00 R-I du 31 octobre 2000 ; aff. 84/00 R du 31 octobre 2000 ; aff. T-85/00 R du 31 octobre 2000 ; aff. T-141/00 R du 19 octobre 2000.

### III.      **Jurisprudence étrangère (sélection) /** **Ausländische Rechtsprechung (Auswahl)**

#### AUTRICHE

- *Recht der Medizin*, 5/2000, p. 150, OGH 15.09.1999.  
      *Hepatitis C-Infektion bei Blutplasmaspende.*
- *Recht der Medizin*, 6/2000, p. 182, VwGH 10.11.1999.  
      *Keine Ausübung deutscher Heilpraktikerberechtigungen.*

#### ETATS-UNIS

- 2000 WL 424306 (Ind. App., 20 avril 2000), commenté dans *Journal of Law, medicine & Ethics* 28/2 (2000), p. 195.  
      *Action en responsabilité pour „wrongful prolongation of life“.*
- *Journal of Law, medicine & Ethics* 28/2 (2000), p. 198. Mass Supreme Judicial Court, 31 mars 2000.  
      *Contrat accordant la garde d'embryons congelés à l'épouse en cas de divorce. Nullité.*

#### FRANCE

- Bull. Civ. n° 108 obs. G. Viney, *Revue trimestrielle de droit civil* 2000 577. Cass Civ. 2e, 28 mars 2000.  
      *Transfusion de sang. Contamination par le virus de l'hépatite C. Preuve de la causalité en cas de pluralité de centres fournisseurs de produits sanguins.*

### IV.      **Jurisprudence fédérale /** **Bundesrechtsprechung**

La jurisprudence des autorités administratives de la Confédération (JAAC) est accessible en texte intégral sur internet à l'adresse suivante : <http://www.jaac.admin.ch> . La jurisprudence du Tribunal fédéral est accessible à l'adresse suivante : <http://www.bger.ch/> .

ATF 126 I 112 - Arrêt du Tribunal fédéral du 23.5.2000.

*Exigences relatives à la base légale pour des soins médicaux imposés. Portée de la clause générale de police et du principe de proportionnalité.*

ATF 126 II 217 - Arrêt du Tribunal fédéral du 17.5.2000.

*Egalité de rémunération hommes-femmes. Salaire des maîtresses en soins infirmiers psychiatriques.*

ATF 126 II 348 - Arrêt du Tribunal fédéral du 30.6.2000.

*Début du délai de péremption pour les prétentions élevées en cas de contamination par le virus HIV et d'apparition ultérieure de la maladie (art. 16/3 LAVI).*

ATF 126 III 345 - Arrêt du Tribunal fédéral du 8.6.2000.

*Portée de la garantie de droit transitoire de la situation acquise selon l'article 102 al. 2, 3e phrase LAMal.*

ATF 126 V 64 - Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 12.4.2000. *Contribution aux frais de soins à domicile (art. 14/3 LAI, 4/3 RAI). La limite du remboursement des frais supplémentaires varie selon la durée et l'intensité de l'assistance à domicile.*



ATF 126 V 103 - Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 18.4.2000. *Prestations en cas d'infirmité congénitale (art. 27 LAMal) quand les conditions d'assurance prévues à l'art. 6 LAI ne sont pas remplies.*

ATF 126 V 111 (= RAMA 4/2000, p. 255) - Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 22.5.2000.  
*Prestations en cas de maternité non soumises à participation de l'assurée (art. 29/2 et 64/7 LAMal) en cas de sortie anticipée d'un hôpital.*

ATF 126 V 116 - Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 17.5.2000.  
*L'application de l'article 36/2 LAA suppose une relation de causalité adéquate entre l'accident et l'atteinte à la santé.*

JT 2000 IV 24 (= ATF 124 I 80, cité in San-News n° 7) - Arrêt du Tribunal fédéral du 20.3.1998.  
*Liberté personnelle. La prise de sang en vue d'une analyse d'ADN sur une personne soupçonnée d'avoir commis de graves délits sexuels, en raison de sa ressemblance à un portrait-robot, est admissible.*

Pratique juridique actuelle 9/2000, p. 1168 = ATF 125 IV 242 (résumé) (cité dans San-news n° 12) - Arrêt de la Cour de Cassation du Tribunal fédéral du 20.10.1999.  
*Transmission du virus VIH à la suite d'un rapport sexuel non protégé. L'infection par le VIH constitue objectivement et en elle-même une lésion corporelle grave (mettant en danger la vie) de même qu'une maladie de l'homme dangereuse et transmissible (avec commentaire de H. V est).*

RAMA 4/2000, p. 213 - Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 3.5.2000.  
*Les caisses-maladie ont-elles l'obligation, en vertu de l'art. 16 LAMal, de renseigner les assurés sur le droit d'exiger d'être examinés par un autre médecin que le médecin-conseil, si les circonstances le justifient (art. 57 al. 6 LAMal) ? Question laissée indécise.*

RAMA 4/2000, p. 214 - Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 4.5.2000.  
*Valeur probante d'un certificat médical.*

RAMA 4/2000, p. 236 - Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 7.6.2000.  
*Exclusion d'un assuré.*

RAMA 4/2000, p. 251 - Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 8.2.2000.  
*Schädigung der psychischen Integrität als Folge einer Berufskrankheit.*

Revue suisse d'assurances, 68 (2000) N° 7/8, p. 204 = ATF 126 III 36 (résumé) - Arrêt du Tribunal fédéral du 18.10.1999.  
*Keine Zusatzleistungen des Haftpflichtigen an Leistungserbringer nach KVG (avec commentaire de Hl. Steiner).*

RJJ 2000 (1) p. 68 - Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 1.3.2000.  
*La jurisprudence posée sous l'empire de la LAMA au sujet de la nécessité du séjour hospitalier conserve sa valeur sous le régime de la LAMal.*

Semaine Judiciaire, 122 (2000) N° 31, p. 489 - Arrêt du Tribunal fédéral du 22.12.1999.  
*Liberté personnelle. Respect de la sphère privée. Droit de connaître son ascendance. Le droit de connaître son ascendance ni a pas de portée absolue; il doit être mis en balance avec les intérêts liés à la protection de la personnalité de tiers.*

Schweizerisches Zentralblatt für Staats- und Verwaltungsrecht 101 (2000) Nr. 10, p. 533 - Arrêt du Tribunal fédéral du 15.6.1999.  
*Legitimation zur Anfechtung einer drittbegünstigenden Verfügung (Bewilligung der Selbstdispensation für HMO-Center) wegen angeblicher Missachtung von Art. 4aBV bzw Art. 2 UebBest.aBV (Art. 37 Abs. 3 KVG).*

DPC 3/2000, p. 320 - Décision de la Commission de la concurrence du 7.6.2000.  
*Distribution de médicaments - Enquête, accords illicites.*

JAAC W 64.109, 2000 vol. IV - Décision de la Commission fédérale de recours en matière de douanes du 19.1.2000.

*Le critère décisif permettant la distinction entre les médicaments et les compléments alimentaires s'inscrit dans l'effet prophylactique ou thérapeutique en relation avec une maladie clairement déterminée.*

JAAC N° 64.122, 2000 vol. IV - Décision du Département fédéral de l'intérieur du 29.9.1999.

*Examens fédéraux des professions médicales. Droit d'être entendu. Les conditions posées à la consultation du dossier tendent à concilier le droit d'être entendu de la personne concernée et la nécessité de tenir secrètes les questions d'examen.*

JAAC N° 64.123, 2000 vol. IV - Décision du Département fédéral de l'intérieur du 3.6.2000.

*Prescription médicale d'héroïne. Les institutions ne sont pas des autorités au sens de la PA, mais disposent d'un certain pouvoir d'appréciation dans la conception des traitements.*

## **V. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung**

### **APPENZELL AUSSERRHODEN**

AR GVP 1999 Nr 2192 - Urteile des Verwaltungsgerichts vom 20.1.1999 und vom 17.2.1999.

*Invalidenversicherung. Kostengutsprache für medizinische Massnahmen im Ausland (Art. 9 Abs. 1 IVG, Art. 23bis Abs. 2 IVV).*

AR GVP 1999 Nr 3337 - Urteil des Kantonalgerichts vom 12.3.1999.

*Haftung für ärztliche Fehlbehandlung wegen ungenügender Ausklärung über das Operationsrisiko.*

### **BASEL-STADT**

BJM 2000 (6) S. 306 - Urteil des Appellationsgerichts vom 23.10.1998.

*Schadenersatzklage der Mutter nach misslungenem Schwangerschaftsabbruch: Unterhaltspflichten gegenüber einem Kind sind kein Schaden im Rechtsinn. Ausserdem hat die Mutter die Schadenminderungspflicht verletzt, indem sie den zumutbaren Schwangerschaftsabbruch nicht vorgenommen hat.*

### **BERNE**

BVR/JAB 2000 (10) p. 438 - Urteil des Verwaltungsgerichts vom 6.3.2000, Nr VGE 20559.

*Verantwortlichkeitsklage. Arzthaftung bei Operationsschaden. Ausklärungspflicht des Arztes. Hypothetische Einwilligung.*

BVR/JAB 2000 (10) p. 474 - Urteil des Verwaltungsgerichts vom 29.3.2000, Nr UV 50438.

*Berufskrankheit gemäss Art. 9 Abs. 2 UVG verneint für eine Epikondylitis bei einem Zimmermann.*

BVR/JAB 2000 (11) p. 519 - Urteil des Verwaltungsgerichts vom 27.4.2000, Nr UV 55489.

*Unfallversicherung. Die Geldleistungen können gekürzt werden, wenn der Unfall bei Ausübung eines Verbrechens oder Vergehens herbeigeführt wurde (Art. 37 Abs. 3 UVG). (In casu: Fahren eines Motorfahrzeuges im angetrunkenem Zustand; Unfall; Paraplegie).*

### **JURA**

RJJ 2000 (2) p. 148 - Arrêt de la Cour civile du Tribunal cantonal du 11.2.2000.

*Contrat d'assurance. Réticence. Conditions pour que le comportement d'un agent acquisateur puisse être imputé à l'assureur.*

### **OBWALD**

Amtsbericht über die Rechtspflege des Kantons Obwalden 1998/99 Nr 37 Entscheid des Obergerichts vom 1.10.1998.

*Verzicht auf den Vollzug längerfristigen Freiheitsstrafen nach erfolgreicher Beendigung einer ambulanten Massnahme (Art. 41 Ziff. 3 Abs. 4 und Art. 44 Ziff. 5 StGB).*

## THURGAU

TVR 1999 Nr 32 - Entscheid des Versicherungsgerichts vom 20.1.1999. *KVG Art. 7 Abs. 5. Kündigung des Versicherungsverhältnisses und Prämienzahlungspflicht.*

TVR 1999 Nr 33 - Entscheid des Versicherungsgerichts vom 27.1.1999.  
*KVG Art. 39 Abs. 1 lit. e und Art. 50. Provisorische Pflegeheimliste.*

TVR 1999 Nr 34 - Entscheid des Versicherungsgerichts vom 21.4.1999.  
*Analoge Anwendung von OR 86 um festzulegen, auf welche unter mehreren Forderungen (alle sind Prämien der obligatorischen Krankenversicherung) eine Zahlung anzurechnen ist.*

TVR 1999 Nr 35 - Entscheid des Versicherungsgerichts vom 25.3.1999.  
*KVG Art. 72 Abs. 3, 13 Abs. 2 Lit. A, 70 Abs. 4. Dauer der Krankentaggeldleistungen bei Wechsel von der Kollektiv- zur Einzelversicherung.*

## ZÜRICH

RB ZH 1999 Nr 78 - Urteil des Verwaltungsgerichts vom 11.2.1999.  
*Die erheblichen Unterschiede bei der Ausbildung eines kantonal approbierten Zahnarztes im Kanton AR und derjenigen eines eidg. Dipl. Zahnarztes rechtfertigen es, dem Ersten den Zugang zur freien zahnärztlichen Tätigkeit im Kanton Zürich zu verweigern.*  
[Motivation liegt nicht vor]

RB ZH 1999 Nr 79 - Urteil des Verwaltungsgerichts vom 7.10.1999.  
*Die in § 8 Abs. 1 GesundheitsG. vorausgesetzte Vertrauenswürdigkeit umfasst nicht nur den unbescholtenen Leumund, sondern ergibt sich in erster Linie aus der bundesrechtlich umschriebenen ärztlichen Sorgfaltspflicht.*

RB ZH 1999 NR 80 - URTEIL DES VERWALTUNGSGERICHTS VOM 16.12.1999.  
*Obschon das Verbot der Selbstdispensation in den Städten Zürich und Winterthur vom Verwaltungsgericht als verfassungswidrig erklärt worden ist, rechtfertigen die seitherige Entwicklung auf gesetzgeberischer Ebene, die Gefahr der Präjudizierung der künftigen Gesetzgebung und die mögliche Gefährdung der wirtschaftlichen Existenz einer Vielzahl von Apotheken, die als verfassungswidrig erkannte Norm bis auf weiteres gleichwohl anzuwenden.*

Plädoyer 5/2000, p. 69 - Beschluss vom 21. August 2000, Kassationsgericht.  
*Attestiert ein Psychiater als Gutachter einem Angeklagten fehlende Emotionalität, ohne das Umfeld zu befragen, liegt ein Kunstfehler in der Luft.*

Plädoyer 6/2000, p. 68 - Urteil vom 31. August 2000, Obergericht.  
*Brustuntersuchung ohne Einwilligung ist Sexualdelikt : das Zürcher Obergericht hat einen Zürcher Kniechirurgen, der Patientinnen an Brüsten und Genitalien betastete, wegen Sexualdelikten verurteilt. Grund : Ungenügende Ausklärung und fehlende Einwilligung.*

Schweizerisches Zentralblatt für Staats- und Verwaltungsrecht 101 (2000) Nr. 9, p. 436 - Verwaltungsgericht, 3. Kammer, 15.7.1999 (VB.99.00145).  
*Entzug der Bewilligung zur selbständigen Berufsausübung als Arzt wegen unzulässiger Sterbehilfe.*

## GENEVE

RDAF 3/4 2000, p. 300 - Arrêt du Tribunal fédéral du 15 mai 2000.  
*Pour être reconnues comme institutions d'utilité publique au sens de l'art. 14 ch. 7 OTV A, les maisons de retraite, pensions et maisons de soins doivent entre autres prévoir dans leurs statuts l'affectation irrévocable de leurs*

*fonds à la poursuite des buts justifiant l'exonération de l'impôt. Cette exigence n'est pas purement formelle, mais constitue une condition matérielle de l'exonération en question.*

## **Doctrine / Lehre**

### **I. Doctrine internationale et étrangère (sélection) Internationale und ausländische Lehre (Auswahl)**

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

#### ARTICLES AUFSÄTZE

##### Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

MRAZEK MF., MOSSIALOS E., Increasing demand while decreasing costs of generic medicines, *Lancet* 356 (2000), p. 1784.

W ALLEY T., EARL-SLATER A., HAYCOX A. and al., An integrated national pharmaceutical policy for the United Kingdom ?, *British Medical Journal* 321 (2000), p. 1523.

WOOSLEY RL., Drug Labeling Revisions - Guaranteed to Fail, *Journal of American Medical Association* 284 (2000), p. 3047.

##### Droque

McLELLAN AT., LEWIS Dc., O'BRIEN CF. and al., Drug Dependence, a Chronic Medical Illness : Implications for Treatment, Insurance, and Outcome Evaluation, *Journal of American Medical Association* 284 (2000), p. 1689.

##### Droits des patients, droit de la personnalité

BRADLEY P., Issues of consent and the primary-school medical, *Journal of Medical Ethics* 26 (2000), p. 469.

BRIDGMAN AM., Mental incapacity and restraint for treatment : present law and proposals for reform, *Journal of Medical Ethics* 26 (2000), p. 387.

CHADWICK DW., CROOKPJ., YOUNG AJ. and al., Using the internet to access confidential patient records: a case study, *British Medical Journal* 321 (2000), p. 612.

DALCQ R. O., A propos de l'euthanasie. Exposé présenté aux commissions réunies de la justice et des affaires sociales du Sénat, *Revue de droit de la santé* 2000-2001-1, p. 3.

DANNER M., Wann ist die Mitwirkung von Patientenvertretern in Entscheidungsgremien «demokratisch legitimiert», *Medizinrecht*, Heft 10, 2000, p. 468.

DELLENS L., MORTIER F., BILSEN J. and al, End-of-life decisions in medical practice in Flanders, Belgium: a nationwide survey, *Lancet* 356 (2000), p. 1806.

DERISH M., V AN DEN HEUVEL K., Mature minors should have the right to refuse life-sustaining medical treatment, *The Journal of Law, Medicine & Ethics* 28/2 (2000), p. 109.

ELDER L., Why some Jehovah's Witnesses accept blood and conscientiously reject official Watchtower Society blood policy, *Journal of Medical Ethics* 26 (2000), p. 375.

FALLBERG L., Patients Right in the Nordic Countries, *European Journal of Health Law*, vol. 7 n° 2, p. 123.

FOST N., Patient Access to Information on Clinicians Infected With Blood Borne Pathogens, *Journal of American Medical Association* 284 (2000), p. 1975.

GARA Y A., Consentement du patient et urgences transfusionnelles, *Médecine & droit* 2000, n° 44, p. 16.

JANSEN L., ROSS L., Patient confidentiality and the surrogate's right to know, *The Journal of Law, Medicine & Ethics* 28/2 (2000), p. 137.

MANNING DJ., Presumed consent in emergency neonatal research, *Journal of Medical Ethics* 26 (2000), p. 249.

MARTIN DK., EMANUEL LL., SINGER PA., Planning the end of life, *Lancet* 356 (2000), p. 1672.

MCCLELLAND R., SZMUKLER G., Consent and Capacity in Psychiatric Practice Revisited, *European Journal of Health Law*, vol. 7 n° 1, p. 47.

MEISEL A., SNYDER L., QUILL T., Seven Legal Barriers to End-of-Life Care. Myths, Realities, and Grains of Truth, *Journal of American Medical Association* 284 (2000), p. 2495.

MURAMOTO O., Medical confidentiality and the protection of Jehovah's Witnesses' autonomous refusal of blood, *Journal of Medical Ethics* 26 (2000), p. 381.

OATES L., The court's role in decisions about medical treatment, *British Medical Journal* 321 (2000), p. 1282.

O'CONNOR JB., JOHANSON JF., Use of the Web for Medical Information by a Gastroenterology Clinic Population, *Journal of American Medical Association* 284 (2000), p. 1962.

ROSENAU H., Legal Prerequisites for Clinical trials under the Revised Declaration of Helsinki and the European Convention on Human Rights and Biomedicine, *European Journal of Health Law*, vol. 7 n° 2, p. 105.

SCHOENBERG R., SAFRAN C., Internet based repository of medical records that retains patient confidentiality, *British Medical Journal* 321 (2000), p. 1199.

SILVEIRA MJ., DIPIERO A., GERRITY MS. and al., Patients' Knowledge of Options at the End of Life. Ignorance in the Face of Death, *Journal of American Medical Association* 284 (2000), p. 2483.

STRUBBE E., Toward Legal Recognition for termination of Life without Request?, *European Journal of Health Law*, vol. 7 n° 1, p. 57.

#### Ethique biomédicale

BURGIO GR., LOCATELLI F., Ethics of creating programmed stem-cell donors, *Lancet* 356 (2000), p. 1868.

CASSEL EJ., The Principles of the Belmont Report Revisited. How Have Respect for Persons, Beneficence, and Justice Been Applied to Clinical Medicine, *Hastings Center Report* 2000, July- August, p. 12.

GABOLDE M., HORS J., Utilisation aux fins de greffe de cellules et tissus humains d'origine fœtale ou embryonnaire, *Médecine & droit* 2000, n° 44, p.1.

JUENGST E., FOSSEL M., The Ethics of Embryonic Stem Cells - Now and Forever, Cells Without End, *Journal of American Medical Association* 284 (2000), p. 3180.

LANZA RP., CAPLAN AL., SILVERLM. and al., The Ethical Validity of Using Nuclear Transfer in Human Transplantation, *Journal of American Medical Association* 284 (2000), p. 3175.

LAUFS A., Fortpflanzungsmedizin und Menschenwürde, *Neue Juristische Wochenschrift*, n° 37 (2000), p. 2717.

SLOWTHER AM., HOPE T. Clinical ethics committees : They can change practice but need evaluation, *British Medical Journal* 321 (2000), p. 649.

WRIGHT W., Historical analogies, slippery slopes, and the question of euthanasia, *The Journal of Law, Medicine & Ethics* 28/2 (2000), p. 176.

### Exercice des professions de la santé. politique professionnelle

FERGUSON T., Online patient-helpers and physicians working together : a new partnership for high quality health Care, *British Medical Journal* 321 (2000), p. 1129.

MURRAY SF., Relation between private health insurance and high rates of caesarean section in Chile; qualitative and quantitative study, *British Medical Journal* 321 (2000), p. 1501.

PFLÜGER F., «Practice Guidelines» und «Behandlungsleitlinien» im amerikanischen und im deutschen Medizinrecht, *Recht der Medizin* 4/2000, p.99.

### Génétique humaine et biotechnologies

CAYLA J.-S., Utilisation thérapeutique et alimentaire des organismes génétiquement modifiés (OGM), *Revue de droit sanitaire et social*, n° 3, 2000, p. 516.

GUILLEN M., LAREU MV., Ethical-legal problems of DNA databases in criminal investigation, *Journal of Medical Ethics* 26 (2000), p. 266.

WERTZ Dc., GREGG R, Genetics services in a social, ethical and policy context: a collaboration between consumers and providers, *Journal of Medical Ethics* 26 (2000), p. 261.

### Médecine du sport

BERTEAU P.c., Dopage, droit et médecine du sport, *Médecine & droit* 2000, n° 44, p. 6.

### Mesures médicales spéciales

ECKENRODE J., GANZEL B., HENDERSON CR and al., Preventing Child Abuse and Neglect With a Program of Nurse Home Visitation, *Journal of American Medical Association* 284 (2000), p. 1385.

FEIKIN DR, LEZOTTE Dc., HAMMAN RF. and al., Individual and Community Risks of Measures and Pertussis Associated With Personal Exemptions to Immunization, *Journal of American Medical Association* 284 (2000), p.3145.

GROSS ML., A voiding anomalous newborns : preemptive abortion, treatment thresholds and case of baby Messenger, *Journal of Medical Ethics* 26 (2000), p. 242.

JORDHOY MS., FAYERS P., SALTNES T. and al., A palliative-care intervention and death at home: a cluster randomised trial, *Lancet* 356 (2000), p. 635.

STARCK C., Mifegyne und die Abtreibungsgesetzgebung, *Neue Juristische Wochenschrift* n° 37,2000, p. 2714.

### Recherche biomédicale

BANATAR SR., SINGER PA., A new look at international research ethics, *British Medical Journal* 321 (2000), p. 824.

BAYER A., TADD W., Unjustified exclusion of elderly people from studies submitted to research ethics committee for approval : descriptive study, *British Medical Journal* 321 (2000), p. 992.

BOYD EA., BERO L., Assessing Faculty Financial Relationships With Industry. A Case Study. *Journal of American Medical Association* 284 (2000), p. 2209.

BURING JE., Women in Clinical Trials - A Portfolio for Success, *New England Journal of Medicine* 343 (2000), p. 808.

HABERMANN E., LASCH H., GÖDICKE P., Therapeutische Prüfungen an Nicht Einwilligungsfähigen im Eilfall -

ethisch geboten und rechtlich zulässig ?, *Neue Juristische Wochenschrift* n° 46, 2000, p. 3389.

HARRIS E., TANNER M., Health technology transfer, *British Medical Journal* 321 (2000), p. 817.

HEY E., CHALMERS I., Investigating allegations of research misconduct : the vital need for due process, *British Medical Journal* 321 (2000), p. 752.

JAMROZIK K., The case for a new system for oversight of research on human subjects, *Journal of Medical Ethics* 26 (2000), p. 334.

KAYE J., MARTIN P., Safeguards for research using large scale DNA collections, *British Medical Journal* 321 (2000), p. 1146.

KORN D., Conflicts of Interest in Biomedical Research, *Journal of American Medical Association* 284 (2000), p. 2234.

LO B., WOLF LE., BERKELEY A., Conflict-of-Interest Policies for investigators in Clinical Trials, *New England Journal of Medicine* 343 (2000), p. 1616.

MARSHALL WW., HALEY RW., Use of a Secure Internet Web Site for Collaborative Medical Research, *Journal of American Medical Association* 284 (2000), p. 1843.

MASON SA., ALLMARK PJ., Obtaining informed consent to neonatal randomised control trials: interviews with parents and clinicians in the Euricon study, *Lancet* 356 (2000), p. 2045.

MILLER M., Phase 1 Cancer Trials. A Collusion of Misunderstanding, *Hastings Center Report* 2000, July-August, p. 34.

PICKWORTH E., Should local research ethics committees monitor research they have approved ?, *Journal of Medical Ethics* 26 (2000), p. 330.

REES J., Patents and intellectual property : a salvation for patient-oriented research?, *Lancet* 356 (2000), p. 849.

SHALALA D., Protecting Research Subjects - What Must Be Done, *New England Journal of Medicine* 343 (2000), p. 503.

SITTHI-AMORN C., SOMRONGTHONG R., Strengthening health research capacity in developing countries : a critical element for achieving health equity, *British Medical Journal* 321 (2000), p. 813.

STROBL J., CAVE E., W ALLEY T., Data protection legislation : interpretation and barriers to research, *British Medical Journal* 321 (2000), p. 890.

VAN MCCRARY S., ANDERSON CB., JAKOVLJEVIC J. and al., A national Survey of Policies on Disclosure of Conflicts of Interest in Biomedical Research, *New England Journal of Medicine* 343 (2000), p. 1621.

WALTER-SACK I., HAEFELI W. E., Qualitätssicherung der pädiatrischen Arzneimittel- Therapie durch klinische Studien - ethische und rechtliche Rahmenbedingungen unter Berücksichtigung der spezifischen Bedürfnisse von Kindern, *Medizinrecht*, Heft 10, 2000, p. 454.

#### Responsabilité médicale

FERNER RE., Medication errors that have led to manslaughter charges, *British Medical Journal* 321 (2000), p. 1212.

FUCHS M., FORSTER W., Zivilrechtliche Relevanz der Heil- und Hilfsmittelrichtlinien ?, *Medizinrecht*, Heft 9, 2000, p. 413.

PITZL E., HUBER G.W., Ärztliche Heilbehandlung und Körperverletzungskonstruktion, *Recht der Medizin* 41/2000, p. 10.

### SIDA, lutte contre les épidémies

GOSTIN La., A Proposed National Policy on Health Care Workers Living With HIV/AIDS and other Blood-Borne Pathogens, *Journal of American Medical Association* 284 (2000), p. 1965.

WHITTET S., TRAIL P., DE RUITER A. and al., General practitioners' attitudes and beliefs on antenatal testing for HIV : postal questionnaire survey, *British Medical Journal* 321 (2000), p. 934.

### Système de santé, politique de la santé

AYANIAN JZ., WEISSMAN JS., SCHNEIDER EC. and al., Unmet Health Needs of Uninsured Adults in the United States, *Journal of American Medical Association* 284 (2000), p. 2061.

BLOCHE MG., JACOBSON PD., The Supreme Court and Bedside Rationing, *Journal of American Medical Association* 284 (2000), p. 2776.

BOURKE U., Luxembourg: medicine at the European Court of Justice, *Lancet* 356 (2000), p. 1814.

FLEMMICH G., Kostenentwicklung und Finanzierung - welche Aufgaben muss die Physiotherapie in Zukunft erfüllen, *Recht der Medizin* 6/2000, p.168.

GLANTZ LH., ANNAS GJ., Tobacco, the Food and Drug Administration, and Congress, *New England Journal of Medicine* 343 (2000), p.1802.

GOSTIN LO., At law. Managed Care, Conflicts of Interest, and Quality, *Hastings Center Report* 2000, September-October, p. 27.

HART D., Medical Guidelines - Reception and Application by the Law: the German Example, *European Journal of Health Law*, vol. 7 n° 1, p. 5.

HORTON R., Health and the UK Human Rights Act 1998, *Lancet* 356 (2000), p. 1186.

JOURDAN S., ROSSI ML. and al., Italy : medical negligence as a crime, *Lancet* 356 (2000), p. 1267.

KRASNEY O.E., Das Gesetz zur Reform der gesetzlichen Krankenversicherung ab dem Jahr 2000 (GKV - Gesundheitsreformgesetz 2000), *Neue Juristische Wochenschrift* n° 37,2000, p. 2697.

MAASS R., Die Entwicklung des Vertragsarztrechts in den Jahren 1999 und 2000, *Neue Juristische Wochenschrift* n° 46, 2000, p. 3395.

MARINER WK., What Recourse? - Liability for Managed-Care Decisions and the Employee Retirement Income Security Act, *New England Journal of Medicine* 343 (2000), p. 592.

MORREIM E., Quality of life: Erosions and opportunities under managed Care, *The Journal of Law, Medicine & Ethics* 28/2 (2000), p. 144.

MUSCAT JE., MALKIN MG., THOMPSON S. and al., Handled Cellular Telephone Use and Risk of Brain Cancer, *Journal of American Medical Association* 284 (2000), p. 3001.

NAVARRO V., Assessment of the World Health Report 2000, *Lancet* 356 (2000), p. 1598.

POLLOCK AM., PRICE D., Rewriting the regulations : how the World Trade Organisation could accelerate privatisation in health-care systems, *Lancet* 356 (2000), p. 1995.

PRICE D., Choices without reasons : citizen' s juries and policy evaluation, *Journal of Medical Ethics* 26 (2000), p. 272.

ROTHMAN KI., Epidemiological evidence on health risks of cellular telephones, *Lancet* 356 (2000), p. 1837.



### Transplantations

EPSTEIN AM., A V ANIAN JZ., KEOGH JH. and al., Racial Disparities in Access to Renal Transplantation, *New England Journal of Medicine* 343 (2000), p. 1537.

HUNT S., A fair way of donating hearts for transplantation, *British Medical Journal* 321 (2000), p. 526.

WELIN S., Starting clinical trials of xenotransplantation - reflections on the ethics of the early phase, *Journal of Medical Ethics* 26 (2000), p. 231.

Consensus on the Live Organ Donor, *Journal of American Medical Association* 284 (2000), p. 2919.

### OUVRAGES ET MONOGRAPHIES BÜCHER UND MONOGRAPHIEN

BIBER-KLEMM S. (ed.), *Legal Claims to Biogenetic Resources : Selected Papers from the Workshop held at the Institute for European and International Economic Law, University of Bern*, NFP 42, Berne 1998.

BÖCKEN J. et al. (Hrsg.), *Reformen im Gesundheitswesen*, Gütersloh 2000.

CABELLERO F., BISIOU Y., *Droit de la drogue*, Paris 2000.

COULTER A., HAM C. (ed.), *The global challenge of health care rationing*, Buckingham 2000.

DEPPE H.U., *Zur sozialen Anatomie des Gesundheitssystems*, Frankfurt 2000.

DÖRNER K., EBBINGHAUS A., LINNE K. (Hrsg.), *Der Nürnberger Ärzteprozess 1946 / 47*, KG Saur Verlag 1999 [380 microfiches réunissant 36'000 pages de documentation].

EUROPAISCHES PARLEMENT, *Das Gesundheitswesen in der EU vergleichende Untersuchung*, Luxemburg 1999 [existe aussi en français].

GRUENAI S M.E., POURTIER R. (éd.), *La santé en Afrique: anciens et nouveaux défis*, Paris 2000.

HEISS G. (Hrsg.), *Wie krank ist unser Gesundheitswesen*, Mainz 2000.

KRUSE J., HÄNLEIN A., BECKER-BERKE S., *Gesetzliche Krankenversicherung, Lehr- und Praxiskommentar*, Baden-Baden 1999.

LAMBERT D.C., *Les systèmes de santé*, Paris 2000.

LIPPERT H.D., EISENMENGER W., *Forschung am Menschen. Der Schutz des Menschen - die Freiheit des Forschers*, Berlin, Heidelberg, New York 1999.

OECD, *OECD Health Data 2000*, Paris 2000 [CD-Rom].

RIEKER G., *Wissen und Gewissen. Über die Ambivalenz und Grenzen der modernen Medizin*, Berlin 2000.

SCHARSACH H.H., *Die Ärzte der Nazis*, Wien 2000.

WHO, *World Health Report 2000 : Health Systems - Improving Performance*, Geneva 2000.

### **II. Doctrine suisse**

#### **Schweizerische Lehre**

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

### ARTICLES AUFSÄTZE

### Assurances sociales

Duc J.-L., A propos des dernières propositions de modification de la LAMal, *Médecine et Hygiène* 2000, n° 2310, p. 1591.

FONJALLAZ J., Compétence et procédure en matière de contentieux des assurances complémentaires à l'assurance-maladie, *JT* 2000 III 79.

GEHRER L. R., Zur Erhebung und Würdigung medizinischer Entscheidungsgrundlagen im Sozialversicherungsrecht, *SJZ / RSJ* 2000 (20), p. 461.

GURTNER P., Réflexions de principe sur le financement des mesures médicales coûteuses: rationnement dans l'assurance-maladie: thèses de la commission des principes (version allemande: Grundsätzliche Überlegungen zur Finanzierung teurer medizinischer Leistungen), *Sécurité sociale* 2000, n° 4, p. 197.

HAMMER S., Evaluation des effets de la LAMal sur les tarifs (version allemande: Auswirkungen des KVG im Tarifbereich: Ergebnisse der Wirkungsanalyse Tarife), *Sécurité sociale* 2000, n° 4, p. 203.

KIESER U., Entwicklungen im Sozialversicherungsrecht / Le point sur le droit des assurances sociales, *SJZ/RSJ* 2000 (23), p. 553.

KUHN HP., Factures complémentaires en cas de prestations médicales complémentaires - et de trois (commentaire de jurisprudence), *Bulletin des médecins suisses* 2000, n° 41, p. 2311.

PIFFNER RAUBER B., Pflegeheim oder Hauspflege ? Zur Leistungspflicht der obligatorischen Krankenpflegeversicherung, *Pratique juridique actuelle* 11/2000, p. 1403.

SIFFER N., Quelques effets particuliers de la LAMal sur le financement (version allemande: Spezielle Auswirkungen des Krankenversicherungsgesetzes : Ergebnisse der Wirkungsanalyse Finanzierung), *Sécurité sociale* 2000, n° 4, p. 206.

### Droits des patients

ALLAERT F.-A., La sécurité des systèmes d'informations médicaux hospitaliers, *Médecine et Hygiène* 2000, n° 2321, p. 2230.

BÜCHI M., BACHMANN LM., FISCHER J.E., PELTENBURG M., STEURER J., Alle Macht den Patienten? Vom ärztlichen Paternalismus zum Shared Decision Making, *Bulletin des médecins suisses* 2000, n° 49, p. 2776.

CAVELTI D., Fürsorgerische Freiheitsentziehung - Der fachärztliche Richter im Lichte von Art. 5 Abs. 4 EMRK, *SJZ/RSJ* 2000 (19), p. 439.

GENNA A., Rechtliche Aspekte der stationären psychiatrischen Behandlung von Kindern und Jugendlichen, *Revue du droit de tutelle* 2000, p. 91.

STEFFEN G., GUILLIOD O., Landesbericht Schweiz, in: TAUPITZ J. (Hrsg.), *Zivilrechtliche Regelungen zur Absicherung der Patientenautonomie am Ende des Lebens*, Berlin 2000, p. 229.

JOSET A., Zwangsmedikation im Rahmen der fürsorgerischen Freiheitsentziehung, *Pratique juridique actuelle*, 11/2000, p. 1424.

KUHN HP., Information préopératoire: un devoir d'optimisation, *Bulletin des médecins suisses*, 2000, n° 39, p. 2180.

MÜLLER M., Legalitätsprinzip - Polizeiliche Generalklausel - Besonderes Rechtsverhältnis. Gedanken zu einem neuen BGE betreffend die Frage der Zwangsmedikation im fürsorgerischen Freiheitsentzug, *ZBJV / RSJB* 2000 (11), p. 725.

PRADERVAND S., La recherche des origines pour les personnes adoptées: embûches et perspectives, *Revue du droit de tutelle* 55 (2000), p. 133.

SPRUMONT D., Les droits des patients dans la législation cantonale romande: l'exemple de la règle du consentement, *Médecine et Hygiène* 2000, n° 2317, p. 2016.

#### Ethique biomédicale

FOPPA c., Entre les livres et les patients: A propos d'une expérience d'éthicien en milieu hospitalier, *Médecine & Hygiène* 2000, n° 2302, p. 1201.

WAGNER PFEIFER B., Was können Ethikkommissionen leisten ? : Rechtsbildung durch Ethiker am Beispiel des Gentechnikrechts, *Revue de droit suisse* 2000, I, p. 313.

#### Exercice des professions de la santé. politique professionnelle

MARTIN J., GUILLOD O., Secret médical. Quelle attitude du praticien quand des instances ou personnes extérieures demandent des renseignements à propos d'un patient ?, *Bulletin des médecins suisses* 2000, p. 2047.

PAGNI A., C'è ancora bisogno di un Codice deontologico ? *Bulletin des médecins suisses* 2000, n° 38, p. 2123.

UTTINGER U., Berufsgeheimnis, Schweigepflicht und Datenschutz, *Revue suisse d'assurances*, 68 (2000), n° 9/10, p. 240.

#### Génétique humaine et biotechnologies

BRÜLHART M., Haftpflicht und gentechnische Risiken (Teil 1), *Recht* 612000; 97, p. 265.

#### Mesures médicales spéciales

DREIFUSS R., STEFFEN TH., DOBLER-MIKOLA A., GU1ZWILER F., EQUIPE DE RECHERCHE PROVE / HEGEBE, Prescription de stupéfiants sous contrôle médical en Suisse: synthèse des recherches, *Médecine et Hygiène* 2000, n° 2322, p. 2288.

GUILLOD O., La stérilisation des personnes mentalement déficientes, in : *Mélanges en l'honneur de Henri-Robert Schüpbach*, Bâle 2000, p. 109.

PECHERE-BERTSCHI A., STALDER H., Recherche clinique et femmes: le biais d'exclusion, *Médecine et Hygiène* 2000, n° 2316, p. 1923.

#### Système de santé. Politique de la santé

ADLER D., Apprendre la santé et comprendre sa maladie pour prendre en main son traitement, *Médecine & Hygiène* 2000, n° 2303, p. 1246.

BERTRAND D., STALDER H., Droits de l'homme et inégalité de l'accès aux soins, *Médecine et Hygiène* 2000, n° 2316, p. 1914.

BLEUER J.P., HAUGH M., BOISSEL J.-P., La controverse sur la médecine factuelle: lever les ambiguïtés du concept, *Médecine et Hygiène* 2000, n° 2300, p. 1072.

GUEYFFIER F., BOISSEL J.-P., Pratique de la médecine factuelle, *Médecine et Hygiène* 2000, n° 2314, p. 1818.

PACCAUD F., GUTZWILER F., Rationnement des soins, *Médecine & Hygiène* 2000, n° 2306, p. 1395.

VANOTTI M., CELIS-GENNART M., Modèle bio-psycho-social et maladie chronique, *Médecine et Hygiène* 2000, n° 2320, p. 2142.

WOLFF H., DURIEUX-PAILLARD S., MEYNARD A., STALDER H., Précarité et accès aux soins: «Mieux vaut être

riche et en bonne santé que pauvre et malade...», *Médecine et Hygiène* 2000, n° 2316, p. 1927.

### Transplantations

STÜSSI G., SEEBACH J.D., Xenotransplantations-forschung - Frankensteins Erbe ?, *Bulletin des médecins suisses* 2000, n° 50, p. 2853.

### OUVRAGES ET MONOGRAPHIES BÜCHER UND MONOGRAPHIEN

CONTI C., *Die Pflichten des Patienten im Behandlungsvertrag*, Berne 2000.

DUC J .L., *1366 jours d'application de la LAMal*, Lausanne 2000.

GASSER J., YERSIN B. (éd.), *Prescrire la contrainte?*, Genève 2000.

PHARMA INFORMATION, *Das Gesundheitswesen in der Schweiz - Leistungen, Kosten, Preise*, 20. Aufl., Basel 2000."

SCHÜRCH S., *Rationierung in der Medizin als Straftat*, Basel 2000.

\*\*\*\*\*

# **SAN-NEWS N°15**

avril 2001

Ce numéro couvre en principe la période entre **le 1<sup>er</sup> janvier et le 15 avril 2001**.

Diese Nummer umfasst grundsätzlich die Periode **vom 1. Januar bis zum 15. April 2001**.

## **Législation / Gesetzgebung**

### **I. Droit international (sélection) / Internationales Recht (Auswahl)**

-Néant

### **II. Droit communautaire Europarecht (JOCE L 1-104 du 13 avril 2001 et C 1-112 du 12 avril 2001)**

DROIT ÉDICTÉ / ERLASSENES RECHT

-Règlement (CE) n° 260/2001 de la Commission du 8 février 2001 remplaçant l'annexe du règlement (CEE) n° 3677/90 du Conseil relatif aux mesures à prendre afin d'empêcher le détournement de certaines substances pour la fabrication illicite de stupéfiants ou de substances psychotropes, JO L 39/11 du 9 février 2001.

-Règlement (CE) n° 703/2001 de la Commission du 6 avril 2001 fixant les substances actives des produits phytopharmaceutiques qui doivent être évaluées au cours de la deuxième phase du programme de travail visé à l'article 8, paragraphe 2, de la directive 91/414/CEE du Conseil et modifiant la liste des États membres désignés comme rapporteurs pour ces substances, JO L 98/6 du 7 avril 2001.

-Directive 2001/8/CE de la Commission du 8 février 2001 remplaçant l'annexe I de la directive 92/109/CEE du Conseil relative à la fabrication et à la mise sur le marché de certaines substances utilisées pour la fabrication illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, JO L 39/31 du 9 février 2001.

-Directive 2001/21/CE de la Commission du 5 mars 2001 modifiant l'annexe I de la directive 91/414/CEE du Conseil concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques en vue d'y inscrire les substances actives amitrole, diquat, pyridate et thiabendazole, JO L 69/17 du 10 mars 2001.

-Décision du Comité mixte de l'EEE n° 154/1999 du 26 novembre 1999 modifiant l'annexe I (questions vétérinaires et phytosanitaires) de l'accord EEE, JO L 61/1 du 1<sup>er</sup> mars 2001.

-Décision du Comité mixte de l'EEE n° 155/1999 du 26 novembre 1999 modifiant l'annexe I (Questions vétérinaires et phytosanitaires) de l'accord EEE, JO L 61/3 du 1<sup>er</sup> mars 2001.

-Décision du Conseil du 8 mars 2001 complétant la directive 90/219/CEE en ce qui concerne les critères permettant d'établir l'innocuité pour la santé humaine et l'environnement de types de micro-organismes génétiquement modifiés, JO L 73/32 du 15 mars 2001.

-Décision du Comité mixte de l'EEE n° 189/1999 du 17 décembre 1999 modifiant l'annexe I (Questions vétérinaires et phytosanitaires) de l'accord EEE, JO L 74/24 du 15 mars 2001.

-Décision n° 521/2001/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2001 prorogeant certains programmes d'action communautaires dans le domaine de la santé publique adoptés par les décisions n° 645/96/CE, n° 646/96/CE, n° 647/97/CE, n° 102/97/CE, n° 1400/97/CE et n° 1296/1999/CE et modifiant ces décisions, JO L 79/1 du 17 mars 2001.

Communication de la Commission : Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 15 janvier 2001 au 15 février 2001 (*Décisions prises en vertu de l'article 14 de la directive 75/319/CEE ou de l'article 22 de la directive 81/851/CEE*), JO C 53/02 et C 53/03 du 20 février 2001.

### **III. Droit étranger (sélection) Ausländisches Recht (Auswahl)**

*Les textes législatifs mentionnés ici représentent une sélection subjective parmi la pléthore de documents recensés par l'OMS, avec l'indication des références aux recueils de lois nationaux en langue originale, sur son site Internet (continuation électronique du Recueil international de législation sanitaire), à l'adresse: <http://www.who.int/idhl>.*

#### **DANEMARK**

Arrêté n° 935 du 12 octobre 2000 relatif à l'information et au consentement des personnes se prêtant à des recherches dans le cadre de projets de recherche biomédicale, *Lovtidende*, 2000, partie A, 20 octobre 2000, n° 145, p. 7039.

Lignes directrices n° 161 du 12 octobre 2000 relatives à l'information et au consentement des personnes se prêtant à des recherches dans le cadre de la recherche biomédicale, ainsi qu'à la notification et à l'examen des projets de recherche selon le système des comités d'éthique, *Ministerialtidende*, 2000, 9 novembre 2000, n° 20, p. 1347.

#### **FINLANDE**

Loi n° 640 du 30 juin 2000 portant modification de la loi relative aux dommages causés aux patients.

Lois n° 333 du 15 mai 1998, et 653 du 30 juin 2000, portant modification de la loi relative au statut et aux droits des patients.

Décret n° 494 du 26 juin 1998 du Ministère de la santé et du bien-être relatif au Comité consultatif national d'éthique des soins de santé.

#### **ITALIE**

Loi n° 483 du 16 décembre 1999 portant sur les règles relatives au consentement à la transplantation partielle de foie, *Gazzetta Ufficiale della Repubblica*, 20 décembre 1999, n° 297.

#### **JAPON**

Loi du 30 novembre 2000 relative à la technique du clonage humain et à d'autres techniques similaires.

#### **NORVEGE**

Règlement n° 1172 du 24 novembre 2000 relatif à la pratique d'examens ou de traitements sans le consentement du patient, *Norsk Lovtidende*, partie I, 8 décembre 2000, n° 26, p. 2487.

Règlement n° 1173 du 24 novembre 2000 relatif à l'utilisation de mesures de contrainte aux fins de prévenir les blessures dans les établissements psychiatriques où le patient séjourne vingt-quatre heures sur vingt-quatre, *Norsk Lovtidend*, partie I, 8 décembre 2000, n° 26, p. 2490.

Règlement n° 1174 du 24 novembre 2000 relatif à la dispensation d'office de soins psychiatriques sans séjour en établissement vingt-quatre heures sur vingt-quatre, *Norsk Lovtidend*, partie I, 8 décembre 2000, n° 26, p. 2492.

Règlement n° 1208 du 1<sup>er</sup> décembre 2000 relatif aux priorités dans les services de santé et au droit aux soins de santé, *Norsk Lovtidende*, partie I, 22 décembre 2000, n° 27, p. 2562.

#### PORTUGAL

Décret présidentiel n° 1 du 3 janvier 2001 portant ratification de la Convention sur les droits de l'homme et la biomédecine et du Protocole additionnel portant interdiction du clonage d'êtres humains, *Diário da República*, partie I-A, 3 janvier 2001, n° 2, p. 14.

#### IV. Droit fédéral / Bundesrecht

DROIT EDICTE / ERLASSENES RECHT [RO/AS 2001 N° 1-18 (8 MAI 2001)]

Code pénal suisse (Interruption de grossesse). Modification du 23 mars 2001 (Délai référendaire : 12 juillet 2001), FF 2001 1257.

Loi fédérale sur l'aide aux victimes d'infractions (loi sur l'aide aux victimes). Modification du 23 mars 2001 (*amélioration de la protection des enfants victimes*), FF 2001 1260.

Ordonnance sur l'assurance-maladie (OAMal) du 27 juin 1995. Modification du 11 décembre 2000, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2001 (*Modification : Art. 10a, suspension de l'obligation d'assurance ; 11, 105 III<sup>bis</sup> & IV, 106 ; Abrogation : titre médian précédant l'Art. 11 & Art. 91 I*), RO 2001 138.

Ordonnance sur la compensation des risques dans l'assurance-maladie (Ocor) du 12 avril 1995. Modification du 11 décembre 2000, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2001 (*Modification : Art. 10 III, 12 V & VIII*), RO 2001 140.

Ordonnance sur les prestations dans l'assurance obligatoire des soins en cas de maladie du 29 septembre 1995. Modification du 19 décembre, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2001 (*Modification : Art. 12 lit. o ch. 2 ; annexe 1 ; adjonction de la mammographie dans les mesures de prévention prises en charge*), RO 2001 295.

Ordonnance sur les subsides fédéraux destinés à la réduction de primes dans l'assurance-maladie du 12 avril 1995. Modification du 11 décembre 2000, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2001 (*art. 7a*), RO 2001 141.

Ordonnance portant édicition de la pharmacopée (Ordonnance sur la pharmacopée, Opha) du 20 août 1997. Modification du 20 décembre 2000, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2001 (*nouvelle annexe*), RO 2001 134.

Ordonnance sur les déclarations de médecin et de laboratoire du 13 janvier 1999. Modification du 6 décembre 2000, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> février 2001 (*modification des annexes 1 à 4*), RO 2001 285.

Ordonnance du Département fédéral de l'économie sur les activités dangereuses ou pénibles en cas de grossesse et de maternité (Ordonnance sur la protection de la maternité) du 20 mars 2001, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> avril 2001, RO 2001 935.

MESSAGES, RAPPORTS ET DÉCISIONS OFFICIELS / BOTSCHAFTEN, AMTLICHE BERICHTE UND BESCHLÜSSE [FF/BBL 2001 N° 1-18 (8 MAI 2001)]

Les interventions parlementaires sont publiées intégralement sur <http://www.parlement.ch/>. En outre, la Feuille fédérale est disponible à l'adresse suivante : <http://www.admin.ch/ch/f/ff/index.html>.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, pour le projet “ *Epidemiologie nach Schlaganfall* ”, du 20 février 2001, FF 2001 663.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, pour le projet “ *Qualitätsmessungsprogramm QSM (quality standards in medicine)* ”, du 6 mars 2001 (*rejet de la demande*), FF 2001 1087.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, pour le projet “ *Qualitätsmessungsprogramm QSM (quality standards in medicine)* ”, du 13 mars 2001 (*rejet de la demande*), FF 2001 1104.

Décision du Département fédéral de l'intérieur concernant l'admission d'établissements de cures balnéaires comme fournisseurs de prestations de l'assurance-maladie sociale du 17 janvier 2001, FF 2001 176.

Demande d'autorisation pour une dissémination expérimentale de blé génétiquement modifié, FF 2001 354.

Initiative populaire fédérale “ pour une assurance de base minimale et des primes d'assurance-maladie abordables (initiative “ miniMax LAMal ”). Examen préliminaire, FF 2001 4.

Initiative populaire fédérale “ pour un approvisionnement en médicaments sûr et axé sur la promotion de la santé (initiative sur les médicaments). Retrait, FF 2001 175.

Message relatif à la révision partielle de la loi fédérale sur l'assurance-maladie du 18 septembre 2000 (*porte notamment sur le financement des hôpitaux*), FF 2001 693.

Message relatif à la loi fédérale sur l'utilisation de profils d'ADN dans le cadre d'une procédure pénale et sur l'identification de personnes inconnues ou disparues du 8 novembre 2000, FF 2001 19.

Message relatif à l'initiative populaire “ pour la mère et l'enfant – pour la protection de l'enfant à naître et pour l'aide à sa mère dans la détresse ” (Initiative “ pour la mère et l'enfant ”) du 15 novembre 2000 (*le Conseil fédéral recommande le rejet de l'initiative sans élaborer de contre-projet*), FF 2001 633.

Notifications et demandes d'autorisation pour des activités impliquant des organismes génétiquement modifiés ou pathogènes en milieu confiné, reçues du 7 juillet 2000 au 3 janvier 2001, Bureau de Biotechnologie de la Confédération, Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage, FF 2001 123.

Notifications et demandes d'autorisation pour des activités impliquant des organismes génétiquement modifiés ou pathogènes en milieu confiné, reçues du 7 juillet 2000 au 21 mars 2001, Bureau de Biotechnologie de la Confédération, Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage, FF 2001 123.

Rapport annuel du Conseil fédéral sur les activités de la Suisse au Conseil de l'Europe en 2000, du 10 janvier 2001 (*le domaine de la santé est évoqué en page 226s*), FF 2001 215.

Réduction de primes dans l'assurance-maladie. Subsidés de la Confédération et des cantons; modèle de répartition pour l'année 2002 (*provisoire*), FF 2001 1503.

## **V. Droit cantonal (sélection)**

### **Kantonales Recht (Auswahl)**

(extrait du “Bulletin de Législation / Gesetzgebungsbulletin”, n° 6/2000 et n° 1/2001, avec l'autorisation de l'Institut du Fédéralisme, à Fribourg)



## BERNE

Loi portant introduction des lois fédérales sur l'assurance-maladie, sur l'assurance-accidents et sur l'assurance militaire (LiLAMAM) du 06.06.2000, entrée en vigueur le 01.01.2001. RSB 842.11.

Ordonnance cantonale sur l'assurance-maladie (OCAMal) du 25.10.2000, entrée en vigueur le 01.01.2001 (entrée en vigueur échelonnée). RSB 842.111.1.

## FRIBOURG

Loi sur la santé (Abroge la Loi du 06.05.1943 sur la police de santé du 16.11.1999, entrée en vigueur le 01.01.2001. Feuille Officielle 1999, n° 51, p. 2405.

Loi du 23.02.1984 sur les hôpitaux (*Modification* : Art. 23 I ; Abrogation : Art. 5 & 6), Introduite par l'art. 135 de la Loi sur la santé du 16.11.1999, entrée en vigueur le 01.01.2001. Feuille Officielle 1999, n° 1, p. 2432.

Arrêté sur le Conseil de santé et la Commission de planification sanitaire du 28.11.2000, entré en vigueur le 01.01.2001. Feuille Officielle 2000, n° 52, p. 2533.

Arrêté fixant le statut des médecins-assistants et assistantes des hôpitaux et services cantonaux du 11.07.2000, entré en vigueur le 01.01.2001. Feuille Officielle 2000, n° 30, p. 1483.

Arrêté sur la lutte contre les maladies transmissibles et autres mesures de police sanitaire du 05.12.2000, entré en vigueur le 01.01.2001. Feuille Officielle 2000, n° 52, p. 2549.

Règlement concernant les produits thérapeutiques (Abroge l'O du 22.06.1995 désignant une instance appelée à donner son avis sur les protocoles d'études cliniques) du 28.11.2000, entré en vigueur le 01.01.2001. Feuille Officielle 2000, n° 52, p. 2533.

Règlement sur les services d'ambulance et les transports de patients et patientes du 05.12.2000, entré en vigueur le 01.01.2001. Feuille Officielle 2000, n° 52, p. 2552.

Règlement concernant les fournisseurs de soins et la Commission de surveillance du 21.11.2000, entré en vigueur le 01.01.2001. Feuille Officielle 2000, n° 52, p. 2513.

## GENEVE

Loi relative à la qualité, la rapidité et l'efficacité des transports sanitaires urgents du 29.10.1999, entrée en vigueur le 01.01.2001. FAO 2000, n° 146, p. 1986.

Loi sur la formation des ambulanciers et l'équipement des ambulances du 18.09.1986 (Modification) du 29.10.1999, entrée en vigueur le 01.01.2001. FAO 2000, n° 146, p. 1987.

Loi d'application de la LF sur l'assurance-maladie du 29.05.1997 (Modification) du 22.09.2000, entrée en vigueur le 01.01.2001. FAO 2000, n° 113, p. 1502.

Règlement fixant le tarif-cadre des prestations fournies par les physiothérapeutes du 10.02.1999, entré en vigueur rétroactivement au 01.01.1999. FAO 2001, n° 13, p. 154.

## LUCERNE

Verordnung über die Rechte und Pflichten der Spitalärztinnen und –ärzte des Kantons (Spitalärzteverordnung) vom 12.12.2000, in Kraft ab 01.01.2001. G 2000 415.

## NEUCHÂTEL

Loi sur l'aide aux institutions de santé (LAIS) du 25.03.1996 (Modification : Art. 15 I, 18 I & II ; Art. 19 abrogé) du 20.06.2000, entrée en vigueur le 01.01.2001. Feuille Officielle 2000, n° 49, p. 799.

Règlement d'application de la Loi d'introduction de la LF sur l'assurance-maladie (RALILAmal) du 31.01.1996 (Modification) du 29.11.2000, entrée en vigueur le 01.01.2001. Feuille Officielle 2000, n° 93, p. 1405.

Directive aux organes de contrôle des institutions du secteur neuchâtelois de la santé publique (Abroge le cahier des charges minimum pour les organes de contrôle des institutions et organismes du secteur neuchâtelois de la santé publique du 01.11.1994) du 22.01.2001, entrée en vigueur le 01.01.2001. Feuille Officielle 2001, n° 6, p.69.

#### SANKT GALEN

Gesundheitsgesetz vom 28.06.1979 (Änderung: Art. 44, medizinische Berufe; eingeführt durch das Nachtragsgesetz zum Gemeindegesetz) vom 01.06.2000, in Kraft ab 01.01.2001. Amtsblatt 2000, Nr. 18, S. 1211.

#### TICINO

Legge sull'EOC (Ente Ospedaliero cantonale) del 19.12.2000, entrata in vigore il 13.02.2001. BU 2001, 33.

#### VAUD

Loi du 29.05.1985 sur la santé publique (Modification : Art. 45, 47 I & II nouveau ; santé scolaire) du 14.12.1999, entrée en vigueur le 01.01.2001. FAO 1999, n° 101, p. 5093.

Règlement sur l'Organisme médico-social vaudois (Abroge le R du 19.02.1986) du 23.10.2000, entré en vigueur le 23.10.2000. FAO 2000, n° 91, p. 4769.

Règlement sur la mise dans le commerce des médicaments destinés à la médecine humaine du 08.01.2001, entré en vigueur le 08.01.2001. FAO 2001, n° 6, p. 163.

#### ZÜRICH

Gesetz über das Gesundheitswesen (Gesundheitsgesetz) vom 04.11.1962 (Änderung : § 39 III, Aufgaben von Staat und Gemeinden) (Eingeführt durch § 31 des EG zum Krankenversicherungsgesetz, EG KVG) vom 13.06.1999, in Kraft ab 01.01.2001. OS 55 442.

EG zum Krankenversicherungsgesetz (EG KVG) vom 13.06.1999, in Kraft ab 01.01.2001. OS 55 436.

**Tous ces textes sont en vigueur / Alle Texte in Kraft.**

## **VI. Déclarations et directives éthiques et professionnelles Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien**

#### SUISSE / SCHWEIZ

ACADEMIE SUISSE DES SCIENCES MEDICALES, Recommandations concernant la stérilisation de personnes mentalement déficientes, *Bulletin des médecins suisses*, 2001; 82, n° 11, p. 545 (en allemand: *Bulletin des médecins suisses*, 2001; 82, n° 11, p. 542).

ASSOCIATION SUISSE DES INFIRMIERES ET INFIRMIERS (ASI) ET FEDERATION DES MEDECINS SUISSES (FMH), Déclaration commune concernant les soins dans la période terminale de la vie, *Bulletin des médecins suisses*, 2001; 82, n° 6, p. 257 (en allemand: *Bulletin des médecins suisses*, 2001; 82, n° 6, p. 255).

## **Jurisprudence / Rechtsprechung**

### **I. Jurisprudence CEDH – Cour (sélection) / Rechtsprechung EMRK – Gerichtshof (Auswahl)** **(<http://www.echr.coe.int> )**

ALESIANI et 510 AUTRES c. ITALIE, Arrêt de la Cour (première section) du 27 février 2001.  
*Egalité de salaire - Professions médicales - Violation de l'art. 6 § 1 CEDH, délais raisonnables.*

CIOTTA c. ITALIE, Arrêt de la Cour (première section) du 27 février 2001.  
*Egalité de salaire - Professions médicales - Violation de l'art. 6 § 1 CEDH, délais raisonnables.*

D. N. c. SUISSE, Arrêt de la Cour du 29 mars 2001.  
*Privation de liberté à des fins d'assistance - Internement psychiatrique. Impartialité de l'expert niée en l'espèce - Violation de l'art. 5 § 4 CEDH (demande de libération et légalité de la détention).*

DONNADIEU c. FRANCE, Arrêt de la Cour (troisième section) du 27 février 2001.  
*Internement forcé en établissement psychiatrique - Violation de l'art. 6 § 1 CEDH, délais raisonnables.*

FRANCESCHETTI et ODORICO c. ITALIE, Arrêt de la Cour (deuxième section) du 1<sup>er</sup> mars 2001.  
*Réparation des dommages subis pour n'avoir pas diagnostiqué la malformation d'un enfant lors de la grossesse - Violation de l'art. 6 § 1 CEDH, délai raisonnable.*

RIGUTTO c. ITALIE, Arrêt de la Cour (quatrième section) du 1<sup>er</sup> mars 2001.  
*Réparation des dommages subis lors d'une intervention chirurgicale - Violation de l'art. 6 § 1 CEDH, délais raisonnables.*

### **II. Jurisprudence des juridictions communautaires (sélection) / Rechtsprechung der Gerichte der EG (Auswahl)** **(<http://curia.eu.int/fr/index.htm> )**

COMMISSION c. ITALIE, aff. C-162/99 – Arrêt de la CJCE du 18 janvier 2001.  
*Manquement d'Etat - L'obligation de résidence imposée par la législation italienne pour l'exercice de la profession de dentiste est contraire aux principes de la libre circulation des travailleurs.*

COMMISSION c. GEROT PHARMAZEUTIKA GmbH, aff. C-479/00 P (R) – Ordonnance du Président de la Cour du 11 avril 2001.  
*Pourvoi - Retrait des autorisations de mise sur le marché des médicaments à usage humain qui contiennent la substance 'phentermine.*

COMMISSION c. LABORATOIRES ROUSSEL LDA, ROUSSEL IBERICA SA, aff. C-478/00 P (R) – Ordonnance du Président de la Cour du 11 avril 2001.  
*Pourvoi - Retrait des autorisations de mise sur le marché des médicaments à usage humain qui contiennent la substance 'fenproporex.*

COMMISSION c. LABORATOIRES ROUSSEL LDA, ROUSSEL IBERICA SA, aff. C-477/00 P (R) - Ordonnance du Président de la Cour du 11 avril 2001.  
*Pourvoi - Retrait des autorisations de mise sur le marché des médicaments à usage humain qui contiennent la substance 'clobenzorex.*

COMMISSION c. SCHUCK GmbH, aff. C-476/00 P (R) – Ordonnance du Président de la Cour du 11 avril 2001.

*Pourvoi - Retrait des autorisations de mise sur le marché des médicaments à usage humain qui contiennent la substance 'norpseudoéphédrine.*

COMMISSION c. HÄNSELER GmbH, aff. C-475/00 P (R) – Ordonnance du Président de la Cour du 11 avril 2001.

*Pourvoi - Retrait des autorisations de mise sur le marché des médicaments à usage humain qui contiennent la substance 'norpseudoéphédrine.*

COMMISSION c. BRUNO FARMACEUTICI ET AL., aff. C-474/00 P (R) – Ordonnance du Président de la Cour du 11 avril 2001.

*Pourvoi - Retrait des autorisations de mise sur le marché des médicaments à usage humain qui contiennent la substance 'amfépramone.*

COMMISSION c. CAMBRIDGE HEALTHCARE SUPPLIES Ltd, aff. C-471/00 P (R) – Ordonnance du Président de la Cour du 11 avril 2001.

*Pourvoi - Retrait des autorisations de mise sur le marché des médicaments à usage humain qui contiennent la substance 'phentermine.*

COMMISSION c. LABORATOIRES PHARMACEUTIQUES TRENKER SA, aff. C-459/00 P (R) – Ordonnance du Président de la Cour du 11 avril 2001.

*Pourvoi - Retrait des autorisations de mise sur le marché des médicaments à usage humain qui contiennent la substance 'amfépramone.*

MAC QUEN ET AL. c. GRANDVISION BELGIUM, aff. C-108/96 – Arrêt de la CJCE du 1er février 2001.

*Législation nationale interdisant aux opticiens de procéder à certains examens optiques et restreignant la commercialisation d'appareils permettant de procéder à certains examens optiques qui sont réservés aux seuls ophtalmologues - Admissibilité jugée sur renvoi préjudiciel.*

### **III. Jurisprudence étrangère (sélection) Ausländische Rechtsprechung (Auswahl)**

#### **ALLEMAGNE**

Neue Juristische Wochenschrift, n° 12 (2001), p. 896, BGH, 06.04.2000.

*Arzneimittelversand durch Apotheken – Impfstoffversand an Ärzte.*

Neue Juristische Wochenschrift, n° 12 (2001), p. 892, BGH, 04.08.2000.

*Angemessenheit des für die Wahlleistungsunterkunft verlangten Entgelts.*

#### **AUTRICHE**

Recht der Medizin 1/2001, p. 18, OGH 23.3.200 (10 Ob 24/00 b).

*Das Unterlassen der "therapeutischen Aufklärung" also der mit ärztlichen Massnahmen und Untersuchungen verbundenen ärztlichen Beratung des Patienten, kann einen Behandlungsfehler darstellen.*

Recht der Medizin 1/2001, p. 24, OGH 20.1.2000 (6 Ob 238/99i).

*Die klinische Prüfung von Arzneimitteln an Patienten die in einer psychiatrischen Anstalt oder Abteilung untergebracht sind, ist unzulässig, wenn keine Zustimmung des Sachwalters vorliegt.*

### **IV. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung**

La jurisprudence des autorités administratives de la Confédération (JAAC) est accessible en texte intégral sur internet à l'adresse suivante : <http://www.jaac.admin.ch> . La jurisprudence du Tribunal fédéral est accessible à l'adresse suivante : <http://www.bger.ch/> .

ATF 126 V 172 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 01.05.2000.

*Le recours de droit administratif n'est pas recevable contre une décision en matière de liste des hôpitaux. L'article 6 CEDH n'est pas applicable.*

ATF 126 V 183 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 03.08.2000.

*Maladie professionnelle au sens de l'article 9 alinéa 2 LAA. Exigences de preuve. Parallélisme des formes à respecter par la CNA si elle change sa pratique exposée dans une publication éditée par ses soins.*

ATF 126 V 265 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 07.06.2000.

*L'exclusion d'un assuré, par exemple pour défaut de paiement des primes, n'est pas possible dans l'assurance obligatoire des soins.*

JT 2000 I 367 (= ATF 126 III 41).

*Subrogation : l'énumération des prestations « de même nature » de l'art. 43 al. 2 LAA n'est pas exhaustive – Dommage consécutif à la réduction d'une rente (Rentenschaden).*

JT 2000 I 374 (= ATF 125 III 312).

*Dommages-intérêts : maintien du taux de capitalisation à 3,5 %.*

JT 2000 IV 66 (= ATF 124 IV 246, cité in *San-News* n° 9).

*Art. 43 ch. 1 al. 1 CP : la notion de traitement médical doit être comprise dans un sens large (changement de jurisprudence).*

Pratique juridique actuelle 4/2001, p. 453 – Arrêt du 22 septembre 2000 du Tribunal fédéral des assurances, X. c. Visana et Tribunal des assurances du canton de Zurich (résumé et traduit).

*Du droit aux prestations pour soins à domicile, lorsqu'un séjour en établissement médico-social occasionnerait des frais moins élevés pour l'assurance-maladie LAMal. Assouplissement de la jurisprudence (RAMA 1999 No KV 64, p. 64) (avec commentaire de J.-L. Duc).*

Pratique juridique actuelle 2/2001, p. 218 = ATF 126 III 36 (résumé) – Arrêt du 18 octobre 1999 de la 1ère Chambre de droit civil du Tribunal fédéral, Centre de gestion hospitalière c. Die Mobiliar.

*Mit der Einführung der Verpflichtung des haftpflichtigen Dritten, dem Leistungserbringer gemäss Art. 126 KVV die Differenz zu bezahlen, welche zwischen dem für ihn geltenden Tarif und dem mit gewissen Krankenversicherern vereinbarten Tarif besteht (Tarifdifferenz), hat der Bundesrat die ihm durch Art. 79 Abs. 4 KVG delegierte Regelungskompetenz überschritten (avec commentaire de H.-U. Käser).*

RAMA 5/2000, p. 279 - Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 7.7.2000.

*De l'obligation de l'assurance-maladie de prendre en charge dans le cadre de l'assurance obligatoire des soins les coûts en cas de traitement de l'érythrophobie pathologique (rougissement pathologique) au moyen d'une sympathectomie thoracique.*

RAMA 5/2000, p. 307 - Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 19.5.2000.

*Traumatisme du type "coup du lapin" ; période de latence entre l'accident et une rechute (art. 6 LAA ; art. 11 OLAA).*

RDAF 2000 I, p. 606 - ATF 125 I 71 (cité in *San-News* n° 9) (traduction résumée).

*Egalité homme-femme - Egalité salariale des infirmières du canton de Berne.*

RDAF 2000 I, p. 612 - ATF 125 II 385 (cité in *San-News* n° 11) (traduction résumée, et note de Christoph Müller).

*Egalité salariale - Salaire des physiothérapeutes du canton de Soleure.*

RDAF 2000 I, p. 635 - TF in ZBI 199, p. 312 (traduction résumée).

*Liberté personnelle et protection des données - Droit à la rectification des données contenues dans un dossier médical.*

RDAF 2000 I, p. 650 - ATF 125 I 267 (cité in *San-News* n° 11) (traduction résumée et note de Christoph Müller).

*Titulaire d'un diplôme étranger de dentiste - Lien avec la liberté économique.*

RDAF 2000 I, p. 655 - ATF 125 I 276 (cité in *San-News* n° 11) (traduction résumée).

*Exercice de la profession de mécanicien-dentiste - Liberté économique.*

RDAF 2000 I, p. 661 - ATF 125 I 322 (cité in *San-News* n° 11) (traduction résumée).  
*Exercice à titre indépendant de la profession de guérisseur.*

RDAF 2000 I, p. 665 - ATF 125 I 335 (cité in *San-News* n° 11) (traduction résumée).  
*Exercice à titre indépendant de la profession d'acupunctrice.*

RDAF 2000 I, p. 723 - ATF 125 V 118 (traduction résumée).  
*Opposition à une décision de la SUVA - Dénî de justice formel.*

RDAF 2000 I, p. 725 - ATF 125 V 180 (traduction résumée).  
*Opposition à une décision en matière d'assurance-maladie - retard à statuer : application des principes applicables en matière de retard injustifié.*

RDAF 2000 I, p. 734 - ATF 125 V 183 (cité in *San-News* n° 11) (traduction résumée et note d'Etienne Poltier).  
*La réduction de primes dans l'assurance-maladie repose sur le droit cantonal de même que la restitution de subsides indûment versés.*

RDAF 2000 I, p. 736 - ATF 125 I 7 (cité in *San-News* n° 9) (traduction résumée et note d'Etienne Poltier).  
*Qualité pour recourir des concurrents - Vente par correspondance de médicaments - Mediservice.*

RDAF 2000 I, p. 741 - ATF 125 V 339 (traduction résumée).  
*L'assureur privé n'a pas qualité pour contester une décision rendue par un assureur social.*

RDAF 2000 I, p. 817 - ATF 125 II 206 (cité in *San-News* n° 10) (traduction résumée).  
*Admissibilité de la prescription d'héroïne à des malades en fin de vie.*

Revue suisse d'assurances, 68 (2000) N° 7/8, p. 204.  
*Keine Zusatzleistungen des Haftpflichtigen an Leistungserbringer nach KVG (avec commentaire de Hj. Steiner).*

Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese II-2000, p. 75 – Arrêt du Tribunal fédéral du 24.2.2000.  
*Perizia psichiatrica – ricevibilità del ricorso di diritto pubblico (Art. 147, 95 CPPT; 7, 10 cpv. 2 Cost.; 84 segg. OG; 57 CPS).*

Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese II-2000, p. 82 – Arrêt du Tribunal fédéral du 2.11.1999.  
*Legittimazione ricorsuale nel caso di un dentista non titolare di un diploma svizzero (Art. 75, 57 LSan ; 88 OG; 6 N. 1 CEDH).*

Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese II-2000, p. 324 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 14.4.2000.  
*Clinica privata fuori Cantone non convenzionata (Art. 101 cpv. 2 LAMal).*

Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese II-2000, p. 328 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 25.2.2000.  
*Convenzioni previgenti – operatori del consorzio di aiuto domiciliare (Art. 104 cpv. 1 LAMal ; 7 Opre).*

Schweizerisches Zentralblatt für Staats- und Verwaltungsrecht 101 (2000) Nr. 10, p. 533 – Arrêt du 15 juin 1999 de la IIème Cour de droit public du Tribunal fédéral (2P.195/1998).  
*Legitimation zur Anfechtung einer drittbegünstigenden Verfügung (Bewilligung der Selbstdispensation für HMO-center) wegen angeblicher Missachtung von Art. 4aBV bzw Art. 2 UebBest.aBV (Art. 37 Abs. 3 KVG).*

## **V. Jurisprudence cantonale Kantonale Rechtsprechung**

BASEL-LAND

BLVGE 1998/99 S. 228 ff – VGE vom 12. Mai 1999 (Nr. 84).  
*Rechtsverhältnis zwischen Kantonsspital und Patient.*

## GENEVE

Semaine Judiciaire, 123 (2001) N° 14, p. 209 - Arrêt du 19 mai 2000 de la Chambre de droit civil de la Cour de Justice, W. c. SWICA.  
*Assurance facultative d'indemnités journalières. Compétence en cas de contestation de l'assureur.*

## JURA

RJJ 2000 p. 312 s – Tribunal cantonal, arrêt de la Cour constitutionnelle du 15 mai 2000.  
*Action en responsabilité d'un particulier contre l'Etat; nature juridique du rapport de droit litigieux : droit privé ou droit public de la responsabilité ?*

## TICINO

Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese II-2000, p. 79 – TRAM 29.3.200 N. 52.1999.00261 in re X.  
*Responsabilità del medico curante (Art. 6, 59 cpv. 2 Lsan).*

Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese II-2000, p. 304 – TCA 2.5.2000 N. 33.1999.00111 in re C.  
*Spese di malattia (Art. 3d cpv. 1 lett. f LPC; 6 OMPC).*

Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese II-2000, p. 316 – TCA 13.4.2000 N. 36.1998.00013 in re G.  
*Sterilità – assunzione dei costi delle cure (Art. 32 cpv. 1, 33 LAMal).*

## ZURICH

Schweizerisches Zentralblatt für Staats- und Verwaltungsrecht 102 (2001) Nr. 3, p. 130 (extraits également publiés dans Plädoyer 2/2001, p. 67) – Verwaltungsgericht, 3. Kammer, 11.5.2000 (VB.2000.00066).  
*Bewilligung zur Verteilung eines Rundschreibens des Vereins Psychex an die Patienten und Patientinnen einer psychiatrischen Klinik.*

## Doctrine / Lehre

- I. **Doctrine internationale et étrangère (sélection)**  
**Internationale und ausländische Lehre (Auswahl)**  
(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

## ARTICLES / AUFSÄTZE

### **Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux**

-VESTING J.-W., Möglichkeit und Notwendigkeit einer bundeseinheitlichen Regelung der Herstellung von Arzneimitteln durch Ärzte für „eigene“ Patienten, *Neue Juristische Wochenschrift*, n° 12 (2001), p. 871.

### **Droits des patients, droit de la personnalité**

-ANDERSON R., Undermining data privacy in health information, *British Medical Journal* 322 (2001), p. 442.

- GIEBEL G. D. et al., Das Aufklärungsgespräch zwischen Wollen, Können und Müssen, Wege vom richterrechtlichen Aufklärungspflichtverschulden zum ärztlichen Aufklärungsstandard, *Neue Juristische Wochenschrift*, n° 12 (2001), p. 863.
- HUFEN F., In dubio pro dignitate : Selbstbestimmung und Grundrechtsschutz am Ende des Lebens, *Neue Juristische Wochenschrift*, n° 12 (2001), p. 849.
- HUSSONG S. J., Medical Records and Your Privacy : Developing Federal Legislation to Protect Patient Privacy Rights, *American Journal of Law and Medicine*, 2000, vol. 26 n° 4, p. 453.
- KINNEY E. D., Tapping and Resolving Consumer Concerns About Health Care, *American Journal of Law and Medicine*, 2000, vol. 26 n° 4, p. 335.
- MACGREGOR-MORRIS R., EWBANK J., BIRMINGHAM L., Potential impact of the Human Rights Act on psychiatric practice : the best of British values ?, *British Medical Journal* 322 (2001), p. 848.
- MANDL K.D., SZOLOVITS P., KOHNAE I.S., Public standards and patients' control : how to keep electronic medical records accessible but private, *British Medical Journal* 322 (2001), p. 283.
- MASSION J., Les droits des patients : une application des droits de l'Homme à la Santé, *Revue de Droit de la santé*, 2000-2001, n° 3, p. 183.
- MCCALL SMITH A., Obtaining consent for examination and treatment. New government guide covers most of the bases, *British Medical Journal* 322 (2001), p. 810.
- MURAMOTO O., Bioethical aspects of the recent changes in the policy of refusal of blood by Jehovah's Witnesses, *British Medical Journal* 322 (2001), p. 37.
- NGWENA C., The Recognition of Access to Health Care as a Human Right in South Africa : Is it enough ?, *Health and Human Rights*, 2000, vol. 5 n° 1, p. 27.
- PEART N. S. et al., Maintaining a Pregnancy Following Loss of Capacity, *Medical Law Review*, 2000, vol. 8 n° 3, p. 275.
- ROSCAM ABBING H.D.C., Internet, the Patient and the Right to care for Health, *European Journal of Health Law*, 2000, vol. 7 n° 4, p. 221.
- WÖLK F., Der minderjährige Patient in der ärztlichen Behandlung, *Medizinrecht*, Heft 2, 2001, p. 80.
- YAMIN A. E., Protecting and Promoting the Right to Health in Latin America, *Health and Human Rights*, 2000, vol. 5 n° 1, p. 117.

### **Ethique biomédicale**

- CAYLA J.-S., L'état des œufs humains fécondés *in vitro* et ses conséquences sur leur destination et sur celle des cellules souches obtenues par leur culture en laboratoire, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 1, 2001, p. 43.
- DOYAL L., Legal aspects of clinical ethics committees, *Journal of Medical Ethics*, 2001, vol. 27 Clinical Ethics Supplement, p. i50.
- Journal of Medical Ethics*, 2001, vol. 27 Clinical Ethics Supplement, p. i1 s.  
Ce supplément est consacré aux comités d'éthique clinique des USA et d'Europe (Allemagne, Grande-Bretagne et Pays-Bas).
- KELLY L., In Vitro Fertilisation : The Science and the Ethics in the 21<sup>st</sup> Century, *Human Reproduction and Genetic Ethics*, Vol. 7, n° 1, 2001, p. 15.



- MCLACHLAN H. V., SWALES J. K., Exploitation and Commercial Surrogate Motherhood, *Human Reproduction and Genetic Ethics*, Vol. 7, n° 1, 2001, p. 8.
- SINGER P., BENATAR S.R., Beyond Helsinki : a vision for global health ethics. Improving ethical behaviour depends on strengthening capacity, *British Medical Journal* 322 (2001), p. 747.
- VESTERGAARD J., Medical Aid in Dying under Danish Law : Mainly Regarding Living Wills and Other Forms of Renouncing Life Prolonging Treatment, *European Journal of Health Law*, 2000, vol. 7 n° 4, p. 405 s.

### **Exercice des professions de la santé, politique professionnelle**

- BARTSCH H., Die postmortale Schweigepflicht des Arztes beim Streit um die Testierfähigkeit des Patienten, *Neue Juristische Wochenschrift*, n° 12 (2001), p. 861.
- EDWARDS S., TENANT-FLOWERS M., BUGGY J. and al., Issues in the management of prisoners infected with HIV-1 : the King's College Hospital HIV prison service retrospective cohort study, *British Medical Journal* 322 (2001), p. 398.
- HANIK H., Telemedizin – Handlungs- und Weiterentwicklungsbedarf, *Medizinrecht*, Heft 3, 2001, p. 107.
- HARICHAUX M., Les sites portails santé sur internet : quelles perspectives ?, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 4, 2000, p.697.
- LEFEVRE F., WATERS T. M., BUDETTI P. P., A Survey of Physician Training Programs in Risk Management and Communication Skills for Malpractice Prevention, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 28/3 (2000), p. 258.
- MILLS S.Y., Regulation in complementary and alternative medicine, *British Medical Journal* 322 (2001), p. 158.
- NAHIN R.L., STRAUS S.E., Research into complementary and alternative medicine : problems and potential, *British Medical Journal* 322 (2001), p. 161.
- OWEN D.K., LEWIS G., STEPHENS C.R., Can doctors respond to patients' increasing interest in complementary and alternative medicine ?, *British Medical Journal* 322 (2001), p. 154.
- SUMMERFIELD D., The invention of post-traumatic stress disorder and the social usefulness of a psychiatric category, *British Medical Journal* 322 (2001), p. 95.

### **Génétique humaine et biotechnologies**

- ABRAMSKY L., HALL S., LEVITAN J. and al., What parents are told after prenatal diagnosis sex chromosome abnormality : interview and questionnaire study, *British Medical Journal* 322 (2001), p. 463.
- BOSTYN S.J.R., One Patent a Day keeps the Doctor Away ? Patenting Human Genetic Information and Health Care, *European Journal of Health Law*, 2000, vol. 7 no 3, p. 229 s.
- BOTKIN J.R., Protecting the Privacy of Family Members in Survey and Pedigree Research, *Journal of American Medical Association* 285 (2001), p. 207.
- CAYLA J.-S., La connaissance du génome humain et de celui d'êtres vivants peut-elle être l'objet de brevets d'invention ?, *Revue de droit sanitaire et social*, n 4, 2000, p. 719.
- KERN B.-R., Rechtliche Aspekte der Humangenetik, *Medizinrecht*, Heft 1, 2001, p. 9.

-LEENEN H.J.J., Genetics, Confidentiality and Research, *European Journal of Health Law*, 2000, vol. 7 n° 4, p. 363 s.

-MCGLEENAN T. & WIESING U., Insurance and Genetics : European Policy Options, *European Journal of Health Law*, 2000, vol. 7 n° 4, p. 367 s.

### **Mesures médicales spéciales**

-ANNAS G.J., Conjoined Twins – The Limits of Law at the Limits of Life, *New England Journal of Medicine* 344 (2001), p. 1104.

-ANNAS G.J., “Partial-Birth Abortion” and the Supreme Court, *New England Journal of Medicine* 344 (2001), p. 152.

-BEHM A. R., The Americans with (or without) Disabilities Act : Pre-employment Medical Inquiries and the Non-disabled, *American Journal of Law and Medicine*, 2000, vol. 26 n° 4, p. 439.

-DRESSER R., Regulating Assisted Reproduction. At law, *Hastings Center Report* 2001, November-December, p. 26.

-GILLON R., Imposed separation of conjoined twins – moral hubris by the English courts, *Journal of Medical Ethics* 27 (2001), p. 3.

-GUNDERSON M., MAYO D.J., Restricting Physician-Assisted Death to the Terminally Ill, *Hastings Center Report* 2001, November-December, p. 17.

-HARRISON-WOOLRYCH M., DUNCAN A., HOWE J. and al., Improving access to emergency contraception, *British Medical Journal* 322 (2001), p. 186.

-LEIBSON C.L., KATUSIC S.K., BARBARESI W.J. and al., Use and Costs of Medical Care for Children and Adolescents With and Without Attention-Deficit/Hyperactivity Disorder, *Journal of American Medical Association* 285 (2001), p. 60.

-LEON D.A., WALT G., GIBSON L., International perspective on health inequalities and policy, *British Medical Journal* 322 (2001), p. 591.

-NIVEAU G., KELLEY-PUSKAS M., Psychiatric disorders and fitness to drive, *Journal of Medical Ethics* 27 (2001), p. 36.

-PHILIP P., VERVIALLE F., LE BRETON P. and al., Fatigue, alcohol, and serious road crashes in France, *British Medical Journal* 322 (2001), p. 829.

-RAES K., Staat een politieke erkenning van alternatieve geneeswijzen haaks op de toenemende wetenschappelijke roep om “ Evidence based medicine”?, *Revue de Droit de la santé*, 2000-2001, p. 3 s.

-VAN SANDE A., Wet van 29 April 1999 betreffende de niet-conventionele praktijken inzake de geneeskunde, de artseneijbereidkunde, de kinesithérapie, de verpleegkunde en de paramedische beroepen, *Revue de Droit de la santé*, 2000-2001, p. 10 s.

-WADE D.T., Ethical issues in diagnosis and management of patients in the permanent vegetative state, *British Medical Journal* 322 (2001), p. 352.

-Withholding and withdrawal of life support in intensive-care units in France : a prospective survey, *Lancet* 357 (2001), p. 9.

### **Recherche biomédicale**

- COHEN I. G., Administrative Developments : New Human Subject Research Guidelines for IRBs, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 28/3 (2000), p. 305.
- DEUTSCH E., Klinische Forschung International : Die Deklaration von Helsinki des Weltärztebundes in neuem Gewand, *Neue Juristische Wochenschrift*, n° 12 (2001), p. 857.
- DJULBEGOVIC B., CLARKE M., Scientific and Ethical Issues in Equivalence Trials, *Journal of American Medical Association* 285 (2001), p. 1206.
- GLICKMAN D., Regulations for the Use of Laboratory Animals, *Journal of American Medical Association* 285 (2001), p. 941.
- GOLDNER J. A., Dealing with Conflicts of Interest in Biomedical Research : IRB Oversight as the Next Best Solution to the Abolitionist Approach, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 28/4 (2000), p. 379.
- HAMILL J. A., Medicare : Coverage Approved for Participation in Clinical Trials, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 28/3 (2000), p. 317.
- HIRTLE M., LEMMENS T. & SPRUMONT D., A Comparative Analysis of Research Ethics review : Mechanisms and the ICH Good Clinical Practice Guideline, *European Journal of Health Law*, 2000, vol. 7 n° 3, p. 265 s.
- IONNIDIS J.P.A., LAU J., Completeness of Safety Reporting in Randomized Trials. An Evaluation of 7 Medical Areas, *Journal of American Medical Association* 285 (2001), p. 437.
- JONES T.C., Call for a new approach to the process of clinical trials and drug registration, *British Medical Journal* 322 (2001), p. 920.
- KING N. M. P., Defining and Describing Benefit Appropriately in Clinical Trials, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 28/4 (2000), p. 332.
- KIRK C., Research Guidelines : NIH Issues Guidelines for Federally Funded Stem Cell Research, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 28/4 (2000), p. 411.
- KOSKI G., Risks, Benefits, and Conflicts of Interest in Human Research : Ethical Evolution in the Changing World of Science, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 28/4 (2000), p. 330.
- LIÈVRE M., MÉNARD J., BRUCKERT E. and al., Premature discontinuation of clinical trial for reasons not related to efficacy, safety or feasibility, *British Medical Journal* 322 (2001), p. 603.
- MOHER D., SCHULZ K.F., ALTMAN D.G. and al., The CONSORT statement : revised recommendations for improving the quality of reports of parallel-group randomised trials, *Lancet* 357 (2001), p. 1191.
- MOSES H., MARINT J.B., Academic Relationships With Industry. A New Model for Biomedical Research, *Journal of American Medical Association* 285 (2001), p. 933.
- ROSATO J., The Ethics of Clinical Trials : A Child's View, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 28/4 (2000), p. 362.
- VISSER H.K.A., Non therapeutic research in the EU in adults incapable of giving consent, *Lancet* 357 (2001), p. 818.
- WEIJER C., The Ethical Analysis of Risk, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 28/4 (2000), p. 344.

### **Responsabilité médicale**

- ALBERTI K.G.M.M., Medical errors : a common problem. It is time to get serious about them, *British Medical Journal* 322 (2001), p. 501.
- BEDELL S.E., CADENHEAD K., GRABOYS T.B., The Doctors Letter of Condolence, *New England Journal of Medicine* 344 (2001), p. 1162.
- FAGNART J.-L., Rapport sur le droit belge de la responsabilité médicale, *Revue de Droit de la santé*, 2000-2001, n° 2, p. 110 s.
- HANNOSSET E., Réflexions critiques sur l'évolution de quelques questions de droit médical, *Revue de Droit de la santé*, 2000-2001, n° 2, p. 124 s.
- NAKAJIMA K., KEYES C., KUROYANAGI T. and al., Medical Malpractice and Legal Resolution Systems in Japan, *Journal of American Medical Association* 285 (2001), p. 1632.
- SKLANSKY M., Neonatal euthanasia : moral considerations and criminal liability, *Journal of Medical Ethics* 27 (2001), p. 5.
- VINCENT C., NEAL G., WOLOHYNOWYCH M., Adverse events in british hospitals : preliminary retrospective record review, *British Medical Journal* 322 (2001), p. 517.

### **Système de santé, politique de la santé**

- ARNON S.S., SCHECHTER R., INGLESBY T.V. and al., Botulinum Toxin as a Biological Weapon. Medical and Public Health Management, *Journal of American Medical Association* 285 (2001), p. 1059.
- BLUMENTHAL D., Controlling Health Care Expenditures, *New England Journal of Medicine* 344 (2001), p. 766.
- DUDLEY R.A., LUFT H.S., Managed Care in Transition, *New England Journal of Medicine* 344 (2001), p. 1087.
- FRYC V., Examining Homicide's Contribution to Pregnancy-Associated Deaths, *Journal of American Medical Association* 285 (2001), p. 1510.
- GOEHRING C., LOUTAN L., STALDER H., L'accès aux soins en Bosnie-Herzégovine : un système en transition, *Médecine & Hygiène* 2001, n° 2336, p. 512.
- GREEN D.G., Stakeholder health insurance : empowering the poorest patients, *British Medical Journal* 322 (2001), p. 786.
- HORON I.L., CHENG D., Enhanced Surveillance for Pregnancy-Associated Mortality-Maryland, 1993-1998, *Journal of American Medical Association* 285 (2001), p. 1455.
- IGLEHART J.K., Medicare and Prescription Drugs, *New England Journal of Medicine* 344 (2001), p. 1010.
- KUSHEL M.B., VITTINGHOFF E., HAAS J.S., Factors Associated With the Health Care Utilization of Homeless Persons, *Journal of American Medical Association* 285 (2001), p. 200.
- LI G., BAKER S.P., SMIALEK J.E. and al., Use of Alcohol as a Risk Factor for Bicycling Injury, *Journal of American Medical Association* 285 (2001), p. 893.
- LYNN J., Serving Patients Who May Die Soon and Their families. The Role of Hospice and Other Services, *Journal of American Medical Association* 285 (2001), p. 925.

- MARTIN S.L., MACKIE L., KUPPER L.L. and al., Physical Abuse of Women Before, During and After Pregnancy, *Journal of American Medical Association* 285 (2001), p. 1581.
- MECHANIC D., MCALPINE D.D., ROSENTHAL M., Are Patients' Office Visits with Physicians Getting Shorter, *New England Journal of Medicine* 344 (2001), p. 198.
- MOON M., Medicare, *New England Journal of Medicine* 344 (2001), p. 928.
- MORRIS ANNE, Easing the Passing : End of Life Decisions and the Medical Treatment (Prevention of Euthanasia) Bill, *Medical Law Review*, 2000, vol. 8 n° 3, p. 300.
- SCHROEDER S.A., Prospects for Expanding Health Insurances Coverage, *New England Journal of Medicine* 344 (2001), p. 847.
- SMITH I.C., JONES M.W., Surgeons' attitudes in intra-operative death : questionnaire survey, *British Medical Journal* 322 (2001), p. 896.
- TAMBLYN R., LAPRISE R., HANLEY J.A. and al., Adverse Events Associated With Prescription Drug Cost-Sharing Among Poor and Elderly Persons, *Journal of American Medical Association* 285 (2001), p. 421.
- WINTEMUTE G.J., WRIGHT M.A., DRAKE C.M. and al., Subsequent Criminal Activity Among Violent Misdemeanants Who Seek to Purchase Handguns. Risk Factors and Effectiveness of denying Handgun Purchase, *Journal of American Medical Association* 285 (2001), p. 1019.
- YOUNG J., TURNOCK S., Community care lists and older people, *British Medical Journal* 322 (2001), p. 254.

### **Transplantations**

- AYDIN E., Regulations and Organ Transplantation in Turkey, *European Journal of Health Law*, 2000, vol. 7 n° 3, p. 327 s.
- CANELLOPOULOU-BOTTIS M., A New Law on Organ Donation in Greece : One More Effort to Advance Transplants, *European Journal of Health Law*, 2000, vol. 7 n° 4, p. 367 s.
- CAPRON A.M., Reexamining Organ Transplantation, *Journal of American Medical Association* 285 (2001), p. 334.
- Education and debate. Waiting for a transplant. RICKMAN J., A patient's perspective. ROBERTS J.A., The referring consultant's perspective, *British Medical Journal* 322 (2001), p. 293.
- WENDLER D., DICKERT N., The Consent Process for Cadaveric Organ Procurement. How Does It Work ? How Can It Be Improved ?, *Journal of American Medical Association* 285 (2001), p. 329.

### OUVRAGES ET MONOGRAPHIES / BÜCHER UND MONOGRAPHIEN

- BLOCH A., *Murphy's law – doctors*, New-York 2000.
- BRUNDTLAND G. H., *Grundrecht Gesundheit*, Frankfurt 2000.
- CHAUVISTRE R., *Vorsorgevollmacht und rechtliche Betreuung : Betreuungsverfügung und Patientenverfügung*, Simmerath 1999.

ESCH H., *Der Patientenanwalt : zur Vertretung einwilligungsunfähiger Patienten bei medizinischen Entscheidungen durch gewillkürte und gesetzliche Stellvertreter*, thèse Bochum, Francfort-sur-le-Main, Berlin, Berne 2000.

HEALEY J., *Medical Negligence : Common Law Perspectives*, 1999.

*Le scienze della vita e il nuovo umanesimo*, Fondazione Marino Golinelli, Bologna 2001.

LEE C.-Y., GLANTZ S. A., *The tobacco industry's successful efforts to control tobacco policy making in Switzerland*, San-Francisco (UCSF) 2001.

MAI G., *Die rechtliche Zulässigkeit der embryonalen Gewebe- und Zellentnahme zum Zwecke der Entwicklung einer neuartigen Therapiestrategie gegen der Parkinsonische Krankheit*, thèse Hannover, Francfort-sur-le-Main, Berlin, Berne 1999.

MARMOR T., *The Politics of Medicare*, (2e éd.) 2000.

OCDE, *Exploring the effects of health care on mortality across OECD countries*, Labour market and social policy – occasional papers n° 46, Paris 2001.

PRICEWATERHOUSE COOPERS, *Konturen : Gesundheit 2010 – Die Zukunft des Gesundheitswesens*, Frankfurt 2000.

RIXEN S., *Lebensschutz am Lebensende. Das Grundrecht auf Leben und Hirntodkonzeption. Zugleich ein Beitrag zur Autonomie rechtlicher Begriffsbildung*, Berlin 1999.

SAMUEL L., *Droits sociaux fondamentaux : jurisprudence de la Charte sociale européenne*, Strasbourg 1997.

SCHLICHTNER S., *Mein Recht als Patient*, München 2001.

STOCK M., *Der Probandenschutz bei der medizinischen Forschung am Menschen : unter besonderer Berücksichtigung der gesetzlich nicht geregelten Bereiche*, Diss. Göttingen, Frankfurt am Main, Berlin, Bern 1998.

WILKENING A., *Der Hamburger Sonderweg im System der öffentlich-recht-lichen Ethik-Kommissionen Deutschlands*, Frankfurt a. M. 2000.

## **II. Doctrine suisse Schweizerische Lehre**

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

### ARTICLES / AUFSÄTZE

#### **Assurances sociales**

BAUER R., L'évolution des formes particulières d'assurance dans le cadre de la LAMal, *Sécurité sociale* 2001, n° 1, p. 30.

BREITENMOSER B., La surveillance dans l'assurance-invalidité (= Aufsicht un der Invalidenversicherung), *Sécurité sociale* 2000, n° 5, p. 242.

FESSLER J., Zur Kostenübernahme für operativen Massnahmen, insbesondere Reduktionsplastiken, bei Mammahypertrophie, Mammadysplasie oder Asymmetrie der Mammæ im Rahmen der obligatorischen

Krankenpflegeversicherung, *Revue suisse des assurances sociales et de la prévoyance professionnelle* 2001, n° 1, p. 95.

FONJALLAZ J., Compétence et procédure en matière de contentieux des assurances complémentaires à l'assurance-maladie, *Journal des tribunaux*, III 2000, p. 79.

GEHRER L. R., Zur Erhebung und Würdigung medizinischer Entscheidungsgrundlagen im Sozialversicherungsrecht, *Schweizerische Juristen-Zeitung* 2000, p. 461.

KAHIL-WOLFF B., L'Accord sur la libre circulation des personnes Suisse-CE et le droit des assurances sociales, *Semaine judiciaire*, 2001; 123, Vol. II, n° 4, p. 81.

KIESER U., Entwicklungen im Sozialversicherungsrecht (= Le point sur le droit des assurances sociales), *Schweizerische Juristen-Zeitung* 96(2000), p. 553.

KUHN HP., Première révision partielle de la LAMal : aperçu des changements, *Bulletin des médecins suisses*, 2001; 82, n° 6, p. 261 (en allemand: *Bulletin des médecins suisses* 2001; 82, n° 4, p. 103).

MEIER R., La surveillance exercée dans le domaine des assurances sociales est-elle une garantie d'efficacité et de sécurité ? (= Aufsicht in der Sozialversicherung : Garantie für wirksame und sichere Sozialwerke ?), *Sécurité sociale* 2000, n° 5, p. 236.

PETER R., Besteht eine Pflicht des Arztes auf Herausgabe von Daten seines Patienten an das Durchführungsorgan der obligatorischen Unfallversicherung ?, *Revue suisse des assurances sociales et de la prévoyance professionnelle* 2001, n° 2, p. 147.

PIFFNER RAUBER B., Pflegeheim oder Hauspflege ? : zur Leistungspflicht der obligatorischen Krankenpflegeversicherung, *Pratique juridique actuelle* 9(2000), p. 1403.

ROHNER S., Sports extrêmes et assurance-accidents obligatoire, *Sécurité sociale* 2000, n° 5, p. 275.

SCHLEGEL P., La surveillance dans l'assurance-accidents obligatoire (= Aufsicht in der obligatorischen Unfallversicherung), *Sécurité sociale* 2000, n° 5, p. 251.

SECTION TARIFS OFAS, Faut-il supprimer l'obligation de contracter entre assureurs et fournisseurs de prestations ?, *Sécurité sociale* 2000, n° 5, p. 265.

TSCHUDI H.P., Die neue Bundesverfassung als Grundlage des Sozialversicherungsrechts, *Revue suisse des assurances sociales et de la prévoyance professionnelle* 2001, n° 1, p. 63.

-WIEDMER D., La surveillance des assureurs-maladie (= Die Aufsicht über die KVG-Versicherer), *Sécurité sociale* 2000, n° 5, p. 248.

### **Droits des patients**

-BAERTSCHI B., Le consentement éclairé en situation de rationnement, *Médecine & Hygiène* 2001, n° 2338, p. 624.

\* BREITSCHMID P., REICH J., Vorsorgevollmachten - ein Institut im Spannungsfeld von Personen-, Vormundschafts-, Erb und Obligationenrecht, *Revue du droit de tutelle* 2001, p. 144.

-GUINCHARD J.-M., Euthanasie, une mort plus digne?, *Médecine & Hygiène* 2001, n° 2331, p. 206.

SOBEL J., GUINCHARD J.-M., Euthanasie, une mort plus digne ? *Médecine & Hygiène* 2001, n° 2335, p. 468.

UTTINGER U., Berufgeheimnis, Schweigepflicht und Datenschutz, *Schweizerische Versicherungs-Zeitschrift* 68 (2000), p. 240.

### **Ethique biomédicale**

FOPPA C., Erreurs médicales, éthique et droit, *Médecine & Hygiène* 2001, n° 2342, p. 859 s.

MARTIN J., L'évolution de la médecine et les droits et devoirs des personnes et de la société, *Bulletin des médecins suisses* 2001; 82, n° 4, p. 120.

MIRENOWICZ J. (interview de P. RICOEUR), La conscience de soi se trouve dans le silence des organes, *Médecine & Hygiène* 2001, n° 2338, p. 621.

ROLLASON V., CHRISTE C., VOGT N., Problèmes pratiques et éthiques des essais cliniques en gériatrie, *Médecine & Hygiène* 2001, n° 2342, p. 838.

### **Exercice des professions de la santé, politique professionnelle**

GERSTENFELD C., Der Psychiater als Inquisitor : die Bedeutung des Geständnisses für das Begutachtungsergebnis, *Monatsschrift für Kriminologie und Strafrechtsreform* 2000, p. 280.

KUHN HP., Rechtliche Zusatzinformationen zum revidierten Korruptionstrafrecht, *Bulletin des médecins suisses* 2001; 82, n° 14, p. 695.

### **Génétique humaine et biotechnologies**

BRÜHLHART M., Haftpflicht und gentechnische Risiken, *Recht* 2000, p. 265.

BRÜHLHART M., Haftpflicht und gentechnische Risiken (Teil II), *Recht* 1/2001; 97, p. 15.

GEISSBÜHLER H., Die Kriterien der Würde der Kreatur und der Menschenwürde in der Gesetzgebung zur Gentechnologie, *ZBJV/RSJB* 2001, p. 229.

GUILLIOD O., Verso un diritto comune delle biotecnologie, *Le scienze della vita e il nuovo umanesimo*, Fondazione Marino Golinelli, Bologna 2001, p. 175.

### **Mesures médicales spéciales**

DUBACH R., Die Sterilisation als Mittels zur Verhütung « minderwertiger » Nachkommen (Ende 19. Jh. bis 1945), *Bulletin des médecins suisses* 2001; 82, n° 3, p. 81.

JAAG T., RÜSSLI M., Sterbehilfe in staatlichen Spitälern, Kranken- und Altersheimen, *Schweizerisches Zentralblatt für Staats- und Verwaltungsrecht*, 102 (2001) Nr. 3, p. 113.

JEANMONOD G., HELLER G., GASSER J., Déficience mentale et sexualité : la stérilisation légale dans le canton de Vaud de 1928 à 1985, *Bulletin des médecins suisses* 2001; 82, n° 3, p. 77.



-KONDO OESTREICHER M., MEROZ J.-C., DAYER P., La nouvelle loi sur les produits thérapeutiques, *Médecine & Hygiène*, 2001, n° 2342, p. 806 s.

SANDOZ S., Quelques problèmes de filiation en relation avec la procréation médicalement assistée, *Revue du droit de tutelle* 2001, p. 90.

### **Responsabilité médicale**

Patientensicherheit kann optimiert werden : Interview mit Dr. BEAT MEISTER, *Bulletin des médecins suisses* 2001; 82, n° 14, p. 700.

PILLER O., Décès imputables à une erreur médicale en milieu hospitalier : prise de position de l'OFAS, *Bulletin des médecins suisses* 2001; 82, n° 9, p. 436.

PREVITALI A., Agir pour « vie injuste », *Plädoyer*, 2/2001; p. 45.

STEINER R., «Even good people make mistake », *Bulletin des médecins suisses* 2001; 82, n° 9, p. 431.

VAN GESSEL C., GUILLOD O., Division commune d'un hôpital privé : quel régime de responsabilité ?, *Pratique juridique actuelle*, 4/2001, p. 420.

### **Système de santé, politique de la santé**

-BURNAND B., Contribution de la médecine factuelle à l'évaluation de la qualité des soins, *Médecine & Hygiène* 2001, n° 2337, p. 569.

-GUINCHARD J.-M., TarMed: les conclusions de l'étude genevoise, *Médecine & Hygiène* 2001, n° 2340, p. 748.

-HAAS A., La publicité pour le tabac sous le feu des législateurs, *Medialex* 2000, p. 181.

-MARTIN J., Quelle médecine demain ? (Sous le regard de Paul Valéry), *Médecine & Hygiène* 2000, n° 2323, p. 2368.

-MARTIN J., Santé publique, démocratie sanitaire et responsabilité des professionnels, *Médecine & Hygiène* 2001, n° 2341, p. 793.

-MICHEL J.-P., Faire face au vieillissement: les stratégies européennes, *Médecine & Hygiène* 2000, n° 2323, p. 2307.

-PREVITALI A., Alcune proposte di miglioramento della normativa comunale grigionese sulle barriere architettoniche, *ZGRG* 2000, p. 92.

-RIELLE J.-CH., JACQUEMET S., Vers un rationnement caché des soins ?, *Médecine & Hygiène* 2001, n° 2331, p. 340.

-SAGER F., Vollzugsföderalismus oder horizontale Harmonisierung im Bereich der Alkoholprävention ?, *LeGes* 2000, p. 75.

- BERRA J., *La structure des systèmes de sécurité sociale : étude de droit comparé*, thèse Genève, Lausanne 2000.
- BIERSACK O., *Die Planungsmethoden der Kantone*, Basel (Uni) 2000.
- GREPPI S. ET AL., *Analyse des effets de la LAMal dans le financement du système de santé et d'autres régimes de protection sociale*, Berne 2000.
- HÜRLIMANN B., POLEDNA T., RÜBEL M. (Hrsg.), *Privatisierung und Wettbewerb im Gesundheitsrecht*, Zürich (Schulthess) 2000.
- KIEFER A., *Prämienzahlungsverzug nach VVG, Überblick, Kritik und neue Ansätze*, diss. Basel, Basel 2000.
- KOCHER G., OGGIER W. (Hsgb.), *Gesundheitswesen Schweiz 2001/2002*, Solothurn 2001.
- KOCHER G., OGGIER W. (éd.), *Système de santé suisse 2001/2002*, Soleure 2001.
- LUCHSINGER T., *Vom « Mythos Gen » zur Krankenversicherung. Gentherapie zwischen Ethik und Recht im internationalen Vergleich*, Basel 2000.
- MANNSDORFER T. M., *Pränatale Schädigung. Ausservertragliche Ansprüche pränatal geschädigter Personen, unter Berücksichtigung der Rechtslage im Ausland, insbesondere in Deutschland und in den USA*, diss. Fribourg, Fribourg 2000.
- ROTHENBÜHLER M., *Evaluation der Spitalplanung und der Spitallisten nach Art. 39 KVG*, o.O. 1999.
- SCHÜRCH S., *Rationierung in der Medizin als Straftat*, diss. Basel, Basel 2000.
- Sozialversicherungen Akte 2001*, Basel 2001.

\*\*\*\*\*

# **SAN-NEWS N°16**

**septembre 2001**

Ce numéro couvre en principe la période entre **le 15 avril et le 15 août 2001**.

Diese Nummer umfasst grundsätzlich die Periode **vom 15. April bis zum 15. August 2001**.

## **Législation / Gesetzgebung**

### **I. Droit international (sélection) / Internationales Recht (Auswahl)**

RAPPORTS, RECOMMANDATIONS, DECLARATIONS, PROPOSITIONS, ETC. / BERICHTE, EMPFEHLUNGEN, ERKLÄRUNGEN, VORSCHLÄGE, USW.

Accessible sur le site : <http://cm.coe.int/site2/ref/dynamic/frecommendations.asp>

Conseil de l'Europe. Recommandation 2001/5 sur la gestion des listes d'attente et des délais d'attente en matière de transplantation d'organe, du 7 mars 2001.

Conseil de l'Europe. Recommandation 2001/4 sur la prévention du risque de transmission de la forme nouvelle de la maladie de Creutzfeldt-Jakob (vMCJ) par transfusion sanguine, du 7 mars 2001.

Conseil de l'Europe. Recommandation 2000/18 sur les critères de développement des politiques de promotion de la santé, du 21 septembre 2000.

Conseil de l'Europe. Recommandation 2000/5 sur le développement de structures permettant la participation des citoyens et des patients au processus décisionnel concernant les soins de santé, du 24 février 2000.

### **II. Droit communautaire / Europarecht (JOCE L 105 à L 220, du 15 août 2001 et JOCE C 113 à 230 du 15 août 2001)**

DROIT ÉDICTÉ / ERLASSENES RECHT

Règlement (CE) n° 1116/2001 du Conseil du 5 juin 2001 modifiant le règlement (CEE) n° 3677/90 relatif aux mesures à prendre afin d'empêcher le détournement de certaines substances pour la fabrication illicite de stupéfiants ou de substances psychotropes, JO L 153 du 8 juin 2001.

Règlement (CE) n° 1251/2001 de la Commission du 26 juin 2001 modifiant le règlement (CEE) n° 3769/92 portant application et modification du règlement (CEE) n° 3677/90 du Conseil relatif aux mesures à prendre afin d'empêcher le détournement de certaines substances pour la fabrication illicite de stupéfiants ou de substances psychotropes, JO L 173 du 27 juin 2001.

Règlement (CE) n° 1386/2001 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2001 modifiant le règlement (CEE) n° 1408/71 du Conseil relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non salariés et aux membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté, et le règlement (CEE) n° 574/72 du Conseil fixant les modalités d'application du règlement (CEE) n° 1408/71, JO L 187 du 10 juillet 2001.

Directive n° 2001/20/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 avril 2001 concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres relatives à l'application de bonnes pratiques cliniques dans la conduite d'essais cliniques de médicaments à usage humain, JO L 121 du 1<sup>er</sup> mai 2001.

Directive 2001/36/CE de la Commission du 16 mai 2001 portant modification de la directive 91/414/CEE du Conseil concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques, JO L 164 du 20 juin 2001.

Directive 2001/19/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 mai 2001 modifiant les directives 89/48/CEE et 92/51/CEE du Conseil concernant le système général de reconnaissance des qualifications professionnelles, et les directives 77/452/CEE, 77/453/CEE, 78/686/CEE, 78/687/CEE, 78/1026/CEE, 78/1027/CEE, 80/154/CEE, 80/155/CEE, 85/384/CEE, 85/432/CEE, 85/433/CEE et 93/16/CEE du Conseil concernant les professions d'infirmier responsable des soins généraux, de praticien de l'art dentaire, de vétérinaire, de sage-femme, d'architecte, de pharmacien et de médecin, JO L 206 du 31 juillet 2001.

RAPPORTS, RECOMMANDATIONS, DECLARATIONS, PROPOSITIONS, ETC. / BERICHTE, EMPFEHLUNGEN, ERKLÄRUNGEN, VORSCHLÄGE, USW.

-Résolution du Parlement européen sur le clonage des êtres humains (B5-0710, 0751, 0753 et 0764/2000), JO C 135 du 7 mai 2001.

-Résolution du Parlement européen sur l'assurance maladie complémentaire, JO C 223 du 8 août 2001.

Décision de la Commission du 18 juillet 2001 relative aux dispositions nationales concernant la pharmacovigilance communiquées par l'Allemagne, JO L 202 du 27 juillet 2001.

Avis du Comité des régions sur la « Communication de la Commission au Conseil, au Parlement européen, au Comité économique et social et au Comité des régions sur la stratégie de la Communauté européenne en matière de santé », et la « Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil adoptant un programme d'action communautaire dans le domaine de la santé publique (2001 à 2006) », JO C 144 du 16 mai 2001.

Avis du Comité économique et social sur la "Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil établissant des normes de qualité et de sécurité pour la collecte, le contrôle, la transformation, le stockage et la distribution du sang humain et des composants sanguins et modifiant la directive 89/381/CEE du Conseil", JO C 221 du 7 août 2001.

Appel à propositions 2002 de la Commission, Programme d'action communautaire de promotion, d'information, d'éducation et de formation en matière de santé, JO C 209 du 27 juillet 2001.

### **III. Droit étranger (sélection) Ausländisches Recht (Auswahl)**

*Les textes législatifs mentionnés ici représentent une sélection subjective parmi la pléthore de documents recensés par l'OMS, avec l'indication des références aux recueils de lois nationales en langue originale, sur son site Internet (continuation électronique du Recueil international de législation sanitaire), à l'adresse: <http://www.who.int/idhl> .*

#### **AUSTRALIE**

Loi n° 169 du 21 décembre 2000 portant réglementation des activités de génie génétique et visant des fins connexes ; Loi n° 170 du 21 décembre 2000 portant dispositions liées à la promulgation de la Loi n° 169.

#### **BOLIVIE**

Loi n° 1716 du 5 novembre 1996 relative au don et à la transplantation d'organes, de cellules et de tissus.

Loi n° 1687 du 27 mars 1996 relative à la médecine de la transfusion et aux banques de sang.

## CAMBODGE

Loi du 12 novembre 1997 relative à l'avortement.

## ESTONIE

Loi du 13 décembre 2000 relative à la recherche sur les gènes humains.

Loi du 12 février 1997 (mise à jour en octobre 1999) relative à la santé mentale.

## FRANCE

Loi du 4 juillet 2001 relative à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception, JO du 7 juillet 2001 p. 10823.

## NORVEGE

Loi relative aux services de santé spécialisés, du 2 juillet 1999.

Règlements du 21 décembre 2000 : n° 1407 relatif aux patients en pension privée dans le système des soins psychiatriques ; n° 1409 relatif à l'assistance immédiate pour soins psychiatriques ; n° 1410 portant institution des soins psychiatriques d'office

## PAYS-BAS

Loi du 12 avril 2001 relative à l'examen de l'interruption de la vie et du suicide assisté et portant modification du code pénal et de la Loi relative à l'élimination des cadavres.

## PORTUGAL

Loi n° 12/2001 du 29 mai 2001 relative à la contraception d'urgence.

## TURQUIE

Règlement [de 2000] relatif aux services de transplantation d'organes et de tissus.

Règlement [de 2000] relatif au Conseil d'éthique pour les protocoles thérapeutiques.

## IV. Droit fédéral / Bundesrecht

DROIT EDICTE / ERLASSENES RECHT [RO/AS 2001 N° 19-34 (28 AOÛT 2001)]

Loi fédérale sur l'assurance-accident (LAA), du 20 mars 1981. Modification du 15 décembre 2000, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> juillet 2001 (*art. 18 al. 1 : rente d'invalidité si l'assuré est invalide à 10% au moins*), RO 2001 1491.

Loi fédérale portant modification de l'arrêté fédéral sur le contrôle du sang, des produits sanguins et des transplants, du 8 octobre 1999, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> juillet 2001, RO 2001 1505.

Ordonnance sur le contrôle du sang, des produits sanguins et des transplants, du 26 juin 1996. Modification du 23 mai 2001, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> juillet 2001 (*notamment : art. 28a ss concernant les transplants d'origine animale*) RO 2001 1508.

Ordonnance sur les prestations dans l'assurance obligatoire des soins en cas de maladie (OPAS), du 29 septembre 1995. Modification du 6 juillet 2001, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> juillet 2001 (*nouvelle teneur de l'annexe 2, liste des moyens et appareils*), RO 2001 1683.

Ordonnance sur la prévention des accidents et des maladies professionnelles (OPA), du 19 décembre 1983. Modification du 25 avril 2001, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> juin 2001, RO 2001 1393.

MESSAGES, RAPPORTS ET DÉCISIONS OFFICIELS / BOTSCHAFTEN, AMTLICHE BERICHTE UND BESCHLÜSSE [FF/BBL 2001 N° 19-32, (14 AOÛT 2001)]

Les interventions parlementaires sont publiées intégralement sur <http://www.parlement.ch/>. En outre, la Feuille fédérale est disponible à l'adresse suivante : <http://www.admin.ch/ch/f/ff/index.html>.

Arrêté fédéral concernant l'initiative populaire " Pour le libre choix du médecin et de l'établissement hospitalier ", du 22 juin 2001 (*l'Assemblée fédérale en recommande le rejet*), FF 2001 2739.

Initiative populaire fédérale " pour le libre choix du médecin et de l'établissement hospitalier ". Retrait. Communication de la Chancellerie fédérale du 24 juillet 2001, FF 2001 3255.

Message concernant la 4<sup>e</sup> révision de la loi fédérale sur l'assurance-invalidité, du 21 février 2001, FF 2001 3045.

Message concernant la révision de la loi sur les stupéfiants, du 9 mars 2001, FF 2001 3537.

Message relatif à l'initiative populaire fédérale " Droits égaux pour les personnes handicapées " et au projet de loi fédérale sur l'élimination des inégalités frappant les personnes handicapées, du 11 décembre 2000, FF 2001 1605.

Message concernant le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques relatif à la Convention sur la diversité biologique, du 27 juin 2001, FF 2001 3884.

Initiative parlementaire Des conditions de travail humaines pour les médecins assistants. Rapport de la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil national, du 5 avril 2001, FF 2001 3021.

Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée aux Hôpitaux Universitaires de Genève, du 10 juillet 2001, FF 2001 3006.

Notifications et demandes d'autorisation pour des activités impliquant des organismes génétiquement modifiés ou pathogènes en milieu confiné, reçues du 7 juillet 2000 au 8 juin 2001, Bureau de Biotechnologie de la Confédération, Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage, FF 2001 2827.

## **V. Droit cantonal (sélection)**

### **Kantonaales Recht (Auswahl)**

(extrait du "Bulletin de Législation / Gesetzgebungsbulletin", n° 2/2001, et n° 3/2001, avec l'autorisation de l'Institut du Fédéralisme, à Fribourg)

Verordnung über die Entschädigung des Lehr-, Lern- und Praktikumpersonals an den Kantonsspitalern vom 04.09.1972 (Änderung: § 1 III), vom 31.01.2001, in Kraft ab 01.04.2001. AGS 2001, S. 21.

#### BASEL LAND

Spitexausbildungsverordnung vom 02.11.1999 (Änderung) vom 23.01.2001, in Kraft ab 01.03.2001. GS 34.26.

Regionales Schulabkommen über die Finanzierung der Aus- und Weiterbildung für Gesundheitsberufe, vom 07.11.2000, in Kraft ab 01.01.2001. GS 34.54.

Vereinbarung über Dienstleistungen der Sanität Basel auf dem Gebiet des Kantons BL (Vereinbarung Sanitätsdienst) vom 16.03.2001, in Kraft ab 01.01.2001. BL – GS 34.65 / BS – Kantonsblatt 2001, Nr. 38, s. 684.

#### BASEL STADT

Verordnung betr. das Verfahren bei Erteilung von Bewilligungen zur selbständigen Tätigkeit als Ärztin oder Arzt (Ärztliche Berufsausübungs-Verordnung) vom 27.03.2001, in Kraft ab 01.04.2001. Kantonsblatt 2001, Nr. 26, s. 449.

#### BERNE

GRB über des Beitritt des Kantons BE zum Regionalen Schulabkommen im Gesundheitswesen der Nordwestschweiz, vom 13.09.2000, in Kraft ab 01.01.2001. BAG 01-20.

Verordnung vom 02.10.1985 über die Bewilligung zur Führung eines Privatspitals oder einer anderen Krankenpflegereinrichtung (Änderung) vom 24.01.2001, in Kraft ab 01.02.2001. BAG 01-15.

Verordnung vom 14.09.1988 über die Psychotherapeutinnen und die Psychotherapeuten (Änderung: In einigen Artikeln werden Ausdrücke ersetzt) vom 24.01.2001, in Kraft ab 01.02.2001. BAG 01-15.

Verordnung vom 13.05.1998 über die Kreisärztinnen und Kreisärzte (Änderung: Art. 5 I & II, 6 I & 13 I) vom 17.01.2001, in Kraft ab 01.04.2001. BAG 01-12.

Verordnung vom 15.08.1911 betr. die Assistenten und Stellvertreter der Ärzte, Zahnärzte und Tierärzte (Änderung: in mehreren Artikeln werden Ausdrücke ersetzt) vom 24.01.2001, in Kraft ab 01.02.2001. BAG 01-15.

Verordnung vom 18.12.1985 über die Spezialarzttitel (Änderung) vom 24.01.2001, in Kraft ab 01.02.2001. BAG 01-15.

Verordnung vom 18.12.1996 betr. Die Aufwandentschädigung für die privatärztliche Tätigkeit an öffentlichen Spitalern (Änderung) vom 24.01.2001, in Kraft ab 01.02.2001. BAG 01-15.

Verordnung vom 03.12.1965 über die Zahnheilkunde (Änderung: in einigen Artikeln werden Ausdrücke ersetzt) vom 24.01.2001, in Kraft ab 01.02.2001. BAG 01-15.

Verordnung vom 10.08.1988 über die Zahntechnikerinnen und Zahntechniker (Änderung: in Art. 1,3 I lit. A & 4 II werden Ausdrücke ersetzt) vom 24.01.2001, in Kraft ab 01.02.2001. BAG 01-15.

Verordnung vom 21.03.1990 über die öffentlichen und die privaten Apotheken sowie über die Spitalapotheken (Apothekenverordnung) (Änderung: in einigen Artikeln werden Ausdrücke ersetzt) vom 24.01.2001, in Kraft ab 01.02.2001. BAG 01-15.

Verordnung vom 25.05.1945 über die Ausübung des Krankenpflegeberufes (Änderung) vom 24.01.2001, in Kraft ab 01.02.2001. BAG 01-15.

Verordnung vom 14.09.1988 über die Hebammen (Änderung) vom 24.01.2001, in Kraft ab 01.02.2001. BAG 01-15.

Verordnung vom 05.09.1990 über die Chiropraktorinnen und Chiropraktoren (Änderung) vom 24.01.2001, in Kraft ab 01.02.2001. BAG 01-15.

Verordnung vom 14.05.1988 über die Physiotherapeutinnen und Physiotherapeuten (Änderung) vom 24.01.2001, in Kraft ab 01.02.2001. BAG 01-15.

Verordnung vom 12.03.1986 über die Ergotherapeuten und Ergotherapeutinnen (Änderung) vom 24.01.2001, in Kraft ab 01.02.2001. BAG 01-15.

#### GENEVE

Règlement d'application de la Loi relative à la qualité, la rapidité et l'efficacité des transports sanitaires urgents du 13.06.2001, entrée en vigueur le 01.07.2001. FAO 2001, No 70, p. 1007.

#### JURA

Ordonnance concernant la Fondation pour l'aide et les soins à domicile (abroge l'Ordonnance concernant les soins infirmiers à domicile du 21.12.1993) du 08.05.2001, entrée en vigueur rétroactive au 01.01.2001. Journal Officiel 2001, No 18, p. 304.

#### OBWALD

Gesundheitsgesetz vom 20.10.1991 Änderung vom 26.01.2001, in Kraft ab 01.03.2001. Amtsblatt 2001, Nr. 5, S. 120.

Spitalverordnung vom 24.10.1991 Änderung vom 26.01.2001, in Kraft ab 01.03.2001. Amtsblatt 2001, Nr. 5, S. 123.

#### SCHAFFHAUSEN

Gesundheitsgesetz vom 19.10.1970, Änderung vom 27.11.2000, in Kraft ab 01.07.2001. Amtsblatt 2001, Nr. 20, s. 767.

Verordnung über die Rechte und Pflichten der Patientinnen und Patienten (Patientenrechtsverordnung ; Pat V) vom 08.05.2001, in Kraft ab 01.07.2001. Amtsblatt 2001, Nr. 20, s. 773.

Dekret über die Organisation der Kantonalen Psychiatrischen Klinik Breitenau vom 17.12.1984, Änderung vom 27.11.2000, in Kraft ab 01.07.2001. Amtsblatt 2001, Nr. 20, s. 771.

Dekret über die Organisation des Kantonsspitals vom 17.12.1984, Änderung vom 27.11.2000, in Kraft ab 01.07.2001. Amtsblatt 2001, Nr. 20, s. 771.

#### SOLOTHURN

Verordnung über die Organisation und den Betrieb des kantonalen Bildungszentrums für Gesundheitsberufe (révision totale), vom 27.03.2001, in Kraft ab 01.07.2001. Amtsblatt 2001, Nr. 24, s. 1239.

Verordnung über die Lehrverhältnisse am kantonalen Bildungszentrum für Gesundheitsberufe und bei den öffentlichen solothurnischen Spitälern vom 27.03.2001, in Kraft ab 01.07.2001. Amtsblatt 2001, Nr. 24, s. 1246.

#### TICINO



Decreto-Legge conc. la pianificazione delle attrezzature medico-tecniche di diagnosi o di cura a tecnologia avanzata o particolarmente costosa (clausola del bisogno) del 26.03.2001, entrata in vigore il 25.05.2001. BU 2001, 120.

VAUD

Directive sur le regroupement de l'Ecole romande de pharmacie du 06.12.2000, entrée en vigueur le 25.06.2001. FAO 2000, No 100, p. 5259.

ZUG

RRB betr. Festsetzung des Wartegeldes für Hebammen vom 05.06.2001, in Kraft ab 16.06.2001. GS 27, 117.

**Tous ces textes sont en vigueur / Alle Texte in Kraft.**

## **Jurisprudence / Rechtsprechung**

### **I. Jurisprudence CEDH – Cour (sélection) / Rechtsprechung EMRK – Gerichtshof (Auswahl)**

(<http://www.echr.coe.int>)

KRESS c. FRANCE, Arrêt de la Cour du 7 juin 2001.

*Internement psychiatrique – Droit d'être entendu (respecté) – Impartialité de l'expert niée – Durée excessive de la procédure – Violation de l'art. 6 § 1 CEDH.*

MEDENICA c. SUISSE, Arrêt de la Cour (deuxième section) du 14 juin 2001.

*Médecin condamné en son absence – Violation art. 6 § 1 et § 3c) CEDH - Requête partiellement recevable.*

Z. ET AUTRES c. ROYAUME-UNI, Arrêt de la Cour (Grande Chambre) du 10 mai 2001.

*Omission d'une autorité locale de prendre des mesures pour protéger des enfants de négligence, abus graves, mauvais traitement – Déni d'accès à un tribunal – Violation art. 3 et 13 CEDH – Pas de violation de l'art. 6 CEDH.*

### **II. Jurisprudence des juridictions communautaires (sélection) / Rechtsprechung der Gerichte der EG (Auswahl)** (<http://curia.eu.int/fr/index.htm>)

ABDON VANBRAEKEL E.A. c. ALLIANCE NATIONALE DES MUTUALITES CHRETIENNES (ANMC), aff. C-368/98 – Arrêt de la Cour du 12 juillet 2001.

*Sécurité sociale – Assurance maladie – Articles 22 et 36 du règlement (CEE) n° 1408/71 – Libre prestation de services – Article 49 du traité CE – Frais d'hospitalisation engagés dans un autre Etat membre – Refus d'autorisation ultérieurement déclaré non fondé.*

AMBULANZ GLÖCKNER c. LANDKREIS SÜDWESTPFALZ, aff. C-475/99 – Conclusions de l'Avocat général du 17 mai 2001.

*Articles 82 et 86, paragraphe 1, CE – Transport de malades en ambulance – Droits spéciaux ou exclusifs – Restriction à la concurrence – Mission d'intérêt général – Justification – Affectation du commerce entre Etats membres.*

B.S.M. SMITS, ÉPOUSE GERAETS c. STICHTING ZIEDENFONDS VGZ et H.T.M. PEERBOOMS c. STICHTING CZ GROEP ZORGVERZEKERINGEN, aff. C-157/99 – Arrêt de la Cour du 12 juillet 2001.

*Libre prestation des services – Articles 49 et 50 du traité CE – Assurance maladie – Système de prestations en nature – Conventionnement – Frais d'hospitalisation engagés dans un autre Etat membre – Autorisation préalable – Critères – Justification.*

COMMISSION C. REPUBLIQUE D'AUTRICHE, aff. C-424/99 – Conclusions de l'Avocat général du 31 mai 2001.  
*Manquement d'Etat – Directive 89/105/CEE – Notion de liste positive – Délai pour statuer sur les demandes d'inscription de médicaments sur la liste positive – Obligation de prévoir un recours en cas de décision de rejet.*

COMMISSION C. REPUBLIQUE FRANÇAISE, aff. C-285/00 – Arrêt de la Cour du 10 mai 2001.  
*Manquement d'Etat – Non-transposition dans le délai prescrit de la directive 89/48/CEE – Reconnaissance des diplômes donnant accès à la profession de psychologue.*

COMMISSION C. REPUBLIQUE ITALIENNE, aff. C-202/99 – Conclusions de l'Avocat général du 31 mai 2001.  
*Manquement d'Etat – Directive 78/687/CEE – Maintien d'une seconde filière de formation donnant accès à la profession de dentiste – Maintien de la possibilité d'une double inscription à l'ordre des médecins et à l'ordre des dentistes pour les médecins visés à l'article 19 de la directive 78/686/CEE.*

CONFEDERACIÓN INTERSINDICAL GALEGA (CIG) c. SERVICIO GALEGO DE SAÚDE (SERGAS), aff. C-241/99 – Ordonnance de la Cour du 3 juillet 2001.  
*Politique sociale – Protection de la sécurité et de la santé des travailleurs – Directives 89/391/CEE et 93/104/CE – Champ d'application – Personnel des services de premiers soins – Durée moyenne du travail – Inclusion du temps des permanences.*

MARIA LUISA JIMENEZ MELGAR c. AYUNTAMIENTO DE LOS BARRIOS, aff. C-438/99 – Conclusions de l'Avocat général du 7 juin 2001.  
*Politique sociale – Protection des femmes enceintes – Directive 92/85/CEE – Article 10 – Effet direct et portée – Licenciement – Contrat de travail à durée déterminée.*

MERCK, SHARP & DOHME GMBH c. PARANOVA PHARMAZEUTIKA HANDELS GMBH, aff. C-443/99 et BOEHRINGER INGELHEIM KG ET BOEHRINGER INGELHEIM PHARMA KG et autres c. SWINGWARD LTD et autres, aff. C-143/99 – Conclusions de l'Avocat général du 12 juillet 2001.  
*Concurrence – Importation parallèle de médicaments – reconditionnement et réétiquetage des emballages – Rapprochement des législations.*

### **III. Jurisprudence étrangère (sélection) / Ausländische Rechtsprechung (Auswahl)**

#### **ALLEMAGNE**

Neue Juristische Wochenschrift, n° 24 (2001), p. 1779, BVerfG 20.3.2001.  
*Altersbegrenzung für Zugang zur vertragsärztlichen Tätigkeit.*

Neue Juristische Wochenschrift, n° 24 (2001), p. 1783, BVerfG 10.5.2000.  
*Anwendung eines patentierten Arzneimittels zu Versuchszwecken – Klinische Versuch.*

Neue Juristische Wochenschrift, n° 24 (2001), p. 1789, BGH 21.2.2001.  
*Nachehelicher Unterhaltsanspruch bei In-vitro-Fertilisation nach zurückgezogenem Einverständnis.*

Neue Juristische Wochenschrift, n° 24 (2001), p. 1800, OLG Hamm 28.2.2000.  
*Vormundschaftsrechtliche Genehmigung der Sterilisation einer Betreuten.*

#### **AUTRICHE**

Recht der Medizin 2/2001, p. 56, OGH 30.05. 2000.  
*Psychiatrische Unterbringung – Art. 5 EMRK.*

Recht der Medizin 3/2001, p. 92, OGH 7.12. 2000.

*Schadenersatz für « unerwünschte Geburt » - Aufklärung über Fruchtwasseruntersuchung.*

Recht der Medizin 3/2001, p. 93, OGH 17.01. 2001.

*Aufklärung bei Tonsillektomie.*

#### BELGIQUE

Revue de droit de la santé, 2000-2001, n° 4, p. 291. Hof van beroep te Antwerpen 1<sup>o</sup>bis kamer, 18 september 2000.

*Refus d'un centre de transfusion sanguine de transmettre des informations – Détournement de la nécessité sociale du secret professionnel.*

Revue de droit de la santé, 2000-2001, n° 4, p. 296. Tribunal de première instance de Neufchâteau, 9 juin 1999.

*Consentement éclairé – Complications suite à une laparoscopie – Le patient ne doit pas être informé des risques rares.*

Revue de droit de la santé, 2000-2001, n° 4, p. 298. Hof van beroep te Antwerpen, 11<sup>o</sup> kamer, 22 maart 1999.

*Responsabilité – Indemnisation suite à la perte d'une chance de guérison plus rapide – Faute concomitante du patient.*

Revue de droit de la santé, 2000-2001, n° 4, p. 303. Cour d'appel de Liège, 3<sup>o</sup> chambre, 18 septembre 2000.

*Responsabilité – Théorie dite du « capitaine du bateau ».*

#### ETATS-UNIS

American Journal of Law & Medicine 27/1 (2001), p. 135. New Jersey Supreme Court, 23 janvier 2001 (Reed v. Bojarsky).

*Standard de soins – Devoir du médecin de renseigner les patients.*

#### FRANCE

Médecine & Droit 2001, n° 48 – CA, Dijon, CH I 18.11.1999, Jurisdata 137067 (Résumé).

*Partage de responsabilité à l'occasion d'un accident d'anesthésie (anesthésiste, chirurgien, clinique).*

La Semaine Juridique, n° 29, p. 1432 – Cour de Cassation.

*Homicide involontaire, l'enfant à naître peut-il être victime d'un homicide involontaire ? L'Assemblée plénière de la Cour de cassation prend position.*

#### GRANDE-BRETAGNE

Medical Law Review, vol. 9 n° 1, Spring 2001, p. 54; arrêt Greenfield v. Flather.

*Medical negligence : Damages for wrongful pregnancy.*

#### IV. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung

La jurisprudence des autorités administratives de la Confédération (JAAC) est accessible en texte intégral sur internet à l'adresse suivante : <http://www.jaac.admin.ch> . La jurisprudence du Tribunal fédéral est accessible à l'adresse suivante : <http://www.bger.ch/> .

ATF 127 I 6 – Arrêt du Tribunal fédéral du 22 mars 2001, 1<sup>ère</sup> Cour de droit public.

*Traitement médicamenteux forcé en clinique psychiatrique en cours de privation de liberté à des fins d'assistance. Liberté personnelle. Base légale cantonale (BS). Proportionnalité.*

ATF 127 I 54 – Arrêt du Tribunal fédéral du 28 novembre 2000, Cour de cassation.

*Expertise psychiatrique fondée uniquement sur les pièces du dossier de la procédure pénale, sans examen de la personne expertisée. Conditions exceptionnelles d'admissibilité.*

ATF 126 V 319 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 17 octobre 2000.

*Conditions de l'obligation d'un assureur-maladie d'allouer des prestations pour les séquelles tardives d'un accident (lésions du système de la mastication) survenu avant l'entrée en vigueur de la LAMal.*

ATF 126 V 323 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 9 mai 2000.

*Prestations en cas de séjour dans une clinique. Délimitation quand un besoin de réadaptation et de convalescence est établi (art. 24-25 LAMal).*

ATF 126 V 330 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 20 juillet 2000.

*Un mari ne peut pas prétendre à une rémunération de l'assureur-maladie pour des soins à domicile fournis à son épouse.*

ATF 126 V 334 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 22 septembre 2000.

*Examen du caractère économique des soins à domicile en comparaison avec le séjour dans un établissement de soins. Portée des droits fondamentaux.*

ATF 126 V 344 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 6 novembre 2000.

*Légalité d'une position tarifaire relative au séjour dans un établissement de soins. Pouvoir d'appréciation du gouvernement cantonal.*

ATF 126 V 480 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 1<sup>er</sup> décembre 2000.

*Computation du délai de préavis d'un mois pour changer d'assureur (ancien art. 7 al. 2 LAMal).*

ATF 126 V 484 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 7 décembre 2000.

*Les frais de prise en charge en cas de séjour dans un établissement médico-social sont fixés d'après la réglementation applicable en cas de traitement ambulatoire. Notion de raisons médicales (art. 41/2 LAMal).*

ATF 126 V 490 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 27 octobre 2000.

*L'assureur peut en principe fixer librement l'étendue de la couverture d'assurance facultative d'indemnités journalières (pas de minimum légal). Portée des règles sur le libre-passage.*

ATF 126 V 499 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 20 décembre 2000.

*Assurance facultative d'indemnités journalières. Montant de la couverture. Interprétation des conditions d'assurance.*

JT 2000 I 573 (= ATF 126 II 63)

*Réclamation en responsabilité de 2206 agriculteurs contre la Confédération. Conséquences économiques de la « maladie de la vache folle ». La législation sur les épizooties n'a pas seulement pour but de protéger la santé des animaux et des êtres humains, mais aussi de protéger les particuliers contre les atteintes aux biens patrimoniaux.*

JT 2000 I 611 (résumé) (= ATF 126 III 36)

*Cession d'une créance en responsabilité civile contre le responsable d'un accident de la circulation de la victime à son assurance maladie et accident. Cette dernière intente action contre l'assureur RC du responsable pour la différence entre le tarif applicable aux assurances privées et le tarif conventionnel réservé aux caisses-maladie. Créance nulle en vertu de l'art. 44 al. 1 LAMal (protection tarifaire). En outre, l'art. 126 OAMal crée une obligation nouvelle qui ne repose sur aucun fondement dans la LAMal.*

RAMA 1/2001, p. 40 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 19.10.2000.

*Extinction du droit du frontalier de passer de l'assurance collective à l'assurance individuelle.*

*L'art. 7 al. 4 OAMal est également applicable par analogie dans les cas d'assurance facultative d'indemnités journalières. En d'autres termes, le droit du frontalier de passer dans l'assurance individuelle s'éteint dès qu'il cesse son activité en Suisse pour des raisons étrangères à sa maladie.*

RAMA 1/2001, p. 82 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 23.10.2000.

*Accident de travail dont est victime une personne travaillant à temps partiel (Art. 7 al. 2 et 8 al. 2 LAA, art. 13 al. 1 OLAA).*

*L'existence d'un accident de trajet ne peut être admise que si la course est en relation étroite avec le travail. Cette relation n'est pas rompue en raison d'une halte ou d'un report d'une heure, quels qu'en soient les motifs. En présence de motifs qualifiés, elle ne l'est pas non plus, même si cette durée a été dépassée.*

RAMA 1/2001, p. 91 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 17.11.2000.

*Droit direct à la désignation d'un avocat d'office pour la procédure administrative (art. 29 al. 1 Cst, art. 105 al. 1 LAA).*

*Le droit à l'assistance juridique découlant de l'appartenance à un syndicat n'exclut pas, à lui seul, le droit direct à la désignation d'un avocat d'office pour la procédure d'opposition.*

JAAC N° 65.66, 2001 vol. II – Décision de la Commission fédérale de recours en matière d'assurance-accidents du 27.03.2000.

*Dispositifs médicaux. Classification d'un appareil destiné à la thérapie par champs magnétiques. Interdiction de vente d'un dispositif ne satisfaisant pas aux exigences posées par l'ODim.*

Pratique Juridique Actuelle, 7/2001, p. 850 – Décision du Conseil fédéral du 20 décembre 2000 en matière de tarif pour soins en établissement médico-social dans le canton de Vaud.

*Commentaire par Jean-Louis Duc.*

## **V. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung**

### **BERNE**

BVR/JAB 2000 p. 230 ss. – Urteil des Verwaltungsgerichts vom 23.8.2000.

*Condensé de la jurisprudence relative à l'évaluation de l'invalidité des paysans exerçant une activité lucrative indépendante.*

### **GRAUBÜNDEN**

PVG 2000 Nr 22 – Urteil des Verwaltungsgerichts vom 9.5.2000.

*Krankenversicherung. Wartefrist. Begriff des Krankheitsfalles.*

PVG 2000 Nr 25 – Urteil des Verwaltungsgerichts vom 2.2.2001.

*Unfallversicherung. Begriff des Wagnisses von Art. 50 Abs. 2 UVV.*

PVG 2000 Nr 26 – Urteil des Verwaltungsgerichts vom 31.3.2000.

*Unfallversicherung. Bedeutung von Gerichtsgutachten bei der Feststellung der natürlichen Kausalität. Voraussetzungen für die Bejahung des adäquaten Zusammenhanges.*

### **NEUCHÂTEL**

RJN 2000 p. 293 ss. – Arrêt du Tribunal administratif du 23.3.2000.

*Art. 7 al. 1 et 2 LAMal ; art. 94 al. 2 OAMal. Respect du délai de préavis pour changer d'assureur.*

RJN 2000 p. 296 ss. – Arrêt du Tribunal administratif du 7.3.2000.

*Art. 44 al. 1 et 79 al. 3 LAMal ; art. 126 OAMal. Protection tarifaire dans l'assurance-maladie.*

RJN 2000 p. 303 ss. – Arrêt du Tribunal administratif du 11.8.1999.

*Art. 37 al. 3 LAA. Réduction des prestations pour faute grave de l'assuré.*

RJN 2000 p. 308 ss. – Arrêt du Tribunal administratif du 24.11.1998.  
*Art. 39 LAA ; art. 49 al. 2 let. A OLAA. Réduction des prestations pour participation à une rixe.*

#### LUZERN

LGVE 2000 II Nr. 22 – Urteil des Verwaltungsgerichts vom 4.1.2000.  
*Zuständigkeit für die Ausrichtung der Prämienverbilligung im interkantonalen Verhältniss. Weiterleitungspflicht.*

LGVE 2000 II Nr. 41 – Urteil des Verwaltungsgerichts vom 2.2.2000.  
*Art. 7 Abs. 5 KVG ; Art. 9 Abs. 3 KVV. Ein Wechsel des Versicherers darf nicht dazu führen, dass eine Person den Versicherungsschutz unterbrechen kann. Art. 9 Abs. 3 KVV ist gesetzwidrig. Das KVG kennt keine Regelung über die Verrechnung : die KUVG-Praxis hat weiterhin unter dem KVG Gültigkeit.*

LGVE 2000 II Nr. 43 – Urteil des Verwaltungsgerichts vom 31.3.2000.  
*Für Zahnärztliche Behandlungen von Geburtsgebrechen nach dem 20. Altersjahr ist Art. 27 KVG nicht direkt anwendbar. Die Voraussetzungen von Art. 31 Abs. 1 KVG müssen auch erfüllt sein. In Kraft Treten von Art. 19a KLV.*

LGVE 2000 II Nr. 44 – Urteil des Verwaltungsgerichts vom 29.6.2000.  
*Abschliessende Liste der Art. 17-19 KLV. Kostengutsprache der Krankenkasse an einer Heilanstalt ist keine Zusicherung der definitiven Kostenübernahme vis-à-vis dem Versicherten.*

LGVE 2000 II Nr. 47 – Urteil des Verwaltungsgerichts vom 13.4.2000.  
*Die Rechtsprechung zur Adäquanz psychischer Fehlentwicklungen nach Unfällen kann nicht analog bei im Zusammenhang mit Berufskrankheiten auftretenden entsprechenden Störungen angewendet werden.*

LGVE 2000 II Nr. 48 – Urteil des Verwaltungsgerichts vom 8.2.2000.  
*Schleudertrauma der Halswirbelsäule. Natürlicher und adäquater Zusammenhang. Analogische Anwendung der Rechtsprechung zu den psychischen Unfallfolgen.*

#### ST GALLEN

GVP 2000 Nr. 10 – Urteil des Versicherungsgerichts vom 18.5.2000.  
*Art. 31 Abs. 1 und 33 Abs. 2 KVG ; Art. 17 und 18 KLV. Kann der Kausalzusammenhang zwischen der Behandlung eines somatischen Leidens und einer Zahnerkrankung mit überwiegender Wahrscheinlichkeit nachgewiesen werden, so muss eine Krankenkasse keine Versicherungsleistungen erbringen.*

#### TICINO

Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese, p. 42 – TRAM 22.8.2001 in re. X. (Art. 56 cpv 1 lett. B), 62 Lsan).

*Farmacista : buona reputazione. Il requisito della "buona reputazione" non deve essere valutato esclusivamente in base al casellario giudiziale.*

Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese, p. 162 – TF 6.10.2000 in re S. (Art. 10 Rlav, 8 Cost.).  
*L'esclusione della possibilità di deroghe per l'apertura domenicale di farmacie site nella zona di confine non viola la Costituzione.*

Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese, p. 263 – TCA 17.10.2000 in re S. (Art. 31 cpv 2 LAMal, 9 OAINF).

*Lesione del sistema masticatorio a causa di un sassolino – relazione di causalità naturale e adeguato. Il nesso di causalità fra la masticazione di un sassolino presente in un risotto e la lesione a un dente non è interrotto dalla circostanza che quest'ultimo sia devitalizzato e abbia subito precedenti riparazioni.*

Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese, p. 266 – TCA 31.7.2000 in re D. (Art. 67 segg. LAMal).

*Assicurazione facoltativa d'indennità giornaliera – pagamento dei premi. Quando, in deroga alle disposizioni delle condizioni generali d'assicurazione, una cassa malati conclude con un assicurato un contratto nel quale risulta espressamente quale debitore dei premi per l'assicurazione d'indennità giornaliera il datore di lavoro, unicamente quest'ultimo è tenuto al pagamento di tali premi.*

VALAIS

RVJ 1/2001 p. 108 – ATCA du 14 juillet 2000.

*Assurance-maladie ; assurance obligatoire des soins et obligation pour l'assureur de prendre à sa charge les frais de sauvetage jusqu'à concurrence de 5000 fr.*

## **Doctrine / Lehre**

### **I. Doctrine internationale et étrangère (sélection) / Internationale und ausländische Lehre (Auswahl)**

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

ARTICLES / AUFSÄTZE

#### **Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux**

GARATTINI S., BERTELE V., Adjusting Europe's drug regulation to public health needs, *Lancet* 358 (2001), p. 64.

KÜGEL J. W. ET HESSHAUS M., Das Arzneimittelrecht nach der 10. AMG-Novelle, *Medizinrecht*, Heft 5, 2001, p. 248.

#### **Droits des patients, droit de la personnalité**

ANNAS G. J., Testing Poor Pregnant Women for Cocaine – Physicians as Police Investigators, *New England Journal of Medicine*, 344 (2001), p. 1471.

BERLAND G. K., ELLIOTT M. N., MORALES L.S. and al., Health Information on the Internet. Accessibility, Quality, and Readability in English and Spanish, *Journal of American Medical Association* 285 (2001), p. 2612.

BERNAT E., Die Forschung an Einwilligungsunfähigen, *Recht der Medizin* 4/2001, p. 99.

CÔTÉ A., Telling the truth ? Disclosure, therapeutic privilege and intersexuality in children, *Health Law Journal* 2000, vol. 8, p. 199.

DEVERS A., La protection de la santé de l'étranger en situation irrégulière, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 2, 2001, p. 241.

DUJMOVITS E., Die EU-Grundrechtscharta und das Medizinrecht, *Recht der Medizin* 3/2001, p. 72.

EPSTEIN A. M., AYANIAN J. Z., Racial Disparities in Medical Care, *New England Journal of Medicine*, 344 (2001), p. 1729.

GOSTIN L. O., National Health Information Privacy. Regulations Under the Health Insurance Portability and Accountability Act., *Journal of American Medical Association*, 285 (2001), p. 3015.

GOSTIN L., The Human Right to Health : A Right to the « Highest Attainable Standard of Health », *Hastings Center Report* 2001, March-April, p. 29.

KAY R., SIRIWARDENA A. K., The process of informed consent for urgent abdominal surgery, *Journal of Medical Ethics*, 27 (2001), p. 157.

KREJCI H., Wem gehört die Nabelschnur ?, *Recht der Medizin* 3/2001, p. 67.

LABBEE P., Le sexe des anges, *Le Dalloz* 2001, n° 24, p. 1913.

MCHAFFIE H. E., LAING I. A., PARKER M. and al., Deciding for imperilled newborns : medical authority or parental autonomy ? *Journal of Medical Ethics*, 27 (2001), p. 104.

RICHTER J., EISEMANN M., ZGONNIKOVA E., Doctor's authoritarianism in end-of-life treatment decisions. A comparison between Russia, Sweden and Germany, *Journal of Medical Ethics*, 27 (2001), p. 186.

SCHWAB D., Stellvertretung bei der Einwilligung in die medizinische Behandlung – ein Aufriss der Probleme, *Festschrift für Dieter Henrich*, Verlag Ernst und Werner Gieseke, 2000.

TROVERO F., BESTARD L., L'accès libre au dossier médical: une vraie fausse réforme? Plaidoyer pour le maintien d'une communication indirecte, *Médecine & Droit* 2001, n° 48, p. 15.

WICKS E., The right to refuse medical treatment under the European Convention on Human Rights, *Medical Law Review*, vol.9 n° 1, Spring 2001, p. 17.

WIDDERSHOVEN G., BERGHMANS R., Advance directives in psychiatric care : a narrative approach, *Journal of Medical Ethics*, 27 (2001), p. 92.

WELCH C. A., Sacred Secrets – The Privacy of Medical Records, *New England Journal of Medicine* 345 (2001), p. 371.

### **Ethique biomédicale**

ANDERLIK M. R., ELSTER N., Currents in contemporary ethics, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 29/2 (2001), p. 220.

BURYSKA J. F., Assessing the ethical weight of cultural, religious and spiritual claims in the clinical context, *Journal of Medical Ethics*, 27 (2001), p. 118.

BYK C., Bioéthique – Législation, jurisprudence et avis des instances d'éthique, *La Semaine Juridique*, n° 28, p. 1369.

DAMEWOOD M. D., Ethical Implications of a New Application of Pre-implantation Diagnosis, *Journal of American Medical Association* 285 (2001), p. 3143.

MEMETEAU G., Quelle bioéthique ?, *Médecine & Droit* 2001, n° 47, p. 15.

PELLERIN D., Réflexion éthiques autour de la réanimation néonatale, *Bulletin de l'Académie Nationale de Médecine*, 2001 tome 185 n° 2, p. 433.

### **Exercice des professions de la santé, politique professionnelle**

CAMPBELL S., MARTIN R., WILKIN D., Improving the quality of care through clinical governance, *British Medical Journal*, 322 (2001), p. 1580.



GODRY R., Qualitätssicherung durch Berufszulassung, zur Problematik der Gleichwertigkeit ärztlicher und zahnärztlicher Ausbildungen im Ausland, *Medizinrecht*, Heft 7, 2001, p. 348.

HASSEY A., GERREN D., WILSON A., A survey of validity and utility of electronic patient records in a general practice, *British Medical Journal*, 322 (2001), p. 1401.

HECKER D., Die Vertragsabschlussfreiheit des Arztes bei gestörtem Vertrauensverhältnis zum Patienten, *Medizinrecht*, Heft 5, 2001, p. 224.

LUST A., Arts en publiciteit : ook een kwestie van personele grondrechten, *Revue de droit de la santé*, 2000-2001, n° 4, p. 268.

MAIO G., History of medical involvement in torture - then and now, *Lancet*, 357 (2001), p. 1609.

SCHWERIN M., Das ärztliche Werbeverbot – was bleibt ?, *Neue Juristische Wochenschrift*, n° 24 (2001), p. 1770.

VAN HEMEL P. J., A way out of the maze : Federal agency preemption of state licensing and regulation of complementary and alternative medicine practitioners, *American Journal of Law & Medicine*, 2001, vol. 27 n° 2 & 3, p. 329.

WALLNER F., Anerkennung von Drittlanddiplomen, *Recht der Medizin* 4/2001, p. 113.

### **Génétique humaine et biotechnologies**

ANNAS G. J., The Limits of State Laws to Protect Genetic Information, *New England Journal of Medicine*, 345 (2001), p. 385.

BECKMANN R., Rechtsfragen der Präimplantationsdiagnostik, *Medizinrecht*, Heft 4, 2001, p. 168.

BLUMBERG-MOKRI M., La thérapie génique à l'aune européenne, *Europe*, n° 6 juin 2001, p. 3.

GALLOUX J.-C., GAUMONT-PRAT H., Droit des biotechnologies, *Le Dalloz* 2001, n° 18, p. 1427.

LOWRANCE W.W., The promise of human genetic databases. High ethical as well as scientific standards are needed, *British Medical Journal*, 322 (2001), p. 1009.

MAILAENDER G., The Point of a Ban. Or How to Think about Stem Cell Research, *Hastings Center Report* 2001, January-February, p. 9.

SAVULESCU J., Harm, ethics committees and the gene therapy death, *Journal of Medical Ethics*, 27 (2001), p. 148.

### **Mesures médicales spéciales**

CANTOR N. L., Twenty-five years after *Quinlan* : A review of the jurisprudence of death and dying, *The journal of Law, Medicine & Ethics*, 29/2 (2001), p. 182.

CHABAUT C., A propos de l'autorisation du transfert d'embryon post mortem, *Le Dalloz* 2001, n° 18, p. 1395.

CZERNER F., Aktive Sterbehilfe auch gegenüber Kindern ? Zur Übertragbarkeit der aktuellen Diskussion in den Niederlanden auf die Bundesrepublik Deutschland unter verfassungsrechtlichen Gesichtspunkten, *Medizinrecht*, Heft 7, 2001, p. 354.

DEUTSCH E., Die Sorge für den nichteinwilligungsfähigen Patienten – Eine Aufgabe der Ethikkommission?, *Recht der Medizin* 4/2001, p. 106.

DOWNIE J., The contested lessons of euthanasia in the Netherlands, *Health Law Journal* 2000, vol. 8, p. 119.

FOSSIER T., La stérilisation à fins contraceptives des incapables majeurs, *La Semaine Juridique*, n° 30, p. 1477.

FRESNEL F., La stérilisation volontaire contraceptive, *Le Dalloz* 2001, n° 26, p. 2045.

HOPE T., Rationing and life-saving treatments : should identifiable patients have higher priority ?, *Journal of Medical Ethics*, 27 (2001), p. 179.

HORTON R., Euthanasia and assisted suicide : what does the Dutch vote mean. *Lancet* 2001;357 (2001), p. 1221.

LEWIS P., Rights discourse and assisted suicide, *American Journal of Law & Medicine*, 2001, vol. 27 n° 1, p. 45.

SALAT-BAROUX J. et al., Le don d'ovocytes depuis la loi de bioéthique. Implications médicales, éthiques et juridiques déduites d'une série de 300 cas à l'hôpital Tenon, *Bulletin de l'Académie Nationale de Médecine*, 2001 tome 185 n° 2, p. 373.

SAVULESCU J., Is current practice around late termination of pregnancy eugenic and discriminatory ? Maternal interest and abortion, *Journal of Medical Ethics*, 27 (2001), p. 165.

WILKENING A., Zur aktuellen Praxis der Ethik-Kommissionen – Verbreitung, Besetzung und Beratungsinhalte, *Medizinrecht*, Heft 6, 2001, p. 301.

### **Recherche biomédicale**

ASHCROFT R., PFEFFER N., Ethics behind closed doors : do research ethics committees need secrecy ?, *British Medical Journal*, 322 (2001), p. 1294.

BARAM M., Making clinical trials safer for human subjects, *American Journal of Law & Medicine*, 2001, vol. 27 n° 2 & 3, p. 253.

DEANGELIS C. D., FONTANAROSA P. B., FLANAGIN A., Reporting Financial Conflicts of Interest and Relationships Between Investigators and Research Sponsors, *Journal of American Medical Association* 286 (2001), p. 89.

DRESSER R., Defining Research Misconduct : Will We Know It When We See It ?, *Hastings Center Report* 2001, May-June, p. 31.

KIRK C., Research Guidelines : NIH issues guidelines for federally funded stem cell research, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 28/4, (2000), p. 411.

KOSKA G., NIGHTINGALE S. L., Research Involving Human Subjects in Developing Countries, *New England Journal of Medicine*, 345 (2001), p. 135.

LEANING J., Ethics of research in refugees populations, *Lancet*, 357 (2001), p. 1432.

MASTROIANNI A., KAHN J., Swinging on the Pendulum, *Hastings Center Report* 2001, May-June, p. 21.

MC NAMEE D., Review of clinical protocols at *The Lancet*, *Lancet*, 357 (2001), p. 1819.

MORENO J. D., Goodbye to All That. The End of Moderate Protectionism in Human Research, *Hastings Center Report* 2001, May-June, p. 9.

SHAPIRO H. T., MESLIN E. M., Ethical Issues in the Design and Conduct of Clinical Trials in Developing Countries, *New England Journal of Medicine* 2001, 345, p. 139.

SPRANGER T. M., Fremdnützige Forschung an Einwilligungsunfähigen, Bioethik und klinische Arzneimittelprüfung, *Medizinrecht*, Heft 5, 2001, p. 238.

TAUPITZ J., Die Neufassung der Deklaration von Helsinki des Weltärztebundes vom Oktober 2000, *Medizinrecht*, Heft 6, 2001, p. 277.

WILLGOOS C., FDA regulation : An answer to the questions of human cloning and germline gene therapy, *American Journal of Law & Medicine*, 2001, vol. 27 n° 1, p. 101.

### **Responsabilité médicale**

ARTUS DIDIER, Hépatite C post-transfusionnelle : des voies et des réponses contentieuses désormais clarifiées, *Le Dalloz* 2001, n° 22, p. 1745.

FABRE-MAGNAN M., Avortement et responsabilité médicale, *Revue Trimestrielle de Droit Civil*, n° 2, avril-juin 2001, p. 265.

HAYWARD R. A., HOFER T. P., Estimating Hospital Deaths Due to Medical Errors, *Journal of American Medical Association*, 286 (2001), p. 415.

LATHAM S. R., System and responsibility : Three readings of the IOM report on medical error, *American Journal of Law & medicine*, 2001, vol. 27 n° 2 & 3, p. 163.

MAZIERE P., Le médecin n'est pas responsable des coups du sort, *Médecine & Droit* 2001, n° 47, p. 2.

MOQUET-ANGER M.-L., Chronique de jurisprudence – Responsabilité médicale à l'hôpital, *Médecine & Droit* 2001, n° 48, p. 8.

PIDOUX E., Responsabilité médecin/pharmacien au regard des génériques : une substitution de responsabilité ?, *Médecine & Droit* 2001, n° 47, p. 10.

SAGE W. M., Principles, Pragmatism, and Medical Injury, *Journal of American Medical Association*, 286 (2001), p. 226.

SINGER P. A., WU A. W., FAZEL S., MCMILLAN J. A., An ethical dilemma. Medical errors in medical culture. Commentaries, *British Medical Journal*, 322 (2001), p. 1236.

STUDDERT D. M., BRENNAN T. A., No-Fault Compensation for Medical Injuries. The Prospect for Error Prevention, *Journal of American Medical Association*, 286 (2001), p. 217.

STUDDERT D. M., BRENNAN T. A., Toward a workable model of « no-fault » compensation for medical injury in the United States, *American Journal of Law & Medicine*, 2001, vol. 27 n° 2 & 3, p. 225.

### **SIDA, lutte contre les épidémies**

FARMER P., The major Infectious Diseases in the World – To Treat or not to Treat, *New England Journal of Medicine*, 345 (2001), p. 208.

PROTHAIS A., Le SIDA ne serait-il plus, au regard du droit pénal, une maladie mortelle ?, *Le Dalloz* 2001, n° 26, p. 2053.

### **Système de santé, politique de la santé**

DEN EXTER A. P., Legal reforms of the Polish health care system in view of accessing the European Union, *European Journal of Health Law* 2001, vol. 8 n° 1, p. 5.

ENTHOVEN A. C., SCHAUFFLER H. H., McMENAMIN S., Consumer choice and the Managed Care backlash, *American Journal of Law & Medicine*, 2001, vol. 27 n° 1, p. 1.

*Journal of Medical Ethics* du mois d'août 2001 est consacré au thème de l'économie de la santé (Health economics).

LEGRAIN M. et al., La situation internationale de la France du point de vue du coût et de l'efficacité des soins médicaux, *Bulletin de l'Académie Nationale de Médecine*, 2001 tome 185 n° 1, p. 179.

LYNCH J., DAVEY SMITH G., HILLEMEIER M. and al., Income inequality, the psychosocial environment, and health: comparisons of wealthy nations. *Lancet*, 358 (2001), p. 194.

MOSSIALOS E., MCKEE M., Is a European healthcare policy emerging? *British Medical Journal*, 323 (2001), p. 248.

VON TIGERSTROM B. et al., Legal regulation of cancer surveillance : Canadian and international perspectives, *Health Law Journal* 2000, vol. 8, p. 1.

WILENSKI G. R., Medicare Reform – Now Is The Time, *New England Journal of Medicine*, 345 (2001), p. 458.

World Health Report 2000 : ALMEIDA C., BRAVEMAN P., GOLD M. R. and al., Methodological concerns and recommendations on policy consequences of the World Health Report 2000. MURRAY C., FRENCK J., World Health Report 2000 : a step towards evidence-based health policy. NAVARRO V., World Health Report 2000 : responses to Murray and Frenk, *Lancet*, 357 (2001), p. 1692.

### **Transplantations**

BACH F. H., IVINSON A. J., WEERAMANTRY C., Ethical and legal issues in Technology : Xenotransplantation, *American Journal of Law & medicine*, 2001, vol. 27 n° 2 & 3, p. 283.

CAPRON A. M., Brain Death - Well settled Yet Still Unresolved, *New England Journal of Medicine*, 344 (2001), p. 1244.

Case study. An Extremely Urgent Transplantation ? *Hastings Center Report* 2001, March-April, p. 27.

CHAPMAN L. E., BLOOM E. T., Clinical Xenotransplantation. *Journal of American Medical Association*, 285 (2001), p. :3015.

CRONIN D. C., MILLIS J. M., SIEGLER M., Transplantation of Liver Grafts from Living Donors into Adults – Too Much, Too Soon, *New England Journal of Medicine*, 344 (2001), p. 1633.

FINKEL M., Complications: this little kidney went to market, *The New York Times Magazine*, May 27, 2001.

LAURITZEN P., MCCLURE M., SMITH M. and al., The Gift of Life and the Common Good. The Need for a Communal Approach to Organ Procurement, *Hastings Center Report* 2001, January-February, p. 29.

PASCAL P., DAMOUR O., BRAYE F., BOURIOT F., COLPART J.J., Greffes de tissus d'origine humaine : aspects juridiques, *Médecine & Droit* 2001, n° 47, p. 20.

SIMINOFF L. A., GORDON N., HEWLETT J., Factors Influencing Families' Consent for Donation of Solid Organs for Transplantation, *Journal of American Medical Association*, 286 (2001), p. 71.

WIJDICKS E. F. M., The Diagnosis of Brain Death, *New England Journal of Medicine*, 344 (2001), p. 1215.

#### OUVRAGES ET MONOGRAPHIES / BÜCHER UND MONOGRAPHIEN

DÖRR G. et al., *Aneignung und Enteignung : Der Zugriff der Bioethik auf Leben und Menschenwürde*, Düsseldorf 2000.

KOPETZKI C. et al., *Antizipierte Patientenverfügungen: "Patiententestament" und Stellvertretung in Gesundheitsangelegenheiten*, Wien, 2000.

KÖRNER U., *Menschenrechte in der medizinischen Forschung: Arztethos und Forscherinteresse im Konflikt*, Dortmund 1999.

KÖRNER U., *Die Menschenwürde des Embryo: Fortpflanzungsmedizin und menschlicher Lebensbeginn*, Dortmund 1999.

SIMON J., *Gendiagnostik und Versicherung : die internationale Lage im Vergleich*, Baden-Baden, 2001.

WINTER S. F. et al., *Genmedizin und Recht: Rahmenbedingungen und Regelungen für Forschung, Entwicklung, Klinik, Verwaltung*, München 2001.

## II. **Doctrine suisse / Schweizerische Lehre**

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

#### ARTICLES / AUFSÄTZE

### **Assurances sociales**

BAUR R. ET HEIMER A., L'information des assurés dans l'assurance-maladie, *Sécurité sociale* 2001, n° 2, p. 91.

DESPLAND B., Traitement des données dans les assurances sociales, un leurre?, *SNM News* n° 29, mars 2001, p. 8.

FESSLER J., Sind Krankenversicherer oder deren Verbände berechtigt, gegen die Aufnahme von Arzneimitteln in die Spezialitätenliste Beschwerde zu führen ?, *ZBJV* 2001 p. 499. (à propos *BGE K176+179/2000*).

GERMANN D., Protection des données, le point de vue de l'assuré, *SNM News* n° 29, mars 2001, p. 11.

MÜLLER IMBODEN A., L'introduction du TarMed pour la rémunération des prestations prises en charge par l'assurance-maladie obligatoire : les conditions-cadres légales et leurs conséquences, *Bulletin des médecins suisses* 2001, 82, n° 18, p. 907.

POLEDNA T., NÜESCH S., Komplementärmedizin in der sozialen Versicherung, *Pratique Juridique Actuelle*, 6 (2001), p. 638.

VOEGELI C., Traitement de données personnelles dans les assurances sociales : nouvelles dispositions légales, *Sécurité sociale* 2001, n° 2, p. 98.

### **Droits des patients**

GAUCHAT M.-A., La protection des données et le droit de consulter son dossier ou d'en obtenir une copie, *SNM News* n° 29, mars 2001, p. 13.

KLEIN C., Handicap : nouveaux instruments juridiques, *Plädoyer*, 3/2001, p. 56.

KUHN H., Protection des données et LAMal, *Bulletin des médecins suisses*, 2001, 82, n° 32/33, p. 1707 (paru en allemand dans le n° 24, p. 1266).

### **Ethique biomédicale**

BLEIBERG H., Considérations éthiques chez les patients présentant un cancer avancé, , *Médecine & Hygiène* 2001, n° 2352, p. 1400.

### **Exercice des professions de la santé, politique professionnelle**

BLANCHARD N., La jurisprudence récente de la Commission genevoise de surveillance des professions de la santé, *Médecine & Hygiène* 2001, n° 2351, p. 1384.

FAVRE P., Le cabinet médical en société anonyme ou en société à responsabilité limitée, *Bulletin des médecins suisses*, 2001, 82, n° 21, p. 1070.

GLAUSER-AIASSA V., Transit des informations entre le médecin traitant et les assureurs-maladie, *SNM News* n° 29, mars 2001, p. 7.

GUILLOD O., Quelques neuchâteloiseries sur le secret médical, *SNM News* n° 29, mars 2001, p. 5.

KUHN H. P., Informations juridiques complémentaires sur la révision des dispositions pénales applicables à la corruption, *Bulletin des médecins suisses*, 2001, 82, n° 19, p. 976.

LANGENEGGER M., Amélioration de la sécurité des patients : comment gérer les erreurs médicales, *Sécurité sociale* 2001, n° 2, p. 95.

UTTINGER, Berufsgeheimnis, Schweigepflicht und Datenschutz, *RSA/SVZ* 68 (2000) p. 240.

### **Génétique humaine et biotechnologies**

GEISSBÜHLER H., Die Kriterien der Würde der Kreatur und der Menschenwürde in der Gesetzgebung zur Gentechnologie : eine Übersicht über Grundsatzprobleme : mit besonderer Berücksichtigung der Gen-Lex-Vorlage, *Zeitschrift des Bernischen Juristenverein*, 137 (2001), H. 4, p. 229.

### **Mesures médicales spéciales**

AMSTAD H., Sterbehilfe : eine Auslegeordnung, *Bulletin des médecins suisses*, 2001, 82, n° 21, p. 1087.

LEUTHOLD M., Sterbehilfe : die nächsten Schritte, *Bulletin des médecins suisses*, 2001 ; 82, n° 21, p. 1093.

### **Responsabilité médicale**

GATTIKER M., Kausalhaftung für medizinische Behandlungen – Realität oder Zukunftsmusik ?, *Pratique juridique actuelle* 6 (2001), p. 645.

KRAMER E. A., Schleudertrauma : Das Kausalitätsproblem im Haftpflichtrecht und im Sozialversicherungsrecht, *Basler Juristische Mitteilungen*, 2001, p. 153.

### **Système de santé, politique de la santé**

ARROYO J. F., Le « prix » du vieillissement, *Médecine & Hygiène* 2001, n° spécial, juin 2001, p. s8.

BAILLY A. S. ET BERNHARDT M., La « clause du besoin » : un choix de société, *Médecine & Hygiène* 2001, n° spécial, juin 2001, p. s24.

BENGOA R., Evolution du rôle des gouvernements concernant les soins de santé et impact sur les médecins, *Médecine & Hygiène* 2001, n° spécial, juin 2001, p. s20.

CHEVROLET J.-CL., Pourra-t-on soigner tout le monde ?, *Médecine & Hygiène* 2001, n° spécial, juin 2001, p. s17.

HAUDENSCHILD C., Formation des tarifs des soins stationnaires en milieu hospitalier, *Sécurité sociale* 2001, n° 2, p. 73.

JUNG M., Rôle et influence de la Surveillance des prix sur les prix de la santé, *Sécurité sociale* 2001, n° 2, p. 76.

KOCH V., Les différents types de forfaits appliqués dans les hôpitaux de soins aigus, *Sécurité sociale* 2001, n° 2, p. 63.

MARCUARD D., Formation des prix des médicaments, *Sécurité sociale* 2001, n° 2, p. 69.

MÜLLER IMBODEN A., Formation des tarifs dans le secteur hospitalier vue par la CDS, *Sécurité sociale* 2001, n° 2, p. 74.

SCHNEIDER S., Formation des tarifs dans le système de santé suisse, *Sécurité sociale* 2001, n° 2, p. 56.

WEISSENBURGER A., Le nouveau tarif médical TARMED, *Sécurité sociale* 2001, n° 2, p. 61.

« Werbung für Milch » (Interdiction de la publicité portant sur les effets thérapeutiques de denrées alimentaires – concurrence déloyale), *Sic revue du droit de la propriété intellectuelle, de l'information et de la concurrence*, 3/2001, p. 218.

WYLER D., Soins hospitaliers aigus : fixation des tarifs, *Sécurité sociale* 2001, n° 2, p. 75.

### **Transplantations**

AUGUSTIN A., Rechtliche Regelungen für Stammzelltherapien – Zugleich ein Beitrag zum Entwurf eines Transplantationsgesetzes, *Revue de droit suisse* 2001, 120/I, Cahier 2, p. 163.

OUVRAGES ET MONOGRAPHIES / BÜCHER UND MONOGRAPHIEN

GUT W., *Der Staat und der Schutz des ungeborenen Lebens: Rückzug des Staates aus der Mitverantwortung für das Lebensrecht des ungeborenen Kindes?: eine politisch-ethische Studie*, Kriens 1998.

HONSELL H., *Schweizerisches Haftpflichtrecht*, 3. Aufl., Zürich 2000.

JABORNIGG D. V., *Die Stellung des Verletzten in der schweizerischen Strafprozessordnung*, Basel 2001.

MARTIN J., *Dialoguer pour soigner – Les pratiques et les droits*, Genève 2001.

SCHOTT M., *Patientenauswahl und Organallokation*, Basel 2001.

WIDMER D., *Die Sozialversicherung in der Schweiz*, 3. Aufl., Zürich 2001.

\*\*\*\*\*



## **SAN-NEWS N°17**

### **janvier 2002**

Ce numéro couvre en principe la période entre **le 15 août et le 31 décembre 2001**.

Diese Nummer umfasst grundsätzlich die Periode **vom 15. August bis zum 15. Dezember 2001**.

## **Législation / Gesetzgebung**

### **I. Droit international (sélection) / Internationales Recht (Auswahl)**

RAPPORTS, RECOMMANDATIONS, DECLARATIONS, PROPOSITIONS, ETC. BERICHTE, EMPFEHLUNGEN, ERKLÄRUNGEN, VORSCHLÄGE, USW.

Conseil de l'Europe [www.coe.int](http://www.coe.int)

Conseil de l'Europe. Recommandation 2001/12 sur l'adaptation des services de soins de santé à la demande de soins et de services des personnes en situation marginale, du 10 octobre 2001.

Conseil de l'Europe. Recommandation 2001/13 sur le développement d'une méthodologie dans l'élaboration de lignes directrices pour de meilleures pratiques médicales, du 10 octobre 2001.

### **II. Droit communautaire / Europarecht** **(JOCE L 221 à L 349, du 31 décembre 2001 et JOCE C 231 à 374 du 29 décembre 2001)**

#### **DROIT ÉDICTÉ / ERLASSENES RECHT**

Directive n° 2001/83/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 novembre 2001 instituant un code communautaire relatif aux médicaments à usage humain, JO L 311 du 28 novembre 2001.

Décision n° 181 du 13 décembre 2000 concernant l'interprétation des articles 14, paragraphe 1, 14 *bis*, paragraphe 1, et 14 *ter*, paragraphes 1 et 2, du règlement (CEE) n° 1408/71 du Conseil relatifs à la législation applicable aux travailleurs salariés détachés et aux travailleurs non salariés qui exercent temporairement une activité en dehors de l'État compétent, JO L 329 du 14 décembre 2001.

RAPPORTS, RECOMMANDATIONS, DECLARATIONS, PROPOSITIONS, ETC. / BERICHTE, EMPFEHLUNGEN, ERKLÄRUNGEN, VORSCHLÄGE, USW.

Proposition modifiée de décision du Parlement européen et du Conseil adoptant un programme d'action communautaire dans le domaine de la santé publique (2001-2006), JO C 240 E du 28 août 2001.

Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CEE) n° 1408/71 du Conseil relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non salariés

et aux membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté, et le règlement (CEE) n° 574/72 du Conseil fixant les modalités d'application du règlement (CEE) n° 1408/71, JO C 276 du 1<sup>er</sup> octobre 2001.

Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 93/42/CEE du Conseil, telle que modifiée par la directive 2000/70/CE, en ce qui concerne les dispositifs médicaux incorporant des dérivés stables du sang ou du plasma humains, JO C 304 E du 30 octobre 2001.

Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 15 novembre au 15 décembre 2001 (Publication en vertu de l'article 12 ou de l'article 34 du règlement (CEE) n° 2309/93) du Conseil), JO C 371/06 du 28 décembre 2001.

Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 15 novembre 2001 au 15 décembre 2001 (Décision(s) prise(s) en vertu de l'article 14 de la directive 75/319/CEE ou de l'article 22 de la directive 81/881/CEE), JO C 371/07 du 28 décembre 2001.

Rectificatif au relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 15 octobre 2001 au 15 novembre 2001 (JO C 336 du 30.11.2001), JO C 371/10 du 28 décembre 2001.

### **III. Droit étranger (sélection) / Ausländisches Recht (Auswahl)**

*Les textes législatifs mentionnés ici représentent une sélection subjective parmi la pléthore de documents recensés par l'OMS, avec l'indication des références aux recueils de lois nationaux en langue originale, sur son site Internet (continuation électronique du Recueil international de législation sanitaire), à l'adresse: <http://www.who.int/idhl>.*

#### **FINLANDE**

Loi n° 101 du 2 février 2001 relative à l'utilisation d'organes et de tissus humains à des fins médicales.

Lois n° 328 et 329 du 6 avril 2001 portant modification de la Loi relative à l'interruption de la grossesse.

#### **FRANCE**

Décret n° 2001-909 du 1<sup>er</sup> octobre 2001 relatif aux cellules et aux produits de thérapies génique et cellulaire fixant les conditions d'autorisation des établissements, organismes, procédés, produits et protocoles d'essais cliniques et modifiant le code de la santé publique (deuxième partie : Décrets en Conseil d'État), JO du 6 octobre 2001 n° 232, p. 15739.

#### **ISLANDE**

Loi n° 110 du 13 mai 2000 relative aux banques d'échantillons biologiques.

### **IV. Droit fédéral / Bundesrecht**

DROIT EDICTE / ERLASSENES RECHT [RO/AS 2001 N° 35-51 (28 DECEMBRE 2001)]

Accessible sur le site : <http://www.admin.ch/ch/f/as/index.html>

Loi fédérale sur les médicaments et les dispositifs médicaux (Loi sur les produits thérapeutiques, LPT), du 15 décembre 2000, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2002, RO 2001 2790.

Ordonnance sur la pharmacopée, du 17 octobre 2001, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2002, RO 2001 3005.

Ordonnance portant édicition de la pharmacopée (Ordonnance sur la pharmacopée, Opha), du 20 août 1997. Modification du 17 octobre 2001, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2002 (nouvelle version de l'annexe), RO 2001 2729.

Ordonnance sur l'Institut suisse des produits thérapeutiques concernant l'édiction de la pharmacopée, du 9 novembre 2001, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2002, RO 2001 3008.

Ordonnance sur le personnel de l'Institut suisse des produits thérapeutiques, du 28 septembre 2001, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2002, RO 2001 3010.

Ordonnance sur l'organisation de l'Institut suisse des produits thérapeutiques, du 28 septembre 2001, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2002, RO 2001 3025.

Ordonnance sur l'abrogation et la modification du droit du fait de l'entrée en vigueur de la loi sur les produits thérapeutiques, du 17 octobre 2001, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2002, RO 2001 3294.

Ordonnance du Département fédéral de l'intérieur sur l'abrogation et la modification du droit en vigueur du fait de la loi sur les produits thérapeutiques, du 26 octobre 2001, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2002, RO 2001 3397.

Ordonnance sur les autorisations dans le domaine des médicaments (OAMéd), du 17 octobre 2001, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2002, RO 2001 3399.

Ordonnance sur les médicaments (OMéd), du 17 octobre 2001, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2002, RO 2001 3420.

Ordonnance de l'Institut suisse des produits thérapeutiques sur les exigences relatives à l'autorisation de mise sur le marché des médicaments, du 9 novembre 2001, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2002, RO 2001 3437.

Ordonnance de l'Institut suisse des produits thérapeutiques sur l'autorisation simplifiée et l'annonce obligatoire des médicaments, du 9 novembre 2001, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2002, RO 2001 3469.

Ordonnance sur la publicité pour les médicaments (OPMéd), du 17 octobre 2001, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2002, RO 2001 3477.

Ordonnance sur les dispositifs médicaux (ODim), du 17 octobre 2001, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2002, RO 2001 3487.

Ordonnance sur les essais cliniques de produits thérapeutiques (Oclin), du 17 octobre 2001, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2002, RO 2001 3511.

Ordonnance sur les émoluments de l'Institut suisse des produits thérapeutiques, du 9 novembre 2001, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2002, RO 2001 3525.

Ordonnance sur les bonnes pratiques de laboratoire (OBPL), du 2 février 2000, modification du 16 novembre 2001, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2002, RO 2001 3165.

Ordonnance sur les stupéfiants et les substances psychotropes (Ordonnance sur les stupéfiants, Ostup), du 29 mai 1996, modification du 17 octobre 2001, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2002, RO 2001 3133.

Ordonnance de l'OFSP sur les stupéfiants et les substances psychotropes, du 9 novembre 2001, modifications du 9 et du 15 novembre 2001, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2002, RO 2001 3146 et 3147.

Ordonnance sur les précurseurs et autres produits chimiques utilisés pour la fabrication de stupéfiants et de substances psychotropes (Ordonnance sur les précurseurs, Oprec), du 29 mai 1996, modification du 17 octobre 2001, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2002, RO 2001 3152.

Ordonnance de l'OFSP sur les précurseurs et autres produits chimiques utilisés pour la fabrication de stupéfiants et de substances psychotropes, du 8 novembre 1996, modifications du 9 et du 15 novembre 2001, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2002, RO 2001 3159 et 3160.

Ordonnance sur les exigences minimales à respecter lors des contrôles antidopage, du 17 octobre 2001, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2002, RO 2001 2971.

Ordonnance du Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports concernant les produits et méthodes de dopage (Ordonnance sur les produits dopants), du 31 octobre 2001, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2002, RO 2001 3319.

Ordonnance du Département de la défense, de la protection de la population et des sports sur l'Institut de médecine aéronautique, du 15 novembre 2001, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2002, RO 2001 2748.

Ordonnance sur l'utilisation de sources radioactives scellées en médecine, du 15 novembre 2001, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2002, RO 2001 2848.

Ordonnance sur les prestations dans l'assurance obligatoire des soins en cas de maladie (OPAS), du 29 septembre 1995.

Modification du 6 juillet 2001, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2002 (*nouvelle teneur de l'annexe 2 "Liste des moyens et appareils"*), RO 2001 2142.

Modification du 9 juillet 2001, entrée en vigueur différenciée (*mesures de prévention, art. 12 : 1<sup>er</sup> juillet 2001 ; contrôles ultrasonographiques, art. 13 : 1<sup>er</sup> janvier 2002 ; infirmités congénitales, art. 19a : 1<sup>er</sup> janvier 2001*), RO 2001 2150.

Modification du 13 août 2001, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2002 (*nouvelle teneur de l'annexe 3 "Liste des analyses"*), RO 2001 2737.

Ordonnance sur les subsides fédéraux destinés à la réduction de primes dans l'assurance-maladie, du 12 avril 1995, modification du 3 juillet 2001, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2002 (*art. 3 et 4*), RO 2001 2314.

Ordonnance relative aux primes moyennes cantonales 2002 de l'assurance obligatoire des soins pour le calcul des prestations complémentaires, du 25 octobre 2001, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2002 (jusqu'au 31 décembre 2002), RO 2001 2735.

Ordonnance sur l'assurance-accident, du 20 décembre 1982, modification du 15.06.2001, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> août 2001 (*art. 105 V*), RO 2001 1740.

Ordonnance sur l'assurance-accident, du 20 décembre 1982, modification du 14 novembre 2001, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> décembre 2001 (*art. 7 al. 1 let b*), RO 2001 2887.

Ordonnance concernant l'expérimentation d'un modèle spécial d'enseignement et d'examens pour la Faculté de médecine de l'Université de Bâle, du 4 octobre 2001, en vigueur dès le 4 octobre 2001, RO 2001 2558.

Ordonnance concernant l'expérimentation d'un modèle spécial d'enseignement et d'examens pour le cursus en sciences pharmaceutiques de l'Institut de pharmacie de l'Université de Lausanne, du 4 octobre 2001, en vigueur dès le 4 octobre 2001, RO 2001 2565.

Ordonnance concernant l'expérimentation d'un modèle spécial d'enseignement et d'examens pour le cursus en sciences pharmaceutiques de l'Institut de pharmacie de l'Université de Genève, du 4 octobre 2001, en vigueur dès le 4 octobre 2001, RO 2001 2567.

Ordonnance sur l'expérimentation d'un modèle spécial d'enseignement et d'examens pour le premier cycle d'études en sciences pharmaceutiques à l'Université de Berne, du 4 octobre 2001, en vigueur dès le 4 octobre 2001, RO 2001 2569.

Ordonnance sur l'expérimentation d'un modèle spécial d'enseignement et d'examens pour le premier cycle d'études en sciences pharmaceutiques à l'Université de Fribourg, du 4 octobre 2001, en vigueur dès le 4 octobre 2001, RO 2001 2574.

Loi fédérale relative aux dispositions concernant la libre circulation des personnes de l'Accord du 21 juin 2001 amendant la Convention du 4 janvier 1960 instituant l'Association européenne de libre-échange (AELE), du 14 décembre 2001 (*modifie notamment la LAMal ; délai référendaire au 7 avril 2002*), FF 2001 6164.

Arrêté fédéral portant approbation de l'Accord du 21 juin 2001 amendant la Convention du 4 janvier 1960 instituant l'Association européenne de libre-échange (AELE), du 14 décembre 2001 (délai référendaire au 7 avril 2002), RO 2001 6186.

Ordonnance concernant la protection des données personnelles dans l'administration fédérale, du 3 juillet 2001, RO 2001 2251.

MESSAGES, RAPPORTS ET DECISIONS OFFICIELS / BOTSCHAFTEN, AMTLICHE BERICHTE UND BESCHLÜSSE [FF/BBL 2001 N° 33-51, (28 DECEMBRE 2001)]

Les interventions parlementaires sont publiées intégralement sur <http://www.parlement.ch/>. En outre, la Feuille fédérale est disponible à l'adresse suivante : <http://www.admin.ch/ch/ff/ff/index.html>.

Message relatif à l'approbation de l'Accord du 21 juin 2001 amendant la Convention du 4 janvier 1960 instituant l'Association européenne de libre-échange (AELE), du 12 septembre 2001 (adaptations suite aux accords sectoriels avec l'Union européenne), FF 2001 4729.

Référendum contre la modification du 23 mars 2001 du code pénal suisse (interruption de grossesse). Aboutissement, selon décision de la Chancellerie fédérale du 21 août 2001, FF 2001 4464.

Arrêté fédéral concernant l'initiative populaire " Pour la mère et l'enfant - pour la protection de l'enfant à naître et pour l'aide à sa mère dans la détresse ", du 14 décembre 2001 (*l'initiative sera soumise au vote du peuple et des cantons ; l'Assemblée fédérale en recommande le rejet*), FF 2001 6134.

Initiative parlementaire " Des conditions de travail humaines pour les médecins assistants ". Avis du Conseil fédéral sur le rapport du 11 avril 2001 de la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil national, du 30 mai 2001, FF 2001 5801.

Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, en faveur du *Stadtspital Triemli Zürich*, du 23 octobre 2001, FF 2001 5578.

Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, en faveur du *Kinderspital Zürich*, du 23 octobre 2001, FF 2001 5583.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, pour le projet "*Retrospektive Studie über die Prävalenz der Anwendung der Pneumokokkenimpfung an splenektomierten Patienten im Kanton Tessin von 1975 bis heute*"), du 23 octobre 2001, FF 2001 5576.

Décisions de portée générale concernant l'admission d'un produit phytosanitaire dans la liste des produits phytosanitaires non soumis à autorisation, FF 2001 5742, 5806, 5809, 5812, 5916, 5919, 5961, 5963, 5968.

Décisions de portée générale sur la radiation d'un produit phytosanitaire de la liste des produits phytosanitaires non soumis à autorisation, FF 2001 5921, 5928.

Réduction des primes dans l'assurance-maladie. Modèle de répartition des subsides de la Confédération et des cantons pour 2002, FF 2001 6235.

## **V. Droit cantonal (sélection) / Kantonales Recht (Auswahl)**

(extrait du "Bulletin de Législation / Gesetzgebungsbulletin", n° 4/2001, et n° 5/2001 avec l'autorisation de l'Institut du Fédéralisme, à Fribourg)

Verordnung über die Naturärzteprüfung (Hebt die Verordnung vom 26.05.1998 auf), vom 12.06.2001, in Kraft ab 01.07.2001. GS 34.133.

Verordnung über Heilberufe vom 14.12.1976, Änderung vom 03.07.2001, in Kraft ab 01.08.2001. GS 34.226.

EG vom 25.03.1996 zum BG über die Krankenversicherung, Änderung vom 22.03.2001, Rückwirkende Inkraftsetzung ab 01.01.2001. GS 34.219.

#### **BASEL STADT**

Verordnung über die Ausübung der nicht-ärztlichen Komplementärmedizin vom 22.06.1999, Änderung vom 03.07.2001, in Kraft ab 08.07.2001. Kantonsblatt 2001, Nr. 51, S. 912.

R über die Prüfungen in Berufen (Medizinsystemen) der nicht-ärztlichen Komplementärmedizin vom 03.03.2000, Änderung vom 04.07.2001 in Kraft ab 08.07.2001. Kantonsblatt 2001, Nr. 51, S. 914.

#### **BERNE**

Gesundheitsgesetz vom 02.12.1984, Änderung vom 29.11.2000, in Kraft ab 01.08.2001. BAG 01-43.

Gesetz vom 02.12.1973 über Spitäler und Schulen für Spitalberufe, Änderung vom 29.11.2000, in Kraft ab 01.08.2001. BAG 01-43.

#### **FRIBOURG**

Règlement du 21.11.2000 concernant les fournisseurs de soins et la Commission de surveillance, modification du 26.06.2001, entrée en vigueur le 01.07.2001. Feuille Officielle 2001, No 27, p. 1261.

Arrêté relatif à la suppression de la formation d'infirmiers et d'infirmières de niveau I du 20.02.2001, entrée en vigueur le 01.09.2001. Feuille Officielle 2001, No 10, p. 425.

#### **GENEVE**

Loi sur l'exercice des professions de la santé, les établissements médicaux et diverses entreprises du domaine médical (Abroge la Loi du 16.09.1983 et la loi sur la formation des ambulanciers et l'équipement des ambulances du 18.09.1986) du 11.05.2001, entrée en vigueur le 01.09.2001. FAO 2001, No 57, p. 803.

Loi sur les établissements publics médicaux du 19.09.1980, modification du 11.05.2001, entrée en vigueur le 01.09.2001. FAO 2001, No 57, p. 811.

Loi relative à la qualité, la rapidité et l'efficacité des transports sanitaires urgents du 29.10.1999, Modification du 11.05.2001, entrée en vigueur le 01.09.2001. FAO 2001, No 57, p. 811.

Règlement d'exécution de la loi sur l'exercice des professions de la santé, les établissements médicaux et diverses entreprises du domaine médical (Abroge le règlement du 09.11.1983 et le règlement d'exécution de la loi sur la formation des ambulanciers et l'équipement des ambulances du 05.11.1986) du 25.07.2001, entrée en vigueur le 01.09.2001. FAO 2001, No 88, p. 1248.

Règlement relatif à la commission de surveillance des activités médicales du 06.05.1987, modification du 25.07.2001, entrée en vigueur le 01.09.2001. FAO 2001, No 88, p. 1248.

Règlement relatif à la commission de surveillance des professions de la santé du 09.11.1983, modification du 25.07.2001, entrée en vigueur le 01.09.2001.

Règlement fixant le statut des membres du corps enseignant des écoles de professions de la santé et de la petite enfance du 24. 08.1992, modification du 25.07.2001, entrée en vigueur le 01.07.2001. FAO 2001, No 88, p. 1247.

Règlement fixant le statut des membres du corps enseignant des écoles de professions de la santé et de la petite enfance du 24.08.1992, modification du 19.09.2001, entrée en vigueur le 01.09.2001. FAO 2001, No 111, p. 1546.

#### GLARIS

Personalreglement des Kantonsspitals (Ersetzt das Personalreglement vom 01.02.1997) vom 25.04.2001, in Kraft ab 01.07.2001. SBE Bd. 8, Heft 2, S. 89.

#### NEUCHÂTEL

Arrêté fixant la procédure découlant de l'article 41, alinéa 3 LAMal du 15.08.2001, entrée en vigueur le 15.08.2001. Feuille Officielle 2001, No 61, p. 957.

#### OBWALD

Gesundheitsgesetz vom 20.10.1991, Änderung vom 29.06.2001, in Kraft ab 01.09.2001. Amtsblatt 2001, Nr. 27, S. 845.

Vereinbarung über die Fachstelle für Gesundheitsförderung und Prävention für die Kantone OW und NW, vom 03.04.2001, in Kraft ab 01.09.2001. Amtsblatt 2001, Nr. 24, S. 758.

Spitalabkommen mit dem Kanton LU betr. die Kostenregelung für Zentrumsleistungen im Kantonsspital Luzern samt Kinderspital vom 17.12.1996, Änderung vom 04.05.2001, in Kraft ab 01.07.2001. Amstblatt 2001, Nr. 27, S. 881.

#### SOLOTHURN

Verordnung über die Besoldungen der Ober-, Abteilungs- und Assistenärzte der Kantonalen Psychiatrischen Klinik, des Kantonsspitals Olten und des Psychiatrischen Dienstes für Kinder und Jugendliche vom 10.11.1987, Änderung vom 27.03.2001, in Kraft ab 01.08.2001. Amtsblatt 2001, Nr. 24, S. 1262.

Verordnung über das Personalrecht in den Spitälern vom 07.07.1993, Änderung vom 27.03.2001, in Kraft ab 01.08.2001. Amtsblatt 2001, Nr. 24, S. 1261.

Verordnung über die Besoldungen und die Arbeitszeit des Spitalpersonals vom 17.05.1995, Änderung vom 20.06.2001, in Kraft ab 01.07.2001. Amtsblatt 2001, Nr. 40, S. 1959.

#### THURGAU

Verordnung des RR über Berufe des Gesundheitswesens vom 16.06.1987, Änderung vom 23.10.2001, in Kraft ab 01.11.2001. Amtsblatt 2001, Nr. 43, S. 2306.

#### TICINO

Legge sulla promozione della salute e il coordinamento sanitario del 18.04.1989, modifica del 19.12.2000, entrata in vigore il 13.07.2001. BU 2001, 189.

Legge sull'assistenza e cura a domicilio del 16.12.1997, modifica del 05.06.2001, entrata in vigore il 03.08.2001. BU 2001, 257.

Legge cantonale di applicazione della LF sull'assicurazione malattia del 26.06.1997, modifica del 05.06.2001, entrata in vigore il 01.07.2001. BU 2001, 264.

VAUD

Règlement d'apprentissage et d'examen de fin d'apprentissage de l'assistant en soins/assistante en soins du 13.08.2001, entrée en vigueur le 13.08.2001. FAO 2001, No 80, p. 3985.

Décret instaurant une subvention cantonale couvrant la part du coût des soins non reconnue à charge des assureurs-maladie, pour les personnes qui ne bénéficient pas d'une aide financière individuelle de l'Etat pour leur hébergement dans les établissements médico-sociaux et les divisions pour malades chroniques des hôpitaux et des centres de traitement et de réadaptation du 19.06.2001, entrée en vigueur rétroactive au 01.01.2001. FAO 2001, No 54, p. 2771.

**Tous ces textes sont en vigueur / Alle Texte in Kraft.**

## **Jurisprudence / Rechtsprechung**

### **I. Jurisprudence CEDH – Cour (sélection) / Rechtsprechung EMRK – Gerichtshof (Auswahl)**

(<http://www.echr.coe.int> )

KARAGOZ C. FRANCE, Décision de la Cour du 15 novembre 2001.

*Expulsion d'une personne souffrant de troubles hormonaux et nécessitant des soins quotidiens – Art. 3 CEDH (Traitement dégradant et inhumain) – Eléments à prendre en considération – Pas de violation.*

### **II. Jurisprudence des juridictions communautaires (sélection) / Rechtsprechung der Gerichte der EG (Auswahl)**

(<http://curia.eu.int/fr/index.htm> )

COMMISSION C. REPUBLIQUE D'AUTRICHE, aff. C-424/99 – Arrêt de la Cour du 27 novembre 2001.

*Manquement d'État - Directive 89/105/CEE - Notion de liste positive au sens de l'article 6 de la directive 89/105 - Délai d'examen d'une demande d'inscription d'un médicament sur ladite liste - Obligation de prévoir un recours judiciaire en cas de refus.*

COMMISSION C. REPUBLIQUE ITALIENNE, aff. C-202/99 – Arrêt de la Cour du 29 novembre 2001.

*Manquement d'État - Directive 78/687/CEE - Maintien d'une seconde filière de formation donnant accès à la profession de dentiste - Maintien de la possibilité d'une double inscription à l'ordre des médecins et à l'ordre des dentistes pour les médecins visés à l'article 19 de la directive 78/686/CEE.*

FIRMA AMBULANZ GLÖCKNER C. LANDKREIS SÜDWESTPFALZ, aff. C-475/99 – Arrêt de la Cour du 25 octobre 2001.

*Articles 85, 86 et 90 du traité CE (devenus articles 81 CE, 82 CE et 86 CE) - Transport de malades en ambulance - Droits spéciaux ou exclusifs - Restriction à la concurrence - Mission d'intérêt général - Justification - Incidence sur le commerce entre États membres.*

DEUTSCHE PARACELSUS SCHULEN FÜR NATURHEILVERFAHREN GMBH C. KURT GRÄBNER, aff. C-294/00 – Conclusions de l'Avocat général du 13 décembre 2001.

*Liberté d'établissement - Libre prestation des services - Champ d'application de la directive 92/51/CEE - Législation nationale réservant l'exercice des activités médicales, y compris celle permise au 'Heilpraktiker' en Allemagne, aux titulaires d'un diplôme de médecin - Législation nationale réservant la formation aux activités médicales à certaines institutions et interdisant la publicité pour des formations de ce type.*



### III. Jurisprudence étrangère (sélection) / Ausländische Rechtsprechung (Auswahl)

#### ALLEMAGNE

Neue Juristische Wochenschrift n° 38 (2001), p. 2789, BverfG (2. Kammer des ersten Senats) Beschl. v. 23.7.2001 – BvR 873/00 u.a.

*Werbeverbot für Ärzte. Zu den verfassungsrechtlichen Grenzen für Werbeverbote bei Zahnärzten (hier : Hinweis auf den Tätigkeitsschwerpunkt "Implantologie" auf Briefbögen und Praxisschildern).*

Neue Juristische Wochenschrift n° 38 (2001), p. 2808, OLG Karlsruhe, Urt. v. 26.7.2001 – 9 U 11/01.

*Belehrung über Umfang und Tragweite einer Obduktion. Zur Wirksamkeit der Zustimmung des Toten fürsorgeberechtigten zu einer Obduktion bedarf es dessen Belehrung über den Umfang und die Tragweite der Obduktion.*

Neue Juristische Wochenschrift n° 38 (2001), p. 2812, BGH, Urt. v. 25.4.2001 – 2 StR 374/00 (LG Bad Kreuznach).  
*Abgrenzung zwischen Arznei- und Lebensmitteln bei Vitaminpräparaten.*

Neue Juristische Wochenschrift n° 46 (2001), p. 3419, OLG Celle, Beschl. v. 20.2.2001 – 15 WF 38/01.

*Vaterschaftsanfechtung durch die Mutter bei heterologer Insemination.*

Medizinrecht, Heft 10, 2001, p. 516, BGH 08.06.2000.

*Berufsrechtswidrige Werbung durch reklamehafte Anpreisung zahnärztlicher Leistungen in einer Publikumszeitschrift.*

Medizinrecht, Heft 11, 2001, p. 574, OLG Koblenz 26.07.2000.

*Zur Haftung von Belegarzt, Hebamme und Belegkrankenhaus im Rahmen der Geburtshilfe.*

Medizinrecht, Heft 11, 2001, p. 577, OLG Nürnberg 06.11.2000.

*Ärztliche Aufklärungspflicht bei Behandlungsalternativen.*

#### AUTRICHE

Recht der Medizin 5/2001, p. 150, OGH 29.1.2001.

*Aufklärung bei Blutegelbehandlung.*

Recht der Medizin 5/2001, p. 152, OGH 20.2.2001.

*Aufklärung bei Zahnbehandlung.*

#### BELGIQUE

Revue de droit de la santé, 2000-2001, n° 5, p. 364. Hof van beroep te Antwerpen, 1° Kamer, 20 septembre 2000.  
*Devoir d'information du médecin instrumentant – Preuve – Causalité.*

Revue de droit de la santé, 2000-2001, n° 5, p. 369. Hof van Beroep te Antwerpen, 2°ter Kamer, 20 octobre 1999.  
*Responsabilité de l'hôpital – Devoir de surveillance – Obligation de moyen – Responsabilité pour le commettant.*

Revue de droit de la santé, 2000-2001, n° 5, p. 371. Cour d'appel de Mons, 8° chambre, 23 décembre 1999.  
*Tentative de suicide d'un patient par ingestion médicamenteuse – Faute du médecin de garde – Perte d'une chance.*

Revue de droit de la santé, 2001-2002, n° 1, p. 34. Tribunal de première instance de Namur, 6° chambre, 30 mars 2001.

*Consentement libre et éclairé du patient – Obligation d'information – Charge de la preuve – Lien de causalité.*

FRANCE

Revue de droit sanitaire et social, n° 3, 2001, p. 525, 1<sup>ère</sup> Cour de cassation civile d'Aix-en-Provence, 13 février 2001.

*Cliniques – Médecin - Infections nosocomiales – Obligation de sécurité – Preuve.*

La Semaine Juridique, n° 46, p. 2081- Conseil d'Etat.

*Responsabilité hospitalière – Transfusion pratiquée en dépit du refus réitéré du patient - aucune faute de nature à engager la responsabilité de l'État.*

Médecine & Droit 2001, n° 49, p. 22 – CA, Metz, 7.9.2000.

*Hépatite C : reconnaissance du préjudice de contamination.*

Médecine & Droit 2001, n° 50, p. 15 – CA, Toulouse, Ch. 1, sect. 1, 17.04.2001, jurisdata n° 146679.

*En cas d'accident médical, la perte des archives d'un établissement de santé peut faire retenir la perte de chance pour le patient.*

Médecine & Droit 2001, n° 50, p. 16 – CA, Paris, Ch. 1, sect. B, 7.6.2000, jurisdata n° 147836.

*Une erreur de diagnostic foetal justifie une indemnisation même si une interruption de grossesse ne pouvait être envisagée.*

Bull. civ. I, n° 87, Cass. Civ., 27 mars 2001.

*Infections nosocomiales. Obligation de résultat. Preuve du lien de causalité.*

#### **IV. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung**

La jurisprudence des autorités administratives de la Confédération (JAAC) est accessible en texte intégral sur internet à l'adresse suivante : <http://www.jaac.admin.ch> . La jurisprudence du Tribunal fédéral est accessible à l'adresse suivante : <http://www.bger.ch/> .

ATF 127 I 115 – Arrêt du Tribunal fédéral du 18 juin 2001, 1<sup>ère</sup> Cour de droit public.

*Contestation par les proches d'une décision d'autopsie. Contrôle judiciaire (art. 10 Cst et 6 § 1 CEDH).*

ATF 127 II 421 – Arrêt du Tribunal fédéral du 14 juin 2001, 2<sup>e</sup> Cour civile.

*Répétition par une assurance-maladie complémentaire de frais de traitement prétendument payés en trop à une clinique. Nature de la contestation. Fondement juridique de la répétition (enrichissement illégitime).*

ATF 127 III 268 – Arrêt du Tribunal fédéral du 23 janvier 2001, 2<sup>ème</sup> Cour de droit civil.

*Prescription d'indemnités journalières en cas de maladie ; art. 46 LCA.*

ATF 127 IV 154 – Arrêt du Tribunal fédéral du 15 juin 2001, Cour de cassation.

*L'article 43 du Code pénal constitue une base légale pour une médication forcée. Proportionnalité de celle-ci en l'espèce.*

ATF 127 IV 178 – Arrêt du Tribunal fédéral du 4 juillet 2001, Cour de cassation.

*Commerce de champignons hallucinogènes. Pas d'infraction à la loi sur les stupéfiants mais, en raison du danger pour la santé, infraction à la loi sur les denrées alimentaires.*

ATF 127 V 38 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 9 janvier 2001.

*Changement d'assureur (art. 7 al. 5 LAMal). Effet de la communication tardive du nouvel assureur à l'assureur précédent.*

ATF 127 V 43 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 21 mars 2001.

*Contrôle du caractère économique du traitement. Validité de la limitation conditionnelle de la durée d'une garantie de paiement délivrée par un assureur-maladie à un hôpital.*

ATF 127 V 80 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 3 mai 2001.

*Qualité pour recourir contre les décisions de l'OFAS en matière d'admission de médicaments sur la liste des spécialités refusée aux assureurs-maladie et à leurs fédérations.*

ATF 127 V 88 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 11 mai 2001.

*Durée maximale de l'indemnisation quand l'indemnité journalière est réduite à la fois en raison d'une sur-indemnisation et de l'incapacité partielle de travail de l'assuré (art. 72 LAMal).*

ATF 127 V 94 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 19 mars 2001.

*Coordination des prestations de l'assurance obligatoire des soins et de l'allocation pour impotent de l'AVS. Calcul de la sur-indemnisation.*

ATF 127 V 102 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 2 mars 2001.

*Notion de causalité adéquate (art. 6 al. 1 LAA). Critères semblables quel que soit le genre de prestations en cause (rente ou prestations de soins).*

ATF 127 V 138 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 25 juin 2001.

*Principe et étendue de la prise en charge des coûts par l'assurance obligatoire des soins pour une hospitalisation hors canton. Notion de raisons médicales lorsque différentes techniques opératoires entrent en considération pour traiter la même maladie.*

ATF 127 V 149 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 14 mai 2001.

*La qualité pour recourir contre les décisions de la Commission fédérale de recours en matière de liste des spécialités appartient au Département fédéral de l'intérieur et non à l'OFAS (changement de la jurisprudence 124 V 300).*

ATF 127 V 154 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 20 juin 2001.

*Annonce tardive d'une incapacité de travail dans l'assurance facultative d'indemnités journalières. Sanctions admissibles (art. 72 LAMal).*

ATF 127 V 156 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 15 mars 2001.

*Compensation des risques (art. 105 al. 1 LAMal). Interprétation de l'art. 12 OCoR. Calcul des intérêts dus.*

ATF 127 V 219 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 10 août 2001.

*Droit de l'assuré AI de consulter le dossier et en principe d'être examiné dans un Centre d'observation médicale où l'on s'exprime dans une langue officielle qu'il maîtrise. A défaut, droit d'être assisté d'un interprète lors des examens médicaux et d'obtenir gratuitement une traduction du rapport d'expertise du COMAI.*

ATF 127 V 242 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 22 août 2001.

*Une participation aux frais de médicaments par le biais de la prestation complémentaire n'est possible que pour la franchise et la quote-part.*

ATF 127 V 268 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 5 septembre 2001.

*Les frais de traitement en cas de complications survenues en cours de grossesse sont des frais de maladie. L'assurée doit donc participer aux coûts de ces prestations.*

ATF 127 V 275 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 18 juillet 2001.

*Conditions formelles et matérielles de l'autorisation d'augmenter le prix des médicaments compris dans la liste des spécialités. Maintien de la jurisprudence (ATF 109 V 212) rendue sous l'empire de la LAMA.*

ATF 127 V 281 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 9 juillet 2001.

*Droit propre de chaque assureur d'exiger d'un fournisseur de prestations la restitution de sommes perçues indûment, même dans le système du tiers garant. Action collective possible comme sous l'empire de la LAMA.*

Arrêt K8/01 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 30 novembre 2001.

*Prise en charge par l'assurance obligatoire des soins de l'extraction de dents de sagesse en cas de dislocation dentaire.*

Arrêt K81/98 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 19 décembre 2001.

*Le canton de domicile de l'assuré doit participer aux frais de traitements ambulatoires prodigués dans un hôpital d'un autre canton, comme en cas d'hospitalisation hors canton.*

RDT 2001, p. 344 – Arrêt du Tribunal fédéral du 1<sup>er</sup> octobre 2001, 2<sup>e</sup> Cour civile (5C.234/2001).

*Privation de liberté à des fins d'assistance. Causes. Expertise. Exigences d'indépendance de l'expert.*

JT 2001 I 121 (= ATF 126 III 345 (cité dans San-news n° 14)).

*Assurance complémentaire à l'assurance-maladie selon la LAMal, droit transitoire : la garantie de la situation acquise au sens de la disposition transitoire de l'art. 102 al. 2, 3e phrase LAMal, n'oblige pas la caisse-maladie à offrir à un assuré qui lui est affilié une assurance complémentaire qui couvre les frais non couverts d'un traitement ambulatoire par un médecin conventionné jusqu'à concurrence du montant du tarif privé, comme cela était possible sous l'empire de la LAMA.*

Semaine judiciaire, n° 8, octobre 2001 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 12.02.2001.

*Même si les soins à domicile s'avèrent aussi efficaces et adéquats que pourraient l'être ceux administrés dans un home, il convient d'examiner leur économicité.*

Semaine judiciaire, n° 8, octobre 2001 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 09.05.2000.

*N'est pas à la charge de l'assurance maladie, le remboursement d'amalgames dentaires contenant des substances auxquelles l'assuré est allergique car le dommage initial était évitable par des soins adéquats.*

Semaine judiciaire, n° 8, octobre 2001 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 05.06.2000.

*L'assuré majeur est personnellement débiteur des arriérés de primes pour la période où il était encore mineur.*

RAMA 3/2001, p. 140 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 11.12.2000.

*Suspension de la couverture du risque d'accident ; droit de l'assureur-maladie de réclamer la part de prime arriérée.*

RAMA 3/2001, p. 179 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 12 février 2001.

*L'appréciation du caractère économique (soins à domicile) ne doit pas s'effectuer par une simple comparaison des frais de part et d'autre. Mais lorsque, au regard de mesures également adéquates, il existe une disproportion manifeste entre ces frais, la mise en œuvre de soins à domicile ne peut plus être considérée comme économique, même au regard d'intérêts légitimes de l'assuré.*

RAMA 3/2001, p. 184 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 15 mars 2001.

*Comme sous l'ancien droit (LAMA), la LAMal ne fait pas de différence, s'agissant des réserves qui peuvent être instituées par l'assureur dans l'assurance facultative d'indemnités journalières, entre la première admission d'un assuré et sa réadmission après une période d'affiliation antérieure.*

RAMA 3/2001, p. 190 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 16 mars 2001.

*L'assureur-maladie selon la LAMal n'est pas tenu de se porter garant des accidents survenus avant le 1<sup>er</sup> janvier 1996.*

RAMA 4/2001, p. 283 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 16 mai 2001.

*La computation du délai de préavis d'un mois selon l'art. 7, al. 2 LAMal est soumise à la théorie de la réception. Cela signifie que le préavis doit parvenir à l'assureur au plus tard le dernier jour du délai légal.*

RAMA 4/2001, p. 290 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 20 juin 2001.

*Les assureurs peuvent prévoir dans leurs statuts ou leurs règlements, aux mêmes conditions que sous l'ancien droit, des sanctions en cas d'annonce tardive d'une incapacité de travail.*

RAMA 4/2001, p. 307 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 25 juin 2001.

*Dans l'assurance facultative d'indemnités journalières, les assureurs ne peuvent restreindre la durée du droit aux prestations (720 jours) à l'égard des personnes qui ont atteint leur soixante-cinquième année.*

JAAC N° 65.90, 2001 vol. III – Décision de la Commission fédérale de recours en matière d'assurance-accidents du 7.7.2000.

*Sécurité d'installations et d'appareils techniques. Exigences de conformité auxquelles doit répondre une installation pour la construction d'éléments. Interdiction de vente d'une installation ne satisfaisant pas à ces exigences, jusqu'à ce qu'un organisme agréé ait établi un certificat de sécurité (art. 11 LSIT).*

JAAC N° 65.91, 2001 vol. III – Décision de la Commission fédérale de recours en matière d'assurance-accidents du 12.1.2001.

*Tarif des primes de la Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents (CNA/SUVA) en matière d'assurance obligatoire des accidents professionnels. Système bonus-malus. Calcul annuel de la prime nécessaire et possibilité de vérifier le classement.*

JAAC N° 65.118, 2001 vol. IV – Décision de la Commission de recours DFE du 4.1.2001.

*Produits phytosanitaires. Qualité pour recourir. Position des titulaires d'autorisations délivrées pour des produits phytosanitaires.*

Pratique Juridique Actuelle 10/2001, p. 1214 – Arrêt de la 1ère cour de droit public du Tribunal fédéral dans l'affaire : P. c. Psychiatrische Universitätsklinik Basel (PUK) und Psychiatrie-Rekurskommission Basel-Stadt (Résumé de l'ATF 127 I 6, cité in San-News n° 16).

*Traitement forcé dans une clinique psychiatrique (avec commentaire d'Alain Joset).*

Die Praxis, Heft 8/2001, Nr. 125 p. 746 – Arrêt (non publié) du Tribunal fédéral du 28 février 2000, 2<sup>e</sup> Cour de droit public.

*Unterstellung des « Aura-Balance-Akku » (bioenergetisches Gerät) unter die Medizinprodukteverordnung. Vertriebsverbot und Kundeninformationspflicht (Art. 3 lit. a MepV; Art. 11 STEG und Art. 17 Abs. 1 MepV).*

Die Praxis, Heft 11/2001, Nr. 185 p. 1124 (= SVR 2001 KV Nr. 46) – Arrêt (non publié) du Tribunal fédéral des assurances du 23 janvier 2001.

*Bedeutung und Wirkung einer « Positivliste » in der Krankenversicherung (Art. 25 Abs. 2 lit. a Ziff. 1 und 3 KVG; Art. 46 Abs. 1 KVV).*

Die Praxis, Heft 11/2001, Nr. 186 p. 1130 (= SVR 2001 UV Nr. 23) – Arrêt (non publié) du Tribunal fédéral des assurances du 5 mars 2001.

*Wagnisbegriff (Art. 39 UVG; Art. 50 Abs. 2 UVV).*

## **V. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung**

AARGAU

AGVE 2000 Nr 47 S. 168 – Entscheid des Verwaltungsgerichts vom 24.3.00.

*Zwangsmassnahmen im Rahmen einer fürsorgerischen Freiheitsentziehung. Art. 67e<sup>bis</sup> des aargauischen EG ZGB ist eine genügende gesetzliche Grundlage für solche Zwangsmassnahmen und liegt im öffentlichen Interesse. Die Verhältnismässigkeit soll in jedem konkreten Einzelfall geprüft werden.*

AGVE 2000 Nr 48 S. 175 – Entscheid des Verwaltungsgerichts vom 13.6.00.

*Verhältnismässigkeit einer Zwangsmedikation im Rahmen einer fürsorgerischen Freiheitsentziehung bejaht.*

AGVE 2000 Nr 49 S. 180 – Entscheid des Verwaltungsgerichts vom 29.8.00.

*Die Zwangsisolation als Zwangsmassnahme im Rahmen einer fürsorgerischen Freiheitsentziehung ist nur als ultima ratio im Akutfall zulässig; die aufschiebende Wirkung dieser Anordnung ist aber grundsätzlich nicht zulässig.*

AGVE 2000 Nr 53 S. 191 – Entscheid des Verwaltungsgerichts vom 17.11.00.

*Zwangsmassnahmen im Rahmen einer fürsorgerischen Freiheitsentziehung. Fixierung mit Bauchgurt in Isolation ist nur in akuter Notsituation verhältnismässig. Das Besuchsverbot einer Anstaltspfarrerin und den Bibelentzug sind im konkreten Fall unverhältnismässig.*

## BERNE

BVR/JAB 2001 p. 409ss. – Urteil des Verwaltungsgerichts vom 16.11.2000.

*Oeuvres sociales: tâches de l'assistance publique (art. 53s et 67 al. 2 LOS); garantie de paiement pour un séjour dans un centre thérapeutique pour le traitement de la boulimie.*

BVR/JAB 2001 p. 469ss. – Urteil des Verwaltungsgerichts vom 6.12.2000.

*Assurance-accidents: fixation d'une rente complémentaire (art. 20 al. 2 LAA).*

## JURA

RJJ 2001/3 p. 253 ss. – Arrêt de la Chambre des assurances du 22 février 2001 en la cause X. c. Caisse Vaudoise.

*Art. 4 et 6 LCA. Contrat d'assurance-maladie complémentaire. Réticence. Responsabilité de l'agent acquisateur.*

## NIDWALD

NGVP 1997-2000 Nr 48 S. 131 – Entscheid des Verwaltungsgerichts vom 30.10.00 (hängig vor dem EVG).

*Leistungen bei Mutterschaft nach KVG. Die medikamentöse Behandlung einer tiefen Beinvenenthrombose, auch wenn sie anlässlich der Schwangerschaft aufgetreten ist, fällt nicht unter den Katalog der kostenbefreiten besonderen Leistungen bei Mutterschaft im Sinne von Art 29 KVG i.V.m. Art. 13 ff. KLV.*

## SOLOTHURN

SOG 2000 Nr 37 S. 141 – Entscheid des Versicherungsgerichts vom 30.6.00.

*Die Kosten für den Spitalaufenthalt des gesunden Säuglings, für welchen keine Zusatzversicherung bei der Krankenversicherung der Mutter besteht, sind nicht aus der Zusatzversicherung der Mutter zu entschädigen.*

SOG 2000 Nr 38 S. 147 – Entscheid des Versicherungsgerichts vom 16.6.00.

*Die Kosten eines von Angehörigen eines Patienten durchgeführten Krankentransportes gehen in der Regel nicht zu Lasten der obligatorischen Krankenpflegeversicherung.*

## THURGAU

TVR 2000 Nr 32 S. 146 – Entscheid des Verwaltungsgerichts vom 8.11.00.

*Entbindung vom Arztgeheimnis, § 18 Abs. 2 Gesetz über das Gesundheitswesen. Schwere Vorwürfe innerhalb der Familie können ein Interesse an der Öffnung der Krankengeschichte eines durch Suizid Verstorbenen begründen. Der Interessenkonflikt mit Lebenden, in den Akten genannten Dritten, kann unter Umständen dadurch gelöst werden, dass das Gericht Einsicht in die Krankengeschichte nimmt und hernach konkret gestellte Fragen beantwortet.*

## VAUD

Plädoyer 5/2001, p. 64 – Arrêt du Tribunal fédéral du 27.03.01.

*Droit aux soins et protocole de recherche : un patient inclus dans un protocole de recherche a-t-il le droit d'être maintenu dans le protocole ? (avec commentaire de Dominique Sprumont).*

## ZÜRICH

NB : der ungekürzte Text sämtlicher Entscheide des zürcherischen Verwaltungsgerichts kann auf der Webseite [www.vgrzh.ch](http://www.vgrzh.ch) eingesehen werden.

RB ZH 2000 Nr 74 S. 153 – Entscheidung des Verwaltungsgerichts Nr VB.2000.00047 vom 23.3.00.

*Das Binnenmarktgesetz verlangt nicht die Anerkennung ausländischer, von anderen Kantonen anerkannter Berufsbildungsdiplome (hier : schwedisches Zahnarztdiplom).*

RB ZH 2000 Nr 75 S. 154 – Entscheidung des Verwaltungsgerichts Nr VB.2000.00066 vom 11.5.00.  
*Die Meinungs- und Informationsfreiheit sowie das Recht auf Schutz der Privatsphäre begründen einen Anspruch darauf, den Patienten einer psychiatrischen Klinik sachliche Informationen Dritter über ihre Rechtsansprüche zukommen zu lassen (Art. 8, 10 EMRK, Art. 13, 16 BV).*

RB ZH 2000 Nr 76 S. 158 – Entscheidung des Verwaltungsgerichts Nr VB.2000.00074 vom 5.6.00.  
*Die Einholung eines Gutachtens über den Gesundheitszustand einer Ärztin im Rahmen eines Verfahrens betreffend den Entzug der Praxisbewilligung stützt sich auf eine genügende gesetzliche Grundlage, liegt im öffentlichen Interesse und ist angesichts des Verdachts auf eine psychische Erkrankung verhältnismässig.*

RB ZH 2000 Nr 77 S. 159 – Entscheidung des Verwaltungsgerichts Nr VB.2000.00359 vom 21.12.00.  
*Die von der Gesundheitsdirektion für die Übergangszeit bis zum Inkrafttreten einer gesetzlichen Regelung erlassenen Richtlinien über die Zulassung zur selbständigen Berufstätigkeit als Psychotherapeut erweisen sich als rechtmässig.*

## **Doctrine / Lehre**

### **I. Doctrine internationale et étrangère (sélection) / Internationale und ausländische Lehre (Auswahl)** (cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

#### ARTICLES / AUFSÄTZE

#### **Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux**

ATTARAN A., GILLESPIE-WHITE L., Do patents for antiretroviral drugs constrain access to AIDS treatment in Africa?, *Journal of American Medical Association*, 286 (2001), p. 1886.

HAAGE H., Impfstoffversand an Ärzte, *Medizinrecht*, Heft 11, 2001, p. 562.

LIERMAN S., European product safety, liability and single-use devices in a medical context, *European Journal of Health Law* 2001, vol. 8, n° 3, p. 207.

MCCORMICK B.B., TOMLINSON G., BRILL-EDWARDS P. and al., Effect of restricting contact between pharmaceutical company representatives and internal medicine residents on post-training attitudes and behaviour, *Journal of American Medical Association*, 286 (2001), p. 1994.

SNELL B., Inappropriate drug donations: the need for reforms, *Lancet* 358 (2001), p. 578.

ZHAN C., SANG J., BIERMAN A.S. and al., Potentially inappropriate medication use in the community-dwelling elderly. Findings from the 1996 medical expenditure panel survey, *Journal of American Medical Association*, 286 (2001), p. 2823.

#### **Assurances sociales**

KINGREEN T., Zur Inanspruchnahme von Gesundheitsleistungen im europäischen Binnenmarkt, *Neue Juristische Wochenschrift*, n° 46 (2001), p. 3483.

#### **Droits des patients, droit de la personnalité**

AJAJ A., SINGH M.P., ABDULLA A.J.J., Should elderly patients be told they have cancer? Questionnaire survey of older people, *British Medical Journal*, 323 (2001), p. 1160.

- ANDROULIDAKIS-DIMITRIADIS I., Embryo *in vitro* – Rechtsnatur und Status, in : *Aufbruch nach Europa – 75 Jahre Max-Planck-Institut für Privatrecht*, Tübingen, 2001, p. 797.
- BARACH P., MOSS F., Delivering safe health care, *British Medical Journal*, 323 (2001), p. 585.
- BELL D., BENNETT B., Genetic secrets and the family, *Medical Law Review*, vol. 9 n° 2, Summer 2001, p. 130.
- BOULANGER M.-H., CALLENS S. et BRILLON S., La protection des données à caractère personnel relatives à la santé et la loi du 8 décembre 1992, *Revue de droit de la santé*, 2000-2001, n° 5, p. 326.
- BYK C., La convention européenne sur la biomédecine et les droits de l'Homme et l'ordre juridique international, *Journal du droit international* 128 (2001), n° 1, p. 47.
- COOK D.J., GUYATT G., ROCKER G. and al., Cardiopulmonary resuscitation directives on admission to intensive-care unit: an international observational study, *Lancet* 358 (2001), p. 1941.
- DAUCHY J.-M., Le contrôle par la Cour européenne des droits de l'homme des décisions administratives d'internement psychiatrique, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 3, 2001, p. 474.
- DEUTSCH E., Die Behandlung von Patienten mit fortgeschrittenen Tumoren als Rechtsproblem, *Medizinrecht*, Heft 9, 2001, p. 435.
- DODEGGE G., Die Entwicklung des Betreuungsrecht bis Anfang Juni 2001, *Neue Juristische Wochenschrift*, n° 38 (2001), p. 2758.
- EDITORIAL THE LANCET, Privacy for patients who are health-care workers, *Lancet* 358 (2001), p. 1911.
- FALLOWFIELD L., Participation of patients in decisions about treatment for cancer. Desire for information is not the same as a desire to participate in decision making, *British Medical Journal*, 323 (2001), p. 1144.
- GOSTIN L.O., At law. The Rights of Pregnant Women: The Supreme Court and Drug Testing, *Hastings Center Report* 2001, September-October, p. 8.
- JOURDAIN P., Limitation thérapeutique de l'information médicale en matière de diagnostic, *Le Dalloz* 2000, n° 44, p. 470.
- KATZ J.N., Patient preferences and health disparities, *Journal of American Medical Association* 286 (2001), p. 1506.
- KRAVITZ R.L., MELNIKOW J., Engaging patients in medical decision making. *British Medical Journal*, 323 (2001), p. 584.
- LEWIN S., MEYER I.H., Torture, ill-treatment, and sexual identity, *Lancet* 358 (2001), p. 1899.
- O'NEILL D., Present, rather than, advance directives, *Lancet* 358 (2001), p. 1921.
- PROUGH D.S., Are enough explicit resuscitation directives obtained for critically ill patients?, *Lancet* 358 (2001), p. 1920.
- STRÄTLING M. et al., Möglichkeiten zur Verminderung rechtlicher und ethischer Probleme bei der Behandlung nicht einwilligungsfähiger oder von Entscheidungsunfähigkeit bedrohter Patienten, *Medizinrecht*, Heft 8, 2001, p. 385.
- WELLMAN C., Old rights and new medical technology, in : *Consequences of modernity in contemporary legal theory*, Berlin 2001, p. 293.
- WESTBERG K., LYNÖE N., LALOS A. and al., Getting informed consent from patients to take part in the clinical training of students: randomised trial of two strategies, *British Medical Journal*, 323 (2001), p. 488.



### **Ethique biomédicale**

ASAI A., OHNISHI M., NAGATA S.K. and al., Doctors' and nurses' attitudes towards and experiences of voluntary euthanasia: survey of members of the Japanese Association of Palliative Medicine, *Journal of Medical Ethics*, 27 (2001), p. 324.

BOYD K., Deciding about resuscitation, *Journal of Medical Ethics*, 27 (2001), p. 291.

*Journal of Medical Ethics* Supplément II du volume 27 est consacré au thème "The New Ethics of Abortion".

MCLELLAN F., US government undercuts Oregon's assisted-suicide law, *Lancet* 358 (2001), p. 1788.

ONWUTEAKA-PHILIPSEN B.D., VAN DER WAL G., A protocol for consultation of another physician in cases of euthanasia and assisted suicide, *Journal of Medical Ethics*, 27 (2001), p. 331.

RENDHORFF J. D., Legislation, bioethics, judgement, in : *Consequences of modernity in contemporary legal theory*, Berlin 2001, p. 259.

ROMANO-CRITCHLEY G., SOMMERVILLE A., Professional guidelines on Decisions Relating to Cardiopulmonary Resuscitation: introduction, *Journal of Medical Ethics*, 27 (2001), p. 308.

A joint statement from the British Medical Association, the Resuscitation Council (UK) and the Royal College of Nursing, *Journal of Medical Ethics*, 27 (2001), p. 310.

GILL R., Decisions Relating to Cardiopulmonary Resuscitation: commentary 1: CPR and cost of autonomy, *Journal of Medical Ethics*, 27 (2001), p. 317.

LUTTRELL S., Decisions Relating to Cardiopulmonary Resuscitation: commentary 2: Some concerns, *Journal of Medical Ethics*, 27 (2001), p. 319.

WATT H., Decisions Relating to Cardiopulmonary Resuscitation: commentary 3: Degrading lives?, *Journal of Medical Ethics*, 27 (2001), p. 321.

The distinction between withdrawing life sustaining treatment under the influence of paralysing agents and euthanasia.

STREET R., HENDERSON J., Are we treading a fine line?;

INWALD D., VANDYCK W., Paralysing agents may be given up but not at or beyond the point of extubation;

GREIG-MIDLANE H., The parents' perspective on withdrawing treatment;

EDWARDS S.J.L., The doctrine of double effect is difficult but not impossible to apply. *British Medical Journal*, 323 (2001), p. 388.

### **Exercice des professions de la santé, politique professionnelle**

CHOUDHRY S., BRENNAN T.A., Collective bargaining by physician – Labour law, antitrust law, and organized medicine, *New England Journal of Medicine*, 345 (2001), p. 1141.

DEYO R.A., A Key medical decision maker: the patient. New decision making aids should help patients make the decisions, *British Medical Journal*, 323 (2001), p. 466.

FOUASSIER E., Pharmacies virtuelles...de la chimère juridique à la baudruche médiatique, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 3, 2001, p. 496.

HAKENBERG W., Die Möglichkeit der Vorlage an den Europäischen Gerichtshof am Beispiel der Niederlassungsfreiheit für Ärzte, *Medizinrecht*, Heft 10, 2001, p. 507.

IRVINE D., Doctors in the UK: their new professionalism and its regulatory framework, *Lancet* 358 (2001), p. 1807.

KERN B.-R., Zur Zulässigkeit der ärztlichen Behandlung im Internet, *Medizinrecht*, Heft 10, 2001, p. 495.

MEMETEAU G., Propositions pour une clause de cession de contrat d'exercice libéral dans une clinique, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 3, 2001, p. 528.

REVEY T., Commentaire d'arrêt (cession de la clientèle médicale), *Revue trimestrielle de droit civil*, 2001, p. 167.

STERN V., Gynaecological examinations post-Ledward – a private matter, *Lancet* 358 (2001), p. 1896.

### **Génétique humaine et biotechnologies**

ANNAS G.J., Reforming informed consent to genetic research, *Journal of American Medical Association*, 286 (2001), p. 2326.

BADURA-LOTTER G., Ethical, biological and legal aspects in the use of human embryonic stem cells in Germany, *Human Reproduction and Genetic Ethics*, vol. 7, n° 2 2001, p. 38.

BESKOW L.M., BURKE W., MERZ J.F. and al., Informed consent for population-based research involving genetics, *Journal of American Medical Association*, 286 (2001), p. 2315.

DABURON C., Médecine prédictive : les dangers d'un nouveau pouvoir, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 3, 2001, p. 453.

FASSBENDER K., Präimplantationsdiagnostik und Grundgesetz, *Neue Juristische Wochenschrift*, n° 38 (2001), p. 2745.

GASSNER U. M., Tissue Engineering im Normendschungel, *Medizinrecht*, Heft 11, 2001, p. 553.

GRILLET V., L'Europe face au clonage humain : problèmes et perspectives juridiques, *Médecine & Droit*, 2001, n° 49, p. 1.

HERZOG F., Präimplantationsdiagnostik – im Zweifel für ein Verbot ?, *Zeitschrift für Rechtspolitik*, Heft 9, 2001, p. 393.

HUFEN F., Präimplantationsdiagnostik aus verfassungsrechtlicher Sicht, *Medizinrecht*, Heft 9, 2001, p. 440.

LILIE H., ALBRECHT D., Strafbarkeit im Umgang mit Stammzelllinien aus Embryonen und damit in Zusammenhang stehender Tätigkeiten nach deutschem Recht, *Neue Juristische Wochenschrift*, n° 38 (2001), p. 2774.

SCHULZ S., Schleichende Harmonisierung der Stammzellforschung in Europa?, *Zeitschrift für Rechtspolitik*, Heft 11, 2001, p. 526.

RENZOIKOWSKI J., Die strafrechtliche Beurteilung der Präimplantationsdiagnostik, *Neue Juristische Wochenschrift*, n° 38 (2001), p. 2753.

TAUPITZ J., Der rechtliche Rahmen des Klonens zu therapeutischen Zwecken, *Neue Juristische Wochenschrift*, n° 47 (2001), p. 3434.

### **Mesures médicales spéciales**

DELMAS V., Le don du corps à la science, *Bulletin de l'Académie Nationale de Médecine*, 2001 tome 185 n° 5, p. 849.

DUPONT M., La réglementation des prélèvements à but scientifique en France, *Bulletin de l'Académie Nationale de Médecine*, 2001 tome 185 n° 5, p. 867.

DUYCKAERTS C. et al., Les associations de malades et les banques de tissus, *Bulletin de l'Académie Nationale de Médecine*, 2001 tome 185 n° 5, p. 857.

HAUW J. J., Les différentes variétés d'autopsie. Propositions pour un renouveau de l'autopsie médicale et scientifique, *Bulletin de l'Académie Nationale de Médecine*, 2001 tome 185 n° 5, p. 829.

MCCARTHY D., Why sex selection should be legal, *Journal of Medical Ethics*, 27 (2001), p. 302.

MALICIER D., Les indications de l'autopsie médico-légale en France, *Bulletin de l'Académie Nationale de Médecine*, 2001 tome 185 n° 5, p. 839.

MATHIEU B., Une jurisprudence selon Ponce Pilate (constitutionnalité de la loi sur l'interruption volontaire de grossesse et la contraception), *Le Dalloz* 2001, n° 31, p. 2533.

SHELDON S., WILKINSON S., Termination of pregnancy for reason of foetal disability: are there grounds for a special exception in law?, *Medical Law Review*, vol. 9 n° 2, Summer 2001, p. 85.

### **Recherche biomédicale**

BAUCHNER H., SHARFSTEIN J., Failure to report ethical approval in child health research: review of published papers, *British Medical Journal*, 323 (2001), p. 318.

CALLENS S., TER HEERDT J., Naar een normering voor het bevolkingsonderzoek, *Revue de droit de la santé*, 2001-2002, n° 1, p. 5.

CAMPBELL E.G., WEISSMAN J.S., MOY E. et al., Status of clinical research in academic health centers, *Journal of American Medical Association*, 286 (2001), p. 800.

DEUTSCH E., Klinische Prüfung von Arzneimitteln : eine Europäische Rechtlinie setzt Standards und vereinheitlicht Verfahren, *Neue Juristische Wochenschrift*, n° 46 (2001), p. 3361.

DUGUET A. M., Genetic research : Between freedom in research and the patient's rights: contribution of the Declaration of Helsinki, *European Journal of Health Law* 2001, vol. 8, n 3, p. 203.

EMANUEL E.J., MILLER F.G., The ethics of placebo-controlled trials – A Middle Ground, *New England Journal of Medicine*, 345 (2001), p. 915.

EYSENBACH G., TILL J.E., Ethical issues in qualitative research on internet communities, *British Medical Journal*, 323 (2001), p. 1103.

FORSTER H.P., EMANUEL E., GRADY C., The 2000 revision of the Declaration of Helsinki; a step forward or more confusion?, *Lancet* 358 (2001), p. 1449.

GEGGIE D., A survey of newly appointed consultants attitudes towards research fraud, *Journal of Medical Ethics*, 27 (2001), p. 344.

HUSTON P., PETERSON R., Withholding proven treatment in clinical research, *New England Journal of Medicine*, 345 (2001), p. 912.

JOFFE S., COOK E.F., CLEARY P.D. and al., Quality of informed consent in cancer clinical trials: a cross-sectional survey, *Lancet* 358 (2001), p. 1772.

LA MONTAGNE J.R., Biotechnology and research : promise and problems, *Lancet* 358 (2001), p. 1723.

LEWIS J.C., TOMKINS S., SAMPSON J.R., Ethical approval for research involving geographically dispersed subjects: unsuitability of the UK MREX/LREC system and relevance to uncommon genetic disorders, *Journal of Medical Ethics*, 27 (2001), p. 347.

LILFORD L.J., BRAUNHOLTZ D., EDWARDS S. and al., Monitoring clinical trials - interim data should be publicly available, *British Medical Journal*, 323 (2001), p. 441.

MILLER E.D., Clinical investigators – The endangered species revisited, *Journal of American Medical Association*, 286 (2001), p. 845.

MONTANER J.S.G., O'SHAUGHNESSY M.V., SCHECHTER M.T., Industry-sponsored clinical research: a double-edged sword, *Lancet* 358 (2001), p. 1893.

REVERBY S.M., More than fact and fiction: Cultural memory and the Tuskegee syphilis study, *Hastings Center Report* 2001, September-October, p. 22.

TATTERSHALL M.H.N., Examining informed consent to cancer clinical trials, *Lancet* 358 (2001), p. 1742.

VALLANCE P., Biotechnology and new companies arising from academia, *Lancet* 358 (2001), p. 1804.

What are the effects of the fifth revision of the Declaration of Helsinki.

TOLLMAN S.F., Fair partnerships support ethical research.

BASTIAN H., Gains and losses for rights of consumer and research participants.

DOLL R., Research will be impeded.

HIRSCH L., GUESS H.A., Some clauses will hinder development of new drugs and vaccines. *British Medical Journal*, 323 (2001), p. 1417.

### **Responsabilité médicale**

BLANCHER G., Infections nosocomiales et responsabilité médicale, *Bulletin de l'Académie Nationale de Médecine*, 2001 tome 185 n° 6, p. 1175.

DEMONT L., Chronique de jurisprudence – responsabilité pénale médicale, *Médecine & Droit*, 2001, n° 49, p. 9.

FINLAYSON B., DEWAR S., Reforming complaints systems: UK and New Zealand, *Lancet* 358 (2001), p. 1290.

HAUSER J. (1), JOURDAIN P. (2), LIBCHABER R. (3), Commentaires de l'arrêt Perruche, *Revue trimestrielle de droit civil*, 2001, p. 103 (1), 149 (2), 226 (3).

JESTAZ PH., Une question d'épistémologie (à propos de l'affaire Perruche), *Revue trimestrielle de droit civil*, 2001, p. 547.

JOURDAIN P., Commentaire d'arrêt (infections nosocomiales, obligation de résultat et preuve du lien de causalité), *Revue trimestrielle de droit civil* 2001, p. 596.

LEE S.K., COWIE S.E., Medical students and remediation of error, *Journal of American Medical Association*, 286 (2001), p. 1082.

MARKESINIS B., Réflexions d'un comparatiste anglais sur et à partir de l'arrêt Perruche, *Revue trimestrielle de droit civil*, 2001, p. 77.

MAZEAUD D., Responsabilité médicale sans faute : la Cour de cassation découvre une nouvelle obligation de sécurité de résultat, *Le Dalloz* 2001, n° 28, p. 2236.

MÜLLER G., Arzthaftung und Sachverständigenbeweis, *Medizinrecht*, Heft 10, 2001, p. 487.

NASRI A., Feu la faute lourde : nature de la faute médicale (Conseil d'Etat, 27 juin 1997), *Médecine & Droit*, 2001, n° 50, p. 6.

RUNCIMAN B., MERRY A., MCCALL SMITH A., Improving patients' safety by gathering information. Anonymous reporting has an important role, *British Medical Journal*, 323 (2001), p. 298.

SCHWALL K., ITZEL P., Grundstrukturen der zivilrechtlichen Haftung von Belegarzt, Hebamme und Belegkrankenhaus im Rahmen der Geburtshilfe, *Medizinrecht*, Heft 11, 2001, p. 565.

STEFFEN E., Einige Überlegungen zur Haftung für Arztfehler in der Telemedizin, in: *Festschrift für Hans Stoll zum 75. Geburtstag*, Tübingen, 2001, p. 71.

*The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 29/3 and 4(2001), est consacré au Symposium: Patient injury, medical errors, liability, and reform.

WUSTHOFF C.J., Medical mistakes and disclosure: The role of the medical student, *Journal of American Medical Association*, 286 (2001), p. 1080.

### **SIDA, lutte contre les épidémies**

BIRD S.M., LEIGH BROWN A.J., Criminalisation of HIV transmission: implications for public health in Scotland, *British Medical Journal*, 323 (2001), p. 1174.

### **Système de santé, politique de la santé**

BRAITHWAITE J., The challenge of regulating care for older people in Australia, *British Medical Journal*, 323 (2001), p. 443.

BRAVEMAN P., STARFIELD B., GEIGER H.J., World Health report 2000: how it removes equity from the agenda for public health monitoring and policy, *British Medical Journal*, 323 (2001), p. 678.

BROWMAN G.P., Development and aftercare of clinical guidelines. The balance between rigor and pragmatism, *Journal of American Medical Association*, 286 (2001), p. 1509.

DEXTER P.R., PERKINS S., OVERHAGE J.M. and al., A Computerized reminder system to increase the use of preventive care for hospitalized patients, *New England Journal of Medicine*, 345 (2001), p. 965.

CAMPBELL S.M., HANN M., HACKER J. and al., Identifying predictors of high quality care in English general practice: observational study, *British Medical Journal*, 323 (2001), p. 784.

FERRIS T., CHANG Y.C., Blumenthal D. and al., Leaving gate-keeping behind – Effects of opening access to specialists for adults in a health maintenance organization, *New England Journal of Medicine*, 345 (2001), p. 1312.

FRANK R.G., GOLDMAN H.H., MCGUIRE T.G., Will parity on coverage result in better mental health care?, *New England Journal of Medicine*, 345 (2001), p. 1701.

HARRINGTON C., Residential facilities in the United States (regulating nursing homes), *British Medical Journal*, 323 (2001), p. 507.

HORTON R., Violence and medicine : the necessary politics of public health, *Lancet* 358 (2001), p. 1472.

IGLEHART J.K., The Centers for medicare and medicaid services, *New England Journal of Medicine*, 345 (2001), p. 1920.

KERRISON S.H., POLLOCK A.M., Caring for older people in the private sector in England, *British Medical Journal*, 323 (2001), p. 566.

LAWRENCE D., Gate-keeping reconsidered, *New England Journal of Medicine*, 345 (2001), p. 1342.

MAJEED A., BINDMAN A.B., WEINER J.P., Use of risk adjustment in setting budgets and measuring performance in primary care I: how it works; Use of risk adjustment in setting budgets and measuring performance in primary care II: advantages, disadvantages, and practicalities, *British Medical Journal*, 323 (2001), p. 604.

MASON J., FREEMANTLE N., NAZARETH I. and al., When is it cost-effective to change the behavior of health professionals?, *Journal of American Medical Association*, 286 (2001), p. 2988.

MCNEIL B.J., Shattuck lecture – Hidden barriers to improvement in the quality of care, *New England Journal of Medicine*, 345 (2001), p. 1612.

PICKERSGILL T., The European working time directive for doctors in training, *British Medical Journal*, 323 (2001), p. 1266.

RIGBY M., FORSSTRÖM J., ROBERTS R. and al., Verifying quality and safety in health informatics services, *British Medical Journal*, 323 (2001), p. 552.

SASSI F., LE GRAND J., ARCHARD L., Equity versus efficiency : a dilemma for the NHS, *British Medical Journal*, 323 (2001), p. 762.

SHEKELLE P.G., ORTIZ E., RHODES S. and al., Validity of the agency for healthcare research and quality clinical practice guidelines. How quickly do guidelines become outdated, *Journal of American Medical Association*, 286 (2001), p. 1461.

SHEPHERD J.P., Criminal deterrence as a public health strategy, *Lancet* 358 (2001), p. 1717.

STEVENS D.P., HOLLAND G.J., KIZER K.W., Results of a nationwide veterans affairs initiative to align graduate medical education and patient care, *Journal of American Medical Association*, 286 (2001), p. 1061.

Violence in the workplace. The nurse's experience.

GOUGH P., Commentary: could guidelines reduce number of incidents?; GOSS R.M., Commentary: Carers deserve care too;

JORDAN S., Commentary: Roles and identities.

*British Medical Journal*, 323 (2001), p. 1262.

WITHEAD M., DAHLGREN G., EVANS T., Equity and health sector reforms : can low-income countries escape the medical poverty trap?, *Lancet* 358 (2001), p. 833.

### **Transplantations**

LIPPERT H.-D., Forschung an und mit Körpersubstanzen – wann ist die Einwilligung des ehemaligen Trägers erforderlich ?, *Medizinrecht*, Heft 8, 2001, p. 406.

MORIOKA M., Reconsidering brain death. A lesson from Japan's fifteen years of experience, *Hastings Center Report* 2001, July-August, p. 41.

### **OUVRAGES ET MONOGRAPHIES / BÜCHER UND MONOGRAPHIEN**

BAUMGARTNER M. O., *The right to die: rechtliche Probleme um Sterben und Tod: Suizid, Sterbehilfe, Patientenverfügung*, Berlin, Berne, Frankfurt 2000.

DEINERT H., *Das Recht der psychisch Kranken: eine zusammenstellungsbundes- und landrechtlicher Vorschriften, welche Hilfsangebote enthalten, mit einem Beitrag der Rechtstatschadenforschung zur freiheitsentziehenden Unterbringung*, Köln 2000.

EPPELT M. D., *Grundrechtsverzicht und Humangenetik : der Verzicht auf Grundrechte, insbesondere im Rahmen der Einwilligung in die Anwendung neuerer, humangenetischer Diagnose und Therapien*, Herdecke 1999.

EVERSCHOR M., *Probleme der Neugeborenenethanasie und der Behandlungsgrenzen bei Schwerstgeschädigten Kindern und ultrakleinen Frühgeborenen aus rechtlicher und ethischer Sicht*, Frankfurt a.M., Berne 2001.

FAURE M., KOZIOL H. (éd.), *Cases on medical malpractice in a comparative perspective*, Wien, New York 2001.

FREEMAN M., LEWIS A., *Law and medicine: Current legal issues*, vol. 3, Oxford 2000.

JÜRGEN S., KNOEPFLER N. et BUYTEN R., *Gendiagnostik und Versicherung : die internationale Lage im Vergleich*, Baden-Baden 2001

KAMP I., *Die Europäische Bioethik-Konvention : Medizinische Versuche an einwilligungsunfähigen Menschen unter besonderer Berücksichtigung der Vorgaben im nationalen und internationalen Recht*, Frankfurt a.M., Berlin, Berne, 2000.

MERKEL R., *Freiethanasie : rechtsethische und strafrechtliche Grundlagen ärztlicher Entscheidungen über Leben und Tod in der Neonatalmedizin*, Baden-Baden, 2001.

NICKEL L. C., SCHMIDT-PREISIGKE A. et SENGLER H., *Transplantationsgesetz, Kommentar*, Stuttgart, Berlin, Köln 2001.

OSTHEIDE S., *Die Schadensersatzrechtliche Problematik des unerwünschten Kindes im deutschen Zivilrecht*, Frankfurt a.M., Berlin, Bern 2000.

REINHARDT-GILMOUR A., *Rechtsfragen der Elektrokrampftherapie : eine medizinrechtliche Studie mit Bezugnahme auf 1904 BGB und weiteren vergleichenden Betrachtungen*, Frankfurt a.M., Bern 2001.

SCHRÖDER M., *Gentechnikrecht in der Praxis*, Baden-Baden 2000.

TAUPITZ J., *Genetische Diagnostik und Versicherungsrecht*, Karlsruhe 2000.

VON HERSG, E. et TAUPITZ J., *Forschungsfreiheit und Forschung Kontrolle in der Medizin : zur geplanten Revision des Deklaration von Helsinki = Freedom and Control of Biomedical : The planned Revision of the Declaration of Helsinki*, Berlin 2000.

WEBER A., LEIENBACH V., *Die Systeme der Sozialen Sicherung in der Europäischen Union*, Baden-Baden 2000.

WACHENHAUSEN H., *Medizinische Versuche und klinische Prüfung an Einwilligungsunfähigen*, Frankfurt a. M., Berlin, Bern 2001.

WOHN A., *Medizinische Reproduktionstechniken und das neue Abstammungsrecht*, Bielfeld 2001.

## **II. Doctrine suisse / Schweizerische Lehre**

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

ARTICLES / AUFSÄTZE

### **Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux**

PUGATSCH S., *Lovely cow : neue Anpreisungspraxis im Lebensmittelrecht ?*, *Medialex* 2001, p. 59.

### **Assurances sociales**

ABBE-DECARROUX, La LAMal et les mécanismes de la concurrence, *Bulletin des médecins suisses*, 2001, 82, n° 36, p. 1910.

AVIS DE DROIT DE L'OFFICE FEDERAL DE LA JUSTICE DU 21 MAI 2001, ACTUALISE LE 29 OCTOBRE 2001 : Assurance-maternité cantonale (genevoise) ; question relative à l'obligation de payer les cotisations de l'employeur pour le personnel fédéral employé à Genève, *JAAC N° 65.92, 2001 vol. IV*.

BRUNNER H. H., Obligation de contracter – que faire ?, *Bulletin des médecins suisses*, 2001, 82, n° 42, p. 2550.

BUEHLER A., Meniskuläsionen und soziale Unfallversicherung, *Bulletin des médecins suisses*, 2001, 82, n° 44, p. 2339.

CAMENZIND P., KÄNZIG H., Statistique 2000 de l'assurance-maladie: Résultats provisoires, *Sécurité sociale* 2001, n° 4, p. 211.

CONTI C., Zusatzhonorar des Arztes und KVG, *Pratique Juridique Actuelle*, 10 (2001), p. 1148.

DUC J.-L., Approche critique de la loi sur la partie générale des assurances sociales (LPGA), texte remanié et complété de l'exposé présenté à l'occasion d'une conférence organisée par l'association des avocats et notaires stagiaires jurassiens à Miécourt le 17 mai 2001, *RJJ* 2001/2, p. 95.

FONJALLAZ J., Assurances maladie complémentaires, Contentieux en matière d'assurances complémentaires à l'assurance maladie sociale, *Aspects de la sécurité sociale* 2001, n° 4, p. 30.

KIESER Ueli, Entwicklungen im Sozialversicherungsrecht – Le point sur le droit des assurances sociales, *SJZ* 97, (2001) N° 23, p. 544.

MARCUARD D., Quels médicaments sont pris en charge par l'assurance-maladie obligatoire ?, *Sécurité sociale* 2001, n° 6, p. 311.

MESNIL M., La RBP va-t-elle juguler la hausse des coûts ?, *Sécurité sociale* 2001, n° 6, p. 318.

PERNEGER T. et al., Assurances et santé : comment ça marche ?, *Bulletin des médecins suisses*, 2001, 82, n° 36, p. 1906.

PETER R., Der Augenschein in der obligatorischen Unfallversicherung, *RSJB/ZBJV* 7/8/2001, p. 509.

POLEDNA T., Komplementärmedizin in der sozialen Krankenversicherung, *Pratique juridique actuelle*, 10 (2001), p. 638.

SCHERWEY A.-G., De la rétribution des actes médicaux ambulatoires par les assurances sociales, *Aspects de la sécurité sociale* 2001, n° 3, p. 2.

SCHULER T., Un nouveau « remède » pour baisser les coûts : les importations parallèles, *Sécurité sociale* 2001, n° 6, p. 321.

SZUCS T., Les médicaments permettent-ils de faire des économies dans d'autres domaines ?, *Sécurité sociale* 2001, n° 6, p. 316.

TAVERNA E., Vor der zweiten Teilrevision des KVG, *Bulletin des médecins suisses*, 2001, 82, n° 44, p. 2337.

### **Droits des patients**

AMSTAD. H., Der Schutz des Patienten im Zentrum, *Bulletin des médecins suisses*, 2001, 82, n° 37p. 1975.



BERTRAND D., UMMEL M., HARDING T.-W., Médecine et droits de l'Homme, *Médecine & Hygiène* 2001, n° 2370, p. 2392.

COULLERY P., Der Grundrechtsanspruch auf medizinische Leistungen: ein verfassungsrechtlicher Diskussionsbeitrag zur Rationierungsdebatte im Gesundheitswesen, *Pratique juridique actuelle* 10 (2001), p. 632.

ETZENSBERGER M., Die medizinisch-therapeutische Behandlung und Zwangsmassnahmen aus der Sicht der Psychiatrie. Erwartungen an das Recht, *Revue du droit de tutelle*, 2001, p. 244.

FUCHS M., UTTINGER U., SOLTERMANN B., Datenschutz und UVG, *Bulletin des médecins suisses*, 2001, 82, n° 50, p. 2624.

FUCHS M., UTTINGER U., SOLTERMANN B., Protection des données et LAA, *Bulletin des médecins suisses*, 2001, 82, n° 50, p. 2627.

GEISER T., Die medizinisch-therapeutische Behandlung und Zwangsmassnahmen im Lichte der geltenden Rechtslage und besonderer Berücksichtigung von vormundschaftlichen Fragestellungen, *Revue du droit de tutelle*, 2001, p. 225.

KUHN HP., Protection des données et LAMal, *Bulletin des médecins suisses*, 2001, 82, n° 32/33, p. 1701.

STEINER I., Das « Kind als Schaden » - ein Lösungsvorschlag, *ZBJV*, 2001, Band 137, p. 646.

### **Exercice des professions de la santé, politique professionnelle**

OSWALD C., Aerztliche Beratung via Internet, *Bulletin des médecins suisses*, 2001, 82, n° 42, p. 2230.

TSCHAN W., PABS : Patienten-Anlauf- und -Beratungsstelle der Medizinischen Gesellschaft Basel, *Bulletin des médecins suisses*, 2001, 82, n° 47, p. 2467.

### **Mesures médicales spéciales**

KETTNER M., Beratung als Zwang – ein produktives Dilemma, *Bulletin des médecins suisses*, 2001, 82, n° 49, p. 2566.

KETTNER M., La consultation obligatoire – un dilemme productif, *Bulletin des médecins suisses*, 2001, 82, n° 49, p. 2566.

PÖK LUNDQUIST J., Gedanken zum Schwangerschaftsabbruch, *Bulletin des médecins suisses*, 2001, 82, n° 49, p. 2574.

WIRTHNER D., GERMOND M., SENN A., DE GRANDI P., Don de sperme et loi sur la procréation médicalement assistée, *Médecine & Hygiène* 2001, n° 2362, p. 1897.

### **Recherche biomédicale**

HURLIMANN T., Recherche et cellules souches embryonnaires, *Plädoyer*, 5/2001, p. 54.

REHMANN-SUTTER C., Forschung an importierten embryonalen Stammzellen, *Bulletin des médecins suisses*, 2001, 82, n° 48, p. 2522.

REHMANN-SUTTER C., Recherche sur les cellules souches embryonnaires importées, *Bulletin des médecins suisses*, 2001, 82, n° 48, p. 2526.

STRATENWERTH G., Medizinische Forschung, ärztliches Berufsgeheimnis und Datenschutz – der Versuch einer Regelung in der Schweiz, *Vierteljahresschrift für Sozialrecht*, 2001/2, p. 141.

### **Responsabilité médicale**

GATTIKER M., Kausalhaftung für medizinische Behandlungen : Realität oder Zukunftsmusik ?, *Aktuelle juristische Praxis*, 10 (2001), p. 645.

GLOOR B. P., Kunstfehler – Fehler – Begutachtung – Qualitätskontrolle !, *Bulletin des médecins suisses*, 2001, 82, n° 43, p. 2295.

KUHN HP., « Congress should pass legislation to extend protections... », Rapports d'incidents critiques et droit, *Bulletin des médecins suisses*, 2001, 82, n° 40, p. 2119.

MANNSDORFER T. M., Haftung für pränatale Schädigung des Kindes – Grundzüge, Wrongful Life und Tendenzen, *RSJB/ZBJV* 9/2001, p. 605.

MUFF P. et al., Risiken und Sicherheit des Arzneimittelgebrauch im Spital, *Bulletin des médecins suisses*, 2001, 82, n° 34, p.1800.

MUFF P. et al., Risques et sécurité de l'utilisation des médicaments à l'hôpital, *Bulletin des médecins suisses*, 2001, 82, n° 34, p.1802.

OBERHOLZER N., DNA-Profil : Wenig Schutz vor Missbrauch, *Plädoyer*, 5/2001, p. 32.

STEINER I., Das Kind als Schaden, *RSJB/ZBJV* 9/2001, p. 466.

### **Système de santé, politique de la santé**

BRITT F., Le poids du coût des médicaments dans le système de santé suisse, *Sécurité sociale* 2001, n° 6, p. 310.

COULLERY P., Der Grundrechtsanspruch auf medizinische Leistungen : ein verfassungsrechtlicher Diskussionsbeitrag zur Rationierungsdebatte im Gesundheitswesen, *Aktuelle juristische Praxis*, 10 (2001), p. 632.

HERRMANN F. et al., Survol du système suisse de santé, *Bulletin des médecins suisses*, 2001, 82, n° 32/33, p. 1722.

HUNKELER J., Le marché des médicaments du point de vue de la surveillance des prix, *Sécurité sociale* 2001, n° 6, p. 314.

MESNIL M., Rémunération des pharmaciens basée sur la prestation, *Médecine & Hygiène* 2001, n° 2365, p. 2079.

REY J.-C., Une carte de santé en Suisse ?, *Sécurité sociale* 2001, n° 6, p. 341.

SOMMER J. ET AL., Le rationnement explicite dans le domaine de la santé : perspectives éthiques, médicales, économiques et sociales, *Revue de politique économique du SECO*, 9/2001.

ZAHND D., Nouvelles statistiques des établissements de santé : premiers résultats et future utilité, *Sécurité sociale* 2001, n° 4, p. 218.

OUVRAGES ET MONOGRAPHIES / BÜCHER UND MONOGRAPHIEN

GIOVANNI P., *Santé et société : la santé et la maladie comme phénomènes sociaux*, Neuchâtel 2000.

HOLDENEGGER A. (éd.), *Das medizinische assistierte Sterben : Zur Sterbehilfe aus medizinischer, ethischer, juristischer und theologischer Sicht*, 2. erw. Aufl., Fribourg 2000.

POLIKOWSKI M. et al., *Etendue des prestations de l'assurance-maladie sociale : le catalogue des prestations est-il suffisant pour que tous accèdent à des soins de qualité ?*, Lausanne 2001.

QUELOZ N. et al. (éd.), *Médecine et détention*, Berne 2002.

\*\*\*\*\*

# **SAN-NEWS N°18**

## **avril 2002**

Ce numéro couvre en principe la période entre le **1<sup>er</sup> janvier et le 15 avril 2002**.

Diese Nummer umfasst grundsätzlich die Periode **vom 1. Januar bis zum 15. April 2002**.

### **Législation / Gesetzgebung**

#### **I. Droit international (sélection) / Internationales Recht (Auswahl)**

DROIT EDICTE / ERLASSENES RECHT

Conseil de l'Europe : <http://www.coe.int>

Protocole additionnel à la Convention sur les Droits de l'Homme et la biomédecine relatif à la transplantation d'organes et de tissus d'origine humaine, adopté le 24.01.02 (condition d'entrée en vigueur : 5 ratifications comprenant 4 Etats membres), STE n° 186.

**Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc. / Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw**

Néant

#### **II. Droit communautaire / Europarecht (JOCE L 1 à L 98, du 15 avril 2002 et JOCE C 1 à C 89 A, du 13 avril 2002)**

DROIT EDICTE / ERLASSENES RECHT

Directive n° 2001/104/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 décembre 2001 modifiant la directive 93/42/CEE du Conseil relative aux dispositifs médicaux, JO L 6 du 10 janvier 2002.

Décision de la Commission du 25 janvier 2002 relative aux dispositions nationales concernant les tests VIH notifiées par le Royaume-Uni au titre de l'article 95, paragraphe 4, du traité CE en ce qui concerne la directive 98/79/CE relative aux dispositifs médicaux de diagnostic *in vitro* [notifiée sous le numéro C(2002) 297], JO L 25 du 29 janvier 2002.

Décision n° 36/2002/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 décembre 2001 concernant la contribution de la Communauté en faveur du Fonds mondial de lutte contre le VIH/Sida, la tuberculose et le paludisme, JO C 7, du 11 janvier 2002.

Décision n° 183 du 27 juin 2001 concernant l'interprétation de l'article 22, paragraphe 1, point a), du règlement (CEE) n° 1408/71 pour les prestations relatives à la grossesse et à l'accouchement, JO L 54 du 25 février 2002.

Décision n° 179 du 18 avril 2000 concernant les modèles de formulaires nécessaires à l'application des règlements (CEE) n° 1408/71 et (CEE) n° 574/72 du Conseil (E 111, E 111 B, E 113 à E 118 et E 125 à E 127), JO L 54 du 25 février 2002.

Décision de la Commission du 19 mars 2002 établissant des définitions de cas pour la déclaration des maladies transmissibles au réseau communautaire en application de la décision n° 2119/98/CE du Parlement européen et du Conseil [notifiée sous le numéro C(2002) 1043], JO L 86 du 3 avril 2002.

**Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc. / Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw**

Avis n° 2002/19/3 du Comité des régions sur la "Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil établissant des normes de qualité et de sécurité pour la collecte, le contrôle, la transformation, le stockage et la distribution du sang humain et des composants sanguins et modifiant la directive 89/381/CEE du Conseil", JO C 19 du 22 janvier 2002.

Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil adoptant un programme d'action communautaire dans le domaine de la santé publique (2001 à 2006) (COM(2000) 285 - C5-0299/2000 - 2000/0119(COD)), JO C 21 E du 24 janvier 2002.

Résolution législative du Parlement européen sur la proposition de décision du Conseil adoptant un programme d'action communautaire dans le domaine de la santé publique (2001 à 2006) (COM(2000) 285 - C5-0299/2000 - 2000/0119(COD)), JO C 21 E du 24 janvier 2002.

Recommandation n° 2002/77/E du Conseil du 15 novembre 2001 relative à l'utilisation prudente des agents antimicrobiens en médecine humaine, JO L 34 du 5 février 2002.

Avis n° 2002/C 48/16 du Comité économique et social sur la "Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 93/42/CEE du Conseil, telle que modifiée par la directive 2000/70/CE, en ce qui concerne les dispositifs médicaux incorporant des dérivés stables du sang", JO C 48 du 21 février 2002.

Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 15 janvier 2002 au 15 février 2002 (Publication en vertu de l'article 12 ou de l'article 34 du Règlement (CEE) n° 2309/93 du Conseil), JO C 49 du 22 février 2002.

Proposition modifiée de directive du Parlement européen et du Conseil instituant un code communautaire relatif aux médicaments à usage humain (version codifiée) (COM(2000) 830 - C5-0763/2000 - 1999/0134(COD)), JO C 65 du 14 mars 2002.

Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil établissant des normes de qualité et de sécurité pour la collecte, le contrôle, la transformation, le stockage et la distribution du sang humain et des composants sanguins et modifiant la directive 89/381/CEE du Conseil (COM(2000) 816 - C5-0034/2001 - 2000/0323(COD)), JO C 72 E du 21 mars 2002.

Proposition modifiée de directive du Parlement européen et du Conseil établissant des normes de qualité et de sécurité pour la collecte, le contrôle, la transformation, le stockage et la distribution du sang humain et des composants sanguins et modifiant la directive 89/381/CEE du Conseil [COM(2001) 692 final — 2000/0323(COD)], JO C 75 E du 26 mars 2002.

Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant des procédures communautaires pour l'autorisation, la surveillance et la pharmacovigilance en ce qui concerne les médicaments à usage humain et à usage vétérinaire et instituant une agence européenne pour l'évaluation des médicaments [COM(2001) 404 final — 2001/0252(COD)], JO C 75 E du 26 mars 2002.

Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2001/83/CE instituant un code communautaire relatif aux médicaments à usage humain [COM(2001) 404 final — 2001/0253(COD)], JO C 75 E du 26 mars 2002.

Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 15 février au 15 mars 2002 (Publication en vertu de l'article 12 ou de l'article 34 du règlement du Conseil (CEE) n° 2309/93), JO C 77 du 28 mars 2002.

### **III. Droit étranger (sélection) / Ausländisches Recht (Auswahl)**

*Les textes législatifs mentionnés ici représentent notamment une sélection subjective parmi la pléthore de documents recensés par l'OMS, avec l'indication des références aux recueils de lois nationaux en langue originale, sur son site Internet (continuation électronique du Recueil international de législation sanitaire), à l'adresse: <http://www.who.int/idhl>.*

#### **ALLEMAGNE**

Loi du 9 septembre 2001 relative à l'assurance de la qualité et au renforcement de la protection des consommateurs en matière de soins (Loi relative à l'assurance de la qualité des soins), Bundesgesetzblatt, partie I, 12 septembre 2001, n° 47, p. 2320.

#### **CROATIE**

Loi du 19 octobre 2001 relative à l'assurance maladie (texte n° 1587).

#### **DANEMARK**

Loi n° 432 du 29 mai 2001 portant modification de la Loi relative à l'examen des corps de personnes décédées, aux autopsies, à la transplantation, etc., Lovtidende, 2001, partie A, 31 mai 2001, n° 90, p. 2635.

#### **ESTONIE**

Gesetz über die Humangenforschung vom 13.12.2000, Riigi Teataja (RT) I 2000, Nr. 104, Pos. 685, in : Jahrbuch für Ostrecht, Band 42 (2001), p. 459.

#### **FRANCE**

Décret n° 2002-39 du 9 janvier 2002 relatif à la délivrance aux mineurs des médicaments ayant pour but la contraception d'urgence, Journal officiel, Lois et décrets, du 10 janvier 2002, n° 8, p. 590.

Loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002 de modernisation sociale, Journal officiel, Lois et décrets, du 18 janvier 2002, n° 15, p. 1008.

#### **NORVEGE**

Règlement n° 505 du 4 mai 2001 relatif à l'utilisation confinée d'animaux génétiquement modifiés ou d'animaux en combinaison avec des micro-organismes génétiquement modifiés (Règlement relatif aux animaux) et Règlement n° 506 du 4 mai 2001 relatif à l'utilisation confinée de végétaux génétiquement modifiés (Règlement relatif aux végétaux), Norsk Lovtidend, partie I, 11 juin 2001, n° 6, p. 792.

Loi n° 53 du 15 juin 2001 relative à l'indemnisation des préjudices subis par des patients, Norsk Lovtidend, partie I, 4 juillet 2001, n° 7, p. 852.

#### **PAYS-BAS**

Loi du 8 novembre 2001 (Stb. 573) portant règles relatives à la disponibilité et à l'utilisation de tissus foetaux (Loi relative aux tissus foetaux), Staatsblad van het Koninkrijk der Nederlanden, 2001, 4p.

#### **IV. Droit fédéral / Bundesrecht**

DROIT EDICTE / ERLASSENES RECHT [RO/AS 2002 n° 1-16 (23 AVRIL 2002)] ACCESSIBLE SUR LE SITE : [HTTP://WWW.ADMIN.CH/CH/F/AS/INDEX.HTML](http://www.admin.ch/ch/f/as/index.html)

Ordonnance sur l'abrogation et la modification du droit du fait de l'entrée en vigueur de la loi sur les produits thérapeutiques, du 17 octobre 2001. Errata du 15 janvier 2002, RO 2002 82.

Ordonnance de l'Institut suisse des produits thérapeutiques concernant l'édition de la pharmacopée, du 9 novembre 2001. Modification du 4 février 2002, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> avril 2002, RO 2002 288.

Ordonnance du DFI sur la Commission fédérale de protection contre les radiations et la surveillance de la radioactivité (CPR), du 31 octobre 2001, RO 2002 71.

MESSAGES, RAPPORTS ET DÉCISIONS OFFICIELS / BOTSCHAFTEN, AMTLICHE BERICHTE UND BESCHLÜSSE [FF/BBL 2002 n° 1-16 (23 AVRIL 2002)]

Les interventions parlementaires sont publiées intégralement sur <http://www.parlement.ch/> En outre, la Feuille fédérale est disponible à l'adresse suivante : <http://www.admin.ch/ch/f/ff/index.html> .

Message concernant la loi fédérale sur la transplantation d'organes, de tissus et de cellules (Loi sur la transplantation), du 12 septembre 2001, FF 2002 19.

Message relatif à la Convention européenne du 4 avril 1997 pour la protection des Droits de l'Homme et de la dignité de l'être humain à l'égard des applications de la biologie et de la médecine (Convention sur les droits de l'Homme et la biomédecine) et au protocole additionnel du 12 janvier 1998 portant interdiction du clonage d'êtres humains, du 12 septembre 2001, FF 2002 271.

Message relatif à la modification de l'annexe de la loi fédérale sur la partie générale du droit des assurances sociales, du 7 novembre 2001 (notamment : adaptation aux accords bilatéraux conclus avec l'UE), FF 2002 763.

Message relatif au financement de la participation de la Suisse aux programmes de recherche, de développement technologique et de démonstration de l'Union européenne pour les années 2003 à 2006, du 31 octobre 2001 (concerne notamment la recherche en santé publique), FF 2002 1031.

Arrêté du Conseil fédéral relatif à la votation populaire du 2 juin 2002, du 1<sup>er</sup> mars 2002 (objets soumis au vote : modification du Code pénal et initiative populaire relatives à l'interruption de grossesse), FF 2002 2077.

Avant-projet et rapport explicatif de la Commission des affaires juridiques du Conseil national du 6 novembre 2001 relatifs à la loi fédérale sur les conditions et les procédures pour la stérilisation de personnes et sur l'indemnisation des victimes de stérilisations et de castrations abusives, mis en consultation le 27 mars 2002 (disponible à l'adresse suivante : <http://www.ofj.admin.ch/f/index.html>).

Normes techniques pour les dispositifs médicaux. Communication de Swissmedic, du 2 avril 2002, FF 2002 2527

Initiative populaire fédérale « Pour une maîtrise des primes de l'assurance-maladie ». Examen préliminaire de la Chancellerie fédérale, du 22 janvier 2002, FF 2002 754.

Rapport annuel du Conseil fédéral sur les activités de la Suisse au Conseil de l'Europe en 2001, du 9 janvier 2002, FF 2002 1554 (cf. notamment p. 1568s pour la santé).

Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, accordée aux Hôpitaux de la Ville de Neuchâtel Cadolles-Pourtalès, du 16 avril 2002, FF 2002 2922.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, pour le projet « *Validité et fiabilité des indicateurs de la qualité des soins récoltés de routine dans les hôpitaux universitaires suisses* », du 15 janvier 2002, FF 2002 353.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, pour le projet « *Evaluation du tri téléphonique des appels parentaux à la policlinique médico-chirurgicale de l'Hôpital Pourtalès* », du 15 janvier 2002, FF 2002 356.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, pour le projet « *Evaluation rétrospective de la qualité du dépistage des dysplasies des hanches des nourrissons neuchâtelois* », du 15 janvier 2002, FF 2002 360.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, pour le projet « *Evaluation du recours aux soins palliatifs* », du 16 avril 2002, FF 2002 2920.

Réduction de primes dans l'assurance-maladie. Subsidés de la Confédération et des cantons ; modèle de répartition pour l'année 2003, du 2 avril 2002, FF 2002 2542.

Décision concernant l'admission d'établissements de cures balnéaires comme fournisseurs de prestations de l'assurance-maladie sociale, du 21 décembre 2001, FF 2002 403.

Communication de la Commission de la Concurrence, du 26 février 2002. Ouverture d'une enquête sur Eskamed SA en relation avec le « Registre de Médecine Empirique », FF 2002 1599.

Notifications et demandes d'autorisation pour des activités impliquant des organismes génétiquement modifiés ou pathogènes en milieu confiné, reçues du 7 juillet 2000 au 10 janvier 2002, FF 2002 483.

## **V. Droit cantonal (sélection) / Kantonales Recht (Auswahl)**

(extrait du "Bulletin de Législation / Gesetzgebungsbulletin", n° 6/2001 et n° 1/2002 avec l'autorisation de l'Institut du Fédéralisme, à Fribourg)

### **AARGAU**

Verordnung über Sterilisation unmündiger und entmündigter Personen, vom 07.11.2001, in Kraft ab 01.01.2002. AGS 2001, S.248.

### **BASEL LAND**

Spitalgesetz vom 24.06.1976, Änderung vom 21.06.2001, in Kraft ab 01.01.2002.

Ergänzungsleistungsgesetz zur AHV und IV vom 15.02.1973, Änderungen vom 11.02.1999, rückwirkende Inkraftsetzung ab 01.01.1999, GS 34.305 und vom 21.06.2001, in Kraft ab 01.01.2002, GS 34.157.

### **BASEL STADT**



Verordnung über Ausübung nicht-ärztlicher Medizinalberufe vom 05.01.1999, Änderung vom 13.11.2001, in Kraft ab 18.11.2001. Kantonsblatt 2001, Nr. 88, S. 1538.

## BERNE

Gesetz über fürsorgerische Freiheitsentziehung und andere Massnahmen der persönlichen Fürsorge vom 22.11.1989, Änderung vom 11.06.2001, in Kraft ab 01.01.2002. BAG 01-04.

Gesundheitsgesetz vom 02.12.1984, Änderung vom 27.11.2000 und 06.02.2001, in Kraft ab 01.01.2002. BAG 01-48.

Dekret über Rechte und Pflichten der Patientinnen und Patienten in öffentlichen Spitälern vom 14.02.1989, Aufhebung vom 06.02.2001, in Kraft ab 01.01.2002. BAG 01-83.

Gesetz über Spitäler und Schulen für Spitalberufe vom 02.12.1973, Änderung vom 27.11.2000 in Kraft ab 01.01.2002, BAG 01-48, und 11.06.2000, rückwirkende Inkraftsetzung ab 01.01.2001, BAG 01-85.

Verordnung über die berufliche Tätigkeiten im Gesundheitswesen (hebt u.a. die Verordnung vom 15.08.1911 betr. Die Assistenten und Stellvertreter der Ärzte, Zahnärzte und Tierärzte, die Verordnung vom 03.12.1965 betr. Die Ausübung der Zahnheilkunde und die Verordnung vom 10.08.1988 über die Zahntechnikerinnen und die Zahntechniker auf) vom 24.10.2001, in Kraft ab 01.01.2002. BAG 01-79.

Einführungsgesetz zum Bundesgesetz über Alters- und Hinterlassenenversicherung vom 23.06.1993, Änderung vom 27.11.2000, in Kraft ab 01.01.2002. BAG 01-48.

Gesetz über Ergänzungsleistungen zur Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenversicherung vom 16.11.1989, Änderung vom 27.11.2000, in Kraft ab 01.01.2002. BAG 01-48.

## FRIBOURG

Loi d'application de la loi fédérale sur l'assurance maladie du 24.11.1995, modification du 04.04.2001, entrée en vigueur le 01.01.2002. Feuille Officielle 2001, n° 16, p. 747.

## GENEVE

Loi d'application de la loi fédérale sur l'assurance maladie du 29.05.1977, modification du 04.10.2001, entrée en vigueur le 01.01.2002. FAO 2001, n° 118, p. 1669.

Loi sur les établissements publics médicaux du 19.09.1980, modification du 05.10.2001, entrée en vigueur, 01.03.2002. FAO 2001, n° 118, p. 1682.

Loi d'application de la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants du 13.12.1947, modification du 05.10.2001, entrée en vigueur le 01.03.2002. FAO 2001, n° 118, p. 1682.

## GLARIS

Einführungsgesetz zum Bundesgesetz über die Krankenversicherung vom 05.05.1996, Änderung vom 06.02.2002, in Kraft ab 01.01.2002 (gestaffelte Inkraftsetzung). Amtsblatt 2002, Nr. 8, S. 43.

## GRAUBÜNDEN

Gesetz über das Gesundheitswesen des Kantons GR vom 02.12.1979, Änderung vom 04.03.2001, in Kraft ab 01.01.2002. Amtsblatt 2001, Nr. 51, S. 4197.

Gesetz über die Forderung der Krankenpflege vom 02.12. 1979, Änderungen vom 04.03.2001 und 10.06.2001, in Kraft ab 01.01.2002. Amtsblatt 2002, Nr. 51, S. 4194 und Nr. 25, S. 2056.

#### LUZERN

Verordnung über fürsorgerische Freiheitsentziehung (Hebt die Verordnung vom 28.08.2001 auf), vom 25.09.2001, in Kraft ab 01.01.2002. G 2001 461.

#### NIDWALD

Verordnung über die Berufe der Gesundheitspflege vom 10.12.1997, Änderung vom 27.06 2001, in Kraft ab 01.01.2002. Amtsblatt 2001, Nr. 27, S. 950.

#### OBWALD

Gesundheitsgesetz vom 20.10.1991, Änderung vom 20.09.2001, in Kraft ab 01.01.2002.

Gesetz betr. Einführung zum Bundesgesetz über Alters- und Hinterlassenenversicherung vom 09.05.1948, Änderung vom 20.09. 2001, in Kraft ab 01.01.2002.

Gesetz über Ergänzungsleistungen zur Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenversicherung vom 15.05.1966, Änderung vom 20.09.2001, in Kraft ab 01.01.2002.

Einführungsgesetz zum Bundesgesetz über Krankenversicherung vom 28.01.1999, Änderung vom 20.09.2001, in Kraft ab 01.01.2002.

#### THURGAU

Verordnung über die Rechtsstellung der Patienten und Patientinnen vom 03.12.1996, Änderung vom 11.12.2001, in Kraft ab 01.01.2002. Amtsblatt 2001, Nr. 50, S. 2716.

Verordnung über des Gesundheitswesens vom 16.06.1987, Änderung vom 11.12.2001, in Kraft ab 01.01.2002. Amtsblatt 2001, Nr. 50, S. 2715.

#### VAUD

Loi d'application vaudoise de la loi fédérale sur l'assurance maladie du 25.06.1996, modifications du 29.05.2001, entrée en vigueur le 01.01.2002, Fao 2001, N° 48, p. 2425 et du 05.12.2001, entrée en vigueur le 01.01.2002, FAO 2001, N° 100, p. 5030.

Loi sur les prestations complémentaires à l'assurance vieillesse, survivants et invalidité du 29.11.1965, modification du 05.12.2001, entrée en vigueur le 01.01.2002. FAO 2001 N° 100, p. 5030.

#### ZOUG

Gesetz über Gesundheitswesen im Kanton ZG vom 21.05.1970, Änderungen vom 30.08.2001, in Kraft ab 17.11.2001, GS 27, 225 und GS 27, 229.

#### ZÜRICH

Gesetz über Gesundheitswesen vom 04.11.1962, Änderungen und neue Artikeln vom 21.08.2000, in Kraft ab 01.01.2002, OS 56 398 und vom 29.10.2001, in Kraft ab 01.01.2002, OS 54 124.

Einführungsgesetz zum Bundesgesetz über Ergänzungsleistungen zur Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenversicherung vom 17.12.1997, Änderung vom 28.11.2001, in Kraft ab 01.01.2002. OS 57 75.

Einführungsgesetz zum Krankenversicherungsgesetz vom 13.06.1999, Änderung vom 23.09.2001, in Kraft ab 01.01.2002. OS 57 52.

**Tous ces textes sont en vigueur / Alle Texte in Kraft.**

## **VI. Déclarations et directives éthiques et professionnelles / Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien**

INTERNATIONAL ET ETRANGER / INTERNATIONAL UND AUSLÄNDISCH

Néant

SUISSE / SCHWEIZ

ACADEMIE SUISSE DES SCIENCES MEDICALES, Directives médico-éthiques concernant l'exercice de la médecine auprès de personnes détenues, *Bulletin des médecins suisses*, 2002; 83, n° 1/2, p. 28 (en allemand: *Bulletin des médecins suisses*, 2002; 83, n° 1/2, p. 22).

ACADEMIE SUISSE DES SCIENCES MEDICALES, Le prélèvement et l'usage de cellules souches humaines pour la recherche scientifique : position de la Commission centrale d'éthique, *Bulletin des médecins suisses*, 2002, 83, n° 3, p. 85 (en allemand: *Bulletin des médecins suisses*, 2002; 83, n° 3, p. 81).

## **Jurisprudence / Rechtsprechung**

### **I. Jurisprudence CEDH (sélection) / Rechtsprechung EMRK (Auswahl)** **(<http://www.echr.coe.int> )**

CALVELLI et CIGLIO c. ITALIE, Arrêt de la Cour [GC] du 17 janvier 2002.

*Poursuite d'un médecin pour homicide involontaire prescrite suite à des défaillances procédurales lors de la phase d'enquête et d'instruction – Art. 2 CEDH (droit à la vie) – Obligations positives incombant aux Etats en matière d'erreur médicale – La législation italienne satisfait à ces obligations – Non-violation. Art. 6 § 1 (durée de la procédure pénale) – Ne saurait être considérée comme déraisonnable une procédure de six ans, trois mois et dix jours pour quatre degrés de juridiction – Non violation.*

H.M. c. SUISSE, Arrêt de la Cour du 26 février 2002.

*Placement d'une personne âgée dans un foyer d'accueil en raison de son grave état d'abandon – Art. 5 § 1 lit. e) CEDH – Les conditions ainsi que les modalités du placement forcé ne constituent pas une privation de liberté, mais une restriction à la liberté de mouvement – Art. 5 CEDH inapplicable.*

MAGALHÃES PAREIRA c. PORTUGAL, Arrêt de la Cour du 26 février 2002.

*Contrôle de la légalité du maintien en internement psychiatrique – Art. 5 § 4 CEDH – Obligation de contrôler la légalité d'un internement à des intervalles raisonnables – Violation – Une personne atteinte de troubles mentaux doit, sauf circonstances exceptionnelles, bénéficier de l'assistance d'un avocat dans les procédures relatives à la poursuite, la suspension ou la fin de son internement – Violation.*

PRETTY C. ROYAUME-UNI, Arrêt de la Cour (quatrième section) du 29 avril 2002.

*Incrimination de l'aide au suicide et refus d'accorder l'immunité de poursuites à un tiers en matière d'assistance au suicide – Art. 2 CEDH (droit à la vie) – Ne peut être interprété comme conférant un droit à mourir, que ce soit de la main d'un tiers ou avec l'assistance d'une autorité publique – Non-violation. Art. 3 CEDH (interdiction de la torture ou des traitements inhumains ou dégradants) – Pas d'obligation positive de l'Etat de cautionner des actes visant à interrompre la vie – Non-violation. Art. 8 CEDH (respect de la vie privée) – Atteinte au droit à l'autodétermination, justifiée comme nécessaire dans une société démocratique – Non-violation. Art. 9 CEDH (liberté de pensée, de conscience et de religion) – Non-violation. Art. 14 CEDH (interdiction de discriminer) – Droit interne permettant aux personnes valides de se suicider mais empêchant celles qui sont handicapées de se faire assister pour accomplir cet acte – Inégalité de traitement reposant sur une justification objective et raisonnable – Non-discrimination.*

## **II. Jurisprudence des juridictions communautaires (sélection) / Rechtsprechung der Gerichte der EG (Auswahl)**

(<http://curia.eu.int/fr/index.htm> )

Néant

## **III. Jurisprudence étrangère (sélection) / Ausländische Rechtsprechung (Auswahl)**

### **ALLEMAGNE**

Medizinrecht, Heft 1, 2002, p. 29, OLG Nürnberg 29.05.2000.

*Aufklärung über Sterblichkeitsrate und risikoärmere Operationsmethoden.*

Medizinrecht, Heft 2, 2002, p. 97, VG Münster 11.12.00.

*Zur Gleichwertigkeit einer in China absolvierten Ausbildung in traditioneller chinesischer Medizin mit dem Medizinstudium in Deutschland.*

### **AUTRICHE**

Recht der Medizin 6/2001, p. 182, OGH 15.3.2000.

*Aufklärung bei Bänderoperation.*

Recht der Medizin 6/2001, p. 184, OGH 17.5.2001.

*Aufklärung bei Laparoskopischer Stigmaresektion.*

Recht der Medizin 6/2001, p. 188, OGH 15.3.2001.

*Aufklärung bei Zahnextraktion in Vollnarkose.*

Recht der Medizin 1/2002, p. 23, OGH 28.2.2001.

*Aufklärung bei Nasenseptimoperation.*

Recht der Medizin 1/2002, p. 26, OGH 8.3.2001.

*Aufklärung bei Zahnextraktion.*

### **ETATS-UNIS**

American Journal of Law & Medicine, vol. 27 n° 4 (2001), p. 493, *Philip Morris Inc. v. Reilly*, 267 F.3d 45 (1st Cir. 2001).

*Manufactures required to disclose ingredients under state disclosure law.*

American Journal of Law & Medicine, vol. 27 n° 4 (2001), p. 491, *Culliton v. Beth Israel Deaconess Medical Center*, 756 N.E.2d 1133 (Mass. 2001).

*Breaking the silence on the legal rights of genetics and gestational parents.*

American Journal of Law & Medicine, vol. 27 n° 4 (2001), p. 489, *Southard v. Temple University Hospital*, 781 A.2d 101 (Pa. 2001).

*Physicians need not inform patients of the FDA classification of a medical device.*

American Journal of Law & Medicine, vol. 27 n° 4 (2001), p. 487, *Wendland v. Wendland*, 28 P.3d 151 (Cal. 2001).

*Clear and convincing evidence required to withdraw life-sustaining treatment in impaired but conscious patient.*

## FRANCE

Médecine & Droit 2001, n° 51, p. 28 – CE statuant au contentieux, sur le rapport de la 5<sup>e</sup> sous-section – Juris-Data n° 198546 (Résumé).

*Privilégier l'obligation de sauver la vie du patient sur l'obligation de respecter sa volonté ne peut constituer une règle. Cas d'un témoin de Jéhovah ayant déclaré qu'il refusait que lui soient administrés des produits sanguins.*

Médecine & Droit 2002, n° 52, p. 31 – CE, 4<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> sous-sections, 19 10 2001 – Juris-Data n° 062996 (Résumé).

*Il n'est pas forcément interdit de prescrire un médicament dépourvu d'autorisation de mise sur le marché.*

Médecine & Droit 2002, n° 52, p. 32 – Cass 1<sup>o</sup> Civ, 17 juillet 2001 – Juris-Data n° 010676 et 010675 (Résumé).

*Sur qui repose la charge de la preuve lors d'une contamination par le virus de l'hépatite C ?*

Revue trimestrielle de droit civil 2001 n° 4, p. 850, Cour de Cassation, Assemblée plénière, 13 juillet 2001 (3 arrêts commentés).

*Responsabilité pour la naissance d'un enfant handicapé.*

## GRANDE-BRETAGNE

Arrêt Ms B. c. NHS Hospital trust, High Court of Justice, Family Division. Arrêt n° FD02P00072 du 22 Mars 2002.

*Withdrawing of life-sustaining treatment for a patient with full capacity.*

## IV. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung

La jurisprudence des autorités administratives de la Confédération (JAAC) est accessible en texte intégral sur internet à l'adresse suivante : <http://www.jaac.admin.ch>. La jurisprudence du Tribunal fédéral est accessible à l'adresse suivante : <http://www.bger.ch/>.

ATF 127 V 294 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 5 octobre 2001.

*Portée des facteurs psychosociaux et socioculturels et des possibilités de traitement lors de l'examen du caractère invalidant d'un trouble psychique (art. 4 al. 1 LAI).*

ATF 127 V 328, RAMA 6/2001, p. 494 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 19 septembre 2001.

*L'obligation de fournir des prestations pour des traitements dentaires n'existe que si les conditions de l'art. 31, al. 1 LAMal sont remplies. La qualification de maladie selon l'art. 17 OPAS dépasse la qualification générale de maladie au sens de l'art. 2, al. 1 LAMal en exigeant une atteinte qualifiée à la santé. Une dislocation de dents de*

*sagesse peut être qualifiée de maladie et ouvrir droit aux prestations de l'assurance obligatoire des soins (art. 31 al. 1 LAMal, art. 17 let. A ch. 2 OPAS).*

ATF 127 V 339, RAMA 6/2001, p. 504 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 28 septembre 2001.  
*Une parodontopathie imputable à une chimiothérapie d'une pathologie maligne doit être prise en charge par l'assurance obligatoire des soins si elle constitue l'effet secondaire irréversible de médicaments (art. 31 al. 1 LAMal, art. 17 let. B ch. 3 OPAS).*

ATF 128 III 34 – Arrêt du Tribunal fédéral du 5 novembre 2001, 2<sup>e</sup> Cour civile.  
*Violation grave d'un devoir contractuel de suivre un traitement (sortie prématurée de l'hôpital contre l'avis des médecins). Réduction possible des prestations d'assurances privées (in casu 50%).*

RAMA 6/2201, p. 513 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 30 novembre 2001.  
*Pour que la caisse-maladie soit tenue de prendre en charge l'extraction d'une dent de sagesse, la condition préalable d'une dislocation dentaire doit être remplie.*

RAMA 6/2001, p. 520 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 26 septembre 2001.  
*Pour juger de la nécessité d'un transport par ambulance, il convient de se placer au moment où il a été fait appel à l'entreprise de transport.*

JT 2001 I 322 (= ATF 125 II 473)  
*Protection des données. Droit d'être entendu (droit de consulter le dossier) – Demande, adressée par un assuré à la SUVA, tendant à la consultation de pièces classées comme documents internes. – Refus de la SUVA, confirmé par la Commission fédérale de la protection des données. – Recours de droit administratif de l'assuré au TF, partiellement admis (art. 8 et 9 LPD, art. 4 aCst).*

JT 2001 II 62 (= ATF 127 III 470)  
*Le privilège dans la faillite (collocation en deuxième classe) existe pour les créances de primes et de participation aux coûts de l'assurance-maladie sociale et ne s'étend pas aux créances de frais de rappel et d'administration de l'assureur (art. 142 al. 2, 219 al. 4 LP).*

RDAF 2001 I, p. 536 – ATF 126 I 112 (cité in *San-News* n° 14) (traduction résumée et note de Pascal Mahon et Bernhard Pulver).  
*Liberté personnelle (art. 10 Cst), dignité humaine (art. 7 Cst) et respect de la vie privée (art. 8 § 1 CEDH) – Médication obligatoire et isolement de patients d'une clinique psychiatrique. Exigences relatives à la base légale. Portée de la clause générale de police et du principe de la proportionnalité.*

RDAF 2001 I, p. 624 – ATF 126 I 112 (cité in *San-News* n° 15) (traduction résumée et note d'Etienne Poltier).  
*Recours en matière de liste d'hôpitaux – La note d'Etienne Poltier passe en revue les solutions qui se dégagent du droit positif quant à l'aménagement du contentieux en matière d'assurance-maladie et fait une digression sur la problématique de la planification hospitalière vaudoise au travers d'un arrêt de la 2<sup>ème</sup> cour de droit public du tribunal fédéral du 9 février 2000 (2P.310/1999).*

Die Praxis, Heft 1/2002, Nr. 18 p. 78 (= SVR 2001 KV Nr. 49) – Arrêt (non publié) du Tribunal fédéral des assurances du 16 mars 2001.  
*Leistungspflicht der Krankenversicherung für Unfälle bei bisherigem Bestehen einer Schülerunfallversicherung (Art. 102 Abs. 4 KVG).*

Die Praxis, Heft 2/2002, Nr. 32 p. 160 (=SVR 2002 KV Nr. 2) – Arrêt (non publié) du Tribunal fédéral des assurances du 28 février 2001.  
*Freiwillige Taggeldversicherung ; Aufhebung unter Verzicht auf die reglementarischen Kündigungsfristen (Art. 67 ff. KVG).*

Die Praxis, Heft 2/2002, Nr. 33 p. 165 (=SVR 2002 UV Nr. 2) – Arrêt (non publié) du Tribunal fédéral des assurances du 15 mars 2001.  
*Verfassungs- und Gesetzmäßigkeit einer Verordnungsbestimmung über Taggeld bei Beschäftigungsprogrammen (Art. 22a Abs. 4 AVIG; Art. 7 Abs. 2 VO über die Unfallversicherung von arbeitslosen Personen vom 24. Januar 1996).*

Die Praxis, Heft 3/2002, Nr. 49 p. 263 (=SVR 2002 UV Nr. 3) – Arrêt (non publié) du Tribunal fédéral des assurances du 5 juin 2001.

*Risikozuteilung bei unfallähnlicher Körperschädigung ; Meniskusriss (Art. 6 Abs. 2 UVG; Art. 9 Abs. 2 lit. c UVV).*

sic! 9/2001, p. 825 « Kombucha » – Arrêt du Tribunal fédéral du 8 mai 2001, 2<sup>e</sup> Cour de droit public (2A.565/2000).

*La frontière entre les denrées alimentaires et les médicaments est perméable, en particulier s'agissant de « functional food » (art. 1, 3 al. 2 et 3 al. 3 LDAI ).*

DPC 2001/4, p. 800 – Beschwerdeentscheid der Rekurskommission für Wettbewerbsfragen vom 3. Oktober 2001 in Sachen Ärztesgesellschaft des Kantons Zürich AGZ (Beschwerde vom 7. Oktober 1999) gegen Wettbewerbskommission (Verfügung vom 6. September 1999) betreffend Verfahrenskosten.

Zeitschrift des bernischen Juristenvereins, 137 (2001), p. 920 – Unveröffentlichtes Urteil 4C.53/2000 der I. Zivilabteilung des Bundesgerichts vom 13. Juni 2000 (= Pra 89 (2000) Nr. 155)

*Ärztliche Sorgfalt bei suizidgefährdeten Patienten, Beweislast (résumé).*

## **V. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung**

### **APPENZEL AUSSERRHODEN**

AR GVP 12/2000 p. 25 n° 1369 – Regierungsratsbeschluss vom 6.6.2001.

*Sanitätswesen. Die psychologische Beratung gesunder Personen ist keine Heiltätigkeit und bedarf damit keiner Bewilligung für Heilpraktiker.*

AR GVP 12/2000 p. 63 n° 2201 – Verwaltungsgericht vom 22.11.2000.

*Unfallversicherung. Kausalzusammenhang zwischen Unfallereignis und dem eingetretenen Gesundheitsschaden, wenn ein krankhafter Vorzustand besteht.*

AR GVP 12/2000 p. 65 n° 2202 – Verwaltungsgericht vom 24.5.2000.

*Unfallversicherung. Zum Unfallbegriff (der Versicherte wurde in Hawai beim Schwimmen von einer hohen Welle erfasst. Er wurde auf den Strand geschleudert und schlug mit dem Gesicht auf den Strand auf. Es handelt sich beim strittigen Ereignis um einen Unfall im Sinne des UVG).*

AR GVP 12/2000 p. 93 n° 3362 – Kantonsgericht, 3. Abt., vom 23.5.2000.

*Versicherungsvertrag. Leistungspflicht des Versicherers aus Kollektivkrankentaggeldversicherung verneint bei Vorbestehen einer Teilinvalidität die sich zur Vollinvalidität ausweitert (Art. 33 VVG).*

### **BERNE**

BVR/JAB 2002 p. 90ss. – Urteil des Verwaltungsgerichts vom 30.4.2001.

*Assurance-maladie : Prestations en cas de maternité (art. 29 et 74 LAMal).*

BVR/JAB 2002 p. 178ss. – Urteil des Verwaltungsgerichts vom 3.9.2001.

*Assurance-maladie : Obligation de l'assureur maladie d'allouer des prestations pour une ergothérapie prescrite par un médecin (art. 25 al. 2 ch. 3 LAMal ; art. 6 al. 1 OPAS) – La notion de maladie selon la LAMal ne se recouvre pas avec la notion d'atteinte à la santé mentale ou physique au sens de l'assurance-invalidité.*

### **GRAUBÜNDEN**

PKG 1999, Nr 8 S. 34 f. – Urteil des Kantonsgerichts vom 15. Juni 1999, Nr SF 99 11.

*Eine gebrauchte, noch Blutreste enthaltende Spritze eines Hepatitis-C-Infizierten stellt keine gefährliche Waffe im Sinne von Art. 140 Ziff. 2 StGB dar.*

ZÜRICH

ZR 2000, Nr 7 S. 24 ff. – Urteil des Obergerichts, II. Zivilkammer vom 7. Juli 2000.

*Haftung eines Zweckverbandes, der ein Spital betreibt, für das Verhalten seiner Ärzte. Die hypothetische Einwilligung ist eine Tatfrage. Beweismwürdigung : Bedeutung der Krankengeschichte. Die bloße Beschreibung der gewählten Operationsart durch den Arzt reicht nicht aus.*

TICINO

Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese, II – 2001 p. 85 – TRAM 23.1.2001 n° 52.2000.00316 in re. X. (Art. 59 LSan).

*Sospensione cautelativa in caso di reati patrimoniali. La sospensione cautelativa può essere pronunciata nel caso in cui siano addebitati al titolare dell'autorizzazione solo reati patrimoniali commessi nell'esercizio della professione e non reati contro l'integrità delle persone. Nel caso di sospensione cautelare, il preavviso della Commissione di vigilanza sanitaria non deve essere richiesto.*

## Doctrine / Lehre

### I. Doctrine internationale et étrangère (sélection) / Internationale und ausländische Lehre (Auswahl)

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

ARTICLES / AUFSÄTZE

#### Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

CAMPION M.-D., L'accès des pays en développement aux médicaments essentiels : une démarche d'équité, *Bulletin de l'Académie Nationale de Médecine*, 2001 tome 185 n° 7, p. 1255.

HOWELLS G., MILDRED M., Infected blood : Defect and discoverability, a first exposition of the EC products liability directive, *The Modern Law Review*, January 2002, p. 95.

MOYNIHAN R., HEATH I., HENRY D., Selling sickness: the pharmaceutical industry and disease mongering, *British Medical Journal*, 324 (2002), p. 886. GOTZSCHE P.-C., Commentary: Medicalisation of risk factors, *British Medical Journal*, 324 (2002), p. 890.

PEIGNE J., Légalité de l'autorisation de mise sur le marché de produits constituant des "pilules du lendemain", *La Semaine Juridique*, n° 4, 23 janvier 2002, p. 195.

#### Assurances sociales

CALLENS S., De terugbetaling van een buitenlandse ziekenhuisbehandeling, *Revue de droit de la santé*, 2001-2002, n° 2, p. 95.

DAHM F.-J., Das "Systemversagen" in der gesetzlichen Krankenversicherung, *Medizinrecht*, Heft 1, 2002, p. 6.

PONCEAU H., La protection sociale des parlementaires, *Informations constitutionnelles et parlementaires* 21 (2001), n° 181, p. 3-212.



## Droque

DRUMMOND C., WODAK A., REINARMAN C., COHEN P., For and against. Cannabis control : costs outweigh the benefits, *British Medical Journal*, 324 (2002), p. 105.

## Droits des patients, droit de la personnalité

CAYLA S., Protection des droits des éléments de la lignée génitale humaine, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 4, 2001, p. 686.

DIESFELD K., Disability matters in medical law, *Journal of Medical Ethics*, 27 (2001), p. 388.

DUBOIS L., La libre circulation des patients hospitaliers, une liberté sous conditions, note sous CJCE, 12 juillet 2001 (2 arrêts), BSM Smits épouse Geraets et M.T.M. Peerbooms Vanbraekel et autres, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 4, 2001, p. 707.

DUBOIS L., Le refus de soins : qui du patient ou du médecin, doit arbitrer entre la vie et Dieu ?, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 1, 2002, p. 41.

GOSTIN L. O., At law. The Human Right to Health: A Right to the "Highest Attainable Standard of Health"?, *Hastings Center Report* 2001, March-April, p. 29.

GOSTIN L. O., At. law. The Rights of Pregnant Women : The Supreme Court and Drug Testing, *Hastings Center Report* 2001, September-October, p. 8.

HAIDENTHALLER P., Die Einwilligung Minderjähriger in medizinische Behandlungen - Gedanken zum neuen § 146c ABGB, *Recht der Medizin* 6/2001, p. 163.

KALTIALA-HEINO R., VÄLIMÄKI M., Involuntary commitment in health care; an analysis of the status and rights of involuntarily treated psychiatric patients in comparison with patients treated involuntarily under other acts, *European Journal of Health Law* 2001, vol. 8, n° 4, p. 299.

LAMBOLEY A., L'enfant à naître ne peut être victime d'un homicide involontaire – Regard critique sur la décision du 29 juin 2001 de l'assemblée plénière de la Cour de cassation, *Médecine & droit*, 2002, n° 52, p. 5.

NYS H., Comparative health law and the harmonisation of patients' rights in Europe, *European Journal of Health Law* 2001, vol. 8, n° 4, p. 317.

O'CATHAIN A., WALTERS S.-J., NICHOLL J.-P., AND AL. Use of evidence based leaflets to promote informed choice in maternity care: randomised controlled trial in everyday practice, *British Medical Journal*, 323 (2001), p. 643.

PLOMER A., Protecting the rights of human subjects in emergency research, *European Journal of Health Law* 2001, vol. 8, n° 4, p. 333.

SAYER M., BOWMAN D., EVANS D. AND AL., Use of patients in professional medical examinations: current UK practice and the ethico-legal implications for medical education, *British Medical Journal*, 323 (2001), p. 404.

SCHWARTZ L., Is there an advocate in the house ? The role of health care professionals in patient advocacy, *Journal of Medical Ethics*, 28 (2002), p. 37.

SCOTT A., Legal Responses to some of the New Developments in Reproductive Technologies Part.2 The case of Diane Blood, *Human Reproduction and Genetic Ethics*, vol. 8, n° 1 2002, p. 11.

SKENE L., SMALLWOOD R., Informed consent : Lessons from Australia, *British Medical Journal*, 324 (2002), p. 39.

SMITH R., The discomfort of patient power, *British Medical Journal*, 324 (2002), p. 497.

TERRY N, Regulating health information : a US perspective, et STANBERRY B. A., Commentary : Legal aspects of health on the internet : a European perspective, *British Medical Journal*, 324 (2002), p. 602.

VERWEIJ M., VAN DEN HOVEN M., Influenza vaccination rates and informed consent in Dutch nursing homes: survey of nursing home physicians *British Medical Journal*, 324 (2002), p. 328.

VULLIET-TAVERNIER S., La CNIL et la E-santé, *Médecine & droit*, 2002, n° 52, p. 3.

WATSON R., European Union plans electronic health card to guarantee treatment, *British Medical Journal*, 324 (2002), p. 444.

### **Ethique biomédicale**

FREEMAN M., Whose life is it anyway ?, *Medical Law Review*, vol. 9 n° 3, Autumn 2001, p. 259.

HARRIS J., Human beings, persons and conjoined twins : An ethical analysis of the judgment in *Re A.*, *Medical Law Review*, vol. 9 n° 3, Autumn 2001, p. 221.

MARTIN R., Bioéthique – Les premiers jours de l'embryon. A propos du projet de loi relatif à la bioéthique, *La Semaine Juridique*, n° 8-9, 20 février 2002, p. 383.

ROBERTS M.-J., REICH M.-R., Ethical analysis in public health, *Lancet* 359 (2002), p. 1055.

WELSH S., DEAHL M.-P., Modern psychiatric ethics, *Lancet* 359 (2002), p. 253.

### **Euthanasie**

LOWENSTEIN E., WANZER S.-H., The U.S. Attorney General's intrusion into medical practice, *New England Journal of Medicine*, 346 (2002), p. 447.

STEINBROOK R., Physician-assisted suicide in Oregon – an uncertain future, *New England Journal of Medicine*, 346 (2002), p. 460.

UEDA K., Die Sterbehilfe in Japan als Beispiel der Japanisierung westlicher, *Bedeutung der Lehre vom Rechtskreis und der Rechtskultur*, Berlin, 2001, p. 103.

WELCHINGER B., La légalisation de l'euthanasie et de l'aide au suicide aux Pays Bas : un défi pour les Etats européens, *Info Kara*, n°63 3/2001, p. 3.

### **Exercice des professions de la santé, politique professionnelle**

BIRKMEIER J.-D., SIEWERS A.-E., FINLAYSON E.-V.-A. and al., Hospital volume and surgical mortality in the United States, *New England Journal of Medicine*, 346 (2002), p. 1128.

EPSTEIN A.-M., Volume and Outcome – it is time to move ahead, *New England Journal of Medicine*, 346 (2002), p. 1161.

BRENNAN T.-A., Luxury primary care – market innovation or threat to access? *New England Journal of Medicine*, 346 (2002), p. 1165.

CHABAS F., Responsabilité médicale – responsabilité des médecins en cas de naissance d'enfants handicapés : la Cour de cassation confirme sa jurisprudence, *La Semaine Juridique*, n° 5, 30 janvier 2002, p. 243.

JONAS C., Le certificat médical en psychiatrie, *Médecine & droit*, 2002, n° 52, p. 1.

MEDICAL PROFESSIONALISM PROJECT, Medical professionalism in the new millenium : a physicians' charter, *Lancet*, 359 (2002), p. 520.

SEIDEN S. C., MORIN K., The physician as Gatekeeper to the use of genetic information in the criminal justice system, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 30/1 (2002), p. 88.

### **Génétique humaine et biotechnologies**

ARDAILLOU R., La thérapie génique : bilan et perspectives, *Bulletin de l'Académie Nationale de Médecine*, 2001 tome 185 n° 8, p. 1539.

CAMPBELL E.-G., CLARRIDGE B.-R., GOKHALE M. AND AL., Data withholding in academic genetics. Evidence from national survey, *Journal of American Medical Association*, 287 (2002), p. 473.

DEUTSCH E., Der rechtliche Rahmen des Klonens zu therapeutischen Zwecken, *Medizinrecht*, Heft 1, 2002, p. 15.

GAL J.-L., Le droit communautaire en matière de procédés de clonage et de brevetabilité des inventions portant sur le génome et certaines cellules de l'être humain, *Revue de droit de l'Union européenne*, 4-2000, p. 835.

LEVITT M., Let the consumer decide? The regulation of commercial genetic testing, *Journal of Medical Ethics*, 27 (2001), p. 398.

REDECKER N., REIMER E., Staatliche Genbanken unter dem Grundgesetz – Estland als Vorbild für Deutschland ?, *Jahrbuch für Ostrecht*, Band 42 (2001), p. 361.

TAITZ J., WEEKERS J.-E.-M., MOSCA D.-T., DNA and Immigration: the ethical ramifications, *Lancet*, 359 (2002), p. 794.

### **Médecine du sport**

BOUE A., Le conseil de prévention et de lutte contre le dopage : deux ans après, *Médecine & droit*, 2002, n° 52, p. 18.

### **Mesures médicales spéciales**

ABRAMSON J.-S., PICKERING L.-K., US immunization Policy, *Journal of American Medical Association*, 287 (2002), p. 505.

CUNNINGHAM G., The science and politics of screening newborns, *New England Journal of Medicine*, 346 (2002), p. 1084.

GRAHAM W.-J., Now or never: the case for measuring maternal mortality, *Lancet*, 359 (2002), p. 701.

HODGES F.-M., SVOBODA J.-S., VAN HOWE R.-S., Prophylactic interventions on children: balancing human rights with public health, *Journal of Medical Ethics*, 28 (2002), p. 10.

NEUMAN M., BITTON A., GLANTZ S., Tobacco industry strategies for influencing European Community tobacco advertising legislation, *Lancet*, 359 (2002), p. 1323.

GRAY N., Tobacco industry and EC advertising ban, *Lancet*, 359 (2002), p. 1264.

WAXMAN H.-A., The future of the global tobacco treaty negotiations, *New England Journal of Medicine*, 346 (2002), p. 936.

### **Recherche biomédicale**

CHOUDHRY N.-K., STELFOX H.-T., DETSKY A.-S., Relationships between authors of clinical practice guidelines and the pharmaceutical industry. *Journal of American Medical Association*, 287 (2002), p. 612.

DRESSER R., At law. Defining research misconduct : Will we know it when we see it ?, *Hastings Center Report* 2001, May-June, p. 31.

FERGUSON P.-R., Patient's perceptions of information provided in clinical trials, *Journal of Medical Ethics*, 28 (2002), p. 45.

GEVERS S., Medical research involving human subjects: Towards an international legal framework?, *European Journal of Health Law* 2001, vol. 8, n° 4, p. 293.

KALB P.-E., GRAHAM KOEHLER K., Legal issues in scientific research, *Journal of American Medical Association*, 287 (2002), p. 85.

KOPELMAN L. M., Pediatric research regulations under legal scrutiny : Grimes narrows their interpretation, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 30/1 (2002), p. 38.

KULYNYCH J., KORN D., The effect of the new federal medical-privacy rule on research. *New England Journal of Medicine*, 346 (2002), p. 201.

ANNAS G.-J., Medical privacy and medical research - judging the new federal regulations *New England Journal of Medicine*, 346 (2002), p. 216.

LEWIS J.-A., JONSSON B., KREUTZ G. AND AL., Placebo-controlled trials and the Declaration of Helsinki, *Lancet* 359 (2002), p. 1337.

MASTROIANNI A., KAHN J., Swinging on the pendulum, *Hastings Center Report* 2001, May-June, p. 21.

MORENO J. D., Goodbye to all that, *Hastings Center Report* 2001, May-June, p. 9.

MORIN K., RAKATANSKY H., MORSE L.-J. AND AL., Managing conflicts of interest in the conduct of clinical trials, *Journal of American Medical Association*, 287 (2002), p. 78.

STEINBROOK R., Protecting research subjects – the crisis at Johns Hopkins, *New England Journal of Medicine*, 346 (2002), p. 716.

### **Responsabilité médicale**

AKSU M., Haftung des Arztes für Fehler bei der Risikoauflärung im deutschen Recht, *Annales de la Faculté de droit d'Istanbul*, 2001 vol. 33, n° 50, p. 113.

BECHILLON D., Porter atteinte aux catégories anthropologiques fondamentales? Réflexions à propos de la controverse Perruche, sur une figure contemporaine de la rhétorique universitaire, *Revue trimestrielle de droit civil*, 2002 n° 1, p. 47.

CLERCKX J., L'abandon par le Conseil d'Etat de la faute lourde en matière de responsabilité médicale : incertitudes et réticences, *Droit prospectif : Revue de la recherche juridique*, 2001-4, p. 1811.

DEMONT L., SAILLY-DI BELLA C., Réparation du préjudice de l'enfant né handicapé, *Médecine & droit*, 2001, n° 51, p. 3.

DIETRICH FRANK, Causal responsibility and rationing in medicine, *Ethical Theory and Moral Practice*, 5 (2002), p. 113.

DREIFUSS-NETTER F., Le préjudice de l'enfant victime d'un handicap ... évolution récente (jurisprudence et processus législatif suite à l'arrêt Perruche), *Médecine & droit*, 2002, n° 52, p. 30.

PIERRE P., Chronique de responsabilité civile médicale, *Médecine & droit*, 2001, n° 51, p. 17.

PY B., Responsabilité pénale de l'échographe, *Médecine & droit*, 2001, n° 51, p. 9.

ROBERT J.-A., REGNIAULT A., Les personnes atteintes de l'hépatite C sont-elles des victimes comme les autres ?, *Médecine & droit*, 2002, n° 52, p. 20.

RUSSO C., L'avance sur recours, une solution à l'indemnisation des victimes d'accidents médicaux ?, *Le Dalloz*, 2001, n° 40, p. 3211.

SAILLARD A., La SEITA n'est pas responsable des dommages causés aux fumeurs par l'usage du tabac, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 1, 2002, p. 29.

SARGOS P., THOUVENIN D., Portée d'un revirement de jurisprudence au sujet de l'obligation d'information du médecin, *Le Dalloz*, 2001, n° 43, p. 3470.

SCHNEIDER C. E., At Law. Experts, *Hastings Center Report* 2001, July-August, p. 10.

### **SIDA, lutte contre les épidémies**

ABDOOL KARIM S., ABDOOL KARIM Q., ADHIKARI M. AND AL. Vertical HIV transmission in South Africa : translating research into policy and practice. *Lancet*, 359 (2002), p. 992.

ADEDE A. O., Combating the HIV/AIDS pandemic in Africa through proper implementation of treaty-law on trade aspects of intellectual property rights, *African Yearbook of international law* 8 (2000), p. 351.

RAVIGLIONE M.-C., PIO A., Evolution of WHO policies for tuberculosis control, 1948-2001, *Lancet*, 359 (2002), p. 775.

### **Système de santé, politique de la santé**

BRIDGEMAN J., "Learning from Bristol": Health Care in the 21<sup>st</sup> Century, *Medical Law Review*, vol. 65 n° 2, March 2002, p. 241.

BRUNDTLAND GRO H., The global war for public health, interview with Gro Brundtland, *Foreign policy*, 2002 n° 128, p. 24.

DURAND C., La carence fautive de l'Etat en matière de santé au travail, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 1, 2002, p. 1.

HAM C., ALBERTI K.-G.-M.-M., The medical profession, the public, and the government. *British Medical Journal*, 323 (2001), p. 838.

VAN DEN BRINK H., NASSIET C., Les implications éventuelles des nouvelles dispositions concernant la contraception, *Médecine & droit*, 2002, n° 52, p. 12.

### **Transplantations**

FRIEDLAENDER M.-M., The right to sell or buy a kidney : are we failing our patients ?, *Lancet*, 359 (2002), p. 971.

MIESMIN O., Le consentement en matière de prélèvement d'organe sur une personne morte, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 4, 2001, p. 690.

SCHLITT H.-J., Paid non-related living organ donation : Horn of Plenty or Pandora's box ?, *Lancet*, 359 (2002), p. 906.

SURMAN O.-S., The ethics of partial liver donation, *New England Journal of Medicine*, 346 (2002), p. 1038.

#### OUVRAGES ET MONOGRAPHIES / BÜCHER UND MONOGRAPHIEN

BACH U., DE KLEINE A. (Hrsg.), *Auf dem Weg in die totale Medizin? : eine Handreichung zur "Bioethik"-Debatte*, Neukirchen-Vluyn 1999.

BOROWY, O., *Die postmortale Organentnahme und ihre zivilrechtlichen Folgen*, Frankfurt a.M. ; Berlin ; Bern [etc.] 2000.

CONRADS C., *Rechtliche Grundsätze der Organallokation : Verteilung des Mangels oder Mängel der Verteilung*, Baden-Baden 2000.

DJIE S., *Präimplantationsdiagnostik aus rechtlicher Sicht*, Aachen 2001.

EHRlich S., *Gewinnabschöpfung des Patienten bei kommerzieller Nutzung von Körpersubstanzen durch den Arzt?*, Frankfurt am Main [etc.] 2000.

FRITZWEILER J., *Doping – Sanktionen, Beweise, Ansprüche*, Bern/Wien 2000.

KNOEPFFLER N., HANIEL A. (Hrsg.), *Menschenwürde und medizinethische Konfliktfälle*, Stuttgart [etc.] 2000.

MERRY A., MCCALL SMITH A., *Error, medicine and the law*, Cambridge University Press 2001.

QUANTE M., VIETH A. (Hrsg.), *Xenotransplantation : ethische und rechtliche Probleme*, Paderborn 2001.

WINKE A., LIPPERT H.-D. (Hrsg.), *Der Wille des Menschen zwischen Leben und Sterben : Patientenverfügung und Vorsorgevollmacht : ausgewählte medizinrechtliche Aspekte*, Berlin [etc.] 2001.

## II. Doctrine suisse / Schweizerische Lehre

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

#### ARTICLES / AUFSÄTZE

#### **Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux**

RICHLI P., Instrumente des Gesundheits- und Lebensschutzes im neuen Heilmittelgesetz vor dem Hintergrund der Grundrechte, *Pratique Juridique Actuelle*, 3 (2002), p. 340.

#### **Assurances sociales**

AYER A., TFA et maternité : un tabou sans fin ?, *Plädoyer*, 1/2002, p. 57.

BRUSA G., Zulassung zur ärztlichen Tätigkeit unter dem KVG – Erteilung, Widerruf, Verzicht und Kontrahierungszwang, *Revue suisse des assurances sociales et de la prévoyance professionnelle* 2002, p. 169.

BURRI B., Le « fol espoir de Charles-Louis Rochat » ou les méandres de la LAMal, *Courrier du Médecin Vaudois*, 2002 n° 2, p. 10.

CATTANEO D., Novità e tendenze legislative e giurisprudenziali nel campo delle assicurazioni sociali, *Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese*, II – 2001 p. 593.

DOMINI F., Les prestations de l'assurance-invalidité en 2000, *Sécurité sociale*, 2001, n° 5, p. 278.

DOSSIER « la LAMal a six ans », *Sécurité sociale* 2002, n° 1, p. 5.

DUC J.-L., Des procès pour polypragmasie : un arrêt récent du Tribunal fédéral des assurances, *Pratique Juridique Actuelle*, 1 (2002), p. 76.

SCHERWEY A.-G., De la rétribution des actes médicaux ambulatoires par les assurances sociales, *Aspects de la sécurité sociale* 2001, n° 3, p. 2.

### **Droits des patients, droit de la personnalité**

BERTSCHINGER P., Informed consent, *Bulletin des médecins suisses*, 2002, 83, n° 13, p. 603.

BUCHER E., Das Horror-Konstrukt der „Zwangsmedikation“ : zweimal (ohne Zuständigkeit) ein Ausflug ins juristische Nirwana, zu BGE 126 I 112-121 und BGE 127 I 6-30, *Zeitschrift des bernischen Juristenvereins*, 137 (2001), p. 764.

GÖKSU T., Drittwirkung der Grundrechte im Bereich des Persönlichkeitsschutzes, *SJZ* 98, (2002) n° 4, p. 89.

KLAUSER-PEQUIGNOT A., Secret médical: quels sont mes droits, *SNM News* n° 32, décembre 2001, p. 23.

LANDOLT H., Pflegebedürftigkeit im Spannungsfeld zwischen Grundrechtsschutz und Kosteneffizienz, *Revue suisse des assurances sociales et de la prévoyance professionnelle* 2002, n° 1, p. 97.

### **Ethique biomédicale**

STAUFFACHER W., VALLOTON M.B., LEUTHOLD M., Retrait des «Directives médico-éthiques pour la procréation médicalement assistée» de l'ASSM, *Bulletin des médecins suisses*, 2002, 83, n° 5, p. 217.

### **Euthanasie**

MARTI M., Sterbehilfe in der Schweiz, *Bulletin des médecins suisses*, 2002, 83, n° 12, p. 570.

NORDMANN Y., Euthanasie : le point de vue de l'éthique médicale juïaïque, *Bulletin des médecins suisses*, 2002, 83, n° 9, p. 435.

### **Exercice des professions de la santé, politique professionnelle**

MANCELLE A., Vaud : la publicité médicale reste (pour l'instant) interdite, *Courrier du Médecin Vaudois*, 2002 n° 2, p. 12.

### **Famille et santé**

BIRCHLER U., Die Frage des Zeitpunkts der Obhutsentziehung bei Kindern psychisch kranker Eltern, *Revue du droit de tutelle*, 2002, p. 26.

BURKHARD P., Die Problematik der vergessenen und versteckten Kinder, *Revue du droit de tutelle*, 2002, p. 38.

CHESEAUX J.-J., Mauvais traitements envers les enfants – liens entre aspects médicaux et aspects civil et pénal, *Revue du droit de tutelle*, 2002, p. 18.

STECK B., Kinder mit psychisch kranken Eltern, *Revue du droit de tutelle*, 2002, p. 1.

### **Médecine légale**

KILLIAS M., MARGOT P.A., TARONI F., DNA-Datenbanken : heftig umstritten, *Plädoyer*, 1/2002, p. 30.

RUCKSTUHL N., DNA-register verletzt Unschuldsvermutung, *Plädoyer*, 2/2002, p. 24.

### **Responsabilité médicale**

BOMMER F., Pflicht zur Abtreibung als Pflicht zur Schadenminderung ? Zum Urteil des Baselstädtischen Appellationsgerichts vom 23.10.1998 betreffend Schadenersatz wegen misslungener Abtreibung, *Zeitschrift des bernischen Juristenvereins*, 137 (2001), p. 664.

KOZIOL H., Schadenersatz für verlorene Chancen ?, *Zeitschrift des bernischen Juristenvereins*, 137 (2001), p. 889.

KUHN HP., FAVRE N., A propos de la révision du règlement du bureau d'expertise de la FMH, *Bulletin des médecins suisses*, 2002, 83, n° 4, p. 134.

KUHN HP., No fault compensation - wie lange müssen Patienten und Ärzte noch warten? Ergänzende Überlegungen zum Beitrag von Jean Martin und Yves Guisan, *Bulletin des médecins suisses*, 2002, 83, n° 5, p. 210.

MARTIN J., GUIBAN Y., Patients victimes d'aléas thérapeutiques (accidents médicaux) : urgence d'établir en Suisse un dispositif d'indemnisation/compensation, *Bulletin des médecins suisses*, 2002, 83, n° 5, p. 207.

Règlement du bureau d'expertises de la FMH concernant l'expertise extrajudiciaire de cas de responsabilité civile du médecin : 1er février 2002, *Bulletin des médecins suisses*, 2002, 83, n° 4, p. 137.

STEINER I., Das „Kind als Schaden“ – ein Lösungsvorschlag, *Zeitschrift des bernischen Juristenvereins*, 137 (2001), p. 646.

### **OUVRAGES ET MONOGRAPHIES / BÜCHER UND MONOGRAPHIEN**

BATTAGLIA M., JUNKER C., *Auswirkungen der Aufnahme präventivmedizinischer Leistungen (Impfungen im Schulalter)*, Bern 2001.



FAISST K., FISCHER S., SCHILLING J., *Monitoring 2000 von Anfragen an PatientInnen- und Versichertenorganisationen*, Zürich 2001.

HAARI R., SCHILLING K., *Kosten neuer Leistungen*, Basel 2001.

HAARI R., HAARI-ÖBERG I., SCHILLING K., TORRISI M., *Kostendifferenzen zwischen den Kantonen. Sozialwissenschaftliche Analyse kantonaler Politiken*, Basel 2001.

HAMMER S. et al., *Auswirkungen des KVG auf die Leistungserbringer*, Zürich 2001.

HÖRNUNG D., RÖTHLISBERGER T., STIEFEL A., *Praxis der Versicherer bei der Vergütung von Leistungen nach KVG*, Bern 2001.

KÖNIG D., *Le droit face à l'éthique dans le domaine des thérapies géniques*, Bern 2002.

OFAS, *Rapport de synthèse « Analyse des effets de la LAMal »*, Berne 2001.

PELET O., *Organes, tissus, cellules : loin du corps, loin de la personne*, Bern 2002.

RÜEFLI C., VATTER A., *Kostendifferenzen im Gesundheitswesen zwischen den Kantonen. Statistische Analyse kantonaler Indikatoren*, Bern 2001.

SAGER F., RÜEFLI C., VATTER A., *Auswirkungen der Aufnahme präventivmedizinischer Leistungen (Rahmenstudie)*, Bern 2001.

SCHAFFHAUSER R., KIESER U. (éd.), *Wirtschaftlichkeitskontrolle in der Krankenversicherung*, St. Gallen 2001.

VITALE S., *L'estimation du coût indirect de la maladie : méthodes d'évaluation et application à la consommation excessive d'alcool*, Fribourg 2001.

\*\*\*\*\*

# SAN-NEWS N°19

septembre 2002

Ce numéro couvre en principe la période entre **le 15 avril et le 15 août 2002**.

Diese Nummer umfasst grundsätzlich die Periode **vom 15. April bis zum 15. August 2002**.

## Législation / Gesetzgebung

### I. Droit international (sélection) / Internationales Recht (Auswahl)

DROIT EDICTE / ERLASSENES RECHT

Conseil de l'Europe : <http://www.coe.int>

Conseil de l'Europe. Recommandation 1560 (2002), Vers des efforts concertés afin de traiter et de réparer les lésions de la moelle épinière, texte adopté par l'Assemblée le 26 avril 2002.

Conseil de l'Europe. Recommandation 1562 (2002), Contrôler le diagnostic et le traitement des enfants hyperactifs en Europe, Texte adopté par la Commission permanente, agissant au nom de l'Assemblée, le 29 mai 2002.

Conseil de l'Europe. Résolution 1286 (2002), Lutter contre le tabagisme passif et actif: oser innover et renforcer les actions pour la sauvegarde de la santé publique, texte adopté par l'Assemblée le 24 juin 2002.

### II. Droit communautaire / Europarecht (JOCE L 99 à L 219, du 14 août 2002 et JOCE C 90 à C 194, du 14 août 2002)

DROIT ÉDICTÉ / ERLASSENES RECHT

Décision de la Commission du 7 mai 2002 portant spécifications techniques communes des dispositifs médicaux de diagnostic in vitro (notifiée sous le numéro C(2002) 1344), JO L 131 du 16 mai 2002.

Règlement (CE) n° 831/2002 de la Commission du 17 mai 2002 portant modalité d'application du règlement (CE) n° 322/97 du Conseil relatif à la statistique communautaire en ce qui concerne l'accès aux données confidentielles à des fins scientifiques, JO L 133 du 18 mai 2002.

Décision du Conseil du 25 juin 2002 concernant la conclusion, au nom de la Communauté européenne, du protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, JO L 201 du 31 juillet 2002.

RAPPORTS, RECOMMANDATIONS, DECLARATIONS, PROPOSITIONS, ETC. / BERICHTE, EMPFEHLUNGEN, ERKLÄRUNGEN, VORSCHLÄGE, USW

Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 15 mars 2002 au 15 avril 2002 (Publication en vertu de l'article 12 ou de l'article 34 du règlement du Conseil (CEE) n° 2309/93), JO C 101 du 26 avril 2002.

Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 15 avril 2002 au 15 mai 2002 (Publication en vertu de l'article 12 ou de l'article 34 du règlement (CEE) n° 2309/93 du Conseil), JO C 129 du 31 mai 2002.

Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 93/42/CEE du Conseil, telle que modifiée par la directive 2000/70/CE, en ce qui concerne les dispositifs médicaux incorporant des dérivés stables du sang ou du plasma humains (COM(2001) 480 - C5-0382/2001 - 2001/0186(COD)), JO C 112 E du 9 mai 2002.

Résolution du Parlement européen sur la proposition de recommandation du Conseil relative à l'utilisation prudente des agents antimicrobiens en médecine humaine (COM(2001) 333 - C5-0411/2001 - 2001/2164(COS)), JO C 112 E du 9 mai 2002.

Position commune (CE) n° 28/2002 du 14 février 2002 arrêtée par le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 du traité instituant la Communauté européenne, en vue de l'adoption d'une directive du Parlement européen et du Conseil établissant des normes de qualité et de sécurité pour la collecte, le contrôle, la transformation, la conservation et la distribution du sang humain et des composants sanguins, et modifiant la directive 2001/83/CE, JO C 113 E du 14 mai 2002.

Avis du Comité économique et social sur le thème "Les soins palliatifs — un exemple d'activité de volontariat en Europe", JO C 125 du 27 mai 2002.

Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2001/83/CE en ce qui concerne les médicaments traditionnels à base de plantes [COM(2002) 1 final — 2002/0008(COD)], JO C 126 du 28 mai 2002.

Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à l'établissement de normes de qualité et de sécurité pour le don, l'obtention, le contrôle, la transformation, le stockage et la distribution des tissus et cellules humains COM(2002) 319.

Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant les aides destinées aux politiques et aux actions relatives à la santé et aux droits en matière de reproduction et de sexualité [COM(2002) 120 final — 2002/0052(COD)], JO C 151 E du 25 juin 2002.

Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil concernant la contribution de la Communauté en faveur du Fonds mondial de lutte contre le VIH/SIDA, la tuberculose et la malaria [COM(2001) 612 - C5-0520/2001 - 2001/0251(COD)], JO C 153 E du 27 juin 2002.

Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 15 mai 2002 au 15 juin 2002, JO C 157 du 2 juillet 2002.

Résolution du Conseil du 3 juin 2002 concernant une nouvelle stratégie communautaire de santé et de sécurité au travail 2002-2006, JO C 161 du 5 juillet 2002.

Résolution législative du Parlement européen sur la position commune du Conseil en vue de l'adoption de la décision du Parlement européen et du Conseil adoptant un programme d'action communautaire dans le domaine de la santé publique (2001-2006) (10222/3/2001 - C5-0390/2001 - 2000/0119(COD)), JO C 177 E du 25 juillet 2002.

Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 15 juin 2002 au 15 juillet 2002, JO C 178 du 26 juillet 2002.

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 93/42/CEE du Conseil relative aux dispositifs médicaux et de la directive 98/79/CE du Parlement européen et du Conseil relative aux dispositifs médicaux de diagnostic in vitro, JO C 182 du 31 juillet 2002.

Conclusions du Conseil et des représentants des États membres réunis au sein du Conseil du 19 juillet 2002 sur la mobilité des patients et l'évolution des soins de santé dans l'Union européenne, JO C 183 du 1<sup>er</sup> août 2002.

### III. Droit étranger (sélection) / Ausländisches Recht (Auswahl)

*Les textes législatifs mentionnés ici représentent notamment une sélection subjective parmi la pléthore de documents recensés par l'OMS, avec l'indication des références aux recueils de lois nationaux en langue originale, sur son site internet (continuation électronique du Recueil international de législation sanitaire), à l'adresse: <http://www.who.int/idhl>.*

#### CANADA

Loi du 13 avril 2000 sur les instituts de recherche en santé du Canada.

#### ESTONIE

Loi du 30 janvier 2002 relative à la transplantation d'organes et de tissus, Riigi Teataja, partie I, 2002, 21, 118.

#### FRANCE

Loi n° 2002-303 du 4 mars 2002 relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé, Journal officiel, Lois et décrets, 5 mars 2002, n°54, p. 4118.

#### LUXEMBOURG

Loi du 27 avril 2001 modifiant la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie, Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg, partie A, 17 mai 2001, n°61, p. 1180.

#### ROYAUME-UNI

Loi du 11 mai 2001 relative aux soins de santé et à l'assistance sociale.

Loi du 4 décembre 2001 relative au clonage humain aux fins de reproduction.

### IV. Droit fédéral / Bundesrecht

DROIT EDICTE / ERLASSENES RECHT [RO/AS 2002 N° 17-32 (13 AOÛT 2002)]

Accessible sur le site : <http://www.admin.ch/ch/f/as/index.html>

Loi fédérale sur l'assurance-maladie, du 18 mars 1994. Modification du 6 octobre 2000, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> juin 2002 (*adaptations aux Accords bilatéraux avec l'Union européenne sur la libre circulation des personnes*), RO 2002 858.

Loi fédérale urgente sur l'adaptation des participations cantonales aux coûts des traitements hospitaliers dispensés dans le canton selon la loi fédérale sur l'assurance-maladie, du 21 juin 2002, en vigueur avec effet rétroactif dès le 1<sup>er</sup> janvier 2002 et jusqu'au 31 décembre 2004, RO 2002 1643 (délai référendaire : 17 octobre 2002 : FF 2002 4160).

Ordonnance sur l'assurance-maladie (OAMal), du 27 juin 1995.

- Modification du 3 juillet 2001, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> juin 2002 (*adaptations à la libre circulation*), RO 2002 915.
- Modification du 22 mai 2002, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> juin 2002 (*adaptations à la libre circulation des personnes*).
- Modification du 26 juin 2002, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> juillet 2002 (*modification des art. 60, 65 à 70. Règles relatives aux médicaments*), RO 2002 2129.

Ordonnance sur les prestations dans l'assurance obligatoire des soins en cas de maladie (OPAS), du 29 septembre 1995. Modification du 15 mai 2002 (*nouvelle teneur de la Liste des médicaments avec tarif*), en vigueur dès le 1<sup>er</sup> mai 2002, RO 2002 1520.

Ordonnance sur la limitation de l'admission des fournisseurs de prestations à pratiquer à la charge de l'assurance-maladie obligatoire, du 3 juillet 2002, en vigueur dès le 4 juillet 2002, au plus jusqu'au 3 juillet 2005, RO 2002 2549.

Ordonnance sur la compensation des risques dans l'assurance-maladie (OCoR), du 12 avril 1995.

- Modification du 22 mai 2002, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> juin 2002 (*adaptation à la libre circulation des personnes*), RO 2002 1640.
- Modification du 3 juillet 2002, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> juin 2002 (*adaptation à la libre circulation des personnes*), RO 2002 925.

Ordonnance sur les subsides fédéraux destinés à la réduction de primes dans l'assurance-maladie (ORPM), du 12 avril 1995. Modification du 3 juillet 2002 en vigueur dès le 1<sup>er</sup> juin 2002 (*adaptation à la libre circulation des personnes*), RO 2002 927.

Ordonnance concernant la réduction des primes dans l'assurance-maladie en faveur des rentiers qui résident dans un Etat membre de la Communauté européenne (ORPMCE), du 3 juillet 2001, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> juin 2002, RO 2002 929. Modification du 22 mai 2002, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> juin 2002 (*adaptation à la libre circulation des personnes*), RO 2002 1641.

Loi fédérale portant modification de l'arrêté fédéral sur le contrôle des transplants (art. 20 et 33), du 21 juin 2002 (délai référendaire : 17 octobre 2002, entrée en vigueur, en l'absence de référendum, le jour suivant), FF 2002 4148.

Accord entre la Confédération suisse, d'une part, et la Communauté européenne et ses Etats membres, d'autre part, sur la libre circulation des personnes, du 21 juin 1999, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> juin 2002, RO 2002 1529.

Loi fédérale sur l'Accord entre, d'une part, la Confédération suisse et, d'autre part, la Communauté européenne et ses Etats membres sur la libre circulation des personnes, du 8 octobre 1999, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> juin 2002, RO 2002 701.

Ordonnance sur l'introduction progressive de la libre circulation des personnes entre la Confédération suisse et la Communauté européenne ainsi que ses Etats membres (Ordonnance sur l'introduction de la libre circulation des personnes, OLCP), du 23 mai 2001, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> juin 2002, RO 2002 1729.

Loi fédérale relative aux dispositions concernant la libre circulation des personnes de l'Accord du 21 juin 2001 amendant la Convention du 4 janvier 1960 instituant l'Association européenne de libre-échange (AELE), du 14 décembre 2001, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> juin 2002, RO 2002 685.

Ordonnance sur l'introduction progressive de la libre circulation des personnes entre, d'une part, la Confédération suisse et, d'autre part, la Communauté européenne et ses Etats membres, ainsi qu'entre les Etats membres de l'Association européenne de libre-échange (Ordonnance sur l'introduction de la libre circulation des personnes, OLCP), du 22 mai 2001, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> juin 2002, RO 2002 1741.

Ordonnance sur la formation postgrade et la reconnaissance des diplômes et des titres postgrades des professions médicales, du 17 octobre 2001, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> juin 2002, RO 2002 1189. Modification du 1<sup>er</sup> mai 2002 (*art. 3*), en vigueur dès le 1<sup>er</sup> juin 2002, RO 2002 1403.

Ordonnance sur les déclarations de médecin et de laboratoire, du 13 janvier 1999. Modification du 19 juin 2002, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> juillet 2002, RO 2002 1625.

Ordonnance de l'Institut suisse des produits thérapeutiques sur les exigences relatives à l'autorisation de mise sur le marché des médicaments, du 9 novembre 2001. Modification du 3 juin 2002, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> juillet 2002 (*art. 23a*), RO 2002 2502.

Ordonnance de l'Institut suisse des produits thérapeutiques concernant l'édition de la pharmacopée, du 9 novembre 2001. Modification du 3 juin 2002, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> juillet 2002, RO 2002 1623.

MESSAGES, RAPPORTS ET DÉCISIONS OFFICIELS / BOTSCHAFTEN, AMTLICHE BERICHTE UND BESCHLÜSSE [FF/BBL 2002 N° 17-32 (13 AOÛT 2002)]

Les interventions parlementaires sont publiées intégralement sur <http://www.parlement.ch/>. En outre, la Feuille fédérale est disponible à l'adresse suivante : <http://www.admin.ch/ch/f/ff/index.html>.

Initiative populaire fédérale « pour une assurance de base minimale et des primes d'assurance-maladie abordables (initiative « miniMax LAMal ») ». Expiration du délai. Communication de la Chancellerie fédérale du 23 juillet 2002, FF 2002 4790.

Initiative parlementaire. Loi fédérale sur l'adaptation des participations cantonales aux coûts des traitements hospitaliers dispensés dans le canton selon la loi fédérale sur l'assurance-maladie. Rapport de la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil des Etats, du 13 février 2002, FF 2002 4062.

Initiative parlementaire. Loi fédérale portant modification de l'arrêté fédéral sur le contrôle des transplants (*art. 20 et 33, correction d'une inadvertance*). Rapport de la Commission de rédaction du Conseil national et du Conseil des Etats, du 1<sup>er</sup> mai 2002, FF 2002 4074.

Initiative parlementaire de la Commission de rédaction. Loi fédérale portant modification de l'arrêté fédéral sur le contrôle des transplants (*art. 20 et 33, correction d'une inadvertance*). Rapport de la Commission de rédaction du 1<sup>er</sup> mai 2002. Avis du Conseil fédéral du 29 mai 2002, FF 2002 5136

Spécifications techniques communes des dispositifs médicaux de diagnostic in vitro, selon art. 4 al. 4 de l'ordonnance du 17 octobre 2001 sur les dispositifs médicaux. Communication de Swissmedic du 16 juillet 2002, FF 2002 4326.

Arrêté du Conseil fédéral constatant le résultat de la votation populaire du 2 juin 2002 (interruption de grossesse), du 8 juillet 2002, FF 2002 4786

Réduction de primes dans l'assurance-maladie. Subsidés de la Confédération et des cantons ; modèle de répartition pour l'année 2002, FF 2002 4013.

Réduction de primes dans l'assurance-maladie. Subsidés de la Confédération et des cantons ; modèle de répartition pour l'année 2003, FF 2002 4015.

Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée à la Frauenklinik St. Gallen, du 16 juillet 2002, FF 2002 4328.

Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée à l'Hôpital cantonal de Bâle, du 16 juillet 2002, FF 2002 4330.

Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée au Centre pour la psychiatrie des enfants et des adolescents de l'Université de Zürich, du 16 juillet 2002, FF 2002 4332.

Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée à la Clinique universitaire psychiatrique de Zürich, du 16 juillet 2002, FF 2002 4334.

Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée à la Kinder- und Jugendpsychiatrischen Universitätsklinik und Poliklinik (KJUP), du 16 juillet 2002, FF 2002 4336.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, pour le projet « *Zwangsmassnahmen im Sozialbereich der Stadt Zürich (1890-1970)* », du 16 juillet 2002, FF 2002 4340.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, pour le projet « *Klinische Datenbank der schweizerischen Creutzfeldt-Jakob-Patienten* », du 16 juillet 2002, FF 2002 4342.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, pour le projet « *Zwangsmassnahmen in der Psychiatrie und durch Sozialbehörden im Zeitraum von 1870-1970* », du 16 juillet 2002, FF 2002 4344.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, pour le projet « *Recensement dans les registres de naissances de tous les hôpitaux de Suisse des cas d'enfants décédés en période périnatale entre 1996 et 2000* », du 16 juillet 2002, FF 2002 4347.

Communication de la Commission de la Concurrence, du 18 juin 2002 (ouverture d'une enquête sur les tarifs appliqués par les médecins genevois en matière de soins privés), FF 2002 3982

Notifications et demandes d'autorisation pour des activités impliquant des organismes génétiquement modifiés ou pathogènes en milieu confiné, reçues du 25 août 2000 au 1<sup>er</sup> avril 2002, FF 2002 3240.

Notifications et demandes d'autorisation pour des activités impliquant des organismes génétiquement modifiés ou pathogènes en milieu confiné, reçues du 4 septembre 2000 au 23 avril 2002, FF 2002 3653.

Notifications et demandes d'autorisation pour des activités impliquant des organismes génétiquement modifiés ou pathogènes en milieu confiné, reçues du 17 décembre 2001 au 11 juillet 2002, FF 2002 4914.

Notifications et demandes d'autorisation pour des activités impliquant des organismes génétiquement modifiés ou pathogènes en milieu confiné, reçues du 1<sup>er</sup> novembre 2001 au 6 juin 2002, FF 2002 3984.

Notifications et demandes d'autorisation pour des activités impliquant des organismes génétiquement modifiés ou pathogènes en milieu confiné, reçues du 19 juillet 2000 au 25 juin 2002, FF 2002 4364.

Procédure de consultation. Loi fédérale relative à la recherche sur les embryons surnuméraires et sur les cellules souches embryonnaires (documents disponibles sur le site : [www.bag.admin.ch/f/index.htm](http://www.bag.admin.ch/f/index.htm)), FF 2002 3740.

Avis « psychothérapeutes » de la Commission de la concurrence du 17 décembre 2001, à l'intention du département de la santé publique du canton de St-Gall, Droit et politique de la concurrence, 2002/1, p. 216.

## **V. Droit cantonal (sélection) / Kantonaies Recht (Auswahl)**

(extrait des "Bulletin de Législation / Gesetzgebungsbulletin", n° 2/2002 et n° 3/2002, avec l'autorisation de l'Institut du Fédéralisme, à Fribourg)

### **BASEL LAND**

Gesundheitsgesetz vom 10.12.1973, Änderung vom 22.11.2001, in Kraft ab 01.04.2002. GS 34.447.

Spitalgesetz von 24.06.1976, Änderungen vom 22.02.2001, in Kraft ab 01.04.2002, GS 34.214, und vom 22.11.2001, in Kraft ab 01.04.2002. GS 34.445.

Einführungsgesetz zu den Bundesgesetzen über die Alters- und Hinterlassenenversicherung und die Invalidenversicherung vom 22.09.1994, Änderung vom 22.02.2001, in Kraft ab 01.04.2002. GS 34.212.

Ergänzungsleistungsgesetz zur AHV und IV vom 15.02.1973, Änderung vom 22.02.2001, in Kraft ab 01.04.2002. GS 34.213.

Dienstordnung der Kantonsspitäler und der Kantonalen Psychiatrischen Dienste vom 26.03.2002, in Kraft ab 01.04.2002. GS 34.464.

#### BASEL STADT

Einführungsgesetz zum Bundesgesetz über die Alters- und Hinterlassenenversicherung und die Invalidenversicherung vom 05.06.1991, Änderung vom 09.05.2001, in Kraft ab 01.04.2002. Kantonsblatt 2001, Nr. 36, S. 644.

Gesetz über die Krankenversicherung im Kanton BS vom 15.11.1989, Änderung vom 09.05.2001, in Kraft ab 01.04.2002. Kantonsblatt 2001, Nr. 36, S. 644.

Verordnung über die Krankenversicherung im Kanton BS vom 07.11.1995 (KVO), Änderung vom 11.06.2002, in Kraft ab 01.06.2002. Kantonsblatt 2002, Nr. 44, S. 806.

#### FRIBOURG

Règlement du 21.11.2000 concernant les fournisseurs de soins et la Commission de surveillance, modification du 14.05.2002, entrée en vigueur le 01.05.2002. ROF/ASF 2002\_043.

#### GLARIS

EG zum BG über die Krankenversicherung (EG KVG) vom 05.05.1996, Änderung vom 05.05.2002, in Kraft ab 06.05.2002, gestaffelte Inkraftsetzung.

#### GRAUBÜNDEN

AB zum Gesetz über die Krankenversicherung und Prämienverbilligung vom 24.10.1995 (ABzKPVG), Änderung vom 27.05.2002, in Kraft ab 01.06.2002. Amtsblatt 2002, Nr. 22, S. 1830.

#### NIDWALD

Einführungsverordnung zum Bundesgesetz über die Unfallversicherung, (hebt die EV zur Bundesgesetzgebung über die Unfallversicherung vom 16.12.1983 auf) vom 26.03.2002, in Kraft ab 01.04.2002. Amtsblatt 2002, Nr. 13, S. 438.

#### SHAFFHAUSEN

Spitalabkommen zwischen den Kantonen ZH und SH vom 11.06.2002, tritt rückwirkend in Kraft ab 01.01.2002. Amtsblatt 2002, Nr. 25, S. 931.

Verordnung über den Vollzug des Krankenversicherungsgesetzes vom 09.07.1996, Änderung vom 11.06.2002, in Kraft ab 01.06.2002. Amtsblatt 2002, Nr. 24, S. 893.

#### THURGAU



Verordnung des Regierungsrat zum Gesetz über die öffentliche Sozialhilfe vom 15.10.1985, Änderung vom 12.03.2002, in Kraft ab 01.04.2002. Amtsblatt 2002, Nr. 11, S. 596.

## VALAIS

Loi sur la santé du 09.02.1996, modifications du 01.02.2002, entrée en vigueur le 06.03.2002. Bulletin officiel 2002, n°11, p. 526.

Décret du canton du Valais sur le « Réseau Santé Valais » du 1<sup>er</sup> février 2002, RSVS 800.10.

Ordonnance du canton du Valais sur le « Réseau Santé Valais » (Planification et subventionnement des établissements hospitaliers) du 26 juin 2002, RSVS 810.11.

## ZÜRICH

Verordnung über die kantonalen Krankenhäuser von 28.01.1981, Änderung vom 30.01.2002, in Kraft ab 01.01.2002.

Verordnung über die Ärztinnen und Ärzte vom 06.05.1998, Änderung vom 06.02.2002, in Kraft ab 01.06.2002. OS 57 169.

Verordnung über die Zahnärztinnen und Zahnärzte vom 10.06.1998, Änderung vom 06.02.2002, in Kraft ab 01.06.2002. OS 57 174.

Verordnung über die Zahnprothetikerinnen und Zahnprothetiker vom 10.06.1998, Änderung vom 06.02.2002, in Kraft ab 01.06.2002. OS 57 177.

Verordnung über die Dentalhygienikerinnen und Dentalhygieniker vom 10.06.1998, Änderung vom 06.02.2002, in Kraft ab 01.06.2002. OS 57 179.

Verordnung über die Berufe der Gesundheitspflege vom 08.01.1992, Änderung vom 06.02.2002, in Kraft ab 01.06.2002. OS 57 181.

Verordnung zum EG KVG vom 28.06.2000, Änderung vom 17.04.2002, in Kraft ab 01.06.2002. OS 57 200.

Tous ces textes sont en vigueur / Alle Texte in Kraft.

## **VI. Déclarations et directives éthiques et professionnelles / Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien**

### SUISSE / SCHWEIZ

Prise de position de la Commission nationale d'éthique n° 2/2002 du 2 mai 2002 sur le régime des délais, disponible sur le site internet de la CNE : <http://www.nek-cne.ch/fr/>.

Avis consultatif de la Commission nationale d'éthique n° 3/2002 de juin 2002 concernant la recherche sur les cellules-souches embryonnaires, disponible sur le site internet de la CNE : <http://www.nek-cne.ch/fr/>.

## **Jurisprudence / Rechtsprechung**

### **I. Jurisprudence CEDH (sélection) / Rechtsprechung EMRK (Auswahl) (<http://www.echr.coe.int>)**

PAUL ET AUDREY EDWARDS c. ROYAUME-UNI, Arrêt de la Cour du 14 mars 2002.

*Détenu tué par un compagnon de cellule souffrant de troubles mentaux – Art. 2 CEDH (droit à la vie) – Le détenu était placé sous la responsabilité des autorités, auxquelles la Convention faisait obligation de protéger la vie – En l'espèce, l'omission des organes compétents d'informer les autorités pénitentiaires du danger que représentait le codétenu du requérant a emporté violation par l'Etat de son obligation de protéger la vie de ce dernier – Art. 2 CEDH (obligation de mener une enquête efficace) – L'enquête menée par les autorités ne répondait pas aux exigences découlant de l'article 2, notamment en raison des pouvoirs limités de la commission d'enquête, de la confidentialité qui a entouré le déroulement de la procédure et de la participation insuffisante des parents du requérant à une procédure qui les concernait personnellement – Violation – Art. 13 CEDH (droit à un recours effectif) – Dans les circonstances de l'espèce, une action civile qui ne permet pas aux parents d'obtenir une indemnité pour tort moral ne constitue pas un recours effectif – Violation.*

NITECKI c. POLOGNE, Décision de la Cour du 21 mars 2002.

*Refus d'assurer le remboursement complet d'un médicament coûteux indispensable au requérant souffrant d'une maladie incurable et disposant de faibles revenus – Art. 2 CEDH (droit à la vie) – Les actes et omissions des autorités dans le domaine de la santé peuvent dans certaines circonstances engager leur responsabilité, notamment s'il est démontré qu'elles mettent la vie d'un particulier en danger en lui refusant des soins de manière discriminatoire – En l'espèce, en l'absence d'inégalité de traitement, un Etat ne méconnaît pas ses obligations découlant du droit à la vie en ne remboursant que les 70 % du prix d'un médicament – Irrecevable.*

OUENDENO c. FRANCE, Arrêt de la Cour du 16 avril 2002.

*Interdiction définitive faite à un médecin de fournir des soins aux assurés sociaux – Art. 6 § 1 CEDH (volet civil, respect du délai raisonnable) – Procédure qui a duré plus de dix ans et durant laquelle les autorités saisies n'ont pas fait preuve de la diligence requise – Violation.*

LARIOSHINA c. RUSSIE, Décision de la Cour du 23 avril 2002.

*Montant d'une pension de retraite et d'allocations qui ne serait pas suffisant pour maintenir un niveau de vie minimum – Art. 3 CEDH (traitement inhumain et dégradant) – Le montant totalement insuffisant d'une pension et autres prestations sociales peut soulever une question au titre de l'article 3 – En l'espèce, aucune indication que le montant des prestations sociales de la requérante soit à l'origine d'un préjudice pour sa santé physique et mentale atteignant le minimum de gravité requis par cette disposition – Irrecevable.*

DELBECK c. FRANCE, Arrêt de la Cour du 18 juin 2002.

*Contrôle à bref délai d'une décision d'internement – Art. 5 § 4 CEDH – Procédure ayant duré un mois, pendant lequel le magistrat compétent n'a accompli aucun acte durant les deux dernières semaines précédant la sortie d'essai de la requérante – Violation.*

## **II. Jurisprudence des juridictions communautaires (sélection) / Rechtsprechung der Gerichte der EG (Auswahl)** (<http://curia.eu.int/fr/index.htm>)

BOEHRINGER INGELHEIM KG, BOEHRINGER INGELHEIM PHARMA KG c. SWINGWARD LTD (et autres causes), aff. C-143/00 – Arrêt de la Cour du 23 avril 2002.

*Marques – Directive 89/104/CEE – Article 7, paragraphe 2 – Épuisement du droit conféré par la marque – Médicaments – Importation parallèle – Reconditionnement du produit revêtu de la marque.*

COMMISSION c. ROYAUME D'ESPAGNE, aff. C-232/99 – Arrêt de la Cour du 16 mai 2002.

*Manquement d'État – Directive 93/16/CEE – Transposition des articles 8 et 18 – Accès à la formation complémentaire pour les médecins migrants désireux d'exercer une spécialité médicale dans l'État membre d'accueil sur le fondement d'un diplôme, d'un certificat ou d'un autre titre de formation médicale spécialisée qui ne relève pas de la reconnaissance automatique et inconditionnelle en vertu de ladite directive – Obligation pour ces médecins de passer en Espagne le concours d'admission habituel à la formation de médecin spécialiste – Condition d'affiliation à un organisme de sécurité sociale de droit public pour le règlement des comptes afférents aux prestations médicales avec un organisme assureur.*

DEUTSCHE PARACELSUS SCHULEN FÜR NATURHEILVERFAHREN GMBH c. KURT GRÄBNER, aff. C-294/00 – Arrêt de la Cour du 11 juillet 2002.

*Liberté d'établissement – Libre prestation des services – Champ d'application de la directive 92/51/CE – Législation nationale réservant l'exercice des activités médicales, y compris celle permise au 'Heilpraktiker' en Allemagne, aux titulaires d'un diplôme de médecin – Législation nationale réservant la formation aux activités médicales à certaines institutions et interdisant la publicité pour des formations de ce type.*

COMMISSION C. REPUBLIQUE DE FINLANDE, aff. C-229/00 – Conclusions de l'Avocat général du 11 juillet 2002.  
*Manquement d'État – Directive 89/105/CEE – Médicaments – Inclusion dans le champ d'application des systèmes nationaux d'assurance maladie – Procédure pour la fixation de catégories individuelles de remboursement.*

MALIKA TENNAH-DUREZ C. CONSEIL NATIONAL DE L'ORDRE DES MEDECINS, aff. C-110/01 – Conclusions de l'Avocat général du 6 juin 2002.

*Reconnaissance d'un diplôme de docteur en médecine délivré à un ressortissant communautaire par les autorités d'un autre État membre sur la base d'une formation acquise en partie hors de la Communauté – Directive 93/16/CEE.*

### **III. Jurisprudence étrangère (sélection) / Ausländische Rechtsprechung (Auswahl)**

#### **ALLEMAGNE**

Medizinrecht, Heft 4, 2002, p. 198, OLG Stuttgart 04.04.2000.

*Diagnosefehler – In einer psychiatrischen Klinik sind konkrete Massnahmen zum Schutz eines Patienten bei erkennbarer akuter oder konkreter Selbstmordgefahr erforderlich. Eine akute Selbstmordgefahr ergibt sich nicht schon daraus, dass der Patient vorsorglich auf die geschlossene Station aufgenommen worden ist.*

Medizinrecht, Heft 12, 2001, p. 639, BverfG (2. Kammer des ersten Senats), Beschl. v. 27.4.2001 – 1 BvR 1282/99.

*Zulassung als Vertragsarzt – Verfassungsmässigkeit der Zulassungsbeschränkungen bei Überversorgung.*

Medizinrecht, Heft 6, 2002, p. 309, BGH, Beschl. v. 6.12.2001 – 1 StR 468/01 (LG Landshut).

*Zum Zeugnisverweigerungsrecht des Arztes bei einer Tätigkeit als Sachverständiger.*

Medizinrecht, Heft 7, 2002, p. 356, BGH, Urt. v. 4.12.2001 – VI ZR 213/00 (OLG Braunschweig).

*Ersatz des Unterhaltsaufwands für unerwünschten behinderten Zwilling nach Arztfehler ?.*

Medizinrecht, Heft 5, 2002, p. 261, OLG Nürnberg, Urt. v. 6.11.2000 – 5 U 1116/00.

*Einiger Beweis für ein gewissenhaftes Aufklärungsgespräch.*

Medizinrecht, Heft 5, 2002, p. 266, VG Düsseldorf, Urt. v. 19.9.2000 – 3 K 4774/99.

*"Ausgelagerter Praxistest" versus "Zweigpraxis".*

#### **ETATS-UNIS**

American Journal of Law & Medicine, volume 28 n°1 2002, p. 130, *Nold v. Binyon*, 31P.3d 274 (Kansas 2001).

*Doctor-Patient Relationship : Examining the Parameters of a Doctor's Duty to the Unborn.*

#### **FRANCE**

La Semaine Juridique, Edition générale, n° 28 p. 1309, Conseil d'Etat, 21 décembre 2001, req. N° 215316 ; Dio (Juris-Data n° 2001-063422), avec commentaire.

*Le concours apporté par un médecin à l'organisation d'une enquête menée par une revue de défense des consommateurs destinée à tester la vigilance des pharmaciens lors de la délivrance des médicaments prescrits par les médecins n'est pas constitutif d'une faute.*

Médecine & Droit 2002, n° 53, p. 23 – CA Paris ; ch. I, sect. B, 25 octobre 2001 – Juris-Data n° 161505 (résumé).

*Les patients doivent être informés de la spécialisation de leur praticien.*

#### IV. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung

La jurisprudence des autorités administratives de la Confédération (JAAC) est accessible en texte intégral sur internet à l'adresse suivante : <http://www.jaac.admin.ch> . La jurisprudence du Tribunal fédéral est accessible à l'adresse suivante : <http://www.bger.ch/> .

ATF 128 I 63 – Arrêt du Tribunal fédéral du 4 mars 2002, 1<sup>ère</sup> Cour de droit public.

*Droit de l'enfant adopté majeur de connaître son ascendance, indépendamment de toute pesée des intérêts opposés. Art. 10 Cst, 8 CEDH, 7 Conv. sur les droits de l'enfant.*

ATF 128 I 92 – Arrêt du Tribunal fédéral du 2 novembre 2001, 2<sup>e</sup> Cour de droit public.

*Conditions de l'autorisation d'exercer comme psychothérapeute indépendant sans formation médicale. L'exigence d'études complètes en psychologie est admissible. Art. 27 et 49 Cst.*

ATF 128 I 113 – Arrêt du Tribunal fédéral du 15 mars 2002, 2<sup>e</sup> Cour de droit public.

*Exigences posées à la délégation de compétences législatives en matière de statut du personnel au « Service psychiatrique » du canton des Grisons, en tant qu'établissement public autonome.*

ATF 128 IV 106 – Arrêt du Tribunal fédéral du 20 mars 2002, Cour de cassation pénale.

*Portée du lien entre un psychothérapeute et sa patiente. Pas de « pression d'ordre psychique » au sens des art. 189 et 190 CPS. En revanche, « lien de dépendance » admis au sens de l'art. 193 CPS.*

ATF 127 V 391 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 30 novembre 2001.

*Conditions auxquelles l'extraction de dents de sagesse incluses est à charge de l'assurance obligatoire des soins. Art. 31 LAMal et 17 OPAS.*

ATF 127 V 398 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 21 décembre 2001.

*Tarif applicable en cas de traitement hospitalier auprès d'un fournisseur de prestations situé hors du canton de résidence. Art. 39 et 41 LAMal.*

ATF 127 V 409 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 10 décembre 2001.

*Au sens de l'art. 41 al. 3 LAMal, la notion de « services » englobe toutes les prestations fournies par l'hôpital public ou subventionné sis hors du canton de résidence, quelle que soit la forme du traitement (hospitalier, semi-hospitalier, ambulatoire), pour lesquelles il existe des tarifs différenciés selon l'appartenance cantonale du patient.*

ATF 127 V 422, RAMA 1/2002, p. 14 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 30 novembre 2001.

*Une personne hospitalisée en division privée ou semi-privée d'un hôpital public du canton où elle réside – ou, pour elle, son assureur-maladie – peut exiger de ce canton la prise en charge de la part des coûts imputables dans la division commune de cet hôpital à la charge du canton. Art. 42, 44, 49 LAMal.*

ATF 127 V 431 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 21 décembre 2001.

*Admission des établissements de cure balnéaire à pratiquer à charge de l'assurance-maladie obligatoire. Droit d'être entendu.*

ATF 127 V 439 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 19 octobre 2001.

*Un assuré peut céder sa créance en remboursement des frais pris en charge par l'assurance obligatoire des soins à un fournisseur de prestations (en l'espèce un pharmacien). La cession, même contre le gré de l'assureur, n'est pas contraire au système du tiers garant.*

RAMA 1/2002, p. 1 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 9 octobre 2001.

*Le droit des assurés et des assureurs de se faire remettre par le fournisseur de prestations toutes les indications et données nécessaires du patient peut être exercé de manière indépendante devant une juridiction, avant l'introduction d'une procédure tendant à examiner le caractère économique de la prestation.*

RAMA 2/2002, p. 91 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 21 décembre 2001.

*Extraction au cours d'une même hospitalisation, et dans le même temps opératoire, de trois dents de sagesse et d'une dent surnuméraire. Obligation, pour la caisse, de prendre en charge l'intégralité du montant facturé par l'hôpital.*

RAMA 2/2002, p. 97 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 25 janvier 2002.

*La pose d'implants ne constitue pas un traitement économique dans le rétablissement de la fonction masticatoire après un traitement de paradontite juvénile progressive.*

RAMA 2/2002, p. 107 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 27 février 2002.

*Le traitement médicamenteux d'une atteinte psychique grave constitue une suite de cette dernière et peut ainsi justifier la prise en charge d'un traitement dentaire.*

RAMA 2/2002, p. 113 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 28 mars 2002.

*L'entrée en vigueur de la LAMal n'a rien changé à la jurisprudence relative à la LAMA selon laquelle les dentistes sont assimilés à des médecins pour des traitements médicaux qui ne sont pas des interventions dentaires au sens étroit, mais qui sont prodigués presque exclusivement par des dentistes.*

Semaine judiciaire n°6, février 2002 I – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances sociales du 10 août 2001.

*Assurance invalidité. Droit de l'assuré fondé sur la législation fédérale sur la protection des données à obtenir une copie du recours. Droit à une expertise dans sa langue maternelle.*

Semaine judiciaire n°17, mai 2002 I – Arrêt du Tribunal fédéral du 27 novembre 2001.

*Responsabilité de l'Etat pour l'activité des médecins dans un hôpital public. Violation du devoir d'information concernant les dangers d'une automédication ajoutée à une tri-thérapie.*

JT 2001 I 512 (= ATF 126 V 116).

*Il n'est pas admissible de s'écarter après coup des conclusions qui s'imposent à l'issue d'un examen du caractère adéquat du lien de causalité et de considérer, sous l'angle de l'art. 36 al. 2 LAA, les troubles physiques et psychiques comme une seule atteinte à la santé. Bien qu'ils soient dans un rapport de connexité étroit, ces troubles représentent des atteintes à la santé distinctes (art. 18 et 36 al. 2 LAA).*

JT 2001 I 568 (= ATF 127 III 21).

*Assurance maladie complémentaire. Selon la prescription impérative de l'art. 9 LCA, un sinistre déjà survenu ne peut en principe pas être assuré. Si, avant la conclusion du contrat, l'assuré a souffert d'une maladie pour laquelle, selon l'expérience médicale, il faut compter avec des rechutes, le sinistre était déjà survenu, de sorte que les rechutes ne peuvent pas être assurées (art. 9 et 97 al. 1<sup>er</sup> LCA).*

JT 2002 I 170 (= ATF 127 III 100).

*L'invalidité au sens de l'art. 88 al. 1<sup>er</sup> LCA englobe toute atteinte durable à l'intégrité corporelle ayant des effets sur la capacité de travail. On entend par là l'incapacité de travail au sens théorique ou abstrait et non pas le dommage économique concret subi par la personne assurée du fait de l'accident. Il en va de même pour les cas où l'invalidité doit être déterminée non pas selon un barème, mais d'après la clause générale des conditions générales d'assurance, dans la mesure où il y est question de l'étendue de l'invalidité.*

JT 2002 I 175 (= ATF 127 III 235).

*Assurance facultative d'indemnités journalières. Passage de l'assurance collective à l'assurance individuelle ensuite de cessation des rapports de travail. La notion de réserve au sens de l'art. 71 al. 1<sup>er</sup> LAMal comprend aussi bien la limitation individuelle, concrète et temporaire de la couverture d'assurance dans un cas particulier que son exclusion générale et illimitée dans le temps.*

JT 2002 I 179 (= ATF 127 III 268, SJ 2001 I 477).

*Art. 46 LCA. L'obligation de l'assureur de payer des indemnités journalières en cas de maladie court, selon le contrat conclu en l'espèce, dès la constatation de l'incapacité de travail par un médecin et l'expiration du délai d'attente de 14 jours convenu. Le droit d'obtenir le paiement des indemnités journalières se prescrit dans les deux ans à compter de ce moment pour l'ensemble des montants réclamés pour la durée de la maladie.*

AJP/PJA 5 (2002), p. 570 – ATF 127 V 102 (résumé de l'arrêt et commentaire de Hans-Jakob Mosimann).

*Adäquanzbeurteilung : Kein unterschiedlicher Massstab je nach Leistungsart (Heilbehandlung oder Rente).*

AJP/PJA 5 (2002), p. 573 – ATF 127 V 43 (résumé de l'arrêt et commentaire de Jean-Louis Duc).  
*Du droit des assureurs LAMal de limiter dans le temps la garantie de prise en charge des frais d'hospitalisation.*

AJP/PJA 5 (2002), p. 578 – ATF 127 V 281 (traduction résumée de l'arrêt et commentaire de Brigitte Pfiffner Rauber).

*Zur Auslegung von Art. 56 Abs. 2 lit. a KVG : Auch im System des Tiers garant ist die Kasse gegenüber dem Leistungserbringer rückforderungsberechtigt. Tiers garant bedeutet : Die versicherte Person ist Leistungsschuldnerin, die Kasse garantiert die Rückerstattung.*

AJP/PJA 5 (2002), p. 580 – BGE 127 V 268 (résumé de l'arrêt et commentaire de Ueli Kieser).

*Art. 29, Art. 64 Abs. 7 KVG : Leistungen der Krankenversicherung bei Mutterschaft; Kostenbeteiligung der Mutter; zuständige Krankenversicherung.*

AJP/PJA 7 (2002), p. 832 – Décisions du 19.12.01 du Conseil fédéral (résumé des décisions et commentaire de Jean-Louis Duc).

*Décisions prises sur recours par le Conseil fédéral en matière de tarifs pour les soins à domicile dans le canton de Neuchâtel.*

AJP/PJA 7 (2002), p. 836 – BGE 128 I 92 (résumé de l'arrêt et commentaire de Yvo Hangartner).

*Abgeschlossenes Psychologiestudium als Voraussetzung der Bewilligung zur selbständigen nichtärztlichen psychotherapeutischen Berufstätigkeit. Art. 27 und Art. 36 Abs. 3 BV; § 22 Abs. 1 Bst. a des Zürcher Gesundheitsgesetzes vom 4. November 1962 (in der Fassung gemäss Beschluss des Kantonsrates vom 21. August 2000, einschliesslich Übergangsbestimmungen Ziff. II dazu).*

AJP/PJA 7 (2002), p. 841 – Arrêt du Tribunal fédéral du 12.2.02, 1<sup>ère</sup> Cour civile, 4C.197/2001 (traduction résumée et commentaire de Sylvia Läubli Ziegler).

*Invalidität und Rentenschaden. Ein Schritt weiter in der Diskussion um die Berechnung des Rentenschadens.*

RSJB/ZBJV 7/8 (2002), p. 519 – Arrêt du Tribunal fédéral du 14.6.02, 2A.407/2001 (résumé et commentaire de Thomas Häberli).

*Anwendung des Arbeitsgesetzes auf das Personal öffentlicher Spitäler.*

Die Praxis, Heft 5/2002, Nr. 80 p. 458 (=SVR 2002 KV Nr. 17) – Arrêt (non publié) du Tribunal fédéral des assurances du 26 septembre 2001.

*Ablehnung des Vertrauensarztes (Art. 57 Abs. 3 KVG). Vertrauensarzt als Organ der sozialen Krankenversicherung. Der Umstand, dass ein als Vertrauensarzt bestellter Arzt eine HMO-Praxis derselben Krankenversicherung leitet, stellt keinen Umstand dar, welcher es erlauben würde, den betreffenden Arzt im Sinne von Art. 57 Abs. 3 KVG abzulehnen.*

Die Praxis, Heft 6/2002, Nr. 97 p. 561 (=SVR 2002 Nr. 25) – Arrêt (non publié) du Tribunal fédéral des assurances du 26 septembre 2001 (texte original en français).

*Frais de transport; Obligation pour la caisse maladie de prendre en charge une contribution aux frais de transport d'une personne qui, par la suite, décède (Art. 25 al. 2 lit. g LAMal; Art. 26 f OPAS).*

Die Praxis, Heft 6/2002, Nr. 98 p. 564 (=SVR 2002 Nr. 18) – Arrêt (non publié) du Tribunal fédéral des assurances du 9 octobre 2001.

*Verwirkung des Leistungsanspruchs in der Krankenversicherung.*

Die Praxis, Heft 7/2002, Nr. 118 p. 674 – Arrêt (non publié) du Tribunal fédéral des assurances du 30 novembre 2001.

*Ausschluss- und Ablehnungsgründe gegen einen ärztlichen Gutachter (Art. 47 Abs. 3 UVG; Art. 22 und 23 OG).*

## **V. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung**

BVR/JAB 2002 p. 282 ss. – Urteil des Verwaltungsgerichts vom 17.01.2002.

*Assurance-accidents : Une réduction des prestations en espèces (art. 6 al. 3 et 37 al. 2 LAA) lorsque la personne a provoqué l'accident par négligence grave n'est pas licite si et aussi longtemps que l'assurance-accident, fondée sur l'art. 6 al. 3 LAA, alloue des prestations pour des lésions causées à l'assuré victime d'un accident lors d'un traitement médical.*

#### FRIBOURG

RFJ 2001 p. 434 ss. – Arrêt de la Cour des assurances sociales du 8 novembre 2001.

*Art. 2 al. 3, 29 et 64 al. 7 LAMal. Avortement spontané. Prise en charge des frais d'hospitalisation et de traitement.*

#### LUZERN

LGVE 2001 I Nr. 24 p. 35 – I. Kammer, 23. März 2001 (11 99 77).

*§§ 178 ff. ZPO. Bedeutung von Privatexpertisen (Bestätigung der Rechtsprechung gemäss LGVE 1993 I Nr. 20). Das Obergericht hat die auf das Reglement der Verbindung der Schweizer Ärzte (FMH) für die aussergerichtliche Begutachtung von Ärzthaftpflichtfällen medizinische Expertise als Parteibehauptung qualifiziert, als taugliches Beweismittel nicht zugelassen und ein gerichtliches Gutachten angeordnet.*

LGVE 2001 II Nr. 5 p. 151 – Verwaltungsrechtliche Abteilung, 18. Juli 2001, V 01 177.

*Art. 397b Abs. 2 ZGB; § 7 BetrG. Der einweisende Arzt hat den Betroffenen ohne Ausnahme unmittelbar vor der vorsorglichen Einweisung persönlich zu untersuchen und zu begutachten (Änderung der Rechtsprechung).*

LGVE 2001 II Nr. 21 p. 210 – Abgaberechtliche Abteilung, 17. September 2001, A 01 195.

*§5 Abs. 2 und § 12 PVG. Gesuch um Prämienverbilligung. Verlängerung der Anmeldefrist aus wichtigem Grund. Krankheit der Mutter als wichtiger Grund, auf den sich eine Familie als Gemeinschaft berufen kann.*

LGVE 2001 II Nr. 37 p. 274 – Sozialversicherungsrechtliche Abteilung, 2. Februar 2001, S 99 516 und S 99 820.

*Art. 28 Abs. 2 IVG. Der Invaliditätsbegriff stimmt in der Invalidenversicherung mit demjenigen in der obligatorischen Unfallversicherung grundsätzlich überein, weshalb die Schätzung der Invalidität mit Bezug auf den gleichen Gesundheitsschaden im Regelfall zum selben Ergebnis zu führen hat.*

LGVE 2001 II Nr. 40 p. 291 – Sozialversicherungsrechtliche Abteilung, 22. Juni 2001, S 00 467.

*Art. 50 Abs. 2 IVG; Art. 85bis Abs. 1 und 2 IVV; Art. 12 Abs. 2 KVG. Hat die Krankenkasse einem Versicherten auf privatrechtlicher Basis (VVG) Krankentaggelder ausgerichtet, so ist die Frage, ob eine Rückforderung dieser Leistungen mit Rentennachzahlungen der Invalidenversicherung verrechnet werden kann, nach Art. 85bis IVV zu beurteilen. Gegen eine diesbezügliche Verfügung der IV-Stelle ist Beschwerde beim Verwaltungsgericht zu erheben, welches aber nur die Voraussetzungen zur Verrechnung nach Art. 85bis IVV prüft.*

LGVE 2001 II Nr. 44 p. 305 – Sozialversicherungsrechtliche Abteilung, 22. August 2001, S 99 86.

*Art. 32 Abs. 1 KVG; Art. 1 KLV. Anhang 1 der KLB enthält keine abschliessende Aufzählung. Für die transurethrale Thermotherapie (Prostatabelandlung) besteht, insbesondere mit dem vorliegend verwendeten Gerät, keine Leistungspflicht der Krankenkasse mangels Wirksam- und Zweckmässigkeit.*

LGVE 2001 II Nr. 45 p. 309 – Sozialversicherungsrechtliche Abteilung, 27. November 2001, S 99 581.

*Ziff 2.2 Anhang 1 KLV. Die Kosten eines stationären Aufenthaltes zwecks kardialer Rehabilitation sind von der obligatorischen Krankenpflegeversicherung zu übernehmen, wenn die Rehabilitationsklinik dem Anforderungsprofil der Schweizerischen Arbeitsgruppe für kardiale Rehabilitation der Schweizerischen Gesellschaft für Kardiologie (SAKR) von 1990 entspricht. Die SAKR besitzt keine Ermächtigung, verbindlich die zugelassenen Leistungserbringer in einem Verzeichnis zu definieren.*

#### NEUCHÂTEL

RJN 2001 p. 296 ss. – Arrêt du Tribunal administratif du 8 mars 2001 en la cause G. c/ Office de l'assurance-invalidité du canton de Neuchâtel.

Art. 29 LAI ; 29 RAI. Naissance du droit à la rente d'invalidité.

RJN 2001 p. 206 ss. – Arrêt du Tribunal administratif du 13 novembre 2000 en la cause F. c/ Etat de Neuchâtel.  
Art. 55 litt. B LSt ; art. 2 et 22 al. 3 du règlement concernant les traitements de la fonction publique ; 324a al. 2 CO.  
Droit au traitement en cas de maladie après la fin des rapports de service.

ST GALLEN

GVP 2001 Nr. 36 S. 114 ff. – Entscheid der Verwaltungsrekurskommission, Abteilung V, vom 30. März 2001.  
*Eine fürsorgliche Freiheitsentziehung gegenüber einem Kind, die den Charakter einer zeitlich befristeten Übergangslösung hat, ist nur dann verhältnismässig, wenn die Realisierung einer Anschlussmassnahme möglich und sinnvoll erscheint.*

GVP 2001 Nr. 39 S. 120 f. – Entscheid der Verwaltungsrekurskommission, Abteilung V, vom 2. Und 8. März 2001.  
*Die im kantonalen Einführungsrecht zum Zivilgesetzbuch vorgesehene Möglichkeit der Anordnung der fürsorglichen Freiheitsentziehung zum Zwecke der stationären Begutachtung ist nicht bundesrechtswidrig.*

VALAIS

RVJ 2002/1 p. 103 ss. – Arrêt de la Cour de droit public du 5 décembre 2000 en la cause ATCA C.R. c. Mutuelle valaisanne.  
*Patient ne bénéficiant pas d'une assurance de soins dentaires souffrant d'une parodontite juvénile progressive. Appréciation d'un rapport d'expert. Garantie d'un traitement à long terme.*

ZÜRICH

ZR 2002, Nr. 30 S. 110 ff. – Urteil des Kassationsgerichts vom 30. April 2001.  
*Entmündigung wegen Geisteskrankheit und psychiatrische Begutachtung; Unparteilichkeit des Sachverständigen.*

## Doctrine / Lehre

**I. Doctrine internationale et étrangère (sélection) / Internationale und ausländische Lehre (Auswahl)**  
(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

ARTICLES / AUFSÄTZE

### **Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux**

FARHAT P., La responsabilité des fabricants d'implants mammaires : une analyse comparée de la responsabilité du fait des produits défectueux (France-Etats Unis), *Droit prospectif : revue de la recherche juridique*, 2/2002, p. 789.

GASSNER U. M., Das Zweite Gesetz zur Änderung des Medizinproduktegesetzes, *Neue Juristische Wochenschrift*, n° 12 (2002), p. 863.

GERACI J., La réglementation relative aux dispositifs médicaux destinés au diagnostic in vitro, *Médecine & Droit*, 2002, n° 53, p. 19.

SHAMASUNDER B., BERO L., Financial ties and conflicts of interest between pharmaceutical and tobacco companies, *Journal of American Medical Association*, 288 (2002), p. 738.



### **Assurances sociales**

FUCHS V.R., What's ahead for health insurance in the United States, *New England Journal of Medicine*, 346 (2002), p. 1822.

GOUGE F., Expérience pratique de la coordination en matière de droit européen de la sécurité sociale : l'expérience française, in : *Accord sur la libre circulation des personnes avec l'UE et ses effets à l'égard de la sécurité sociale en Suisse*, Berne 2001, p. 303.

IGLEHART J.K., Medicare declining payments to physicians, *New England Journal of Medicine*, 346 (2002), p. 1924.

KOENIG C., ENGELMANN C., STEINER U., Die Regulierung der GKV-Abrechnung von Laboratoriumsuntersuchungen am Maßstab der Dienstleistungsfreiheit der EG-Vertrags, unter besonderer Berücksichtigung der EuGH-Rechtsprechung in Sachen *Kohll* und *Geraets-Smits / Peerboom*, *Medizinrecht*, Heft 5, 2002, p. 221.

MESCHKE A., DAHM F.-J., Die Befugnis der Krankenkassen zur Einsichtnahme in Patientenunterlagen, *Medizinrecht*, Heft 7, 2002, p. 346.

### **Droits des patients**

BELANGER M., Une solution dans le débat sur le droit à la santé ? Le droit à la sécurité sanitaire, approche de droit international, in : *Au carrefour des droits, Mélanges en l'honneur de Louis Dubouis*, Paris 2002, p. 767.

BOLOT F., La notion de droit aux soins et la question de l'accessibilité aux soins, *Gazette du Palais*, septembre-octobre 2001, p. 1358.

BOQUILLON F., Fin de la jurisprudence Perruche ? Note sur l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2002-303 du 4 mars 2002 relative aux droits des malade et à la qualité du système de santé, *Revue de droit sanitaire et social*, 2002, n° 2, p. 358.

BOUMAZA A., La stérilisation contraceptive et le « handicap mental » après la loi du 4 juillet 2001, *Revue de droit sanitaire et social*, 2002, n° 2, p. 233.

BUCHTER A., HEINEMANN A., PÜSCHEL K., Rechtliche und kriminologische Aspekte der Vernachlässigung alter Menschen am Beispiel des Dekubitus, *Medizinrecht*, Heft 4, 2002, p. 185.

BYK C., La place du droit à la santé au regard du droit constitutionnel, *Gazette du Palais*, novembre-décembre 2001, p. 1858.

CALMAN K.C., Communication of risk: choice, consent, and trust, *Lancet* 360 (2002), p.166.

FORD C., ENGLISH A., Limiting confidentiality of adolescent health services, *Journal of American Medical Association*, 288 (2002), p. 752.

GONZALEZ G., L'objection à certains soins ou actes médicaux dictée par la conscience religieuse et la Convention européenne des droits de l'homme, in : *Au carrefour des droits, Mélanges en l'honneur de Louis Dubouis*, Paris 2002, p. 795.

KALTIALA-HEINO R., VÄLIMÄKI M., Involuntary Commitment in Health Care: An analysis of the status and rights of involuntarily treated psychiatric patients in comparison with patients treated involuntarily under other acts, *European Journal of Health Law* 2001, vol. 8, n° 4, p. 299.

KAMPF R., Patents versus Patients ?, *Archiv des Völkerrechts*, Bd. 40 (2002), S. 90.

LABRUSSE-RIOU C., BELLIVIER F., Les droits de l'embryon et du fœtus en droit privé, *Revue internationale de droit comparé*, n° 2, 2002, p. 579.

LAMBERT-FAIVRE Y., La loi n° 2002-303 du 4 mars 2002 relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé.

I. La solidarité envers les personnes handicapées, *Le Dalloz*, 2002, n° 15, p. 1217.

II. Les droits des malades, usagers du système de santé, *Le Dalloz*, 2002, n° 16, p. 1291.

III. L'indemnisation des accidents médicaux, *Le Dalloz*, 2002, n° 17, p. 1367.

LIGNEAU P., « La qualité de vie liée à la santé » dans le droit français, in : *Au carrefour des droits, Mélanges en l'honneur de Louis Dubouis*, Paris 2002, p. 833.

NYS H., Comparative Health Law and the Harmonization of Patients' Rights in Europe, *European Journal of Health Law* 2001, vol. 8, n° 4, p. 317.

REDDY D.M., FLEMING R., SWAIN C., Effect of mandatory parental notification on adolescent girls' use of sexual health care services, *Journal of American Medical Association*, 288 (2002), p. 710.

RISK A., PETERSEN C., Health information on the internet. Quality issues and international initiatives, *Journal of American Medical Association*, 287 (2002), p. 2713.

RUDNIK A., Depression and competence to refuse psychiatric treatment, *Journal of Medical Ethics*, 28 (2002), p. 151.

SOKOL B., Gesundheitsdatenbanken und Betroffenenrechte : Das isländische Beispiel, *Neue Juristische Wochenschrift*, n° 24 (2002), p. 1767.

STEFFEN E., Mehr Schutz für die Patientenrechte durch ein Patienten-Schutzgesetz oder eine Patienten-Charta ?, *Medizinrecht*, Heft 4, 2002, p. 190.

### **Ethique biomédicale**

BYK Chr., Bioéthique : chronique de législation, jurisprudence et avis des instances d'éthique, *La Semaine Juridique*, Edition générale, n° 26 p. 1176.

DEDERER H.-G., Menschenwürde des Embryo in vitro? Der Kristallisationspunkt der Bioethik-Debatte am Beispiel des therapeutischen Klonens, *Archiv des öffentlichen Rechts*, Bd. 127 (2002), S. 1.

DRESSER R. The Conscious Incompetent Patient, *Hastings Center Report* 2002, mai-juin, p. 9.

EIBACH U., Künstliche Ernährung um jeden Preis ?, *Medizinrecht*, Heft 3, 2002, p. 123.

GREEN R. M., Overseeing Research on Therapeutic Cloning, *Hastings Center Report* 2002, mai-juin 2002, p. 27.

LIPPERT H.-D., Die medizinische Dissertation mit Versuchen am Menschen – Beratung des Doktoranden durch eine Ethikkommission, *Medizinrecht*, Heft 7, 2002, p. 353.

LOEWY E.H., SPRINGER LOEWY R., Bioethics at the Crossroad, *Health Care Analysis*, 9: 2001, p. 463.

McMILLAN J., Sex Selection in the United Kingdom, *Hastings Center Report* 2002, janvier-février, p. 28.

### **Euthanasie**

DE HAAN J., The New Dutch Law on Euthanasia, *Medical Law Review*, vol. 10 n° 1, Spring 2002, p. 57.

EZEKIEL J. E., Euthanasia and physician-assisted suicide, a review of the empirical data from the United States, *Arch Intern Med* 2002, vol. 162, p. 142.

GANZINI L., BLOCK S., Physician-assisted death – a last resort, *New England Journal of Medicine*, 346 (2002), p.1663.

JANSSEN A., The new regulation of voluntary euthanasia and medically assisted suicide in the Netherlands, *International journal of law, policy and the family*, vol. 16 n° 2, August 2002, p. 260.

KNEIHS B., Observations concernant l'arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme, Pretty c. Royaume-Uni, *Europäische Grundrechte-Zeitschrift*, cahiers 9-12, juin 2002, p. 242.

LO B., DORNBRAND L., WOLF L.E., and al., The Wendland Case. Withdrawing life support from incompetent patients who are not terminally ill, *New England Journal of Medicine*, 346 (2002), p. 1489.

ODUNCU F., EISENMENGER W., Euthanasie – Sterbehilfe – Sterbebegleitung, *Medizinrecht*, Heft 7, 2002, p. 327.

SENSKY T., Withdrawal of life sustaining treatment, *British Medical Journal*, 325 (2002), p. 175.

VELDINK J.H., WOKKE J.H.J., VAN DER WAL G., Euthanasia and physician-assisted suicide among patients with amyotrophic lateral sclerosis in the Netherlands, *New England Journal of Medicine*, 346 (2002), p.1638.

WELIE J. V.M., Why Physicians ? Reflexion on the Netherlands' New Euthanasia Law, *Hastings Center Report* 2002, janvier-février, p. 42.

### **Exercice des professions de la santé, politique professionnelle**

BONVIE H., Aktuelle Fragen des ärztlichen Berufsrechts, *Medizinrecht*, Heft 7, 2002, p. 338.

BUTZER H., Nullbeteiligungsgesellschaften unter Ärzten, *Medizinrecht*, Heft 12, 2001, p. 604.

CLASSEN C. D., German Bundesverfassungsgericht: Medical Training, Decision of 9 January 2001, *Common Market Law Review*, June 2002, Vol. 39, n° 3, p. 641.

HAAGE H., Die Weiterbildung in der Allgemeinmedizin im Hinblick auf die Richtlinie 2001/19/EG, *Medizinrecht*, Heft 6, 2002, p. 301.

JACOBS M., Der kranke Arzt: Virale Hepatitiden im Gesundheitswesen – Möglichkeiten und Pflichten zur Vermeidung der Übertragung von Personal auf Patient aus arbeitsrechtlicher Sicht, *Medizinrecht*, Heft 3, 2002, p. 140.

LEWIS R., GILLAM S., A fresh new contract for general practitioners, *British Medical Journal*, 324 (2002), p. 1048.

NAHON E., L'obligation d'information du médecin et de l'avocat, *Gazette du Palais*, janvier-février 2002, p. 285.

REITER C., Die Aufhebung von Zulassungsbeschränkungen und ihre Rechtsfolgen, *Medizinrecht*, Heft 12, 2001, p. 624.

SCHIMMELPFENG-SCHÜTTE R., Der Arzt im Spannungsfeld der Inkompatibilität der Rechtssysteme, *Medizinrecht*, Heft 6, 2002, p. 286.

SPICKHOFF A., Die Entwicklung des Arztrechts 2001/2002, *Neue Juristische Wochenschrift*, n° 24 (2002), p. 1758.

### **Famille et santé**

DREIFUSS-NETTER F., L'interruption de grossesse pour motif fœtal: refus d'enfant ou euthanasie prénatale?, in : *Mélanges Paul Sabourin*, Bruxelles : Bruylant 2001, p. 63.

TAQUET F., Les nouvelles dispositions relatives à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception (loi n° 2001-588 du 4 juillet 2001), *Gazette du Palais*, janvier-février 2002, p. 257.

### **Génétique humaine et biotechnologies**

ANNAS G.J., Cloning and the U.S. Congress. *New England Journal of Medicine*, 346 (2002), p. 1599.

BUSCH R., Die Speicherung von DNA-Identifizierungsmustern in der DNA-Analyse-Datei, *Neue Juristische Wochenschrift*, n° 24 (2002), p. 1755.

DUTTGE G., Die Präimplantationsdiagnostik zwischen Skylla und Charybdis, *Goltdammer's Archiv für Strafrecht*, 5/2002, S. 241.

EVERS K., European perspectives on therapeutic cloning, *New England Journal of Medicine*, 346 (2002), p. 1579.

GOLD E.R., CAULFIELD T.A., The moral tollbooth: a method that makes use of the patent system to address ethical concerns in biotechnology. *Lancet* 359 (2002), p. 2268.

HASSKARL H., HASSKARL B., OSTERTAG A., Hämatopoetische Stammzellen aus Nabelschnurblut – Medizinische und rechtliche Aspekte, *Neue Juristische Wochenschrift*, n° 24 (2002), p. 1772.

KLOEPFER M., Humangentechnik als Verfassungsfrage, *Juristen Zeitung*, 9/2002, S. 417.

MILDENBERGER E., Der Streit um die Embryonen: Warum ungewollte Schwangerschaften, Embryoselektion und Embryonenforschung grundsätzlich unterschiedlich behandelt werden müssen, *Medizinrecht*, Heft 6, 2002, p. 293.

RITTNER C., RITTNER N., Unerlaubte DNA-Gutachten zur Feststellung der Abstammung – Eine rechtliche Grauzone, *Neue Juristische Wochenschrift*, n° 24 (2002), p. 1745.

SAINT DIZIER D., Fichier national automatisé des empreintes génétiques FNAEG, *Médecine & Droit*, 2002, n° 53, p. 1.

SILD T., MULLARI T., Population Based Genetic Research: Estonian Answer to the Legal Challenge, *European Journal of Health Law* 2001, vol. 8, n° 4, p. 363.

SPRANGER T. M., Der Zugriff auf pflanzliche Genressourcen im internationalen Regelungsgeflecht, *Archiv des Völkerrechts*, Bd. 40 (2002), S. 64.

WEISSMAN I.L., Stem cells – scientific, medical, and political issues, *New England Journal of Medicine*, 346 (2002), p. 1576.

### **Mesures médicales spéciales**

ANNAS G.J., Bioterrorism, public health and civil liberties, *New England Journal of Medicine*, 346 (2002), p. 1323.

BIRMINGHAM L., Detaining dangerous people with mental disorders, *British Medical Journal*, 325 (2002), p. 2.

FAZEL S., McMILLAN J., O'DONNELL I., Dementia in prison : ethical and legal implications, *Journal of Medical Ethics*, 28 (2002), p. 156.

GEHRLEIN M., Zulässiger Abbruch einer Zwillingschwangerschaft ?, *Neue Juristische Wochenschrift*, n° 12 (2002), p. 870.

GOSTIN L.O., SAPSIN J.W., TERET S.P. and al., The Model State Emergency Health Powers Act. Planning for and response to bioterrorism and naturally occurring infectious diseases, *Journal of American Medical Association*, 288 (2002), p. 622.

HJERN A., LINDBLAD F., VINNERLJUNG B., Suicide, psychiatric illness, and social maladjustment in intercountry adoptees in Sweden: a cohort study, *Lancet* 360 (2002), p. 443.

HOLLIFIELD M., WARNER T.D., LIAN N. and al., Measuring trauma and health status in refugees. A critical review, *Journal of American Medical Association*, 288 (2002), p. 611.

ORTON C., Regulating cosmetic surgery, *British Medical Journal*, 324 (2002), p. 1229.

ROBERTSON D.W., BEDELL R., LAVERY J.L. and al., What kind of evidence do we need to justify humanitarian medical aid, *Lancet* 360 (2002), p. 330.

WHITE S.M., Preventing detention must be resisted by the medical profession, *Journal of Medical Ethics*, 28 (2002), p. 95.

### **Recherche biomédicale**

BEYRER C., KASS N.E., Human rights, politics, and reviews of research ethics, *Lancet* 360 (2002), p. 246.

BROWNSWORD R., Stem cells, Superman, and the report of the Select Committee, *The Modern Law Review* 2002, p. 568.

CAVAZOS N., FORSTER D., BOWEN A. J., Ethical concerns in placebocontrolled studies: an analytical approach, *Drug Information Journal*, vol. 36 (2002), p. 249.

CHRISTIAN M.C., GOLDBERG J.L., KILLEN J. and al., A central institutional review board for multi-institutional trials, *New England Journal of Medicine*, 346 (2002), p.1405.

CROCCO A.G., VILLASIS-KEEVER M., JADAD A.R., Analysis of cases of harms associated with use of health information on the internet, *Journal of American Medical Association*, 287 (2002), p. 2869.

DIETRICH S., SCHATZ H., Drittmittelforschung: Überlegungen zur Minimisierung des strafrechtlichen Risikos, *Medizinrecht*, Heft 12, 2001, p. 614.

ELHERT KNUDSEN L. et al., Will data privacy impact health research?, *Drug Information Journal*, vol. 36 (2002), p. 465.

ELLSBERG M., HEISE L., Bearing witness: ethics in domestic violence research, *Lancet* 359 (2002), p. 1599.

HILDEN J., GAMMELGAARD A., Premature stopping and informed consent in AMI (acute myocardial trials, ndlr) trials, *Journal of Medical Ethics*, 28 (2002), p. 188.

HORNG S., Is placebo surgery unethical?, *New England Journal of Medicine*, 347 (2002), p. 137.

KING T.E., Racial disparities in clinical trials, *New England Journal of Medicine*, 346 (2002), p. 1400.

KÖHLER M., Medizinische Forschung in der Behandlung des Notfallpatienten, *Neue Juristische Wochenschrift*, n° 12 (2002), p. 853.

LÖTJÖNEN S., Medical research in clinical emergency settings in Europe, *Journal of Medical Ethics*, 28 (2002), p. 183.

MAIO G., The cultural specificity of research ethics – or why ethical debate in France is different, *Journal of Medical Ethics*, 28 (2002), p. 147.

MANN H., Research ethics committees and public dissemination of clinical trial results, *Lancet* 360 (2002), p. 406.

PARRISH D.M., US legal principles and confidentiality of the peer review process, *Journal of American Medical Association*, 287 (2002), p. 2839.

PARTRIDGE A.H., WINER E.P., Informing clinical trial participants about study results, *Journal of American Medical Association*, 288 (2002), p. 363.

PLOMER A., Protecting the Rights of Human Subjects in Emergency Research, *European Journal of Health Law* 2001, vol. 8, n° 4, p. 333.

RAO J. N., SANT CASSIA L. J., Ethics of undisclosed payments to doctors recruiting patients in clinical trials, *British Medical Journal*, 325 (2002), p. 36.

SINGER E. A., MÜLLNER M., Implications of the EU directive on clinical trials for emergency medicine, *British Medical Journal*, 324 (2002), p. 1169.

SLATER E.E., IRB reform, *New England Journal of Medicine*, 346 (2002), p. 1402.

STEINBROOK R., Improving protection for research subjects, *New England Journal of Medicine*, 346 (2002), p. 1425.

VERDÚ-PASCUAL F., CASTELLÓ-PONCE A., Informed consent doesn't exist in AMI trials, *Journal of Medical Ethics*, 28 (2002), p. 190.

YANK V. RENNIE D., Reporting of informed consent and ethics committee approval in clinical trials, *Journal of American Medical Association*, 287 (2002), p. 2835.

### **Responsabilité médicale**

AMOORE J., INGRAM P., Learning from adverse incidents involving medical devices, *British Medical Journal*, 325 (2002), p. 272.

BLANCHER G., Faut-il dépenaliser la responsabilité médicale ?, *Bulletin de l'Académie Nationale de Médecine*, 2001 tome 185 n° 9, p. 1717.

DENDONCKER D., Les contaminations virales post-transfusionnelles devant les deux ordres juridictionnels, *Droit prospectif : revue de la recherche juridique*, 2/2002, p. 744.

DEUTSCH E., Die Medizinhaftung nach dem neuen Schuldrecht und dem neuen Schadenrecht, *Juristen Zeitung*, 12/2002, S. 588.

DIETRICH F., Causal responsibility and rationing in medicine, *Ethical Theory and Moral Practice*, 5/2002, p. 113.

ESPER C., Les conséquences de la loi du 10 juillet sur la responsabilité médicale des acteurs de santé, *Médecine & Droit*, 2002, n° 53, p. 6.

FENN P., Counting the cost of medical negligence, *British Medical Journal*, 325 (2002), p.233.

HART D., Spannungen zwischen dem Haftungs-, Arzneimittel- und Sozialrecht, *Medizinrecht*, Heft 7, 2002, p. 321.

HICKSON G.R., FEDERSPIEL C.F., PICHERT J.W. and al., Patient complaints and malpractice risk, *Journal of American Medical Association*, 287 (2002), p. 2951.

HONDIUS E., Comparative medical liability in Europe, in : *Festschrift für Hans Stoll zum 75. Geburtstag*, Tübingen 2001, S. 185.

HUREAU J., L'infection nosocomiale : la responsabilité médicale face au droit, *Bulletin de l'Académie Nationale de Médecine*, 2001 tome 185 n° 9, p. 1647.

LAMBERT-FAIVRE Y., Le principe indemnitaire et l'affaire Perruche, *Médecine & Droit*, 2002, n° 54, p. 2.

LAMAR M.-J., Aléa thérapeutique : vers une meilleure réparation, *Médecine & Droit*, 2002, n° 54, p. 7.

LAYDE P.M., MAAS L.A., TERET S. and al., Patient safety efforts should focus on medical injuries, *Journal of American Medical Association*, 287 (2002), p. 1993.

MC NUTT R.A., ABRAMS R., ARON D.C. and al., Patient safety efforts should focus on medical errors, *Journal of American Medical Association*, 287 (2002), p. 1997.

MEMETEAU G., La présentation du droit médical dans la RTD civ. Petite compilation, *Revue trimestrielle de droit civil* 2002, p. 253.

MISTRETTA P., La responsabilité pénale médicale à l'aune de la loi du 10 juillet 2000, *La Semaine Juridique*, Edition générale, n° 28 p. 1285.

SAGE W.M., Putting the patient in patient safety. Linking patient complaints and malpractice risk, *Journal of American Medical Association*, 287 (2002), p. 3003.

SPRIGGS M., SAVULESCU J., The Perruche Judgment and the "right not to be born", *Journal of Medical Ethics*, 28 (2002), p. 63.

VAYRE P., Le médecin expert judiciaire face aux données acquises de la jurisprudence administrative et civile concernant l'aléa, *Médecine & Droit*, 2002, n° 54, p. 15.

WALTER A., Haftungsverhältnisse in ärztlichen Kooperationsformen nach der Anerkennung der Rechtsfähigkeit von BGB-Gesellschaften, *Medizinrecht*, Heft 4, 2002, p. 169.

### **SIDA, lutte contre les épidémies**

BAYER R., FAIRCHILD A., The Limits of Privacy: Surveillance and the Control of Disease, *Health Care Analysis*, 10: 2002, p. 19.

CHALMERS J., The criminalisation of HIV transmission, *Journal of Medical Ethics*, 28 (2002), p. 160.

GLATZEL M., ROGIVUE C., STREFFER J.R. and al., Incidence of Creutzfeldt-Jakob disease in Switzerland, *Lancet* 360 (2002), p. 139.

GOSTIN L.O., Rights and Duties of HIV Infected Health Care Professionals, *Health Care Analysis*, 10: 2002, p. 67.

HALPERN S.D., UBEL P.A., CAPLAN A.L., Solid-organ transplantation in HIV-infected patients, *New England Journal of Medicine*, 347 (2002), p. 184.

NARVESON J., AIDS in the third world: How, if at all, do we help?, *Health Care Analysis*, 10: 2002, p. 109.

### **Système de santé, politique de la santé**

ATTAL Y., Fumeurs et non-fumeurs : La difficile cohabitation des droits, *Médecine & Droit*, 2002, n° 53, p. 11.

D'OLIVEIRA A.F.P.L., DINIZ S.G., SCHRAIBER L.B., Violence against women in health-care institutions: an emerging problem, *Lancet* 359 (2002), p. 1681.

DUNCAN B., Health policy in the European Union: how it's made and how to influence it, *British Medical Journal*, 324 (2002), p. 1027.

FRENK J., GÓMEZ-DANTÉS O., Globalisation and the challenges to health systems, *British Medical Journal*, 325 (2002), p. 95.

GARCIA-MORENO C., Dilemmas and opportunities for an appropriate health-service response to violence against women, *Lancet* 359 (2002), p. 1509.

GEETTER S. J., Coding for Change: The Power of the Human Genome to Transform the American Health Insurance System, *American Journal of Law & Medicine*, 2002, volume 28 n° 1, p. 1.

HATZOPOULOS V. G., Killing National Health and Insurance Systems but Healing Patients? The European Market for Health Care Services After the Judgments of the ECJ in Vanbraekel and Peerbooms, *Common Market Law Review*, August 2002, Vol. 39, n° 4, p. 683.

KAMPS H., Aut-idem aut exitus der Therapiefreiheit, *Medizinrecht*, Heft 4, 2002, p. 193.

ROCHON P. A. et al., Health care for older people, *British Medical Journal*, 324 (2002), p. 1231.

SYRETT K., Nice Work? Rationing, Review and the "Legitimacy Problem" in the New NHS, *Medical Law Review*, vol. 10 n° 1, Spring 2002, p. 1.

VERITY C., NICOLL A., Consent, confidentiality, and the threat to public health surveillance, *British Medical Journal*, 324 (2002), p. 1210.

WILLIS B.M., LEVY B.S., Child prostitution: global health burden, research needs and intervention, *Lancet* 359 (2002), p. 1417.

### **Transplantations**

DELMONICO F.L., ARNOLD R., SCHEPER-HUGHES N., and al., Ethical incentives – not payment – for organ donation, *New England Journal of Medicine*, 346 (2002), p. 2002.

HARRIS J., ERIN C., An ethically defensible market in organs. A single buyer like the NHS is an answer, *British Medical Journal*, 325 (2002), p. 114.

KERRIDGE I.H., SAUL P., LOWE M. and al. Death, dying and donation : organ transplantation and diagnosis of death, *Journal of Medical Ethics*, 28 (2002), p. 89.

LUCIOLLI E., SOUBRANE O., HOUSSIN D., Organisation de la greffe hépatique en France : aspects éthiques et réglementaires, *Médecine & Droit*, 2002, n° 54, p. 19.

WEBER M., DINDO D., DEMARTINES N. and al., Kidney transplantation from donors without a heartbeat, *New England Journal of Medicine*, 347 (2002), p. 248.

### **OUVRAGES ET MONOGRAPHIES / BÜCHER UND MONOGRAPHIEN**

BEYLEVELD D., BROWNSWORD R., *Human dignity in bioethics and biolaw*, Oxford, New York 2001.

BOCKENHEIMER-LUCIUS G. (éd.), *Forschung am embryonalen Stammzellen*, Berlin 2002.



CONSEIL DE L'EUROPE (Comité pour la réadaptation et l'intégration des personnes handicapées), *Réadaptation et intégration des personnes handicapées : politique et législation*, Strasbourg 2002.

EHLERS A. P. F., BROGLIE M. G. (éds.), *Arzthaftungsrecht, Grundlagen und Praxis*, München 2001.

EUROPEAN CENTER OF TORT AND INSURANCE LAW, *Der ärztliche Behandlungsfehler, eine Fallstudie im Vergleich europäischer Rechtssysteme*, Detmold 2001.

GRUBB A., *Principles of medical law, fourth cumulative supplement*, Oxford, New York 2001.

GUTMAN T., SCHROTH U., *Organlebenspende in Europa*, Berlin 2002.

KOHN L. T., CORRIGAN J. M., DONALDSON M. S. (éds.), *To err is human, building a safer health system*, Washington D. C. 2000.

LOZANO R.-M., *La protection européenne des droits de l'homme dans le domaine de la biomédecine*, Paris 2001.

MCLAREN A. (coordonné par), *Le clonage*, Strasbourg 2002.

MEULDERS M.-T., DEECH R. et VLAARDINGERBROEK P. (Eds), *Biomedicine, the Family and Human Rights*, The Hague 2002.

MONAHAN J. et al., *Rethinking risk assessment : The MacArthur study of mental disorder and violence*, New York, 2001.

NICKEL L. C., SCHMIDT-PREISIGKE A., SENGLER H., *Transplantationsgesetz*, Stuttgart 2001.

OMS, *Rapport sur la santé dans le monde 2001, La santé mentale: Nouvelle conception, nouveaux espoirs*, Genève 2001.

## **II. Doctrine suisse / Schweizerische Lehre**

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

### ARTICLES / AUFSÄTZE

#### **Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux**

HANGARTNER Y., Selektive Vertriebssysteme als Problem des Wettbewerbsrechts, *Sic! revue du droit de la propriété intellectuelle, de l'information et de la concurrence*, 5/2002, p. 321.

STOLLER R., Nouvelle loi sur les produits thérapeutiques : Déclaration obligatoire des médicaments pour les professionnels de la santé, *Bulletin des médecins suisses*, 2002, 83, n° 17, p. 825.

STÜRCHLER N., Heilmittel für seltene Krankheiten – Schlüssel zu wirksamer Regulierung in der Schweiz, *Pratique Juridique Actuelle*, 8 (2002), p. 883.

VOUILLOZ F., Le nouveau droit suisse du dopage, *Pratique Juridique Actuelle*, 8 (2002), p. 915.

#### **Assurances sociales**

BALTHASAR A., Dans quelle mesure les objectifs visés par la LAMal ont-ils été atteints?, *Sécurité sociale* 2002, n° 1, p. 6.

BRITT F., Recommandation de l'OFAS concernant la répercussion des avantages obtenus dans le secteur ambulatoire lors de l'achat de médicaments prêts à l'emploi, *Bulletin des médecins suisses*, 2002, 83, n° 32/33, p. 1708.

CADOTSCH P., Les effets de l'accord sur l'assujettissement et l'obligation de cotiser à l'AVS, *Accord sur la libre circulation des personnes avec l'UE et ses effets à l'égard de la sécurité sociale en Suisse*, Berne 2001, p. 131.

CADOTSCH P., Assujettissement à l'assurance en cas d'activité transfrontalière, *Sécurité sociale* 2002, n° 2, p. 75.

CUPIS B. DE, Les prestations de l'AVS et de l'AI, *Accord sur la libre circulation des personnes avec l'UE et ses effets à l'égard de la sécurité sociale en Suisse*, Berne 2001, p. 141.

DUC J.-L., De la cession du droit aux prestations dans l'assurance-maladie obligatoire, *Revue suisse des assurances sociales et de la prévoyance professionnelle*, 3/2002, p. 272.

EWEN B., Chômage : assurance-chômage et principes, *Accord sur la libre circulation des personnes avec l'UE et ses effets à l'égard de la sécurité sociale en Suisse*, Berne 2001, p. 319.

FILLON J.-C., Assurance-maladie des frontaliers : l'application de l'accord en France, *Sécurité sociale* 2002, n° 2, p. 93.

FRECHELIN K., JEKER SIGGEMANN S., Aperçu des adaptations en matière d'assurance maladie : accord sur la libre circulation des personnes, *Accord sur la libre circulation des personnes avec l'UE et ses effets à l'égard de la sécurité sociale en Suisse*, Berne 2001, p. 78.

GUYE C., Deuxième révision partielle de la LAMal : état de la discussion devant le Conseil des Etats, *Sécurité sociale* 2002, n° 1 p. 36.

HUSMANN D., Die Fallstricke des Krankentaggelds, *Plädoyer*, 4/2002, p. 28.

JACOBI D., Der Anspruch auf Wiedererwägung von Verfügungen in der Sozialversicherung, *RSJB/ZBJV*, 138 (2002), H. 7/8, p. 458.

KAHIL-WOLFF B., Quelques remarques sur les voies de droit en matière de sécurité sociale dans le cadre de l'accord sur la libre circulation des personnes (ALCP), *Journal des tribunaux*, 2002, III/2, p. 60.

KOPP KÄCH C., Zur Leistungspflicht der obligatorischen Krankenpflegeversicherung für zahnärztliche Behandlungen (Überblick über die Rechtsprechung des Eidgenössischen Versicherungsgerichts), *RSJB/ZBJV*, 138 (2002), H. 6, p. 419.

MOSER M., Die berufsvorsorgerechtliche Bindungswirkung von IV-Entscheiden : „Ruhekissen“ oder „Prokrustesbett“ ?, *Pratique Juridique Actuelle*, 8 (2002), p. 926.

PETERMANN BÜTTLER J., Les effets des Accords bilatéraux sur les assurances sociales suisses: les tâches des assureurs-maladie, *Sécurité sociale* 2002, n° 2, p. 89.

ROSSINI S., Révision de l'assurance maladie : le pouvoir contre la solidarité ?, *Aspects de la sécurité sociale* 2002, n° 1, p. 2.

SCHERWEY A.-G., La mise en application du TarMed, *Aspects de la sécurité sociale* 2002, n° 2, p. 2.

SIDLER M., Betrachtungen nach einer Dekade der besonderen Adäquanzprüfung bei sog. Schleudertraumen, *Pratique Juridique Actuelle*, 7 (2002), p. 791.

WICKI M., Analyse des effets de la LAMal : planification, réalisation et suivi d'un projet, *Sécurité sociale* 2002, no 1, p. 10.

### **Droits des patients**

CEREGHETTI A., Prostitution : quelle réglementation ?, *Plädoyer*, 4/2002, p. 56.

GUILLOD O., HÄNNI C., Les droits des personnes en psychiatrie, *Les cahiers de l'action sociale et de la santé* N° 15, octobre 2001, Genève.

SPRUMONT D., BEGUIN M.- L., Anamnèse familiale et assurance vie, *Plädoyer*, 3/2002, p. 54.

### **Ethique biomédicale**

AMSTUTZ G., Prise de position de la Commission nationale d'éthique sur le régime du délai : Avis consultatif, *Bulletin des médecins suisses*, 2002, 83, n° 21, p. 1054.

BOURRIT B.F., Procréation médicalement assistée, *Médecine et hygiène*, 2002, n° 2992, p. 1018.

ELGER B., MAURON A., Tests génétiques : aspects éthiques et juridiques, *Médecine et hygiène*, 2002, n° 2387, p. 761.

### **Euthanasie**

BOSSHARD G., BÄR W., Sterbeassistentz und die Rolle des Arztes –Überlegungen zur aktuellen Debatte um die Regelung von Suizidbeihilfe und aktiver Sterbehilfe in der Schweiz, *Pratique Juridique Actuelle*, 4 (2002), p. 407.

### **Exercice des professions de la santé, politique professionnelle**

BONSACK C., GASSER J., Ouverture et contrainte en psychiatrie, *Courrier du médecin vaudois*, 2002 n° 4, p. 14.

COMMISSION DE LA CONCURRENCE, Rubrique services (santé et professions libérales), *Rapport annuel 2001*, p. 25.

FAVROD-COUNE, C.-A., TarMed accepté par la Chambre médicale suisse à la mi-décembre, *Courrier du médecin vaudois*, 2002 n° 1, p. 13.

HÄNGGELI CH., Les Accords bilatéraux : nouvelle base pour la formation postgraduée des médecins, *Bulletin des médecins suisses*, 2002, 83, n° 25, p. 1279.

HÄNGGELI CH., En tant que médecin praticien sans titre de spécialiste, comment puis-je obtenir un titre postgrade fédéral ?, *Bulletin des médecins suisses*, 2002, 83, n° 25, p. 1285.

MÄCHLER A., Interkantonale Freizügigkeit am Beispiel der Medizinalpersonen, *Schweizerisches Zentralblatt für Staats- und Verwaltungsrecht*, 103 (2002) Nr. 7, p. 337.

MAYER R., Suppression du libre choix du médecin?, *Courrier du médecin vaudois*, 2002 n° 1, p. 15.

### **Génétique humaine et biotechnologies**

GUILLOD O., Génétique. Rapport régional : pays germaniques et Russie, *Biomedicine, the Family and Human Rights*, M.-T. Meulders, R. Deech et P. Vlaardingerbroek (Eds), The Hague, 2002, p. 437.

### **Médecine légale**

BUSCH H., DNA-Analytik – Vom Ermittlungsautomatismus zum massenhaften Verdacht, *Pratique Juridique Actuelle*, 6 (2002), p. 637.

### **Personnes âgées et santé**

MANNSDORFER T., Accueil des personnes âgées et indigentes par des privés, *Revue du droit de tutelle* 2002, p. 117

### **Recherche biomédicale**

SPRUMONT D., BEGUIN M.-L., La nouvelle réglementation des essais cliniques de médicaments, *Bulletin des médecins suisses*, 2002, 83, n° 18, p. 894.

### **Responsabilité médicale**

CONTI C., Aufklärungspflicht beim Medikamentenabgabe : neues Bundesgerichtsurteil, *Bulletin des médecins suisses*, 2002, 83, n° 23, p. 1185.

MARTIN J., GUISAN Y., Il faut créer d'urgence un dispositif d'indemnisation des aléas thérapeutiques, *Courrier du médecin vaudois*, 2002 n° 1, p. 11.

MÜLLER C., Schadenersatz für verlorene Chancen : Ei des Kolumbus oder Trojanisches Pferd ?, *Pratique Juridique Actuelle*, 11 (2002), p. 389.

### **Système de santé, politique de la santé**

BRENTANO M., Kosten uns die Medikamente zu viel?, *Sécurité sociale* 2001, n° 6, p. 330.

BRITT F., Le poids du coût des médicaments dans le système de santé suisse, *Sécurité sociale* 2001, n° 6, p. 310.

DOMENIGHETTI G., « Il y a encore des points essentiels à débattre et à approfondir », *Sécurité sociale* 2002, n° 1, p. 25.

DOMENIGHETTI G., Economie de la santé et maîtrise des coûts de la médecine de ville, *Aspects de la sécurité sociale* 2002, n° 2, p. 19.

DOMENIGHETTI G., PIPITONE E., Induction de l'offre de prestations médicales par la demande, un essai de quantification pour la Suisse, *sur internet* : [www.ti.ch/DOS/DSP/SezS/pdf/primary\\_care\\_induction\\_%20offre.pdf](http://www.ti.ch/DOS/DSP/SezS/pdf/primary_care_induction_%20offre.pdf).

HAARI R., RÜEFLI C., VATTER A., Comment s'expliquent les différences intercantionales des coûts de la santé, *Sécurité sociale* 2002, n° 1, p. 14.

HORNUNG D., Prestations LAMal : des remboursements à géométrie variable, *Sécurité sociale* 2002, n° 1, p. 17.

HUNKELER J., Le marché des médicaments du point de vue de la Surveillance des prix, *Sécurité sociale* 2001, n° 6, p. 314.

KÄNZIG H., CAMENZIND P., Statistique 2000 de l'assurance-maladie, *Sécurité sociale* 2002, n° 1. p. 38.

LUSTENBERGER M., Diminution des réserves de fluctuation et couverture insuffisante, *Sécurité sociale* 2002, n° 1, p. 28.

MARCUARD D., Quels médicaments sont pris en charge par l'assurance-maladie obligatoire ?, *Sécurité sociale* 2001, n° 6, p. 311.

MESNIL M., La RBP va-t-elle juguler la hausse des coûts ?, *Sécurité sociale* 2001, n° 6, p. 318.

REY J.-C., Une carte de santé en Suisse, *Sécurité sociale* 2001, n° 6, p. 311.

SANTOS-EGGIMANN B., Increasing use of the emergency department in a Swiss hospital: observational study based on measures of the severity of cases, *British Medical Journal*, 324 (2002), p.1186.

SCHULER T., Un nouveau "remède" pour baisser les coûts : les importations parallèles, *Sécurité sociale* 2001, n° 6, p. 331.

SOMMARUGA S., Les médicaments nous coûtent-ils trop cher ?, *Sécurité sociale* 2001, n° 6, p. 329.

SZUCS T. D., Les médicaments permettent-ils de faire des économies dans d'autres domaines ?, *Sécurité sociale* 2001, n° 6, p. 316.

#### OUVRAGES ET MONOGRAPHIES / BÜCHER UND MONOGRAPHIEN

BAERISWYL B., RUDIN B. (Hrsg), *Perspektive Datenschutz*, Zürich 2002.

ESSERS U. A., *Das Freizügigkeitsabkommen Schweiz EG: Auswirkungen auf die Berufe der Humanmedizin*, Dübendorf 2002.

ILLÉS C., ABEL T., *Psychische Gesundheit, eine qualitative Studie im Rahmen des Projekts Nationale Gesundheitspolitik Schweiz*, Bern 2002.

JOYCE C., *Génome humain, droit des brevets et droit de la personnalité, étude d'un conflit*, Lausanne 2002.

MARTIN J., *Dialoguer pour soigner – Les pratiques et les droits*, Genève 2001.

MÜLLER C., *La perte d'une chance, étude comparative en vue de son indemnisation en droit suisse, notamment dans la responsabilité médicale*, Bern 2002.

ROGGO A., *Aufklärung des Patienten*, Bern 2002.

ROSATTI P. (sous la direction de), *L'expertise médicale, de la décision à propos de quelques diagnostics difficiles*, Genève 2002.

SCHAFFHAUSER R., SCHÜRER C. (Hrsg), *Rechtsschutz der Versicherten und der Versicherer gemäss Abkommen EU/CH über die Personenfreizügigkeit (APF) im Bereich der Sozialen Sicherheit*, Saint-Gall 2002.

STEFFEN G., *Droit aux soins et rationnement*, Bern 2002.

\*\*\*\*\*

# **SAN-NEWS N°20**

janvier 2003

Ce numéro couvre en principe la période entre **le 15 août 2002 et le 31 décembre 2002**.

Diese Nummer umfasst grundsätzlich die Periode **vom 15. August bis zum 31. Dezember 2002**.

## **Législation / Gesetzgebung**

### **I. Droit international (sélection) / Internationales Recht (Auswahl)**

DROIT EDICTE / ERLASSENES RECHT

Conseil de l'Europe : <http://www.coe.int>

Conseil de l'Europe. Recommandation (2002)11 du Comité des Ministres aux Etats membres sur le rôle de l'hôpital et du clinicien s'agissant de garantir l'usage optimal du sang et des produits sanguins, adoptée par le Comité des Ministres le 10 octobre 2002.

Conseil de l'Europe. Résolution 1310 (2002), Améliorer les conditions sociales et sanitaires de la maternité en Europe, texte adopté par la Commission permanente agissant au nom de l'Assemblée le 18 novembre 2002.

### **II. Droit communautaire / Europarecht (JOCE L 220 à L 358, du 31 décembre 2002 et JOCE C 195 à C 331, du 31 décembre 2002)**

DROIT ÉDICTÉ / ERLASSENES RECHT

Décision n° 1786/2002/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 septembre 2002 adoptant un programme d'action communautaire dans le domaine de la santé publique (2003-2008), JO L 271 du 9 octobre 2002.

Décision n° 16/2002 du 16 avril 2002 du comité mixte institué par l'accord de reconnaissance mutuelle conclu entre la Communauté européenne et les États-Unis d'Amérique modifiant l'annexe sectorielle sur les dispositifs médicaux, JO L 302 du 6 novembre 2002.

RAPPORTS, RECOMMANDATIONS, DECLARATIONS, PROPOSITIONS, ETC. / BERICHTE, EMPFEHLUNGEN, ERKLÄRUNGEN, VORSCHLÄGE, USW.

Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 15 juillet 2002 au 15 août 2002 (Publication en vertu de l'article 12 ou de l'article 34 du règlement (CEE) n° 2309/93 du Conseil), JO C 206 du 30 août 2002.

Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 15 août 2002 au 15 septembre 2002, JO C 237 du 2 octobre 2002.

Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 15 septembre 2002 au 15 octobre 2002, JO C 258 du 25 octobre 2002.

Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 15 octobre au 15 novembre 2002, JO C 297 du 29 novembre 2002.

Avis du Comité économique et social sur la "Communication de la Commission — S'adapter aux changements du travail et de la société: une nouvelle stratégie communautaire de santé et de sécurité 2002-2006" (COM(2002) 118 final), JO C 241 du 7 octobre 2002.

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 93/42/CEE du Conseil du 14 juin 1993 relative aux dispositifs médicaux, JO C 306 du 13 décembre 2002.

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 98/79/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 octobre 1998 relative aux dispositifs médicaux de diagnostic in vitro, JO C 314 du 19 décembre 2002.

### **III. Droit étranger (sélection) / Ausländisches Recht (Auswahl)**

*Les textes législatifs mentionnés ici représentent notamment une sélection subjective parmi la pléthore de documents recensés par l'OMS, avec l'indication des références aux recueils de lois nationaux en langue originale, sur son site Internet (continuation électronique du Recueil international de législation sanitaire), à l'adresse: <http://www.who.int/idhl>.*

#### **BRESIL**

Résolution n° 196/96 relative à la recherche portant sur des sujets humains, in Recueil international de législation sanitaire, vol. 53/2002 n° 1.

#### **BELGIQUE**

Loi du 28 mai 2002 relative à l'euthanasie, in Recueil international de législation sanitaire, vol. 53/2002 n° 1.

#### **FRANCE**

Loi n° 2002-303 du 4 mars 2002 relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé, Journal Officiel du 5 mars 2002, p. 4118, commentée dans la Revue trimestrielle de droit civil 2002, p. 574.

#### **ORGANISATION DES ETATS AMERICAINS**

Convention interaméricaine pour l'élimination de toutes les formes de discrimination contre les personnes handicapées. Adoptée à Guatemala, Guatemala, à la trente-neuvième session ordinaire de l'Assemblée générale de l'Organisation des États américains le 7 juin 1999, in Recueil international de législation sanitaire, vol. 53/2002 n° 1.

#### **PEROU**

Loi n° 27669 du 15 février 2002 relative à l'exercice de la profession infirmière, in Recueil international de législation sanitaire, vol. 53/2002 n° 1.

#### **REPUBLIQUE TCHEQUE**

Loi (texte n° 285/2002 Sb.) du 30 mai 2002 relative au don, au prélèvement et à la transplantation d'organes ou de tissus et portant modification d'autres lois, in Recueil international de législation sanitaire, vol. 53/2002 n° 1.

#### IV. Droit fédéral / Bundesrecht

DROIT EDICTE / ERLASSENES RECHT [RO/AS 2002 n° 33-51 (24 DECEMBRE 2002)]

Accessible sur le site : <http://www.admin.ch/ch/f/as/index.html>

Convention du Conseil de l'Europe pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel, du 28 janvier 1981, en vigueur pour la Suisse dès le 1<sup>er</sup> février 1998, RO 2002 2847.

Arrêté fédéral portant approbation de la Convention du Conseil de l'Europe pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel, du 5 juin 1997, RO 2002 2845.

Code pénal suisse (interruption de grossesse). Modification du 23 mars 2001, acceptée en votation populaire le 2 juin 2002, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> octobre 2002, RO 2002 2989.

Loi fédérale portant modification de l'arrêté fédéral sur le contrôle des transplants (art. 20 et 33), du 21 juin 2002, en vigueur dès le 18 octobre 2002, RO 2002 3335.

Loi fédérale sur la partie générale du droit des assurances sociales (LPGA), du 6 octobre 2000, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2003 (*accompagnée de deux ordonnances et d'une loi relative à l'annexe de la LPGA, constituant les révisions 1, 2 et 3 de cette annexe, RO 2002 3453, 3472 et 3475*), RO 2002 3371.

Ordonnance sur la partie générale du droit des assurances sociales (OPGA), du 11 septembre 2002, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2003, RO 2002 3703.

Ordonnance sur la prévention de la maladie de Creutzfeldt-Jakob lors des interventions médico-chirurgicales (OMCJ), du 20 novembre 2002, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2003, RO 2002 3902.

Ordonnance sur l'assurance-maladie (OAMal), du 27 juin 1995. Modification du 11 septembre 2002, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2003 (*modifications des art. 2, 9, 22, 27, 90, 90a, 108a, 111, 112, 114, 120, 122, 127, 130 ; abrogation des art. 115, 1221, 123-126, 128-129*), RO 2002 3908.

Ordonnance sur les prestations dans l'assurance obligatoire des soins en cas de maladie (OPAS), du 29 septembre 1995.

- Modification du 2 juillet 2002, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> juillet 2002 (*modification des art. 4, 12., 18, 28-35b, 38, abrogation de l'art. 39 ; nouvelle version des annexes 1 et 4*), RO 2002 3013.

- Modification du 7 octobre 2002, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2003 (*nouvelle version de l'annexe 2*), RO 2002 3670.

- Modification du 9 décembre 2002, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2003 (*modification des art. 4, 5, 6, 9, 12 ; nouvelle version des annexes 1 et 3*), RO 2002 4253.

Ordonnance sur la limitation de l'admission des fournisseurs de prestations à pratiquer à la charge de l'assurance-maladie obligatoire, du 3 juillet 2002. Modification du 9 décembre 2002, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2003 (*nouvelle version des annexes 1 et 2*), RO 2002 4234.

Ordonnance sur les subsides fédéraux destinés à la réduction de primes dans l'assurance-maladie (ORPM), du 12 avril 1995. Modification du 20 novembre 2002, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2003 (*modification de l'art. 6a*), RO 2002 3913.



Ordonnance relative au remboursement des frais de maladie et des frais résultant de l'invalidité en matière de prestations complémentaires (OMPC), du 29 décembre 1997. Modification du 11 septembre 2002, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2003 (*abrogation de l'art. 19*), RO 2002 3728.

Ordonnance sur le calcul des coûts et le classement des prestations par les hôpitaux et les établissements médico-sociaux dans l'assurance-maladie (OCP), du 3 juillet 2002, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2003, RO 2002 2835.

Ordonnance du DFI relative aux primes moyennes cantonales 2003 de l'assurance obligatoire des soins pour le calcul des prestations complémentaires, du 25 octobre 2002, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2003 et jusqu'au 31 décembre 2003, RO 2002 3668.

Ordonnance du DFI sur les indices du niveau des prix et sur les primes minimales 2002 permettant de calculer la réduction de primes dans la Communauté européenne, en Islande et en Norvège, du 4 septembre 2002 (*concerne la réduction de primes dans l'assurance-maladie en faveur des rentiers résidant dans les pays visés*), en vigueur dès le 1<sup>er</sup> juin 2002 et jusqu'au 31 décembre 2002, RO 2002 3325.

Ordonnance concernant les infirmités congénitales (OIOC), du 9 décembre 1985. Modification du 11 septembre 2002, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2003, RO 2002 4232.

Règlement sur l'assurance-invalidité (RAI), du 17 janvier 1961. Modification du 11 septembre 2002, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2003, RO 2002 3721.

Ordonnance sur l'assurance-accident (OLAA), du 20 décembre 1982. Modification du 11 septembre 2002, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2003, RO 2002 3914.

Ordonnance sur la prévention des accidents et des maladies professionnelles (OPA), du 19 décembre 1983. Modification du 11 septembre 2002, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2003, RO 2002 3921.

Ordonnance sur les émoluments de l'Institut suisse des produits thérapeutiques (OEPT), du 9 novembre 2001. Modification du 12 septembre 2002, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> novembre 2002, RO 2002 3321.

Ordonnance de l'Institut suisse des produits thérapeutiques sur les exigences relatives à l'autorisation de mise sur le marché des médicaments (Ordonnance sur les exigences relatives aux médicaments, OEMéd), du 9 novembre 2001. Modification du 12 septembre 2002, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> novembre 2002, RO 2002 3660.

Ordonnance de l'Institut suisse des produits thérapeutiques concernant l'édition de la pharmacopée, du 9 novembre 2001. Modification du 28 novembre 2002, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2002, RO 2002 1623.

Ordonnance du DDPS concernant les produits et méthodes de dopage (Ordonnance sur les produits dopants), du 31 octobre 2001. Modification du 13 novembre 2002, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2003, RO 2002 4033.

Ordonnance du DFI concernant l'expérimentation d'un modèle spécial d'enseignement et d'examens à l'Institut de médecine dentaire de la Faculté de médecine de l'Université de Genève, du 20 septembre 2002, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> octobre 2002, RO 2002 3652.

Règlement du Comité de la formation postgrade pour les professions médicales, du 26 mars 2002, approuvé par le DFI le 24 septembre 2002, en vigueur dès le 24 septembre 2002, RO 2002 3892.

MESSAGES, RAPPORTS ET DÉCISIONS OFFICIELS / BOTSCHAFTEN, AMTLICHE BERICHTE UND BESCHLÜSSE [FF/BBL 2002 N° 33-51 (24 DÉCEMBRE 2002)]

Les interventions parlementaires sont publiées intégralement sur <http://www.parlement.ch/> . En outre, la Feuille fédérale est disponible à l'adresse suivante : <http://www.admin.ch/ch/f/ff/index.html> .

Code pénal suisse. Modification du 13 décembre 2002 (*notamment révision totale de la partie générale ; cf. le nouveau chapitre consacré aux « Mesures thérapeutiques et internement », art. 56 à 65*), délai référendaire : 3 avril 2003, FF 2002 7658.

Loi fédérale sur la formation professionnelle (LFPr), du 13 décembre 2002 (*touchera notamment la formation à de nombreuses professions de la santé*), délai référendaire : 3 avril 2003, FF 2002 7739.

Message concernant la loi fédérale sur la prorogation de l'arrêté fédéral sur la prescription médicale d'héroïne, du 3 juillet 2002, FF 2002 5435.

Message concernant la modification de la loi sur l'asile, de la loi fédérale sur l'assurance-maladie et de la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants, du 4 septembre 2002, FF 2002 6359.

Message relatif à la loi fédérale sur l'analyse génétique humaine, du 11 septembre 2002, FF 2002 6841.

Initiative populaire fédérale « pour la suppression de l'obligation de s'assurer contre la maladie ». Examen préliminaire (*l'initiative propose un nouvel art. 117 al. 2 et 3 Cst : «<sup>2</sup> Elle peut déclarer l'assurance-accidents obligatoire, de manière générale ou pour certaines catégories de personnes. L'assurance-maladie ne peut être déclarée obligatoire »*). Délai pour la récolte des signatures : 10 mars 2004, FF 2002 5500.

Référendum contre la loi urgente du 21 juin 2002 sur l'adaptation des participations cantonales aux coûts des traitements hospitaliers dispensés dans le canton selon la loi fédérale sur l'assurance-maladie. Aboutissement, selon décision de la Chancellerie fédérale du 12 novembre 2002, FF 2002 6640.

Arrêté fédéral concernant l'initiative populaire « La santé à un prix abordable (Initiative-santé) », du 5 décembre 2002 (*l'Assemblée fédérale recommande le rejet de cette initiative*), FF 2002 7566.

Arrêté fédéral concernant l'initiative populaire « Droits égaux pour les personnes handicapées », du 13 décembre 2002 (*l'Assemblée fédérale recommande le rejet de cette initiative*), FF 2002 7569.

Arrêté du Conseil fédéral relatif à la votation populaire du 9 février 2003, du 15 novembre 2002 (*votation populaire sur la loi fédérale du 21 juin 2002 sur l'adaptation des participations cantonales aux coûts des traitements hospitaliers dispensés dans le canton selon la loi fédérale sur l'assurance-maladie*), FF 2002 7179.

Initiative parlementaire. Loi fédérale sur l'adaptation des participations cantonales aux coûts des traitements hospitaliers dispensés dans le canton selon la loi fédérale sur l'assurance-maladie. Rapport de la Commission de la sécurité sociale et de la santé du Conseil des Etats. Avis du Conseil fédéral, du 15 mars 2002, FF 2002 5443.

Initiative parlementaire. LP. Recouvrement des primes de l'assurance-accidents obligatoire. Rapport de la Commission des affaires juridiques du Conseil national, du 27 mai 2002, FF 2002 6622.

Initiative parlementaire. LP. Recouvrement des primes de l'assurance-accidents obligatoire. Rapport de la Commission des affaires juridiques du Conseil national, du 27 mai 2002. Avis du Conseil fédéral, du 4 septembre 2002, FF 2002 6631.

Notifications et demandes d'autorisation pour des activités impliquant des organismes génétiquement modifiés ou pathogènes en milieu confiné, reçues du 2 novembre 2000 au 25 septembre 2002, FF 2002 5921.

Notifications et demandes d'autorisation pour des activités impliquant des organismes génétiquement modifiés ou pathogènes en milieu confiné, reçues du 8 mai 2001 au 28 novembre 2002, FF 2002 7280.

## **V. Droit cantonal (sélection) / Kantonales Recht (Auswahl)**

(extrait du "Bulletin de Législation / Gesetzgebungsbulletin", n° 4/2002 et n° 5/2002 avec l'autorisation de l'Institut du Fédéralisme, à Fribourg)

Loi de santé du 06.02.1995, modification (article 74, intervention de l'Etat) du 19.06.2002, entrée en vigueur le 21.08.2002. FO 2002, n° 47, p. 718.

Règlement provisoire d'exécution de la loi de santé, modification (art. 1 note marginale, 1 III lit. e-h, 1a nouveau, 2 note marginale, 2 II lit. b & c, 2a nouveau), du 28.08.2002, entrée en vigueur le 01.09.2002. FO 2002, n° 65, p. 949.

Règlement sur l'autorisation d'exploitation et la surveillance des institutions (abroge le règlement provisoire sur les hôpitaux, cliniques et établissements spécialisés dans le canton de NE du 03.07.1996 et l'arrêté concernant La surveillance des structures d'hébergement et d'accueil de personnes adultes, âgées, handicapées ou dépendantes du 10.01.2002), du 21.08.2002, entrée en vigueur le 21.08.2002. FO 2002, n° 63, p. 917.

Règlement d'exécution de la loi sur les établissements spécialisés pour personnes âgées (abroge le règlement du 28.05.1974), du 21.08.2002, entrée en vigueur le 21.08.2002. FO 2002, n° 63, p. 922

#### TICINO

R. del Comitato etico (abroga il R del 02.12.1997) del 02.07.2002, entrata in vigore il 05.07.2002. BU 2002, 191.

R. interno del Comitato etico, del 18.06.2002, entrata in vigore il 05.07.2002, Foglio Ufficiale 2002, n° 54, p. 4839.

#### VAUD

Loi sur la santé publique du 29 mai 1985, modifications apportées par la loi du 19 mars 2002 (plusieurs articles ; se référer à l'arrêté du 2 septembre 2002 fixant les modalités d'entrée en vigueur de la loi du 19 mars 2002 modifiant celle du 29 mai 1985 sur la santé publique), entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2003.

Décret instituant un programme cantonal de soins palliatifs , du 25.06.2002, entrée en vigueur le 19.08.2002. FAO 2002, n° 54, p. 5.

#### ZUG

Gesetz über Gesundheitswesen im Kanton ZG vom 21.05.1970, Änderung (§ 18, *fachliche Anforderungen* ; 19. *Ausnahmebewilligung*), eingeführt gemäss KRB betr. Anpassung der kantonalen Gesetzgebung an die sektoriellen Abkommen zwischen der Schweiz und die europäischen Gemeinschaft (Teil II), vom 25.04.2002, in Kraft ab 01.06.2002. GS 27, 409.

#### ZÜRICH

Verordnung über die kantonalen Krankenhäuser vom 28.01.1981, Änderung (§ 28 I, 30 I-III, 30b neu), vom 24.07.2002, in Kraft ab 01.09.2002. OS 57 272.

Tous ces textes sont en vigueur / Alle Texte in Kraft.

## Jurisprudence / Rechtsprechung

I. Jurisprudence CEDH (sélection) / Rechtsprechung EMRK (Auswahl)  
(<http://www.echr.coe.int> )

BĚLEŠ ET AUTRES c. REPUBLIQUE TCHEQUE, arrêt du 12 novembre 2002.

*Radiation de l'Association homéopathique – Art. 6 § 1 CEDH (droit à un tribunal) – Bien que les requérants puissent en principe continuer à pratiquer la médecine malgré la radiation de l'Association homéopathique, dont ils sont membres, la décision de la société médicale faïtière a porté atteinte à l'étendue de l'exercice de ce droit, qui revêt un «caractère civil» au sens de l'art. 6 § 1 CEDH ; partant, les requérants avaient droit à l'examen de leur cause par un tribunal – Art. 6 § 1 CEDH (procès équitable) – En l'espèce, l'interprétation particulièrement rigoureuse d'une règle de procédure par les tribunaux nationaux, qui a empêché l'examen du fond de l'action des requérants, a emporté violation du droit à un tribunal ainsi que du droit à un procès équitable.*

BENJAMIN et WILSON c. ROYAUME-UNI, arrêt du 29 septembre 2002.

*Contrôle de la légalité d'une condamnation après l'expiration de la période punitive – Art. 5 § 4 CEDH – Pour être qualifié de «tribunal», l'organe appelé à examiner la légalité d'une privation de liberté doit pouvoir ordonner seul la libération d'une personne. En l'espèce, la commission de contrôle psychiatrique, même si elle est indépendante, ne pouvait, avant l'entrée en vigueur de la loi de 1998 sur les droits de l'homme, que recommander au Ministre de la justice de libérer un condamné. L'entrée en vigueur de la loi de 1998 sur les droits de l'homme a certes rendu obligatoires les recommandations de la commission, mais la décision de lever une mesure privative de liberté appartient toujours à un membre de l'exécutif, prérogative qui est incompatible avec le principe fondamental de la séparation des pouvoirs – Violation.*

GIAMPIERO BOSO c. ITALIE, décision du 5 septembre 2002.

*Interruption volontaire de grossesse malgré l'opposition du père – Art. 34 CEDH (qualité de victime du père potentiel) – En sa qualité de père potentiel, le requérant peut, suite à l'avortement de son épouse, se prétendre victime de la loi relative à l'interruption de la grossesse - Art. 2 CEDH (droit à la vie du fœtus ?) – La Convention ne définit ni l'expression «toute personne» ni le terme «vie». A supposer même que dans certaines circonstances, le fœtus puisse être considéré comme titulaire de droits protégés par l'art. 2 CEDH, en l'espèce l'interruption volontaire de grossesse s'est effectuée conformément à la loi applicable, en particulier dans le but de protéger la santé de la femme. Pareille prévision ménage un juste équilibre entre la nécessité d'assurer la protection du fœtus et les intérêts de la femme ; manifestement mal fondé – Art. 8 CEDH (droit du père potentiel au respect de sa vie privée) – Toute interprétation du droit du père potentiel au regard de l'art. 8 CEDH, lorsque la mère entend avorter, doit avant tout tenir compte des droits de la mère, puisque c'est elle qui est essentiellement concernée par la grossesse, sa poursuite ou son interruption. En l'espèce, l'avortement a été pratiqué conformément à la loi applicable et poursuivait donc l'objectif de sauvegarder la santé de la mère. Dès lors, toute ingérence dans le droit protégé par l'art. 8 CEDH se justifiait comme étant nécessaire à la protection des droits d'autrui ; manifestement mal fondé – Art. 12 CEDH (droit de fonder une famille) – Une ingérence dans la vie familiale, justifiée sous l'angle de l'art. 8, ne peut en même temps constituer une violation de l'art. 12 CEDH; manifestement mal fondé.*

H.M. c SUISSE, Arrêt de la Cour du 26 février 2002, traduit en français in JAAC 66.106 2002 vol. IV (arrêt cité in San News n° 18).

*Art. 5 § 1 CEDH – Privation de liberté à des fins d'assistance en raison d'un grave état d'abandon.*

LAIDIN c. FRANCE, arrêt du 5 novembre 2002.

*Contrôle «à bref délai» de la légalité d'un internement – Art. 5 § 4 CEDH – Procédure en contrôle de la légalité d'un internement ayant duré plus de cinq semaines, période au cours de laquelle la Cour a relevé plusieurs phases d'inactivité des autorités. Violation.*

MOUISEL c. FRANCE, arrêt du 14 novembre 2002.

*Refus des autorités de transférer le requérant, en détention et souffrant d'une leucémie lymphoïde chronique, en milieu hospitalier, l'obligeant ainsi à de fréquents déplacements afin d'y recevoir son traitement anticancéreux – Art. 3 CEDH (traitement inhumain et dégradant) – Si l'on ne peut déduire de l'article 3 CEDH une obligation générale de libérer un détenu pour des motifs de santé, cette disposition impose en tout cas à l'Etat de protéger l'intégrité physique des personnes privées de liberté, notamment par l'administration des soins médicaux requis, que ce soit en milieu hospitalier ou dans tout autre lieu où le condamné malade pourra suivre son traitement dans des conditions respectant sa dignité. En l'espèce, les autorités n'ont pris aucune mesure, telle l'hospitalisation, qui aurait permis de faciliter l'administration du traitement au requérant ; au contraire, les modalités de la prise en charge de l'état de santé du requérant, qui découlait de son maintien en détention, ont encore aggravé sa situation: il était enchaîné lors de ses transferts à l'hôpital et il devait porter des menottes durant les séances de chimiothérapie, circonstances qui lui ont causé une souffrance allant au-delà de celle que comporte inévitablement une peine d'emprisonnement et un traitement anticancéreux. Violation.*

STAMBUK c. ALLEMAGNE, arrêt du 17 octobre 2002.

*Ophthalmologue condamné disciplinairement pour avoir vanté, par voie de presse, les mérites d'une nouvelle technique de traitement au laser – Art. 10 CEDH (liberté d'expression) – Même si les Etats parties sont en droit d'imposer un devoir de vigilance aux médecins autorisant des restrictions à leur conduite, celles-ci doivent, dans le domaine de la presse, être pondérées avec l'intérêt légitime du public à obtenir des informations. En particulier, ces limitations ne doivent pas être interprétées comme imposant aux médecins une charge excessive s'agissant du contrôle de la teneur des publications paraissant dans la presse. En l'espèce, l'article fournissait au public des informations sur une question d'intérêt médical à caractère général et donnait dans l'ensemble une description équilibrée de la nouvelle technique de traitement au laser, en particulier quant à ses risques et son taux de réussite. Enfin, si l'article a pu faire de la publicité au requérant, ce n'était cependant pas le but principalement recherché. Violation.*

## **II. Jurisprudence des juridictions communautaires (sélection) / Rechtsprechung der Gerichte der EG (Auswahl)**

<http://curia.eu.int/fr/index.htm> )

ARTEGODAN c. COMMISSION, aff. T-74/00 et autres – Arrêt du Tribunal de première instance du 26 novembre 2002.  
*Médicaments à usage humain – Procédures communautaires d'arbitrage – Retrait des autorisations de mise sur le marché – Critères de retrait – Directives 65/65/CEE et 75/319/CEE.*

AVENTIS PHARMA DEUTSCHLAND, aff. C-433/00 – Arrêt de la Cour du 19 septembre 2002.  
*Droit de marque – Médicaments – Autorisation centralisée de mise sur le marché – Reconditionnement.*

FERRING ARZNEIMITTEL, aff. C-172/00 – Arrêt de la Cour du 10 septembre 2002.  
*Interprétation des articles 28 CE et 30 CE – Médicaments – Retrait de l'autorisation d'importation parallèle à la suite de la renonciation à l'autorisation de mise sur le marché du médicament de référence par le titulaire de celle-ci.*

KLETT TILMANN, aff. C-204/01 – Ordonnance de la Cour du 5 novembre 2002.  
*Libre prestation des services – Directives 78/686/CEE et 93/16/CEE – Reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres – Accès à la formation des praticiens de l'art dentaire.*

MÜLLER FAURE ET VAN RIET, aff. C-385/99 – Conclusions de l'Avocat général du 22 octobre 2002.  
*Libre prestation de services – Articles 49 CE et 50 CE – Assurance maladie – Régime de sécurité sociale offrant des prestations en nature suivant un système de conventions passées avec des praticiens ou des établissements hospitaliers – Consultation médicale dans un autre Etat membre – Autorisation préalable – Critères – Justification.*

PARANOVA LÄKEMEDEL AB E.A. c. LÄKEMEDELSVERKET ; PARANOVA OY, aff. C-15/01 et C-113/01 – Conclusions de l'Avocat général du 12 décembre 2002.  
*Retrait de la licence d'un médicament importé parallèlement au seul motif que l'autorisation de mise sur le marché de référence a été retirée à la demande de son titulaire pour des raisons autres que de sécurité du produit – Incompatibilité avec les articles 28 et 30 CE.*

THOMAE c. COMMISSION, aff. T-123/00 – Arrêt du Tribunal de première instance du 10 décembre 2002.  
*Médicaments à usage humain – Règlement (CEE) n° 2309/93 – Autorisation de mise sur le marché communautaire – Règlement (CE) n° 542/95 – Modification des termes de l'autorisation – Dénomination et présentation d'emballage du médicament.*

VAN DER DUIN c. ANOZ ZORGVERZEKERINGEN, aff. C-156/01 – Conclusions de l'Avocat général du 24 octobre 2002.  
*Sécurité sociale - Bénéficiaires de pensions ou de rentes et membres de la famille qui résident dans un Etat membre distinct de celui qui sert la pension ou la rente - Frais médicaux exposés dans l'Etat débiteur de la pension ou de la rente - Prise en charge des frais - Etat membre et institution compétents - Articles 22 et 28 du règlement n° 1408/71.*

### III. Jurisprudence étrangère (sélection) / Ausländische Rechtsprechung (Auswahl)

#### ALLEMAGNE

Medizinrecht Heft 8 (2002), p. 425, OVG Rhein.- Pfalz, Bechl. V. 23.1.2002 – 10 B 11772/01.  
*Zeugnis nach soldatenrechtlicher Fachausbildung und ärztlicher Weiterbildung.*

Medizinrecht Heft 8 (2002), p. 427, Bayer. LandesberufsG für die Heilberufe, Urt. V 4.2.2002 – LBG-Ä 1/01 (BerufsG f. d. Heilberufe beim OLG München).  
*Führung eines ausländischen Professorentitels.*

Medizinrecht Heft 9 (2002), p. 473, OLG Koblenz, Urt. V. 21.3.2002 – 5 U 1648/01 (LG Koblenz).  
*Haftung eines Altenheims für Unfall eines geistig verwirrten und der körperlichen Beweglichkeit eingeschränkten Heimbewohners.*

Medizinrecht Heft 10 (2002), p. 515, OLG Naumburg, Urt. V. 13.3.2002 – 1 U 76/00 (LG Magdeburg).  
*Fehldiagnose eines Notarztes.*

#### FRANCE

La Semaine Juridique, Edition générale, n° 37 p. 1569, CA Orléans, ch. civ, 10 septembre 2001 ; SA SEITA c/Cts Gourlain (Juris-Data n° 2001-149936), avec commentaire.  
*Responsabilité du fait du tabac. Rejet de la demande formée contre la SEITA en réparation des conséquences du décès d'un fumeur victime du cancer du poumon.*

La Semaine Juridique, Edition générale, n° 42 p. 1855, TGI Montpellier, 2<sup>e</sup> ch. B, 9 juillet 2002 ; Mme R. F. et a. (Arrêt n° 02/00565, Juris-Data n° 2002-184304), avec commentaire.  
*Responsabilité civile. Détermination des responsabilités résultant des dommages causés par l'hormone de croissance extractive.*

Médecine & droit, n° 55, 2002, p. 18, Cass. crim., 11 sept. 2001 : *Droit pénal* janv. 2002, pp. 14-15, note M. Véron.  
*Risques causés à autrui. Le jugement sanctionne un manque de respect grave de l'obligation de sécurité et de prudence prévu par la réglementation hospitalière.*

Revue trimestrielle de droit civil 2002, p. 484 ; Conseil d'Etat, 26 octobre 2001.  
*Transfusion sanguine faite contre la volonté d'un patient témoin de Jéhovah. Responsabilité ?*

### IV. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung

La jurisprudence des autorités administratives de la Confédération (JAAC) est accessible en texte intégral sur internet à l'adresse suivante : <http://www.jaac.admin.ch>. La jurisprudence du Tribunal fédéral est accessible à l'adresse suivante : <http://www.bger.ch/>.

ATF 128 II 259 – Arrêt du Tribunal fédéral (1<sup>ère</sup> Cour de droit public) du 29 mai 2002 ; aussi in : Semaine judiciaire n° 34 I 2002, p. 531 ; sic ! 9/2002, p.602.  
*Etablissement et traitement de profils ADN dans le système d'information de la Confédération. Conditions requises pour porter atteinte au droit à l'intégrité physique (10 Cst) et au droit à l'autodétermination informationnelle (13 Cst).*

ATF 128 II 200 – Arrêt du Tribunal fédéral (2<sup>e</sup> Cour de droit public) du 25 avril 2002.

*Motifs d'ordre médical constituant un cas de rigueur au sens de l'art. 13 litt. f OLE, justifiant de renoncer au renvoi d'une requérante d'asile déboutée. Mère de famille atteinte du sida.*

ATF 128 V 54 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 25 janvier 2002 (cité in *San News* n° 19).  
*Rétablissement de la fonction masticatoire. La pose d'implants n'est pas en l'espèce un traitement économique (art. 32 LAMal) par rapport à des prothèses amovibles bien moins coûteuses.*

ATF 128 V 59, RAMA 3/2002, p. 102 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 29 janvier 2002.  
*Les frais de traitement dentaire (art. 31 LAMal) ne sont pris en charge que pour une maladie non évitable du système de la mastication. Le caractère non évitable suppose une hygiène buccale suffisante au regard de la situation particulière du patient.*

ATF 128 V 66 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 27 février 2002 (cité in *San News* n° 19).  
*Assainissement dentaire après une maladie psychique grave. Le traitement médicamenteux est une suite de l'atteinte psychique et justifie la prise en charge d'un traitement dentaire (art. 31 LAMal) dans le cas d'espèce.*

ATF 128 V 70, RAMA 3/2002, p. 157 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 27 février 2002.  
*Assainissement dentaire après une maladie psychique grave (art. 31 LAMal). L'atteinte de la fonction masticatoire due à une hygiène buccale insuffisante ne donne lieu à prestation que si la maladie psychique rendait impossible une hygiène buccale suffisante.*

ATF 128 V 75 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 7 mars 2002.  
*Soins non urgents fournis à l'étranger (art. 34 LAMal, 36 OAMal). L'absence de liste de prestations obtenues à l'étranger dont les coûts seraient à charge de l'assurance obligatoire des soins n'exclut pas la prise en charge de tels traitements s'il n'étaient pas disponibles en Suisse et répondaient aux critères de l'art. 32 LAMal.*

Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 18 novembre 2002, K 60/00, (rapporté dans *Le Temps* du 14 janvier 2003, p. 9).  
*Les époux sont solidairement responsables (art. 166 CC) du paiement des primes de l'assurance obligatoire des soins, quel que soit le moment de l'affiliation à la caisse-maladie.*

Semaine judiciaire n° 6 I 2002, p. 86 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances sociales du 10 août 2001. A. c. Office AI Berne et Tribunal administratif du canton de Berne.  
*Assurance invalidité. Expertise. Délimitation des voies de recours. Droit de l'assuré fondé sur la législation fédérale sur la protection des données à obtenir une copie du recours. Droit à une expertise dans sa langue maternelle. Art. 8, 18, 70 Cst. Féd., art. 5, 8 LPD, art. 41 LAI, art. 72bis, 73bis RAI.*

Semaine judiciaire n° 17 I 2002, p. 253 – Arrêt du Tribunal fédéral n° 4 C.229/2000 du 27 Novembre 2001. Z. c. Etat de Vaud.  
*Responsabilité de l'Etat pour l'activité des médecins dans un hôpital public. Automédication incompatible avec une trithérapie. Amputation d'un pied et de plusieurs orteils. Violation du devoir d'information concernant les dangers d'une automédication.*

Semaine judiciaire n° 27 I 2002, p. 414 – Arrêt du tribunal fédéral n° 4C.197/2001 du 12 février 2002. La Mobilière Suisse, Société d'assurances c. M. F.-M.  
*Accident de la circulation. Invalidité partielle. Calcul du dommage résultant de la capacité de gain réduite. Devoir du lésé de diminuer le dommage. Rappel des principes. Dommage de rente non retenu.*

JT n° 4/2002, p. 170.  
*Détermination de l'invalidité consécutive à un accident : Contrat d'assurance individuelle contre les accidents prévoyant le paiement d'une somme en cas d'invalidité.*

JT n° 5/2002, p. 187.  
*Poursuite en paiement de dommages-intérêts et d'une indemnité à titre de réparation morale contre une clinique par un patient en raison d'un traitement imposé lors d'une privation de liberté à des fins d'assistance.*

JT n° 8/2002, p. 318.  
*Prétention en remboursement : factures pour des frais de traitement acquittées par la caisse-maladie (système du tiers-payant).*

RAMA 3/2002, p. 161 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 22 avril 2002.

*La thérapie par la pose d'un appareil dentaire pour décharger la musculature et l'articulation de la mâchoire est un traitement dentaire.*

RAMA 5/2002, p. 356 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 10 juillet 2002.

*L'admission dans la liste des spécialités de médicaments dont l'efficacité fait encore l'objet de vérifications est contraire à la loi.*

RAMA 5/2002, p. 401 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 26 juillet 2002.

*La délégation à un tiers de tâches essentielles de l'assurance-maladie sociale – in concreto transfert de l'ensemble du secteur de la gestion de la société – n'est en principe pas admissible.*

JAAC n° 66.68, 2002 vol. III – Décision du Conseil fédéral du 31 octobre 2001.

*Art. 39 et art. 49 al. 1 LAMal. Art. 101 let. d OJ. Recours contre la non-entrée en matière sur une demande de radiation d'une maternité de la liste hospitalière. Fixation du tarif.*

JAAC n° 66.69, 2002 – Décision du Conseil fédéral du 20 décembre 2000.

*Assurance-maladie. Recours contre des tarifs fixés pour les établissements médico-sociaux. Méthode PLAISIR.*

JAAC n° 66.70, 2002 vol. III – Décision du Conseil fédéral du 19 avril 2000.

*Art. 46 al. 2 LAMal. Art. 48 let. a PA. Approbation d'une convention tarifaire concernant la médecine complémentaire. Aucune qualité pour recourir de médecins homéopathes qui n'ont pas adhéré à la convention tarifaire (modification de la jurisprudence).*

JAAC n° 66.71, 2002 vol. III – Décision du Conseil fédéral du 11 avril 2001.

*Assurance-maladie. Tarif applicable par les établissements médico-sociaux aux assureurs-maladie qui n'adhèrent pas à la convention dans le système du tiers garant. Contribution aux frais d'une convention. Fixation du tarif et prise en considération de pertes.*

JAAC n° 66.72, 2002 vol. III – Décision du Conseil fédéral du 19 décembre 2001.

*Assurance-maladie. Recours au Conseil fédéral contre un tarif applicable par les services de soins à domicile pour les assureurs-maladie non signataires de la convention (tarif SPITEX).*

JAAC n° 66.73, 2002 vol. III – Décision du Conseil fédéral du 5 octobre 2001.

*Art. 47 et 53 LAMal. Négociations tarifaires et fixation d'autorité des tarifs.*

JAAC n° 66.74, 2002 vol. III – Décision du Conseil fédéral du 27 juin 2001.

*Art. 47 et 53 LAMal. Négociations tarifaires et fixation d'autorité des tarifs.*

JAAC n° 66.75, 2002 vol. III – Décision du Conseil fédéral du 18 octobre 2000.

*Art. 47 al. 3 LAMal. Conditions de prolongation d'une convention tarifaire par le gouvernement cantonal.*

JAAC n° 66.76, 2002 vol. III – Décision du Conseil fédéral du 30 novembre 2001.

*Assurance-maladie. Conditions de prolongation d'une convention tarifaire. Aucune nécessité d'une recommandation de la Surveillance des prix.*

JAAC n° 66.77, 2002 vol. III – Décision du Conseil fédéral du 13 mars 2000.

*Art. 47 al. 3 LAMal. Prolongation d'une convention collective et tarifaire. Exception pour les prestations de laboratoire figurant dans la liste des analyses établie par le Département fédéral de l'intérieur.*

JAAC n° 66.78, 2002 vol. III – Décision du Conseil fédéral du 19 décembre 2001.

*Art. 49 LAMal. Recours contre l'établissement de forfaits pour les prestations hospitalières en division commune des hôpitaux publics ou subventionnés du canton de Zurich.*

JAAC n° 66.102, 2002 vol. IV – Décision de La Commission fédérale de recours en matière de produits thérapeutiques du 17.04.2002.

*Publicité pour les médicaments. Mesures de limitation de la publicité. Restitution de l'effet suspensif.*



RDAF 2002 I, 255 – ATF 127 I 6 (cité in *San-News* n° 16) (traduction résumée et note de Anne Benoît).  
*Traitement médicamenteux forcé en clinique psychiatrique en cours de privation de liberté à des fins d'assistance. Liberté personnelle. Base légale cantonale (BS). Proportionnalité.*

RDAF 2002 I, 260 – ATF 127 I 115 (cité in *San-News* n° 17) (résumé d'arrêt).  
*Contestation par les proches d'une décision d'autopsie. Contrôle judiciaire (art. 10 Cst et 6 § 1 CEDH).*

RDAF 2002 I, 265 – ATF 127 IV 154 (cité in *San-News* n° 17) (résumé d'arrêt).  
*L'article 43 du Code pénal constitue une base légale pour une médication forcée. Proportionnalité de celle-ci en l'espèce.*

RDAF 2002 I, 305 – ATF 127 V 219 (cité in *San-News* n° 17) (résumé d'arrêt).  
*Droit de l'assuré AI de consulter le dossier et en principe d'être examiné dans un Centre d'observation médicale où l'on s'exprime dans une langue officielle qu'il maîtrise. A défaut, droit d'être assisté d'un interprète lors des examens médicaux et d'obtenir gratuitement une traduction du rapport d'expertise du COMAI.*

Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese, I – 2002 p. 485 n° 72, Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 4 septembre 2001 n° I 338/01.

*Art. 6 cpv. 1 LAINF, 9 cpv. 1 OAINF. Il principio della priorità della dichiarazione della prima ora non ha valore assoluto. Nulla impedisce di attenersi ad una mutata versione dei fatti se essa risulta più convincente e corroborata da altri elementi probatori. Il congelamento delle dita delle mani ascrivibile all'imprevista lacerazione degli appropriati guanti in lana (di scalata), e non alla sola azione del freddo, scaturisce da un evento esterno straordinario.*

Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese, I – 2002 p. 502 n° 77, Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 8 novembre 2001 n° U 134/99.

*Art. 10 cpv. 1, 19 LAINF. Cicatrici dolorose sul viso – diritto a un intervento chirurgico di correzione – eventuale diritto all'indennità per menomazione dell'integrità. Quando da accertamenti medici non risulta soltanto una remota possibilità di contribuire con un intervento chirurgico di correzione delle cicatrici a migliorare i disturbi fatti valere da un assicurato, va ritenuto che questo provvedimento medico sia adeguato, in quanto è provato con un grado di sufficiente verosimiglianza che esso può portare ad un alleviamento dei dolori.*

sic ! 9/2002, p. 630 – Bundesgericht vom 19. Juni 2002, 2. öffentlichrechtliche Abteilung.  
*« Badezusatz ». Unzulässigkeit von Heilanzsprüngen für Kosmetika.*

Die Praxis, Heft 9/2002, Nr. 145 p. 783 – Arrêt du Tribunal fédéral du 17 mai 2002, 2<sup>e</sup> Cour de droit public (2P.306/2001).

*Die gewerbsmäßige Ausübung des Berufes der Akupunktur steht unter dem Schutz der Wirtschaftsfreiheit. Deren Beeinträchtigung ist den Kantonen, abgesehen von den Regalrechten, untersagt (Art. 27 BV; Art. 47 des Gesundheitsgesetzes des Kantons Graubünden vom 2. Dezember 1946).*

Die Praxis, Heft 9/2002, Nr. 154 p. 837 – Arrêt (non publié) du Tribunal fédéral du 13 décembre 2001, 2<sup>e</sup> Cour de droit civil (5C.240/2001).

*Streitigkeiten aus Zusatzversicherungen zur obligatorischen Grundversicherung gemäss KVG ; Hinweispflicht des Antragstellers auf erhebliche Gefahren ; Rücktritt des Versicherers (Art. 4, 6 VVG; Art. 46 OG).*

Die Praxis, Heft 9/2002, Nr. 160 p. 855 (=SVR 2002 IV Nr. 18) – Arrêt (non publié) du Tribunal fédéral des assurances du 5 novembre 2001.

*Koordination des Wartetaggeldes der IV mit Taggeldern der kantonalen Arbeitslosenfürsorge (Art. 19 Abs. 2 IVV).*

Die Praxis, Heft 11/2002, Nr. 201 p. 1051 (= SVR 2002 KV Nr. 31) – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 27 novembre 2001.

*Aktenedition im Rückforderungsverfahren wegen geltend gemachter unwirtschaftlicher Behandlung (Art. 81 und 83 KVG; Art. 321 StGB).*

Die Praxis, Heft 11/2002, Nr. 202 p. 1059 (=SVR 2002 UV Nr. 11) – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 17 mai 2001.

*Zeckenbiss und adäquater Kausalzusammenhang (Art. 6 Abs. 1 UVG).*

## V. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung

### AARGAU

SJZ/RSJ 98, (2002) n° 22, p. 558 – Verwaltungsgericht 1. K 17.11.2000, AGVE S. 191.

*Art 10 al. 2 et art. 36 al. 4 Cst ; art. 397a ss CC ; § 67e bis loi d'application du Code civil dans le canton d'Argovie. Mesures de contrainte dans le cadre de la privation de liberté à des fins d'assistance. Dans le cas d'espèce, il est disproportionné de priver de sa bible et du contact avec l'aumônier le patient qui souffre de schizophrénie paranoïaque chronique et de délires religieux.*

AGVE 2001 Nr. 37 S. 127 – Entscheid des Verwaltungsgerichts, 3. Kammer, vom 27. Juni 2000.  
*Führung von Privatapotheken durch Ärzte (Selbstdispensation).*

AGVE 2001 Nr. 41 S. 167 – Entscheid des Verwaltungsgerichts, 2. Kammer, vom 6. Dezember 2001.  
*Einweisung in eine Heil- oder Pflegeanstalt (Art. 43 StGB).*

AGVE 2001 Nr. 42 S. 172 – Entscheid des Verwaltungsgerichts, 2. Kammer vom 20. Juni 2001.  
*Ambulante Behandlung (Art. 43 StGB).*

AGVE 2001 Nr. 52 S. 213 – Entscheid des Verwaltungsgerichts, 1. Kammer, vom 13. Februar 2001.  
*Zwangsbehandlung ; Folter ? Rechtsschutzinteresse an der Prüfung bereits vollzogener Zwangsmassnahmen.*

AGVE 2001 Nr. 53 S. 217 – Entscheid des Verwaltungsgerichts, 1. Kammer, vom 3. April 2001.  
*Im Bereich der Zwangsmassnahmen steht dem Verwaltungsgericht die Überprüfung der Ermessenshandhabung nicht zu.  
Verweigert der Betroffene die medizinisch indizierte, medikamentöse Behandlung und erweist sich eine Zwangsbehandlung als unverhältnismässig, so ist er in der Regel aus der Klinik zu entlassen.*

AGVE 2001 Nr. 54 S. 221 – Entscheid des Verwaltungsgerichts, 1. Kammer, vom 30. Mai 2001.  
*Anstaltseinweisung ; Auslegung des Begriffs der schweren Verwahrlosung ; Einweisung eines Jugendlichen in eine Arbeitserziehungsanstalt.*

AGVE 2001 Nr. 55 S. 228 – Entscheid des Verwaltungsgerichts, 1. Kammer, vom 5. Juni 2001.  
*Zwangsmassnahmen im Rahmen fürsorglicher Freiheitsentziehung.  
Bei Bereitschaft zur freiwilligen Medikamenteneinnahme ist die Anordnung einer Zwangsmedikation unzulässig.*

AGVE 2001 Nr. 56 S. 230 – Entscheid des Verwaltungsgerichts, 1. Kammer, vom 12. Juni 2001.  
*Anstaltseinweisung ; Beschwerdelegitimation.*

AGVE 2001 57 232 – Entscheid des Verwaltungsgerichts, 1. Kammer, vom 2. Oktober 2001.  
*Zwangsmassnahmen im Rahmen der fürsorglichen Freiheitsentziehung ; Richtwerte für die Dauer der verschiedenen Zwangsmassnahmen.*

### BASEL-LANDSCHAFT

BLVGE 2001, Nr. 11.1 – Entscheid des Verwaltungsgerichts Nr. 181 vom 26. September 2001 (VGB vom BG mit Urteil vom 19.6.02 abgewiesen).  
*Unzulässige Heilanzeigen eines Badezusatzes.*

### BERNE

BVR/JAB 2002 p. 355ss – Urteil des Verwaltungsgerichts vom 19.02.02.  
*Contribution pour l'exercice d'une activité médicale privée dans un hôpital public.*

BVR/JAB 2002 p. 421ss – Urteil des Verwaltungsgerichts vom 29.01.02.

*Assurance-maladie : contribution aux frais de sauvetage effectués avec un hélicoptère de la Rega (art. 25 al. 2 LAMal).*

BVR/JAB 2002 p. 464ss – Urteil des Verwaltungsgerichts vom 04.12.01.

*Autorisation d'exercer la profession de médecin-dentiste indépendant demandée par une personne titulaire d'un diplôme étranger.*

BVR/JAB 2002 p. 518ss – Urteil des Verwaltungsgerichts vom 15.11.01.

*Assurance-maladie : prise en charge des coûts de soins dentaires (art. 31 al. 1 LAMal ; art. 17-19a OPAS).*

BVR/JAB 2002 p. 571ss – Urteil des Verwaltungsgerichts vom 28.03.02.

*Assurance-accidents : recours pour retard injustifié (art. 106 al. 2 LAA).*

#### JURA

RJJ 2002/2 p. 170 ss. – Arrêt de la Chambre des assurances du 22 janvier 2001 en la cause G. c. Caisse-maladie X.

*Refus d'une caisse-maladie d'allouer des prestations communiqué par le biais d'une décision informelle. Délai dans lequel l'assuré doit demander une décision formelle. Conditions permettant d'admettre un abus de droit de l'autorité. Art. 80 LAMal.*

#### SCHWYZ

EGV-SZ 2001, Nr. B 3.3 – Entscheid des Verwaltungsgerichts Nr. VGE 428/00 vom 11. Juli 2001.

*Leistungskürzung bei grobfahrlässiger Herbeiführung eines Unfalles (Art. 37 Abs. 2 UVG). Nichtgewähren des Vortrittsrecht, in casu Grobfahrlässigkeit verneint.*

EGV-SZ 2001, Nr. B 14.1 – Gesamtgerichtsentscheid Nr. 1011/01 vom 31. Oktober 2001.

*Haftung des Staates für Schäden, welche Ärzte öffentlichrechtlicher Spitäler verursacht haben ? Ärztliches Handeln in den Regionalspitälern des Kantons Schwyz stellt keine hoheitliche Verrichtung dar.*

#### THURGAU

TVR 2001, Nr. 34 – Entscheid des Versicherungsgerichts vom 15. August 2001.

*VVG Art. 14, 33 und 88. Deckungsausschluss ist für Selbsttötung bei Zusatzversicherung zur KKV ausgeschlossen, wenn Urteilsunfähigkeit vorliegt.*

TVR 2001, Nr. 35 – Entscheid des Versicherungsgerichts vom 21. Februar 2001.

*Bezahlt die Krankenkasse einen dauernden stationären Aufenthalt, so können die AHV- und BVG-Renten nicht zu einer Überentschädigung führen, da keine Gleichartigkeit der Leistungen vorliegt.*

TVR 2001, Nr. 37 – Entscheid des Versicherungsgerichts vom 24. Oktober 2001.

*Wird über einen Versicherten der Konkurs eröffnet, so darf die Krankenkasse ihre Leistungspflicht auch dann nicht einstellen, wenn die Voraussetzungen nach Art. 9 Abs. 2 KVV gegeben sind, da diese Bestimmung gegen übergeordnetes Recht verstösst.*

TVR 2001, Nr. 38 – Entscheid des Versicherungsgerichts vom 29. August 2001.

*Krankenkassenprämie für den Sterbemonat. Es gibt keine diesbezügliche Bestimmung im KVG. Eine Regelung einer Krankenkasse, wonach die volle Prämie zu leisten ist, ist zulässig.*

TVR 2001, Nr. 39 – Entscheid des Versicherungsgerichts vom 21. Februar 2001 (VGB vom EVG am 14.8.01 abgewiesen).

*UVG Art. 37, UVV Art. 48. Suizid und Rentenansprüche der Hinterbliebenen. Beweisgrad der überwiegenden Wahrscheinlichkeit für den Nachweis der Urteilsfähigkeit im Zeitpunkt der Suizidhandlung. Ganz gezielte Vorbereitungshandlungen deuten auf eine nicht völlig abhanden gekommene Urteilsfähigkeit hin.*

TICINO

Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese, I – 2002 p. 515 – TCA 6.11.2001 N. 35.2000.00044 in re L. (Art. 9 al. 2 lit. c OLAA).

*La rottura del menisco laterale del ginocchio destro avvenuta durante un incontro di calcio deve essere equiparata ad un infortunio ai sensi dell'art. 9 cpv. 2 OAINF, in quanto tutti gli elementi costitutivi dell'infortunio, salvo il fattore esterno straordinario, sono soddisfatti. Il fatto che l'assicurato presenti un preesistente stato patologico degenerativo è irrilevante, visto che le affezioni menzionate all'art. 9 cpv. 2 OAINF devono essere assimilate a infortunio, anche se la loro prima causa è da ricercarsi, totalmente o parzialmente, in una malattia o in fenomeni degenerativi.*

ZÜRICH

RB-VG-ZH 2001, Nr. 50 – Entscheid des Verwaltungsgerichts Nr. VB.2001.00165 vom 3. Oktober 2001.

§ 24 Abs. 2 VBG, wonach mindestens eines der beiden erforderlichen Praxisjahre an einem Krankenhaus absolviert sein muss, ist u. U. für Physiotherapeuten verfassungswidrig.

## Doctrine / Lehre

**I. Doctrine internationale et étrangère (sélection) / Internationale und ausländische Lehre (Auswahl)**  
(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

ARTICLES / AUFSÄTZE

### **Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux**

ABRAHAM J., Making regulation responsive to commercial interests : streamlining drug industry watchdogs, *British Medical Journal*, 325 (2002), p. 1164.

LAMB L., BIFFIGNANDI P. M., Review 2001 : the future of European pharmaceutical legislation, *Drug Information Journal*, Volume 36, Issue 4 (October-December) 2002, p. 899.

MARCUS D. M., GROLLMAN A. P., Botanical medicines – The need for new regulations, *New England Journal of Medicine*, 347 (2002), p. 2073.

PEIGNE J., La "guerre des vitamines" aura-t-elle lieu ? A propos de la directive n° 2002/46/CE du 10 juin 2002 relative aux compléments alimentaires, *La Semaine Juridique*, n° 50 p. 2209.

### **Assurances sociales**

GUZICK D. S., Should insurance coverage for in vitro fertilization be mandated?, *New England Journal of Medicine*, 347 (2002), p. 686.

IGLEHART J. K., Changing health insurance trends, *New England Journal of Medicine*, 347 (2002), p. 956.

JAIN T., HARLOW B. L., HORNSTEIN M. D., Insurance coverage and outcomes of in vitro fertilization, *New England Journal of Medicine*, 347 (2002), p. 661.

### **Droits des patients**

DAHL M., Impfungen in der Pädiatrie und der „informed consent“ – Balanceakt zwischen Sozialpaternalismus und Autonomie, *Ethik in der Medizin*, 14 (2002) 3, p. 201.

DAMM R., Imperfekte Autonomie und Neopaternalismus. Medizinrechtliche Probleme der Selbstbestimmung in der modernen Medizin, *Medizinrecht*, Heft 8, 2002, p. 375.

DEGUERGUE M., Le point de vue du publiciste sur l'arrêt Perruche, *Gazette du Palais*, mars-avril 2002, p. 664.

DEUTSCH E., Das behindert geborene Kind als Anspruchsberechtigter, *Neue Juristische Wochenschrift*, n° 41 (2002) p. 2987.

DZIEWAS R., SÖRÖS P., HENNINGSEN, H., Informed Consent im klinischen Alltag – eine pragmatische Interpretation, *Ethik in der Medizin*, 14 (2002) 3, p. 151.

EDELMAN B., L'arrêt « Perruche » : une liberté pour la mort ?, *Le Dalloz* 2002, n° 30, p. 2349.

ELGER B., HARDING T. W., Should cancer patients be informed about their diagnosis and prognosis ? Future doctors and lawyers differ, *Journal of Medical Ethics*, 28 (2002), p. 258.

FAGNART J.-L., Stérilisation et consentement éclairé, *Revue de droit de la santé*, 2001-2002, n° 5, p. 242.

GEVERS S., Advance directives in psychiatry, *European Journal of Health Law* 2002, vol. 9, n° 1, p. 19.

GRIDEL J.-P., Le refus de soins au risque de la mort, *Gazette du Palais*, mai-juin 2002, p. 997.

GRÜNDEL M., Einwilligung und Aufklärung bei psychotherapeutischen Behandlungsmassnahmen, *Neue Juristische Wochenschrift*, n° 1 (2003), p. 26.

GUTMANN T., Der eigene Tod – Die Selbstbestimmung des Patienten und der Schutz des Lebens in ethischer und rechtlicher Dimension, *Ethik in der Medizin*, 14 (2002) 3, p. 170.

HAUSER JEAN, Commentaire sur l'affaire Pretty c. Royaume-Uni, Arrêt de la Cour du 29 avril 2002, *Revue trimestrielle de droit civil*, 2002, p. 482.

JONAS C., La loi du 4 mars 2002 et la pratique médicale quotidienne : apports et incertitudes, *Médecine & droit*, n° 56, 2002, p. 1.

SAVULESCU J., Deaf lesbian, « designer disability », and the future of medicine, *British Medical Journal*, 325 (2002), p. 771.

SUTTER P., Das Recht auf Kenntnis der eigenen Abstammung, *Recht* 4/2002, p. 154.

TER HEERDT J., “Wrongful life” en “Wrongful birth”, een “never ending story”: twee arresten die de controverse rond vorderingen tot schadevergoeding voor de geboorte van een ongewenst of gehandicapt kind weer volop in de schijnwerper plaatsen , *Revue de droit de la santé*, 2001-2002, n° 5, p. 250.

VERDEYEN V., VAN BUGGENHOUT B., Patiëntenrechten, een nieuw wetsontwerp, een Stap naar Social Governance, *Revue de droit de la santé*, 2001-2002, n° 5, p. 224.

WORTHINGTON R., Clinical issues on consent: some philosophical concerns, *Journal of Medical Ethics*, 28 (2002), p. 377.

### **Ethique biomédicale**

BUDAWY Z., The role of the church in developing the law : an Islamic response, *Journal of Medical Ethics*, 28 (2002), p. 223.

BYK C., Le monde du droit face aux sciences de la vie, société du risque, droit et démocratie, *La Semaine Juridique*, n° 38, p. 1612.

DAVID G., Communiqué concernant le projet de loi relatif à la bioéthique, *Bulletin de l'Académie Nationale de Médecine*, 2002 tome 186 n° 1, p. 195.

LÜCKE J., Das universale Verfassungsrecht als Quelle eines Weltgemeinschaftsrechts zur Lösung globaler rechtspolitischer Probleme. Eine Darstellung am Beispiel des Schutzes menschlicher Embryonen, *Medizinrecht*, Heft 9, 2002, p. 432.

OAKLEY J., Democracy, embryonic stem cell research, and the Roman Catholic church, *Journal of Medical Ethics*, 28 (2002), p. 228.

PRUDENTE A., Bioethics and Human Rights, *Human Reproduction and Genetic Ethics*, vol. 8, n° 2 2002, p. 38.

REHBOCK, T., Autonomie – Fürsorge - Paternalismus : Zur Kritik (medizin-) ethischer Grundbegriffe, *Ethik in der Medizin*, 14 (2002) 3, p. 131.

SKENE L., PARKER M., The role of the church in developing the law, *Journal of Medical Ethics*, 28 (2002), p. 215.

### **Euthanasie**

JUNOD PERRON N., MORABIA A., DE TORRENTÉ A., Evaluation of do not resuscitate orders (DNR) in a Swiss community hospital. *Journal of Medical Ethics*, 28 (2002), p. 364.

PEDROT P., Existe-t-il un droit de mourir dans la dignité ? (l'affaire Pretty c. Royaume-Uni de la CEDH, 29 avril 2002), *Revue de droit sanitaire et social*, n° 3, 2002, p. 475.

PRENDERGAST T. J., PUNTILLO K. A., Withdrawal of life support. intensive caring at the end of life, *Journal of American Medical Association*, 288 (2002), p.2732.

RUSS H. G., Aktive Sterbehilfe: Ungereimtheiten in der Euthanasie-Debatte, *Ethik in der Medizin*, 14 (2002) 1, p. 11.

SAYERS G. M., PEREIRA S., Withholding life prolonging treatment, and self deception, *Journal of Medical Ethics*, 28 (2002), p. 347.

SLOWTHER A., The case of Ms B. and the « right to die », *Journal of Medical Ethics*, 28 (2002), p. 243.

STAUCH M., Comment on Re B. (Refusal of medical Treatment) [2002] All England Reports 449, *Journal of Medical Ethics*, 28 (2002), p. 232.

STORR S., Der rechtliche Rahmen für die Entscheidung zum Therapieabbruch, *Medizinrecht*, Heft 9, 2002, p. 436.

VOLLMANN J., Ärztliche Beihilfe zum Suizid bei AIDS-Patienten in den USA: Eine qualitative Interview-Studie über professionelle Ethik und Praxis im Wandel, *Ethik in der Medizin*, 14 (2002) 4, p. 270.

### **Exercice des professions de la santé, politique professionnelle**

BERTRAND D., UMMEL M., HARDING T.-W., Le Comité européen pour la prévention de la torture : comment la médecine et le droit peuvent se mettre au service des droits de l'homme, *Médecine & droit*, n° 56, 2002, p. 8.

DOUCHEZ M.-L., Profil juridique d'un médecin public mal connu : le médecin territorial, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 3, 2002, p. 491.

GABA D. M., HOWARD S. K., Fatigue among clinicians and the safety of patients, *New England Journal of Medicine*, 347 (2002), p. 1249.

KAMPS H., KIESECKER R., Rechtsprobleme der stationäre Rehabilitation, *Medizinrecht*, Heft 10, 2002, p. 504.

PELLERIN D., Rapport sur le projet de décret fixant les actes professionnels accomplis par les orthophonistes, *Bulletin de l'Académie Nationale de Médecine*, 2002 tome 186 n° 1, p. 147

PHILIBERT I., FRIEDMANN P., WILLIAMS W. T., New requirements for residents duty hours, *Journal of American Medical Association*, 288 (2002), p. 1112.

RATZEL R., Zivilrechtliche Konsequenzen von Verstößen gegen die ärztliche, *Medizinrecht*, Heft 10, 2002, p. 492.

STEINBROOK R., The debate over residents' work hours, *New England Journal of Medicine*, 347 (2002), p. 1296.

### **Famille et santé**

BOCKENHEIMER-LUCIUS G., Babyklappe und Anonyme Geburt – Hintergründe und Anmerkungen zu ethischen Problemen, *Ethik in der Medizin*, 14 (2002) 1, p. 20.

DYER C., Women demand use of embryos without former partners' consent, *British Medical Journal*, 325 (2002), p. 617.

### **Génétique humaine et biotechnologies**

ANDERLIK M. R., ROTHSTEIN M. A., DNA-based identity testing and the future of the family: A research agenda, *American Journal of Law & Medicine*, 2002, vol. 28 n°2-3, p. 215.

ANNAS G. J., ANDREWS L. B., ISASI R. M., Protecting the endangered human: toward an international treaty prohibiting cloning and inheritable alteration, *American Journal of Law & Medicine*, 2002, vol. 28 n°2-3, p. 151.

ANSTEY K. W., Are attempts to have impaired children justifiable, *Journal of Medical Ethics*, 28 (2002), p. 286.

DICKENS B. M., Can sex selection be ethically tolerated?, *Journal of Medical Ethics*, 28 (2002), p. 335.

GALLOUX J.-C., La directive sur la brevetabilité des inventions biotechnologiques confortée, *Le Dalloz* 2002, n° 38, p. 2925.

GOLLUST S. E., CHANDROS HULL S., WILFOND B. S., Limitations of direct-to-consumer advertising for clinical genetic testing, *Journal of American Medical Association*, 288 (2002), p. 1762.

KUEHNLE I., GOODELL M. A., The therapeutic potential of stem cells from adults, *British Medical Journal*, 325 (2002), p. 372.

MARKS S. P., Human rights assumptions of restrictive and permissive approaches to human reproductive cloning, *Health and Human Rights*, Vol. 6, n° 1, 2002, p. 81.

MALBY S., Human dignity and human reproductive cloning, *Health and Human Rights*, Vol. 6, n° 1, 2002, p. 103.

MEYER T., VINKEMEIER U., MEYER U., Medizinethische Implikationen zukünftiger pharmakogenomischer Strategien, *Ethik in der Medizin*, 14 (2002) 1, p. 3.

PARKER M., LUCASSEN A., Working towards ethical management of genetic testing, *Lancet*, 360 (2002), p. 1685.

PENNINGS G., The validity of contracts to dispose of frozen embryos, *Journal of Medical Ethics*, 28 (2002), p. 295.

PENNINGS G., Reproductive tourism as moral pluralism in motion, *Journal of Medical Ethics*, 28 (2002), p. 337.

POTTIER I., KALISZ-MILES R., Le projet de loi relatif à la bioéthique: renforcer l'édifice juridique édifié en 1994, *Gazette du Palais*, juillet-août 2002, p. 1115.

ORR R. D., SIEGLER M., Is posthumous semen retrieval ethically permissible?, *Journal of Medical Ethics*, 28 (2002), p. 299.

SCHULZ S. F., Die Reprogenetik auf dem Prüfstand von Verfassungs- und Völkerrecht. Menschenwürde und Lebensrecht des Embryos auf den 40. Bitburger Gesprächen, *Medizinrecht*, Heft 8, 2002, p. 404.

SCOTT A., Legal responses to some of the new developments in reproductive technologies, part 3, The future of reproductive technologies and the law, *Human Reproduction and Genetic Ehtics*, vol. 8, n° 2 2002, p. 24.

SHALEV C., Human cloning and human rights, *Health and Human Rights*, Vol. 6, n° 1, 2002, p. 137.

WRIGHT CLAYTON E., The Complex Relationship of Genetics, Groups, and Health: What it Means for Public Health, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2002, p. 290.

### **Médecine légale**

GRONER J. I., Lethal injection : a stain in the face of medicine, *British Medical Journal*, 325 (2002), p. 1026.

### **Mesures médicales spéciales**

ANNAS G. J., Moral Progress, Mental Retardation and the Death Penalty, *New England Journal of Medicine*, 347 (2002), p. 1814.

KRUG E. G., MERCY J. A., DAHLBERG L. L. et al., The world report on violence and health, *Lancet*, 360 (2002), p. 1983.

MALDONADO Y. A., Current controversies in vaccination. Vaccine safety, *Journal of American Medical Association*, 288 (2002), p. 3155.

### **Nouvelles technologies de l'information et santé**

DIVERS, Internet, droit et santé (dossier), *Gazette du Palais*, mars-avril 2002, p. 496.

### **Personnes âgées et santé**

SAYERS G. M., NESBITT T., Ageism in the NHS and the Human Rights Act 1998: an enquiry into the right to life and prohibition of discrimination, *European Journal of Health Law* 2002, vol. 9, n° 1, p. 5.



### **Recherche biomédicale**

BAEYENS A. J., Implementation of the clinical trials directive: Pitfalls and benefits, *European Journal of Health Law* 2002, vol. 9, n° 1, p. 31.

CASSEL J., YOUNG A., Why we should not seek individual informed consent for participation in health services research, *Journal of Medical Ethics*, 28 (2002), p. 313.

CAVE E., HOLM S., New governance for research ethics committees: is facilitating research achieved at the cost of participants' interest, *Journal of Medical Ethics*, 28 (2002), p. 318.

DRAZEN J. M., Institutions, contracts, and academic freedom, *New England Journal of Medicine*, 347 (2002), p. 1362.

FARMER P., Can transnational research be ethical in the developing world ?, *Lancet*, 360 (2002), p.1266.

FITZGERALD D. W., MAROTTE C., VERDIER R. I. et al., Comprehension during informed consent in a less-developed country, *Lancet*, 360 (2002), p. 1301.

JUBB A. M., Palliative care research: trading ethics for an evidence base, *Journal of Medical Ethics*, 28 (2002), p. 342.

LEVINSKI N. G., Nonfinancial Conflicts of interest in research, *New England Journal of Medicine*, 347 (2002), p. 759.

MILLER F. G., ROSENSTEIN D. L., Reporting of ethical issues in publications of medical research, *Lancet*, 360 (2002), p. 1326.

MOSES ILL H., BRAUNWALD E., MARTIN J. B. et al., Collaborating with industry – Choices for the academic medical center, *New England Journal of Medicine*, 347 (2002), p. 1371.

NATHAN D. G., WEATHERALL D. J., Academic freedom in clinical research, *New England Journal of Medicine*, 347 (2002), p. 1368.

NITZ G., DIERKS C., Nochmals: Forschung an und mit Körpersubstanzen – wann ist die Einwilligung des ehemaligen Trägers erforderlich?, *Medizinrecht*, Heft 8, 2002, p. 400.

PLOMER A., Beyond the HFE Act 1990: The regulation of stem cell research in the UK, *Medical Law Review*, vol. 10 n° 2, Summer 2002, p. 132.

SCHULMAN K. A., SEILS D. M., TIMBIE J. W. et al., A national survey of provisions in clinical trial agreements between medical schools and industry sponsors, *New England Journal of Medicine*, 347 (2002), p. 1335.

STEINBROOK R., Testing medications in children, *New England Journal of Medicine*, 347 (2002), p. 1462.

TONKS A., A clinical trials register for Europe, *British Medical Journal*, 325 (2002), p. 1314.

WAINWRIGHT P., Consent to open label extension studies: some ethical issues, *Journal of Medical Ethics*, 28 (2002), p. 373.

WÖLK F., Zwischen ethischer Beratung und rechtlicher Kontrolle – Aufgaben – und Funktionswandel der Ethikkommissionen in der medizinischen Forschung am Menschen, *Ethik in der Medizin*, vol. 14 (2002) 4, p. 252.

### **Responsabilité médicale**

AIGNER G., Zur Haftung vom Notarzt und Sanitär, *Recht der Medizin* 4/2002, p. 100.

BLANCHER G., Infections nosocomiales : législation, *Bulletin de l'Académie Nationale de Médecine*, 2002 tome 186 n° 2, p. 569.

BLENDON R. J., DESROCHES C. M., BRODIE M. et al., Views of practicing physicians and the public on medical errors, *New England Journal of Medicine*, 347 (2002), p. 1933.

DREYFUS B., Evolutions en cours et propositions nouvelles dans l'évaluation médico-légale des séquelles d'un dommage corporel, *Gazette du Palais*, mars-avril 2002, p. 488.

GOLDBERG R., Paying for bad blood: strict product liability after the hepatitis C litigation, *Medical Law Review*, vol. 10 n° 2, Summer 2002, p. 165.

KASSIRER J. P., CECIL J. S., Inconsistency in evidentiary standards for medical testimony, *Journal of American Medical Association*, 288 (2002), p. 1382.

LEAPE L. L., Reporting of adverse events, *New England Journal of Medicine*, 347 (2002), p. 1633.

LEE T. H., A broader concept of medical errors, *New England Journal of Medicine*, 347 (2002), p. 1965.

MARCHAND C., Le privilège de la douleur – La procédure d'indemnisation amiable de la loi du 4 mars 2002, *Le Dalloz* 2002, n° 36, p. 2739.

SAVULESCU J., Beyond Bristol: taking responsibility, *Journal of Medical Ethics*, 28 (2002), p. 281.

VAYRE P., Transaction extrajudiciaire : règlement amiable des complications des actes médico-chirurgicaux, *Gazette du Palais*, juin 2002, p. 1018.

### **SIDA, lutte contre les épidémies**

HOGG P., CAHN P., KATABIRA E. T. et al., Time to act : global apathy towards HIV/AIDS is a crime against humanity, *Lancet*, 360 (2002), p. 1710.

LAZZARINI Z., BRAY S., BURRIS S., Evaluating the impact of criminal laws on HIV risk behavior, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2002, p. 224.

### **Système de santé, politique de la santé**

BLACK A., Reconfiguring health systems, *British Medical Journal*, 325 (2002), p. 1290.

BOCQUILLON F., Les dispositions relatives aux personnes handicapées dans la loi de la modernisation sociale du 17 janvier 2002, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 3, 2002, p. 583.

CHILDRESS J. F., FADEN R. R., GAARE R. D. et al., Public health ethics: mapping the terrain, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2002, p.191.

GRUSKIN S., LOFF B., Do Human rights have a role in public health work ?, *Lancet*, 360 (2002), p. 1880.

HEATH I., Treating violence as a public health problem, *British Medical Journal*, 325 (2002), p. 726.

IRVINE B. et al., Social insurance – The right way forward for health care in the United Kingdom?, *British Medical Journal*, 325 (2002), p. 488.

LEVY M., La loi du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale : changement et/ou continuité, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 3, 2002, p. 423.

MARINER W. K., Independent external review of health maintenance organizations' medical necessity decisions, *New England Journal of Medicine*, 347 (2002), p. 2178.

MCCORMICK D., HIMMELSTEIN D. U., WOOLHANDLER S. et al., Relationship between low quality-of-care scores and HMOs' subsequent public disclosure of quality-of-care scores, *Journal of American Medical Association*, 288 (2002), p. 1484.

NEWDICK C., Governance after Bristol: Holding on, or letting go?, *Medical Law Review*, vol. 10 n° 2, Summer 2002, p. 111.

OLIVER A., HEALEY A., LE GRAND J., Addressing health inequalities, *Lancet*, 360 (2002), p. 565.

ROTHSTEIN M. A., Rethinking the meaning of public health, *The Journal of Law, Medicine & Ethics* 2002, p. 144.

### **Transplantations**

BLUMBERG-MOKRI M., Convention de biomédecine et transplantation d'organes, *Médecine & droit*, n° 56, 2002, p. 20.

IN DER SCHMITTEN J., Organtransplantation ohne „Hirntod“ – Konzept? : Anmerkungen zu R. D. Truogs Aufsatz „Is it time to abandon brain death?“, *Ethik in der Medizin*, 14 (2002) 2, p. 60.

MOSIMANN F., INSTON N. G., READY A. R., The right to buy or sell a kidney, *Lancet*, 360 (2002), p. 948.

ROTHMAN D. J., Ethical and social consequences of selling kidney, *Journal of American Medical Association*, 288 (2002), p. 1640.

### **OUVRAGES ET MONOGRAPHIES / BÜCHER UND MONOGRAPHIEN**

GÖRKE M., *Organisations- und Vollzugsprobleme im Bereich des Gentechnikrechts : unter besonderer Berücksichtigung der Reichweite des gentechnischen Anlagenbegriffs nach f 3 Nr. 4 GenTG*, Tübingen 2002.

MCKEE M., MOSSIALOS E., BAETEN R. (éd.), *The impact of EU law on health care systems*, Bruxelles 2002.

SCHOOR M., *Lebensschutz an der Schwelle des Todes : eine verfassungsrechtliche Abhandlung zur aktiven (direkten) Sterbehilfe und zur Problematik des einverständlichen bzw. einseitigen Behandlungsabbruchs*, Konstanz 2002.

SCOTT R., *Rights, duties and the body, law and ethics of the maternal-fetal conflict*, Oxford 2002.

## **II. Doctrine suisse / Schweizerische Lehre**

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

### **ARTICLES / AUFSÄTZE**

### **Assurances sociales**

BANDI T., Bases de décision pour l'assurance-maladie et la santé publique, *Sécurité sociale* 2002, n° 6, p. 340.

BURRI B., MORITZ I., Le pédiatre et le nouveau-né sain en clinique privée, mode d'emploi, *Courrier du Médecin Vaudois*, 6-2002, p. 13.

CHOLLET N., La LPGa et ses effets pour les assurés AI, *Plädoyer*, 6/2002, p. 49.

DESPLAND B., Assurance-maladie : tentative de bilan, *Aspects de la sécurité sociale* 2002, n° 3, p. 44.

DFI, Assurance-maladie: mesures et train de réformes du Conseil fédéral et du DFI, *Sécurité sociale* 2002, n° 4, p. 230.

DUC J.-L., Faut-il confier l'assurance-maladie obligatoire des soins à une caisse unique ?, *Pratique Juridique Actuelle*, 9 (2002), p. 1110.

HEUSSER P., Gesundheitsfragen in Versicherungsformularen anlässlich des Stellenantrittes, *Pratique Juridique Actuelle*, 11 (2002), p. 1277.

ISTITUTO DELLE ASSICURAZIONI SOCIALI, Accordo sulla libera circolazione delle persone e sicurezza sociale con particolare riferimento ai rapporti fra Svizzera ed Italia, *Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese*, I – 2002 p. 1.

KIESER U., Entwicklungen im Sozialversicherungsrecht / Le point sur le droit des assurances sociales, *SJZ/RSJ* 98, (2002) n° 23, p. 579.

KUHN HP., Aspects juridiques de la révision de la LAMal, *Bulletin des médecins suisses*, 2002, 83, n° 50, p. 2741.

MEYER U., Arnold P., Der letztinstanzliche Sozialversicherungsprozess nach dem bundesrätlichen Entwurf für ein Bundesgerichtsgesetz, *Revue de droit suisse*, n° 5/2002, p. 485.

NYFFELER R., Les primes de l'assurance-maladie ne peuvent pas être contestées, *Sécurité sociale* 2002, n° 6, p. 365.

Publication nominative de listes de « bons » médecins, *Courrier du Médecin Vaudois*, 6-2002, p. 17

SCHNEIDER S., Nouvelles propositions du Conseil fédéral pour réformer l'assurance-maladie à moyen terme, *Sécurité sociale* 2002, n° 5, p. 287.

### **Droits des patients, droit de la personnalité**

WASSERFALLEN J.-B., TELENTI A., BOILLAZ J., CRESPO A., Les critères de droit utilisés par les juristes pour évaluer l'adéquation de l'information aux patient sont-ils médicalement valides?, *Bulletin des médecins suisses*, 2002, 83, n° 50, p. 2778.

PREVITALI A., Quelques questions sur l'évolution du statut juridique des personnes handicapées, *Pratique Juridique Actuelle*, 11 (2002), p. 1297.

### **Ethique biomédicale**

ASSM, Directives de l'ASSM relatives à l'intégrité scientifique dans le domaine de la recherche médicale et biomédicale et à la procédure à suivre en cas de fraude, *Bulletin des médecins suisses*, 2002, 83, n° 43, p. 2288.

CHEVROLET J.-C., Les comités locaux d'éthique clinique hospitaliers, *Médecine et Hygiène* 2002, n° 2407, p. 1781.

GUILLOD O., STEFFEN G., Landesbericht Schweiz, *Das Menschenrechtsübereinkommen zur Biomedizin des Europarates*, Berlin 2002, p. 351.

MANNSDORFER T., Bemerkungen über Franz. Kassationshof, 28.11.2001 (Wrongful Life), *Pratique Juridique Actuelle*, 11 (2002), p. 1360.

### **Exercice des professions de la santé, politique professionnelle**

BERNER D., Le médecin auxiliaire de la justice, *Médecine et détention* 2002, p. 117.

GRAVIER B., L'indépendance professionnelle du personnel de santé travaillant en milieu pénitentiaire, *Médecine et détention* 2002, p. 143.

MARTIN J., GUILLOD O., Quelle attitude du praticien quand des instances ou personnes extérieures demandent des renseignements à propos d'un patient ?, *Colloques et journées d'étude*, Lausanne 2002, p. 421.

STREULI R. A., STREULI D. R., SCHWANDER I., Arzt und Recht, *Bulletin des médecins suisses*, 2002, 83, n° 37, p. 1938.

### **Procréation médicalement assistée**

GUILLOD O., HELLE N., La loi sur la procréation médicalement assistée : un tigre de papier ?, *Festschrift für Heinz Hausheer*, Berne 2002, p. 691.

### **Recherche biomédicale**

SPRUMONT D., BOILLAT S., AMSTAD H., Essais cliniques, responsabilité civile et contrats d'assurance, *Bulletin des médecins suisses*, 2002, 83, n° 40, p. 2092.

### **Responsabilité médicale**

GUILLOD O., Sécurité, qualité des soins et responsabilité des soignants, *Santé et Systémique* vol. 6 : *Accessibilité aux soins et nouvelles technologies*, Paris 2002, p. 113.

WERRO F., HAAS J., La preuve de l'information donnée par le médecin à son patient, arrêt du Tribunal fédéral du 27 novembre 2001, *Haftung und Versicherung*, 3/2002, p. 208.

### **Système de santé, politique de la santé**

BOLLI K., Ethische und organisatorische Aspekte der Gesundheitsfürsorge in Gefängnissen , *Médecine et détention* 2002, p. 11.

KUHN HP., GMÜR R., Protection des données et assureurs privés: embellie à l'horizon, *Bulletin des médecins suisses*, 2002, 83, n° 44, p. 2345.

SPRUMONT D., RODUIT G., La législation sanitaire fribourgeoise : une législation en mouvement, *Mélanges "RFJ 10 ans - Droit en mouvement"*, p. 329.

BRÜLHART M., *Gentechnik und Haftpflicht, vom rechtlichen Umgang mit Unsicherheit*, Bern 2003.

BRUNNER, N., *Droits des professionnels de la santé : l'objection de conscience*, cahier de l'IDS n° 9, Neuchâtel 2002.

ESSERS U. A., *Das Freizügigkeitsabkommen Schweiz EG: Auswirkungen auf die Berufe der Humanmedizin*, Zürich 2002.

HELLER G. et al., *Rejetées, rebelles, mal adaptées. Débats sur l'eugénisme. Pratiques de la stérilisation non volontaire en Suisse romande au XXe siècle*, Genève 2002.

JUNOD A. F. (éd.), *La prévention: un enjeu personnel ou collectif?*, Actes du Forum Louis-Jeantet n° 3, Genève 2002.

POLEDNA T., BERGER B., *Öffentliches Gesundheitsrecht*, Zürich 2002.

RICHLI P., POLEDNA T. (éd.), *Tarife im Gesundheitsrecht*, Zürich 2002.

SCHWEIZER R. J., *Verfassungs- und Völkerrechtliche Vorgaben für den Umgang mit Embryonen, Föten sowie Zellen und Geweben*, Zürich 2002.

UMMEL M. et al., *La réutilisation des tissus humains*, cahier de l'IDS n° 10, Neuchâtel 2002.

\*\*\*\*\*

# **SAN-NEWS N°21**

mai 2003

Ce numéro couvre en principe la période entre le **1<sup>er</sup> janvier et le 15 avril 2003**.

Diese Nummer umfasst grundsätzlich die Periode **vom 1. Januar bis zum 15. April 2003**.

## **Législation / Gesetzgebung**

### **I. Droit international (sélection) / Internationales Recht (Auswahl)**

RAPPORTS, RECOMMANDATIONS, DÉCLARATIONS, PROPOSITIONS, ETC. / BERICHTE, EMPFEHLUNGEN, ERKLÄRUNGEN, VORSCHLÄGE, USW

Conseil de l'Europe : <http://www.coe.int>

Recommandation 1591 (2003) adoptée le 29 janvier 2003 par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, Les défis de la politique sociale dans les sociétés européennes vieillissantes.

Recommandation 1592 (2003) adoptée le 29 janvier 2003 par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, vers la pleine intégration sociale des personnes handicapées.

### **II. Droit communautaire / Europarecht (JOCE L 1 à L 97, du 15 avril 2003 et JOCE C 1 à C 90 E, du 15 avril 2003)**

DROIT ÉDICTÉ / ERLASSENES RECHT

Directive n° 2002/98/CE du Parlement et du Conseil du 27 janvier 2003 établissant des normes de qualité et de sécurité pour la collecte, le contrôle, la transformation, la conservation et la distribution du sang humain, et des composants sanguins, et modifiant la directive 2001/83/CE, JO L 33 du 8 février 2003.

Décision n° 2002/834/CE du Conseil, du 30 septembre 2002, arrêtant un programme spécifique de recherche, de développement technologique et de démonstration : « Intégrer et renforcer l'Espace européen de la recherche » (2002-2006), JO L 294 du 29 octobre 2002.

RAPPORTS, RECOMMANDATIONS, DECLARATIONS, PROPOSITIONS, ETC. / BERICHTE, EMPFEHLUNGEN, ERKLÄRUNGEN, VORSCHLÄGE, USW.

Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 15 novembre 2002 au 15 décembre 2002, JO C 2 du 7 janvier 2003.

Conclusions du Conseil du 2 décembre 2002 concernant l'obésité, JO C 11 du 17 janvier 2003.

Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 15 décembre 2002 au 15 janvier 2003, JO C 24 du 31 janvier 2003.

Communication de la Commission relative à l'introduction de la carte européenne d'assurance maladie du 17 février 2003, COM/2003/0073 final.

Conclusions du Conseil et feuille de route du 26 novembre 2002 pour une stratégie sur les sciences du vivant et la biotechnologie, JO C 39 du 18 février 2003.

Proposition de règlement du Conseil visant à éviter le détournement vers des pays de l'Union européenne de certains médicaments essentiels [COM(2002) 592 final — 2002/0257(ACC)], JO C 45 E du 25 février.

Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 15 janvier 2003 au 15 février 2003, JO C 48 du 28 février 2003 (rectificatif, JO C 64 du 18 mars 2003).

Avis du Comité économique et social sur la "Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2001/83/CE instituant un code communautaire relatif aux médicaments à usage humain", JO C 61 du 14 mars 2003.

Avis du Comité économique et social sur la "Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2001/83/CE en ce qui concerne les médicaments traditionnels à base de plantes", JO C 61 du 14 mars 2003.

Action communautaire dans le domaine de la santé publique (2003-2008) — Programme de travail pour 2003, JO C 62 du 15 mars 2003.

Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 15 février 2003 au 15 mars 2003, JO C 76 du 28 mars 2003.

Avis du Comité économique et social européen sur la "Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à l'établissement de normes de qualité et de sécurité pour le don, l'obtention, le contrôle, la transformation, le stockage et la distribution des tissus et cellules humains" (COM(2002) 319 final — 2002/0128 (COD)), JO C 85 du 8 avril 2003.

Décision n° 187 du 27 juin 2002 de la Commission administrative des Communautés européennes pour la sécurité sociale des travailleurs migrants concernant les modèles de formulaires nécessaires à l'application des règlements (CEE) n° 1408/71 et (CEE) n° 574/72 du Conseil (E 111 et E 111 B), JO L 93 du 10 avril 2003.

Commission staff working paper, report on human embryonic stem cell research, du 3 avril 2003, disponible sur la page web : [http://europa.eu.int/comm/research/press/2003/pdf/sec2003-441report\\_en.pdf](http://europa.eu.int/comm/research/press/2003/pdf/sec2003-441report_en.pdf).

### **III. Droit étranger (sélection) / Ausländisches Recht (Auswahl)**

*Les textes législatifs mentionnés ici représentent notamment une sélection subjective parmi la pléthore de documents recensés par l'OMS, avec l'indication des références aux recueils de lois nationaux en langue originale, sur son site Internet (continuation électronique du Recueil international de législation sanitaire), à l'adresse: <http://www.who.int/idhl>.*

#### **ALLEMAGNE**

Loi du 15 février 2002 portant réduction des dépenses en médicaments conformément à l'assurance maladie réglementaire (Loi relative à la réduction des dépenses en médicaments), Bundesgesetzblatt, partie I, 22 février 2002, N° 11, p. 684.



Loi du 23 avril 2002 relative à l'introduction du régime de paiement forfaitaire au cas par cas selon diagnostic dans le cadre hospitalier (Loi relative au paiement forfaitaire), Bundesgesetzblatt, partie I, 29 avril 2002, N° 27, p. 1412.

#### CHINE

Décision du Conseil des Affaires d'État du 14 décembre 1998 portant instauration d'un régime d'assurance maladie de base pour les employés urbains, China Law Update, juin 1999, vol. 2, N° 6, p. 18.

#### FRANCE

Loi n° 2002-1577 du 30 décembre 2002 relative à la responsabilité médicale, Journal Officiel 31 décembre 2002, p. 22100, commentée dans la Revue trimestrielle de droit civil 2003, p. 150.

#### INDONESIE

Loi N° 23 du 22 octobre 2002 relative à la protection de l'enfance, Business News, 27 décembre 2002, N° 6855, p. 27A.

#### SLOVENIE

Loi du 27 janvier 2000 relative au prélèvement et à la transplantation de parties du corps humain à des fins thérapeutiques (ZOPDCT). Uradni list Republike Slovenije, 11 février 2000, N° 12, p. 1569 sqq.

### **IV. Droit fédéral / Bundesrecht**

DROIT EDICTE / ERLASSENES RECHT [RO/AS 2003 N° 1-17 (6 MAI 2003)]

Accessible sur le site : <http://www.admin.ch/ch/f/as/index.html>

Ordonnance sur les épizooties (OFE), du 27 juin 1995. Modification du 9 avril 2003, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> mai 2003 (sauf les art. 43 et 44 modifiés qui entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2005), RO 2003 956.

Ordonnance concernant les mesures de l'Office fédéral de la santé publique sur la prévention du Syndrome Respiratoire Aigu Sévère (SRAS) (SRAS-Ordonnance), du 1<sup>er</sup> avril 2003, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> avril 2003 jusqu'au 30 juin 2003, RO 2003 785.

Ordonnance sur la distribution de comprimés d'iode à la population (Ordonnance sur les comprimés d'iode), du 1<sup>er</sup> juillet 1992. Modification du 26 février 2003, en vigueur dès le 15 mars 2003, RO 2003 405.

Ordonnance de l'Institut suisse des produits thérapeutiques concernant l'édition de la pharmacopée, du 9 novembre 2001. Modification du 3 février 2003, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> avril 2003, RO 2003 403.

MESSAGES, RAPPORTS ET DÉCISIONS OFFICIELS / BOTSCHAFTEN, AMTLICHE BERICHTE UND BESCHLÜSSE [FF/BBL 2003 N° 1-17 (6 MAI 2003)]

Les interventions parlementaires sont publiées intégralement sur <http://www.parlement.ch/>. En outre, la Feuille fédérale est disponible à l'adresse suivante : <http://www.admin.ch/ch/f/ff/index.html>.

Loi fédérale sur l'application du génie génétique au domaine non humain (Loi sur le génie génétique, LGG), du 21 mars 2003 (*délai référendaire : 10 juillet 2003*), FF 2003 2462.

Loi fédérale sur l'assurance-invalidité (LAI), du 19 juin 1959. Modification du 21 mars 2003 (*délai référendaire : 10 juillet 2003*), FF 2003 2429.

Message sur la loi fédérale relative à la recherche sur les embryons surnuméraires et sur les cellules souches embryonnaires (Loi relative à la recherche sur les embryons, LRE), du 20 novembre 2002, FF 2003 1065.

Message relatif à la révision de la loi fédérale sur la protection des données (LPD) et à l'arrêté fédéral concernant l'adhésion de la Suisse au Protocole additionnel du 8 novembre 2001 à la Convention sur la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel concernant les autorités de contrôle et les flux transfrontières de données, du 19 février 2003, FF 2003 1915.

Initiative populaire fédérale « pour des aliments produits sans manipulations génétiques ». Examen préliminaire (*l'initiative propose un nouvel art. 197 ch. 2 Cst*). Délai imparti pour la récolte des signatures : 18 août 2004), FF 2003 1046.

Initiative populaire fédérale « pour la baisse des primes d'assurance-maladie dans l'assurance de base ». Examen préliminaire (*l'initiative propose un nouvel art. 117a Cst. Délai imparti pour la récolte des signatures : 28 juillet 2004*), FF 2003 389.

Requête des cantons à l'autorité de surveillance concernant la jurisprudence du Conseil fédéral relative aux recours contre les décisions tarifaires rendues par les gouvernements cantonaux dans le domaine de l'assurance-maladie. Rapport de la Commission de gestion du Conseil des Etats, du 5 avril 2002, FF 2003 267.

Requête à l'autorité de surveillance des cantons concernant la jurisprudence du Conseil fédéral en matière de recours contre les décisions tarifaires des gouvernements cantonaux selon l'assurance-maladie. Avis du Conseil fédéral sur le rapport de la Commission de gestion du Conseil des Etats du 5 avril 2002, du 30 septembre 2002, FF 2003 296.

Influence de la Confédération sur la maîtrise des coûts dans le domaine de la loi sur l'assurance-maladie – Examen de deux exemples précis. Rapport de la Commission de gestion du Conseil des Etats, du 5 avril 2002, FF 2003 307.

Mesures de maîtrise des coûts dans la LAMal. Mesures et marge de manœuvre des organes responsables de la Confédération. Synthèse de l'Organe parlementaire de contrôle de l'administration à l'attention de la Commission de gestion du Conseil des Etats, du 30 novembre 2001, FF 2003 332.

Influence de la Confédération sur la maîtrise des coûts dans le domaine de la loi sur l'assurance-maladie – Analyse de deux exemples précis. Avis du Conseil fédéral sur le rapport de la Commission de gestion du Conseil des Etats du 5 avril 2002, du 30 septembre 2002, FF 2003 365.

Réduction des primes dans l'assurance-maladie. Subsidés de la Confédération et des cantons ; modèle de répartition pour l'année 2004 (provisoire), Office fédéral des assurances sociales, 6 mai 2003, FF 2003 2949.

Arrêté du Conseil fédéral constatant le résultat de la votation populaire du 9 février 2003, du 25 mars 2003 (*loi fédérale du 21 juin 2002 sur l'adaptation des participations cantonales aux coûts des traitements hospitaliers dispensés dans le canton selon la loi fédérale sur l'assurance-maladie*), FF 2003 2784.

Rapport annuel du Conseil fédéral sur les activités de la Suisse au Conseil de l'Europe en 2002, du 15 janvier 2003 (*cf. les § 3.3 et 3.4 sur les affaires sociales et la santé, p. 428s*), FF 2003 413.

Communication de la Commission de la Concurrence, du 14 janvier 2003 (*ouverture d'une enquête relative à un contrat passé entre les caisses-maladie et des fournisseurs de prestations du canton d'Argovie concernant la facturation des patients hospitalisés en division semi-privée des hôpitaux publics*), FF 2003 57.

Communication de la Commission de la Concurrence, du 15 avril 2003 (*ouverture d'une enquête relative à un contrat passé entre Santésuisse et un fabricant de moyens et appareils d'aide pour l'incontinence*), FF 2003 2816.

Approbation de projets d'institutions d'assurance privée concernant l'utilisation des contributions cantonales aux traitements hospitaliers intracantonaux de patients privés et semi-privés pour l'année 2001, Office fédéral des assurances privées, 22 avril 2003, FF 2003 2840.

Approbation de projets d'institutions d'assurance privée concernant l'utilisation des contributions cantonales aux traitements hospitaliers intracantonaux de patients privés et semi-privés pour l'année 2001, Office fédéral des assurances privées, 22 avril 2003, FF 2003 2841.

Approbation de projets d'institutions d'assurance privée concernant l'utilisation des contributions cantonales aux traitements hospitaliers intracantonaux de patients privés et semi-privés pour l'année 2001, Office fédéral des assurances privées, 29 avril 2003, FF 2003 2861.

Normes techniques pour les dispositifs médicaux, art. 4 al. 3 de l'Ordonnance sur les dispositifs médicaux (Odim), du 25 février 2003, FF 2003 1345.

Notifications et demandes d'autorisation pour des activités impliquant des organismes génétiquement modifiés ou pathogènes en milieu confiné, reçues du 15 mai 2001 au 6 janvier 2003, FF 2003 151.

Notifications et demandes d'autorisation pour des activités impliquant des organismes génétiquement modifiés ou pathogènes en milieu confiné, reçues du 17 septembre 2002 au 17 janvier 2003, FF 2003 409.

Notifications et demandes d'autorisation pour des activités impliquant des organismes génétiquement modifiés ou pathogènes en milieu confiné, reçues du 26 février 2001 au 28 janvier 2003, FF 2003 688.

Notifications et demandes d'autorisation pour des activités impliquant des organismes génétiquement modifiés ou pathogènes en milieu confiné, reçues du 15 septembre 2000 au 28 février 2003, FF 2003 2060.

Notifications et demandes d'autorisation pour des activités impliquant des organismes génétiquement modifiés ou pathogènes en milieu confiné, reçues du 6 septembre 2000 au 15 avril 2003, FF 2003 2870.

## **V. Droit cantonal (sélection) / Kantonales Recht (Auswahl)**

(extrait du "Bulletin de Législation / Gesetzgebungsbulletin", n° 6/2002 avec l'autorisation de l'Institut du Fédéralisme, à Fribourg)

### **AARGAU**

Gesundheitsgesetz (GesG) vom 10.11.1987 (Änderung : § 36 I lit. I neu, 37 lit. i neu, Bewilligung für Mütter- und Väterberaterinnen) vom 06.03.2001, in Kraft ab 01.01.2003. AGS 2002, S. 273.

Gesetz über Einführungsgesetz des BG über die Krankenversicherung (EG zum KVG) vom 28.04.1996 (Änderung: Art. 9 I & II, Einsprache und Beschwerde) vom 17.12.2002, in Kraft ab 01.01.2003. Amtsblatt 2002, Nr. 51, S. 1225.

### **BASEL LAND**

Gesundheitsgesetz vom 10.12.1973 (Änderung : § 47 I , 56 II) (Eingeführt gemäss G über die Einführung des Zivilgesetzbuches; in Sachen Vormundschaftswesen) vom 07.02.2002, in Kraft ab 01.01.2003. GS 34.512.

Spitalgesetz vom 24.06.1976 (Änderung: § 12a aufgehoben) (Eingeführt gemäss G über die Einführung des Zivilgesetzbuches; in Sachen Vormundschaftswesen) vom 07.02.2002, in Kraft ab 01.01.2003. GS 34.512.

EG zum BG über die Krankenversicherung vom 25.03.1996 (EG KVG) (Änderung: Mehrere Paragraphen) vom 06.06.2002, in Kraft ab 01.01.2003. GS 34.598.

## BERNE

Verordnung über die Rechte und Pflichten der Patientinnen und Patienten und der Gesundheitsfachpersonen (Patientenrechtsverordnung, PatV) vom 23.10.2002, in Kraft ab 01.01.2003. BAG 02-74.

## GENEVE

Règlement d'exécution de la Loi sur l'exercice des professions de la santé, les établissements médicaux et diverses entreprises du domaine médicale du 25.07.2001 (Modification : art. 1 I lit. b ; introduite par l'art. 2 III du R modifiant le R sur l'organisation de l'administration cantonale du 03.12.2001) du 18.12.2002, entrée en vigueur le 01.01.2003. FAO 2002, n° 150, p. 2079.

Règlement sur les essais clinique de produits thérapeutiques (Abroge le R sur les médicaments au stade d'essai cliniques du 31.01.1996 et le R conc. Les recherches cliniques comportant des interventions relevant du génie génétique humain du 13.04.1994) du 11.12.2002, entrée en vigueur le 19.12.2002. FAO 2002, n° 147, p. 2010.

Règlement d'application de la Loi sur les prélèvements et les transplantations d'organes et de tissus du 20.05.1998 (Modification : art. 7 I ; introduite par l'art. 2 II du R modifiant le R sur l'organisation de l'administration cantonale du 03.12.2001) du 18.12.2002, entrée en vigueur le 01.01.2003. FAO 2002, n° 150, p. 2079.

Loi sur les établissements publics médicaux du 19.09.1980 (Modification : Art. 21A<sup>bis</sup> nouveau, médecins chefs de service ; Art. 21 A II abrogé ; introduite par l'art. 3 de la L sur l'Université) du 25.10.2002, entrée en vigueur le 01.01.2003. FAO 2002, n° 127, p. 1731.

## GRAUBÜNDEN

Gesetz über Gesundheitswesen des Kantons GR (Gesundheitsgesetz) vom 02.12.1984 (Änderung : Art. 6 III lit. A, 27 I & 28I) (Eingeführt durch Art. 25 Z. 1 des G über Ausbildungsstätten im Gesundheits- und Sozialwesen) Vom 22.09.2002, in Kraft ab 01.01.2003. Amtsblatt 2002, Nr. 40, S. 3198.

Gesetz über Forderung der Krankenpflege und der Betreuung von betagten und pflegebedürftigen Personen (Krankenpflegegesetz) vom 02.12.1979 (Änderung: Art. 3 I lit. a, Gliederungstitel vor Art. 22 & Art. 22 – 24; Art. 7 I lit. c & d & II lit. b & c, 25 & 25<sup>bis</sup> aufgehoben) Eingeführt durch Art. 25 Z. 2 des G über Ausbildungsstätten im Gesundheits- und Sozialwesen vom 22.09.2002, in Kraft ab 01.01.2003. Amtsblatt, Nr. 40 S. 3199.

Gesetz über die Krankenversicherung und Prämienverbilligung vom 26.11.1995 (KPVG) (Änderung; Mehrere Artikel) (Die Art. 1 III, 5 I, 7 II, 9 V & 16 III treten auf den 01.06.2002 in Kraft) vom 03.03.2002, in Kraft ab 01.01.2003, bestaffelte Inkraftsetzung. Amtsblatt 2002, Nr. 22, S. 1826.

## JURA

Loi sur les hôpitaux du 22.06.1994 (Modification : nombreux articles) du 28.08.2002, entrée en vigueur le 01.01.2003. Journal officiel N° 30, p. 499.

## SCHAFFHAUSEN

Verordnung über die Rechte und Pflichten der Patientinnen und Patienten (Patientenrechtsverordnung, PatV) vom 08.05.2001 (Änderung: § 34 III; § 35 & 36 aufgehoben; im Zusammenhang mit der V über Heilversuche und wissenschaftliche Versuche am Menschen) vom 25.06.2002, in Kraft ab 01.01.2003. Amtsblatt 2002, Nr. 26, S. 980.

Verordnung über Heilversuche und wissenschaftliche Versuche am Menschen (Hebt die V über Versuche mit Heilmitteln am Menschen vom 19.04.1994 auf) vom 25.05.2002, in Kraft ab 01.01.2003. Amtsblatt 2002, Nr. 26, S. 977.

## ST GALLEN

Gesundheitsgesetz vom 28.06.1979 (Änderung: Art. 2, Organe; 11, Kantonsapotheker; 29, staatliche Einrichtungen; 30, Organisation; 32, Spitalkommission; 32<sup>bis</sup>, Patientenrechte; eingeführt durch das G über die Spitalverbünde) vom 21.06.2002, in Kraft ab 01.01.2003, Amtsblatt 2002, Nr. 21, S. 1013.

## TICINO

Legge di applicazione alla LF sull'assicurazione malattie (LCAMal) del 26.06.1997 (Modifica : Art. 51, partecipazione del Comune) del 24.06.2002, entrata in vigore il 01.01.2003. BU 2002, 420.

## VAUD

Loi du 29.05.1985 sur la santé publique (Modification : art. 16 V, autorité sanitaire communale ; 17a nouveau, secours) du 05.12.2001, entrée en vigueur le 01.01.2003. FAO 2001 N° 102, p. 5115.

Tous ces textes sont en vigueur / Alle Texte in Kraft.

## **VI. Déclarations et directives éthiques et professionnelles / Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien**

### SUISSE / SCHWEIZ

ACADEMIE SUISSE DES SCIENCES MEDICALES, Directives médico-éthique pour le traitement et la prise en charge des patients de longue durée souffrant d'atteintes cérébrales extrêmes, *Bulletin des médecins suisses*, 2003, 84, n° 5, p. 210.

ACADEMIE SUISSE DES SCIENCES MEDICALES, Directives concernant l'exercice de la médecine auprès des personnes détenues, *Bulletin des médecins suisses*, 2003, 84, n° 7, p. 311.

CNE, Prise de position sur le clonage reproductif de l'être humain, *Bulletin des médecins suisses*, 2003, 84, n° 6, p. 250.

## **Jurisprudence / Rechtsprechung**

### **I. Jurisprudence CEDH (sélection) / Rechtsprechung EMRK (Auswahl)** (<http://www.echr.coe.int>)

HUTCHISON REID c. ROYAUME-UNI, Arrêt de la Cour du 20 février 2003.

*Internement en raison de troubles mentaux jugés incurables – Art. 5 § 1 e) – Aux fins de l'art. 5 § 1 e) CEDH, la détention «d'un aliéné» doit remplir trois conditions : sauf cas d'urgence, l'aliénation doit être établie par voie d'expertise et justifier une privation de liberté, laquelle, enfin, ne peut se prolonger sans la persistance du trouble mental. En l'espèce, ne viole pas l'art. 5 § 1 e) CEDH une disposition nationale qui ne permet pas la libération d'une personne internée lorsque le trouble mental est jugé incurable, si elle présente un risque pour autrui. De l'avis de la Cour, il serait inacceptable, sous l'angle de l'art. 5 § 1 e) CEDH, de ne pas détenir un malade mental dans un environnement thérapeutique adéquat – Art. 5 § 4 CEDH (contrôle à bref délai de l'internement) – Violation, d'une part parce que la loi imposait au requérant le fardeau de la preuve concernant l'irrégularité de sa détention et faute d'un contrôle «à bref délai» de l'internement du requérant, d'autre part.*

PRETTY c. ROYAUME-UNI, Arrêt de la Cour du 29 avril 2002 (cité in *San-News* n° 18).  
Bref commentaire de Jean Hauser dans la *Revue trimestrielle de droit civil* 2002, p. 482.

## **II. Jurisprudence des juridictions communautaires (sélection) / Rechtsprechung der Gerichte der EG (Auswahl)** <http://curia.eu.int/fr/index.htm> )

ASTRAZENECA A/S c. LÆGEMIDDELSTYRELSEN, aff. C-223/01 – Conclusions de l'Avocat général du 23 janvier 2003.  
*Conditions de la procédure abrégée au sens de la directive 65/65/CEE pour l'autorisation de mise sur le marché d'un générique.*

DEUTSCHER APOTHEKERVERBAND eV c. DOCMORRIS NV, aff. C-322/01 – Conclusions de l'Avocat général du 11 mars 2003.  
*Interprétation des articles 28 CE et 30 CE, de la directive 92/28/CEE du Conseil concernant la publicité faite à l'égard des médicaments à usage humain, et de la directive 2000/31/CE du Parlement européen et du Conseil ('directive sur le commerce électronique') – Législation nationale restreignant les livraisons de médicaments à usage humain par les pharmacies établies dans un autre État membre à la suite de commandes individuelles de consommateurs via Internet – Exigence d'une prescription médicale – Interdiction de la publicité pour la vente par correspondance de médicaments - 'Pharmacie Internet'.*

FEDERACION NACIONAL DE EMPRESAS DE INSTRUMENTACION c. COMMISSION, aff. T-319/99 – Arrêt du Tribunal de première instance du 4 mars 2003.  
*Concurrence – Abus de position dominante – Service public de santé – Retards de paiement des factures – Plaintes des fournisseurs – Notion d'entreprise.*

IDRYMA KOINONIKON ASFALISEON (IKA) c. VASILEIOS IOANNIDIS, aff. C-326/00 – Arrêt de la Cour du 25 février 2003.  
*Sécurité sociale – Hospitalisation du titulaire d'une pension à l'occasion d'un séjour dans un autre État membre que celui où il réside – Conditions de prise en charge – Articles 31 et 36 du règlement (CEE) n° 1408/71 – Articles 31 et 93 du règlement (CEE) n° 574/72.*

LES LABORATOIRES SERVIER c. COMMISSION, aff. T-147/00 – Arrêt du Tribunal de première instance du 28 janvier 2003.  
*Médicaments à usage humain – Procédures communautaires d'arbitrage – Retrait des autorisations de mise sur le marché – Compétence – Anorexigènes sérotoninergiques: dexfenfluramine, fenfluramine – Directives 65/65/CEE et 75/319/CEE.*

PATRICIA INIZAN c. CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DES HAUTS DE SEINE, aff. C-56/01 – Conclusions de l'Avocat général du 21 janvier 2003.  
*Libre prestation des services – Article 22 du règlement n° 1408/71 – Validité – Exigence d'une autorisation préalable pour le remboursement des frais d'hospitalisation engagés dans un autre État membre que celui d'affiliation.*

THE QUEEN c. THE LICENSING AUTHORITY, aff. C-106/01 – Conclusions de l'Avocat général du 23 janvier 2003.  
*Données auxquelles une autorité compétente au sens de la directive 65/65/CEE peut se référer pour statuer sur une demande de mise sur le marché d'un produit pharmaceutique – Notion de produit similaire.*

### III. Jurisprudence étrangère (sélection) / Ausländische Rechtsprechung (Auswahl)

#### ALLEMAGNE

Medizinrecht Heft 2 (2003), p. 109, VGH Bad.-Württ., Urt. v. 10.9.2002 – 9 S 2506/01 (VG Stuttgart).  
*Konkurrierende Ethikkommissionen bei klinischer Prüfung von Medizinprodukten.*

Medizinrecht Heft 3 (2003), p. 174, OLG München, Urt. v. 31.1.2002 – 1 U 4705/98.  
*Eingeschränkte Verbindlichkeit des Vetos eines zeugen Jehovas gegen eine Bluttransfusion selbst ausdrücklicher und aktueller Willensäußerung in einer Patientenverfügung.*

Medizinrecht Heft 3 (2003), p. 172, OLG Nürnberg, Urt. v. 30.10.2000 – 5 U 319/00.  
*Aufklärung eines fremdsprachigen Patienten.*

#### BELGIQUE

Revue de droit de la santé, 2002-2003, n° 3, p. 171, Hof van beroep te Antwerpen (1. Kamer), 30 april 2001.  
*Le fait que le médecin (urologue) n'applique pas la méthode la plus indiquée a fait perdre au patient des chances d'obtenir un résultat plus favorable (perte d'une chance).*

#### ÉTATS-UNIS

American Journal of Law and Medicine n°29 (2003), p.141, *Wood v. University of Utah Medical Center*.  
*Wrongful Birth : Utah Statute banning wrongful birth claims does not violate due process or equal protection.*

#### FRANCE

La Semaine Juridique, Édition générale, n° 4 p. 142, CE, ord. réf., 22 août 2002, req. n° 245624, Sté SFR (Juris-Data n° 2002-0643324), avec commentaire.  
*Le principe de précaution appliqué à la téléphonie mobile. Eu égard à l'intérêt qui s'attache à la couverture du territoire par le réseau de téléphonie mobile et aux intérêts de la société requérante, résultant notamment des autorisations qui lui ont été délivrées, et en l'absence de risques sérieux prouvés pour la santé publique, l'urgence justifie la suspension de la décision attaquée par laquelle un maire s'est opposé aux travaux déclarés par ladite société (...).*

La Semaine Juridique, Édition générale, n° 13 p. 572, TA Nantes, 3<sup>e</sup> ch., 5 septembre 2002, Cts Martinot (Juris-Data n° 2002-197717) et 2<sup>e</sup> CA Angers, 1<sup>ère</sup> ch. B, 9 septembre 2002, Cts Martinot c/Préfet du Maine-et-Loire (Juris-Data n° 2002-197010), avec commentaire.  
*Sépulture-inhumation : la cryogénisation ne constitue pas un mode d'inhumation prévu par le Code général des collectivités territoriales.*

Médecine & droit, n° 57, 2002, p. 22, TA Lille, 25 août 2002.  
*Le principe de l'inviolabilité du corps humain s'oppose à ce que l'on transfuse contre son gré un témoin de Jéhovah.*

Revue trimestrielle de droit civil 2003, p. 98 ; Cass. Civ. 1<sup>re</sup>, 13 novembre 2002 (2 arrêts).  
*Obligation d'information médicale. Conséquences de sa violation.*

#### IV. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung

La jurisprudence des autorités administratives de la Confédération (JAAC) est accessible en texte intégral sur internet à l'adresse suivante : <http://www.jaac.admin.ch> . La jurisprudence du Tribunal fédéral est accessible à l'adresse suivante : <http://www.bger.ch/> .

ATF 128 V 93 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 16 avril 2002.

*Preuve de l'intensité et de la durée des soins à domicile dus à l'invalidité – Valeur probante d'un rapport d'enquête de l'office AI (art. 14 al. 3 LAI ; art. 4, 69 et 73<sup>bis</sup> RAI).*

ATF 128 V 95 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 29 avril 2002.

*Que le financement de mesures de nature pédago-thérapeutique en faveur d'enfants handicapés de la vue qui fréquentent l'école publique ne soit pas inclus dans l'énumération exhaustive de l'art. 9 al. 2 RAI ne contrevient ni à la loi (art. 19 al. 3 LAI) ni à la Constitution.*

ATF 128 V 102 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 29 avril 2002.

*L'art. 8<sup>ter</sup> al. 2 RAI, qui contient une liste exhaustive des mesures de nature pédago-thérapeutique nécessaires pour compléter l'enseignement spécialisé, est conforme à la loi et à la Constitution – La musicothérapie ne figure pas dans la liste des mesures de nature pédago-thérapeutique de l'art. 8<sup>ter</sup> al. 2 RAI et n'est donc plus pris en charge par l'assurance invalidité depuis l'entrée en vigueur de cette disposition.*

ATF 128 V 135 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 28 mars 2002.

*L'ablation par un dentiste d'une modification pseudo tumorale de la muqueuse génale dans la cavité buccale, au sens de l'art. 17 let. c ch. 1 OPAS, constitue un traitement médical – L'entrée en vigueur de la LAMal laisse subsister la jurisprudence constante rendue en application de la LAMA, selon laquelle les dentistes sont assimilés aux médecins en ce qui concerne les mesures thérapeutiques pratiquées dans la cavité buccale, qui ne constituent pas des soins dentaires au sens étroit mais qui, ce nonobstant, sont dispensées presque exclusivement par des dentistes.*

ATF 128 V 143 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 22 avril 2002.

*Délimitation entre traitement médical et dentaire (art. 25 et art. 31 al. 1 let. a LAMal ; art. 17 let. d ch. 1 et art. 17 let. d ch. 3 OPAS) – Au premier rang des critères permettant de délimiter traitements médicaux et dentaires figurent le point d'application du traitement et le but thérapeutique visé par ce dernier – Quant au point d'application, sont des traitements dentaires –comme déjà selon la jurisprudence constante rendue sous l'empire de la LAMA– principalement les mesures thérapeutiques appliquées à l'appareil masticatoire – Le but thérapeutique, qui constitue un autre critère déterminant, dépend de la partie du corps ou de la fonction qui doit être directement soignée ou restaurée – La pose d'une gouttière facilitant le broyage des aliments, destinée à décharger la musculature et l'articulation de la mâchoire, constitue un traitement médical.*

ATF 128 V 149 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 4 juin 2002.

*Conformément à l'art. 28 al. 2 LACI, les prestations de l'assurance-chômage ont un caractère subsidiaire – L'art. 71 al. 2 LAMal institue un droit inconditionnel à la transformation d'une assurance d'indemnités journalières – Une réduction des prestations d'assurance sociale doit être évitée tant que la personne assurée supporte des frais ou des pertes au sens de l'art. 122 al. 2 OAMal – Comme dans le domaine de l'assurance-accidents, le calcul de surindemnisation doit porter sur toute la période de décompte et –comme déjà sous l'empire de la LAMA– reposer sur un compte global.*

ATF 128 V 263 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 15 juillet 2002.

*Une décision d'affiliation d'office rendue par l'organe cantonal de contrôle de l'assurance-maladie en vertu de l'art. 6 al. 2 LAMal est susceptible, en dernière instance, d'un recours de droit administratif au Tribunal fédéral des assurances (art. 5 PA) – La procédure d'affiliation d'office de l'art. 6 al. 2 LAMal ne peut concerner que les personnes soumises à l'obligation d'assurance qui ne se sont pas assurées ou qui n'ont pas été assurées par leur représentant légal en temps utile – La procédure de changement d'assureur ne peut amener en aucun cas une interruption, même momentanée, de la protection d'assurance – Rapport entre les art. 6 al. 2 et 7 LAMal – L'organe de contrôle de l'assurance-maladie ne peut pas affilier d'office à un assureur les candidats à l'assurance*



*que celui-ci refuse d'accepter (in casu : les requérants d'asile assistés séjournant dans le canton de Genève), lorsqu'ils sont déjà assurés par une autre caisse-maladie.*

JAAC n° 67.31, 2003 vol. I – Décision de la Commission fédérale de recours en matière de produits thérapeutiques du 13 septembre 2002.

*Médicaments – Admission d'indications supplémentaires s'agissant d'antibiotiques innovants – Examen du rapport bénéfice/risque dans le cas d'un antibiotique de réserve – Portée d'autorisations de mise sur le marché étrangères.*

RAMA 2/2002, p. 468 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 23 septembre 2002 (K 25/02).

*L'assureur maladie peut exiger le remboursement de rémunérations versées à tort pour cause de traitement non-économique - qu'il s'agisse du système du tiers garant ou du tiers payant - non seulement du fournisseur de prestations, mais également de l'assuré.*

RAMA 2/2002, p. 475 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 14 octobre 2002 (K 128/01).

*Il y a cas d'urgence justifiant l'application d'un traitement hospitalier hors du canton de résidence lorsque des soins médicaux doivent être administrés sans tarder et qu'il n'est pas possible ou pas approprié d'imposer à l'assuré de retourner dans son canton de résidence pour y être hospitalisé.*

RAMA 2/2002, p. 516 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 4 juillet 2002 (U 88/02).

*Caractère adéquat du lien de causalité (art. 9 LAA). Cas dans lequel le caractère adéquat du lien de causalité entre une maladie professionnelle et ses séquelles psychiques a été admis.*

RAMA 2/2002, p. 522 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 17 juillet 2002 (U 417/01).

*Droit aux prestations au cas où plusieurs accidents entrent en ligne de compte. S'il s'avère hautement probable qu'une atteinte à la santé est la conséquence d'un accident, la personne a droit aux prestations, et ce même s'il n'est pas possible de déterminer conformément à la règle du degré de vraisemblance prépondérante auquel des accidents entrant en ligne de compte il faut l'imputer. Le droit s'exerce contre l'assureur auprès duquel l'accident le plus proche de la rechute du point de vue chronologique était assuré.*

RAMA 2/2002, p. 531 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 30 juillet 2002 (U 2497/01).

*Lien de causalité adéquate. Accident analogue à un accident de type « coup du lapin » à la colonne cervicale, sans preuve d'un déficit fonctionnel organique. Lors de troubles d'ordre psychique consécutifs à un accident, l'appréciation de la causalité adéquate se fonde sur des critères différents selon que l'assuré a été victime ou non d'un traumatisme de type « coup du lapin » à la colonne cervicale, d'un traumatisme analogue ou d'un traumatisme cranio-cérébral.*

Journal des Tribunaux, n° 11, 2002, p. 405 – S. c. canton de Berne, Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale et Tribunal administratif, 23 mai 2000 (ATF 126 I 112).

*Liberté personnelle – Légalité – Traitement médical : Médication et isolement imposés à un patient dans une clinique du canton de Berne – Recours du patient partiellement admis par le Tribunal administratif cantonal, qui a néanmoins admis la constitutionnalité d'une partie du traitement – Recours de droit public du patient rejeté par le TF.*

Journal des Tribunaux, n° 13, 2002, p. 474 – X. c. Tribunal administratif du canton de Zug, 1<sup>er</sup> octobre 2001 (ATF 128 III 12).

*Privation de liberté à des fins d'assistance – Concours d'un expert : demande de libération – Avis négatif du médecin de la clinique – Refus du Tribunal administratif, juridiction unique – Recours au TF – Renvoi de la cause à la juridiction précédente.*

Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese, II – 2002 p. 76 n° 24, Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 4 mars 2002 N. 2P.300/2001, cause P.

*Art. 8 LEOC. EOC : mancato rinnovo del contratto quale medico aggiunto. I rapporti di lavoro tra ospedale pubblico e medici devono di massima essere assoggettati al diritto pubblico, perlomeno quando quest'ultimi agiscono nel quadro delle funzioni che sono state loro assegnate. Tuttavia, è possibile per i Cantoni prevedere la conclusione di contratti di lavoro di natura privatistica in casi particolari, segnatamente quando si tratta di occupazioni di breve durata o per compiti speciali.*

Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese, II – 2002 p. 331 n° 89, Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 28 décembre 2001 N. K/80/00, cause P.

*Art. 24, 32, 33 LAMal ; 33 OAMal ; 1 OPre. Ricostruzione di un seno sano in seguito ad amputazione e ricostruzione del seno malato di un'assicurata di professione estetista – assunzione dei costi. I costi di un seno divenuto asimmetrico in seguito all'amputazione e ricostruzione del seno colpito da tumore non possono essere posti a carico dell'assicurazione obbligatoria contro le malattie in base alla cifra 1.1. dell'allegato 1 all' Opre, poiché essa prevede unicamente l'assunzione delle spese della ricostruzione di un seno amputato per motivi medici al fine di ristabilire l'integrità psichica e fisica della paziente. Tuttavia, i costi di questo provvedimento possono essere assunti obbligatoriamente dalla LAMal se è provato con il grado di verosiglianza preponderante che la paziente soffre di una malattia psichica la quale presenta un nesso di causalità con l'asimmetria del seno.*

Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese, II – 2002 p. 336 n° 90, Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 24 janvier 2002 N. U/284/01, cause C.

*Art. 6 cpv. 1 LAINF ; 9 cpv. 1 OAINF. Nozione di infortunio – atto medico – lesione del nervo alveolare nel corso dell'estrazione di un dente del giudizio. Il carente adempimento di tutti gli accertamenti diagnostici necessari non può essere considerato un atto di imperizia grossolana e straordinaria, assimilabile ad un infortunio (in casu, la lesione del nervo rappresenta un rischio specifico in occasione di ogni estrazione di un dente).*

Die Praxis, Heft 2/2003, Nr. 36 p. 173 (= 4P. 139/2002) – Arrêt (non publié) du Tribunal fédéral, 1<sup>ère</sup> Cour civile, du 10 octobre 2002.

*Der Patient kann nicht rechtsgültig in die Behandlung einwilligen, wenn er nicht umfassend über die Risiken einer Operation informiert wird (Art. 9, 29 Abs. 2 BV).*

Die Praxis, Heft 2/2003, Nr. 42 p. 199 (= ATF 128 V 75) – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 7 mars 2002.

*Streitigkeit über die Vergütung der Kosten von im Ausland erbrachten Leistungen (ohne dass ein Notfall vorgelegen hätte), welche in der Schweiz nicht angeboten werden (Art. 34 Abs. 2 KVG; Art. 36 Abs. 1 KVV).*

Die Praxis, Heft 3/2003, Nr. 62 p. 309 (= ATF 128 V 174) – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 23 mai 2002.

*Évaluation de l'invalidité (art. 18 al. 2 LAA). Confirmation de jurisprudence.*

## **V. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung**

### **BERNE**

BVR/JAB 2003 p. 43ss – Urteil des Verwaltungsgericht vom 27.11.01.

*Assurance-invalidité : détermination du revenu hypothétique réalisable sans invalidité (art. 28 al. 2 LAI).*

BVR/JAB 2003 p. 57ss – Urteil des Verwaltungsgericht vom 22.04.02.

*Responsabilité de l'hôpital pour une intervention médicale – Insuffisance de l'information portant sur les risques de l'opération – Consentement hypothétique du patient.*

### **TICINO**

Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese, II – 2002 p. 339 n° 91, TCA 30.1. 2002 N. 35.1991.00071-72 in re W. Assicurazioni e R.M.

*Art. 6 cpv. 3 LAINF ; 10 OAINF. Lesioni causate durante la cura medica successiva a infortuni assicurati. L'assicurazione contro gli infortuni risponde di ogni lesione provocata dalla cura medica successiva a infortuni assicurati, anche se l'atto lesivo non rientra nella nozione di infortunio o non sia dovuto ad un errore medico o lesione corporale penalmente perseguibile ; occorre tuttavia che sussista un nesso di causalità naturale e adeguata tra il danno alla salute e il trattamento medico incriminato.*

Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese, II – 2002 p. 343 n° 93, TCA 18.3.2002 N. 35.1999.00080 in re CE A.S.

*Art. 24 cpv. 1 LAINF. Mesotelioma maligno diffuso – limitate prospettive di vita – esclusione del diritto degli eredi a un'indennità per menomazione all'integrità. Qualora una malattia professionale, in casu il mesotelioma maligno diffuso, implichi per l'assicurato al momento della pretesa stabilizzazione dello stato di salute una prospettiva di vita assai limitata, l'indennità per menomazione all'integrità non deve essere erogata, poiché il presupposto della durevole menomazione non può più realizzarsi. Il concetto di durevolezza, infatti, impone una lunga durata nel tempo della menomazione.*

VALAIS

RVJ, n° 1, 2002, p. 103 – ATCA C. R. c. Mutuelle valaisanne, 5 décembre 2000.

*Patient ne bénéficiant pas d'une assurance de soins dentaires souffrant d'une parodontite juvénile progressive – Appréciation d'un rapport d'expert – Garantie d'un traitement à long terme.*

RVJ, n° 1, 2002, p. 112 – KVG i. S.G. c. Kantonale IV-Stelle Wallis, 3 juillet 2001.

*Intérêts moratoires en matière d'assurances sociales.*

## Doctrines / Lehre

### I. Doctrines internationale et étrangère (sélection) / Internationale und ausländische Lehre (Auswahl)

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

ARTICLES / AUFSÄTZE

#### Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

ANNAS G. J., The Right to Health and the Nevirapine Case in South Africa, *New England Journal of Medicine*, 348 (2003), p. 750.

BOUREL M., ARDAILLOU R., Les centres de ressources biologiques dans les établissements de soins, *Bulletin de l'Académie Nationale de Médecine*, 2002, tome 186 n° 8, p. 1551.

DAWSON J., Randomised controlled trials of mental health legislation, *Medical Law Review*, vol. 10, n° 3, Autumn 2002, p. 308.

FEIGAL D. W., GARDNER S. N., MC CLELLAN M., Ensuring safe and effective medical devices, *New England Journal of Medicine*, 348 (2003), p. 1486.

FONTANAROSA P. B., RENNIE D., DEANGELO C. D., The need for regulation of dietary supplements – lessons from ephedra, *Journal of American Medical Association*, 289 (2003), p. 1568.

FOUASSIER E., Dispensation pharmaceutique : une intervention remarquée du Conseil d'État, *Médecine & droit*, 2002, n° 57, p. 13.

FRIEDMAN M. A., DEN BESTEN H., ATTARAN A., Out-licensing: a practical approach for improvement of access to medicines in poor countries, *Lancet* 361 (2003), p. 341.

GARATTINI S., BERTELE V., BASSI L. L., Light and shade in proposed revision of EU drug-regulatory legislation, *Lancet*, 361 (2003), p. 635.

GOURDON P., La consommation de cannabis nécessaire à la sauvegarde de la santé : une application contestable de l'article 122-7 du code pénal, *Le Dalloz* 2003, n° 9, p. 584.

STUDDERT D. M., MELLO M. M., BRENNAN T. A., Medical monitoring for pharmaceutical injuries. The law for the public's health?, *Journal of American Medical Association*, 289 (2003), p. 889.

### **Assurances sociales**

DEL SOL M., Les mutuelles de santé : entre logique concurrentielle et éthique solidariste, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 1, 2003, p. 71.

GEBAUER C. A., Grenzen der Übermittlung von Patientendaten zwischen Krankenhaus und Krankenkasse, *Neue Juristische Wochenschrift*, n° 11 (2003), p. 777.

KOCHER R., Bientôt des primes par tête dans l'assurance-maladie allemande ?, *Sécurité sociale*, 2003, n° 1, p. 44.

ROSENBAUM S., Managed care and patients' rights, *Journal of American Medical Association*, 289 (2003), p. 906.

### **Droits des patients, droit de la personnalité**

ALBERS M., Die rechtlichen Standards der Biomedizin-Konvention des Europarates, *Europarecht*, Heft 6, 2002, p. 801.

BERGHMANS R. L. P., Ethische Aspekte der medikamentösen Behandlung dementer Patienten, *Ethik in der Medizin*, 15 (2003) 1, p. 7.

BLOCKX F., Témoignage du corps humain et consentement éclairé : mens rea in corpore tacito ?, *Revue de droit de la santé*, 2002-2003, n° 3, p. 161.

BOSSI J., European directive of October 24, 1995 and protection of the medical data: The consequences of the French law governing data processing and freedoms, *European Journal of Health Law*, 2002, vol. 9, n° 3, p. 201.

BOYD P., The requirements of the Data Protection Act 1998 for the processing of medical data, *Journal of Medical Ethics*, 29 (2003), p. 34.

CANELLOPOULOS-BOTTIS M., The implementation of the European directive 95/46/EC in Greece and medical/genetic data, especially with regard to medical data, *European Journal of Health Law*, 2002, vol. 9, n° 3, p. 207.

CHALMERS J., MUIR R., Patient privacy and confidentiality, *British Medical Journal*, 326 (2003), p. 725.

DUPONT M., L'accès du patient aux documents médicaux personnels. Ses aspects pratiques à l'hôpital, *Gazette du Palais*, novembre-décembre 2002, p. 1717.

ENGELSCHION S., The implementation of directive 95/46/EC in Norway, especially with regard to medical data, *European Journal of Health Law*, 2002, vol. 9, n° 3, p. 189.

ESPER C., La personne de confiance, *Gazette du Palais*, novembre-décembre 2002, p. 1723.

GUIGUE J., Solidarité envers les personnes handicapées. Première application jurisprudentielle du Titre I de la loi du 4 mars 2002, *Gazette du Palais*, novembre-décembre 2002, p. 1714.

HAHN M. E., Advance directives and patient-physicians communication, *Journal of American Medical Association*, 289 (2003), p. 96.

HARRIS J., Consent and end of life decisions, *Journal of Medical Ethics*, 29 (2003), p. 10.

HARRIS L. H., PALTROW L., The status of pregnant women and fetuses in US criminal law, *Journal of American Medical Association*, 289 (2003), p. 1697.

HESSLER G., Das Ende des Selbstbestimmungsrechts ?, *Medizinrecht*, Heft 1, 2003, p. 13.

HOOGHIEMSTRA T., The implementation of directive 95/46/EC in the Netherlands, with special regard to medical data, *European Journal of Health Law*, 2002, vol. 9, n° 3, p. 219.

KENT A., Consent and confidentiality in genetics: whose information is it anyway, *Journal of Medical Ethics*, 29 (2003), p. 16.

LACHAUD Y., Le droit au refus de soins après la loi du 4 mars 2002 : premières décisions de la juridiction administrative, *Gazette du Palais*, novembre-décembre 2002, p. 1729.

O'BRIEN J., CHANTLER C., Confidentiality and the duty of care, *Journal of Medical Ethics*, 29 (2003), p. 36.

O'NEILL O., Some limits of informed consent, *Journal of Medical Ethics*, 29 (2003), p. 4.

SENIERS F., La commission départementale des travailleurs handicapés face à la Convention européenne des droits de l'homme : respects des droits civils et principe d'impartialité, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 1, 2003, p. 163.

TAUPITZ J., Die Vertretung kollektiver Patienteninteressen, *Medizinrecht*, Heft 1, 2003, p. 7.

VAN STADEN C. W., KRÜGER C., Incapacity to give informed consent owing to mental disorder, *Journal of Medical Ethics*, 29 (2003), p. 41.

VEZIN-DAVID R., Faut-il remplacer les droits dérivés à protection sociale par des droits autonomes ? (la nécessaire distinction du droit privé aux soins et du droit dérivé à pension), *Revue de droit sanitaire et social*, n° 1, 2003, p. 1.

### **Ethique biomédicale**

CASSIERS L., La dignité de l'embryon, *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, n° 54, 2003, p. 403.

DALCQ-DEPORTER J., L'utilité des comités d'éthique, *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, n° 54, 2003, p. 549.

DE VEL G., Le rôle du Conseil de l'Europe en matière de bioéthique, *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, n° 54, 2003, p. 347.

JOST T. S., Rights of embryo and fetus in private law, *The American Journal of Comparative Law*, vol. 50 n° 3, summer 2002, p. 633.

KIVILCIM-FORSMAN Z., Eugénisme et ses diverses formes, *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, n° 54, 2003, p. 515.

MARCUS-HELMONS S., Quelques aspects éthiques relatifs à la protection juridique des inventions biotechnologiques, *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, n° 54, 2003, p. 537.

MATHIEU B., Bioéthique – Le refus du clonage reproductif ou les faiblesses d'une éthique de l'émotion, *La Semaine Juridique*, n° 6, 6 février 2003, p. 217.

MATHIEU B., De la difficulté d'appréhender l'emploi des embryons humains en termes de droits fondamentaux, *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, n° 54, 2003, p. 387.

NEIRINCK C., L'embryon humain : une catégorie juridique à dimension variable ?, *Le Dalloz*, 2003, n° 13, p. 841.

WEYMA L., Pränatale und präimplantive Selektion als Diskriminierungsproblem, *Medizinrecht*, Heft 3, 2003, p. 148.

### **Euthanasie, assistance au suicide**

DE SCHUTTER O., L'aide au suicide devant la Cour européenne des droits de l'homme, À propos de l'arrêt Pretty c. Royaume-Uni du 29 avril 2002, *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, n° 53, 2003, p. 71.

FREEMAN M., Denying death its dominion: thoughts on the Diane Pretty case, *Medical Law Review*, vol. 10, n° 3, Autumn 2002, p. 245.

KHORRAMI K., Die "Euthanasie-Gesetze" im Vergleich : eine Darstellung der aktuellen Rechtslage in den Niederlanden und in Belgien, *Medizinrecht*, Heft 1, 2003, p. 19.

LEENEN H.J.J., Assistance to suicide and the European court of human rights: the Pretty case, *European Journal of Health Law*, 2002, vol. 9, n° 3, p. 257.

MAURON A., HURST S. A., Assisted suicide and euthanasia in Switzerland : allowing a role for non physician, *British Medical Journal*, 326 (2003), p. 271.

SIMON A., GEISSENDÖRFER S. E., Expertengespräch "Regelungsbedarf der passiven Sterbehilfe", *Ethik in der Medizin*, 14 (2002) 4, p. 289.

VOLLMANN J., Ärztliche Beihilfe zum Suizid bei AIDS-Patienten in den USA : eine qualitative Interview-Studie über professionelle Ethik und Praxis im Wandel, *Ethik in der Medizin*, 14 (2002) 4, p. 270.

### **Exercice des professions de la santé, politique professionnelle**

DUBOIS L., Le guérisseur devant le juge communautaire, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 1, 2003, p. 29.

ROSENBAUM S., The impact of United States law on medicine as a profession, *Journal of American Medical Association*, 289 (2003), p. 1546.

SCHWARTZ R., Le Conseil de l'ordre peut refuser d'inscrire au tableau de garde un médecin au motif qu'il n'est pas conventionné, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 1, 2003, p. 38.

### **Famille et santé**

HENRION R., Les violences familiales, *Bulletin de l'Académie Nationale de Médecine*, 2002, tome 186 n° 8, p. 1565.

### **Génétique humaine et biotechnologies**

CASSE F., HERVIEU F., Les « OGM alimentaires » : évaluation et gestion des risques : aspects scientifiques et réglementaires, *Bulletin de l'Académie Nationale de Médecine*, 2002, tome 186 n° 8, p. 1377.

DRESSER R., Protecting Posthumous Children, *Hastings Center Report*, 2002, vol. 32 n° 6, November-December, p. 8.

DELMAS-MARTY M., Interdire et punir: le clonage reproductif humain, *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, n° 54, 2003, p. 429.

FRYDMAN R., Le clonage reproductif et thérapeutique, *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, n° 54, 2003, p. 421.

KHOURY M. J., MCCABE L. L., MCCABE E. R. B., Population Screening in the Age of Genomic Medicine, *New England Journal of Medicine*, 348 (2003), p. 50.

KÖRNER U., In-vitro-Kultur menschlicher Embryonen Medizinische Möglichkeiten und Konsequenzen, *Ethik in der Medizin*, 15 (2003) 1, p. 68.

LAHALLE T., Clonages et dignité humaine, *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, n° 54, 2003, p. 441.

LIDDELL K., Did the watchdog bark, bite or whimper? The UK report on the use of personal genetic information, *European Journal of Health Law*, 2002, vol. 9, n° 3, p. 243.

MCLACHLAN H. V., SWALES J. K., Posthumous Insemination and Consent : The Continuing, Troubling Case of Mr and Mrs Blood, *Human Reproduction and Genetic Ethics*, 2003, vol. 9 n° 1, p. 7.

MCLEAN M. R., Red Light, Green Light : The California Cloning and Stem Cell Laws, *Hastings Center Report*, 2002, vol. 32 n° 6, November-December, p. 7.

TASSICKER R. et al., Prenatal diagnosis requests for Huntington's disease when the father is at risk and does not want to know his genetic status : clinical, legal, and ethical viewpoints, *British Medical Journal*, 326 (2003), p. 331.

THORSTEINSDÓTTIR H., DAAR A. S., SMITH R. D., and al., Genomics – a global public good ?, *Lancet*, 361 (2003), p. 891.

TROUVIN J.-H., Sécurité sanitaire des OGM utilisés en thérapeutique, *Bulletin de l'Académie Nationale de Médecine*, 2002, tome 186 n° 8, p. 1401.

### **Mesures médicales spéciales**

PARMET W. E., The impact of Law on Coronary Heart Disease : Some Preliminary Observations on the Relationship of Law to "Normalized" Conditions, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2002, p. 594.

### **Nouvelles technologies de l'information et santé**

HERVEG J., VERHAEGEN M.-N., POULLET Y., Les droits du patient face au traitement informatisé de ses données dans une finalité thérapeutique : Les conditions d'une alliance entre informatique, vie privée et santé, *Revue de droit de la santé*, 2002-2003, n° 2, p. 56.

### **Personnes âgées et santé**

TERRASSON DE FOUGERE A., La maltraitance des personnes âgées, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 1, 2003, p. 176.

### **Recherche biomédicale**

BARNES M., FLORENCIO P. S., Financial Conflicts of Interest in Human Subjects Research : The Problem of Institutional Conflicts, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2002, p. 381.

BEKELMAN J. E., LI Y., GROSS C. P., Scope and Impact of Financial Conflicts of Interest in Biomedical Research. A Systematic Review, *Journal of American Medical Association*, 289 (2003), p. 454.

BRAVO G., PÂQUET M., DUBOIS M. F., Knowledge of the legislation governing proxy consent to treatment and research, *Journal of Medical Ethics*, 29 (2003), p. 44.

BYK C., Progrès scientifique et droits de l'homme : la rupture ?, *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, n° 54, 2003, p. 363.

CUÉNOD M., GASSER J., Research on the mentally incompetent. *Journal of Medical Ethics*, 29 (2003), p. 19.

DRAZEN J. M., Controlling Research Trials, *New England Journal of Medicine*, 348 (2003), p.1377.

EWIG S., Der permanente Dammbbruch, *Ethik in der Medizin*, 15 (2003) 1, p. 43.

HORROBIN D. F., Are large ethical trials in rapidly lethal diseases usually unethical ?, *Lancet*, 361 (2003), p. 695.

JOHNS M. M. E., BARNES M., FLORENCIO P., Restoring balance to industry-academia relationships in an era of institutional financial conflicts of interest, *Journal of American Medical Association*, 289 (2003), p. 741.

KARLAWISH J. H. T., Research Involving Cognitively Impaired Adults, *New England Journal of Medicine*, 348 (2003), p. 1389.

SUNG N. S., CROWLEY W. F., GENEL M. and al., Central Challenges Facing the National Clinical Research Enterprise, *Journal of American Medical Association*, 289 (2003), p. 1278.

SUTCLIFFE A. G., Testing new pharmaceutical products in children, *British Medical Journal*, 326 (2003), p. 64.

WELLBROCK R., Datenschutzrechtliche Aspekte des Aufbaus von Biobanken für Forschungszwecke, *Medizinrecht*, Heft 2, 2003, p. 77.

WÖLK F., Zwischen ethischer Beratung und rechtlicher Kontrolle- Aufgaben- und Funktionswandel der Ethikkommissionen in der medizinischen Forschung am Menschen, *Ethik in der Medizin*, 14 (2002) 4, p. 252.

### **Responsabilité médicale**

CLEMENT R., RODAT O., NICOLAS G., Procédures d'accréditation et nature des obligations en matière de responsabilité médicale, *Médecine & droit*, 2002, n° 57, p. 1.

DE LA GRANGE P., Indemnisation des accidents médicaux : l'accès au dossier et le déroulement de l'expertise, *Le Dalloz*, 2003, n° 11, p. 699.

DEIS-BEAUQUESNE S., L'indépendance technique du médecin salarié : une nouvelle brèche dans la jurisprudence *Costedoat*, *Le Dalloz*, 2003, n° 9, p. 580.

DEUTSCH E., Das behindert geborene Kind als Anspruchsberechtigter, *Neue Juristische Wochenschrift*, n° 1 (2003), p. 26.

FABRE-MAGNAN M. et al., Débat autour de l'affaire Perruche, *Droits, Revue Française de théorie, de philosophie et de culture juridiques*, vol. 35, p. 119.



GALLAGHER T. H., WATERMAN A. D., EBERS A. G. and al., Patients' and physicians' attitudes regarding the disclosure of medical errors, *Journal of American Medical Association*, 289 (2003), p. 1001.

MALAURIE PH., Responsabilité civile – L'handicap de l'enfant : un droit désemparé. A propos de l'avis du Conseil d'Etat du 6 décembre 2002 (arrêt Perruche), *La Semaine Juridique*, n° 7-8, 12 février 2003, p. 285.

SARGOS P., Accidents du travail et maladies professionnelles/ Responsabilité - L'évolution du concept de sécurité au travail et ses conséquences en matière de responsabilité civile, *La Semaine Juridique*, n° 4, 22 janvier 2003, p. 121.

WAGNER C., Das behinderte Kind als Schaden ?, *Neue Juristische Wochenschrift*, n° 46 (2002), p. 3379.

### **SIDA, lutte contre les épidémies**

GERBERDING L., Occupational Exposure to HIV in Health Care Settings, *New England Journal of Medicine*, 348 (2003), p. 826.

LAZZARINI Z., KLITZMAN R., HIV and the Law, Policy, and Social Epidemiology, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2002, p. 533.

TURNBERG L., Common sense and common consent in communicable disease surveillance, *Journal of Medical Ethics*, 29 (2003), p. 27.

### **Système de santé, politique de la santé**

BINDMAN A. B., MAJEED A., Organisation of primary care in the United States, *British Medical Journal*, 326 (2003), p. 631.

DICKENSON D., VINEIS P., Evidence-based medicine and quality of care, *Health Care Analysis*, 2002, vol. 10, p. 243.

FOMBEUR P., Les juridictions d'aide sociale face au principe d'impartialité, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 1, 2003, p. 92.

FORREST C. B., Primary care gate-keeping and referrals : effective filter or failed experiment?, *British Medical Journal*, 326 (2003), p. 692.

HSIA D., Medicare quality improvement. Bad apples or bad systems?, *Journal of American Medical Association*, 289 (2003), p. 354.

MILLER F. H., GREANEY T. L., The National Resident Matching Program and antitrust law, *Journal of American Medical Association*, 289 (2003), p. 913.

NICOLAS G., SAMBUC R., Le Haut Comité de la santé publique : une expérience de dix années, *Bulletin de l'Académie Nationale de Médecine*, 2002, tome 186 n° 8, p. 1503.

NORHEIM O. F., The role of evidence-based medicine in health policy making: A normative perspective, *Health Care Analysis*, 2002, vol. 10, p. 309.

PÉRIN I., ATTARAN A., Trading for dialogue : an opportunity to fix international aid for health ?, *Lancet*, 361 (2003), p. 1216.

STEINER U., Das Bundesverfassungsgericht und die Volksgesundheit, *Medizinrecht*, Heft 1, 2003, p. 1.

TER MEULEN R., DICKENSON D., Into the hidden world behind evidence-based medicine, *Health Care Analysis*, 2002, vol. 10, p. 231.

WAITZKIN H., Report of the WHO Commission on Macroeconomics and health: a summary and critique, *Lancet*, 361 (2003), p. 523.

### **Transplantations**

BILLER-ANDORNO N., SCHAUENBURG H., Vulnerable Spender : eine medizinethische Studie zur Praxis der Lebendorganspende, *Ethik in der Medizin*, 15 (2003) 1, p. 25.

BRAZIER M., Organ retention and return : problems of consent, *Journal of Medical Ethics*, 29 (2003), p. 30.

BURGIO R. G., GLUCKMAN E., LOCATELLI F., Ethical reappraisal of 15 years of cord-blood transplantation, *Lancet*, 361 (2003), p. 250.

CAILLAVET H., Prélèvements et greffes, *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, n° 54, 2003, p. 567.

CHEN R. T., GLAZIER A. K., Can Same-Sex Partners Consent to Organ Donation?, *American Journal of Law Medicine*, 2003, vol. 29, p. 31.

SCHICKTANZ S., Medizinethische Probleme der Xenotransplantation, *Ethik in der Medizin*, 14 (2002) 4, p. 234.

### OUVRAGES ET MONOGRAPHIES / BÜCHER UND MONOGRAPHIEN

AMMICH-T-QUINN R., TAMEZ E. (éd.), *The body and religion*, London 2002.

BERNARDET P., *Psychiatrie, droits de l'homme et défense des usagers en Europe*, Ramonville Saint-Agne 2002.

BOILEAU C., *Dans le dédale du don d'organes : le cheminement de l'ethnologue*, Paris 2002.

COMITE INTERNATIONAL DE BIOETHIQUE DE L'UNESCO, *Actes [de la] huitième session, septembre 2001*, Paris 2002.

*La responsabilité. Aspects nouveaux*. Travaux de l'Association Henri Capitant, Journées panaméennes, Tome L, 1999, Paris 2003.

MONTGOMERY J., *Health care law*, Oxford 2002.

MORRIS P. (coord.), *Les transplantations*, Strasbourg 2003.

PALEY-VINCENT C., *Responsabilité du médecin*, Paris 2002.

SICARD D. (coord.), *Travaux du comité consultatif national d'éthique*, Paris 2002.

## **II. Doctrine suisse / Schweizerische Lehre**

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

### ARTICLES / AUFSÄTZE

### **Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux**

MÉROZ J.-C., SCHÜPBACH S., Die Vorkontrolle der Arzneimittelwerbung ist verfassungskonform, *Medialex*, 2002 Heft 3, p. 166.

SAXER U., Korruption im Arzneimittelhandel : zum Vorteilsverbot gemäss Art. 33 HMG und dessen Koordination mit Art. 56 Abs. 3 KVG, *Pratique Juridique Actuelle*, 11 (2002), p. 1463.

SURVEILLANCE DES PRIX, rapport annuel 2002 du Surveillant des prix : Marché des médicaments, *Droit et Politique de la Concurrence*, 2002/5, p. 881.

### **Assurances sociales**

BECK P., SCHÄER R., Die Rechtsprechung des Eidgenössischen Versicherungsgerichts in den Jahren 1999 und 2000, *RSJB/ZBJV*, n° 3/2003, p. 180.

BERGER HADORN R., La longue marche de la LPGa, *Sécurité sociale* 2002, n° 5, p. 265.

DUC J.-L., "Problèmes musulmans" en droit des assurances sociales : examen de quelques situations, in : *Musulmans et l'ordre juridique suisse*, 2002, p. 199.

DUC J.-L., De la cessation du droit aux prestations dans l'assurance-maladie obligatoire, *SZS*, 3 (2002), p. 272.

GMÜR R., Partie générale de l'assurance sociale : moins de problèmes d'encaissement liés au régime du tiers garant, *Bulletin des Médecins Suisses*, 2003, 84, n° 4, p. 128.

GUYAZ A., L'indemnisation du tort moral en cas d'accident, *SJ*, 2003 I n° 1, p.1.

HARDY LANDOLT L. L. M., Stand und Entwicklung des Pflegeversicherungsrechts, *SZS*, 2 (2003), p. 84.

KOPP KÄCH C., Zur Kostenübernahme zahnärztlicher Behandlungen, die durch ein Geburtsgebrechen bedingt sind, durch die obligatorische Krankenpflegeversicherung, *RSJB / ZBJV*, n° 2/2003, p. 125.

PIEGAI J., Nouveautés concernant l'invalidité dans la prévoyance professionnelle, *Pratique Juridique Actuelle*, n° 3/2003, p. 294.

REPOND P.-A., Suppression de l'« obligation de contracter », *Courrier du Médecin Vaudois*, 2/2003, p. 10.

SPIRA R., L'application de l'Accord sur la libre circulation des personnes par le juge des assurances, in : *Accords bilatéraux Suisse-UE*, 2001, p.369.

STREBEL D., Versicherungen : Unfallopfer bespitzelt, *Plädoyer*, n° 1/2003, p. 6.

### **Droits des patients, droit de la personnalité**

CHATAGNY N., Droits et devoirs de porteurs/euses de mandats tutélaires en cas d'atteintes à l'intégrité corporelle (interventions médicales), *Revue du droit de tutelle*, 2003, p. 61.

DE VRIES REILINGH J., Le droit fondamental de l'enfant à connaître son ascendance, *AJP/PJA*, 4/2003, p. 363.

GASSMANN J., Fürsorgerische Freiheitsentziehung : Kanonenboot oder Rettungsdampfer ?, *Pro Mente Sana*, 4/2002, p. 18.

GUILLOD O., Die Entscheidungsfreiheit des Patienten. Einige rechtliche Aspekte, in : *Die Grenzen der Selbstbestimmung*, Wien 2003, p. 27.

HAURY J.-A., VUILLEMIN P., Révision de la loi sur la santé publique : ce qui change pour les médecins, *Courrier du Médecin Vaudois*, 8/2002, p. 8.

JUNG A., Les mesures de sûreté (art. 42-44 CPS) : quelques problèmes rencontrés dans la pratique genevoise, *Revue suisse de criminologie*, 1/2003, p. 45.

KAUFMANN M., STAENDER S., VON BELOW G. (et al.), Déclaration anonyme informatisée d'incidents critiques : une contribution à la sécurité des patients, *Bulletin des Médecins Suisses*, 2003, 84, n° 8, p. 346.

KLEIN C., L'initiative populaire des personnes handicapées, *Plädoyer*, n° 2/2003, p. 50.

Privation de liberté à des fins d'assistance, *Pro Mente Sana*, Lettre trimestrielle n° 19, 2003.

### **Euthanasie, assistance au suicide**

GLASNER B. S., Le professionnel face au suicide : Cadre juridique et responsabilité, *InfoKara*, 2002, 17 (4), p. 115.

### **Exercice des professions de la santé, politique professionnelle**

Anwendbarkeit des Arbeitsgesetzes auf das Personal öffentlicher Spitäler, *Schweizerischen Zentralblatt für Staats und Verwaltungsrecht*, 104 Jahrgang n° 2, Februar 2003, p. 97.

BERNER D., Le médecin auxiliaire de la justice, in : *Médecine et Détention*, 2002, p. 117.

BLANCHARD N., La levée du secret professionnel, *Médecine & Hygiène*, 2003, n° 2432 ,p. 762.

DE MARTINI L., La médecine pénitentiaire du point de vue des services de probation, in : *Médecine et Détention*, 2002, p. 183.

GRAVIER B., L'indépendance professionnelle du personnel de santé travaillant en milieu pénitentiaire, in : *Médecine et Détention* 2002, p. 143.

PFRUNDER M. L., Die Zusammenarbeit von Vollzugs-und forensischem Personal oder ein "mephistophelischer" Kreis?, in : *Médecine et Détention*, 2002, p. 173.

SCHMIDT E., Die Medizinalberufe und das Abkommen über die Freizügigkeit der Personen, in : *Accords bilatéraux Suisse-UE*, 2001, p. 405.

STEFFEN G., CCTs dans le domaine sanitaire : quels défis ?, *Plädoyer*, n° 1/2003, p. 46.

SURVEILLANCE DES PRIX, rapport annuel 2002 du Surveillant des prix : Tarifs ambulatoires des médecins et des hôpitaux, *Droit et Politique de la Concurrence*, 2002/5, p. 888.

### **Famille et santé**

SUTTER P., Das Recht auf Kenntnis der eigenen Abstammung, *Recht*, 4/2002, p. 154.

### **Mesures médicales spéciales**

DUMOULIN J.-F., La stérilisation, notamment d'une personne incapable de discernement, *Médecine & Hygiène*, 2003, n° 2428 ,p. 580.

### **Nouvelles technologies de l'information et santé**

PREVITALI A., La carta sanitaria : fra protezione dei dati, principio della legalità, surrogazione della legge e sperimentazione, *Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese*, II – 2002 p. 475.

### **Personnes âgées et santé**

CUTTELOD S., Révision de la loi sur la santé publique, Conséquences pour le médecin responsable en EMS, *Courrier du Médecin Vaudois*, 1/2003, p. 8.

GUIGNARD M., EMS vaudois : quel rapport avec la médecine ?, *Courrier du Médecin Vaudois*, 1/2003, p. 3.

### **Responsabilité médicale**

GUILLOD O., RAPIN C., La responsabilité médicale. Rapport suisse, in : *La responsabilité. Aspects nouveaux*. Travaux de l'Association Henri Capitant, Journées panaméennes, Tome L, 1999, Paris 2003, p. 375.

### **Système de santé, politique de la santé**

BANDI T., Bases de décision pour l'assurance-maladie et la santé publique, *Sécurité sociale* 2002, n° 6, p. 340.

DUC J.-L., Hospitalisation en privé et obligations des Cantons, *Revue suisse des assurances sociales et de la prévoyance professionnelle*, 46(2002), n° 6, p. 558.

MARTIN J., Un quart de siècle de santé publique – Quelques éclairages, *Bulletin des Médecins Suisses*, 2003, 84, n° 15, p. 685.

OFFICE FEDERAL DE LA SANTE PUBLIQUE, La vaccination en Suisse : un problème prioritaire de santé publique, *Bulletin des Médecins Suisses*, 2003, 84, n° 4, p. 132.

STIEGER L., Les médicaments sont-ils vraiment plus chers en Suisse qu'ailleurs ?, *Sécurité sociale*, 2003, n° 2, p. 82.

ZÄCH R., Gesundheit und Wettbewerb : der Standpunkt der Wettbewerbskommission, *Recht*, 1/2002, p. 42.

### **OUVRAGES ET MONOGRAPHIES / BÜCHER UND MONOGRAPHIEN**

ACADEMIE SUISSE DES SCIENCES MEDICALES, *Directives médico-éthiques de l'ASSM*, Bâle 2002.

ACKERMANN-LIEBRICH U. et al., *Buts pour la santé en Suisse : la santé pour tous au 21<sup>e</sup> siècle (OMS Europe)*, Berne 2002.

BRÜLHART M., *Gentechnik und Haftpflicht : vom rechtlichen Umgang mit Unsicherheit*, Berne 2002.

CHASTONAY P., PAPART J.-P., *Le raisonnement scientifique appliqué au domaine de la santé. Manuel d'épistémologie*, Fribourg 2002.

GEISER T. (éd.), *Privatrecht im Spannungsfeld zwischen gesellschaftlichem Wandel und ethischer Verantwortung : Beiträge zum Familienrecht, Erbrecht, Persönlichkeitsrecht, Haftpflichtrecht, Medizinalrecht und allgemeinen Privatrecht : Festschrift für Heinz Hausheer zum 65. Geburtstag*, Berne 2002.

HÜSING B. et al., *Menschliche Stammzellen, Studie des Zentrums für Technologiefolgen-Abschätzung*, Berne 2003.

KIESER U., *ATSG-Kommentar : Kommentar zum Bundesgesetz über den Allgemeinen Teil des Sozialversicherungsrechts vom 6. Oktober 2000*, Zürich 2003.

QUELOZ N. et al. (éd.), *Medizin und Freiheitsentzug – Médecine et détention*, Berne 2002.

\*\*\*\*\*